



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Priorités de la Présidence luxembourgeoise	p. 573	Sommaire des séances publiques n°38 à 40	p. 608	38 <sup>e</sup> séance	Jeu. 11 juin 2015
Vision Zéro - combattre l'insécurité routière	p. 590	Sommaire des questions parlementaires	p. Q219	39 <sup>e</sup> séance	Mardi 16 juin 2015
Parcs naturels	p. 600			40 <sup>e</sup> séance	Mercredi 17 juin 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



## Le Parlement des Jeunes présente ses résolutions



Les membres du Parlement des Jeunes exposent leurs résolutions aux membres de la Chambre des Députés.

À la mi-juillet, le Parlement des Jeunes a présenté ses résolutions adoptées au cours des derniers mois et en a discuté avec les membres de différentes commissions parlementaires à la Chambre des Députés. Les textes, au nombre de seize, votés par le «Jugendparlament», témoignent des activités tous azimuts de la jeune assemblée dont les représentants ont échangé les vues avec les députés sur les résolutions suivantes:

- résolution sur la gestion du phénomène des

jeunes djihadistes européens;

- résolution sur la lutte contre le virus Ebola et la réforme de l'aide au développement;

- résolution sur une stratégie de lutte contre le groupe terroriste «État islamique»;

- résolution sur l'enseignement de l'éducation civique;

- résolution portant sur le choix entre le cours des religions et le cours d'éducation morale et sociale;

- résolution portant sur le logement au Luxembourg;

- résolution portant sur la limitation des mandats des ministres;

- résolution en faveur de l'ouverture encadrée du droit de vote aux résidents non luxembourgeois;

- résolution sur le droit de vote à partir de 16 ans;

- résolution sur le processus de paix et de réunification de Chypre;

- résolution sur la conférence de Paris sur le cli-

mat (COP 21);

- résolution sur les activités de surveillance des services de renseignement;

- résolution sur la prostitution;

- résolution sur le rapprochement entre Israéliens et Palestiniens;

- résolution pour la protection des insectes pollinisateurs;

- résolution pour une orientation en faveur de l'avenir de l'étudiant.

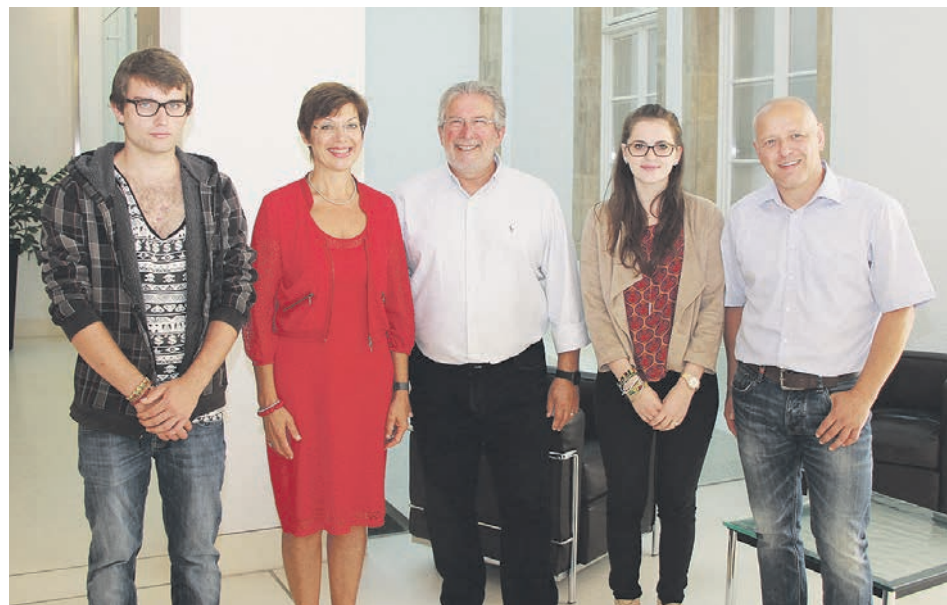
## „I want to see a Europe where all young people...“

Du 12 au 15 mars 2015, 15 filles et garçons âgés de 13 à 20 ans et venant des «SOS-Kannerdierfer» du Luxembourg, de la Norvège, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Autriche, de l'Albanie et de la Croatie se sont réunis à l'académie Hermann Gmeiner à Innsbruck. Au cours de cet échange interculturel, les jeunes ont discuté de thèmes politiques comme les droits des enfants, la participation politique des jeunes, le droit de vote, l'accès à une formation, la discrimination et la pauvreté.

Les participants à l'échange interculturel ont établi une carte de l'Europe avec des messages pour l'avenir à l'attention du monde politique. Une délégation remettra cette carte fin août au Ministre des Affaires étrangères de l'Autriche. Par

ce geste symbolique, les adolescents et jeunes adultes des «SOS Kannerdierfer» souhaitent montrer leur engagement pour l'Europe et pour leur propre avenir. Un des messages est le suivant: „I want to see a Europe where all young people... were treated honestly by the politicians, because one day we will be the representatives of this world.“

Deux des quatre jeunes qui ont représenté le Luxembourg, Mme Jeanne Arndt et M. Francesco Conter, accompagnés par la directrice générale de la Fondation Lëtzebuurger Kannerduerf, Mme Marianne Brosius-Kolber, et du chef de groupe du foyer Leir, M. Bernd Schäfer, ont présenté le projet et les conclusions au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.



M. Mars Di Bartolomeo s'est informé au sujet du projet et des conclusions de l'échange interculturel des «SOS-Kannerdierfer».



## La sûreté et la durée d'exploitation de Cattenom évoquées à l'occasion d'une visite de l'ASN française



À l'occasion d'une entrevue avec des responsables de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à Montrouge dans la banlieue parisienne, une délégation de la Sous-commission, chargée de préparer un débat d'orientation sur la politique énergétique et du climat au Grand-Duché - débat qui aura lieu en automne à la rentrée parlementaire - s'est informée sur le dispositif de sûreté améliorée des centrales nucléaires françaises suite aux enseignements tirés de l'accident de Fukushima.

L'ASN, créée en 2006 par la loi relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, assure, au nom de l'État français, le contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France pour protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement des risques liés à l'utilisation du nucléaire. Les activités contrôlées par l'ASN vont donc des installations nucléaires aux installations médicales, en passant par le transport de matières radioactives et les installations industrielles et de recherche utilisant des rayonnements ionisants.

Accompagnés par des représentants du Comité national d'action

contre le nucléaire, les membres de la Sous-commission se sont particulièrement intéressés au devenir de la centrale nucléaire de Cattenom, ceci dans l'optique de l'établissement d'un nouveau cadre légal de la politique énergétique de la France, visant à réduire de 75% à 50% sa dépendance vis-à-vis de l'énergie nucléaire.

La nouvelle politique envisagée par le gouvernement français implique une cessation de fonctionnement de certains réacteurs nucléaires. Pour ce qui est d'une éventuelle déconnexion de la centrale de Cattenom du réseau nucléaire français, la délégation parlementaire luxembourgeoise n'a point reçu d'information permettant de conclure que la centrale mosellane serait visée par les propositions de fermeture à soumettre par son exploitant EDF (Électricité de France).

Néanmoins, la délégation luxembourgeoise a obtenu l'assurance qu'une enquête publique transfrontalière sera réalisée au moment de la 4<sup>e</sup> inspection décennale, inspection qui aura lieu en 2026 et décidera d'une prolongation de l'autorisation d'exploitation de la centrale de Cattenom.

*Les membres de la délégation de la Sous-commission ont rencontré des responsables de l'Autorité de sûreté nucléaire.*

## La Francophonie parlementaire s'est réunie en Suisse

La 41<sup>e</sup> Assemblée plénière de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue au Conseil national du Parlement suisse les 9 et 10 juillet 2015. Cette rencontre, placée sous le thème «Encourager l'accès à une formation de qualité pour tous: un défi prioritaire pour la Francophonie» a réuni près de 300 parlementaires d'une cinquantaine de sections de l'APF, dont M. Michel Wolter en tant que représentant de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF.

Suite à la réunion du Bureau, du Réseau des femmes parlementaires et des quatre commissions, les délégations ont assisté à la cérémonie officielle d'ouverture où elles ont pu entendre M. Stéphane Rossini, Président du Conseil national, M. Paul E. McIntyre (sénateur, Canada), Président de l'APF, M. Claude Hêche, Président du Conseil des États, Mme Michaëlle Jean, nouvelle Secrétaire générale de l'OIF et M. Didier Burkhalter, conseiller fédéral représentant le gouvernement suisse.

Mme Michaëlle Jean, qui s'exprimait pour la première fois devant les parlementaires de l'APF, a ensuite présenté les grandes lignes de la stratégie de l'OIF avant de se prêter à une séance de questions réponses avec les parlementaires.

Le débat général a donné lieu à une vingtaine d'interventions qui ont permis aux parlementaires d'échanger des informations sur la formation pro-

fessionnelle, en analysant plus particulièrement le modèle suisse et de proposer des mesures pour améliorer l'accès des citoyens à Internet et à la formation en ligne.

Les parlementaires ont adopté vingt résolutions portant notamment sur les situations politiques dans l'espace francophone, les enfants sans identité, l'emploi des jeunes, l'accès universel aux services de prévention contre le VIH, la prise en compte du genre dans les discussions climatiques et la lutte contre le terrorisme international.

M. Michel Wolter a présenté les comptes de l'Assemblée et a proposé de nouvelles mesures de transparence.

L'Assemblée générale a enfin procédé par acclamation à l'élection pour les deux prochaines années des membres de ses instances. Le Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo, M. Aubin Minaku, a été élu Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Le Président de l'Assemblée nationale du Québec, M. Jacques Chagnon, a été élu premier Vice-président et le Secrétaire général parlementaire, M. Pascal Terrasse (député, France), a été reconduit dans ses fonctions, tout comme M. Michel Wolter dans celles de Trésorier international de l'APF.

En guise de clôture, les parlementaires ont pu entendre les résolutions prises par les commissions et l'Assemblée plénière du Parlement franco-



*M. Michel Wolter (à gauche) lors de la réunion du Bureau de l'APF*

phone des Jeunes (PFJ), dont la 7<sup>e</sup> édition se tenait aux mêmes dates à Berne et à laquelle deux jeunes Luxembour-

geois, Mme Jana Degrott et M. Andreas von Ganski, ont participé.

## Le Président a reçu...

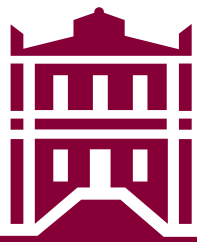


*...S. E. M. Huang Changqing, nouvel ambassadeur de Chine au Luxembourg.*



[www.ärvirschléi.lu](http://www.ärvirschléi.lu)





# NOUVELLES LOIS

## Archivage électronique

### 6543 - Projet de loi

#### relatif à l'archivage électronique et portant modification:

##### 1. de l'article 1334 du Code civil;

##### 2. de l'article 16 du Code de commerce;

##### 3. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Une fois adopté, ce dispositif met en place un statut spécifique de «Prestataire de services de dématérialisation ou de conservation» (PSDC) et représente un élément important pour l'avenir du secteur des services électroniques. En Europe, aucun pays ne dispose à ce stade d'un cadre légal traitant de l'archivage électronique. Si des dispositions existent à l'étranger, elles sont spécifiques à un secteur déterminé. Également au niveau communautaire, aucun texte à transposer dans ce domaine n'existe, de sorte que le Luxembourg s'arrogera l'avantage du «first mover». Le projet de loi vise ainsi à

- reconnaître la valeur juridique des documents dématérialisés et, sous certaines conditions, présumer de leur conformité à l'original;

- établir un niveau d'exigence élevé afin d'assurer que les archives dématérialisées soient fiables et durables;

- organiser l'activité de prestataire de services de dématérialisation ou de conservation.

La reconnaissance de la valeur juridique des documents dématérialisés doit être garantie par la loi pour fournir aux détenteurs de documents dématérialisés la sécurité juridique et la confiance nécessaires au développement de l'archivage électronique. Par conséquent, les documents dématérialisés par des PSDC doivent bénéficier d'une véritable présomption de conformité à l'original. En plus, les documents dématérialisés et conservés conformément aux prescriptions légales et réglemen-

taires applicables ne doivent pas être susceptibles d'être rejetés par le juge par le simple fait qu'ils se présentent sous forme électronique ou qu'il subsiste un original papier (comme cela ressort aujourd'hui encore implicitement de l'article 1333 du Code civil).

Pour bénéficier d'une telle reconnaissance, le processus de dématérialisation et de conservation doit nécessairement répondre à des exigences techniques et organisationnelles sérieuses quant à la fiabilité et la durabilité des archives. Ces exigences seront fixées par règlement grand-ducal.

Ceux qui auront une activité de dématérialisation ou de conservation pourront obtenir le statut de PSDC en se faisant certifier et en notifiant leur certification à l'ILNAS. La validation de la notification par l'ILNAS et son inscription sur une liste ad hoc donneront aux acteurs concernés le droit d'utiliser le statut de prestataire de services de dématérialisation ou de conservation et démontreront leur sérieux en garantissant la mise en place et le maintien par ces derniers de procédures de dématérialisation ou de conservation répondant à un niveau d'exigence particulièrement élevé.

À noter que ce statut n'est pas une condition pour offrir des services d'archivage électronique, que ce soit de la dématérialisation ou de la conservation électronique. La seule conséquence pour un acteur qui renonce à quérir ce statut est qu'il devra, le cas échéant, à chaque fois prouver au tribunal que ses fichiers ont été créés et archivés selon les règles de l'art.

Le champ d'application du projet de loi comprend principalement les actes sous seing privé, signature manuscrite ou électronique et les documents sous l'obligation de conservation commerciale/comptable. Les actes authentiques et les activités de simple stockage de données qui ne consistent pas à conserver des documents en garantissant leur intégrité sont exclus du champ d'application du projet de loi.

au moins 150 salariés. Dans les autres entreprises, elle se fait à l'occasion des réunions avec la direction de l'entreprise.

- Le chef d'entreprise doit informer la délégation et le délégué à la sécurité et à la santé des risques pour la sécurité et la santé ainsi que des mesures et activités de protection et de prévention à prendre. Ces informations doivent également être communiquées à tout employeur de salariés des entreprises extérieures intervenant dans l'entreprise, qui doit les transmettre à sa délégation du personnel.

- Le chef d'entreprise informe la délégation et le délégué à la sécurité et à la santé de l'évolution du taux d'absence.

- Le chef d'entreprise occupant moins de 150 salariés pendant les douze mois précédant le premier jour du mois de l'affichage annonçant les élections, devra informer une fois par an au moins sa délégation du personnel sur l'évolution économique et financière, ainsi que sur les activités récentes et probables. Cela se fera sur base d'un rapport d'ensemble sur l'activité de l'entreprise, le chiffre d'affaires, les résultats globaux de la production et de l'exploitation, les commandes, l'évolution de la structure et du montant des rémunérations du personnel et les investissements réalisés.

D'autres chapitres importants du projet de loi concernent:

- l'information et la consultation sur la vie de l'entreprise (Cette rubrique traite des domaines où la délégation n'est pas seulement informée mais également consultée, alors que pour certains cas elle devra donner un avis.),

- l'information et la consultation en matière technique, économique et financière,

- la participation à certaines décisions de l'entreprise,

- la fonction de délégué à la sécurité et à la santé,

- la fonction de délégué à l'égalité.

En ce qui concerne la structuration des délégations au sein de l'entreprise, il est prévu que toute entreprise, qui occupe au moins 15 salariés pendant les 12 mois qui précèdent le premier jour du mois de l'affichage annonçant les élections, est tenue de faire désigner des délégués du personnel. La composition numérique des délégations du personnel est fonction de l'effectif des salariés qu'elles représentent (p.ex. 1 membre lorsque l'effectif des salariés est compris entre 15 et 25 membres et 25 membres lorsque l'effectif est compris entre 5.101 et 5.500).

Le projet de loi prévoit que lorsque plusieurs entreprises constituent une entité économique et sociale (EES), il peut être institué, à la demande d'au moins deux délégations de l'entité, une délégation au niveau de l'entité économique et sociale. Les demandes doivent être formulées dans un délai de trois mois après les élections des délégations du personnel. La délégation au niveau de l'EES représente les intérêts de l'ensemble des salariés occupés dans les diverses entreprises d'une entité économique et sociale.

La commission a retenu que la délégation au niveau de l'EES n'a d'autre attribution que l'échange d'informations entre différentes délégations du personnel dont elle est issue.

Les délégués EES sont élus par les délégations du personnel, chaque délégation disposant d'une seule voix. Les délégués EES disposeront de la protection spéciale contre le licenciement.

Le projet de loi accorde aux délégations du personnel, sous certaines conditions, la possibilité d'avoir recours à des conseillers internes et externes ainsi que le droit d'avoir recours à un expert. La législation en vigueur prévoit déjà cette possibilité, mais seulement aux délégations des entreprises avec un effectif d'au moins 150 salariés. Dorénavant cette possibilité est accordée aux délégations ayant au moins 51 salariés.

De plus, le droit de désigner des conseillers externes n'est plus seulement réservé aux syndicats jouissant de la représentativité sur le plan national mais est élargi aux syndicats jouissant de la représentativité dans un secteur important de notre économie, à condition qu'ils disposent d'au moins un tiers des délégués effectifs.

Quant aux modalités d'élection, le projet prévoit que les délégués titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin secret à l'urne, suivant les règles de la représentation proportionnelle, par les salariés de l'entreprise, sur des listes de candidats présentées soit par un syndicat qui jouit de la représentativité nationale générale, soit par un nombre de salariés de l'entreprise représentant cinq pour cent au moins de l'effectif total, sans toutefois devoir excéder cent. Dans les entreprises occupant moins de cent salariés, le scrutin s'effectue d'après le système de la majorité relative. Les syndicats jouissant de la représentativité sectorielle sont autorisés à présenter des listes dans les secteurs où leur représentativité est reconnue en application de l'article L.161-6.

Quant aux adaptations que le projet apporte au système des crédits d'heures, le projet de loi prévoit l'obligation pour le chef d'entreprise de laisser aux membres de la délégation le temps nécessaire pour accomplir leurs fonctions et de rémunérer ce temps comme temps de travail. Ainsi, il est prévu que le chef d'une entreprise, dont l'effectif ne dépasse pas 149 salariés, doit accorder un crédit d'heures sur base de 40 heures par semaine à raison de cinq cents salariés. Dans les entreprises dont l'effectif représenté se situe entre cent cinquante et deux cent quarante-neuf, le chef d'entreprise accorde aux délégués un crédit d'heures rémunérées total proportionnel à l'effectif des salariés qu'ils représentent sur la base d'un crédit de quarante heures par semaine à raison de deux cent cinquante salariés.

L'article L.415-5 du projet de loi prévoit la libération d'un délégué dans les entreprises occupant entre 250 et 500 salariés; deux délégués dans les entreprises occupant entre 501 et 1.000 salariés; trois délégués dans les entreprises occupant entre 1.001 et 2.000 salariés; quatre délégués dans les entreprises occupant entre 2.001 et 3.500 salariés et par après un délégué supplémentaire par tranche de 1.500 salariés lorsque l'effectif dépasse 3.500 salariés.

Le projet de loi prévoit une protection spéciale des délégués du personnel ainsi que des délégués à la sécurité et à la santé contre le licenciement pendant la durée de leur mandat. Il pose par ailleurs le principe de la nullité de toute notification d'un tel licenciement, du maintien ou de la réintégration dans l'emploi de tout délégué illégalement licencié. Il innove en permettant également au délégué indûment licencié, qui ne souhaite plus reprendre son travail, de demander des dommages et intérêts.

Finalement, une autre innovation du projet de loi consiste en la mise en place de la médiation en cas de différends sur l'application ou résultant de l'application de différents articles du Code du Travail en matière de délégation du personnel. Ainsi le texte prévoit que ces litiges non résolus après une éventuelle mise en intervention de l'ITM peuvent être portés devant une Commission de Médiation instituée dans le cadre d'une convention collective, soit au niveau de l'entreprise, soit au niveau sectoriel, ou dans le cadre d'un accord en matière de dialogue interprofessionnel. Cette commission est présidée par un médiateur désigné d'un commun accord par les parties dans la convention collective de travail ou dans l'accord en matière de dialogue interprofessionnel. À défaut d'une telle disposition, un médiateur pourra être demandé auprès du directeur de l'Inspection du travail et des mines.

En cas d'échec d'une médiation, toutes les voies légales de droit commun de règlements de litiges collectifs et tous les recours judiciaires restent ouverts aux parties.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 13.02.2013

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

16.01.2014 Désignation d'un rapporteur

30.01.2014 Présentation du projet de loi

17.07.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État

04.09.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

19.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

26.06.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2015

Loi du 25 juillet 2015

Mémorial A: 2015, n°150, page 3058

## Dialogue social à l'intérieur des entreprises

### 6545 - Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Une des principales innovations du projet de loi 6545 portant réforme du dialogue social consiste à transférer les attributions réservées jusqu'à présent au comité mixte à la délégation du personnel. La suppression du comité mixte fait de la délégation l'unique organe représentant les intérêts des salariés et a pour finalité de simplifier la représentation du personnel par une concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule délégation par entreprise en vue d'une revalorisation qualitative du dialogue social.

Suite à la suppression du comité mixte, les attributions de ce dernier sont transmises, sous quelques conditions, à la délégation du personnel. Les missions, les rôles et les attributions de la délégation du personnel sont repris dans les sections 1 à 4 du chapitre IV.

Le projet de loi précise les attributions suivantes:

- Sauvegarder et défendre les intérêts du per-

sonnel salarié de l'entreprise en matière de conditions de travail, de sécurité de l'emploi et de statut social.

- Dans un esprit de coopération, la délégation doit prévenir et régler les différends pouvant surgir entre l'employeur et le personnel salarié.

- La délégation doit présenter à l'employeur toute réclamation, individuelle ou collective.

- À défaut d'un règlement des différends susmentionnés, la délégation peut saisir l'Inspection du travail et des mines de toute plainte ou observation relative à l'application des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles relatives aux conditions de travail, aux droits et à la protection des salariés dans l'exercice de leur profession.

- La délégation veille au respect rigoureux de l'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle ainsi que la rémunération et les conditions de travail

- Le chef d'entreprise est tenu de communiquer à la délégation du personnel les renseignements nécessaires à la bonne exécution de sa mission et susceptibles d'éclairer les membres qui la composent sur la marche et la vie de l'entreprise, dont l'évolution récente et l'évolution probable de ses activités ainsi que de sa situation économique. Cette communication se fait à la demande de la délégation ou mensuellement dans les entreprises occupant

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 25.02.2013

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

08.05.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration



Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale  
(Président: M. Georges Engel):

- 01.10.2014 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 08.10.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 22.10.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 12.11.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 12.01.2015 Décision concernant les points tenus en suspens et adoption des amendements parlementaires
- 15.01.2015 Evacuation définitive des points en suspens  
Présentation et adoption des amendements parlementaires
- 24.06.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2015

Loi du 23 juillet 2015

Mémorial A: 2015, n°144, page 2958

## Modernisation de l'Administration des services vétérinaires

### 6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires

L'objet principal du projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires (ASV) est de moderniser cette administration de manière à ce qu'elle puisse mieux répondre à la réalité des obligations qui lui incombent.

Par l'adoption de ce projet de loi, l'actuelle loi-cadre portant création de l'Administration des services vétérinaires, remontant à l'année 1976, sera abrogée.

L'organisation actuelle de l'ASV peut être qualifiée d'horizontale vu que quatre vétérinaires-

inspecteurs sont responsables de toutes les obligations incombant à l'ASV dans leur circonscription respective, c'est-à-dire la santé animale, le bien-être animal et la santé publique. Les tâches incombant aux différentes circonscriptions varient, toutefois, considérablement selon la circonscription. De surcroît, les compétences spécifiques demandées sont devenues de plus en plus «techniques», de sorte qu'une réorganisation de type verticale s'est imposée.

Par conséquent, cinq divisions seront créées. Chacune sera munie d'un chef de division chargé exclusivement des compétences liées à sa division. Ces cinq divisions seront: la Division de la santé animale, la Division de la santé publique, la Division du contrôle à l'importation, la Division du laboratoire de médecine vétérinaire, la Division de l'identification et de l'enregistrement des animaux.

loppées par le MSU et appliquées de manière uniforme à travers l'Union bancaire.

Le 20 juillet 2011, la Commission européenne a adopté un paquet législatif afin de consolider la régulation du secteur bancaire. Les propositions législatives en question remplacent les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE par le règlement (UE) n°575/2013 («Capital Requirements Regulation» ou CRR) et la directive 2013/36/UE («Capital Requirements Directive» ou «CRD IV»). Allant au-delà des critères prévus par la réglementation dite «Bâle III», applicables au niveau mondial à tous les grands groupes bancaires ayant une activité internationale, ces deux textes forment désormais le cadre légal européen pour l'agrément des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. C'est sur ces deux textes que se base la surveillance de la BCE et des ACN.

Les innovations du paquet «CRD IV» reflètent le souci d'accroître la qualité du capital éligible et d'augmenter la quantité de capital détenu. Les textes visent en outre à optimiser les standards de la surveillance de la liquidité en introduisant, pour la première fois, un cadre réglementaire harmonisé dans ce domaine de la surveillance prudentielle. Il y a, en outre, lieu de citer les dispositions par rapport à la rémunération, au mode de gouvernance, à la diversité de la composition du conseil d'administration, à la transparence à l'égard des activités financières, aux réserves de fonds propres pour faire face aux risques systémiques, aux pouvoirs des autorités de surveillance et aux sanctions administratives.

Le présent projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois les dispositions de ladite directive 2013/36/UE communément appelée «CRD IV» (ci-après la «Directive»). Par ailleurs, il abroge les dispositions légales qui font dorénavant double emploi avec le règlement (UE) n°575/2013 (CRR) qui, ensemble avec la Directive, forme le cadre juridique européen pour l'agrément et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement sans préjudice des dispositions

applicables de par la directive 2004/39/CE.

Il en résulte une abrogation des directives 2006/48/CE et 2006/49/CE qui ont été transposées dans la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans les circulaires CSSF, pour ne citer que les plus importantes, à savoir les circulaires CSSF 06/273 et 07/290. Toutefois, comme beaucoup de dispositions de la directive 2006/48/CE ont été reprises littéralement dans la Directive et que d'autres n'ont été que légèrement modifiées, le présent projet de loi ne nécessite plus de transposer toute la Directive, mais peut se limiter à ne transposer que les modifications par rapport à la directive 2006/48/CE, respectivement par rapport à la directive 2006/49/CE. Les dispositions qui n'ont pas été reprises par la Directive, mais par le règlement (UE) n°575/2013 seront supprimées de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ce projet de loi confirme également la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) en sa qualité d'autorité compétente, y compris dans le contexte du MSU.

Les parties de la Directive les plus innovatrices sont tout d'abord celles qui viennent exiger des établissements de crédit et des entreprises d'investissement concernés qu'ils détiennent, en sus des exigences de fonds propres, des coussins de fonds propres. Il s'agit d'une nouvelle gamme d'outils de surveillance prudentielle, y compris de nature macroprudentielle, introduite par le chapitre 5 nouveau de la partie III de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier. La Directive prévoit par ailleurs des modifications en matière de sanctions pécuniaires administratives, qui sont rendues plus dissuasives, et d'autres mesures administratives. La Directive renforce les exigences en matière de gouvernance dans le secteur financier, afin de prévenir les répercussions que des systèmes de gouvernance d'entreprise mal conçus pourraient avoir sur la saine gestion des risques au niveau des établissements concernés. Il convient aussi de relever certaines dispositions nouvellement introduites en matière de politiques de rémunération, ainsi que des adaptations du champ d'application de la Directive, plus particulièrement en ce qui concerne les entreprises d'investissement.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 18.02.2014

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: Gusty Graas):

- 12.11.2014 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 01.12.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 26.02.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 20.05.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2015

Loi du 14 juillet 2015

Mémorial A: 2015, n°140, page 2934

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.02.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 11.11.2014 Désignation d'un rapporteur
- 22.01.2015 Discussion reportée à une date ultérieure
- 24.02.2015 Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 13.03.2015 Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 17.03.2015 Suite de la présentation et de l'adoption d'une série d'amendements
- 16.06.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 22.06.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2015

Loi du 23 juillet 2015

Mémorial A: 2015, n°149, page 3012

## Régulation du secteur bancaire

### 6660 - Projet de loi portant:

- **transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013;**

- **transposition des articles 2 et 3 de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;**

- **transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011;**

- **modification de:**

**1. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;**

**2. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;**

**3. la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs**

Suite à la crise financière de 2007-2008, lors du sommet de la zone euro en juin 2012, le Conseil européen a décidé de créer une Union bancaire qui permettrait d'assurer de manière centralisée la surveillance et la résolution des banques de la zone euro. L'Union bancaire se compose d'un côté du Mécanisme de surveillance unique (MSU) et de l'autre côté du Mécanisme de résolution unique (MRU), obligatoires pour tous les États membres de la zone euro et ouverts à tous les autres pays de l'UE.

Entré officiellement en fonction en novembre 2014, le MSU se compose de la Banque centrale européenne (BCE) et des autorités compétentes nationales (ACN) des États membres participants. La BCE est chargée de veiller au fonctionnement efficace et cohérent du MSU et supervise le fonctionnement du système. Afin d'assurer une surveillance efficace, les établissements de crédit sont classés en tant qu'établissements «importants» ou «moins importants»; la BCE exerce une surveillance directe sur les banques importantes, tandis que les ACN sont chargées de la surveillance des banques moins importantes. Cette surveillance se base sur des procédures et approches déve-

## TVA et accises

### 6713 - Projet de loi modifiant:

- **la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;**

- **la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;**

- **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**

Le projet de loi poursuit deux objets, un premier en matière de taxe sur la valeur ajoutée, un second en fait d'accises.

La première fin consiste, en effet,

- à transposer en droit national certaines dispositions facultatives de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée («directive TVA») en relation avec le régime

fiscal applicable aux opérations dans la zone franche;

- à étendre le régime d'imposition de la marge bénéficiaire, défini par les articles 312 à 325 de la directive TVA, et applicable aux livraisons de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité, de manière à transposer les dispositions spécifiques, facultatives, prévues par ladite directive à l'égard des organisateurs de ventes aux enchères publiques;

- à étendre l'application du taux réduit de huit pour cent, à l'instar des objets d'art, aux importations d'objets de collection et d'antiquité.

Au vu de la transposition de dispositions de la directive TVA, certaines modifications de nature technique se sont également révélées nécessaires.

Le second objet du projet de loi se rapporte aux accises. Pour rappel, le droit d'accise autonome spécifique sur les tabacs à rouler des cigarettes a été introduit par la loi budgétaire de 2010. Or, avec les augmentations de cette accise durant les quatre dernières années (une augmentation de 5,00 euros), elle se situe ac-





tuellement à 9,00 euros. Ainsi, la limite de 10,00 euros est presque atteinte. Le taux maximal du droit d'accise autonome spécifique sur

les tabacs à fumer de 10,00 à 25,00 euros est relevé afin d'anticiper d'éventuelles augmentations futures de ce taux.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.08.2014  
Rapporteuse: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget  
(Président: M. Eugène Berger):

10.12.2014 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
03.06.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
09.06.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.06.2015  
Loi du 24 juillet 2015  
Mémorial A: 2015, n°145, page 2986

## Renforcement de la protection des enfants

### 6788 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012

Le présent projet de loi vise à approuver le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012.

Ce troisième Protocole facultatif à la Convention vise à établir une procédure de présentation de communications ayant trait à la Convention précitée, ainsi qu'aux Protocoles facultatifs, permettant de renforcer la surveillance et le contrôle de l'exécution de la Convention par les États. Il permet aux mineurs de faire appel à l'Organisation des Nations Unies lorsque leurs droits ne sont pas respectés dans un pays signataire du protocole.

Ce nouveau protocole facultatif renforce la protection des enfants en leur permettant, sous certaines conditions, de présenter des communications au Comité des droits de l'enfant s'ils considèrent être victimes d'une violation par un État partie des droits énoncés par la Convention ou par un protocole facultatif auquel cet État est partie.

En cas de violations graves ou systématiques, le Comité des droits de l'enfant peut effectuer une enquête sur place et vérifier les mesures que l'État prend pour remédier aux problèmes constatés. En créant une procédure de plainte, le Protocole facultatif comble ainsi une lacune normative d'un instrument international jusqu'ici dépourvu de ce mécanisme.

Le Luxembourg déclare en outre qu'il reconnaît la compétence du Comité des droits de l'enfant pour recevoir et examiner les communications dans lesquelles un État affirme qu'un autre État ne s'acquiesce pas de ses obligations au titre d'un quelconque des instruments auquel l'État est partie en matière de droits de l'enfant, au sens de l'article 12 du Protocole facultatif. Cette déclaration n'est pas indispensable lors de la ratification mais elle souligne le soutien du dispositif par le Luxembourg.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.03.2015  
Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse  
(Président: M. Lex Delles):

03.06.2015 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
24.06.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2015

## Rectificatif à la directive 2008/101/CE

### 6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1<sup>er</sup>, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet a pour objet de modifier l'article 5quinquies, paragraphe 1<sup>er</sup>, point b), de la loi du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Cette modification vise à transposer en droit luxembourgeois, pour des raisons de sécurité juridique, de conformité linguistique et d'applicabilité, le rectificatif à la directive 2008/101/CE du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet

de serre. Ce rectificatif précise que l'augmentation annuelle en tonnes-kilomètres, mentionnée à l'endroit du point b) précité, est une augmentation moyenne annuelle.

L'article 5quinquies de la loi précitée du 23 décembre 2004 introduit une réserve spéciale pour certains exploitants d'aéronefs. Cette réserve spéciale est fixée à 3% de la quantité totale des quotas à allouer pour chaque période d'allocation. Sont susceptibles de bénéficier de cette réserve les exploitants d'aéronefs qui soit commencent à exercer une activité aérienne relevant de l'annexe I, soit dont les données relatives aux tonnes-kilomètres traduisent une augmentation annuelle moyenne supérieure à 18%. Or, sans le terme «moyenne», les exploitants doivent réaliser une augmentation annuelle supérieure à 18% sur l'ensemble de la période. Avec le terme «moyenne» tel qu'introduit par le rectificatif, les conditions sont moins restrictives, les 18% représentant la moyenne et permettant des augmentations différenciées.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 11.03.2015  
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement  
(Président: M. Henri Kox):

29.04.2015 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.06.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2015  
Loi du 24 juillet 2015  
Mémorial A: 2015, n°148, page 3008

## Accord FATCA

### 6798 - Projet de loi portant approbation

#### 1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le «Foreign Account Tax Compliance Act», y compris ses deux annexes ainsi que le «Memorandum of Understanding» y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014

#### 2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2015

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique du nom de la législation américaine «Foreign Account Tax Compliance Act» (FATCA), aussi bien que de l'échange des notes y relatives.

L'Accord, signé le 28 mars 2014 à Luxembourg, prévoit les modalités de l'échange automatique et réciproque d'informations entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique. Cet échange concerne des informations de nature financière de la part de comptes de personnes ayant des liens avec les États-Unis d'Amérique.

#### La loi FATCA de 2010 et ses objectifs

Le projet de loi fait suite à l'introduction en mars 2010 de ladite législation américaine qui renforce les obligations d'échange d'informations des institutions financières étrangères avec les autorités fiscales américaines afin de pouvoir soumettre à l'imposition américaine les revenus dont bénéficient auprès d'institutions financières étrangères des résidents et des citoyens des États-Unis d'Amérique, aussi bien que des personnes ayant des liens financiers avec ce pays.

Étant donné que les États-Unis d'Amérique imposent leurs contribuables sur base de leur revenu mondial, toute personne considérée comme «US person» au sens du fisc américain IRS («Internal Revenue Service») - notion qui va pour le surcroît plus loin que le fait d'être «US citizen» au sens des lois sur la nationalité - doit déclarer tous ses revenus, quelle que soit la localité où ils ont été générés, auprès de l'IRS. Une fois tous les revenus déclarés, un crédit d'impôt total ou partiel sur les impôts éventuellement déjà payés dans un autre pays peut être accordé sous condition qu'il existe un traité de non-double imposition entre les États-Unis et le pays en question.

Or, ces derniers ne font pas partie de l'Accord sur lequel porte le présent projet de loi.

La législation de FATCA cible les cas de non-observation fiscale de personnes physiques américaines possédant des comptes à l'étranger. À cette fin, elle se concentre sur l'obtention d'informations financières, d'une part de personnes américaines aux comptes ou biens à l'étranger, et d'autre part d'institutions financières étrangères concernant des comptes de contribuables américains ou d'entités substantiellement détenues par des personnes améri-

caines. Bref, l'objectif de la loi FATCA est la déclaration des avoirs financiers étrangers aux États-Unis d'Amérique, une retenue à la source étant le coût dans le cas de non-déclaration. En effet, faute de cet échange d'informations, les institutions financières concernées se verront appliquer une taxe de 30% à la source sur les revenus américains qui leur sont payés.

#### Un accord bilatéral en 2014 entre le Grand-Duché et les États-Unis d'Amérique

C'est dans cette optique de minimiser les pratiques d'évasion fiscale qu'en juillet 2012 les États-Unis d'Amérique ont proposé à leurs partenaires, dont le Luxembourg, de conclure des accords bilatéraux pour faciliter la mise en œuvre de cet échange automatique d'informations. L'Accord signé le 28 mars 2014 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique définit les types d'information que les parties entendent échanger automatiquement (entre autres: nom et adresse du titulaire du compte, numéro du compte, nom de l'institution financière communicante luxembourgeoise, solde ou valeur du compte) ainsi que le calendrier d'introduction et les conditions de mise en œuvre de cet échange. De plus, les deux parties contractantes ont signé un «Memorandum of Understanding» (MOU) qui détermine un régime d'application transitoire et le système d'enregistrement des institutions financières luxembourgeoises auprès de l'IRS.

#### Le mode de fonctionnement

Pour le Luxembourg, l'Administration des contributions directes (ACD) est l'Autorité compétente par délégation. Les informations respectives sont à fournir, annuellement et dans la forme prescrite, jusqu'au 30 juin après la fin de l'année civile à laquelle elles font référence, au IRS. Or, il est à remarquer que cette date est reportée au 31 juillet 2015 par les autorités fiscales nationales sur base de l'article 83(1) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. L'Accord prévoit un premier échange d'informations en septembre 2015.

- Le projet de loi sous rubrique prévoit en outre des sanctions administratives spécifiques qui pourront être infligées par le bureau de la retenue d'impôt sur les intérêts aux institutions financières luxembourgeoises qui n'auront pas respecté les obligations prévues par FATCA.

- Il existe également la possibilité pour les institutions financières déclarantes luxembourgeoises de charger un prestataire de services tiers de l'exécution de leurs obligations. Or, un transfert de responsabilité n'est pas admis.

- Le droit à la protection des données à caractère personnel est par ailleurs garanti.

- Les institutions financières luxembourgeoises ne peuvent pas refuser la communication des informations en invoquant le secret professionnel auquel elles sont généralement assujetties.

- De plus, toutes les informations échangées seront soumises à la confidentialité.

- Les annexes précisent les modalités supplémentaires à l'échange d'informations aussi bien que les bénéficiaires effectifs exemptés d'un tel échange.

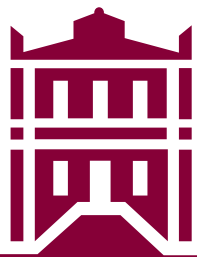
Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.03.2015  
Rapporteuse: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget  
(Président: M. Eugène Berger):

12.05.2015 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
03.06.2015 Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)  
Adoption d'une série d'amendements  
22.06.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.07.2015  
Loi du 24 juillet 2015  
Mémorial A: 2015, n°145, page 2984





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de S. E. Mme Loretta Grauzinienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, suivie d'un débat  
- Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes  
- Débat: M. Laurent Mosar (interventions de M. Serge Urbany, M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler et M. Jean Asselborn), M. Marc Angel, Mme Lydie Polfer, M. Claude Adam (interventions de M. Jean Asselborn et M. Fernand Kartheiser), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Jean Asselborn) (dépôt d'une motion), M. Serge Urbany (intervention de M. Fernand Kartheiser)  
- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes  
- Motion 1: M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany (renvoi de la motion en commission)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen heimat eis Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech soen dem Här Justizminister Merci.

### 2. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de S. E. Mme Loretta Grauzinienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie

An ech hunn dann de Pleséier, léif Kolleeginnen a Kolleegen, j'ai le grand plaisir de saluer cordialement parmi nous sur la tribune des visiteurs la présence de Son Excellence Madame Loretta Grauzinienė, Présidente du Seimas, le Parlement lituanien, en visite officielle au Luxembourg...

#### (Applaudissements)

...et plus particulièrement au Parlement luxembourgeois, accompagnée d'une sympathique délégation avec le Vice-Président du Parlement et ancien Premier Ministre de la Lituanie.

Excellences, c'est pour nous un très grand plaisir et honneur de vous saluer parmi nous. Les relations humaines et politiques entre nos deux pays sont excellentes. Mais nous avons constaté au cours de nos discussions qu'il y a encore un grand potentiel de développement en matière économique. Soyez sûres qu'ensemble nous allons mettre la main à la pâte et nous allons contribuer à nouer des liens encore plus étroits entre nos deux pays.

Vous allez vivre un moment historique parmi nous, parce que dans quelques instants notre Ministre des Affaires étrangères va présenter les priorités de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.

Vous connaissez très bien le dossier, vu qu'il y a deux ans, la Lituanie a pour la première fois assumé la Présidence de l'Union européenne. Et je peux vous certifier que c'était une très bonne Présidence. Merci.

Je vous souhaite un séjour agréable et fructueux au Luxembourg. Et nos bonjours à la Lituanie, avec laquelle nous sommes très solidaires. Merci.

Je donne maintenant la parole à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères. Här Minister Jean Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

### 3. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, suivie d'un débat

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ufänken, géif ech dem President deen offizielle Programm vun eiser Présidence iwwerreechen a vläicht sinn hien an de Bureau d'accord, dass dee géif och esou dann an d'Chamberblietche kommen, wann d'Chamber domadder d'accord ass.

(M. Jean Asselborn dépose une documentation.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Här Minister. Ech kucken direkt, ob dat dran ass. Merci.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Här President, léif Léit alleguerten, ech mengen, dass d'Lëtzebuurger Presidentschaft am zweete Semester 2015 wäert enner engem Stär stoen, wou mer konfrontéiert bleiwe mat internationalen Onrouen, souwuel am Oste vun der Europäescher Union wéi och am Süden, wou innereuropäesch Erausforderungen, Défien zum Beispill virun allem wat d'Migratioun ugeet, op eis zoukommen. An ech mengen och, dass fir déi nohaltig wirtschaftlech Neibeliewung, dass mer do mussen Ustrengunge maachen, fir d'Verbesserung vun de soziale Situatiounen a villen europäesche Länner mathëllefzen ze begleeden.

D'Lëtzebuurger Presidentschaft, wéi all Presidentschaft zënter 2009, bestëmmt net total d'Agenda, mä mir mussen a mir wëllen Akzenter setzen. Ech soe virewech, dass vläicht déi wichtegst Akzenter déi sinn, dass mer weder e Grexit wëllen nach e Brexit. Mir wäerten d'Rad an eiser Presidentschaft net nei erfannen, mä mir wëllen hëllefzen, dass d'Europäesch Union nach méi effikass gëtt, wéi se et schonn ass.

Wann een d'Iwwerschrëft vun eise Programm kuckt, da gesäit een, et ass eng Union fir d'Bierger. Wat bedeit dat? A mengen Aen: D'Europäesch Union, dat sinn Institutionen, déi selbstverständlech mussen fonctionnéieren. Et sinn europäesch Conseilen, et si Conseilen, et ass Bréssel am Allgemengen, wou d'Theatralik net däerf dat Wichtigst sinn. Et ass och d'Bewosstsäin, dass mer eng Aarbechtmethod hunn an der Europäescher Union, déi mer nennen „Gemeinschaftsmethod“, wou den Integrationswëllen, d'Effizienz an d'Solidaritéit groussgeschriwwen ginn.

Konkret heescht dat, a mengen Aen an den Ae vun eiser Regierung, dass de Bierger aus Bréssel net nëmmen Téin héiert, wann e Reformen héiert, dass e gläich u Sanktiounen denkt, u Stëlstand, u sozialen Ofbau, u Deregulierung. D'Europäesch Union muss erëm - wat et war eng Zäit, wéi ech ugefaangen hunn, op dee Posten ze kommen - de Garant si vun Hoff-

nung, vu Perspektiv, vu Glafwierdegkeet. D'Europäesch Union däerf keng Angscht maachen, mä d'Europäesch Union muss Zouversiicht ausstrahlen.

Duerfir hu mer, Här President, de Begrëff vum „sozialen Triple-A“, e Begrëff, deen d'Kommissioun an engem gewëssene Moment ausgedréckt huet, opgegraff a mir wëllen der sozialer Dimensioun eng ganz besonnesch Opmierksamkeet ginn. D'Europäesch Union ass e Friddensprojet tout court. Mä d'Europäesch Union ass och ee soziale Friddensprojet. An am beschten, fir nei Impulser kënnen ze ginn, setze mer op eng nohaltig Entwécklung, wou dann d'Plus-valuen, déi geschafe ginn, och hire sozialen Nidderschlag fanne mussen.

Dat éischt Instrument, wat an eiser Présidence wäert missen entwéckelt ginn, dat ass de Fong fir strategesch Investitiounen. Dir wësst, dass eise Finanzminister do och ganz positiv reagiert huet mat der Regierung. Bei deenen 315 Milliarde wëlle mer mat upaken, zemoos och, well déi ganz Gestionioun do dervunner vun der Banque européenne d'investissement hei um Kierchbiereg gemaach gëtt.

Zweetens, an der Europäescher Union brauche mer eng nei Dynamik an der Industriepolitik. Ob dat d'Stolproduktioun ass, ob et d'Satellitkommunikatioun ass, ob et d'Forschung ass, ob et d'Innovatioun ass, den Europäesche Fuerscherungsraum huet fir eis eng zentral Bedeutung.

Här President, an deem Sënn mussen mer och alles maachen, wat mer kënnen maachen an eiser Présidence, fir am digitale Beräich den europäesche Bannemaart nei ze beliewen. Mir hunn de Moment 28 Minimäert, déi total fragmentéiert sinn. A mir brauchen ee groussen europäesche Maart am digitale Beräich.

Wat d'Energie ugeet, wëlle mer d'Energieunion virubringen, mat, wéi Der wësst, enger horizontaler Strategie, déi also duerch all Domänen vun der Politik geet.

Wat den Transport ugeet, setze mer eis a fir d'Objektivier vun der europäescher Transportpolitik, déi sech fir eng effikass, fir eng sécher a fir eng fiabel Mobilitéit staarkmécht.

Här President, wa mer soen, dass mer d'Sozialpolitik an de Mëttelpunkt setze vun eiser Présidence, heescht dat och, dass mer als Lëtzebuerg wierklech un der Spëtzt sinn, fir géint Steierflucht a géint Steierhannerzëiung virzegoen. Net nëmme Lëtzebuerg ass do gefuerdert, mä och Lëtzebuerg. Mir hunn zënter 2013 eist Land op eng aner Schinn gesat, an des Regierung huet jo gehollef, dass mer wierklech op deem Gleis och virukommen.

Mir hunn eng Bankeplaz, wat jo näischt Verwerflech u sech ass, mä eng Bankeplaz ass noutwendeg fir d'Fonctionnéiere vun der europäescher Wirtschaft. Déi Bankeplaz, dat stëmmt, ass iwwerdimensionéiert, esou wéi an anere Länner zum Beispill d'Autofabriktioun iwwerdimensionéiert ass. Déi Bankeplaz, oder d'Trëmp vun där Bankeplaz berouen op der Kompetenz, op der Transparenz, um Vertrauen. Mir kooperéieren intensiv, eise Finanzminister huet et schonn e puermol gesot, um Niveau vun der OECD. Mir halen eis un d'Richtlinne vun G20.

Mir wëllen natierlech, dat ennersträiche mer iwwerall, wou mer sinn, dass een „level playing field“ ass, dee weltwäit zielt, un éischer Stell natierlech och um Niveau vun der OECD, Finanztransparenz an Informatiounsaustausch, och bei de Rulingen, konform zu den Iddien, wéi d'Kommissioun dat virhuet, an enger Direktiv auszedrécken.

Mir sinn och d'accord, dass een d'Bemierungsgrundlag fir d'Kierperschaftssteier virubringt. Um Niveau vun BEPS wësst Der, dass de Pascal Saint-Amans hei zu Lëtzebuerg war virun enger kuerzer Zäit an eis positiv ageschat huet, eis Aarbecht. En ass den Directeur vun der Fiskalitéit vun der OECD. Also och do si mer aktiv mat um Wierken, fir am éische Peloton ze sinn. Mir sinn och d'accord, dass den Aktionsplang zur Besteuerung vun den Entreprises virubrecht gëtt.

Här President, d'Stärkung vun der europäescher Wettbewerbsfäegkeet, do waarde mer op de Rapport vun deene véier Presidente plus de President vun Europaparlament. An dat wäert diskutéiert ginn op allen Niveauen, selbstverständlech och zum Schluss um Conseil Affaires générales. A mir maachen do eist Bescht, fir d'Léieren aus deem Rapport ze zéien, am Intérêt vun eiser Wirtschaft.

Bon, wat d'Wirtschaftsimpulser ugeet - an do kënnen mer d'Aen net zoumaachen -, dat sinn och déi bilateral Handelsofkommen, TTIP, CETA, virun allem. Ech wëll direkt hei soen, TTIP, mir wëssen dat, ass e konfliktuelle Sujet, dee bleift och konfliktuell. Wann ee kuckt, wat an de leschten zwee Deeg am Europaparlament geschitt ass, gesäit een, mat wat fir enger Leidenschaft dass un déi Saach erugaange gëtt. Ech kann lech just soe fir de Conseil, dass mer roueg bleiwen, dass mer weder virpreschen nach zréckhalen, dass mer eis Aarbecht maachen.

Mir hunn, als eent vu sechs Länner, mat Däitschland, mat Frankräich, mat den Hollänner, mat de Schweden a mat den Däne probéiert, deen ISDS, déi Schiidsgerichter, fir do eng nei Generatioun vu Schiidsgerichter opzebauen. Schiidsgerichter, déi transparent sinn, wou eng Rekursméiglechkeet ass, déi och public sinn, wann déi Schiidsrichter zesumme kommen. Mir mussen kucken, wéi dat sech weider entwéckelt.

Mir wëssen, dass d'Europaparlament eng Schlësselpositioun doranner huet, mä am Conseil, an dat mussen mer wëssen hei, geet déi Debatt virun. A mir als Lëtzebuurger wäerten do och eis Verantwortung iwwerhuelen, souwuel wat TTIP ugeet wéi wat CETA ugeet. An natierlech och um Niveau vun der OMC, wou am Dezember eng grouss Konferenz zu Nairobi ass. An do muss ee kucken, ob een am Standstill bleift oder ob een erauskënnt.

Besser, soen ech awer hei fir ofzeschlëssen, d'Europäesch Union setzt mat um Dësch, wa Standarden a wann d'Regelen ausgehandelt gi vun der Welt, wou Weltmaart, wéi wann d'Europäesch Union net derbäi ass oder am Eck setzt. Duerfir, mir maachen eis Aufgab, esou wéi dat vun eis verlaangt gëtt, am Conseil op deem Punkt.

Ech wëll och soen, wa mer vun engem Triple-A-Status schwätzen, wat d'Sozialpolitik ugeet, da mussen mer eis asetze fir d'Verbesserung vun den Iwwergäng tëschent Bildung a Beschäftigung an Europa, tëschent Integratioun vun de Jugendlechen, mat Hëllef och vun der Jugendgarantie, wou Frankräich ganz staark drop hält.

Ech mengen, Dir wësst - wann ech un deen zweete Punkt ka kommen -, wat déi innereuropäesch Erausforderung ugeet, dass do een Thema un der Spëtzt steet, nämlech alles, wat mat Migratioun ze dinn huet. Hei geet et, bei der Antwort op jidde Fall vun der Europäescher Union geet et ëm d'Glafwierdegkeet, wéi mir amstand sinn, eis Wäerter an der Welt ze verteidigen, awer och d'Glafwierdegkeet par rapport dozou, wéi mir selwer zu deene Wäerter stinn.

Dir wësst, dass een dat kann an e puer Punkten opdeelen, an ech wëll hei just den Iwwerschlag maachen. D'Rette vun de Mënschen am Mëttelmier ass zënter Wochen op enger méi héijer Stuf ukomm. Et si ganz vill Länner, déi hëllefzen: d'Kroaten, d'Iren, d'Italiener selwer, déi Däitsch, d'Fransousen, d'Britten, an et gi méi Leit gerett wéi jee virun, obschonn dass dat natierlech nach net honnertprozenteg ass.

Mir mussen awer och wëssen, dass mir gesinn, wann d'Leit am Mëttelmier an Nout sinn, mä dat, wat mer net gesinn, dat ass, wat fir Strapazen dass déi Leit hanneru sech hunn, wa se iwwerhaapt a Libyen oder beim Mier ukommen, wou déi Banden, déi Schleiserbanden natierlech usetzen, sief et aus dem Westen, sief et aus dem Oste vun Afrika, an dat onwahrscheinlech Leed, wat do sech zoudréit! Wann Der d'Témoignagé liest: eng Mamm mat dräi Kanner ennerwee, wéi se ausenanergerappt ginn, wéi se considéiert gëtt wéi eng Fatz a wivill Leit dass do enner grujeleche Konditiounen wochelaang ennerwee sinn, fir da vläicht op e Schëff ze kommen, wat dann ennergeet!

Duerfir ass mäin Appell, an ech wäert dat och maachen am Conseil, ëmmer, dass mer mussen un d'Wuerzele goe vun deem Leed. Dat ass engersäits de Krich - dee kann Europa net stoppen -, mä anerersäits natierlech d'Entwécklungshëllef, déi mer mussen virubringen. A mir mussen weisen op deene Konferenzen, déi an eiser Présidence sinn, dass Europa dozou steet, net eleng aus politesche Grënn, net eleng aus humane Grënn, mä virun allem och, ech hunn et gesot am Ufank, d'Wäerter vun der Europäescher Union stinn do um Spill.

Déi Schlepperbanden, déi mussen zerstiéiert ginn. Dir wësst, dass gefrot ginn ass, fir enner Chapter VII am Conseil de Sécurité eng Reso-



lutioun hinzekréien. Dat ass de Moment nach net geschitt. Déi Diskussioun sinnen nach amgaangen. Mä och do ass et evident, dass et net kann eng Autorisatioun ginn, fir aus Fligieren d'Schëffer a Libyen ze bombardéieren. Mä et geet drëm, fir Schëffer kënnen aus dem Verkéier ze zéien, déi manifestement agesat ginn, fir dat Leed vun deene Leit do ze verursaachen.

Den drëtte Punkt ass dann d'Solidaritéit. An do wäert, ech hoffen, an der Europäescher Unioun de Begrëff vun der Solidaritéit effektiv spillen. Dir wësst, dass 20.000 Leit sollen an Europa op volontärer Basis opgeholl ginn, déi de Moment nach an Afrika sinn, an Nordafrika sinn, 24.000, déi elo schonn an Italien sinn, a 16.000, déi elo schonn a Griichenland sinn. An do soll dann duerch e Vote à majorité qualifiée déi Opdeelung kommen.

Lëtzebuerg krit, in toto, 515 Leit, esou wéi et elo ausgesäit. Ech mengen net, dass dat eppes ass, wat mer net kéinte packen. Allerdéngs muss mer eis da gutt preparéieren dorobber. Mir mussen och Hëllef kréien. De Muere waren nach d'Leit vun der Kommissioun bei mer, dass och Hëllef do vun der Europäescher Unioun zur Verfügung gestallt gëtt, fir d'Capacité d'accueil ze verbesseren. Dat ass och an enger Zäit vun zwee Joer, et ass also net an enger Zäit vun engem Mount. An d'Kritären, déi agesat gi sinn, déi wäerten diskutéiert ginn. Dat ass natierlech engersäits de PIB. Et ass anerersäits, wivill Chômage dass an deem Land ass. Et ass dréttens dann, wivill Réfugiéen dat Land schonn opgeholl huet. A véiertens ass et d'Awunnerzuel.

Bon, mir wäerten de 15. Juni fir d'Éischt am Conseil JAI doriwwer diskutéieren. Den 9. Juli wäerte mer zu enger Konkursioun kommen. Ech kann nëmme just dat hei soen, dass wann de Prinzip steet, dass all Land - ech soen, all Land! - matmécht, da geet et. Wann de Prinzip net steet, wann net all Land matmécht, da geet et net! Bien, mä déi Debatt wäert sech selbstverständlech duerch eis ganz Présidence zéien.

Ech kommen dann zu der europäescher Aussepolitik. An ech géif vläicht ufänke mam Osten. Just e puer Wuert do derzou.

Dir wësst, Russland, Ukrain, Minsk, Begrëffer, déi mer alleguete kennen. Ech géif mengen, an ech fäerte wierklech, dass d'Isolierung vu Russland, wann dat undauert an undauert, dass dat d'Lag net verbessert, mä verschlémmert! D'Sanktiounen, déi gi gespuert a Russland, awer den Trotz, fir ze trotzen, dee verleiht eng gewësse Stärkt. A mir mussen kucken, dass mer effektiv op eng aner Spur erëm kommen.

Ee Joer no den Normandie-Festivitéiten - an e puer vun eis aus der Regierung waren do - hat ee vill Hoffnung, mä et ass nach vill méi schwiereg ginn. Och an der Ukrain sinn d'Reforme bis dato äusserst spärlech. Den Auswee, dee kënn net mat zousätzleche Waffe vor Ort an och net mat zousätzleche Sanktiounen géint Russland. Mir mussen wëssen an ëmmer widerhuelen, dass Russland géint d'internationaalt Recht verstouss huet. An do kënnen mer net op d'Dagesuerdnung iwwergehen. Mä nach wie vor muss ee wëssen, dass mer dese Kontinent mat Russland ze deelen hunn.

Ouni nozeginn, misst een awer vläicht probéieren, dass ee lues a lues op enger neier Basis, déi net méi déi Basis ass, déi et war an der Intensitéit vun der Kooperatioun mat Russland, erëm zu Fridde kënn an zu enger gewëssener Normalitéit.

Ech mengen, de Wonsch, dee vill Leit hätten, dat wier, wann een um Enn vun eiser Présidence am Dezember 2015 - ech soen, et ass e Wonsch -, do kéint den „reverse“ mache vun de Sanktiounen, dass och eventuell d'Isolierung vu Russland kéint nei iwwerducht ginn. Ofgesinn natierlech vum Fait, dass d'internationaalt Recht, wéi ech gesot hunn, nach ëmmer violéiert bleift, soulaang wéi Russland d'Krim besetzt.

Wat de Süden ugeet, do hu mer a Libyen jo eng Militärinterventioun gehat, a Syrien war keng Militärinterventioun, mä d'Destabiliséierung vun deenen zwee Länner ass e Fakt, deen Dausenden an Dausende vun Doudege bruecht huet a wou ee keen Enn vum Leed ofgesäit.

Gëschter war zu Berlin, wat Libyen ugeet, eng grousse Konferenz. An zumindest waren déi Leit a Libyen, déi all Dag openaner schéissen, ëm deen Dësch, déi vun Tripoli an déi vun Tobruk. Ech hoffen, dass et fäerdegbruecht gëtt, fir vun där Konferenz aus e Gouvernement d'unité nationale a Libyen zustanen ze bréngen. Dat wier immens wichteg, net nëmme fir Libyen, mä ech mengen och fir déi ganz Konsequenzen, déi vu Libyen ausginn.

Wat Syrien ugeet, a mir wëssen et als Lëtzebuerger am beschten, d'UNO huet versicht, hir Aufgab ze maachen um humanitäre Plang, mä an der Essenz ass et esou, dass bis dato och de Sécherheetsrot net amstand war, fir e Kader ze schafen, dass déi Katastroph do ophéiert.

D'EU, ech hunn et schonn ugedeit, huet net d'Müttelen, fir Kricher wéi a Syrien, am Irak oder am Jemen entscheidend ze beaflossen, fir dass se kënnen zu Enn kommen. Eng Capacitéit, déi am Fong eigentlech keen eenzelt Land, esou grous wéi et och ass, op deser Welt huet.

Här President, d'Erweiterungspolitik ass eng vun deene schwierigste Politicken, a mir wäerten dat och gesinn an eiser Présidence. Ech plädéieren derfir, grad no de Wahlen an der Türkei vum leschte Sonndeg, dass mer grad elo alles maachen an eiser Présidence, dass e Kapitel erëm opgemaach gëtt. D'Kapitel 17 ass dat, wou et ëm d'Union économique et monétaire geet, dat elo nach vun de Fransousen e weínege blockéiert ginn ass, mä gëschter war de Statssekretär hei zu Lëtzebuerg an en huet mer gesot, dass Frankräich géif doriwwer nodenken.

Grad wéi awer och d'Kapitelen iwwert d'Menscherechter an d'Rechtsstaatlechkeet, 23 a 24, déi de Moment nach vun Zypren blockéiert ginn: Ech mengen, et wier en Zeechen, net fir d'Politiker an der Türkei, mä virun allem fir d'Vollek an der Türkei, dass déi Négociatioun zu Bréssel grad elo, grad elo no de Wahlen - ech soen et nach eng Kéier - vum leschte Sonndeg net géif ofgebrach ginn, mä géif weidergoen. Dat gëtt eng grous Eraufuerderung, mä ech hoffen, dass mer kënnen mathëllefen an der Europäescher Unioun - mir hunn dat och recommandéiert krit, alles ze maachen, vun der Kommissioun -, fir an déi Richtung ze schaffen.

Dir wësst, um Balkan gëtt et positiv Saachen, et gëtt negativ Saachen. Positiv ass, dass mer versicht hunn, a Bosnien-Herzegowina - virun allem Däitschland an England, Groussbritannien - e Virstouss ze maachen. Dat schéngt op enger besserer Pist ze sinn. Serbien, Kosovo, do ass och Hoffnung do. Do, wou et absolut schlëmm ass, ass natierlech de Moment a Mazedonien.

Mir hunn och vläicht do als Europäesch Unioun e Feeler gemaach. Mazedonien huet 2005 de Status krit vum Pays candidat. A vun do un ass näischt méi geschitt. Ech weiss net, wann Négociatiounen géife lafen, ob eng Evolutioun vun engem Premierminister an déi Direktioun, wéi bei deem aktuelle Premierminister, gaange wier, wann d'Europäesch Unioun méi eng Emprise gehat hätt op d'Politik a Mazedonien.

Ech wëll och vläicht nach e Wuert soen zu Montenegro, wat menger Meenung no am einfachste gëtt. An et wäert och dat éischt Land sinn, wat prett ass. An Albanien gëtt et och Zeeche vun Hoffnung, a mir mussen déi weider ënnerstëtzen.

An eiser Présidence, Här President, si mer konfrontéiert mat der COP21. Konfrontéiert ass net dat richteg Wuert. Mir hunn déi net ze leege, mä mir hunn eng wichteg Aufgab, an eis Ëmweltministesch ass an engstem Kontakt, ech hunn dat nach gëschter, virgëschter gesinn zu Berlin, mat den europäeschen Ëmweltministere, wat ganz richtig ass a wat ganz gutt ass, och mam Ausseminister vu Frankräich, fir dass mer et fäerdegbréngen, als Lëtzebuerger Présidence zesumme mat der Kommissioun e gemeinsam Mandat an eng Koordinéierung vun de Positiounen vun der Europäescher Unioun auszuschaffen, wat ganz, ganz wichteg wier.

Et ass net d'Europäesch Unioun, déi decidéiert, ob dat en Erfolleg gëtt oder net. Do si Länner wéi China, wéi Indien an esou weider, déi determinant sinn. Mä et ass ganz wichteg, wa mir als Lëtzebuerger Présidence do eng positiv Roll kënnen spillen.

Schliesslech d'Joer vun der Entwécklungspolitik, 2015, alles an eiser Présidence: D'Finanzéierung, déi Froe wäerte sech zu Addis Abeba erginn am Juli. Zu New York dann, am September, ass de Post-2015-Sommet, fir ze kucken, wéi et virugeet mat de Post-2015-Ziler.

An dann zum Ofschluss gëtt et e grousst Evenement hei zu Lëtzebuerg am Dezember, wou och alleguerten d'Autoritéiten, d'Presidente vun der Europäescher Unioun, Conseilen an esou weider an d'Kommissioun hei wäerte sinn: den Ofschluss vum Joer vum Développement an der Europäescher Unioun.

Här President, erlaabt mer elo, nach zwee Wuert ze soen, well ech hat dat am Ufank ugedeit, zu Grexit an och zu Brexit, an dann hätt ech Méint gemaach fir de Méitten.

Also zum Grexit: D'griichescht Vollek muss och weiderhin an Dignitéit liewe kënnen. D'griichescht Vollek muss Léin kréien a Gehälter, Léin kréien a Renten, vun deene se liewe kënnen. All Griich soll an enger Krankkeess sinn an all Kand soll genuch ze iessen hunn, wat de Moment net de Fall ass, dat muss mer wëssen. Griichenland dierf net zu engem

Dréttweltland matzen an der Europäescher Unioun ginn!

Déi vill Hëlfelefen op där anerer Säit, déi vill Kreditter, déi u Griichenland gaange sinn, jo, och vun eis a vu praktesch alle Länner aus der Eurozon, déi si gaangen ënner verschiddene Bedéngungen. Déi Bedéngunge mussen respektéiert ginn, dat ass kloer, och wa mer se kënnen zäitlech agencéieren. Ech hoffen, dass an dese Stonnen, an diesen Deeg eng Léisung ka fonnt ginn an dass dat doten eppes ass, wat nach just den Ufank vun eiser Présidence touchéiert, mä net méi d'Méit an och net méi d'Enn. Alles anescht, wat géif geschéien, wat mer Grexit nennen, wier eng Défaite fir d'Europäesch Unioun.

Wat Groussbritannien ugeet, do geschitt eigentlech absolutt dat, an dat kënn heiansdo vir an der Geschicht, wat beim Discours vu Bloomberg virun zwee Joer den Här Cameron annoncéiert huet. Et ass och en ligne mat deem, wat de Philip Hammond, hiren Ausseminister, mer gesot huet e puer Deeg virun de Wahlen, dass Groussbritannien net nëmme géif e Referendum ofhale loosse, mä dass et och e System wier, bon, deen, wann een dat elo e weínege graff seet, engem klenge Chantage kéint gläichkommen: Wann d'Revendicatioun, déi Groussbritannien stellt, wann d'Europäesch Unioun déi mat Oui beäntwert, da plädéiert d'Regierung fir e Oui beim Referendum, anerefalls fir en Non.

D'Europäesch Unioun ouni Groussbritannien wier geschwächt. Mä emgedreit och! Groussbritannien ouni EU wier och doudsécher net gestärkt. Et muss een also d'Weeër exploitéieren. Ech mengen: Jo zu alle méiglechen Négociatiounen, déi kënnen stattfannen, awer Neen, wann et un d'Essenz geet - wéi zum Beispill d'libre Circulation, wann déi géif a Fro gestallt ginn - an der Europäescher Unioun.

Ech wëll nëmme just hei drun erënneren, dass wéi Lëtzebuerg an aner Länner par rapport zu Portugal oder mat de verschiddene Länner aus dem Osten Délaie, zousätzlech Délaie agesat hunn, déi méiglech waren an der Direktiv, dass se ëmmer vun engem kritiséiert gi sinn: Dat war Groussbritannien. Duerfir, et ass en totalen Émschwung an hirer Opfaassung doriwwer. An ech mengen, do muss mer haart bleiwen. Dat muss mer soen, dass op deem Punkt näischt ka geschéien.

De Premierminister Cameron kënn och op Lëtzebuerg. Ech si perséinlech och invitéiert op London bei den Ausseminister a bei den Europaminister. Ech maachen dat och, well dat hei risquéiert och, zu engem gewëssene Moment en Thema am Conseil Affaires générales ze ginn.

Här President, fir ofzeschleissen... An ech hunn lech déi schrëftlech offiziell Propositione gi vun eise Programm, ech wollt déi net hei paraphraséieren, mä ech konnt, ech hunn och net alles opgezielt a menger Ried. Ech mengen, dat ka jiddweree liesen, wann e wëllt. Mä et ass eigentlech opgebaut op siwe Punkten, a meng Diplomaten, déi mech jo total an der Hand hunn, hu mer gesot, ech misst zum Schluss nach eng Kéier déi siwe Punkten opzielen, op déi dat opgebaut ass:

Dat Éischt, dat ass: Investitiounen fir méi Wusstsein a Beschäftegung. Dat Zweet, dat ass d'Verdeie vun der sozialer Dimensioun vun der Europäescher Unioun. Dat Drétt, dat ass d'Migratioun besser géréieren, d'Fräiheeten, d'Rechter, d'Sécherheet vun de Bierger besser matene verbanen. Véiertens, d'Dynamik vum Bannemaart nei beliewen. Fënneftens, d'europäesch Wettbewerbsfäegkeet an engem globalen an transparente Kader ausriichten. Sechstens, de Prinzip vun der Nohaltegkeet fërdere. A siwentens, d'Präsenz vun der Europäescher Unioun an der Welt stärken.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Ausseminister. Éischtens ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame, Dir Häre Ministeren, Europa geet et am Moment net gutt, a villen Europäer nach manner. D'Kris ass net iwwerwonnen, och wann éischt positiv Unzeche fir eng wirtschaftlech Reprise ze erkenne sinn. Villen Europäer, virun allem jonke Mënschen, speziell am Süde vun eise Kontinent, geet et schlecht. Richteg schlecht geet et awer ganz besonnesch deene ville potenzielle Flüchtlingen, déi nach ëmmer zu Honnertdousenden op eng Rees iwwer Land a mam Schëff no Europa waarden, déi fir vill vun hinne kann e gerausema Doud bedeiten.

D'lëtzebuergesch Présidence vum Conseil vun der Europäescher Unioun kënn an engem entscheidende Moment, wou d'Weihe vun der

Europäescher Unioun kloer muss gestallt ginn: bei der Flüchtlingspolitik, awer och op ganz villen aneren Terrainen, wéi an där nach ëmmer äusserst beonrouegender Situatioun a Griichenland an an enger och nach ëmmer explosiver Situatioun an der Ukrain.

Eng Présidence erwächt an, awer och ausserhalb vun Europa ëmmer vill Hoffnungen, an dat wäert och des Kéier erëm de Fall sinn, ganz besonnesch, well eist Land an deene leschte Jorzéngten ëmmer erëm e Garant fir gutt organiséert an erfollegräich Présidence war.

Fir meng Fraktioun a mech selwer ass et duerfir wesentlech, dass des Présidence virun allem dräi Objektiv muss gerecht ginn: Éischtens muss d'lddi vun Europa fir d'Bierger dobaussen erëm als Synonym fir d'Hoffnung vu ville Bierger op e bessert Liewe stoen; zweetens muss Europa fir en nohaltege Wirtschaftswuesstum stoen, fir virun allem d'Jugendaarbechtslosigkeit, an hei schwätze mer vu ronn fënnf Milliounen Einzelschicksaler, endlech an de Grëff ze kréien a fir deene ville jonke Leit iwwerhaupt emol erëm eng Perspektiv an deem Europa ze bidden; dréttens, dem Bild vu Lëtzebuerg, wat an deene leschte Wochen a Méint e puer Schréipsen an Europa an doriwwer eraus kritt huet, erëm iwwert d'Présidence an der Unioun e frësche Pinselstréich ze ginn.

Dobäi ass et kloer, dass d'Présidence haut net méi deeselwachte politesche Stellewäert hunn, wéi nach 2005 bei eiser leschter Présidence. An awer! Eng Présidence geet wäit iwwer en technesch Akt vun renge Présidëere vu Gremien eraus an och wäit iwwer politesch Symbolik, well och dee beschten Orchester, Här Ausseminister, brauch e gudden Dirigent, grad wa vill divenaarteg Solisten dra sinn. Doriwwer eraus ass en Orchester ëmmer nëmmen esou gutt, wéi déi verschidde Museker, jiddweree eenzel, hir Partitur beherrschen.

Här President, ier ech zu de Prioritéite vun der Présidence kommen, wëll ech awer fir d'Alleréischt eise Ausseminister e grousse Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi hien an der Chamberskommissioun, awer och haut déi Prioritéite virgestallt huet, an him och direkt soen, dass mir frou sinn, dass hien haut och nach ëmmer als Ausseminister hei virun eis sëtzt.

**(Hilarité et interruptions)**

Well mir haten, Här Ausseminister, d'lescht Woch kuerz awer e bëssen ugefaangen, fir lech ze zidderen, wéi mer héieren hunn, dass Der net géift d'Konsequenzen ausschléissen am Fall, wou et bei engem Referendum iwwert d'Mandater zu engem Nee géif kommen. An duerfir si mer frou, dass Der hei sëtzt. Iwwerhaupt menge mir, Här Asselborn, Dir waart dat beschte Verkefargument fir den Neen op deser Fro! An et hätt kee Mënsch dobausse verstanen, firwat grad Dir als Éischt hätt misse ënnert déi Mandatsbegrenzung do falen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, ech wëll dann och direkt...

**(Interruption)**

...ënnersträchen, dass mir mat deene Prioritéiten, esou wéi den Här Asselborn se hei virgestallt huet, en gros kënnen eis averstanen erklären, och wa mer op deem engen oder anere Punkt dach vläicht heiansdo e bëssen eng aner Positioun hu wéi d'Regierung.

Ech hat virun d'Bild vun engem Orchester gebraucht. An ech géif duerfir och nach eng Kéier betounen, dass mir ganz besonnesch als klengt Land an der Présidence fir europäesch Harmonie eis muss staarkmaachen, well deen europäeschen Orchester gëtt just nach gelauschert, wann en zesummespillt an am beschten och nach datselwecht Stéck spillt.

An deem Kontext ass et prioritär, dass an Europa weider dat Wuert „Solidaritéit“ keen eidelt dierf sinn, Solidaritéit, déi allerdéngs ni en sens unique dierf sinn, mä ëmmer op Géigesäitegkeet berout. Dat heescht zum Beispill, dass Athen endlech muss mat engem klore Programm a Kalender kommen, aus deem ervirgeet, wat fir eng Reformen a wéini se emgesat ginn.

Leider huet eis och de G7 net wierklech an deem doten Dossier weiderbruecht. An et ass fir mech och net méi akzeptabel, dass déi griichesche Regierung, sief dat de Premier Tsipras oder de Finanzminister Varoufakis oder aner Kolleegen aus där Regierung, permanent Zousoe maachen, déi, kaum dass d'Dier vum Fliger zu Athen opgaangen ass, schon erëm Schnéi vu gëschter sinn!

Solidaritéit...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ooh!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat ass jo esou en Aarmut, dat do!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...huet och eppes...





► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Ma wivill Programmer solle se nach virleeën?

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Solidaritéit...

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- D'EU soll se emol unhuelen!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Solidaritéit huet och eppes, Dir Dammen an Dir Hären, Här Urbany, mat Verlässlechkeet ze dinn!

Mä ech kéint och den TTIP, also dat transatlantescht Fräihandelsafkommen, oder den onbestreitbare Klimawandel als weider disharmonesch Beispiller uféieren. Vun enger eestëmmege, oder zumindest enger stëmmege oder ofgestëmmte-ner EU-Aussepolitik net ze schwätzen!

Mä och innenpolitesch Picken, wéi déi däitsch PKW-Maut, wou ech och op eis Kolleegen niewendrun an Däitschland kucken, bréngen eis am europäesche Geescht net wierklech weider. Esou oder esou, europäesch Kakofonie brauch weder Europa nach d'Welt, weder d'Lëtzebuurger nach d'Europäer.

A scho guer net eis jonk Leit, déi verzweifelt no Aarbecht an domadder och nom Sënn am Liewe sichen. Hinnen muss Europa erëm Äntwerte ginn, well d'Déift vun der europäescher Kris geet wäit iwwer eng reng Wirtschafts- a Finanzkris, esou schlëmm déi och ëmmer war, eraus, och wäit iwwer eng reng Kris vun der souveräner Schold. Mä d'Kris, an där mer nach ëmmer feststiechen, ass och vläicht eng virum allem vun Sënn, eng Kris vun der europäescher Iddi. Eben, well d'Leit net méi un Europa an un d'Europäesch Unioun gleewen an eigentlech och net méi u sech selwer.

Béides, Dir Dammen an Dir Hären, muss mer änneren. Och hei muss d'Lëtzebuurger Présidence usetzen an de Leit, de Lëtzebuurger an den Europäer, an esouguer doriwwer eraus och de potenzielle Flüchtlingen an Afrika an am Mëtteren Orient erëm Mutt maachen an Hoffnung ginn, well grad heiheem an Europa gëtt et, am Géigesaz zu Afrika an zum Maghreb, kee Grond, fir Angscht virum der Zukunft ze hunn. Mä et gëtt all Grond, fir mat Zouver- siicht d'Blat vun der Kris ëmzeschloen an déi lescht Kéier vun der Kris ze huelen.

Dat muss éischtens nohaltege geschéien a mat kloere Regeln. Soss nämlech geréit eisen europäeschen „way of life“, fir et emol op Angelsächsesch ze soen, a Gefor. An deen europäeschen Dram ass jo net nëmmen an Dram vu Fräiheet, mä en Dram vu Verantwortung, Fräi- heet a Gerechtegkeet. Oder programmatesch gesot: vu sozialer Maartwirtschaft. Grad an Zäite vun TTIP an TiSA dierfe mir dovunner net ofwäichen an eis Iwwerzeegungen och net opweeche. Ganz am Géigendeel! An ech kommen nach dorop zréck.

Erlaabt mer awer hei nach, Här President, eng kleng Referendumsparenthèse ze maachen, well no deem Vollekstsunami vun leschte Sonndeg muss een dach e puer Wuert doriwwer verléieren, dat och virum enger Présidence an och, a ganz besonnesch, an dëser Debatt.

Ech zitieren e Mann, deen Der alleguer kennt, deen net verdächtig ass, Politik ze maachen, nämlech den RTL-Chefredakter Guy Kaiser, deen a sengem Commentaire...

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(*Brouhaha général et hilarité*)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ...deen a sengem Commentaire vun dësem Méindeg... Lauschtet emol no, Madame Loschetter, Dir sidd vläicht ganz d'accord! Den Här Kaiser huet also Folgendes gesot: „De Premier brauch dowéinst net ze demissionéieren“ - dat gefält lech jo sécherlech gutt -, „mä hien ass zënter gëschter geschwächt, heiheem an och iwwert d'Grenzen eraus.“

E geschwächte Premier, eng geschwächte Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ass net gutt fir eist Land, net heiheem, awer och net dobaussen an Europa! Doriwwer eraus ass Europa och e wéineg eist Doheem. Mä dat ass eng aner Debatt.

Ech wëll hei an elo just de Problem vun enger Présidence vun enger Regierung oppen uschwätzen, déi eigentlech just nach vun 20% vun de Lëtzebuurger gedroen ass.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(*Protestations*)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- An ech soen dat net, Här President, ech soen dat net...

(*Interruption par M. Alex Bodry*)

Här Bodry!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...nach ofgestriden hutt! Dir sidd amgaangen, dat hei ze maachen.

► **Une voix**.- Jo.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dat huet zwee Deeg gedauert!

(*Brouhaha général*)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här Bodry, loosst...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Här Bodry, Dir musst och nolauschten, wat den Här Mosar seet!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ...loosst mech dach emol...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech hunn nogelauscht!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...vun 80%, mä vun den 20% geschwat.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dir kënnt jo gär herno, Här Bodry...

(*Brouhaha général*)

► **Une voix**.- D'Sozialiste kommen och nach drun!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- An ech soen dat - lauschtet no, Här Bodry! - net mat Freed, a scho guer net mat Freed um Schued! Mä Fakt ass, dat duerch déi, an erlaabt mer nach eng Kéier, den Här Kaiser ze zitieren,...

► **Une voix**.- Ooh!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ...eng „fatzeg op den Deckel“ fir d'Regierung vun de Leit och eis Présidence Legitimationsproblemer huet, heiheem, Här Bodry, an dobaussen! Well och eis europäesch Partner hunn iwwer hir Medien an Ambassaden dëse Referendum méi oder wéineg genueg verfolgegt. A gestärkt geet dës Regierung hei sécher net eraus!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dat stëmmt net!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, ech fannen et net normal - ech souz jo och op Ärer Plaz -, dat hei den Här Bodry mech ka permanent ënnerbriechen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech wëll lech soen, Här Mosar, dass ech virgëschter bei där Debatt och ganz grousszügig war, fir den Débat ze féieren. An Dir hutt jo och Freed un der Debatt.

(*Interruption*)

Wann Dir awer mengt, dass ech hei sollt méi seriö duerchgräifen, da muss ech den Débat eigentlech erëm op de Punkt zréckbréngen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech hunn iwwregens, Här President, guer kee Problem, dat den Här Bodry mir all Froe stellt, an ech géif och versichen, em op all Froen ze äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An ech géif den Här Bodry da bieten, wann e Froen huet, dat esou ze maachen, wéi mer dat d'leschte Kéier gesot hunn: de Fanger weisen an dann opstoen an dann d'Fro stellen. Merci!

(*Brouhaha*)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- An, Här President, mir haten en Dënschden...

(*Interruption par M. Alex Bodry*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

► **Une voix**.- En huet de Fanger net gewisen, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

(*Hilarité*)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- A mir haten, Här President, de leschten Dënschden de Mëtten, hunn ech eigentlech fonnt, eng äusserst gutt Debatt iwwert d'Konsequenze vun deem Referendum, wou och vun enger Rei vu Majoritéitsvertrieeder hei eng Rei ganz positiv Avancé gemaach gi sinn, déi ech begréisst hunn.

Ech muss lech allerdéngs soen, an ech sinn elo 21 Joer Member vun deem Haus, dat, wéi herno de Premier hei op d'Riednerpult komm ass, an ech hunn...

(*Interruptions*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech mengen, den Här Bodry, deen huet sech zu Wuert gemellt.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ma, Här Bodry, dann...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech froe mech ganz éierlech: Wat bréngt et, wa mer déi Debatt, déi mer genau zu deem Thema den Dënschden hei gefouert hunn, nach eng Kéier bei dëser Debatt féieren?

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech weess...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dat bréngt eis sécherlech net weider! Dat hëlleft och net der Présidence.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här Bodry, ech weess, dat Dir déi Debatt net gär féiert! Mä et muss awer nach hei erlaabt sinn, am Kader besonnesch vun enger Présidence, déi an e puer Wochen ugeet, eng Rei Punkten ze prezisieren! An ech muss lech soen, ech hu jo elo

näischt Negatives gesot iwwert déi Riedner, déi de leschten Dënschden de Mëtten hei intervenéiert sinn.

Ech muss lech just soen, deen Optrëtt herno vun Premier, dee war fir mech ganz schwéier nozevollzéien, well ech nämlech net mengen, dat, wéi de Premier et sot, déi meescht Wieler, souwuel d'ailleurs bei den Neen- wéi awer och bei de Josoe, nämlech seng Freed iwwert de Referendum konnten novollzéien oder deelen. Duerfir mengen ech, dat de Premier gutt berode wär, virum Ufank vun dëser Présidence endlech vun dëser Referendumswollek erofzeklammen a sech mat de Suerge vun de Leit an Europa, a ganz besonnesch heiheem, emol eeschthaft ausermeenzenetzen!

Firwat soen ech lech dat, Här President? Net fir d'Regierung an enger fir eist Land wichtiger Présidence nach weider ze schwächen. Am Géigendeel! Mir soen, dat dës Présidence net nëmmen d'Présidence vun dëser Regierung ass, mä et ass och d'Présidence vun der Chamber. An aus dësem Grond wär et och gutt, wann net nëmmen den Här Ausseminister, deen dat ëmmer bravouréis mécht, mä och déi aner Kolleeg Ministere géifen an déi eenzel Fachkommissiounen kommen, fir iwwer eis Présidence ze schwätzen, a wann och all Fachminister kéint déi verschidde Fachkommissiounen vun dësem Haus regelméisseg iwwert déi grousse Dossiere vun dëser Présidence ënnerriichten.

Iwwerhaupt sinn ech nohaltege der Meenung, dat d'Roll an d'Gewicht vun der nationale Parlamentar an Europa nach weider muss gestärkt ginn. Mir hu mam Akraaftriede vun Lissabonner Vertrag e wichteg Etappenzil erreecht, sinn awer nach wäit vun der Ligne d'arrivée ewech a mir mussen an deenen nächste Jore weider Etappen upeilen an erreechen. An ech weess, Här Ausseminister, dat ech an lech, engem grouse Vélosfuere, sécherlech hei op ganz vill Verständnis wäert falen.

Hei ass an deene leschte Méint vill ronderëmgeplooschert a -gedoktert ginn an et gëtt elo wierklech Zäit, dat ënner lëtzebuergescher Présidence endlech Neel mat Käpp gemaach ginn. Awer net nëmmen hei, mä och an deene ganz ville Reunione vun der COSAC oder Fachkommissiounen mam Europaparlament, awer och an deene jeeeweilege Kommissionen aus deenen nationale Parlamentar kann eng richtig a wichteg Aarbecht, och am Interessi vun den nationale Parlamentar, gemaach ginn.

An e gutt Beispill ass duerfir déi interparlamentaresch Konferenz zum Pacte budgétaire, de faméisen Artikel 13. Do géif ech hoffen, an ech mengen, mir hëllef allegueren do mat, dat ënner lëtzebuergescher Présidence et zu engem definitive Reglementsprojet wäert kommen, deen dann och d'Chamber hei zur Ofstëmmung ka virleeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa brauch e gutt funktionéierend Europaparlament, brauch awer och gutt funktionéierend national Parlamentar. Mir sollen eis net als Konkurrenten, mä als Partner gesinn, well dann nëmme kënnen mir e reellt Géigegewicht zum EU-Conseil, awer och zu der Kommissioun duerstellen.

D'Lëtzebuurger Présidence ass awer net nëmmen eng vun der Regierung a vun der Chamber, mä doriwwer eraus eng vun ganze Land, vun alle Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger, déi an eise Land wunnen. Jo, et ass eng Présidence vun alle Leit, fir déi eist hiert Doheem ass.

D'CSV gesäit dann och hir Roll virum allem an enger fundéierter a konstruktiver Begleedung vun der Regierung an der Majoritéit an dësem Haus - wann dat dann, Här President, erwünsch ass. Vun eiser Säit ass et jiddefalls eng éierlech gemengten Offer am Interessi vu Land a Leit, am Interessi vu Lëtzebuerg an Europa, fir dat dës Présidence fir d'Lëtzebuurger Land e Succès gëtt, an zwar net nëmme fir d'Regierung, mä fir eis alleguer an, wéi scho gesot, virum allem fir d'Europäer, well em si muss et erëm verstärkt an Europa goen. Woumadder ech erëm bei neier Hoffnung an niem Wuessum fir eis Wirtschaft, virum allem fir eis jonk Leit, déi Aarbecht sichen, wär.

Här President, de Wirtschaftswuesstum an domadder verbonnen och d'Schafung vun neien Aarbechtsplaze sinn eng Prioritéit vun Ärer, vun eiser Présidence, déi mir voll a ganz ënnerschreiw, well d'Akzeptanz vun Europa steet a fällt mat deem, wat aarbechtsmaartpolitesch hannen erauskënn. Well wéi soll e jonke Chômeur a Griichenland, a Spuenien, a Portugal oder och zu Lëtzebuerg un Europa gleewen?

Duerfir sinn ech frou, dat éischt Zeeche vu Croissance um europäeschen Horizont erkennbar sinn. E wesentlech Element a Saache vu Wirtschaftsentwécklung sinn d'Investitiounen am Euroraum. An domadder sinn ech dann och beim sougenannten „Juncker-Plang“, dee

muss zu engem Win-win-Plang fir jiddwieren an Europa ginn an deen dat och fir Lëtzebuerg wäert ginn. Ech sinn duerfir frou, dat eis Regierung elo och voll a ganz hei matmécht - et geet jo ëm ronn 80 Milliounen Lëtzebuurger Frang (veuillez lire: ronn 80 Milliounen vu Lëtzebuerg) -, an dat no enger klenger Rëtsch vu Reizenzen am Ufank.

Mä dat geet net duer. Lëtzebuerg muss och aner Länner, Här Ausseminister, iwwerzeegen, mat senger Présidence, fir dës Plang ze ënnerstetzen, fir dat d'Hiewelwierkung och ganz ka funktionéieren. Ech hunn nämlech d'Gefill, dat eng Rei vu Regierungen an eenzelne Memberländer sech fléiwe loosse, fir dësem Plang hir voll Ënnerstëtzung ze ginn. Dëst wär schued, well dës Plang nëmmen, wéi ech gesot hunn, seng ganz Hiewelwierkung kann entwéckelen, wann e vu méiglechst villen a breede Schëllere gedroe gëtt.

An deem Sënn ass et wichteg, dat mer zesumme mat der Europäescher Investitiounsbank, déi déi Projeten erausgesicht huet, en nohaltege Wuesstum a gläichzäiteg nohaltege an anstänneg Aarbechtsplaze schafen.

Zu engem nohaltege Wuesstum gehéieren awer och Reformstrukturen an eng responsabel europäesch Budgetpolitik, well wann Europa vun eppes genuch huet, da sinn dat, niewent dem Chômage, Scholden. Duerfir muss mir eis alleguer reforméieren, awer net um Bockel vun deene Schwächste vun eise Gesellschaften. Duerfir muss mir intelligent spueren, awer och hei net um Bockel vun deenen, déi souwisou schonn näischt hunn.

Och an Europa muss breet Schëlleren déi gréisste Laascht droen. Och an Europa brauche mir Mindestsockelen, wéi d'EVP an d'Sozialisten dat an hire Campagné gefuerdert hunn, well wann Europa eppes net brauch, dann ass et nei Aarmut, déi just nei Extremismen an Instabilitéite schafft. Dat kann iwwregens och net am Interessi vun der Wirtschaft sinn, a vun der Politik scho guer net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet fir d'Lëtzebuurger Présidence vun Rot vun der Europäescher Unioun siwe Prioritéite festgeluecht. Dat sinn der vill a sechs Méint.

Iwwert déi éischt an déi zweet, also de Wuessum an den Emploi, hunn ech elo scho grad geschwat, an op deene Prioritéite féinnt d'Regierung eis 100%eg Zoustëmmung. Awer nach eng Kéier: Mir wäer frou, wann d'Regierung mat ganzer Energie de Juncker-Plang géif ënnerstetzen, net wéinst eise fréiere Premier a Kolleeg Jean-Claude Juncker, mä wéinst den Investitiounen an enger Gréisstenuerdnung vun 315 Milliarden Euro - ëmmerhi wäert de Fong ënner lëtzebuergescher Présidence hei zu Lëtzebuerg op der BEL ulafen - a wéinst deene ville Mënschen an Europa, déi op eng Aarbecht waarden a fir déi dës Plang nei Chancen an Diere kann opmaachen.

Weider Prioritéite vun lech an och vun eis sinn d'Flüchtlingspolitik an de Klimawandel, verbonne mat der Demande no enger méi nohalteger Politik. Den Här Statsminister huet virum e puer Deeg géintwuer dem President vun Europäescher Parlament Schulz zu Senneng nach eng Kéier ënnerstrach, dat hien déi sozial Dimensioun vun der Unioun wëllt stäerken an dem Bannemaart eng nei Dynamik wëllt ginn. Och op dësem Punkt si mir bei lech, well mir och der Iwwerzeugung sinn, dat een an Zukunft nach méi op ekologesch-sozial Maartwirtschaft muss setzen.

An deem Kontext kommen ech net derlaanscht, op den digitale Bannemaart anzegoen. An hei deelen ech d'Aschätzung um zoustännege Kommissär Oettinger, dat Europa an deene leschte Jore e gewëssene Retard vis-à-vis vun anere Länner kritt huet an datt et absolutt prioritär ass, Dir Dammen an Dir Hären, dat mir muss mat alle Mëtten dës Retarden ophuelen, well och hei schléift d'Konkurrenz net.

Den Här Statsminister huet och ënnerstrach, dat hien d'Kompetitivitéit an Europa allgemeng géif wëllt stäerken an eis Unioun méi transparent gestalte wëllt. Fir eis sinn dat alles gutt Usätz. Nach muss een am Detail awer klären, wat dëst alles um Terrain politesch, gesellschaftlech, wirtschaftlech a sozial heescht. Well an Europa ass et genaousou wéi doheem: Op abstrakt an theoretisch Prinzipien ass ee sech nawell séier eens, mä de lëtzebuergesche wéi och den europäeschen Däiwel leien dacks am Detail. Am Generellen, awer och an deenen transatlanteschen Handelsaccorden, iwwert déi an deene leschte Wochen a Méint vill Richteges, awer och vill Falsches gezielt ginn ass.





Ech sinn dann och, Här President, beim TTIP an TiSA, déi och am generelle Kontext vum Banne-maart zu de Prioritéite vum eiser Présidence solle gehéieren. TTIP ass jo dat ugestriftent Fräihandelsoffkommis mat de Vereenegte State vun Amerika. An TiSA ass dat vun 23 Member-state vun der Welthandelsorganisatioun WTO ugestriftent Handelsoffkommis an de Servicer. A wann et em Servicer geet, muss mir zu Lëtzebuerg ëmmer ganz besonnesch hellhéireg sinn, ob dat déi éffentlech Servicer betrëfft, awer och déi Servicer aus dem Finanzsecteur.

Duerfir si mir frou, Här President, dass mer an eiser Kollegein Viviane Reding eng Lëtzebuerg-Politikerin un éischter TiSA-Front hunn. Déi fréier Kommissarin ass nämlech TiSA-Rapporteurin am Europaparlament, a mir hunn duerfir d'Chance, Informatiounen hei aus éischter Hand ze kréien. Dovu solle mir natierlech och als Chamber profitéieren, an dat hu mer schonn ënnert der Prezidenz vum Kolleg Marc Angel och an der zoustänneger Kommissioun gemaach.

Erlaabt mer awer heizou, Här President, eng allgemeng Bemierkung, déi ech och scho bei Geleeënheet, Här Ausseminister, vun Ärer aussepolitescher Deklaratioun gemaach hunn an déi eis amerikanesch Partner op där anerer Säit vum Atlantik betrëfft. Ech muss lech agestoen, dass verschidden Evenementer aus deene leschte Wochen a Méint net dozou bäigedroen hunn, d'Vertrauen, zumindest an déi amerikanesch Administratioun, ze verstärken. Wann een zum Beispill kuckt, wat am NSA-Dossier och anscheinend par rapport zu eisem Land an zu verschiddene vun eisen Entreprisé geschitt ass!

Datselwecht géllt awer och fir eng méi rezente Informatioun, déi kierzlech am „Spiegel Online“ nozeliere war, laut där anscheinend déi rezente Handelsbilanz téschent den Amerikaner an de Russen nawell kräfteg ugezunn huet, während gläichzäitig déiselwecht Bilanz téschent der Europäescher Unioun a Russland gradesou substanzuell ofgehall huet. Wou sech d'Fro natierlech stellt, wéi dat méiglech ass an ob hei net mat enger gewëssener Systematik vun amerikaneschen Entreprisé versicht gëtt, déi Sanktiounspolitik ze ëmgoen.

Wann een dann och nach weess, dass d'Veere-negt State sech extrem staark fléiwe loosse, wat d'Ëmsetzung vu verschiddenen internationalen Accorde wéi Basel II ugeet, kënn een net derlaanscht, sech awer eng Rei Froen iwwert déi reell politesch Intentione vu Washington ze stellen.

Wat elo d'Positioun vun der CSV-Fraktioun betrëfft, do si mir prinzipiell der Meenung, dass dës béid Accorden, TTIP an TiSA, eng grouss Chance fir Europa an d'Europäesch Unioun kënnen bedeuten, op déi mer net einfach esou kënnen verzichten. Dëst ass ganz besonnesch wichteg, wann ee weess, dass op där anerer Säit vun eisem Planéit et aner Handelsaccorden téschent China, Russland an och mat verschiddene südamerikanesche Länner ginn, déi ofgeschloss ginn. A mir müssen an Europa gutt oppassen, dass Europa sech wirtschaftlech net herno total do isoléiert - par rapport zu de Vereenegte State, awer net nëmme - an op deene Marché keene Accès méi wäert hunn.

Dat gesot, ass et fir eis awer gradesou kloer, dass mer souwuel beim TTIP, awer vläicht nach méi, Dir Dammen an Dir Hären, beim TiSA-Accord um Niveau vun der WTO eis weder als Europäer nach als Lëtzebuerg dierfen iwwer en transatlanteschen Dësch zéie loosse. An och hei géllt «les bons comptes font les bons amis», oder ech géif et vläicht hei e bësselchen anescht formuléieren, Här Ausseminister: «les bons accords font les bons amis». Well dass d'Veere-negt State vun Amerika e wichtegen an onverzichtbare Partner vun der Europäescher Unioun sinn, steet fir mech ausser Zweifel. Mä et muss eng Frëndschaft an eng Partnerschaft op Aenhéicht sinn.

Duerfir ass fir eis kloer, an ech ënnersträichen dat haut an hei nach eng Kéier, dass mir eis europäesch Standarden a Saache Sozialrecht, Naturschutz, Kulturschutz, Finanzdëngschtleeschungen net um TTIP- oder TiSA-Altor dierfen afferen, an och ganz besonnesch um Niveau vum Dateschutz, deen ech an deem Kontext nach eng Kéier wëll nennen.

Mir wëssen, dass et ganz besonnesch op deem Terrain ass, wou eis europäesch an och lëtzebuergesch Lat vill méi héich läit wéi bei eisen amerikanesche Partner, dëst, well mir a puncto Dateschutz eng ganz aner Geschicht a ganz aner Traditiounen hunn. A fir eis muss et och dës héich europäesch Lat sinn, Här Ausseminister, déi sech an deene verschiddenen Accorde

wäert erëmfannen. Et kann net sinn, dass mir ënnert där Lat erduerchginn, egal ob dat bei TTIP oder TiSA wäert sinn.

A grad wann een déi rezente Excèsse vun der NSA bedenkt, dierf een och hei keng falsch Kompromësser agoen. Den EU-Vertrag an eis Grondrechtcharta mussen respektéiert ginn, net nëmme, awer och vun den Amerikaner. An och, wa mir duerch dës Handelsaccorden d'Chance hunn, dee gréisste Wirtschaftsraum vun der Welt ze schafen, mat 800 Milliounen Mënschen, dierf dese kee rechtsfräie Raum fir multinational Entreprisé ginn.

Och dat huet eppes mat Nohaltegkeet ze dinn, e Prinzip, dee jo net nëmme eng ekologesch, mä och eng wirtschaftlech, sozial a juristesche Dimensioun huet. Fir esou en TTIP „right“, an net „light“, fir esou en TiSA „right“, an net „light“ vun der sozialer Maartwirtschaft si mir, a fir keen aneren!

An deem TTIP-Kontext begrëisse mir duerfir och, dass den Här Statsminister Gesprécher mat den europäesche Sozialpartner anonciéiert huet, well mir kommen hei just zu nohaltege Resultater, Här President, wa mir alleguer transparent spillen an d'Leit ëmfaassend informéieren. Gefrot sinn hei keng Slogane, mä eng éierlech an ëmfaassend Informatioun, esou dass sech all Bierger selwer dobausse seng Meenung ka maachen, well Desinformatioun gëtt et an desen Dossiere méi wéi genuch a vun alle Säiten.

Erlaabt mer hei, am TTIP-Kontext nach eng Aktualitéitsremarque no dem Report vum Vote am Europaparlament ze maachen. Als Nationalparlament, an eisem Fall als Lëtzebuerg Chamber, solle mir net virun den TTIP-Won sprangen, mä villméi de Vote vu Stroossbuerg ofwaarden an dann en connaissance de cause selwer decidéieren. An op kee Fall dierf mir hei de Biergerschutz dem Investeschutz afferen! Mir brauchen hei villméi eng richteg Balance, déi d'Fräiheet vun Bierger a vum Endconsommateur an de Mëttelpunkt stellt. Dann an nëmme da gëtt dëst Fräihandelsoffkommis och vun der Majoritéit vun de Leit dobausse akzeptéiert.

A wann ech da bei der Ekologie a bei der Ekonomie sinn, da sinn ech och séier beim Klimawandel. Et ass zwar gutt, dass mir endlech e bësse Summer hei zu Lëtzebuerg hunn, mä hei geet et ëm wesentlech méi. Hei geet et ëm eis politesch, gesellschaftlech, eis ekonomesch a sozial Zukunft an iwwregens och ëm déi ganz perséinlech Zukunft vun eis alleguer a vun eise Kanner a Kandskanner.

Et muss een also keen alternativen Ekologist sinn - well, Här Kox, dee sinn ech sécherlech net -, fir ze erkennen, dass de Klimawandel eng vun deene groussgeopoliteschen Erausforderunge vun eiser Zäit ass. Well och d'Kricher vun der Zukunft wäerte méi nach ëm Waasser gefouert gi wéi ëm Pétrol. Am Mëttleren an Noen Osten ass dat deelweis schonn haut de Fall.

Esou oder esou ass et richteg, fir de Klimawandel zu enger Prioritéit vun eiser Présidence ze maachen. An ech sinn dann och zouversichtlech, dass dee sougenanntene COP21, also d'Weltklimakonferenz Ufank Dezember zu Paräis, net nëmme zu engem Christmas-Shopping-Event gëtt, mä och zu engem politeschen Duerchbroch féiert, obschonn ech am Ament hei, wéi déi franséisch Regierung och, meng Zweifelen hunn.

Duerfir freet et mech dann och ganz besonnesch, dass de G7 elo ënner däitscher Présidence Réckeward aus de bayereschen Alpen bruecht huet, och wann dee leider nach net ganz bis an d'UN-Verhandlungen op Bonn duerchgedrongen ass. Mä entscheidend ass, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Richtung stëmmt an dass mer zesummen am Klimapleton op der Arrivé, Här Asselborn, ukommen. Klimaéchappéé bréngen eis an de Klima nämlech net weider. Wichteg ass, dass mer zesumme mat engem robusten Accord, deen eng maximal Äerderwiermung vun zwee Grad juristesche verbindlech a waasserdicht assuréiert, iwwert d'Ligne d'arrivée fueren. A firwat net ënner...

► **Une voix.** - Juristesche verbindlech?

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...enger lëtzebuergescher Présidence - an Dir als grouss Veloslihaber, Här Ausseminister, erlaabt mer dëst Bild - am klimatesche Maillot jaune? Dat géif Europa, dat géif Lëtzebuerg och gutt zu Gesiicht stoen.

Eng weider Prioritéit ass déi schonn erwähnte Flüchtlingpolitik, virun allem am Mëttelmeer-raum. Och hei si mir bei lech, Här Ausseminister, an eis Gemengen an d'Lëtzebuerg iwwregens och, well et ass net wouer, dass d'Gemengen an d'Lëtzebuerg net solidaresch wäeren. Ganz am Géigendeel!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Zil muss et sinn, dass ënner lëtzebuergescher Präsi-

dence kee Flüchtling méi am Mëttelmeer erdrénkt a méiglechst och duerno net. Dat wäert net einfach ginn, well den humanitären Drock ass enorm an déi kriminell Offer ass ëmmer méi grouss. Trotz grousser Fortschreter froen ech mech, ob mir eis all wierklech déi néideg Moyenen hei ginn. Esou oder esou muss mer alles drusetzen, fir dass kee méi an Zukunft am Mëttelmeer wäert erdrénken.

Mir brauchen duerfir och intelligent Quote fir Flüchtlingen an Europa. D'Propositionen, déi hei vu Brüssel kommen, ginn eiser Meenung no an déi richteg Richtung. An och d'UNO seet hei hir Unerkennung. Elo geet et also drëms, dass d'Memberstaten iwwert d'Sonnesrieden ewech solidaresch handelen an hir Resistenzen opginn, zumindest wat eenzel State betrëfft. Gläichzäitig muss Europa awer och legal Weeër fir d'Immigratioun schafen. Och dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, e groussen Challenge fir eis Présidence, bei deem mir lech voll a ganz wäerten ënnerstëtzen.

Wa mir awer iwwer Flüchtlingpolitik, -problematik schwätzen, geet et awer och virun allem drëms, de Problem un der Wuerzel unzepak. An „Wuerzel“ heescht an deem Fall virun allem déi politesch Onstabilitéit am Irak an a Syrien op där enger Säit an a verschiddene afrikanesche Länner op där anerer Säit. Dës Onstabilitéit ass zu engem groussen Deel op islamistesche Terrororganisatiounen wéi Daech a Boko Haram zréckzeféieren, déi mat enger bis elo nach net bekannter Mooss Brutalitéit Dausende vu Leit entféieren a massakréieren. Et stellt ee fest, dass desen Islamesche Stat trotz gewëssenen Efforte vun der internationaler Communautéit weider um Virmarsch ass a geschwënn net méi wäit vun oder praktesch schonn op der éischter NATO-Grenz steet.

Mir hu virun e puer Wochen an deem Haus, Här President, eng Resolutioun iwwert den armenesche Génocide verabschit. An deem Deel vun der Welt féint en anere Génocide am Moment statt, nämlech dee vu verschiddene chrëschtliche Minoritéiten a virun allem dee vun de Jesiden. Dëst geschitt zum Deel wäit ewech vun der Aktualitéit an de Medien.

Här President, hei geet et awer net nëmme ëm Männer, Fraen a Kanner, déi all Dag verdriwwen a massakréiert ginn, mä hei geet et och ëm d'Wuerzelen, Dir Dammen an Dir Hären, vun eiser Zivilisatioun, déi amgaange sinn, zu Palmyra zerstiéert ze ginn, ouni dass d'international Communautéit dee klengste Fanger hei réiert!

Hei geet et awer och, Dir Dammen an Hären, virun allem ëm déi Wäerter, déi fir eis alleguer wichtige sinn: d'Mënscherechter am Allgemengen, d'Gläichheet téschent Fra a Mann, d'Fräiheet vun der Ausübung vun de Reliounen, d'fräi Meinungsäusserung an esou weider. All Dag ginn dës Wäerter ëmmer erëm mat Féiss getrëppelt!

Ech hunn ëmmer méi d'Gefill, dass mir an der westlecher Welt am Allgemengen an an der Europäescher Unioun am Speziellen ëmmer manner bereit sinn, fir eis eege Wäerter ze kämpfen an eis fir dës Wäerter och ausserhalb vun der Unioun anzusetzen.

Wa mir et net fäerdgebréngen, an deenen nächste Joren och an dese Regione vun der Welt an enger determinierter Manéier géint all Forme vun Extremismus virzegoen, brauche mer eis iwwerhaupt kengen Illusiounen hinzeginn, dass mer mëttel- oder souguer laangfristeg d'Flüchtlingsproblematik an de Grëff kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech si mer bewusst, dass dat sécherlech, Här President, d'Méiglechkeete vun enger lëtzebuergescher Présidence largement sprengt. Mä nach wäre mir frou, Här Ausseminister, wann Dir lech bei Äre Kollegen an der Unioun kéint staarkmaachen an eng Initiativ géift huelen, fir de Schutz besonnesch vun alle Minoritéiten, reliésen an aneren, ze garantéieren.

Ech hu virdru vill vu Wirtschaft geschwat, wou Europa leider Gottes riskéiert, an Zukunft eng ëmmer manner wichteg Roll ze spillen. Duerfir muss Europa an Zukunft vläicht awer méi den Akzent op d'Attraktivitéit vu senger Soft Power, also och vu senger Wäerter a vu senger Liewens-aart, leeën, well néierens lieft et sech an der Moyenne nach esou gutt an der Welt wéi an Europa.

Dat heescht awer och, dass mer weider mussen prioritär op d'Bildung an op d'Fuerschung setzen, well och dat huet mat nohaltegem Wuess-tum ze dinn. Soft Power heescht net, dass ee soll op Hard Power verzichten, weder op déi militäresch nach op déi ekonomesch. Am Géigendeel! Awer si müssen intelligent als Smart Power an enger robuster Wäertemuecht matenee verbonne ginn. Dat mécht Amerika esou, mä dat maachen och ëmmer méi grouss geopolitesche Playere wéi China, Indien a Brasilien.

Souwuel aus politesche wéi och aus wirtschaftleche Grënn war et besonnesch interessant, ënner lëtzebuergescher Présidence zum Beispill - ech hat déi Iddi schonn opgeworf - en EU-China-Finanzsomet op den eurasesche Wee ze bréngen, well niewent dem Atlantik an dem TTIP dierf och Europa Asien an de Pazifik net aus den Ae verléieren, well dat 21. Jorhonnert ass um beschte Wee, territorial ee pazifescht ze ginn.

A wann ech Asien soen, da soen ech nach emol, dass een och déi kontinental Brécken no Asien net dierf vernolëssegen. An éischer Linn natierlech Russland. Datselwecht géllt awer och fir eisen net ëmmer einfachen NATO-Alliierten Türkei. Mä och hei gétt et Hoffnung, well säit dem leschte Sonnden d'AKP net méi d'absolut Majoritéit am türkesche Parlament huet. An och dorausser ergi sech vläicht, Här Ausseminister, eng Rei vu méi hoffnungsvolle Perspektiven an der nächster Zukunft.

Här President, ech hu scho kuerz vu Griichenland a vu Groussbritannien geschwat. Béid Länner verbënnt niewent der Tatsaach, dass vill räich Griichen net zu Lëtzebuerg, mä zu London wunnen an domadder keng Steiere bezuelen, d'Menace vun engem EU-Austrëtt, dee sougenannte Grexit, an de Brexit fir eis englesch Frënn. Deen éischen opgezongenen eventuell, deen zweete fräiwëlleg, no engem Referendum.

Mä weder e Grexit nach e Brexit sinn am Interesse vun Europa a vum Euro, an iwwregens och net am Interesse vun de Griichen a vun de Britten. Well, wéi de fréieren däitschen Ausseminister Joschka Fischer, gréngen Ausseminister, zu Recht seet: Brexit a Grexit zesumme kéinten e perfekte Stuerem erginn, deen d'Existenz vun der EU als Ganz kéint a Fro stellen. An trotz allen erfuerderlechen neien Narrative vun Hoffnung muss een dach awer soen, dass mir eis dat net kënnen leeschten. Soss kéint aus 2015 emol séier erëm 1915 ginn! Och d'Verhënnung vu Grexit a Brexit muss duerfir weider Prioritéit vun eiser Présidence sinn an ass iwwregens och eng absolut Prioritéit vun der Kommissioun an dem Kommissiouns-president Juncker.

Iwwregens verbënnt Griichenland a Groussbritannien nach eppes anescht: Si brauchen alle béid europapolitesche Perspektiven. A si stinn da jo domadder net eleng, well all Land an Europa esou Perspektive brauch, an Europa selwer och erëm. An och hei am Land brauche mir nei Perspektiven, fir de Bierger dobausse erëm méi vun der europäescher Iddi ze iwwerzeegen.

Ech wëll awer zum Schluss, Här President, nach ganz kuerz op d'Finanzdossieren agoen - et ass elo schued, dass de Finanzminister eraus ass -, déi net nëmme, awer och eppes mam Image vun eisem Land ze dinn hunn. Ech wëll elo haut an hei net op all Facettë vun deem däregen Dossier agoen. Ech wäert dat bei Geleeënheet vu menger Interpellatioun zur Zukunft vun der Finanzplaz maachen. Erlaabt mer awer trotzdem haut just e puer ganz kuerz Wieder.

Lëtzebuerg gëtt an Europa an doriwwer eraus gäre karikaturéiert a reduziéiert op eng Finanzplaz, voire op e Steierparadis, an zwar net just zënter der sougenanntener LuxLeaks-Affär, déi och ëmmer nach hir Wellen an Europa schléit an déi ganz besonnesch säit dem Asetze vun der TAXE-Kommissioun um Niveau vun Europaparlament dach - loosse mer eis näischt virmachen! - e gewëssenen Drock op eist Land ausübt.

Mir sinn eis bewusst, Här President, dass et fir d'Regierung ganz besonnesch an deem Dossier schwierig gëtt, well se sech do wäert permanent op engem Minnefeld bewegen, wou à tout moment erëm kann eng nei Streebomm explodéieren. Mir mengen duerfir, a mir soen och der Regierung hei eis voll Ennerstëtzung zou, dass mer weider d'Kart vun der Transparenz solle spillen an och proaktiv Efforte vun der Kommissioun an deem zoustänneger Kommissär Moscovici ënnerstëtzen. Ech denken hei ganz besonnesch un den Dossier vum ACCIS, also där gemeinsamer Steierbase, fir déi, an Dir wësst dat, meng Fraktioun an ech selwer scho säit méi Laangem plädéieren.

Weider ass et awer och wichteg, dass dës Transparenz an Zukunft bei de Rulinge spillt, an duerfir si mir der Meenung, dass, ouni de Prinzip vun de Rulingen, déi mer weider brauchen, opzeginn, mer dach awer hei gemeinsam Spillregele fir d'Zukunft an der Europäescher Unioun brauchen. Doriwwer eraus ass et awer ëmmer erëm wichteg, dass een dee sougenannte „level playing field“ net aus den Ae verléiert a mer net onbedéngt virun den OECD-Won hei solle lafen, mä prioritär versichen, am Kader vun der OECD nei Spillregele emzesetzen.

Datt Lëtzebuerg iwwregens alles aneschters wéi e Steierparadis ass, wëssen, mengen ech, mir alleguer, déi hei an deem Land Steiere



bezuelen. A scho laang ass dee gréissten Atout vun dëser Finanzplaz net méi d'Bankgeheimnis, mä den Know-how vun deene ville Fraen a Männer, déi op eiser Banken- a Finanzplaz schaffen. A well dat esou ass, gesinn ech dat eigentlech och guer net als esou dramatesch un, wéi vill Leit dat fäerten, dat mir eis an Zukunft aneschtens mussen um Niveau vun der Finanzplaz opstellen, well ech iwwerzeegt sinn, datt mir dat, Dir Dammen an Dir Hären, packen an datt mer souguer eng Rei vun neien Aktivitéiten an eist Land wäerte kënnen bréngen. Mä dozou méi bei Geleeënheet vu menger Interpellatioun.

Här President, d'Présidence ass awer och wichteg, fir datt mer dobauss weisen, datt Lëtzebuerg méi wéi eng Finanzplaz ass, mä och virun allem eng multikulturell Gesellschaft, déi vläicht an hirer Komplexitéit net ëmmer, och vun der Regierung, richtig ageschat ginn ass. Wann de Referendum vu virun e puer Deeg eis eppes bewisen huet, dann ass et och dat do.

Dese richtegen, kompletten a faarwegen Zukunftsimagen vu Lëtzebuerg mussen mir duerfir och mat eiser Présidence no baussen hi vehiculéieren. Esou gesinn ass fir Lëtzebuerg och eis Présidence eng Kompetenznisch, an där mir eis als klengt Land weise kënnen, an där mir och weise kënnen, wie mir sinn a wat mir europapolitesch kënnen. Och hei kennt Dir op d'CSV zielen.

An deem Geescht géif et eiser Présidence och gutt zu Gesiicht stoen, fir vun der Geleeënheet ze profitéieren, Här Justizminister, fir sech fir de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit iwwerall an ëmfaassend an der Europäescher Unioun an doriwwer eraus anzesetzen, well ech mengen, dat ass och eng Lektio, déi mer alleguerten aus der Referendumsdebat sollte mathuelen. Mir sinn op alle Fall iwwerzeegt, datt eng generell Aféierung an der gesamter EU vun der duebeler Nationalitéit en éischten, eminent wichtige Schrëtt a Richtung vun enger konkreter Umsetzung vun eiser europäescher Citoyennetéit wär, déi mir eis jo alleguerten, mengen ech, an deem Haus wënschen.

An deem Sënn wäert mir, wéi gesot, frou, Här Aussen- an Här Justizminister, wann Dir lech alle béid kéint hefir staarkmaachen an, wie weess, vläicht och do eng ganz konkret Initiativ huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen duerfir alleguer zesummen aus Europa erëm eng Iddi, mä och erëm eng Wierklechkeet vun der Hoffnung maachen, well nëmmen esou huet Europa Zukunft, nëmmen esou hunn d'Europäer Zukunft. D'Lëtzebuurger Présidence vum Rot vun der Europäescher Unioun huet hei wichtige Aufgabe viru sech, well och e klengt Land, an dat huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet dacks bewisen, kann eng grouss Présidence ofliwweren. Well Europa ass keng Iddi vu geografesch, mä vu mënschlecher Gréisst. Dës Iddi gouf iwwerregens gebuer am ale Griichenland. Och dat ass gutt emol an der Grexit-Debat gesot.

Ënner Lëtzebuurger Présidence mussen mir awer elo dat neit Europa weiderbauen. An dat geet net mat de reng nationalstaatleche Reflexer vun der Vergaangenheet, mä just mat méi Europa an och mat méi Vertrauen erëm an Europa an an eis selwer als Europäer. Oder, villméi nach, mat Vertrauen an e bessert Europa, dat erëm zu enger richteger Unioun gétt, zu enger Unioun vun de Regionen a vun den Natiounen, zu enger Unioun vu Solidaritéit a Subsidiaritéit, zu enger Unioun vun nohaltegem Wuessstum an der gudder Aarbecht, a virun allem zu enger Unioun vun nielem Vertrauen an neier Hoffnung fir Europa, fir d'Welt, virun allem awer fir d'Leit heiheim an dobaussen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet a wënschen lech an eis an de Bierger dobaussen eng erfollegräich Présidence.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. Den Här Ausseminister mell sech zu Wuert. Här Ausseminister!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech wollt den Här Mosar a sengem Élan net bremsen...

(**Interruption**)

Onofhängeg dovunner, dass ech säin zweeten Deel vun der Ried besser fonnt hu wéi säin éischten, well ech awer hei soen,...

► **Une voix.** - Dat wierklech!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ...dass mer keng Problemer, keng Legitimationsproblemer nom Referendum an eiser Présidence hunn. Ech fanne et och, ech soen dat hei och an aller Frëndschaft, net gutt, dass mer de Premier hei kritiséieren, well e sech fir de Jo agesat huet. Ech hu mech och fir de Jo agesat, an dat deet him an och mir net leed!

Ech wëll och hei just soen, dass mer eis mussen bewusst sinn, dass d'Présidence net d'Présidence ass vun der Regierung. Et ass d'Présidence vun deem Land. A wa mer wierklech eng Verknüpfung maache vum Ausgang oder vum Resultat vum Referendum mat dem Potenzial, dat Lëtzebuerg kann an d'Présidence erabréngen, da maache mer eppes, wat falsch ass a wat menger Meenung no och verzweckt ass. Dat, mengen ech, solle mer net maachen.

D'Oppositioun kann alles, mir sinn an enger parfafter Demokratie, mä passe mer op awer, dass d'Bild vun eistem Land, wa mer esou Sätz soen, do kéint dat an d'Box goen. An ech mengen net, dass et gutt ass, wa mer duerch esou Amalgammen d'Regierung wëllen diskreditéieren. Dat solle mer, mengen ech, net maachen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Ausseminister. An dann huet d'Wuert direkt den Här Marc Angel fir d'LSAP. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert versichen, elo nëmmen iwwert d'Prioritéit vun der Lëtzebuurger Présidence an iwwer Europa ze schwätzen an net, wéi mäi Virriedner, iwwert d'Optriede vum Premierminister, esou wéi ech och net wäert schwätzen iwwert d'Optriede vun anere Lëtzebuurger Personalitéiten am Ausland. Ech wëll hei beim Fong bleiwen.

► **Une voix.** - Très bien!

(**Interruptions et hilarité**)

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll gläich ufänken, och dem Ausseminister Merci ze soe fir säin Engagement an dass e bei eis an d'aussepolitisch Kommissioun kennt ëmmer virun de Conseilen, no de Conseilen an och elo virun der Présidence. En huet eis e Méindeg en long et en large de Programm erkläert. Ech wëll him dofir Merci soen. An ech sinn och iwwerzeegt, dass en dës Présidence vun 2015 genausou gutt iwwert d'Bühn bréngt wäert, wéi déi Présidence, déi en 2005 hat, wou e knapp sechs Méint Ausseminister war a wou en och do Europa a Lëtzebuerg virugedriwwen huet.

Effizienz, Effikasitéit, Nohaltegkeet a Chancëgläichheet, dat sinn d'Haaptlinnen, déi d'Aktioun vun onser Lëtzebuurger Présidence an der Europäescher Unioun ausmaachen. Ons Lëtzebuurger Présidence steet am Zeeche vu wirtschaftlechem Wuessstum an dem Schaf vum Aarbechtsplaz an vun der Solidaritéit.

Ons Présidence setzt de Bierger an den Zentrum vun europäesche Projet! Dat freet d'LSAP. D'LSAP-Fraktioun freet sech och enorm iwwert déi sozial Dimensioun vun der Lëtzebuurger Présidence.

Et ass fir onst Land déi zwielefte Kéier, dass mer d'EU-Présidence hunn. D'Vergaangenheet huet bewisen, dass dat ëmmer gutt Présidencé waren. An dofir sinn och d'Erwaardunge vu villen an deene 27 anere Länner ganz grouss.

Ech wëll och drun erënneren, dass eng Présidence vun der EU sech an e bestëmmte Kader aschreift. Et ass net esou, wéi wann elo ganz Europa no der Lëtzebuurger Päif danzen a sprange géif. An den Ausseminister huet dat e Méindeg an der aussepolitischen Kommissioun ganz gutt erkläert an haut och nach eng Kéier kuerz ugeschwat. Déi Agenda vun onser Présidence, déi gétt an engem interinstitutionelle Kader gemaach, virun allem am EU-Conseil, awer och mat der EU-Kommissioun zesummen, a se schreift sech natierlech och an deem Kader an dat an, wat am Europaparlament geschitt.

Lëtzebuerg kann a soll elo an deenen nächste Méint Akzenter setzen, Impulser ginn. A Lëtzebuerg kann Dossier an deene verschiddene Conseile virubréngen. Et ka Positionen ausschaffen, verhandelen, an dat am permanenten Dialog mat der Kommissioun a mam Europaparlament.

Dës zwieleft Présidence fir Lëtzebuerg ass och déi éischt Présidence nom Lissabon-Vertrag. Säit deem Vertrag, dat wësse mer, hu mer e permanente Rotspräsident, am Ufank den Herman Van Rompuy, elo den Donald Tusk, a mir hunn och eng Héich Verrieder vun der Unioun fir Aussen- a Sécherheitspolitik, déi och Vizepräsidentin vun der Kommissioun ass.

Et ass och déi éischt Présidence, wou mer an deem sougenannten „Trio Présidence“ zesummeschaffen. Mat Italien a Lettland hu mer vill kooperéiert. Nei ass et awer och, dass dat hei déi éischt Présidence ass, wou am Europaparlament, no de leschten Europawahlen, d'Zuel vun den Europaskeptiker, fir net Géigner ze soen, vill méi grouss ginn ass. An nei ass och, dass duerch d'Bestëmmung vu Spëtzekandidate vun de grouss politesche Famillje bei de lesch-

ten Europawahlen an dunn d'Wiel am Europaparlament vum Jean-Claude Juncker zum President vun der EU-Kommissioun och d'Europaparlament gestärkt do erauskomm ass.

D'Présidence vu Lëtzebuerg, an och dat ass nei, muss mat enger nei organisierter EU-Kommissioun zesummeschaffen, enger Kommissioun, déi nei am Amt ass an déi hiert Schaffen agebaut huet, dat ass och déi éischte Kéier, an de Prinzip vun der Discontinuitéit an déi sech och „better regulation“ op de Fändel schreift. Eng EU-Kommissioun, an där de President a seng Equipe versichen, d'politesch Musteren ze duerchbriechen a wou de Collège vun der Kommissioun an transversal Projektteams, déi jeeweils vun engem Kommissionsvizepräsident geleet ginn, dann och do Responsabilitéit droen. Doduerch konzentréiert sech d'Kommissioun op déi grouss Dossier. An dese kohärenten Opbau, mengen ech, ass ganz gutt fir Europa.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun begréisst et och, dass dës Présidence, wéi all ons aner Présidencen, beméit ass, fir Europa virunzebréngen, an dat net nëmmen zu Bréssel an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä an alle 27 Länner! Mir begréissen et och dofir, dass d'Regierung ganz kloer seet, dass se sech asetze wëllt, fir dass de Subsidiaritätsprinzip an de Proportionalitätsprinzip richteg applizéiert ginn.

An dat ass och wichteg fir ons als Chamber, déi och am Kader vum Lissabon-Vertrag mat allen aneren nationale Parlamenten och a villen europäeschen Dossier matschwätze soll, an zwar net nëmmen beim Transposéieren vun den Direktiven, mä schonn an engem ganz fréie Stadium. Ech komme spéider nach eng Kéier op d'Roll vun den nationale Parlamenten an op déi parlamentaresch Dimensioun vun der Lëtzebuurger Présidence ze schwätzen.

Ganz wichteg ass et och, dass mer als Lëtzebuurger Présidence d'Mise à jour vun deem Accord „Mieux légiférer“ weiderbréngen. D'Aarbechte vun deem wichtege interinstitutionellen Accord téschent der EU-Kommissioun, téschent dem Conseil an dem Europaparlament solle jo Enn 2015 ofgeschloss ginn. D'EU-Kommissioun huet virun zwou Wochen, den 19. Mee, hir Agenda dozou virgestallt.

Et ass also wichteg, dass um Enn d'Legislatioun vun der Europäescher Unioun méi transparent gétt, dass d'Resultat vun de Consultations publiques mat der Zivilgesellschaft, der Consultatioun mat de Länner a mat den Experte verbessert gétt. Et ass wichteg, dass d'EU-Legislatioun permanent iwwerpréift gétt. Et ass wichteg, dass hiren Impakt besser ageschat gétt, an et ass och wichteg, dass déi trilaterale Négociatiounen - Europaparlament, Conseil an EU-Kommissioun - méi transparent mussen ginn. Et ass e wichtege Dossier an ech wënschen dem Minister eng gutt Hand, fir deen Dossier weiderzebréngen, an dass en och, wéi virgesinn, Enn 2015 ofgeschloss ka ginn.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP begréisst et, dass dës Regierung d'Iddi vun engem Europa vum Triple-A social iwwerhëlt a ganz uewen op hirer Prioritéitlésch fir ons EU-Présidence stoen huet. D'Stärkung vun der sozialer Dimensioun an Europa muss an alle Politikfelder vun der Unioun agebaut a berücksichtegt ginn an dofir d'äerf se net nëmmen an engem eenzelne Piler social cantonnéiert bleiwen!

Déi sozial Dimensioun muss esou och zum Beispill bei där sougenannter „procédure de surveillance macroéconomique et budgétaire“ integréiert ginn. Mir wënschen onser Présidence, dass se et fäerdegbréngt, fir déi sozial Défien an déi makroökonomesch Défie vun Europa besser mateneen ze verknüpfen. Et ass wichteg, dass dës Défien net méi géinteneen ausgespillt ginn.

Mir wënschen ons och als LSAP, dass derfir gesuergt wäert ginn, dass et an Zukunft zu engem verstärkter Suivi vun de sozialen Aspekter am Kader vum Semestre européen kennt. Hei huet och d'Strategie „Europe 2020“ eng ganz wichteg Roll ze spillen, well inklusive Wuessstum an där Strategie ganz grouss geschriwwen gétt.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass mer an onse Chamberskommissiounen a besonnesch och an der Sozialkommissioun op dee Sujet hei wäerten zrëckkommen, well spéitstens am Juli ass jo hei zu Lëtzebuerg en informellen EPSCO-Conseil, wou déi sozial Dimensioun vun der EU um Ordre du jour steet.

Wann een dann dat Dokument iwwert d'Prioritéit vun onser EU-Présidence liest, dat de Minister ons e Méindeg mat an d'aussepolitisch Kommissioun bruecht huet a wat en elo grad hei ofginn huet, kann ee sech freeën, dass all déi Pisten, déi an aneren Domänen wéi Kultur, Sport, Educatioun a Jeunesse identifizéiert goufen, et den EU-Länner erméigleche wäer-

ten, cibléiert Mesuren ëmzesetzen, fir eng besser sozial Inklusioun a méi aktiv Participatioun vun de Bierger um effentlechen a politesche Liewen ze kréien. Och dat ass sozial Dimensioun!

Wat de Sozialdialog ugeet, wäert mir onni deen als Land net do, wou mer haut stinn. Dofir begréisse mir et als LSAP, dass Lëtzebuerg dese Sozialdialog och um EU-Plang fuerdere wëllt. Et ass dofir richteg a wichteg, dass mer ënner onser Présidence den 20. Oktober eng ganz grouss Réunioun hei zu Lëtzebuerg organiséiere mat sämtlechen europäesche Sozialpartner.

De Krisenmanagement an Europa vun de leschte Jore konnt déi sozial Problemer net léisen. Si goufen esouguer a ville Länner vill méi grouss. An dofir menge mir, dass et esou enorm wichteg ass, déi sozial Dimensioun ze stäerken, an et ass gutt, dass d'Lëtzebuurger Présidence op deen Aspekt ganz vill Energie setzt.

Dir Dammen an Dir Hären, no den Drame vun deene leschte Méint am Mëttermier - an d'Drame passéieren net nëmmen am Mëttermier, well fir bis bei d'Mëttermier ze kommen, stierwe menger Meenung no genausou vill Leit wéi am Mëttermier -, mengen ech, bei deenen Dramen, do huet Europa séier gehandelt an et ass och elo un der Lëtzebuurger Présidence, fir derfir ze suergen, dass déi Dynamik bestoe bleift. Dat gétt ganz schwiereg, well do och schonn, wéi mer dat liese konnten, verschidde Länner Widerstand ugekënnegt hunn.

D'Kommissioun huet bei hire Propose vun Enn Mee den Artikel 78, 3. Paragraf vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Unioun invoquéiert. Deen Artikel seet, dass am Fall, wou een oder méi Memberstate sech an enger Noutsituatioun befannen, déi duerch e plötzlechen Afflux vu Persounen aus Drëtstate charakteriséiert ass, dass de Conseil da ka Mesuren op Virschlag vun der Kommissioun huelen. D'LSAP ënnerstëtz dee Choix.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Déi Proposition de décision läit also elo säit dem 27. Mee um Dësch. Et geet ëm d'Relokaliatioun vu 40.000 Flüchtlingen, déi a Griichenland an a Italien geflücht sinn. Et betrëfft hei virun allem Demandeuren, déi manifestement eng Protection internationale brauchen, méi konkret, et geet ëm Eritreer an ëm Syrer, well bei deenen zwou Nationalitéiten den Taux vu Reconnaissance bei méi wéi 75% läit.

Derbäi kennt och nach eng Recommandatioun fir e Programme de réinstallation vun 20.000 Mënschen, déi internationale Schutz brauchen. Si sollen, no Préifung an op Proposition vum UNHCR, aus engem Drëtstat an en EU-Memberstat kommen, dee se dann ophëlt an hinnen och deen néidegen internationale Schutz gétt.

E weidert Element, dat och wichteg ass, ass natierlech den Aktionsplang géint d'Schlepper. Et ass wesentlech, fir an der Flüchtlingsfro séier weiderzekerken, a mir ënnerstëtzen dofir generell d'Iddi, dass all Memberstat vun der Unioun seng Responsabilitéit huele muss. Dat betrëfft selbsterständlech och Lëtzebuerg.

Mir si grondsätzlech bereet, e gutt Stéckche méi ze maachen, mä den Detail dovunner an och d'Berechnung vum Verdeelungsschlüssel mussen mir vill méi genau analyséieren. An dofir hunn ech och fir den 21. Juni eng aussepolitisch Kommissioun, déi sech jo och mam Dossier Immigratioun befasst, aberuff, fir dass mer do kënnen mat den Experten eng Kéier déi ganz Propositione vun der Kommissioun duerchgoen a studéieren als Chamber.

Alles dat ass ëmsou méi wichteg, well mer jo à long terme eng gerecht Verdeelung vun de Flüchtlinge wëllen hunn. Mir brauchen effektiv eng dauerhaft Léisung. An d'Kommissioun huet jo och dofir annoncéiert, bis Enn 2015 eng legislativ Proposition ze maachen, fir en obligatoresche Relokalisierungsmechanismus anzeféieren, deen automatesch aktivéiert gétt am Fall vun engem Massenzoustrom vu Persounen, déi manifestement internationale Schutz brauchen, an deen déi Mënschen op déi verschidden EU-Memberstate verdeele wäert.

Vu dass jo e groussen Effort bei der Opnahm vu Flüchtlingen dacks an den Noperstate vun deene betraffene Länner geschitt, siehe Jordanien a Libanon, ass et och positiv, dass d'Unioun deene Länner verstärkter ënnert d'Äerm gräife wëllt. Alles dat ass e gudden Ufank, mä et muss nach vill méi an Zukunft geschéien!

D'Wëer fir déi legal Immigratioun mussen méi einfach gemaach ginn. An do, fanne ech,



geet et net duer, wéi d'Kommissioun am Moment seet, sech nëmmen op d'Blue Card ze konzentréieren, dat heescht op Leit mat héije Qualifikatiounen, also „highly qualified people“, mä dese Kontinent, déi ganz Migrationunspolitik muss och e bëssen ënnert där demografesch Entwécklung vun Europa gekuckt ginn. Well haut hu mer véier jonk Leit fir eng Persoun iwwer 65 Joer an Europa. An 20, 30 Joer hu mer nach zwee jonk Leit par rapport zu engem iwwer 65 Joer an Europa.

Dat ass eng demografesch Entwécklung, déi mer mussen considéieren, wa mer wëllen iwwer legal Immigration och schwätzen. Sou wéi mir hei zu Lëtzebuerg Leit brauchen, déi eis hëllef, fir dass d'Land dréint, esou brauch och de Kontinent Europa Mënschen, fir dass dee Kontinent hei nach ka wirtschaftlech a sozial dréinen an der Zukunft.

Ech wëll och e puer Wuert zum grouse Juncker-Plang soen, zum Investitiounsplang vun der EU, dee jo virgesäit, dass 315 Milliarde solle fir Investissementer bereetstoen. Ons Présidence muss also och des gutt Initiativ begleeden a mat de Partner weiderbréngen. D'Membere vun onser Finanzkommissioun a vum Chambersbureau hate jo dese Méindeg uläschlech vun enger Visite bei der Banque européenne d'investissement vill Informatiounen iwwert des ambitionéierte Plang kritt a mir hu mat de Responsable vun der BEI doriwuerch och intensiv diskutéiert.

D'Investitioun solle via déi Europäesch Investitionsbank verlafen. Et ass do, wou de Fong fir strategesch Investitiounen etabliert ass. Si ass déi Instanz, déi den Know-how huet an och d'Organisatioun vun deem Mammutprojet iwwerhëlt. Déi dofir néideg 21 Milliarde gi vum Europäesche Fong fir strategesch Investitiounen libéréiert. Et reecht ee mat engem Effet multiplicateur vun 1 zu 15. Dat heescht, fir all bereetgestallt Milliard kënne 15 Milliarden investéiert ginn.

Et sollen erëm méi Leit um Aarbechtsmaart Fouss faassen an Europa soll méi staark wuessen. A mir brauchen dee Wuesstum, fir de chômage ze bekämpfen. Et ass e Plang fir déi nächst dräi Joer an e betrëfft, an dat ass gutt, esouwuel de private wéi och den öffentleche Secteur.

Den aktuelle Manktum un Investitiounen an der EU-Zon muss gestoppt ginn! Sait der Finanzkris ass d'Investitiounskapaciteit ëm 14% gefall. An absoluten Zuelen hu mer mat engem Réckgang vun iwwer 400 Milliarden ze dinn, vun 3.000 Milliarden erof op 2.600 Milliarden! De sougenannten „Juncker-Investmentplang“ ass, mengen ech, do eng kohärent Géigemoosnam.

Privat an öffentlech Investissementer gi kombinéiert. Den Europäesche Fong fir strategesch Investitiounen gëtt Garantië fir spezifesch ausgewielte, viabel Projeten. An haaptsächlech investéiert de Privatsektor dran. Des Projete wäerten eng Plus-value fir dat betreffend Land sinn, mä awer och eng Plus-value fir ganz Europa! An en plus kënne jo och d'Länner nach zousätzlech finanziell Moyene bereetstellen. Lëtzebuerg huet jo eng Participatioun vun 80 Milliounen Euro annoncéiert.

Am Globale sollen nach weider Investitionsbarriären eliminéiert ginn. D'lokal Entrepreneuriat soll ënnerstëtzt ginn, ob dat elo Start-uppe sinn oder kleng a mëttelstännesch Entrepreneurié mat Wuesstumcapaciteiten. Dobäi kéinte sech europäesch Entrepreneuren nach méi un de Kapitalmaart wenden, well deen ass an Europa, am Verglach zu den USA, nach ausbaufäeg. Innovatioun, Recherche an Développement stinn natierlech och ganz vir bei Europa. Europa muss méi innovativ bleiwen, fir kënne mat deenen anere grouse Playere op deser Welt matzhalen.

Wat d'Industrie an Europa ugeet, do muss mer weider op d'Reindustrialisatioun vun munche Regione setzen. D'Industrie ass extrem wichteg fir e Land, well do vill Leit kënne beschäftegt ginn. Europa huet sech als Zil gesat, den Niveau vun der Industrie bis 2020 op 20% par rapport zum EU-PIB eropzesetzen. Am Moment leie mer an der EU bei 15%.

Et ass also ze begrëssen, dass d'Ëmsetzung vun enger richteger europäescher Industriepolitik eng Prioritéit vun der Lëtzebuergger Présidence ass. An dat ass jo och en Thema, deen eise Wirtschaftsminister Etienne Schneider och hei zu Lëtzebuerg seriö upaakt an och an Europa permanent verteidegt. Mir mussen also hëllef, fir déi am Juli geplangte Feuille de route iwwert déi industriell Wettbewerbsfähigkeet vun Europa weiderzedreiwen, a mir mussen och sektoriell Pläng wéi de „Plan acier“ pushen.

An ech freeë mech och, dass ons Présidence och déi Finanzinstrumenter an de Soutien vun der Union a puncto kleng a mëttel Betriber weiderbréngen wëllt, wéi zum Beispill de Programme pour la compétitivité des PME «COSME» an och de Programme-cadre fir Recherche an Innovatioun «Horizon 2020». Et ass wichteg, dass eis Présidence do hëllef, déi Programmer weiderzebréngen.

D'LSAP-Fraktioun begrësst et och, dass d'Lëtzebuergger EU-Présidence de Marché intérieur dynamiséiere wëllt an dobäi besonnesch den Dossier vun digitale Bannemaart virundreiwe wëllt. Fir ons Sozialisten ass et an deem Dossier wichteg, dass déi digital Revolutioun net nëmmen de Mäert, dem Bannemaart zeguttkënt, mä virun allem och de Mënschen. Déi sozialistesch Fraktioun am Europaparlament huet uganks Juni hir digital Strategie virgestallt, an där et méi wäit geet wéi just en digitale Bannemaart, mä do geet et ëm eng richteg digital Union.

Fir d'LSAP däreif d'Digitalisatioun also net nëmmen ënnert dem Aspekt vum Marché intérieur gekuckt ginn. Mir mussen eis och ëm d'Aarbeitsbedingungen am digitalen Zäitalter këmmen, mir mussen eis ëm den Dateschutz këmmen, mir mussen eis ëm d'Droits d'auteur këmmen, ëm d'Cybersecurity, de Konsumentenschutz an ëm d'Innovatioun.

An ech mengen, et ass och gutt, dass d'Strategie vun der Europäescher Kommissioun hei de richtegen Usaz enthält. An am Oktober wëllt jo d'EU-Kommissioun nach eng Propos virbréngen, fir dee sougenannten „geo-blocking“ ze iwwerwannen.

Fir d'LSAP ass et also wichteg, dass den Dossier vum digitalen Europa weidergedriwwen gëtt an dass dat digitalt Europa inklusiv ze organiséieren ass, dass all Biergerinnen a Bierger drun deelhuele kënnen an dass elementar Valeure wéi Offenheet, Transparenz, Fairness a Chancéglichheet an deem Dossier respektéiert ginn.

TTIP, Dir Dammen an Dir Hären, dat wësse mer all, ass am Moment e vill diskutéiert Thema a ganz Europa. Vill Leit si géint TTIP, well se mengen, dass Europa do de Kierzere géif zéien. D'Bierger hunn Angscht viru genmanipuléierte Planzen, hormonbelaschtem Fleisch, niddregen Dateschutzstandarde a maache sech och Suergen iwwert de geplangten Investitiounsschutz an och déi sougenannten „regulatory corporation“. Vill fäerten, dass d'Amerikaner d'Europäesch Union iwwert den Dësch zéie wäerten.

Mä den TTIP huet och eng aner Säit, vun där een net vill ze héiere kritt. Béid Säite vum Atlantik géifen a kéinte vun esou engem Traité och profitéieren. Mir Europäer kéinte méi staark eis Produiten op den amerikanesche Maart bréngen. Architektbüroen, Ingenieurbüroen, Designerbüroen, all Zorte vu kleng Betriber, besonnesch eis kleng a mëttelstännesch Betriber, also net nëmme grouss Konzerne, kéinten ouni Hürden an den USA hir Produiten oder zumindest hir Servicer ubidden.

Zu de Grousskonzerner, ech mengen, déi brauche keen TTIP. Déi brauche weder en ISDS nach en TTIP, déi kënne sech ëmmer arrangéieren. Mä et sinn déi kleng Betriber an et sinn d'mëttel Betriber, fir déi, mengen ech, TTIP eng Méiglechkeet wär, wann et e gudden TTIP gëtt. Et sinn déi, déi vill Leit och astellen an déi vill Aarbeitsplaze kreéieren. A wann déi nei Chancen kreéieren op anere Mäert, dann, mengen ech, hätte mer Europa e Schrëtt no vir bruecht. Mat TTIP kënne mer och als Europäer weltwäit Normen an onsem Sënn beaflossen, anstatt déi vun aneren, wéi zum Beispill vu Chinesen oder vun Inder, beaflossen ze loosse.

Et ass mir als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun ganz wichteg, dass mer deen Dossier hei a permanentem Dialog mam Ausseministère a mat senger Mataarbechter verfolge. Dat ass wichteg. Mir haten en Hearing dozou. Mir hate souger en zweeten Hearing mat der zoustänneger Kommissärin heibannen. Dee permanenten Dialog ass wichteg. Et ass wichteg, dass déi national Parlamenter deen Dossier mat suivéieren. Wa mer den TTIP an eiser Chamberskommissioun diskutéieren, an der Plénière oder mat eise Wieler, kënne mer hëllef opzeklären, ëm wat et geet, och mat Äre Wieler, mat alle Wieler. An da muss mer d'Suerge vun eisen Interlocuteurs och eescht huelen.

Ech sinn iwwerzeugt, wa mer et fäerdegbréngen, es Fräihandelsoffkommes mat den USA ofzeschléissen, dat net nëmme gutt ass fir d'Mäert, mä virun allem wa mer kënnen en TTIP ofschléissen, dee gutt ass fir d'Mënschen, déi an deene Mäert liewen an déi an deene Mäert schaffen, da wäerte mir als LSAP kee Problem mat TTIP kréien, wann en emol bis fäerdeg ausgehandelt um Dësch läit.

Ech sinn net mat der Anti-TTIP-Bewegung d'accord, dass een einfach esou d'Verhandlungen

net soll poursuivéieren a stoppe soll. Mir hu Verantwortung als Politik, als gewielte Vollektivvertrieder, des Verhandlungen opmierksam ze suivéieren. Mir mussen, an dat maache mer och, rout Linnen zéien. A mir mussen eis sozial an ekologesch Standarde verdeegegen.

Der Anti-TTIP-Bewegung muss een awer ganz héich urrechnen, dass se d'Politik a virun allem och d'Bierger opmierksam gemaach huet, fir an deem heiten Dossier ganz, ganz vigilant ze bleiwen. An et ass och hir ze verdanken, dass et zu där grousser Transparenzoffensiv komm ass vun der Europäescher Kommissioun.

Wéi stoung et an engem „Spiegel“-Artikel? „Viel ist schiefgelaufen. Noch ist es Zeit, die Fehler zu korrigieren.“ Do solle mer als Lëtzebuergger Présidence am Dossier TTIP usetzen. Et ass also derwäert, als Europäer e gudden Fräihandelsaccord mat auszeschaffen. Wa mer net matmaachen, wéi gesot, da kréie mer an Zukunft d'Regele vun aneren diktiert. Wéi gesot, wann et e gudden TTIP gëtt, kënne mer all heibannen zefridde sinn. A wann et e schlechten TTIP gëtt, wann e schlecht Resultat erauskënt, sinn ech iwwerzeugt, dass mer hei och kee Problem wäerte kréien, fir alleguer dergéint ze stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op eis Présidence kënn an deenen nächste Méint och eng weider wichteg a schwiereg Aufgab zou an de Beräicher nohalteg Entwécklung an Ëmweltschutz. Et stinn hei zwee grouss Rendezvousen un, wou d'Présidence eng Koordinatiounsroll am Niveau vun der EU muss iwwerhuelen. Dat ass de Sommet vun der nohalteger Entwécklung am September zu New York, mat der Post-2015-Agenda, wou jo aus den „millennium development goals“ déi sougenannten „sustainable development goals“ gemaach ginn. An dann ass et och déi 21. Konferenz vun de Signatäre vun der Kaderkonvention vun de Vereenten Nationen zum Klimawandel, COP21, déi am Dezember zu Paräis stattfënt.

Et gëtt e grouse Konsens, dass all eis Politicke sech missten um Prinzip vun der Nohaltegkeet ausrichten. Mir wëssen all, wa mer iwwerliewenswichtig natierlech Ressourcen iwwerstrapazéieren, dass dat op d'Käschte vun de kommende Generatiounen geet an dass mer iergendwann u Grenze stoussen, an déi Grenze sinn net verhandelbar, an dass mer am Fong un deem Aascht seeën, op deem mer setzen.

Soubal et dann awer konkret gëtt a mer fräiwëlleg a preventiv Aschränkunge missten akzeptéieren, fir deem Prinzip gerecht ze ginn, da fänken d'Verhandlungen un. Wéi vill Naturschutz brauche mer wierklech? Musse mer op e wichtige Projet verzichten weinst enger Fliedermaus oder enger Wëllkaz? A wat däreif dat alles kaschten?

Um internationalen Niveau, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass dat net anescht. An den TTIP, fir nach eng Kéier dorop zréckzekommen, ass och e gutt Beispill hefir. Eent vun de stärksten Argumenter vun de Géigner vun TTIP ass d'Angscht, dass eis Ëmweltstandarde bei deene Verhandlungen a Fro gestallt kéinte ginn. An dat ass och normal a richteg esou, well d'Zil vun engem Fräihandelsaccord ass et, par définition, fir Handelsbarriären ofzebauen. An dorëner falen nun eemol och Aschränkungen, déi mer dem Handel am Intérêt vun enger nohalteger Entwécklung wëllen operleëen.

Eng vun deene groussen Erausforderunge wäert et sinn, ënner anerem, an dese Verhandlungen de politesche Spillraum ze verdeeden, dee mer och an Zukunft wäerte brauchen, fir natierlech Ressourcen, d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun eise Bierger kënnen effikass ze schützen. Dëst war just e Beispill dofir, dass den Ëmweltschutz en transversaalt Thema ass, wat muss a ville verschiddeenen Diskussiounen mat erafléissen an dann och deen néidege Stellwäert zougestane kréien.

Ech wëll net am Detail op déi eenzel Dossierer agoen, wou an der Kontinuitéit vun den Efforte vun deene leschte Jore weider Fortschréttler gemaach mussen ginn, wéi zum Beispill am Dossier Luftverschmutzung a Biodiversitéit. Ech wëll virun allem ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass et eis geléngt, déi enk Verbindungen an Interdependance vun Ëmweltthemen mat anere politeschen Themen an alle Verhandlungen präsent ze halen. Mir mussen léieren, fräiwëlleg Aschränkungen an Ausgaben am Intérêt vun Naturschutz net als Belaaschtung, mä als Investitioun fir d'Zukunft ze gesinn.

Mir wëssen, wéi deier et gëtt, d'Konsequenze vun der Iwwernotzung vun den natierleche Ressourcé spéider erëm auszegläichen. Mir wëssen, dass preventiv Moosname méi bëlle ginn. A wat mer méi laang waarden, fir ze handelen, wat et méi deier wäert ginn. Aus ekonomescher Siicht ass dat eng Schold, fir déi mer héich Zënse mussen bezuelen a wou d'Zënse schnell uesteigen, wann d'Laufzäit vun der Schold verlängert gëtt. Et ass dofir ganz wichteg, dass mer déi Efforte maachen, fir desén Aspekt kloer

an eiser Budgetpolitik auszewiesen. An ech hoffen och, dass et eiser Regierung wäert geléngen, dat och am Kader vun deem sougenannte Greening vum Semestre européen ze errechen.

Deeselwechte Prinzip gëllt selbstverständlech fir déi komplex Dossiere vu Klimaschutz a vun eiser Energiepolitik. An deemem Beräich steet jo um Enn mat der Konferenz zu Paräis e ganz wichtige Rendez-vous un. An et läit net zulescht un der Présidence, derfir ze suergen, dass des Verhandlung gutt preparéiert ginn an eng Chance bidden, fir zu engem dréngend noutwendegen, ambitionéierten internationalen Accord ze kommen.

An et ass och kloer, dass mer parallel eis eegen Efforten an deene Beräicher mussen iwwerpräieren. An d'Chamber wëllt dat souwuel um nationale Plang wéi och um internationale Plang ganz enk begleeden. Dofir ass et gutt, dass mer hei als Chamber eis Sous-commissioun beortragt hunn, fir sech domadder ze befaassen.

Et ass wichteg, dass d'EU am Beräich Klimaschutz an Energiepolitik eng Virreiderroll anhëlt an hir Ambitiounen héich hält, net zulescht fir kohärent ze si mat deenen Efforten, déi mer an anere Beräicher, besonnesch am Beräich vun der Entwécklungszusammenaarbecht, maachen.

Ech sinn dofir frou, dass eis Présidence zesumme fällt och mam Europäesche Joer fir Entwécklung, well dat hëllef, den Impakt vun eise Politicken an anere Beräicher, nottamment am Klimaschutz, op eis grouss Ziler vun der Entwécklungszusammenaarbecht siichtbar ze maachen.

Europa an der Welt stärken ass och eng vun de Prioritéiten vun eiser Présidence, déi sech och aschreift an de Programm vum Här Juncker senger Kommissioun.

Mir hunn et gesot a mir wëssen et, a mir hunn dat och diskutéiert an eiser aussepolitischer Kommissioun an och schon heibannen an et ass vu Virriedner gesot ginn: Déi geopolitische Situatioun huet sech staark verännert. Mir wëssen, wat am Süde geschitt vun Europa, mir wëssen, wat am Oste vun Europa geschitt. Mir hate virun zwou Wochen d'Haute Représentante, d'Madame Mogherini, hei, mat där mer dat diskutéiert hunn.

Interessant war och, dass mer an deem Trio présidentiel jo mat den Italiener zesumme waren, wou ganz vill no der Problematik am Süde gekuckt ginn ass, a mat eise lettesche Frënn, wou da méi op d'Problematik am Oste gekuckt ginn ass, wou jo och de Sommet vum Partenariat oriental zu Riga war. Ech mengen, dat war gutt. Mä mir mussen als Lëtzebuerg vläicht versichen, dass mer als Europäer wëssen, dass déi zwee Problemer genausou wichteg sinn, dass eis Baussegrenzen ze schützen am Süde genausou wichteg ass, wéi eis Baussegrenzen am Osten ze schützen. Mir sollen do Europa zesummebréngen an Europa net diviséieren. An ech mengen, dat ass och eng wichteg Roll an deem Kapitel vun der europäescher Aussepolitik.

An ech mengen, et gëtt jo och interessant, wann elo de Conseil am Juni dat Mandat gëtt, fir dass d'Haute Représentante kann eng nei Politik, eng nei Strategie entwéckele vun der europäescher Aussepolitik. An ech sinn iwwerzeugt, dass den Här Asselborn mat senger Erfahrung och do kann hëllef.

De Conseil conféréiert jo och nach eng aner Rei Mandater, wat d'Politique de sécurité et de défense commune ubelaangt, déi ganz Coopératioun en matière de défense. Ech mengen, och do ass et interessant, déi Dossierer ze suivéieren. An do freeën ech mech, wann de Minister virun de Conseilssätzungen an no de Conseilssätzungen bei eis an d'Kommissioun kënn, da kënne mer dat do diskutéieren.

Genausou wéi et interessant ass ze verfolge, dass, wéi mer jo wëssen, d'Kommissioun d'Politique européenne de voisinage, d'europäesch Noperschaftspolitik wëllt nei schreiven. Do leeft am Moment eng grouss Consultatioun vun der Kommissioun. An do sollen och um Enn vum Joer Texter kommen. Och do freeën ech mech, dass mer dat kënne mat begleeden.

Ech wollt ganz zum Schluss zwee Wuert zur parlamentarescher Dimensioun vun der Présidence soen. Mir wäerten als Chamber aacht gréisser Versammlungen organiséieren an dofir wëll ech schon direkt all eise Mataarbechter, a besonnesch deene Mataarbechter vun eise Service international a vun eiser Cellule européenne, Merci soe fir déi Organisatioun am Virfeld. Dat ass scho vill Aarbecht, fir dat ze preparéieren. Et gëtt nach méi Aarbecht, wa mer dat mussen duerchéien. Mir hunn eng kleng Administratioun, mä mir hunn awer eng Administratioun, déi do ganz effikass ass.

Mir hunn, niewent deenen interparlamentareschen Sitzungen, déi mer mussen maachen, wéi d'COSAC oder d'Conférence interparlemen-





taire pour la politique étrangère et de sécurité commune oder wéi d'Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, déi mer kuerzerhand Artikel 13 nennen, déi Sëtzunge mussen mer presidéieren - an och do gëtt dat eng flott Aarbecht fir eis an do mussen mer all matschaffen -, an do derniewent fannen ech et ganz interessant och, an dat ass ënnert dem Impuls vum Chamberspräsident, dass mer eng grouss interparlamentaresch Versammlung organiséieren, wou et ëm déi sozial Dimension vum Europa geet, wou et ëm deem Triple-A social geet. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

An da wäert d'aussen- an europapolitesch Kommissioun nach um Enn vum Joer, um Enn vun der Année européenne du développement eng interparlamentaresch Versammlung organiséieren, wou mer iwwert déi nei Weeër schwätzen, déi ze goe sinn no der Post-2015-Agenda an der Entwécklungspolitik, an der Entwécklungszesummenaarbecht. Ech mengen, dat ass ganz flott, dass mer dat wäerte maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi nächst sechs Méint ginn net nëmme spannend fir eis Regierung, net nëmme spannend fir eis Diplomaten, eis Fonctionnaires, an net nëmme déi aus dem Ausseministère, mä déi aus alle Ministèren, deenen ech vun hei aus och wëll Merci soen, mä si ginn och spannend fir eis heibannen am Haus. Mir wäerte gefuerdert ginn.

Mir sollen an eise Kommissiounen, net nëmme an der aussen- an europapolitescher Kommissioun, mä an alle Kommissiounen, eis Ministere froen, wat an de Conseilen um Ordre du jour ass, mat hinnen diskutéieren, se virun de Conseilen an d'Kommissiounssitzungen invitéieren, se duerno an d'Kommissiounssitzungen invitéieren. Et ass esou, wa mir hei am nationale Parlament eis intensiv mat deene Froe beschäftegen, wéi mer och Europa kënnen eise Biergerinnen a Bierger méi no bréngen.

Ech hoffen, dass dës Présidence, an och déi parlamentaresch Dimension vum där Présidence hei, eis all motivéiert als Deputéiert, niewent eiser lokaler, niewent eiser regionaler an niewent eiser nationaler Dimension och eis europäesch Dimension auszebauen, an dass mer an deenen nächste Joren an deem Sënn kënnen weiderschaffen an déi europäesch Sujeten hei mat eisem Aussen- an Europaminister permanent kënnen diskutéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Angel. Nächst ageschriwwer Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech soe fir d'Éischt dem Här Ausseminister Merci fir déi ganz flott a lieweg Presentatioun vum deem ganz ambitiöse Programm, deem d'Présidence sech ginn huet fir déi nächst sechs Méint. An ech kann him et elo schon net nëmme vill Erfolleg dobäi wënschen, mä him natierlech och ons Ennerstëtzung zousoen, net nëmme him, mä der ganzer Regierung natierlech, well hei si besonnesch och d'Fachministere, an eng ganz Rei, besonnesch gefuerdert, well et ass, wéi Dir et ganz richtig sot, net d'Présidence vum der Regierung, et ass d'Présidence vum Lëtzebuurger Land. A mir hunn also alleguerten all Intérêt drun, fir matzehlëfen, dass dat wierklech zu engem Erfolleg gëtt.

An ech wëllt an deem Zesummenhang hei drun erënneren, wat 2005 déi deemoleg Opposition vum der Regierung ugebueden hat, well, wann ech soen, oder wa mir feststellen, dass et eng Erausforderung ass fir d'Regierung an d'Ministère, dann ass et och eng Erausforderung fir d'Beamten, dat heescht fir all d'Verwaltungen.

Deemoos, 2005 am Januar, hat déi deemoleg Opposition, déi mer gutt bekannt war, der Regierung offeréiert ze soen, dass an deene sechs Méint vum der Présidence si géif wierklech oppassen, fir eben d'Beamten an d'Verwaltungen net onnéideg ze belasteschen mat verschiddene Froen an aneren Ufroen.

Ech wollt dat just hei nach eng Kéier soen, well ech mengen, dass dat an esou engem klengen Land wéi onsem, dat drop ugewise ass, dass mer zesumme wierklech den nationale Succès am Vierdergrond halen, scho wichtig war.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Verschidden Aussoe vum Här Mosar kéinten dorop schlëssen, anerer an déi aner Säit. Mä bon, ech liewen alt nach ëmmer, der sinn Optimist an hoffen, dass dat och vum der jëtzege Opposition esou gesi gëtt.

Léif Kolleegen, haut, mengen ech, ka kee sech méi Lëtzebuerg ouni d'Europäesch Unioun virstellen. An natierlech och de Contraire! Mir wëllen ons och keng Europäesch Unioun ouni Lëtzebuerg virstellen. Well, an dora si mer ons och ganz sécher eens, onst Land huet ganz vill vun Europa profitéiert an ons Zukunft hänkt virun allem ganz vill vun dem Succès vum Europa of, vun deem, wéi Europa sech weider wäert entwéckelen.

Als Matgrënner vum deem Projet, deem 1952, d'ailleurs virun allem hei an deser Stad, den Ufank fonnt huet, d'CECA, vun där déi éischt Sitzungen am Gemengenhaus vum der Stad Lëtzebuerg waren, där hire Gerichtshaff sech am Cercle etabléiert hat, bedeit dat natierlech och fir ons alleguerten eng besonnesch Verantwortung. An an de kommende Méint wäerte mir deser Verantwortung nees eng Kéier gerecht ginn an d'Présidence vum Conseil iwwerhuelen.

An obschonns et dës Kéier déi zwieleft Présidence ass, bleift et awer eng ganz besonnesch Erausforderung, well sech de Kontext vum deser Présidence an esou munchen Hisiichte vum deenen aneren ënnerscheet: éischtens, den institutionelle Kader, dee mam Lissabon-Traité geännert ginn ass. Den Här Minister ass dorop agaangen. Dës Kéier si mer zesummen an engem Trio mat Italien a Lettland, Länner, déi virun ons eben d'Présidence haten a mat deene mir ons koordinéieren, fir d'Prioritéite festzelleen.

An trotzdem kann a soll d'Présidence nei Impulser ginn, nei Impulser, fir Dossiere weiderzebréngen, Impulser fir d'Memberlänner op Sujeten zesummenzebréngen, op deene se vläicht net esou direkt zesummen eens sinn.

An och déi wirtschaftlech Lag ass eng ganz aner wéi déi 2005. Nëmme ganz lues erhëlt d'Europäesch Unioun sech nämlech vum enger Finanz- a Wirtschaftskris, déi onse Kontinent a seng Bierger schwéier getraff huet. An dofir ass et grad wichtig, de Gestaltungsspillraum, dee mir elo hunn, esou ze notzen, fir dozou bäize droen, deenen europäeschen Ekonomien nees op d'Been ze hëllefen.

Mir därefen och net vergiessen, dass esou eng Présidence onsem Land eng gewisse Visibilitéit no bause gëtt, déi net ze ënnerschätzen ass. Mir sollen déi Tribün och konsequent notzen a weisen, dass den europäesche Projet net de Problem duerstellt, mä, au contraire, dass en d'Léisung zu grouss Problemer ass.

D'Äntwerten nämlech op d'Erausforderunge vum 21. Jorhonnert, ewéi de Klimawandel, d'Ressourcéknappheet oder déi weider zouhuelend Globaliséierung, kënnen mir nëmme zesummen ugoen. Op sech eleng stellt ass kee Land aus der Europäesch Unioun staark genuch, fir laangfristeg d'Zukunft an de Wuelstand vu senger Bierger sécherzestellen. An dës gëllt natierlech virun allem fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg.

Ausserdem wäert d'Présidence onst Land sechs Méint an de Mëttelpunkt vum Europa stellen. Dat ass eng grouss Chance, déi mer kréien, fir onst Land no bause bekannt ze maachen a virun allem och ons Stärkten an de Vierdergrond ze stellen a vun deem Image ewechzekommen, deem de Mëtteg och schonn hei erwähnt ginn ass, en Image, wéi wa Lëtzebuerg näischt anescht wier wéi eng Finanzplaz.

Madame President, de Programm huet den Titel «Une Union pour les citoyens». An d'Lëtzebuurger Présidence, esou de Programm, wäert, am Aklang mat hiren Traditionen an Iwwerzeugungen, sech beméien, de Bierger an de Mëttelpunkt vum hirem Uleies ze setzen an derfir ze suergen, dass an alle Politikberäicher vum der Europäesch Unioun déi reell an déi direkt Interesse vum de Bierger berücksichtegt ginn. Dës ass eng Geleeënheet, fir dem Bierger bei ons, awer och am Rescht vum der Europäesch Unioun ze beweisen, dass net alles, wat vu Brëssel kënnt, schlecht ass, mä och a sengem eegenen Interesse, an dass eng gutt Zesummenaarbecht op europäeschem Niveau eng ganz Partie Domänen vum onsem Alldag positiv beaflosse kann.

Villes, wat mer haut als selbstverständlech hinuelen, huet säin Ursprung nämlech an deser Kooperatioun. An dach, de Statistiken no fanne 70% vum den europäesche Bierger, dass d'europäesch Legislatioun ze schwéierfällg an ze komplizéiert wier. Jo, et ass och wouer, net ëmmer ass den europäeschen Niveau deem, deem ubruucht ass, fir Léisungen op Problemer ze proposéieren. An dofir ass den interinstitutionellen Accord „Mieux légiférer“ och gutt, well dee soll jo ebe just dese Problem ugoen a wierklech dem Problem op de Grond goen.

Den Entscheidungsprozess vum der EU muss méi biergerno a méi transparent gestallt ginn an op de Bierger duergoen. Dat hutt Dir Iech virgeholl. Dat huet d'Lëtzebuurger Regierung

sech virgeholl, an doranner hutt Dir ons voll Ennerstëtzung, well d'Vertraue vum de Bierger an d'Stärke vum der Europäesch Unioun nees hierzustellen, ass eng prioritär Aufgab, well et ass nun eemol ganz einfach d'Basis vum enger demokratescher Gesellschaft.

Madame Presidentin, ech géif haut gäre just op e puer Aspekter vum där europäescher Politik agoen, déi eis um Häerz leien. Et sinn der scho vill hei ugeschwat ginn, an ech versichen, mech dofir vläicht méi kuerz ze halen, mä wichtig Punkte ginn et der awer, déi ech wëll ervirsträchen. An deene leschte Méint a Joren hat Europa net ëmmer en einfache Stand: eng international Finanzkris, déi eis all zolidd getraff huet, d'national Budgeten, déi net alleguerten gesond waren a weiderhin och net gesond sinn, Chômageauxen, déi explodéiert sinn, a Krich virun eiser Dier. Dat ass e ganz gefeierleche Mix.

Ech hu virudrun d'CECA ugeschwat, och eben, fir un déi wirtschaftlech Wuerzele vum der Europäesch Unioun ze erënneren. Mir müssen also derfir suergen, déi néideg Moossnamen ze huelen, fir dass eben ons europäesch Ekonomien an der Zukunft nees méi staark sinn. Déi meescht wirtschaftlech Indicateure weisen jo, Gott sei Dank, licht no uewen. Mä net all déi europäesch Länner sinn iwwert de Bierg; mir wëssen et. Hei ass et, wou d'Politik Verantwortung iwwerhuele muss. Mir müssen de Kontext schaffen, fir dass weider investéiert gëtt, net einfach ëm dem Investissement wëllen, mä fir dass eis Betriber Leit astelle kënnen, fir dass mer de Chômage an de Grëff kënnen kréien, de Chômage, dee Géft fir all Demokratie ass.

Den Triple-A gëtt ugestrief. Jo, dat ënnerstëtze mir. An an deem Sënn ginn ech och just e puer Beispiller, wéi mer Europa an deem Sënn kënnen weiderbréngen. Den europäeschen Investitionsplang ass e gudder Start. An e gëtt jo hei zu Lëtzebuerg vum der BEI gesteiert. Tëscht 2015 an 2017 wäerten esou 315 Milliarden Euro an eis Ekonomien investéiert ginn. Dat ass e staarkt Zeechen. Et ass wichtig, dass mer eis Wirtschaft haut fit maachen, andeems mer Infrastrukture bauen, déi eis et muer erlaben, kompetitiv ze bleiwen, awer och Investitiounen virun allem an de Capital humain maachen, an eis Jugend; ech kommen nach dorop ze schwätzen.

Lëtzebuerg wäert awer och Efforten am Kader vum der Europäesch Unioun an der OECD maachen an aktiv ënnerstëtzen, fir eng méi transparent Finanzwelt ze schaffen. Ech denken do besonnesch un d'BEPsen, eng Initiativ vum der OECD, wéi Der wësst, déi bei de Betriber fir méi Steiergerechtheet soll suergen, an un den Informationsaustausch bei der Besteuerung.

An deene leschte Jorzéngten hu mer eis eng staarkt Finanzplaz hei am Land opgebaut. An dat ass och gutt esou, well dovun hu mer alleguerte profitéiert. A wa mer et faerdegbréngen, eis weiderzëntwéckelen, eis nei opzestellen, da kënnen mer dat och an deenen nächste Jore weider esou bedriewen, an eist Land an eis Bierger virun allem kënnen profitéieren dovun. Mir zielen do ganz staark op den Asaz vum eisem Finanzminister, dem Minister Gramigna, well hie wäert do eng ganz Rei wichtig Décisiounen an Entrevuë mussen féieren.

Jo, eis Banke sinn an der Finanzkris schwéier getraff ginn. Dofir ass et elo esou wichtig, strukturell Reformen an deem Secteur weiderzedriewen. D'Banke spillen nämlech, dat soll een ni vergiessen, weiderhin eng ganz wichtig Roll, fir d'Kapital dohinne ze leeden, wou et am meeschte gebraucht gëtt. A mir brauchen d'Banken, fir eiser Economie weiderzehlëfen, eisen Entrepreneurien déi Préten ze ginn, déi se brauchen, fir hir gutt Iddien ëmzesetzen an domat Aarbechtsplazen ze schaffen.

A wou mer bei eisen Industrië sinn: Hinne mussen mer och hëllefen, fir sech opzestellen, an dat duerch sektoriell Aktionspläng, déi eis Betriber kompetitiv maachen. Ech erënneren an deem Kontext un de Programm «Horizon 2020», dee sech speziell op d'Recherche an d'Innovatioun konzentréiert, well do läit d'Zukunft.

Madame Presidentin, niewent deem Wirtschaftlechen ass et fir eis awer och kloer, dass een nëmme laangfristeg héich Liewensstande garantéieren kann, wann een e staarkt soziaalt Europa opbaut, well dat Soziaalt an dat Ekonomesch stinn net am Widdersproch. Au contraire, si brauchen een deem aneren, fir Wuelstand a soziale Friden ze garantéieren. An ech erënneren un dat, wat de Premier, de Xavier Bettel, dem President Hollande gesot huet, wéi dee viru Kuerzem hei op Besuch war, wou e sot, wuertwärtlech: «Nous avons besoin d'une Europe à dimension sociale forte, et c'est un libéral qui vous le dit.» Dat huet den Här Hollande natierlech gutt mat heem geholl.

Och hei e puer Beispiller nëmme, wéi ee sech dës staarkt Europa, soziaalt Europa virstellt: Mir brauchen eng Politik, déi Zukunftschancen bitt, besonnesch bei der Educatioun an an der Formatioun. Wann eis Kanner haut gutt op d'Aarbechtswelt vu muer virbereet ginn, dann, jo nëmme dann, gi mir hinnen eng echt Startchance, aus där si eppes maache kënnen.

An deem Zesummenhang wëll ech och drop hiweisen, dass déi digital Kompetenzen hautdesdaags jo ëmmer méi wichtig ginn. Et ass scho vun alle Riedner dorop higewise ginn. Den Educatiounsminister huet jo och dofir schonns an deene leschte Wochen eng ganz Rei Efforte gemaach, fir eis Kanner op den digitalen Zäitalter virzubereeden. An um europäesche Plang, jo, do brauche mer den digitale Marché unique, fir dass dee fragmentéierte Marché vum 28 Länner ee staarkt Marché gëtt, fir eis esou Chancen ze gi vis-à-vis vum eisen asiateschen an amerikanesche Konkurrenten.

Eis läit awer och ganz vill drun, d'Performance vum Aarbechtsmarché selwer ze verbesseren, ënner anerem bei der Transitioun vum der Schoul an d'Aarbechtswelt. Déi zwou Sphäre müssen openeen ofgestëmmt ginn, esou, dass eis Kanner dat léieren, wat hinnen dann herno och weiderhëllef. Esou ass zum Beispill d'Insertioun vum de Jonken an d'Aarbechtswelt mat der Garantie pour la jeunesse vereinfacht ginn. An op deem Punkt muss Europa weider um Ball bleiwen.

Hei am Land hu mer et faerdegbruecht, de Sozialdialog erëm ze beliewen. An och op europäeschem Niveau brauche mer eng Diskussioun tëschtent alle Sozialpartner iwwert d'Zukunft vum eiser Unioun. Et ass wichtig, dass ee sech zesummen un een Dësch setzt, fir ze kucken a fir driwwer ze schwätzen, wat een am beschte Sënn am Intérêt vum de Leit ka maachen. An ech begrëissen dofir ausdrécklech déi Initiativ, déi vum der Regierung geholl ginn ass, fir dat eben och hei ze maachen, besonnesch och am Kader vum dem TTIP. Dat ass schonn hei ugeschwat ginn, an ech kommen nach drop zrëck.

Madame Presidentin, Europa ass keng Insel a wat baussent eise Grenze geschitt, muss eis all eppes ugoen. An do ass jo momentan villes, jo, villes, wat eis Suerge mécht. A Syrien sinn iwwer zéng Milliounen op der Flucht, am Land selwer an doriwwer eraus och. Nach méi no bei eis a Libyen kann een net wierklech méi vum engem Stat schwätzen. An nach méi no, an der Ukrain, jo, do ass Krich.

Do, wou mir ons, nom Fall vum Eiserne Virhang an nom Krich um Balkan déi lescht Joren iergendwéi ageriet haten an och wollten der gleewen, dass d'Demokratie an de Rechtsstat, och wa se heiansdo gehipt hunn, nees géifen Anzuch halen, mussen mer gesinn, dass dat nach net alles esou ass.

Mir wësse spéitstens säit dem Ausbroch vum der Ukrain-Kris, wéi zerbruecht de Friden op eisem Kontinent ass. An ech erlabe mer hei op deser Plaz, op d'Analys zrëckzekommen, déi meng Kolleegin Anne Brasseur am November während der aussepolitescher Debatte hei gemaach huet, an déi Analys ze widerhuelen, nämlech d'Ukrain-Kris, huet se gesot, wier eng Kris, déi virun eise Grenzen natierlech wier an déi ons géif erlaben och oder ons och géif zwéngen, de Bléck op eis selwer ze werfen. Während nämlech europäesch Fändelen iwwert der Maidan-Plaz zu Kiew geflattert sinn, sinn op där anerer Säit, dat heescht bei eis, vill vun eise Bierger net méi sécher, ob si an der Europäesch Unioun nach hir Plaz hunn. An anere Wieder: Déi, déi dra sinn, wëssen net, ob se nach wëlle bleiwen, an déi, déi net dra sinn, wëllen drakommen.

Wéi ech dat schonn am Ufank vu menger Ried betount hunn, mussen mir bannent eise Grenzen an de kommende Jore beweisen, dass déi europäesch Integratioun deem eenzeg richtigen an durable Wee ass. An ech sinn iwwerzeegt, dass hei och déi Lëtzebuurger Présidence mat all de Mëttele, déi hir zur Verfügung stinn, deem wäert no goen, well vill steet um Spill.

Mir hu virun e puer Deeg besonnesch drun erënnert: Mir haten elo 60 Joer Friden an de Wuelstand, deem opgebaut ginn ass. Mä d'Garantie dovun, dofir mussen mer all Dag nees eis selwer asetzen.

Wéinst deem am Moment besonnesch komplizéierten internationale Kontext muss d'Europäesch Unioun elo also och als internationalen Akteur nees méi wouergeholl ginn. Et ass net nëmme un der Zäit, sech ze positionéieren, mä et ass un der Zäit ze handeln.



Europa, mir wëssen et, ass eng Wäertegemeinschaft, an där d'Menscherechter ganz groussgeschriwwen ginn. An déi Wäerter dierfe keng Grenze kennen, besonnesch an der Flüchtlingsproblematik. Vill ze laang huet Europa nogekuckt. A leider huet et zu enger vun deene gréisste Katastrophe misse kommen, fir dass endlech konkret gehandelt gëtt. D'Rettung vun de Flüchtlingen an Nout ass keng Optioun, mä et ass eis Pflicht. An ons Présidence gëtt hei gefuerdert. A si ass sech däers jo och bewosst.

Och d'Quoteverfahre wäert ënnert der Lëtzeburger Présidence zum Thema ginn. D'Verhandlung wäerte ganz sécher net einfach ginn. Mä ech kann et nëmme widerhuelen: Hei ass Solidaritéit gefuerdert, Solidaritéit mat deene Leit - an de Minister huet et a ganz trefende Wieder gesot -, déi heihinnerkomm sinn, well se vun doheem ewech hu misse goen, well hiert Liewen, hiert Liewen an dat vun hire Kanner um Spill stoung a well se ënner mënschenonwierdegen Emstänn wierklech och nach hir Heemecht hu misse verlossen.

A mir mussen ophalen, déi Problematik esou ze behandelen, wéi wann et elo eng Urgence wier. Et ass nämlech keng! Et ass e strukturelle Problem mat enger Rei vu ganz evidenten Ursachen. Jo, an d'Ursachen, mir kenne se: Krich, Aarmut, Aussichtslosigkeit fir déi Leit a Korruptioun. An doduerch wäert och den Undrang ganz sécher net erofgoen. Biergerkriecher a Misär op anere Kontinenter wäerten nach jorzéngtelaang Konsequenzen an Europa mat sech bréngen. An ech sinn dofir frou, dass eng vun de Prioritéite vun dëser Présidence d'Bekämpfung vun de Schlepperbanden och ass, déi vun dem Misär vun dëse Leit profitéieren.

An ech wéilt och nach eng Kéier zrëckkommen op déi Réseae vun der organisierter Kriminalitéit, déi vun der Vulnerabilitéit vun de Mënschen einfach profitéieren. Ech hat dat och schonn a menger Ried, déi ech hei geféiert hunn iwwert d'Prostitutioun, ervirgestrach, an ech si frou ze héieren an ech hoffen et op alle Fall, dass och dat eng vun de Prioritéite vun der Présidence ass, dat heescht, d'Zesummenaarbecht zwëschen de Memberlänner op dem Gebitt an um Niveau vun der Police, fir dës Schlepperbanden ze ënnerbannen.

An erlaabt mer, och nach hei op ee Punkt anzugehen. Mir wësse leider, dass eng Rei vu jonke Leit bei eis, a méi nach an eisen Nopeschlänner, hiert Emfeld verlossen hunn, fir sech terroristesche Gruppen am Irak an a Syrien unzeschleissen. An et kann een et net verheemlechen: Hiert potenziell Zrëckkomme stellt besonnesch Erausforderungen duer. An deem Sënn ass d'Fro vum Terrorismus baussent eise Grenzen ewéi awer och bannent eise Grenzen en Thema, wat d'Présidence sécher beschäftege wäert, an dat, fir d'Sécherheet vun onse Bierger ze garantéieren, ouni awer hir Grundrechte ze opferen.

Madame Presidentin, dëst Joer ass och d'Europäesch Joer vun der Aide au développement. A ganz kuerz, ech brauch kengem et heibanen ze soen, mir wëssen, dass Lëtzebuerg do eng Virreiderroll an der Europäescher Unioun, mä och op internationalem Plang spillt. An ech hoffen nëmme, dass Lëtzebuerg eben an där Problematik seng Roll wierklech weess ze spillen, fir déi aner Akteuren eben och op e Konsens ze bréngen, fir e Solidaritätsbeitrag ze schafen a fir dass och jiddweree säi Solidaritätsbeitrag wierklech bréngt.

Madame Presidentin, nach zum Schluss kuerz Iwwerleungen zum TTIP. En ass hei vun allen Orateuren ugeschwat ginn. Mir wëssen alleguerten, dass den TTIP op ville Plazen op Kritik stéisst, besonnesch bei der Zivilgesellschaft, mä net nëmme, mä net nëmme! Dës Regierung an och dëst Parlament hu vun Ufank un dës Problematik eescht geholl an hunn Transparenz gefuerdert.

Jo, den TTIP, wann e gutt ausgehandelt gëtt, kann Opportunitéite bidden, kann Opportunitéite bidde fir Aarbechtsplazen. Mä e kann awer och, an dat kënne mer net matmaachen, e kann och Gefore beinhalten. An et kann net sinn, dass mir eis europäesch héich gestallt wirtschaftlech, sozial an Umweltreglementatioune géifen opferen am Kader vun deem TTIP.

Transparenz, och an dem Arbitrage, ass gefuerdert. D'DP géif keng aner Léisung akzeptéieren. Mä loosse mer ofwaarden, wéi wierklech déi Verhandlungen ausginn, fir eng definitiv Antwort dorop ze ginn! Mä déi dote Kritäre si fir eis absolutt essenziell.

Här Minister, dës Présidence muss eis staark Ugehéieregkeet zur Europäescher Unioun an zu

hire Wäerter zum Ausrock bréngen. Déi nächst Méint wäerte mat Sécherheet fir lech a fir Är Kolleegen aus der Regierung keng einfach sinn. Ech denken do un d'Verhandlung mat Griichenland a seng Zukunft an der Eurozon, dem David Cameron seng Ambitioune, en neien Traité auszuhandelen, an och deen uschleissende Referendum a Groussbritannien.

An et ass kloer: Mir kënne kee Rückzug op den nationalen Niveau ënnerstëtzen, well Europa ëmmer nëmme dann a senger Geschicht weiderkomm ass, wa mer zesummestoungen. Et steet vill um Spill, fir ganz Europa, mä och fir de Prestige vun onsem Land. Déi sechs Méint, déi virun eis leien, mussen mer dofir notzen, dass mir dozou bäidroen, eng besser Zukunft ze gestalten.

Mir kënne dozou bäidroen, besser Argumenter ze fannen, fir d'Bierger ze iwwerzeegen, un den europäesche Projet nees ze gleewen an drun deelzehuelen, fir dëse Projet weider no vir ze bréngen. An ech gleewe fest drun, dass eng «Union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe», wéi dat da schonn am Maastricht-Traité festgehalde ginn ass, d'Antwort op d'Erausforderungen, déi virun eis leien, ass.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Villmools Merci, Madame Polfer. Als nächste Riedner ruffen ech op d'Tribün: den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, der Europäescher Unioun geet et net extra gutt. Dem Eurobarometer vum Hierscht 2014 no haten am Joer 2007 57% vun den europäesche Bierger Vertrauen an d'Europäesch Unioun. Am Hierscht d'lescht Joer waren et der nëmme nach 37%. 2007 waren nach 69% optimistes iwwert d'Zukunft vun Europa. 2014 waren et der nach 51%. Den Eurobarometer ass d'Spiegelbild vun engem acharnéierte Pessimismus an Europa.

An den EU-Länner, déi besonnesch mat wirtschaftleche Krisen ze kämpfen hunn, ass et nëmme méi eng Minoritéit vun de Leit, déi Europa als Chance betruechten. Eng Majoritéit gesäit d'Europäesch Unioun schonn éischter als Belaaschtung. Déi positiv Wäerter, fir déi Europa steet, ginn net méi esou vun de Leit wouergéill. D'Fräiheet ze reesen, ze studéieren an ze schaffen iwwerall an Europa, déi gemeinsam Währung, jo, souguer d'Tatsaach, dass mer an den EU-Länner a Friden zesummeliewen, ginn net méi als esou wichteg empfongen wéi nach virun zéng Joer. D'EU kritt ëmmer méi e Stempel vu Geldverschwendung a Bürokratie opgedréckt.

(**Interruption**)

Och wann et net ëmmer einfach ass: déi gréng sinn iwwerzeegt Europäer! Mir gleewe weiderhin, dass eis Zukunft hei zu Lëtzebuerg an um ganzen europäesche Kontinent an enger staarker Europäescher Unioun läit.

An och wann ee mat Sondagen ëmmer muss virsichteg sinn, wann een déi interpretéiert, sou muss mer eis awer d'Fro stellen, wéi et em déi europäesch Iddi, em dat, wat de Jeremy Rifkin als den „europäeschen Dram“ bezeecht huet, steet.

Et ass offensichtlech, dass déi allgemeng Situatioun an Europa alles anescht wéi roseg ass. Mëttlerweil hu mer an deenen 28 EU-Memberstate 25 Millioune jonk Leit ënner 25 Joer, déi op der Sich no enger Aarbechtsplaz sinn. A verschidde EU-State läit de Chômage vum 40% bis 50% op. A Spuenien hu schonn méi wéi d'Halschent vun deene Jonke keng Aarbecht méi.

Déi europäesch Scholdekris huet a verschidde Länner zu desastréise Konsequenze gefouert, Stéchwuert Griichenland: Hei ass de Chômage op 28% geklommen. Bei der Jugend ass en op 60% an d'Luucht geschoss. De Revenu moyen am Land ass dobäi em 40% erofgaangen an déi effentlech Schuld ass vun 124% op 180% vum PIB gewuess. D'Pensioune an Griichenland sinn drastesch zréckgeschrafft ginn. A bal d'Halschent - ech betonen: bal d'Halschent! - vun alle Pensionäre kréie mëttlerweil just nach eng Rent, déi ënnert dem Seuil de pauvreté relative läit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu kee Wonnemittel, wéi Griichenland erëm kann ekonomesch op d'Bee gesat ginn. Ech sinn och iwwerzeegt dervun, dass Griichenland selwer nach Efforte muss maachen. Ech kann awer deen Zynismus net méi matdroen, dass d'griichesche Renten nach eng Kéier misste gekierzt ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Och an aneren europäesche Länner ass déi wirtschaftlech Situatioun alles anescht wéi gutt: Kroatien, Ita-

lien, Zypern a Finnland hunn d'lescht Joer kee Wuesstum vun hirem PIB kënne vermieren. An dobäi ass de PIB net dat eenzegst an och emol oft net ëmmer dat richteg Instrument, fir de Wuelstand an engem Land ze moossen,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - ...mä och aner Indicateuren deite bái Wäitem net ëmmer op eng optimal Situatioun hin. Et gëtt zum Beispill och esou eppes wéi den „World Happiness Report“, an dora sinn dann och Länner wéi zum Beispill Spuenien, Portugal, Griichenland wäit zréckgefall. Et geet de Leit net gutt. D'Leit sinn net frou. Se si bedréckt an dësen europäesche Länner.

A parallell dozou ass an deene leschte Joren a villen europäesche Länner déi politesch Stëmmung emgeschloen. Et kann ee scho vun enger allgemenger Politikverdrossenheet schwätzen. A ville Länner mécht sech eng ëmmer méi grouss europakritesch Stëmmung breet. Dat griichescht Vollek huet zum Beispill am Februar dëst Joer Konsequenze gezunn a bei de Wahlen eng Partei an d'Regierung bruecht, déi versprach hat, Schluss mat enger Austeritéitspolitik ze maachen, déi ënner anere vun der Europäescher Unioun opgezwoege gouf. Dass d'Europäesch Unioun an den Euro net eleng schold un der desolater Situatioun a Griichenland sinn, huet sech mëttlerweil gradesou gewisen, wéi et sech och gewisen huet, dass ee mat Versprechen zwar Wahle gewanne kann, awer domat nach net automatesch eng Léisung fir eng problematesch Situatioun fonnt ass.

De Grexit, den Austrëtt vu Griichenland aus der Eurozon an aus der Europäescher Unioun, steet nach ëmmer oder méi wéi jee am Raum. Déi gréng sinn der Meenung, dass e Grexit keng Léisung, mä eng Verschäerfung vun de Problemer a Griichenland an Europa géif bedeuten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Och a Groussbritannien sinn déi euroskeptesch Bewegungen um Wuessen. Den antieuropäesche Populismus fënnt ëmmer méi Zoustëmmung. An et gëtt souguer deemnächst an engem Referendum iwwert d'Méiglechkeete vun engem Brexit, also dem briteschen Exit aus der EU, ofgestëmmt.

déi gréng sinn och der Meenung, dass e Brexit net gutt fir Europa an d'europäesch Iddi ass. De méigleche fräiwëllegen Austrëtt vun engem Memberstat aus der Unioun ass awer eng aner Diskussioun wéi de quasi erzwongen Austrëtt vun engem Member. Dat huet de Minister och hei richteg gesot.

Déi antieuropäesch Stëmmung huet sech bei den Europawahlen d'lescht Joer bemierkbar gemaach. D'Wieler a Frankräich, Italien, Däitschland an och anere Länner hunn euroskeptesch Parteien méi Stëmme gi wéi jee virdrun. Den europäeschen Dram riskéiert, en europäeschen Albdrum ze ginn.

Mir Gréng gleewen awer weiderhin un déi europäesch Iddi a mir wëllen eis derfir asetzen, dass och de Gros vun de Lëtzeburgerinnen a Lëtzeburger sech weiderhi kënne mat der Iddi vun engem gemeinsame staarken a solidareschen Europa identifizéieren.

Vum 1. Juli bis den 31. Dezember huet Lëtzebuerg d'Présidence vum Conseil vun der EU. Mir hu Présidence-Erfahrung, schliisslech ass et déi zwieleft Kéier, dass mer d'Présidence hunn, och wann d'EU net méi déiselwech ass wéi zum Beispill 2005. Mir hunn et haut mat méi engem staarken EU-Parlament ze dinn. Mir hunn ee méi oder manner gewielte President vun der Kommissioun, deen och nach Lëtzeburger ass, a mir hunn nei Strukturen, ënner anere, wat d'Aussepolitik betrëfft. Mir maachen net, oder zumindest net eleng, d'Agenda vun der Présidence. Déi grouss Zich ginn net vu Lëtzebuerg virgesat. D'Présidence steet an der Kontinuitéit vun deem, wat virdru war, a vun deem, wat duerno kënnt.

Wa mir et fäerdgebréngen, an e puer wichtegen Dossiere gemeinsam Positionen erbäizeféieren, mat Gespier fir den europäeschen Intéret, dann hu mer schonn net schlecht geschafft. Mir sinn eréischt Ufank Juni. Et weess een net, wat nach alles komme kann.

Mir ginn dervun aus, dass och eng Rei Erwaardungen vun eisen europäesche Partner un d'Lëtzeburger Présidence gestallt ginn. Mat eise ronn 540.000 Awunner si mir eent vun deene rächsten a klengsten EU-Memberlänner. Lëtzebuerg ass eng wichteg Finanzplaz: dee gréissten Zenter fir Private Banking an der Eurozon, deen zweetgréissten Investment-Fund-Zenter op der Welt, no den USA. D'Finanzservicer hunn eis räich gemaach a sinn een Deel vun eisem Nation Branding.

D'LuxLeaks-Affär huet fir vill Diskussionsstoff gesuergt. „Mir sinn eng Bankeplaz“, sot den Här Ausseminister, „an dat ass jo eigentlech

näischt Schlechtes.“ Den Här Mosar huet vun engem „Minnefeld“ geschwat. Ech si frou, an Pabeier vun der Regierung kënnen ze liesen: «Le Luxembourg entend situer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale dans un cadre global et veut s'assurer que toute concurrence soit loyale.»

Den europäeschen Dram verwicklechen, d'äer eiser Meenung no net nëmme heeschen, déi europäesch Wirtschaftsunion bis an dee klengsten Detail ze perfektionéieren. Europa ass net just definiert duerch Mechanisme wéi den „Sixpack“, „Twopack“ oder d'Europäesch Semester. Europa ass och net eleng definiert duerch den Euro, eis gemeinschaftlech Währung, mat där een a bal ganz Europa an och an anere Länner, déi d'EU-Memberschaft nach ëmmer ustriewen, ka bezuelen. Dat ass zwar eng immens wichteg Säit vun Europa, an awer ass fir eis Gréng bei der Verwicklechung vun europäeschen Dram, der europäescher Iddi déi sozial Dimension op d'mannst genausou wichteg. An et ass dës sozial Dimension, déi mer bis elo vill ze vill vernoléisseg hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - D'Prioritéite vun der Lëtzeburger Présidence d'äerfen eiser Meenung no - an d'Regierung schéngt dat jo och esou ze gesinn - duerfir net nëmme um wirtschaftleche Plang leien, mä et muss och op Dossiere geschafft ginn, déi de sozialen Zesummenhalt vun den europäesche Länner férdere an déi zu enger Steigerung vun Wuelbefanne vun den europäesche Bierger bäidroen. Zudeem muss mir an Dossiere weiderkommen, op deenen et nach keng eenheetlech europäesch Position gëtt - voir TTIP, do wäert ech och nach drop ze schwätze kommen.

De Jean-Claude Juncker huet vun engem „Triple-A social“ fir Europa geschwat. D'Lëtzeburger Présidence wëll dëse Projet ënnerstëtzen an Zesummenaarbecht mat dem EU-Parlament, mat der Kommissioun, mat de Memberstaten, mat de Sozialpartner. Déi gréng begrëissen dat ausdrécklech. Mir hoffen, dass et net just bei schéine Wieder bleift, dass mer net just vun dem Investissement social schwätzen, mä och eppes Opweises hunn.

Iwwregens, den Audrock „investissement dans le capital humain“ - Humankapital - am Text, dee ka mer net extra gutt gefalen, och wann ech d'Iddi, déi hei ausgedréckt gëtt, mengen ze verstoen a se ënnerstëtzen.

Niewent dem staarken Akzent, dee mer müssen op e soziaalt Europa leen, muss mer och de Gedanke vun engem solidareschen Europa erëm nei beliewen. Mir brauchen ee solidarescht Europa, fir d'Erausforderungen vun der Zukunft op eise Kontinent ze meeschteeren.

An eiser Debatt am Abrëll dëst Joer hei an der Chamber ware mer eis all eens, dass déi Europäesch Unioun méi Verantwortung muss iwwerhuelen an der Flüchtlingsfro an dass mer esou vill wéi méiglech Mënschliwwen am Mëttelmeer mussen retten. Mir Gréng begrëissen et natierlech, dass dës Fro esou vill Zoustëmmung hei an der Chamber fonnt huet. Mir mengen awer och, dass eis Verantwortung net dobäi d'äerf ophalen, fir deene Flüchtlingen, déi a Séinout gerode sinn, ze hëllefen.

Als EU Verantwortung iwwerhuelen, heescht fir eis Gréng virun allem, eng gemeinsam Léisung fannen. Déi eenzel europäesch Memberstate müssen all zesammen hir Responsabilitéit assuméieren an deene Länner wéi zum Beispill Italien a Griichenland, déi déi éischt Zoulaftell vun der Majoritéit vu Flüchtlinge sinn, ënner d'Äerm gräifen an hinne bei där schwéieriger logistescher a finanzieller Aufgab hëllefen, fir mat deem grouse Flüchtlingsfloss eens ze ginn.

Méi wéi 100.000 Flüchtlinge sinn eleng dëst Joer iwwert d'Mëttelmeer komm. Dat gëtt ëmmer als enorm vill duergestallt. Ass dat wierklech esou enorm vill, wann een dat mat der Zuel vun den Awunner vun der Europäescher Unioun a Relatioun setzt?

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Selbstverständlech muss et d'Zil sinn, dass d'Mënschen hiert Gléck an hirer Heemecht kënne fannen. Am „Tageblatt“ vu gëschter stoung en Artikel iwwert d'Bewunner vun der Gazasträif, iwwert déi mer nach net geschwat hunn am Kader vun der Flüchtlingsdebatt. D'Iwwerschrëft war: „Nichts wie weg“. All zweete Bewunner vun där Zon wëllt auswandere. Wéi vill Zone gëtt et op der Welt, wou wéinst Honger, Krich a Misär de Saz „Nichts wie weg“ deen eenzeg Ausweg fir vill Mënschen ass?

515 Leit, huet de Minister gesot, géifen dat, wa mer da probéieren, déi Flüchtlinge méi gerecht opzedeele an Europa. Dat géif da 515 Leit fir Lëtzebuerg bedeuten. Mir sinn als Gréng der Meenung, dass dat duerchaus fir Lëtzebuerg ze



packen ass. Mir sinn awer allerdéngs och der Meenung, datt mer se net sollen op d'licht Schëller huelen, déi Erausfuereung.

Ech hunn haut an der Zeitung, am „Wort“, mat Freed gesinn, datt dräi Ministere gëschter an der Weilerbaach waren a sech e Bild vun der Situation gemaach hunn. Ech hunn awer och aus aneren esou Foyere Réckmeldunge kritt an ech hunn einfach och festgestallt, datt mer wirklech och mussen Efforte maache bei eis am Land, fir d'Situatioun vun deene Flüchtlingen och, mengen ech, nach besser an de Grëff ze kréien, wéi mer et am Moment maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Jo, fir dem europäeschen Dram gerecht ze ginn, mussen mer eis an Europa och op soziale Froe weiderhi solidaresch erweisen. Fir d'Beispill vun der europäescher Flüchtlingspolitik heescht dat, datt all Land säin Deel dozou muss bäidroen, fir eng adequat Zuel vu Flüchtlinge bei sech opzehuelen.

2015 ass dann och d'Europäescht Joer vun der Kooperatioun, an zu deem ass et och dëst Joer, wou d'Millenniumsziel sollten erreicht ginn an déi nei Ziler, déi sougenannten „sustainable development goals“, d'Weiße fir déi zukünftige national an europäesch Kooperatiounspolitik wäerte stellen.

Lëtzebuerg gëllt weltwäit als Musterbeispill fir Kooperatioun, a mir sinn eis, jo bal alleguerten eens, datt dat gutt esou ass. Enner...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Do si mer eis all eens!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dat freet mech, ech widderhuelen et duerfir nach eng Kéier: Lëtzebuerg ass weltwäit e Musterbeispill fir Kooperatioun a mir sinn eis alleguerten eens, datt dat gutt esou ass.

Ënnert der Lëtzebuerg Präsidence solle mir duerfir och weiderhin de Lead an deem Dossier halen. Am Kontext vun Europäesche Joer vun der Kooperatioun, dat ënnert dem Motto „Eis Welt, eis Zukunft, eis Dignitéit“ steet, mussen mir während der Lëtzebuerg Präsidence den europäesche Bierger och weiderhin a verstärkt d'Wichtigkeet vun enger effizienter Kooperatiounspolitik vermëttelen. Dëst ass fir eis Gréng besonnesch wichteg, well mer der Meenung sinn, datt eng nohaltig Entwécklungspolitik ganz enk mat Froe bezüglech dem Klimawandel, der Biodiversitéit an der Liewensmittelsécherheet weltwäit verbonnen ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - En anert wichtegt Kapitel an Europa a fir eis EU-Präsidence ass eis Jugend. Déi jonk Generatioun, déi eigentlech grad misst un den europäeschen Dram gleewen an deen Dram droen, ass desillusionéiert. Duerch déi aktuell ze vill eesäiteg ekonomesch Approche schéngt d'EU ville Bierger, net nëmme jonken, éischter e Problem wéi eng Léisung. Hei mussen mer dréngend usetzen. Mä net nëmme mir, och d'EU-Kommissioun dréit hei eng riseg Responsabilitéit. Europäesch Politik muss méi e mënschlecht a soziaalt Gesiicht kréien.

Am Numm vun menger Fraktioun stellen ech mat Freed fest, datt de Programm vun der Lëtzebuerg Präsidence 2015, deen den Ausseminister eis de Méindeg och schon an der Chamberskommissioun erläutert huet, kee Programm just fir Firmen a Banken ass. Lëtzebuerg gëtt sech mat deem Programm eng ambitiéis Agenda fir déi kommend Méint a mir hoffen, datt villes dovunner kann ëmgesat ginn.

Mir wëssen allerdéngs, datt Accorden op EU-Niveau net vun haut op muer entstinn. Eng Lëtzebuerg Präsidence eleng ka kaum en neien Dossier opwerfen a bannent sechs Méint zur Décisioun bréngen. Trotzdem ass d'Lëtzebuerg Präsidence och fir déi gréng eng Chance, fir eisem Image als gudde Vermëttler gerecht ze ginn, fir engersäits wichteg Dossier, déi scho länger doleien, ze deblockéieren, nei Themen unzepak an aner Dossier zu bréngen. Dat muss Lëtzebuerg notament och an de Beräicher Ëmwelt, Transport an Naturschutz maachen.

D'Madame Polfer huet gesot, et wier eng Erausfuereung fir d'Regierung, fir d'Parlament an och fir verschidde Fachministeren. Ech ginn net op all Fachberäich an, just op e puer, déi och vläicht aus grénger Siicht fir eis ganz wichteg sinn.

Ee Fachberäich ass den Transport. Do läit de véierte Paquet ferroviaire vir. Do soll d'Liberalisatioun vum Schinneverkéier weidergefouert ginn, d'Trennung vu Schinn an Zuchverkéier, mam Zil, bis 2019 de Marché vun de Voyageuren total opzemaachen.

D'Positioun vun Lëtzebuerg geet aus dem Regierungsprogramm ervir. Ech ginn elo net weider dorobber an. Ech mengen, mir sinn eis alle-

guerte bewosst, datt dat gréisser Erausfuereung si fir e klenge Land a fir eis Eisebunn, esou wéi déi historesch gewuess ass an esou wéi se funktionéiert. An ech mengen, do ass et scho wichteg, datt mer och net nëmme an eisem Intérêt, mä och am Intérêt vu villen anere klenge Länner drop awierken, datt mer déi Interessen och kënnen gewahrt halen.

D'Lëtzebuerg Präsidence wëllt eng effikass, sécher, zuverlässig, accessibel a sozial responsabel Mobilitéit an Europa férdere. An och wann den effentlechen Transport vill besser ass, wéi vill Autofuerer dat mengen, bleift nach vill ze dinn am Land selwer, an der Groussregioun an och an Europa.

Esou ass zum Beispill och d'Mobilitéit douce bis elo nach keen Thema op EU-Niveau. Lëtzebuerg bréngt dëst als Thema op d'Dagesuerdung, andeems mir dës Mobilitéit zum Beispill wëllen an de Livre blanc Transports erakréien, an den MDDI organiséiert Evenementer während der Präsidence zu dëser Form vu Mobilitéit.

Zum Thema Naturschutz: Déi europäesch Naturschutzdirektive sollen net verwässert ginn, notament d'Direktiv zur Biodiversitéit. E wichteg Moment wäert d'„mid-term review“ sinn. Enner Lëtzebuerg Präsidence sollen déi inhaltlech Saache gekläert ginn.

Ëmwelt- a Klimaschutz: Ee vun den eventuell wäitreechendsten Dossierer enner eiser Präsidence ass mat Sécherheet d'UN-Klimakonferenz am Dezember zu Paräis. Bei der COP21 wäert d'Lëtzebuerg Ëmweltministesch d'EU-Positioun koordinéieren. Lëtzebuerg ass heibäi am Grupp vun den EU-Virreider, déi sech staarkmaache fir ambitiéis a contraignant Ziler am Klimaschutz. Mir sollen eis duerch Engagement auszeichnen, awer och duerch Realismus. Mir wëlle keen zweet „Kopenhagen“. A fir glafwierdeg ze sinn, mussen mer och eis Hausaufgaben heiheim maachen. Net d'EU déciéiert, de Minister huet et och gesot, mä d'EU ass e wichteg Partner a kann eng wichteg Roll bei deem Gipfel spillen.

Entscheidung fir Paräis ass de finanziellen Engagement vun den Industrielänner vis-à-vis vun den Entwicklungslänner. Hei wäert Lëtzebuerg sech iwwregens spezifesch derfir setzen, datt international ONGe méi staark matagebonne ginn, an d'Lëtzebuerg Präsidence wäert och extra Efforte maachen, fir d'Klimaverhandlungen am Virfeld vu Paräis net méi just als Ëmweltthema ze diskutéieren, mä vill méi breet ze thematiséieren.

En zentrale Sujet wäert och déi nei Direktiv betreffend groussraimeg Loftschatstoff senn, déi sougenannt „NEC-Direktiv“, wou Lëtzebuerg probéiert, e Link mam Klimaschutz hierzestellen.

Zu der Energie: Mir schaffe weider un der Energiegend. Mir müssen d'Investissementer an déi richteg Kanäl leeden, dezentral Strukturen stärken nom Motto „Think small first“. An deem Kontext freet et mech och, datt zum Beispill um G7-Sommet d'Zil festgehale ginn ass, datt d'Weltwirtschaft soll „décarboniséiert“ ginn. Dat ass wichteg, dat sinn zwar eigentlech nach nëmme Wiederer Pabeier, mä trotzdem, et ass awer gutt, wann dat emol eng Kéier esou kloer ausgeschwat ginn ass wéi do.

Dann e Sujet, deen och nach fir eis wichteg ass: Dateschutz a Biergerrechter. Am Beräich vun der Justiz wäert d'Reform vun den EU-Dateschutzregelen ee vun deene wichtigste Dossier ginn, well do d'Positioun vum EU-Conseil a vum EU-Parlament momentan wäit auserneelegen. Als Gréng géife mir eis natierlech wënschen, datt eis Präsidence et fäerdegbréngt, deen Dossier als Pak, dat heescht souwuel d'Reglement wéi och d'Direktiv, bis Chrëschttag ofzeschléissen.

Doriwwer eraus wëll ech hei awer och ennersträchen, datt esou munches un de Verhandlungspositiounen vum Europäesche Parlament mir vill besser gefält wéi déi aktuell Conseilpositioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - E weidert wichtegt Thema soll géint Enn vun der Präsidence d'Décisioun vum Europäesche Gerichtshaff vum Abrëll 2014 iwwert d'EU-Direktiv zur Vorratsdatespäicherung vun Telekommunikationsdonnéeën ginn. Den Europäesche Gerichtshaff huet dës Direktiv jo annulléiert. De Problem ass, datt dëst Uerteel de Prinzip vun der genereller an anlassloser Späicherung vun Donnéeën zwar wäitgehend zertrümmert huet, ouni awer d'Fro vum Prinzip ëmfaassend an ofschléissend beäntwert ze hunn. „Leider!“, soen ech do als Gréng.

Duerfir gëtt et och zanterhier keng gemeinsamer EU-Interpretatioun vun deem Urteel an d'Memberstate kachen all hir eegen Zopp an deem fundamentale Dossier. Déi eng hu guer näscht un hirer nationaler Legislatioun geän-

ner, anerer hu se ganz ofgeschaaft iwwer Uerteeler vun hiren ieweschten nationale Gerichter. Drëtter, sou wéi Lëtzebuerg, hunn de Wee gewielt, fir hir Legislatioun maximal un d'Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff unzepassen. An nach anerer, wéi notament eis däitsch Noperen, wëllen d'Vorratsdatespäicherung elo eréischt aféieren.

Hei schéngt et eis definitiv néideg, zu enger gemeinsamer EU-Positioun ze kommen. A Lëtzebuerg sollt duerfir probéieren, dës Sujet an deenen nächste sechs Méint op den Ordre du jour ze setzen.

Fir ofzeschléissen nach e puer Wuert zu den TTIP-Verhandlungen. Och déi wäerte viraussichtlech enner Lëtzebuerg Präsidence weiderlafen. Datt enner Lëtzebuerg Präsidence et zu engem Ofschluss kënn, ass onwahrscheinlech, oder besser: onméiglech.

Zimlech erstaunt war ech allerdéngs, wéi ech am Regierungspabeier gelies hunn, d'Lëtzebuerg Präsidence géif dru schaffen, fir en Accord commercial mat Kanada ze ënnerschreien. Hei geet et ëm de CETA. An ech wier frou, fir vläicht vu Regierungssäit nach e puer Erläuterungen ze kréien, wéi ech dat soll verstoen, wéi wäit den Accord CETA mat Kanada ass, ob dat schon esou wäit ass, datt mer dee géifen ënnerschreien. Mir considéieren och de CETA-Accord e bësselchen als den TTIP „light“ a wëssen, datt zum Beispill - zum Beispill! - déi Geschicht vun de Schiidsgerichter och CETA touchéiert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Soll ech direkt äntwerten?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Also, et ass esou, dass, wann déi ISDS, déi Schiidsgerichter nouvelle génération, am Europaparlament fir d'Alleréisch, mä dann awer och an der Kommissioun an am Conseil géifen en Appui fannen, dat heescht, wann d'Schiidsgerichter géife méi transparent ginn, effentlech, mat Riichter, déi permanent do sinn, mat enger zweeter Instanz zum Beispill, do war geduecht gi vum Rapporteur, dem Här Bernd Lange, fir ze probéieren, mat de Kanadier ze verhandelen, dass een och déi ISDS nouvelle génération kéint an de CETA integréieren.

Mä zënter gëschter a virgëschter ass eppes geschitt am Europaparlament. Do mussen een oppassen an ofwaarden, wéi dat sech elo sett. Ech hunn elo gelies, dass en neien Ulafe eventuell nach am Juli geholl gëtt. Mä dat war d'Iddi. Dat war d'Iddi. Ob déi esou duerchsetzbar ass, weess ech net. Ech ka mer just nëmme virstellen, dass am Europaparlament eng grouss Virsicht bleift, fir de CETA, esou wéi en ass, unzuehuelen, obschonn den ISDS am CETA en aneren ISDS ass, wéi deen, deen nach am TTIP virgesinn ass.

Mä ech mengen, dorëm dréit sech alles, an a mengen Aen, wa keng Solutioun fir den ISDS fonnt gëtt, da wäert et immens schwéier ginn, fir dass de CETA géif uegoholl ginn am Europäesche Parlament. Dat ass de Stand vu mengem Wëssen, wou mer elo stinn.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci! Här President, ech hoffen och op meng Kollegen am Europaparlament, déi wäerten hëllef, datt dat schwéier gëtt fir e CETA an en TTIP, wa mer dann op deem do Punkt - an et gëtt nach Punkten, déi eis Suerge maachen - keng aner Positioun kréien.

Wéi bei all anerem Dossier huet Lëtzebuerg als Präsidence d'Flicht, net seng eege Positioun - dat gëllt dann eben och fir TTIP - oder net nëmme seng eege Positioun, mä d'Positioun vun deenen 28 Memberstaten ze verrieden an ze koordinéieren. An dat wäert, Dir hutt et uegoholl, op kee Fall eng einfach Aufgab sinn, enner anerem och, well Lëtzebuerg bis elo ee vun deene kriteschste Memberstate war, wat TTIP ueget. Ech mengen, mir haten e Brëif vun lech, Här Ausseminister, mir hunn e Brëif vun der Ëmweltministesch, wou nach eng Rei Froe gestallt ginn, an ech mengen, et gëtt och e Brëif vum Här Chamberspräsident, wou mer weider Informatiounen froen. Déi kritesch Haltung wëll ech och hei ausdrécklech begrëissen.

Natierlech si mir och der Meenung, datt et besser ass, datt Europa mat verhandelt, wéi datt ouni Europa oder géint Europa verhandelt gëtt, mä den TTIP muss aus der Dunkelkammer eraus. En Handelsvertrag vun deem Ëmfang, dee muss vun de Parlamentarier an hire Mataarbechter a Beroder kënnen agesi ginn.

D'Schiidsgerichter, ech mengen, do si mer eis eens, dat hu mer scho gesot, sinn enner dëser Form net tragbar. Wann dat dann eng international an effentlech Nues kritt, dann ass dat emol zumindest e Fortschritt.

En anere Problem hu mer awer och mat der virgesinner regulatorischer Kooperatioun. Dat ass fir eis en Agréff an demokratesch Prozesser, mat deem mer eis och net kënnen offannen. Mir sinn och der Meenung, an ech mengen, mir sinn net eleng mat eiser Meenung, datt TTIP net e rengt Handelssofkommes ass, mä vun den nationale Parlamenten ratifizéiert muss ginn. Mir sinn nach ëmmer skeptesch, ob duerch TTIP sech Aarbechts- an Ëmweltstandarden op dem héchstméiglechen Niveau wäerten duerchsetzen. Mir fäerten nach ëmmer, datt et éischter ausgesäit, wéi wann et op dem méiglechst niddregen Niveau kéint geschéien.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech kommen zum Schluss vu menger Ried. Ech wollt nach just kuerz soen: Am Pabeier, mengen ech - oder ech hunn et och vläicht iwwersinn - war net iwwert d'Ukrain rieds gaangen. Ech si frou, datt den Här Ausseminister haut awer och d'Ukrain erwähnt huet. An och deelen ech komplett seng Meenung, wann e seet, datt eng Isolierung vu Russland keng Léisung ass. An ech mengen och, datt mer sollten eis Präsidence notzen, fir déi Kanäl, déi mer mat Russland hunn, weider auszubauen, oprechtzëerhalen, an och eis sollte bewosst sinn, datt Russland zum europäesche Kontinent gehéiert. An ech mengen, déi gréng si bei Wäitem keng, déi eng russesch Putin-Politik an eng russesch Politik verdeedegen. Mä mir sinn awer schon der Meenung, datt mer eis et net kënnen leeschten, fir ouni Russland Politik ze maachen an Europa.

Dir hutt et gesot, Här Minister: Russland huet géint internationaalt Recht verstouss. Et gëtt nach Länner, déi géint internationaalt Recht verstouss hunn, a mat deene mer och zesummeschaffen. Ech mengen, mir müssen...

(Interruption)

Pardon?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Wéi eng mengt Der?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, dierf ech eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech, wann de Riedner domat d'accord ass.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dir dierft mer eng Fro stellen, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Ech wär dem Här Adam just dankbar, fir opzezielen, mat wéi enge Länner mer zesummeschaffen, déi géint internationaalt Recht verstouss hunn.

Villmools Merci.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech hunn dobäi un Israel geduecht, Här Kartheiser.

(Interruption)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dat gesot, Här Minister, deelen ech och Är Ausféierungen, déi Der zu Libyen a Syrien gemaach hutt, Libyen a Syrien - Dir hat dat an der aussepolitische Kommissioun gesot -, wou d'Situatioun sech ähnelen, a mir hu festgestallt, a Libyen hate mer eng Interventioun, a Syrien hate mer keng, a mir sinn zweemol eigentlech net zu eppes komm, wat de Leit d'Situatioun méi einfach mécht.

Ech deelen och Är Meenung - a mat dem Referendum, dee mer de Sonndeg haten, war et och e bësselchen an de Vergiess geroden, datt de Sonndeg an der Türkei Wahle waren -, selbstverständlech ass et net un engem Lëtzebuerg Politiker, e Wahlprozess ze analyséieren, mä och e Lëtzebuerg Politiker dierf sech iwwer e Wahlresultat freeën. An ech sinn och frou, datt d'AKP eben net méi déi absolut Majoritéit huet! An ech ginn lech och recht: Mir sollen déi Erweiterungsolitik weiderféieren, déi mer hu mat der Türkei, ouni der Türkei eppes ze schenken, solle mer awer fair a korrekt mat der Türkei weiderverhandelen.

An e leschte Saz: Et war mer och net entgaangen, datt d'Kollegee vun déi Lénk och eng Question parlementaire gestallt haten. Natierlech kascht deen EU-Sommet och Suen. An ech mengen, dat ass logesch, a mir sollen eis...

(Interruption)

...mir sollen eis...

► **Une voix.** - EU-Sommet?

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Pardon, entschëllegt! D'EU-Präsidence! Ech mengen, et ass an enger Question parlementaire de Budget veranschlaagt ginn. An ech fannen dat och korrekt an dat soll een och net enner den Dësch stellen, selbstverständlech, mä ech soe ganz



kloer - an ech mengen och net, datt d'Kollegen eppes anescht intendéiert haten -, ech soe ganz kloer, datt mer eis och mussen eis EU-Politik eppes kaschte loosson. An eisen Ae sinn dat gutt investéiert Suen!

Mir hunn eis och vun der Regierung versécheren gelooss scho bei der Budgetsdebatt, datt probéiert ginn ass, déi Ausgaben net ausuferen ze loosson. Et ass gekuckt ginn, fir net ze vill Suen auszeginn. Mä ech mengen, déi Sue si gutt investéiert.

An domadder wänschen ech der Regierung, der Chamber, souwäit wéi se betraff ass, deene verschiddeenen, allen - allen! - Fachministere bonne Chance a vill Succès bei där Présidence, déi dann elo deemnächst usteet!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa huet sech fundamental verännert zënter eiser leschter Présidence. Déi Présidence, déi mer elo hunn, dat ass net nëmme eng an engem neien institutionelle Kader, mä et gëtt an der Europäescher Unioun eng ganz Rei Krisen - de Brexit an de Grexit si genannt ginn -, déi grouss Erausforderungen un eis stellen.

Mä och an de leschten Europawahlen ass et jo esou, datt ganz antieuropäesch Strömungen op de rietextremen a léngstextreme Bordé vill méi staark gi sinn am Europaparlament, och natierlech den euroskeptische Mouvement méi staark ginn ass am Europaparlament an elo déi drëtgréisst Fraktioun am Europaparlament stellt. Et ass eng ganz nei Situatioun a mir kënnen net „business as usual“ maachen.

Och eng Conseilspresidence muss Visiounen hunn. An den Här Asselborn ass komm, a mir soen him Merci, datt en hei dee Programm virgestallt huet, mä en ass komm u sech an en huet eis gesot, e kéint d'Rad net nei erfannen, an en huet den Brexit a Grexit och als Problemer genannt, awer och eigentlech keng Lösung, keng Visioun, keng Approche vun der Lëtzebuerger Présidence do virgestallt, fir déi Problemer unzuegoen.

Dat geet wahrscheinlech net duer. Et geet net duer, hei mat engem Programm ze kommen, deen d'Europäesch Kommissioun virbereet huet. Mir brauchen als Ausseminister, als Lëtzebuerger Présidence vum Conseil méi wéi en Ausseminister, deen u sech heihinnerkënt als Brëfdréier vun der Europäescher Kommissioun mat engem Programm, dee wäitgehend deene Pabeieren entsprécht, déi um Niveau vun der Kommissioun festgeluecht gi sinn.

Eng Présidence vum Conseil muss virun allem kucken, datt de Conseil gestärkt gëtt, datt déi Regierungsinstanzen an der Europäescher Unioun erëm voll zur Geltung kommen! An dat ass e Problem. Et gëtt net nëmme vun der Europäescher Kommissioun dauernd probéiert, d'Kompetenze vun de Memberstate ze reduzéieren, mä och vum Europäesche Parlament! D'Europäesch Parlament kennt heihinner a wëllt eis soen, wéi eise Programm soll ausgesinn, bis hin, wéi eis Agenda soll sinn no de Virstellung vum Europäesche Parlament.

Mir wëllen net als ADR, datt eng Conseilspresidence sech entmündege léisst vun aneren europäeschen Institutionen. Dat ass net am Sënn vum Gläichgewicht tëschent den europäeschen Institutionen a vum Rôle vun deenen aneren.

Eng Présidence huet eng Marge de manœuvre, mä et muss ee se wëllen huelen! Dofir brauch een eng Regierung, déi mat Energie d'Interessen net nëmme vun eise Land och vertritt, mä an dëser Situatioun vun alle Regierungen, vum ganze Conseil, och géintwärt aneren Institutionen.

An et geet dach net, wéi d'Europaparlament, dat och nach heihinnerkënt - ech kommen nach drop - an eis och nach humiliéiert! Ech denken elo un déi Nominatioun do vum Här André Deltour (veuillez lire: Antoine Deltour) fir de Prix du citoyen européen am Europäesche Parlament. Mir hunn haut hei - ech begrëssen en - e gréng Justizminister setzen, den Antoine Deltour ass ee vu senge Clienten, an am Europaparlament sinn et déi gréng - déi gréng! -, déi proposéieren, datt den Här Antoine Deltour de Prix du citoyen européen kritt. Dat ass eng Dialektik, déi fir eis net nozevollzéien ass. Mä dat sinn déi gréng Pirouetten: Engersäits ass deen Här virun der Justiz, an am Europaparlament gëtt e gelueft a géiert!

(**Interruption**)

Mir brauchen eng Présidence vum Conseil, déi och dem Europaparlament emol ganz kloer seet, datt d'Europaparlament déi Kompetenzen huet, déi et vun den Traitée krut a keng méi! D'Europaparlament këmmert sech dauernd méi em Kompetenzen, déi déi vun de Memberstate sinn. Gesellschaftspolitesch Froen, dat geet d'Europaparlament näischt un! A mir kréien eng Décisioun oder Resolutioun oder iergendeen Instrument vum Europaparlament nom aneren iwwer gesellschaftspolitesch Froen, iwwer Ofdreiwung, iwwer Gender. Mä dat ass net deem säi Rôle, fir dat ze maachen. Dat ass eng Zoustännegkeet vun den Nationalstaten a mir solle kucken, fir dat ze trennen, well d'Demokratie besteet och doranner, datt een deem anere säi Rôle respektéiert a kee seng Kompetenzen iwwerschreit.

Mir hunn d'Europaparlament hei erlieft no der LuxLeaks-Affär. Si si komm mat enger Kommissioun, déi d'Kommissioun TAXE, déi se gemaach hunn, et ass alles... A si wollten eis Dokumenter kucken. Si wollte Lëtzebuerger Beamte verhieren, oder héieren - wéi Der wëllt.

Ass dat dann net e bëssen en Optrëtt, deen och vill ze wäit geet? Musse mir eis dat alles bidde loosse vun enger Institution, déi do an där Fro iwwerhaupt net déi Kompetenzen huet, fir dat ze maachen? Ass dat néideg? Hu mer dann net de Courage als Land, och emol Grenzen ze zéien, och emol ze soen, mir hätte gär och Transparenz am internationale Finanzwesen an esou weider an esou virun? Mir si kee Steierparadäis. Mir schaffe mat, awer mir schaffe mat no Regeln, déi awer institutionell vertriebar sinn, well dofir ratifizéiere mir hei Traitée, fir Rechter ze hunn als Memberstat, och géintwärt esou Institutionen!

Dann d'Europaparlament, wat dauernd Ressourcen propres wëllt! Ech soen lech direkt: Mat eis ass dat guer net dran. Et wäert keng europäesch Steiere gi mat enger ADR. A bei der nächster Reform vun den Traitée, wann dann esou eppes verhandelt gëtt, och am Kader vum Brexit oder fir deen ze verhënnere, wäerte mir och drop oppassen, datt domadder net nei Kompetenze fir d'Europaparlament verbonne sinn.

Et gëtt och Leit, an dat wëll ech vläicht och am Kader vum Referendum hei soen, well all Partei jo e bëssen awer dorobber uspillt, et gëtt Leit, sou hunn ech mer soe gelooss, déi soen, déi Lëtzebuerger Chamber wär vläicht net ganz representativ an net ganz legitim, well nëmme 54% vun eiser Populatioun géifen driwwer ofstëmmen, wien heibanne sëtzt.

D'Europaparlament hat bei deene leschte Wahlen eng Wahlbedelegung vun 43% europawäit an a Polen 24%. A wann d'Europaparlament dann dorëmmer optrëtt, da froen ech mech dann awer an där Logik, déi hei am Land gebraucht ginn ass, wat dann d'Legitimitéit an d'Representativitéit vun deem Parlament duerstellt.

Déi Lëscht, déi mer hei schrëftlech kruten - an ech soen dem Här Asselborn ausdrücklech Merci dofir, datt en eis hei déi Lëscht ginn huet mat de Prioritéit vum der Présidence -, mä et ass e bëssen eng Épicierlëscht. Dat ass awer de Propre vun deene Programmen, déi gemaach ginn: zu engem Gramm „compétitivité industrielle“, e Liter „infrastructures de marché“, eng Dose „transition énergétique“ an esou weider. An da kritt een eng Épicierlëscht zesummen. Mä, wat mer brauchen,...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dir hutt jo awer e Programm.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, et ass e Programm, et ass e Programm.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dir hutt jo net nëmme do d'Iwwerschrëft, Dir hutt jo awer 25 Säiten, wou de Programm...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, Här Minister, Dir kennt lech drop verlossen, ech gehieren zu deenen, déi dat zweemol gelies hunn!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech kommen dach net virun lech a sinn net virbereet.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Aha!

(**Hilarité**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, mä ech wollt lech soen...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dir sot, Dir hätt nëmme just...

(**Interruption**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mä wat mer gebraucht hätten, wat mer gebraucht hätten, Här Minister, niewent der Épicierlëscht, dat ass d'politesch Visioun, dat ass d'Envergure vun enger Regierung an zemoos vun engem Minister, deen op der Televisioun seet, en hätt zéng Joer gebraucht, fir ze léieren, fir dat ze maachen, wat elo kënnt: déi nächst Présidence. Mä dann hätte mer och erwaart, datt Der déi Léier, déi politesch Visioun an de Programm erabrëngt! Mä wou ass se? Wou ass se?

Ech kommen op e puer Beispiller, fir lech dat ze weisen: Grexit, emol fir unzefänken. Ass dat net Zynismus, datt Dir hei vun engem Triple-A am Sozialwiesch schwätzt a gläichzäitig nokuckt, ouni iergendeng Initiative och vun Ärer Säit ze envisagéieren, sief et direkt oder indirekt, well mer jo net direkt an deenen Négociatiounen implizéiert sinn als Lëtzebuerger, mä och emol net indirekt, fir ze kucken, wéi een dann en Triple-A am Soziale kann a Griichenland féderen?

Dann hu mir als ADR awer schonn ëmmer gesot, datt deen Usaz jo falsch ass mat Griichenland. Et kann een net strukturell Reformen ersetzen duerch Mëttele vun der Geldpolitik. Dat muss schifgoen! An och wa se et elo nach kënnen retten, dann dauert et nach eng gewëssen Zäit an da kënnt déi nächst Kris. Dee ganzen Usaz an där Kris ass vun Ufank u falsch an de Courage besteet doranner, institutionell Mëttele ze fannen, Traitésrevisiounen ze fannen, fir deem Land ze hëllefen, erëm op d'Féiss ze kommen, ouni aus enger Europäescher Unioun erauszegoe selbstverständlech, iwwer Transitionsphasen, fir datt et emol erëm ka Fouss faassen.

Mä déi Visioun, déi Verbassenheet, fir déi politesch Unioun ze retten an doduerch keen erauszeloossen, dat ass en Usaz vun enger europäescher Visioun op d'Käschte vum griichesche Vollek. An déi kënnen mir net matdroen. Europa däerf och keng Transfertunioun ginn.

Här Minister, wëllt Der eng Fro stellen?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech géif gär eng Fro stellen, jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Also, elo hunn ech näischt verstanen. Hätt Der gär, dass d'Traitée esou geännert ginn, dass mer kéinte Griichenland erausgeheien? Oder wat hutt Der elo gesot?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen, ech hunn lech gesot, d'Traitée sollen dat preziséieren, wat bis elo net drasteet, nämlech d'Modalitéiten, fir aus der Währungsunion erauszekommen, enner wéi enge Modalitéiten, well dat steet net dran! Awer Griichenland muss an der Europäescher Unioun bleiwen. Awer déi Flexibilitéit vun der Währungsunion, déi muss dran, well...

Ech beäntwerten dat no der Fro. Ech wëll meng Zäit net dofir...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech kritt Der déi Zäit guttgeschriwwen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President! Well ech wollt dem Här Ausseminister awer och soen, datt et jo net normal ass, datt mer an där ganzer Resolutioun vun der Griichenland-Kris ëmmer erëm laanscht d'Traitée schlitteren, datt et den Här Draghi ass, a senger Funktioun als Chef vun der Zentralbank, deen déi währungspolitesch Instrumenter op den Dësch leet, déi politesch oder institutionell soss net kënnen geholl ginn, fir Griichenland nach ze hëllefen. Dat ass jo net normal! Mir müssen d'Traitée nobesseren! Dozou gehiert souwuel de Rôle vun der Europäescher Zentralbank wéi och déi Flexibilitéit, déi mer brauchen, wann e Land a strukturelle Problemer ass, wéi Griichenland ass, an net mat Mëttele vun der Geldpolitik ka gerett ginn. An dat hu mer jo gesinn.

(**Interruption par M. Jean Asselborn**)

Majo, majo. Ech sinn net an der Verantwortung, leider, mä Dir sidd et!

(**Interruption par M. Jean Asselborn**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Da wollt ech lech awer och soen, datt dat, wat déi Währungskris elo hat - elo ginn och erëm viru mat der Ried, Här President, wéinst menger Zäit, et muss ee fair sinn -, mä déi Instrumenter, déi Griichenlandkris huet eis immens vill kascht als Lëtzebuerger bis elo! Politesch huet et eis kascht, wéi och aner Staten, datt mer en Deel vun eiser Souveränitéit...

(**Interruption par M. Jean Asselborn**)

Den Här Minister huet eng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, am Moment huet just den Här Kartheiser d'Wuert. Här Ausseminister, Dir hutt gutt Zäit herno, fir drop ze äntwerten.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Den Här Minister kann awer ëmmer eng Fro stellen, Här President.

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, loosst lech net méi ënnerbriechen, Här Kartheiser! Fuert weider!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gär, gär. Also, nächsten Usaz. Déi Kris hei huet eis immens vill kascht als Lëtzebuerger. Politesch hu mer en Deel vun eiser Souveränitéit verluer, wéi anerer och, mat deem Semestre européen, obscho mir jo net an enger Scholdesituatioun gewiescht waren, déi dat justifiéiert hätt. Mir hunn als Chamber Rechter verluer an der Budgetsprozedur an eiser Souveränitéit. A mir soen, déi Konstruktionsfeeler vun Euro däerfen net dozou féieren, datt hannert dem Réck vun de Bierger elo un enger politescher Unioun geschafft gëtt.

De Brexit: Do vermessen ech d'Analys! Als Lëtzebuerger si mir fundamental national drun interesséiert, datt d'Vereenegt Kinnekräich an der Europäescher Unioun bleift. Geet et eraus?

(**Interruption par M. Jean Asselborn**)

Mä ech soen lech et, wann Der et nach net sollt wëssen!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech hunn et jo gesot!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Well mir wëlle jo net an der Europäescher Unioun sinn, wou nëmme Däitschland a Frankräich nach als grouss determinant State sinn! Wéi ee Rôle kënnen mir dann nach hunn? Fir eis ass och dat Vereenegt Kinnekräich en Instrument vu Gläichgewicht an Europa, vu politeschem Gläichgewicht, wat eis notzt. An dofir musse mer kucken, datt se dra sinn. An d'Traitésännerungen...

(**Interruption par M. Jean Asselborn**)

Den Här Minister huet erëm eng Fro. Da stellt Är Fro, Här Minister!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Neen, ech hu just d'Fro, ob Dir net mat lech selwer schwätzt, well dat doten hunn ech alles gesot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma neen!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech hu gesot, dass...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Däerf den Här Kartheiser net eis Meenung hei soen?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ma dach.

(**Interruption par M. Gast Gibéryen**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, ech géif lech elo bieden, och den Här Ausseminister, de Riedner ausschwätzen ze loosson. A wann herno eng Erklärung ze ginn ass, maache mer dat no den Interventiounen. Wann ech gelift!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Elo ass et definitiv Schluss, ech soen näischt méi. Voilà!

(**Hilarité**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, an elo schwätzt den Här Kartheiser an e léisst sech net méi ënnerbriechen, an e stellt och net d'Fro, ob een eng Fro huet.

(**Hilarité et brouhaha**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, déi Traitésännerungen, déi mer mussen hunn, fir d'Engländer oder d'Britten hei an der Unioun ze loosson, déi musse mer verhandelen. An déi Ännerungen, déi kommen eis vläicht alleguer zegutt, well an enger Unioun, déi op där enger Säit ëmmer méi grouss gëtt - Dir wëllt jo all Mënsch do eranhuelen an Europa oder bal all Land -, mä do brauche mer och en Europa mat méi Vitessen, mat méi Flexibilitéit.

Et ass dach net méiglech virauszugesinn, wann Der net dat Ganzt ëmmer méi brëcheg wëllt maachen, ëmmer méi onflexibel, fir net do eng gewëssen Differenzierung eranzubringen. An déi Verhandlung vum engem Europa à la carte, déi mer mat de Brite musse féieren, déi musse fir jiddweree gëllen, well et e Mëttel ass, fir Europa méi stabil ze maachen doduerch, datt et méi Flexibilitéit kritt.

Wann d'Liberté de mouvement a Fro gestallt ass, da musse mer jo awer och gesinn, datt et e Messbrauch vu Sozialsystemer gëtt an Europa. An et kann een net dogmatesch dorobber änt-





werten, mä et gëtt konkret Problemer, fir déi mer konkret Léisunge musse fannen am Interessi, dat mer dat Vereenegt Kinnekräich an Europa behalen, mä am Interessi vun eis alleguer och.

Migratioun: Ech wëll keng Vermeschung tëschent den Terme Migranten a Flüchtlingen. Net all Migrant ass e Flüchtling! Net all Flüchtling oder net all Migrant huet d'Recht op e Flüchtlingsstatut. Mä wa mer als Lëtzebuerg en Effort solle maachen, dann hätte mir awer och gär, dat déi Gesetzer applizéiert ginn, déi mer elo hunn, an dat déi Leit, déi hei am Land sinn, déi keng Rechter méi hunn, deenen hir Prozedure fäerdeg sinn, déi eist Land misste verloossen no den Décisiounen vun eise Justizautoritéiten, dat déi och musse goen, well dann hu mer och Plaz fir anerer, well déi huele jo Plaz.

An do brauch een och politesche Courage, fir ze soen: Ma deenen hir Prozedur ass fäerdeg no alle rechtsstaatleche Kritären, da musse se d'Land och verloossen. Wa mer der huelen, dann ass dat an der Rei, dat ass mënschlech, dat ass richtig, mir musse se retten, mir musse der ophuelen! Dat ass hei net contestéiert! Wat mir awer froen als ADR... A mir musse deene Leit och eng Perspektiv ginn, déi mer ophuelen an déi och e Recht hunn op e Flüchtlingsstatut.

Mä als ADR soe mir awer och: Wou ass dann d'Grenz? Wéi vill Jore soll dat da goen? Wéi vill solle mer der ophuelen? Et muss dach iergendwou eng politesch Visioun ginn, fir de Problem ze léisen, och net laangfristeg duerch Entwécklungshëllef op engem Horizont vu 50 Joer, mir brauchen och kuerzfristeg Léisungen. Well et ka jo net ëmmer sinn, dat mer elo dauernd am Mëttelmier Leit retten, wat richtig ass, awer keng politesch begleedend Moosnamen huelen, fir de Problem als solchen awer kënnen an de Griff ze kréien. An dozou brauch et eben och politesche Courage, och wann dat net ëmmer iwwerall populär ass.

Zum TTIP vläicht nach Wuert, well eis Zäit ass leider net esou grous. Den Här Turmes vun deene Gréngen, deen ech als Deputéierten ëmmer notéieren, wann en duerch d'Stad leeft mat engem Dëppen an engem Deckel, mat deem en op d'Dëppe schléit, an da rufft en: „Stopp den TTIP!“, oder: „TTIP op den Tipp!“, deen am Europaparlament dann dofir stëmmt, an déi gréng verdeedegen den TTIP heibanen. Dat ass e bësse wéi beim Här Deltour. Et ass eng ganz interessant politesch Logik an där Partei. Mä dee seet eben och, wéi déi gréng alleguer, mir missten oppassen an esou weider an esou virun.

Mir als ADR wëllen haut hei eng Motioun déposéieren, dat mir gär hätten, dat den TTIP an den nationale Parlamenter muss ratifizéiert ginn. Mir hätte gär, dat dëst Parlament haut - an dofir proposéiere mer lech dat, Här President - eng Motioun stëmmt, an där mer kloer zur Regierung soen: Engagéiert lech derfir bei alle Regierung an bei den europäeschen Institutiounen, dat den TTIP muss an den nationale Parlamenter ratifizéiert ginn.

### Motion 1

*La Chambre des Députés, considérant*

*- que les négociations sur le Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) entre la Commission européenne et les États-Unis d'Amérique sont en cours et suscitent une certaine inquiétude auprès d'une partie du public quant au contenu et à l'impact de ce futur accord;*

*- que le futur accord avec les États-Unis portera sur un certain nombre de domaines à compétences partagées et relevant donc aussi de l'autorité des États membres conformément entre autres à l'article 4 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;*

*invite le Gouvernement*

*1. à insister, notamment au cours de la présidence luxembourgeoise du Conseil, auprès des Gouvernements des pays membres de l'Union européenne et de toutes les institutions européennes sur le rôle important des parlements nationaux dans le cadre de la négociation et de la ratification d'accords commerciaux internationaux;*

*2. à veiller à ce que le TTIP, une fois négocié, soit soumis obligatoirement à la ratification par chaque parlement national des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États.*

*(s.) Fernand Kartheiser.*

Ech mengen, mat enger Motioun hätt ech nach eng Minutt gewonnen, wann ech mech net iren.

### (Interruptions)

An dann, wat d'Russland ugeet: Ech si frou, ganz éierlech frou, fir ze gesinn, dat den Här Minister an och aner Parteien hei derfir plädéieren,

dat mer musse aus där Sakgaass eraus, an déi mer eis zum Deel selwer eramanövréiert hunn.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dann hunn ech awer weinstens eng...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Gelif?

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dann hunn ech weinstens eng Visioun!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Also ech weess net, wéi vill Dir der hutt, Här Minister, mä dat doten ass op jidde Fall eng, déi och mir gutt fannen! An et geet jo net anescht. Mir kënnen jo net weider op där dote Schinn fueren, zemoos well déi ganz Logik, déi dohanertsteet, ze vill esäiteng ass an der Analys. Och mir soen, dat Feeler geschitt sinn, och mir wëlle keng Affer si vun enger gewëssener Propaganda. Mä op där anerer Säit brauche mer wierklech eng politesch Maturitéit, fir eis mat Russland op en anere Fouss ze stellen.

A wat mer och kritiséieren, dat ass, dat déi ganz Négociatiounen do gefouert gi vun Däitschland a Frankräich, fir déi keen institutionnell Mandat virläit. Déi europäesch Bausepolitik, déi soll gemaach gi vun der Madame Mogherini, wann eng ass, an net vun Däitschland a Frankräich. Do ass en Directoire, dee sech ëmmer méi etabléiert, souwuel am finanztechnesche Beräich wéi och am bausepolitesche Beräich, deen net an den Traitée steet. An dofir protestéiere mir do dergéint. A mir erwaarden eis vun enger Présidence vum Conseil, dat se seet: Dat do geet net! Mir hunn Traitée, an dann hätte mer och gär, dat déi respektéiert ginn.

Da vläicht nach ee Wuert zur Tierkei. Dir sot, Här Minister, dat Der gär hätt, dat nei Kapiteelen opgemaach ginn. Mir soen lech als ADR kloer, wat mer ëmmer gesot hunn: D'Tierkei ass fir eis e wichtege Partner. Et ass e wichtege Handelspartner, et ass e strategesche Partner fir Europa. Mä mir kënnen net envisagéieren, dat d'Tierkei Member an der Europäescher Unioun gëtt. Mir hätte gär, dat mer op eng aner Schinn ginn. Mir wëllen déi Verhandlungen net a mir hätte gär.. An dat ass jo och e bëssen awer schockéierend, och wann et politesch Entwécklungen an deem Land ginn, déi net oninteressant sinn, mä mir kënnen awer net higoen an ignoréieren, dat sech zum Beispill an der Zypern-Fro, wat Tierkei ugeet, näischt ännert. Si hunn nach ëmmer net hir Verflichtung géintiwwer der Europäescher Unioun agehalen. A soulaang dat net de Fall ass, fannen ech och, kënnen mer näischt do maachen.

D'Lëtzebuurger Sprooch an Europa: Zéng Joer ass et hier, 2005, ënnert där leschter Lëtzebuurger Présidence, dat eng Regelung ugehall ginn ass, déi eis erlaabt hätt, Lëtzebuergesch an Europa ze féerden, an zwar duerch d'Lëtzebuurger Présidence. Et war an eisen Aen déi Geleeënheet, dat dës Lëtzebuurger Présidence dat dann endlech ëmsetzt, wat mer selwer verhandelt hu virun zéng Joer, fir dat déi Lëtzebuurger Sprooch e bessere Statut an Europa kritt.

D'duebel Nationalitéit loosse ech elo am Abléck sinn, mä nach ee Wuert zum Siège. Do hutt Dir eis am Comité des régions doriwwer informéiert, dat Lëtzebuerg e Sëtz verluer huet am Comité des régions. Dir hutt eis e Bréif geschriwwen an Dir sot, eng ähnlech Situatioun wär elo am Comité économique et social européen a Lëtzebuerg géif sech do wieren.

Mir géife vun lech erwaarden, Här Minister, dat mir keng Konzessiounen maachen, déi net iwwer en Traité ginn. A wann iergendeng Institutioun kuerzfristeg net kann tagen, dann ass dat eben esou, dann ass et esou! Mä mir erwaarden eis vun enger Regierung, dat eis Interessen am Siège net sacrificéiert ginn, dat mer net dauernd noginn, well de Respekt, deen eng Regierung huet, deen hänkt net dovun of, ob elo hei de Referendum nëmmen deelweis..., mä en hänkt dovun of, mat wéi enger Energie, mat wéi enger Kompetenz, mat wéi enger Iwwerzeugung déi Lëtzebuurger Interessen an Europa vertruede ginn! An an dës Regierung gesi mer déi Qualitéiten net!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

### (Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- D'Wuert huet elo de leschten ageschriwwene Riedner, den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir de Compte rendu vun eisen Debatten hei awer festhalen, dass mir als déi Lénk déi Debatt hei gefrot haten, schonn Ufank vum Joer. A mir si frou, dass se hei ka stattfannen.

Et geet eis dobäi net drëm, fir genau den Agenda ze kontrolléieren vun der Regierung. Et

geet eis em d'Grondausrichtung vun der Europäescher Unioun. Are Pabeier ass iwwertitelt: „Une Union pour les citoyens“. Dora sinn d'Prioritéiten vun der Présidence festgehalen. Mir mengen, dass de reellen Inhalt vun der europäescher Politik am Fong geholl deem Titel vun deem Pabeier do widderspricht. An ech wëll dat festmaachen un dräi Schwéierpunkten.

Éischtens, et gëtt an Europa weder eng gemeinsam Wirtschaftspolitik nach eng gemeinsam Sozialpolitik. Et gëtt keen europäesche Budget oder bal keen europäesche Budget. An duerfir setzt och den Investitiounsplang Juncker op d'Mobiliséierung vum Privatkapital bei der Finanzéierung vun der Wirtschaft.

Och d'Lëtzebuurger Présidence setzt an hirem Pabeier d'Prioritéiten ausschliesslech op d'Entwécklung vun de Kapitalmäert a bennt natierlech domat och d'wirtschaftlech Entwécklung u Profiterwaardunge vum private Kapital. An dat bedeit, ouni Zweifel, weideren Drock op d'Léin an op d'Sozialbedéngungen.

Esou sinn déi eigentlech europäesch Elementer vun der Wirtschafts- a Sozialpolitik och eigentlech ze fannen an de Recommendatiounen, déi mer gemaach kréien all Joer vun dem Europäesche Röt am Kader vum Semestre européen. A mir wëssen, wat do drasteet. Mir wëssen och, wat d'Regierung ëmmer äntwert.

Ech wëll nëmmen e puer Beispiller hei nennen, fir ze veranschaulichen, wat d'Leit dobaussen ënner Sozialpolitik an Europa verstinn. Sou wëllt d'Regierung zum Beispill d'Diskussiounen iwwer weider Pensiounsreformen ee Joer virzéien, obschon eng Etüd vum ECOFIN-Rot, déi viru Kuerzem erauskomm ass, gewisen huet, dass déi Lëtzebuurger Rentemauer net schonn 2034 kënn, wéi gesot ginn ass bei der Rentereform, mä 20 Joer méi spéit, dat heescht am Joer 2054. Dat heescht, mir zéien am Fong d'Debatt iwwer weider Reforme bei de Rente vir, obscho mer gesot kréien, dass et a Wierklechkeet iwwerhaapt kee Problem vu Rentemauer gëtt, mä dass dee Problem sech vill méi spéit wäert stellen, wat mir iwwerengs och schonn ëmmer gesot hunn, wéi mer hei iwwert d'Rentereform diskutéiert hunn.

D'Regierung wëllt och an der Fleegeversécherung - dat ass e weidere Message, dee se op Bréissel geschéckt huet - no weidere Käschtespuereffekter sichen, während dobaussen „Hëllef doheim“ Aarbechtsplazen ofbaut.

D'Regierung wëllt och d'Bedéngunge verschlechteren, fir déi qualifizéiert Aarbecht unzëerkennen, souwuel vu Leit mat engem Diplom wéi och vu Leit aus grouse Botzfirmen opgrond vun hirer laangjäreger Erfahrung. An deem Secteur sollen d'Bedéngunge verschlechtert ginn.

A si wëllt sech an d'Lounbildung och am Privatsektor amätschen an d'Lounentwécklung am öffentleche Secteur an am konventionéierte Secteur no där Lounentwécklung ausrichten, a mir wëssen, zu wat fir enge Sozialkonflikter dat féiert.

Dat sinn d'Realitéiten vun der Sozialpolitik, déi bei de Leit eriwierkommen. An ech mengen och, dass dat d'Bild präägt vun Europa, wat en desastréit Bild ass a wat och zu enger ëmmer méi grousser Politikmiddegekeet féiert. An duerfir sinn d'Regierungen zoustänneg an Europa. Och eis Regierung ass duerfir zoustänneg.

A wann den Här Juncker elo als neie Kommissiounspresident d'Schlagwuert vum Triple-A (veuillez lire: Triple-A social) an d'Welt gesat huet, da muss ech awer soen: Déi europäesch Bierger wäerten och nach den Här Juncker wahrscheinlech kenneléieren, dee virun allem gewinnt ass, grouss Schlagwierder an d'Welt ze setze bei Debatten hei iwwert d'„Lage der Nation“ an esou weider, wouvun een duerno näischt méi héieren huet. Well dat Wuert vum Triple-A social ass elo virun engem hallwe Joer lancéiert ginn, wéi e Kommissiounspresident ginn ass, a bis haut ass et nach mat kengem eenzege konkreten Inhalt verbonnen.

Et ass och net an Ärem Pabeier hei definéiert. Et ass och e Schlagwuert an Ärem Pabeier hei. A wann dat sollt anescht sinn, wëll ech den Här Ausseminister froen, eis herno de Contenu vum Triple-A social hei ze erklären. Op jidde Fall wäerte mir déi Fro weider verfolge. A mir wäerten och an de Kommissiounssitzungen, déi duerfir zoustänneg sinn - den Här Angel huet eis dat jo ugebueden -, déi Fro stellen, wat konkret domat verbonnen ass, wat d'Regierung sech dorënner virstellt.

Mir wäerten och den 2. Juli, wann d'Europäesch Kommissioun hei an der Chamber ass, déiselwech Fro stellen: Wat ass mat deem Triple-A social do verbonnen? Well mir kënnen eis kee konkrete Contenu dorënner virstellen. Firwat? Well déi ganz Politik bis elo an eng Géingerichtung gelaf ass, a Richtung vu méi Kompetitivitéit, bessere Bedéngunge fir d'Betriber. Dat ass dat, wat an all den Texter drasteet. Dat ass dat, wat och an der europäescher Wirt-

schaftspolitik, esou wéi se gesi gëtt, dat heescht a Form vu Recommendatiounen un déi eenzel Länner, bis elo drastoung.

Här President, dat, wat a Griichenland geschitt ass, ass eiser Meenung no och symptomatesch fir dee ganzen Irwee, op deem sech d'Europäesch Unioun befënt. Ech hat schonn am Mee hei drop higewisen, dass Lëtzebuerg sech net där op d'Säit vun den Hardliner an där Diskussioun stellen an dass et och an eise eegenen Interessi ass, dass Lëtzebuerg (veuillez lire: dass Griichenland) en Auswee fënt an en Opschwung erëm ka kréien. An dat ass net méiglech mat där Politik, wéi se bis elo bebrivwe ginn ass.

A wa schonn de Pressespriecher vum Kommissiounspresident fënt, dass den Austeritéitsprogramm vun der EU bis elo onausgeglaach war, e Programm, deen awer ëmmerhin ënnert dem Här Juncker als Europapresident ausgehandelt gi war, dann där op et keen Zweifel méi dru ginn, a mir wëssen dat och aus der Erfahrung, dass a Griichenland duerch déi Politik, déi d'EU do duerchgezunn huet, eng sozial Katastroph entstanden ass. An et gesäit een och, dass d'Leit alleguerten hannert der Regierung stinn dohanen, wa se drop drängt, fir minimal sozial Verbesserungen ze kréien.

An ech fannen et skandaléis, wa vusäite vun aneren europäesche Regierung, elo nach, haut nach, verlaangt gëtt, d'griichesche Regierung misst zum Beispill de Solidaritéitszuschlag fir kleng Rentner ofschaffen oder d'TVA um Stroum erhéien! Da fannen ech dat net an der Rei an ech fannen och, dass d'griichesche Regierung genuch Programmer a genuch Virschléi, déi ganz seriö sinn a guer net esou wäit ginn, wéi ëmmer gesot gëtt, virgueluecht huet an dass et un den EU-Instanzen ass, fir sech ze bewegen an där Fro.

An ech hätt gären héieren hei, wann dat och kloer gesot gi wier, well ech mengen, et kann ee wierklech net vun engem souveräne Land verlaangen - an dat ass déi Fro, déi sech do wierklech stellt, déi vun der Souveränitéit -, dass et op deen dote Wee matgeet. An ech wëll drun erënneren, dass viru Kuerzem d'iewesch Geriicht a Griichenland decidéiert huet, dass déi Rentekierzungen, déi 2012 agefouert gi si vum Här Juncker als Eurogroup-Chef, géint d'Verfassung a Griichenland verstoussen.

Ech mengen och, dass d'Europäesch Unioun mat hirem Virgoen amgaangen ass, u Grenzen ze stoussen. Ech mengen och, dass, wann déi Grenzen iwwerschratt ginn, dann implodéiert iwwer kuerz oder laang d'Eurozon, an d'Europäesch Unioun souguer mat. A schonn eleng bei deem erzwongen Austréit vu Griichenland aus dem Euro kommen op eist Land nei Belaachtungen zou, well bis elo hu mer eigentlech nëmmen Zënse kasséiert vu Griichenland.

Ech wëll dat dem Här Kartheiser soen, dee gesot huet, mir hätte bis elo esou schrecklech vill a Griichenland investéiert: Mir hu bis elo Zënse erausgezunn aus deem Prêt, dee mer u Griichenland gemaach hunn. A Griichenland huet...

### (Interruption)

A Griichenland huet dee Prêt pünktlech zréckbezuelt.

### (Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo? Gären.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Jo, den Här Urbany huet näischt dergéint.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech wollt den Här Urbany just froen, ob e gemierkt huet, dat ech iwwert dee politesche Präis geschwat hunn, deen déi Saach eis kascht huet, wat d'Souveränitéit an d'Rechter vun der Chamber an der Budgetsprozedur ugeet. Dat mer Griichenland e bilaterale Prêt ginn hunn a wat mer do un Zënse kritt hunn an d'Modalitéiten vum Prêt hat ech a menger Ried net ernimmt!

Merci.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Oh, ech hat dat zwar anescht verstanen. Mä wann Der dat elo sot, dann huelen ech dat zur Kenntnis.

Nun, wann et emol eng Kéier souwäit géif kommen, dass et géif zu engem sougenannte Grexit kommen, da spillen allerdéngs déi Garantien. An da muss och de Lëtzebuurger Steierzueler duerfir riichtstoen. An dat féiert dann, esou wéi bei der Finanzkris, zu neien Austeritéitspäck. Iwwerengs och zu neie Rentverschlechterungen, well mer wësse musse, dass d'Rentereserv op de Finanzmäert placéiert ass. A wann dee Rendement ofhëlt do, ass am



Mechanismus vum neie Rentegesetz virgesinn, dass och d'Prestatiounen oder gewësse Prestatiounen vun de Rente wäerten no ënne goen. Dat heescht, mir hunn all Interessi drun, dass eng Léisung fonnt gëtt.

An ech mengen och, dass, wa mer wëllen den Euro längerfristeg halen, dat dann nëmmen iwwer grondleeënd Reforme féiert, ëm déi et och schlussendlech geet bei deem heroische Kampf, muss ech soen, deen déi griichesche Regierung féiert, fir d'Interessen och vun de Leit an eise Länner, well d'Europäesch Union ass Konstruktioun, do sinn ech vläicht mam Här Kartheiser d'accord, kann net esou weider bestoen.

Eis Léisung ginn allerdéngs diametral an eng aner Richtung. Mir mengen, dass muss vill méi eng gemeinsam Politik gemaach ginn, dass vill méi Solidaritéit muss och antrieden an der Europäescher Union. A mir si frou, dass d'griichesche Regierung och esou standhaft ass. A mir sinn och iwwerzeegt, dass se um Enn wäert Erfolleg hunn.

Ech wëll nach op eng zweet Saach agoen, dat ass d'Flüchtlingspolitik. Och do geet et ëm Solidaritéit zwëschen de Länner. An ech mengen, dass et vun enger Rei vu Länner esou massiv Widerstänn gëtt géint déi Quoteregulung, déi jo bedeit, dass eenzel Länner sollen en Deel vun de Flüchtlingen ophuelen - d'Zuel ass fir Lëtzebuerg genannt ginn -, dass do grouss Länner Widerstand dergéint maachen, dat fannen ech och en Aarmutszeugnis! An dat weist och, dass an Europa ëmmer méi national Interessen iwwerhandhuelen an de Solidargedanken amgaangen ass zréckzegoen. Duerfir mengen ech, et soll ee sech derfir asetzen, dass déi Quoteregulung kënnt, dass se iwwerall applizéiert gëtt. Dat ass net nëmme gutt fir déi Länner, an déi d'Flüchtlinge fir d'Éischt kommen - Griichenland an Italien -, mä dat ass och gutt, fir d'Solidaritéit iwwerhaupt an Europa ze stäerken.

Déi Äntwert, déi d'Europäesch Union gëtt an der Mëttemierkrise, kënnt ze spéit. Si bekämpft virun allem d'Symptomer. Déi Opstockung vun deenen Operatiounen Triton oder Poseidon ass zwar ze begrëssen, well domadder weider Mënscheliwe kënnen gerett ginn, mä si hunn nach ëmmer d'Mandat, fir d'Grenzen ze sécheren, an net haaptsächlech d'Mandat, fir Rettung ze maachen. An dat ënnerscheet se och vun där Operatioun Mare Nostrum vun den Italiener, déi leider net konnt weidergefëiert ginn.

Mir mengen och, dass déi Pläng, fir géint d'Schlepper virzegoen, keng Léisung sinn. Au contraire. Wann déi hei eng Dier zougemaach kréien, fanne se aner Plazen, fir hirem Geschäft nozegoen. An et bréngt och mat sech, dass déi Leit dann a Kriselänner wéi Libyen zum Beispill, wat och am Krich ass, hänke bleiwen an och do a Gefor sinn. Duerfir, mengen ech, misst een och do no anere Weeër sichen. An déi eenzeg laangfristeg Léisung vum Migratiounsproblem ass, dass mer Perspektiven och an den afrikanesche Länner selwer schafen.

Mir mussen endlech och begräifen, dass d'Migratioun en transversaalt Thema ass, dat mat ville Beräicher ze dinn huet, dat Verbindung huet mat der Kooperatiounspolitik, dat awer och Verbindung huet mat deenen Associéierungsverträgen, déi mer mat deene Länner schléissen an déi ganz dacks dozou féieren, dass déi Länner an eng ekonomesch Ofhängkeet geroden, dass mer hir eege Landwirtschaft an hir bessen Industrie, déi se bei sech hunn, füttmaachen duerch esou eng Politik.

Dann nach séier zu den Handelsofkommessen. Ech mengen, dass déi Ofkommesse ganz wäit ginn an dass et net dorëm geet, wéi den Här Angel hei gesot huet, fir klenge Betriber et ze erméiglechen, an den USA e Marché ze fannen. Ech mengen, dass kleng Betriber virun allem interesséiert sinn, hei an der Géigend Ofzämmert ze fannen, dass se Kafkraaft brauchen an dass kaum kleng Betriber un engem Marché an den USA interesséiert sinn.

Mä ech mengen, dass et bei deenen Accorde virun allem ëm eppes geet: Et geet drëm, fir d'Politik, de Spillraum vun der Politik hei an de Länner ze begrenzen, an zwar doduerch, dass déi Konzernner, déi eigentlech interesséiert sinn dorunner, fir dee Spillraum vun eis alleguer, vun de Bierger dobaussen ze begrenzen an deenen eegene Gesetzer, déi mer eis wëlle ginn..., dass dat den eigentlechen Interessi ass, fir déi Verträge do duerchzezéien, well se dann iwwert de gerichtleche Wee kënnen Décisiounen, Gesetzer an esou weider, déi geholl ginn, erëm eng Kéier réckgängig maachen.

An ech mengen, dat ass déi grouss Gefor vun deem ganzen Ensembel vu Verträge, ëm déi et

sech hei handelt. Et geet net ëm eenzel Aspekter. Et gi vill eenzel Saachen erausgeraff. Et gëtt och elo neierdéngs vun deene Geriichter do vill geschwat. Et gëtt gesot, do géifen Ännerungen kommen. Mä ech mengen, dass dat Ganz en Ensembel ass an dass deen Ensembel muss als en neien Agréff vun der Privatwirtschaft an d'Politik an eise Länner begraff ginn an als solchen och muss bekämpft ginn. An ech mengen, dass en nëmme konsequent ka bekämpft ginn, andeem ee seet: „Stopp!“ zu deene Verhandlungen. Ech mengen, dass dat deen eenzege Wee ass. Dat ass och dee Wee, deen d'Gewerkschaften, deen d'Umweltorganisationen an aner Organisationsen hei am Land eis virschloen.

Duerfir mengen ech, et soll ee wierklech hei dräimol Nee soen: Et soll een Nee soen zum TTIP, et soll een Nee soen zum TISA an et soll een Nee soen zum CETA.

Ech soen lech Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, mir sinn um Schluss vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Ausseminister a soss keen.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Also fir D'Alleréisch wollt ech soen, Här Urbany, dass ech versicht hunn, an deem, wat ech gesot hunn als Introductioun, den Triple-A social, dat heescht, déi sozial Dimensioun méi ervirzesträichen, dat ass eigentlech duerch dee ganze Kapitel vu menger Ried gaangen. An ech mengen, do sidd Der mat mer eens, dass ech déi net erëm ka widerhuelen.

Mä et ass kloer: d'Investissement, d'Relance vun der Industriepolitik, den digitale Raum opbauen an esou weider, d'Ekonomie stimuléieren duerch Investissement an och duerch Reaktivatiounen a verschidde Beräicher, dat sinn d'Plus-waalen, déi geschafe ginn, an déi Plus-waale sollen dann och eng Répercussioun hunn op sozialem Plang. Dat ass dat, wat ech domadder mengen. Mä ech si selbstverständlech d'accord mat lech a wann Der dat frot, hutt Der jo bestëmmt och Suggestiounen ze maachen, an déi huelen ech ganz gären op.

Wat déi Motioun hei ueget, do géif ech der Chamber soen: Mir mussen hei virsichteg sinn. An ech soen lech, firwat. Et gëtt europäesch Recht. An ech mengen, den Här Kartheiser, aus senger Jugend, dee weess och nach, wat dat ass,...

#### (Hilarité)

...an do steet dran, dass et iwwerhaupt keng Diskussioun gëtt, wann d'Kompetenz an engem Traité vun der Kommissioun dépasséiert ass, da si mer an engem Accord mixte. Mä dat weess elo keen. Soubal also wéi déi Kompetenz dépasséiert ass, hu mer en Accord mixte. Do brauch d'Présidence net ze insistéieren, oder net iergendeen aneren an der Europäescher Union. An duerfir géif ech mengen, dass een dat hei elo net soll stëmmen.

De Message hu mer jo verstanen. Ech mengen, de President huet och e Brëif geschriwwen, dass dat soll en Accord mixte ginn. Mir sinn och op där Schinn. Mä, gleeft mer, mir mussen awer wëssen, wat an der Substanz dran ass, ier mer kënnen eis als Chamber... - mir si jo e seriöse Veräin, géif ech mengen, also Dir! Mir heiansdo och -, mä duerfir...

#### (Hilarité)

...géif ech mengen, dass mer awer mussen kucken, wat an der Substanz hei erauskënnt an dann eng Décisioun fir d'Chamber huelen. Dat ass meng Suggestioun.

Ech kann net als Présidence - dat soen ech lech, egal wat mer elo hei stëmmen - an der Europäescher Union do optrieden am Conseil a soen: „Hei, Lëtzebuerg fuerdert elo, dass et en Accord mixte ass!“ Mir mussen d'Substanz vun deem Accord kennen, ier mer dat kënnen fuerderen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Zu der Motioun, den Här Kartheiser.

#### Motion 1

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech wollt dem Här Asselborn Merci soe fir deen Interessi, deen e fir deesen Text huet. Mä ech mengen, mir schaffe jo elo net ouni Virgeschicht hei. Mir haten d'Madame Malmström hei. Mir hunn als Parlament och bei där Geleechenheet a bei anere Geleechenheeten der Europäescher Kommissioun ëmmer nees dese Message ginn.

Ech mengen net, dass ee ka raisonnablement drun zweifelen am Abléck, dass d'Kompetenze vun de Memberstate beréiert ginn. Ech mengen, jiddwereen, dee bis elo mat där Diskussioun hei ze dinn hat, weess jo, dass eng

ganz Rei Saachen an deem Traité wäerte stoen, déi d'Kompetenze vun de Memberstater direkt beréieren. A mir wëssen, dass eis Populatioun besuergt ass iwwert dat, wat hei drakënnt. A fir do e kloert Zeeche vun eiser Sait ze setzen, hale mir et wierklech fir wichteg, och géintwuer der Europäescher Kommissioun a géintwuer der Lëtzebuurger Bierger, fir dat Zeechen ze setzen, dass mir eis hei als Parlament an an der Regierung dofir asetzen.

Ech mengen, dat ass e wichteg, staarkt Zeechen, dat mir géife setzen. An dofir géife mer insistéieren, dass mer et och maachen. Et kascht eis näischt. Et ass an der Linn zu deem, wat mer bis elo vertraued hunn. Awer et ass e staarkt politesch Zeechen, wa mer dat och an deser Form maachen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Also, mir hunn natierlech vollt Verständnis fir déi Demande vum ADR, well dat, ech mengen, vun eis alleguerten d'Demande ass. Also, iwwert de Fong vun der Demande gëtt et keen Zweifel.

Ech hunn awer och, besonnesch als Jurist, e bësse Verständnis fir dem Ausseminister seng Argumentatioun. An och wann ee bien entendu dat kann novollzéien, wat den Här Kartheiser seet, kann ech lech awer och net garantéieren, Här Kartheiser, wéi eng Cour, déi eng Kéier mat där Thematik géif beoptragt ginn, in fine géif entscheeden, soudatt ech do awer och meng Bedenken hunn, Bedenken, déi och fir meng Fraktioun bestinn.

Do hunn ech mech gefrot, Här Kartheiser: Ech mengen, mam éischten Tiert, dem „insister“, kënnen mer alleguerten d'accord sinn. Do, wou ech mengen, dass et wierklech e bessen ze wäit geet, dat ass mat deem „à veiller à ce que le TTIP“, well ech wierklech och mengen, dass d'Regierung souguer mat allem gudden Wëllen, dee se hei kann hunn, dat net onbedéngt ka fäerdegbréngen, esou dass een dat vläicht e besselchen aneschtens formuléiert. Mä an där Form, esou wéi Dir dat elo hei virschlot, kënnen mir och déi dote Motioun an där dote Form net stëmmen, quitte dass mer awer mat der Zilrichtung d'accord sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. Den Här Angel huet d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, ech ginn dem Minister an och dem Här Mosar recht, dass ee seet, dass mer eis um Fong all eens sinn, mä dass et eng juristesche Fro ass an dass et do schwéier ass, elo hei an der Séance plénière dorop eng Antwort ze fannen, d'autant plus, wou och nach e Verfahren um Europäesche Gerichtshaff leeft iwwert dat Fräihandelsafkommen mat Singapur, wann ech mech net iren. Dofir froen ech mech, ob een net awer eng Kéier soll déi Motioun mat an d'Kommissioun huelen an da mol kucken, ob een driwwer diskutéiert, ob een eng juristesche Formulatioun fënn fir déi Suerg, déi mer all hunn, dass an den nationale Parlamenten driwwer ofgestëmmt gëtt herno.

Wichtig ass awer - wat vill méi wichteg ass -, dass mer am Virfeld, egal, ob mer driwwer ofstëmmen oder net ofstëmmen, dass mer deen Dossier, wéi ech et gesot hunn a menger Ried, suivieren, dass mer, wéi de Minister eis et versprach huet, e permanenten Dialog mam Minister a mat senger Mataarbechter hunn, fir iwwert déi Verhandlungen ze schwätzen an och hei eis rout Linne virzeleeën, an dass mer och mat eise Kollegen aus dem Europaparlament deen Dialog féieren. Dofir, ech géif vläicht proposéieren, dass mer se awer dann nach eng Kéier an der Kommissioun géifen diskutéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech mengen, den Här Kartheiser mécht e klengen Denkefeeler. Et geet net ëm d'Kompetenzen. Mir hunn der Kommissioun e Mandat ginn - de Conseil -, fir ze négociéieren. An alles, wat iwwert dat Mandat erausgeet, wat - loosse mer soen - Clausen politiques wieren oder Clausen, déi net am Mandat sinn, wann dat sech erausstellt, dass där dra sinn, dann ass et en Accord mixte! Dat ass esou. Dat ass déi juristesche Interpretatioun dovunner.

Elo kënnen mer soen: Okay, wann dat elo négociéiert ass... A mir hunn dat jo och gesot als Chamber, de President huet et gesot, mir hunn et ëmmer gesot, mir hunn och der Madame Malmström dat gesot. Si selwer huet et jo gesot! Mä ditt mech elo net an deser Phas, wou ech net weess, wat mat der d'Substanz gëtt, insistéiere während eiser Présidence, dass et soll en Accord mixte sinn! Dat ass de Punkt,

wou mer vläicht elo hei an der Interpretatioun e weineg ausenaner sinn.

Mir sinn um Fong d'accord, fir dass herno och d'Parlament soll säin Accord ginn. Mä dat kënnen mer elo net stëmmen. Ech mengen, dat kënnt Der net vu mir verlaangen, well do maachen ech mech jo lächerlech, wann ech elo, an deem Moment, dat an eiser Présidence virdroen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kartheiser. Parole après ministre, well ech mengen, d'Zäit fir d'Motioun an alles ass ausgelaf.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, ech soen lech Merci. Mä et steet jo am Reglement, dass een no engem Minister kann d'Parole froen, an ech sinn lech och ganz dankbar, dass Der mer se accordéiert.

Ech wollt just soen, wann Der den Artikel 4 kuckt vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Union européenne, do sinn d'Compétences partagées jo esou definéiert, wéi se bei der Prise de décision gängig gehandelt ginn. Dat heescht, et gëtt einfach Domäner, wou souwuel de Conseil wéi och d'Parlament an der Prise de décision mat dra sinn, an dat definéiert jo och, weinstens an der Optik vun deem Artikel, wat eng Compétence partagée ass.

Dofir ass jo och kloer, dass eng Rei vun deene Saachen och herno, ausser - Surprise! - et wär guer näischt am TTIP, beréiert sinn. Ech géif lech proposéiere vläicht, fir där doter Suerg entgéintzekommen, dass mer géife soen am Punkt 2: «...à veiller à ce que le TTIP, une fois négocié, et lorsqu'il est établi que les compétences des États membres sont engagées, soit soumis obligatoirement à la ratification.» Soch mengen, dann hu mer nach ëmmer deen „safeguard“ dran, dass fir d'Éischt juristesche gekuckt gëtt, ob et esou ass. A wann et esou ass, da kéinte mer awer da ratifizéieren.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, also ech mengen, den Här Kartheiser huet elo hei eng Proposition de texte gemaach, déi vläicht méi akzeptabel ass wéi déi aktuell. Mä nach eng Kéier, vu dass et wierklech eng komplizéiert juristesche Matière ass, géif ech nach eng Kéier déi Proposition vum Här Angel hei opgräifen. Ech mengen, hei brécht eis elo keen Zack aus der Kroun, wa mer déi Motioun dann, le cas échéant, eng Kéier géifen a 14 Deeg stëmmen.

Duerfir wäer mir d'accord, dass déi Motioun an d'Kommissioun virwee gëtt. Wann den Här Kartheiser elo drop insistéiert, dass se ofgestëmmt gëtt, da mussen mir eis enthalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Kartheiser, eng leschte Kéier.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Ech si jo bekannt heibanne weinst menger Flexibilitéit a Kompromëssbereitschaft...

#### (Hilarité générale)

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...an dofir géif ech soen, dann huele mer se an d'Kommissioun. Awer ech wär ganz frou, wa mer eis kéinten ënnereneen eens ginn, dass mer se awer virum 1. Juli, virum Début vun der Présidence, nach eng Kéier an d'Plénière huelen, well ech mengen, et ass jo och an der Kommissioun séier driwwer geschwat, an dass mer dann dat Resultat hei kënnen dem Vote stellen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci fir déi Unanimitéit. Dann...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, ech froen nach d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wëll och nach eppes zu där Motioun hei soen. Also, mir hätten déi Motioun hei ouni Problem gestëmmt. A mir fannen, dass hei juristesche Argumenter avancéiert ginn, fir eigentlech e politesche Problem ze cachéieren, well et geet hei ëm e politesche Problem. Et ass kee juristesche Argument, wat mech kann iwwerzeegen, dass en Traité, deen esou wäit agräift an d'Liewe vun de Leit, dass dee soll net hei duerch d'Parlament goen!

An ech mengen souguer an ech gesinn och net an, firwat net dat elo kann däitlech an enger Resolutioun stoen, dat, wat ëmmer gesot ginn ass, och a Kommissiounssitzungen, och vum Här Ausseminister: dass et selbstverständlech wier, dass mer an eisem Parlament géifen do driwwer ofstëmmen!





Ech menge souguer, dass esou Traitéen, vun esou enger Wichtigkeet, missten engem Referendum ënnerworf ginn.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Très bien!

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, ech géif d'Chamber da froen,...

(*Brouhaha*)

...mat bal Unanimitéit, ob se bereet ass, d'Motioun an d'Kommissioun ze iwwermëttelen. Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(*Assentiment*)

Ech géif soen, mat Handophiewen.

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

(*La motion n°1 de M. Fernand Kartheiser est renvoyée à la Commission des Affaires*)

**étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.**)

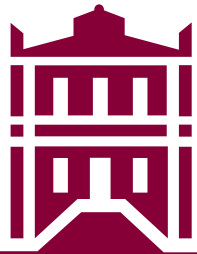
Ech mengen, et ass e puermol och drun erënnert ginn, dass souwuel vun der aussepolitische Kommissioun wéi vun der Présidence vun der Chamber, wéi an den Diskussiounen mat sämtleche Presidente vun europäesche Parlamenten, wéi an der Entrevue mam Europaparlament vun dësem Parlament drop insistéiert

ginn ass, dass mir an där heiter Diskussioun eist Wuert ze soen hunn an dass déi Traitéen an d'Chamber hei gehéieren.

Voilà, dat gesot, si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. Mir hu Rendez-vous dann de 16. an de 17. Juni, dat heescht, deen nächsten Dënschdeg an deen nächste Mëttwoch.

Merci villmoools. D'Sëtzung ass eriwwer.

(*Fin de la séance publique à 17.40 heures*)



## SÉANCE 39

MARDI,  
16 JUIN 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°108 du 12 juin 2015 de M. Edy Mertens relative aux infrastructures routières dans le canton de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Edy Mertens - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°109 du 16 juin 2015 de M. Serge Wilmes relative à la ligne autobus transfrontalière n°300 Hayange/Thionville - Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°110 du 16 juin 2015 de M. Roger Negri relative à l'évolution des bourses d'études suite à l'entrée en vigueur de la modification y afférente en 2014, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- M. Roger Negri - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Question n°111 du 16 juin 2015 de M. Félix Eischen relative à l'infrastructure provisoire pour le Centre d'éducation différenciée (CED) Esch/Alzette, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. Félix Eischen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°112 du 16 juin 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'aménagement de parkings d'échange «Park & Ride», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°113 du 16 juin 2015 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la convention avec la Belgique et les Pays-Bas relative à la reconnaissance mutuelle des diplômes, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Question n°114 du 15 juin 2015 de M. André Bauler relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

- M. André Bauler - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

Question n°115 du 15 juin 2015 de M. Alexander Krieps relative à la récente revendication d'un syndicat d'introduire une 6e semaine de congé payé légal, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- M. Alexander Krieps - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

5. 6713 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. Débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?»

- Exposé: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Débat: M. Marco Schank, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, Mme Cécile Hemmen

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Pierre Gramegna, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres; Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(*Début de la séance publique à 14.32 heures*)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op a fänke mat der traditioneller Fro un d'Regierung un:

Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Justizminister.

## 2. Communications

Ech hunn der Chamber matzedeelen, dass d'Lëscht vun de parlamentaresche Froe mat den Äntwerten hei um Büro deponéiert ass, dass d'Lëscht vun de Projeten, déi deponéiert gi sinn zënter der leschter Sëtzung, un d'Fraktioun verdeelt ginn ass an dass och déi nei Petitiounen, déi erakomm sinn, un d'Fraktioun gaange sinn.

**Communications du Président - séance publique du 16 juin 2015**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6826** - *Projet de loi portant approbation des conventions fiscales avec Andorre, la Croatie, l'Estonie et Singapour ainsi que des protocoles aux conventions fiscales en vigueur avec les Emirats Arabes Unis, la France, l'Irlande, la Lituanie, Maurice et la Tunisie*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.06.2015

**6827** - *Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.06.2015

3) *Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:*

*Demande de pétition publique n°508 - Pour la généralisation du tiers payant pour toutes les visites et interventions médicales*

Dépôt: 05.06.2015 par M. Cyril Perrichon

*Demande de pétition publique n°509 - Stop au roaming*

Dépôt: 08.06.2015 par M. Stefano Botta

*Demande de pétition publique n°510 - Referendum: Neiwahle fir Lëtzebuerg*

Dépôt: 08.06.2015 par M. Flavio Menei

*Demande de pétition publique n°511 - Haaptsprouch: Lëtzebuergesch Sprooch*

Dépôt: 09.06.2015 par M. Carlo Bretz

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 10. Juni huet d'Présidentekonferenz den Ordre du jour festgehalten, deen un d'Fraktiounen gaangen ass. Ech ginn also dovun aus, dass d'Chamber déi Proposition vum Ordre du jour kennt, a wollt lech da froen, ob Der mam Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, d'accord sidd.

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou décidéiert an ech soen lech Merci do derfir.

Mir géifen eis Sëtzung vun haut da mat enger Froestonn un d'Regierung ufänken. Dir wësst, dass d'Deputéiert zwou Minutten hunn, fir d'Fro ze stellen, an dass d'Regierung der véier huet, fir dorop ze äntwerten, an dass mer ofwiessend Majoritéit an Opposition zum Zuch komme loosse.

Déi eischt Fro kënn vum Här Edy Mertens, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister a betrëfft d'Stroosseninfrastruktur am Kanton Clief. An den Här Mertens ass scho prett. Dir hutt d'Wuert.

## 4. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°108 du 12 juin 2015 de M. Edy Mertens relative aux infrastructures**

**routières dans le canton de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Edy Mertens** (*DP*).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Fro un den Här Nohaltegkeetsminister stellen. Et ass esou, dass immens vill Leit sech beschwéieren iwwer dee wierklech schlechten Zoustand vun de Rond-pointen am Clief Kanton. An effektiv ass et esou, dass hei all Rond-point bis op, mengen ech, een, dee mat ënnerhale gëtt vun enger Gemeng, wierklech an engem desolaten Zoustand ass; a wou vun uewen erof dann aver ëmmer gesot gëtt, dee misst sech selwer begréngen an dat kéim vun ënnen erop an da géif dat wonnerschéi gréng ginn.

Mä et ass awer esou, dass se esou ausgesinn - ech konnt mech de Moien dervun iwwerzeegen, wéi ech op Housen erausgefuer sinn um Schinker -, dat gesäit wierklech net schéin aus.

An ech wéilt den Här Minister froen: Wat denkt hie mat den zoustännege Servicier ze ënnerhuelen, fir datt trotzdem dës Giratoiré méi ansehnlech ginn, also méi gefleegt schéngen?

Des Weidere wollt ech den Här Minister dann och nach froen: Wat och ëmmer schlëmmer gëtt, dat ass - ech si schliisslech Buerger-



meeschter zu Elwen - de Verkéier zu Elwen. Do hate mer lech mat dem Plan sectoriel «Transports» och eng nei Etüd eraginn, déi gemaach gouf vun engem Etüdebüro iwwert de Verkéier. Dat gëtt esou schlëmm - ech hat dës Woch erëm do Zeene gesinn! -, deelweis stockt de ganze Verkéier, et geet net méi.

An do wollt ech lech froen, Här Minister, wéi Der och richteg ewell eng Kéier gesot hat, ob Der vläicht dru kéint denken, d'Prioritéit ze änneren a vläicht Elwen dann och - och wéinst der Geféierlechkeet vun deenen Transporter duerch déi Uertschaft - vun der Prioritéit 3 an d'Prioritéit 2 ëmzeklasseieren, well dat jo dann nach eng ganz laang Zäit ass, ier een eppes kéint maachen.

An dann eng drëtt Fro, wat ech wollt froen, dat ass de Contournement Housen. Wa mer jo elo wëssen, wat op der N7 geschitt, Richtung Wäpmerhaart, an dann ass et jo esou, datt déi Pläng jo nach valabel sinn, déi do sinn, an do wollt ech lech froen, wéini et kéint oder wéini mer drun denken, wéini et kéint sinn, datt mer mam Contournement Housen géifen ufänken, wéi et do mam Timing ass.

Merci, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Mertens. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Zu där éischter Fro wollt ech dem Här Mertens Merci soen, datt e mech dom opmierksam gemaach huet. Ech sinn zwar heiansdo mam Trakter ënnerwee am Éislek, mä wéi ech do ënnerwee war, war et nach méi kal, do waren d'Rondpointen nach net esou bewuess. An dee fiert och net esou séier. Ech hunn awer menge Services gesot, si sollen dono kucken, datt déi Rond-pointe propper gemaach ginn.

Déi zweet Fro ass déi méi genereller Natur, an och méi spezifesch, wat de Contournement Elwen ugeet. Et ass esou, datt mer amgang sinn, souwisoou déi ganz N7, also vum Fridhaff erop bis d'Wäpmerhaart, jo ze iwwerkucken. Ech kann lech och soen, datt och schon d'Ausmoossung gemaach gi sinn, fir se op e Standard ze bréngen, datt se den Normen emol entsprécht, déi Strooss. Well déi huet jo de Problem, datt se haut enger dräipureger Strooss, wéi se international d'Normen huet, net entsprécht.

Mir sinn och amgang, eng Rei Saachen ze kucken, wat d'Oftrennungen ubelaangt, well dat war jo och op deene Versammlungen, déi ech organiséiert hat op der N7, vill en Thema, ob een net verschidden Ofsecherunge kéint maachen, datt ee méi Leitplanke setzt. Och dat si mer amgang ze kucken. Et gesäit och éischter alles positiv aus, muss ech soen.

Dann deen drëttes Punkt: Mir wäerten och kucken, ob mer net op verschiddene Plazen, wou virun allem eben d'Traktere méi schwéier weiderkommen, esou där Kriichspure kënne maachen. Och dat gëtt analyséiert.

An derniewent hu mer eng Rei konkret Projete, déi souwisoou um Lafé sinn. Dat eent ass ronderëm Clierf, am Kader vun der Transversale Clierf, wou de Giratoire op der N7, Héicht Maarnech, elo amgang ass, gebaut ze ginn. E soll bis Enn 2015 fäerdeg sinn. Da gëtt och eng nei Bretelle d'accès tëschent der N18 an der N7 gebaut. Do geet et haaptsächlech drëm, fir dee Léinksofbeerer ze suppriméieren. Och dat soll relativ kuerzfristeg gemaach ginn.

An da kommen natierlech am Kader vun der Transversale Clierf och nach aner Giratoiren, déi geplangt ginn, haaptsächlech de Giratoire mat der Transversale um CR340 respektiv tëschent der N18 an dem CR334. De Contournement vun Housen ass an der Planung. Dee wäert an deem Délai ëmgesat ginn, wéi e virgesi war.

Dat heescht, mir sinn amgang, e ganze Koup Saachen op där Streck do ze maachen, esou wéi ech et och versprach hat. An ech wäert och, ech géif soen, Enn des Joers eng Kéier an d'Nohaltegkeetskommissioun kommen. Da wäert ech lech d'Detailer vun der Planung weisen, mam genaue Planning, wéi mer déi eng an déi aner Saache wäerten ëmsetzen an deenen nächste Joren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Déi nächst Fro kéint vun Här Serge Wilmes, riicht sech och un den Nohaltegkeetsminister a geet ëm d'Buslinn 300 tëschent Didenuewen an dem Kierchberg. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°109 du 16 juin 2015 de M. Serge Wilmes relative à la ligne autobus transfrontalière n°300 Hayange/Thionville - Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här Président. Léif Kolleginnen a Kollegeen, de Projet Hamilius, deen huet jo d'Buslinnen an der Stad, mä och am Land a souguer iwwert d'Grenzen eraus op d'Kopp gehait. An dat gëllt och zum Beispill fir déi Linn 300, déi de Président ugeschwat huet. Déi geet vun Hayange/Diddenuewen iwwert d'Stad, de Stadzentrum, op de Kierchberg.

Zënter dem 1. Juni fiert awer déi Linn net méi, wéi gewinnt bis elo, duerch den Zentrum vun der Stad. An iwwert d'Gare fiert dee Bus och nach just eng Kéier an der Stonn amplaz aachtmol an der Stonn. A vun Thionville aus fiert vu moies u just nach ee Bus iwwert d'Gare, amplaz vu sechs Bussen, fort. An no 18:30 Auer muss een ewell eng Stonn méi laang waarden, fir nees mam Bus Richtung Thionville ze fueren.

D'Konsequenz ass, datt elo ebe ganz vill Frontalieren amplaz mam Bus mat dem Auto an d'Stad kommen, fir ze schaffen, well eben déi Reorganisatioun net méi zu hiren Aarbechtszäite passt. An engems géifen awer déi meescht ganz gären nees weider mam Bus fueren, mä hunn elo einfach keen anere Choix. Et zirkuléiert och ewell eng Lëscht mat 400 Ënnerschreften, vu Lëtzebuurger an och Fransousen ënnerschriwwen, déi gäre froen, datt sech do eppes géif änneren.

Dofir wéilt ech gären dem Transportminister dës Froen hei stellen:

Wisou ass do déi Zuel esou drastesch eben erofgaangen, datt se net méi duerch de Stadzentrum fiert? Et ass jo wéinst dem Chantier, mä firwat ass dat esou drastesch eben erofgaangen? A gëtt et hei net Alternativen, fir kënnen awer weiderhin ze assuréieren, datt se géif duerch de Stadzentrum fueren? An ass déi Décisioun och mat de französische Kollegeen diskutéiert ginn, ier se getraff ginn ass? A wann net, wäert Der da prett, fir zesumme mat hinne ze kucken, vläicht do eng Léisung ze fannen? Well et wär jo awer am Intérêt vun de Frontalieren, déi heihinner schaffen kommen, an och am Intérêt vun dem ëffentlechen Transport.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wilmes. An d'Wuert huet direkt erëm den Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech soen dem Här Wilmes Merci fir déi Froen, déi e gestallt huet. Ech wëll em awer direkt soen, datt seng Informantin, nämlech d'Buergermeeschtesch vun Thionville, hei, géif ech soen, mat hirem Bréif, dee se geschriwwen huet a wou se jo och léns a riets probéiert huet... - et ass jo och Wahlkampf zu Thionville, dat wësse mer allegueren, mir sinn tëschent dem éischten an dem zweeten Tour -, e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss huet.

An ech géif och vun hei aus de Message wëlle schécken: De Lëtzebuurger Stat ass natierlech selbstverständlech gär bereet, mat Nopeschgiouneen zesumme eppes ze maachen, sous condition, datt se dann awer och emol bereet sinn, mat ze bezuelen! Well déi Linnen op Thionville, déi ginn ausschliisslech vum Lëtzebuurger Steierzueler bezuelt. An ech muss soen, ech fannen et awer e bëssen e staarkt Stéck, wann ee Fuerderunge stellt an een ni awer och nëmme déi geréngste Bereitschaft weist an der Grenzregioun, fir selwer finanziell mat ze participéieren.

Dat gesot, ass natierlech d'Duerstellung an der Realitéit net grad esou. Wat ass geschitt? Effektiv, duerch d'Ëmstellung vun dem Busréseau, ben, ëmmer, wann een eng grouss Ëmstellung mécht, da muss een duerno e Feintuning maachen. Dat ass ganz kloer. An dat ass hei och de Fall. Dat hate mer och versprach. Mir hu souwisoou vun Ufank u gesot, datt mer géife kucken, ee Mount d'Saach analyséieren, an da kucke mer déi méi kleng Saachen, déi léns a riets net funktionnéieren, wat normal ass bei esou enger Reorganisatioun, datt mer do nobessere ginn.

Et war awer och vun Ufank u virgesinn, datt op där Linn 300 souwisoou géife Verstärkunge kommen. Well de Problem ass jo hei deen - et ass net, datt d'Kadenz esou wäit erofgeschrauft ginn ass -, mä de Problem ass deen, datt haut ganz vill Linnen, déi virdu Gare-Kierchberg gefuer sinn, elo direkt iwwert d'Autobunn op de Kierchberg fueren, dat heescht d'Gare net méi ufueren. Dat ass den Haaptproblem.

Dat heescht, mir hunn am Fong d'Desserte net erofgeschrauft, mä doduerjer, datt mer de Bus déviéiert hunn a vill Leit direkt op de Kierchberg fueren iwwert d'Autobunn, fueren déi zum Beispill och net méi op d'Gare. Dat muss

ech awer soen, dat ass awer och gemaach ginn op Basis vun enger Ëmfro. Et ass d'Entreprise Vandivinit, déi deen Tracé, also déi Linn do fiert. Do sinn Enquêté gemaach ginn an do ass och erausfonnt ginn, datt awer de groussen Undeel vun de Leit, déi vun do kommen, déi dee Bus geholl hunn, op de Kierchberg gi respektiv op d'Cloche d'Or gi respektiv op Leideleng schaffe ginn.

An dofir hu mer och gesot, datt mer wëllen am September nach eppes nobesseren. Dat war awer vun Ufank u ageplangt, an zwar, datt mer och eng ganz Rei Buslinnen direkt a Richtung Leideleng oder Cloche d'Or fuere loosse, well do e ganze Koup vun deene Leit och schaffen. Do sinn der zum Beispill och vill, déi fueren haut op d'Gare, mussen do erëm e Bus huelen zréck fir op d'Cloche d'Or oder fir op Leideleng, an dat wëlle mer ebe verbesseren duerch méi direkt Linnen. A mir wëllen déi da kombinéieren a koppelte mat der bestehender Linn 300.

Dat heescht, éischtens emol sinn eng Rei Verstärkunge scho gemaach ginn. Dat war och esou virgesinn, déi lafen elo scho Richtung Gare. Dat war och esou am Projet dran. An da kéint e gudden Deel Feintuning no. Dat geet ab dem 1. September, wou mer kucken, wéi gesot, awer dann och d'Cloche d'Or a Leideleng matanzebannen. An ech mengen, wa mer dat alles zesumme gemaach hunn, da wäert op alle Fall fir déi Leit, déi haut de Bus huelen, de Problem geléist sinn. Well dann hu mer déi all erfaast, déi en och an der Vergaangenheet geholl hunn a mir féiere se dohinner, wuer se wollte fueren.

A wa mer zousätzlech nach wëlle verstärken, wéi gesot, meng Dier ass ëmmer op, wann ee mat mir wëllt schwätzen, fir ze kucken, wat een nach kann zousätzlech maachen. Awer dann natierlech sous condition, datt mer och iwwert de Finanzement schwätzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro kéint vun Här Roger Negri, riicht sech un de Statssekretär am Héichschoulministère an dréit sech ëm d'Entwécklung vun de Studiebäihëllefem am Joer 2014. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°110 du 16 juin 2015 de M. Roger Negri relative à l'évolution des bourses d'études suite à l'entrée en vigueur de la modification y afférente en 2014, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här Président. Nodeem dass mer jo am leschte Joer d'Studentebourse reforméiert hu mat neie Kriterien a se och EU-konform gemaach hunn, dass jo d'Kanner vun de Frontalieren och kënnen dovunner profitéieren, wollt ech de Statssekretär Marc Hansen froen, ob en eis kéint soen, wéi et mam Traitement vun den Dossierer ass. Wéi vill sinn der elo bäikomm? An och vläicht e bëssen Detailer vu Leit, déi elo éligibel sinn, fir déi Boursen do ze kréien.

Des Weidere wollt ech och als Lescht d'Fro dann nach stellen, wéi et mam finanzielle Kader, dee sengerzäit jo virgesi war, géif stoen.

Ech géif dem Här Statssekretär elo scho Merci soe fir seng Äntwerten. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet den zoustännige Statssekretär, den Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här Président, Dir Dammen, Dir Hären, ech si frou, dass den Deputéierte Roger Negri déi dote Fro stellt, well mir hu Mëtt der leschter Woch - a mir haten dat och an der Kommissioun gesot - d'Summersemester am CEDIES ofgeschloss. Mir leien also domadder och emol ënnert deene sechs Wochen zanter dem 30. Abrëll, wou mer dës Kéier konnten ofschléissen. Wann ech soen „ofschléissen“, da sinn déi Dossierer natierlech elo an der Liquidatioun respektiv liquidéiert. Do kann et natierlech nach deen een oder aneren Dag daueren, bis d'Suen definitiv ukomm sinn.

Ech wéilt awer op deser Plaz och do e Merci soen un d'ganz Equipe vum CEDIES. Mir hunn do eng Organisatioun geschaaft, fir dat e bësse méi séier ze maachen. Mir wäerten dat och nach an Zukunft maachen, well mer jo och wëssen, wéi wichteg et ass, dass déi Sue bei de Studenten ukommen.

D'Zuelen, déi ech lech elo ka ginn, dat sinn dann och déi, unni eng ganz detailléiert Analys elo, well mer déi érischt zanter e puer Deeg hunn. Et sinn dës Joer ronn 27.500 Demanden erakomm, 17.000 ware Résidenten an 10.500 waren Non-résidenten. Et muss een awer dobäi

bemierken, dass et der am Summersemester e bësse manner ware wéi am Wintersemester. Et kann een och festhalen, dass iwwert dat ganz Joer ronn 2.500 Demandé refuséiert goufen, aus deenen diverse Grënn, well et am Gesetz eben dat net hierginn huet.

Dir hutt och d'Fro gestallt, wat de Finanzkader ugeet. Do kann ee soen, dass mer elo nach ronn 1.000 Dossierer am Suspens hunn, well se nach net ganz komplett sinn, well do nach verschidde Fichë mussen erëmkomme vun de Studenten. Mä d'Enveloppe fir 2014/2015 wäert bei ronn 93 Milliounen Euro leien. D'Enveloppe fir 2013/2014, déi war 154 Milliounen Euro. Dat heescht, do gesäit een e bëssen déi zwee Kaderen, déi matenee verglach sinn. An an der Fiche financière, wéi mer dat ofgestëmmt hunn, déi louch bei ronn 120 Milliounen Euro.

Dat dote sinn elo brut Zuelen, unni dass mer eng definitiv Analys nach dovun hunn, well mer dat natierlech nach wäerte verdéieren.

Dir wësst, dass mer och eng Ëmfro gemaach haten an Zesummenaarbecht mat de Studenten, fir och ze kucken, wat d'Besoine vun de Studenten sinn an ob et mat de Moyenen, déi zur Verfügung gestallt ginn, ob et do géif duergoen, fir kënnen ze studéieren. Dat ass elo eng éischt Konklusioun, déi een dorauer gezunn huet, dass et mat deenen dote Moyene fir d'Studenten awer nach ëmmer méiglech ass, fir ze studéieren, egal aus wat fir enge Konditiounen de Jong oder d'Studentin hierkommen, soudass dat doten op jidde Fall an eisen Ae mat deenen dote Moyene méiglech ass.

Vläicht awer och nach e puer zousätzlech Informatiounen: D'Dossiere komme vu Studenten oder Studentinnen, déi aus 24 verschiddenen Nationalitéite sinn. Dat heescht, dat mécht d'Saach net méi einfach, fir déi doten ze traitéieren. Mä mir hunn et da fäerdegbruecht, fir ënner sechs Wochen déi doten allegueren ze behandelen, wou ech awer muss soen, dass d'Summersemester och e bësse méi einfach ze behandelen ass wéi d'Wintersemester an dass mer natierlech och elo, wann déi nei Demandé wäerten erakommen, e puer Punkte wäerten änneren, fir et nach méi einfach ze maachen. Notamment wäert et vum 1. August oder Ufank August normalerweis méiglech sinn, fir et och iwwert de guichet.lu eranzerechen.

An Dir wësst och, dass de CEDIES amgang ass ze plënnere. Mir probéieren, déi och Ufank vum August am Ministère ze hunn, an dat wäert och verschidde Synergien nach méiglech maachen, soudass mer dann och nach wahrscheinlech an der Vitesse, wéi mer d'Dossiere behandelen, e bësse méi séier virkommen.

Dat dote sinn déi Zuelen, déi Der gefrot hutt. Den Detail dovunner wäerte mer natierlech och an deenen nächste Wochen nach eng Kéier intern bei eis am Haus méi genee ënnert d'Lupp huelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Marc Hansen. Déi nächst Fro kéint vun Här Félix Eischen, dee scho prett ass, riicht sech un den Erziehungsminister an dréit ëm déi provisoresh Infrastrukture vum Centre d'éducation différenciée zu Esch. Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°111 du 16 juin 2015 de M. Félix Eischen relative à l'infrastructure provisoire pour le Centre d'éducation différenciée (CED) Esch/Alzette, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här Président. Här Minister, um Datum vum 13. Mäerz 2014 ass d'Deponie zu Monnerech gerësch, mat der Konsequenz, dass d'Éducation différenciée mat 53 Kanner an 20 Enseignanté souwéi dem administrativen a medezinesche Personal huet mussen aus hirem Gebai eraus, wou se zanter ville Joren ënnerbruecht war. Déi ganz Unitéit ass am September 2014 an eng provisoresh Léisung ënnerdaach komm, e Provisoire, deen awer nach ëmmer unhält.

D'Kanner an d'Membere vum Personal sinn elo op véier Sitte verstreut: am Lycée Hubert Clément, am Lycée Belval, an der École fondamentale zu Monnerech an och zu Bartreng. De Problem ass deen, dass, wéi et schéngt, d'Virussetzungen, fir do adequat Schoul ze halen, awer net gi sinn, zemoos mat Kanner, déi eng Spezialbetreung brauchen. Op laang Siicht ass dat net méiglech, an d'Kanner leiden, wéi et schéngt, zimlech massiv ënnert deser Situatioun.

E puer vun de Problemer: Zum Deel besti keng uerdentlech Sanitärinstallatiounen, keng uerdentlech Heizung. Psychologen, Orthophonisten, rééducation Service, Pédopsy (veuillez lire: Pédopsychiatrie) hu keng Raimlechteen, fir hir Aarbecht ze maachen, an déi d'Kanner awer dréngend brauchen.





Fir Atelieren oder Sportaktivitéite mussen d'Kanner op eng sëllege verschidden aner Sitte bruecht ginn oder kréien d'Activitéiten och einfach gestrach. Et ass zwar ugeduecht, dass déi nei definitiv Raim um Belval solle gebaut ginn. Eier dës allerdéngs kéinte genotzt ginn, dauert et sécher nach zwee bis dräi Joer, wann net nach méi laang.

D'Kanner, d'Elteren an d'Schoulpersonal, Här Minister, géifen awer am léifsten an dat fréiert Schoulgebai zréckgoen. Dat ass équipéiert mat allem, wat d'Kanner an d'Enseignanten do brauchen. Dëst Gebai ass no dem Incident mat der Deponie renovéiert ginn. Et steet awer aktuell eidel, riskéiert ze verfallen, obschonn awer keng Gefor méi bestéing, dass do eppes géif norutsche kënnen, opgrond vun de Resultater vun de rezenten Etüden.

Dofir wollt ech vum Minister wëssen: Wéi gesäit hien d'Zukunft vun de Kanner vun der Édiff Esch kuerz- a mëttelfristeg?

Wuel ass virgesinn, dass en neie Provisorium zu Suessem soll opgeriicht ginn, woubäi awer nach absolut keng Aarbechten do ugefaangen hunn an et domadder erëm keng kuerzfristeg Léisung gëtt fir dës Kanner, och wat d'Rentrée 2015/2016 ugeet.

Wéi gesäit de Minister dann d'Méiglechkeet eventuell, dass déi Kanner erëm kéinten op hiren ale Site zréckgoen, esou dass se erëm kéinte vun enger optimaler Situatioun profitéieren, wësend dass och do Schwammcoursé kënnen ofgehal ginn?

An dann drétt a lescht Fro: Fir wéini gesäit de Minister déi nei definitiv Schoulinfrastruktur bezuchsfäeg?

Ech soen lech am Virus Merci fir d'Äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Eischen. An d'Wuert huet direkt den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv - an ech mengen, e groussen Deel vum Historique ass scho vum Félix Eischen gemaach ginn -, duerch dat Retsche vum Monnercher Tipp ass dat Gebai, wou d'Education différenciée vun Esch bis dohinner dra war, net beschiedeg ginn, mä trotzdeem an de Sécherheetsperimeter erakomm. Och den Accès war dee Moment blockéiert, ass d'ailleurs haut och nach ëmmer blockéiert. An et ass haut och nach ëmmer alles streng ofgespaart do. Et ass also net, wéi wann dat Gebai, wéi dat elo hei e bëssen ugeklongen ass, elo haut disponibel wär an et kéint een eigentlech direkt eraplënnere.

Mir hunn dunn natierlech misse kucken, an der absoluter Urgence, wéi mer déi Kanner géife gutt ënnerdaach kréien oder esou gutt wéi méiglech ënnerdaach kréien. D'Escher Gemeng huet ganz staark an enger éischer Phas gehollef, well se nach Capacitéiten a Primärschoulsgebaier fräi hat. Si hunn déi awer fir déi lescht Rentrée 2014/2015 erëm selwer misse huelen, soudatt mer hu misse kucken, wou mer op anere Plaze géifen ënnerdaach kommen, ënner anerem op e puer Sitten, dat stëmmt. Allerdéngs, de Gros vun de Kanner ass haut am Victor-Hugo-Gebai zu Esch, wou jo och den Escher Meedercherslycée, de Lycée Hubert Clément, während dem Chantier am Meedercherslycée ënnerbruecht ass.

Parallél dozou ass natierlech gekuckt ginn, wéi mer aner Léisunge kënnen fannen. An och do hu mer mat enger Gemeng aus der Géigend, nämlech der Suessem Gemeng, ganz gutt zesummeschafft. An do geschitt och elo munneches, ass ganz viles an der Planung. An zwar soll e Pavillon opgeriicht ginn an der Rue Sigefroi zu Bieles, fir do eben all déi Kanner kënnen ënnerdaach ze huelen, déi virdrun zu Monnerch an deem Zentrum waren.

Allerdéngs war et do esou, dass eng Modifikatioun vum PAG noutwendeg war, fir iwwerhaapt do kënnen Pavillonen opgeriichten. An den Député-Maire vu Suessem, dee kann eis dat bestëmmt elo confirméieren: Eisen Informatiounen no ass de 15. Juli eng Réunioun vum Gemengerot, wou déi Modifikatioun vum PAG um Ordre du jour steet, soudatt deen Dossier do op jidde Fall weidergeet a mat Héichdrock dorunner geschafft gëtt an der Gemeng Suessem, bei eis am Ministère an awer och bei de Bâtiments publics, fir dann do dee Pavillon kënnen hinzekréien.

Mir wëssen awer och, dass dat just eng lwwergangsléisung ass, bis dann nämlech zesumme mat der Gemeng Suessem en definitiiv Gebai soll gebaut ginn, wat e Projet ass, dee mer ganz besonnesch gutt gefält, well do jo eng Schoul, eng Grondschoul vun der Gemeng Suessem wäert op dee Site kommen an awer e regionalen Zenter vun der Education différenciée wäert op dee Site kommen. Soudatt mer do virun allem och am Inklusiounsgedanke kënnen schaffen, dass mer Kanner, déi an der

Éducation différenciée sinn, kënnen an d'Regelklasse mat eran integréieren, souwäit dat méiglech ass, respektiv och Kanner vun der Grondschoul en zsummeschaffe kënnen mat Kanner vun der Education différenciée.

An och do lafen déi gemeinsam Planungsarbeiten, fir datt dee Projet do ka Realitéit ginn. E wäert awer sécherlech net an deenen nächsten zwee Joer fäerdeg sinn an duerfir brauche mer nach déi lwwergangsléisung vun deene Pavillonen, déi mer zu Bieles an der Rue Sigefroi wäerten opstellen.

Nach eng kéier: Déi Méiglechkeet, déi Dir hei elo skizzéiert hutt, fir an dat aalt Gebai zréckzegeen, dovunner hu mir op jidde Fall am Éducatiounsministère keng Kenntnis. Mir hu keng schréfflech Trace, dass dat haut géif goen. Mir hu keen offiziellen Avis, deen eis dat géif erlaben. An eis Servicer soen eis éischer, dass een dat net soll maachen, well do gëtt jo och elo nach eng Strooss gebaut, déi quasi dee ganze Site do soll contournéieren, an datt virun allem während deene Bauzäiten awer do ganz vill Kaméidi, ganz vill Stébs wär an datt et sécherlech net optimal wär, fir elo während där doter Zäit an dat Gebai zréckzegeen.

An nach eng kéier: Haut ass dat nach ëmmer innerhalb vun deem Sécherheetsperimeter. Et ass haut nach ëmmer ofgespaart, et ass net accessibel, soudatt à court terme dat doten net méiglech ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Erzéiungsminister. Déi nächst Fro kennt vun der Madame Josée Lorsché, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit em d'Park & Ride-Parking. Madame Lorsché.

- **Question n°112 du 16 juin 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'aménagement de parkings d'échange «Park & Ride», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Här Minister, meng Fro riicht sech, wéi gesot, un lech als Nohaltegkeetsminister a bezitt sech op d'Mobilitéitskonzept MoDu a méi speziell op de Bau vu Park & Ride an Pôles d'échange, déi et jo sollen erlaben, déi verschidde Verkéiersmëttel besser openeen ofzestëmme an och besser mateneen ze verbannen.

Ech denken hei net nëmme un d'Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg, mä och un d'Grenzregiounen, wou et ënner anerem drëms geet, eben den Duerchgangsverkéier an den Uertschaften ze reduzéieren respektiv ganz erauszekréien an awer och d'Mobilitéit an deene Regiounen ze optimiséieren doduerch, dass d'Frontalieren an d'Awunner aus deene Regiounen vill méi fréi op den öffentlichen Transport kënnen ëmklammen, net nëmme, fir op d'Aarbecht ze fueren, mä allgemeng an der Mobilitéit.

Dohier meng Fro un lech, Här Minister, ob Dir eis kennt informéieren, wéi et momentan mat der Planung vun deene Pôles d'échange a Park & Ride ausgesäit, wéi d'Délaie sinn an ob wéi enge Plazen déi Projekte wäerten entstoen.

An ech soen lech scho Merci fir d'Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Lorsché. An den Här Nohaltegkeetsminister ass elo direkt hei.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech soen der Madame Lorsché och Merci fir hir Fro. Mir hu ganz vill Pôle-d'échange geplangt. Wann ech bei deenen an dem Zentrum ufänken, dat sinn der eleng um Tracé vum Tram néng Stéck, dovunner déi bedeitendst, dat ass den Héienhaff zum Beispill. Dat ass niewent dem Findel, wou en Échange wäert stattfannen tëschent dem Tram an dem Bus an och dem Tram an dem Auto. Do gëtt e Park & Ride vu 4.000 Plaze gebaut. Dat ass geduecht, fir natierlech alles, wat vun Norden oder vun Oste kennt, gréisstendeels opzefänken. Do ginn d'Opfährte vun den Autobunnen direkt an de Park & Ride gebaut, soudatt ee bequem vun do op den Tram kann ëmsteigen, deen all dräi Minutte firt an een da bequem op déi Plaze bréngt an der Stad, wou ee wëllt hikommen.

Da wäerte laanscht dee ganzen Tracé nach zousätzlech aacht aner Pôle-d'échange entstoen. Dat ass da bei der Luxexpo, dat ass den Arrêt Pfendall-Kierchbiert. Do ass et just mam Zuch an Échange. Et si verschiddeger, do ass et Zuch-Bus an -Auto, wou den Échange gemaach gëtt. An da geet et weider a Richtung Gare, d'Gare centrale. Natierlech um Houwald, do gëtt en Échange mat de Busse gemaach. An da méi uewen um Houwald, do kennt erëm een Échange mam Zuch, mam Bus a mat Parking. An da geet et weider bis uewen op d'Cloche d'Or, do gëtt och nach en neie Park & Ride gebaut vun 2.000 Plazen.

Da si mer awer och amgaangen, duerch d'ganz Land Park & Ride ze bauen. Meng Prioritéit ass virun allem op de Grenzregiounen. Firwat? Ma well do dat gréisste Potenzial ass, fir relativ séier Frontaliere vum Auto erfazekréien. Dat sinn der deelweis mam Bus, déi geplangt sinn, Richtung däitsch Säit e puer neier, wou mer elo an der Diskussioun sinn och mat däitsche Grenzregiounen, ënner anerem och ee mam Kolleg Gloden, dee mer en Tipp ginn hat, mat engem Buergermeeschter vu vis-à-vis vun him, also op der däitscher Säit, bei der Gemeng Gréiwemaacher.

Mä et sinn der e ganze Koup ënnerwee. Zum Beispill ass et awer och, déi wichtegst, dass sinn déi bei der Eisebunn, well dat ass natierlech esou, do kréie mer méi grouss Capacitéiten drop. Do wäert ech Enn des Joers e Gesetzesprojet déposéieren, fir dräi Park & Ride mateneen ze bauen. Dat eent ass zu Rodange: 1.500 Plazen. Dat anert ass zu Waasserbëlleg op der Gare: 450 Plazen. An deen drëtten ass zu Miersch op der Gare, dat ass zwar net grad d'Grenzregioun, mä awer och e wichtige Pôle d'échange zu Miersch mat 450 Plazen.

Mir hunn aktuell, wann ech elo reng d'Parkplaze kucken, schon 12.785 Parkplazen op esou méi groussen oder méi klengen Pôle-d'échange, bei de Garé respektiv bei Busarréiten, oder verschiddelech op den Autobunnen och souguer. An et kommen der an deenen nächste Joren e ganze Pak derbäi. An zwar tëschent 2015 elo an 2020 komme ganz genau 14.999 Parkplaze bäi, dovunner der 292 dést Joer an nach d'nächst Joer, an da kennt e ganz grouse Pak tëschent 2017 an 2019. Dat sinn der eleng do, jo, em déi 10.000, an dann nach eng kéier 4.300, also just tëschent 2020 an 2021.

Dat heescht, dass gëtt eng enorm Capacitéitssteigerung vun de Park & Ride an de Garé respektiv un den eenzelne grouse Busarréiten also. A mat der Zilsetzung, wa mer natierlech 14.900 zousätzlech Parkplaze schafen, wann ech emol nëmme dervun ausginn, dass dat alles eenzel Autoe sinn, déi dorobber stinn, zum Beispill, da sinn dat mindestens 15.000 Autoe manner op der Strooss.

Well ech kann lech soen, déi Park & Ride de Moment, wa se gutt organiséiert sinn, da si se esou séier voll, wéi mer se bauen, bei de Busgaré respektiv bei den Zich, well natierlech entre-temps d'Leit awer längstens erausfonnt hunn, dass duerch d'Prioriséierung vum öffentlichen Transport an duerch dat, wat mer och maachen am Ausbau, dass vill méi séier geet, fir moies op d'Aarbechtsplaz ze kommen, wéi wann ee sech an de kilometerlaange Stau muss bewegen. An duerfir sinn natierlech déi Pôle-d'échange an déi Park & Ride an deene Pôle-d'échange en extrem wichtige Bestandteil vun deem gesamte Mobilitéitskonzept.

Ech mengen, dass een et och duerfir net oft genuch erkläre kann, dass een an deem ganze Mobilitéitskonzept net een eenzelt Element dierf kucken, sief et den Zuch, nach den Tram, nach de Bus, mä et muss een dat am Gesamte kucken. An da kritt een eréisch dass komplett Bild, fir ze verstoen, dass mer et kënnen fäerdegbréngen, wa mer déi Investissementer do alleguerte maache bis no 2020, fir wierklech e Qualitéitssprung ze maachen am öffentlichen Transport, dass heescht, wou mer méi Leit op den öffentlichen Transport kréien.

An datt et fonctionnéiert a genotzt gëtt, dat huet sech geschter bewisen, Här President - dass ass dee leschte Saz -, un den Zuelen, déi d'Eisebunn presentéiert huet. Ech mengen, net nëmme sinn hir Zuele generell ganz positiv, mä virun allem, wat d'Passagéier ubelaangt, hu mer enorm Steigerungsraten pro Joer, an déi beleen, dass, soubal mer eppes maache fir d'Qualitéit am öffentlichen Transport respektiv fir d'Multimodalitéit ze férdere, wou ee kann ëmsteige vun deem engen op dat anert Verkéiersmëttel relativ bequem, dass dann d'Leit dat och massiv nutzen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och, Här Minister. Dat war e laange Saz.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech hat en e bëssen an d'Längt gezunn.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, Merci. Mir kommen un déi nächst Fro. Déi kennt vun der Madame Françoise Hetto-Gaasch, riicht sech un den Héichschoulminister, a geet em d'Konventioun mat der Belsch iwwert d'Unerkennung vu Studiendiplomer. Madame Hetto-Gaasch.

- **Question n°113 du 16 juin 2015 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la convention avec la Belgique et les Pays-Bas relative à la reconnaissance mu-**

**tuelle des diplômes, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Merci, Här President. Jo, meng Fro geet effektiv un de Stattssekretär Marc Hansen. Här Hansen, Dir waart den 18. Mee zu Bréssel, wou Der eng Konventioun ënnerschriwwen hutt mat der Belsch an och mat Holland. Meng Fro ass - et sinn der e puer:

Wourëms geet et genee an deeser Konventioun? Huet déi Konventioun eventuell eppes mat der Direktiv 2013/55 ze dinn, wou et em d'Équivalenze vun Diplomer an der Formation supérieure geet respektiv em d'Reconnaissance automatique du droit d'exercice?

Stëmmt et, dass duerch des Direktiv, fir kënnen hei zu Lëtzebuerg ze exercéieren, de Formatiounsniveau fir eng ganz Partie vu Gesondheetsberuffer, wéi zum Beispill d'Laboranten, d'Kinéen, d'Ergotherapeuten, d'Orthophonisten, d'Orthoptisten an awer och nach an aner Beruffer wéi d'Éducateur-graduée an och d'Assistant-socialen, dass do dee Formatiounsniveau wäit erfesat gëtt?

Bis ewell huet ee jo misse, wann een an deene Beruffer wollt schaffen, en Niveau Bac+3 oder e Bac+4 hunn. An Zukunft kéint een da laut där Direktiv och hei an dese Secteure schaffen, wann een eng „Formation professionnelle équivalente au bac“ hätt, déi an engem anere Land unerkannt ass. Wat fir eng Konsequenzen hätt dat fir déi Leit, déi elo an dese Secteure schafen am éducativen, sozialen oder och Santésecteur an deene Beruffer, déi ech virdrun opgezielt hunn?

Wat bedeit dat awer och fir d'Qualitéit vun de Servicer, déi offéiert gi vu Leit mat engem däitlech méi déiwe Wëssensstand? Wat geschitt mat deene Studenten, déi am Moment ënnerwee sinn am Ausland, ebe just an esou Formatiounen? Si hunn Zäit an och Geld investéiert, fir eng gutt Formatioun, sou wéi se bei eis bis elo gefrot gëtt. Si riskéieren, herno vun haut op muer iwwerqualifizéiert ze sinn. An ass och dru geduecht ginn, fir deene jonke Leit, déi elo grad just d'Première gemaach hunn a vläicht am Moment amgaange sinn, hir Valise fir Lloret ze paken, fir deenen awer ze soen, wat do an Zukunft op se duerkennt, fir datt se wëssen, a wéi eng Richtung se sech solle lancéieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Hetto-Gaasch. An d'Wuert huet direkt de Stattssekretär am Héichschoulministère, den Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Deputéiert, Merci fir déi dote Fro, well et ass natierlech eng interessant Fro, well se e ganze Koup Problemer opgeworf huet, déi natierlech och am Moment amgaang si gestallt ze ginn en vue vun dem Émsetze vun där doter Direktiv, wou mer matzendra sinn. Dofir kann ech nach net op alles natierlech eng Äntwert ginn, well grad dorunner geschafft gëtt.

Dir hutt och gefrot, wat de Lien wär zwëschen där Benelux-Konventioun, déi mer den 18. Mee ënnerschriwwen hunn, an deenen doten Direktiven. Do gëtt et u sech keen direkte Link. Déi Konventioun, déi mer do zu Bréssel ënnerschriwwen hunn, ass natierlech emol fir d'Éischt just eng, déi zwëschen de Länner aus dem Benelux, also d'Belsch, Hollänner a mir, zielt. Dass ass am Fong just eng automatesch Reconnaissance um Niveau vun den Diplomer. Dass heescht, e Bachelor aus der Belsch gëtt unerkannt bei eis als Bachelor, an idem ass et fir de Master vun deenen Instituter, déi déi natierlech kënnen erdeelen. Dass huet also keen direkte Link a bënt just déi doten dräi Länner.

Op där doter Signature ass natierlech och d'Fro gestallt ginn, inwiefern mer vläicht eng kéier drun denken, fir och esou eppes e bësse méi wäit ze maache wéi de Benelux. Mä dat muss een natierlech dann och ëmmer am Kontext mat deenen anere Länner verhandelen, fir ze kucken, ob een och esou Konventiounen natierlech hikritt.

Dann d'Direktiv 2013/55, déi Der ugeschwat hutt, déi muss bis ufank vun nächste Joer ëmgesat sinn. Do lafen am Moment interministériel - well et ass e komplexe Sujet mat alleguerten deene Ministèren, déi och hei conceréiert sinn -, do lafen am Moment d'Préparatiounsaarbechten. Et geet do natierlech em d'Qualifikatiounen, an net nëmme an deene Beräicher, wéi Dir et gesot hutt, well mir hunn nach e ganze Koup do ronderem. Et geet eben do em den Droit d'établissement oder den





Droit d'exercer, wou een eben an der ganzer EU dat dote soll kucken.

Déi Aarbechten, déi lafen, a soubal mer déi ofgeschloss hunn an natierlech och deenen dote Punkte Rechnung droen an deenen Aarbechtsgruppen - déi si schonn opgeworf ginn, do gëtt vill driwwer diskutéiert -, da komme mer natierlech och mat dem respektive Projet hei an d'Chamber, fir dat dann och an der Kommissioun ze diskutéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Eis virlescht Fro kënnt vum Här André Bauler, riicht sech un d'Staatssekretärin am Wirtschaftsministère an dréit em d'Aktivitéitszonen am Norde vum Land. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°114 du 15 juin 2015 de M. André Bauler relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt eng Fro un d'Madame Staatssekretärin an der Économie stellen. Am Norde vum Land, besonnesch an de Kantonen Dikrech a Clief, fänkt et wierklech un, méi enk ze gi mat Terrainen an Aktivitéitszonen. Déi geplangt Aktivitéitszon um Fridhaff am Kanton Dikrech ass do e wichtige Schrëtt, fir dass existent Betriber aus dem Sauerdall eng nei Plaz fir hir Aktivitéite kënnen fannen.

Et mierkt een awer, dass Betriber besonnesch am Transportsektor, zum Beispill wat den Transport vu Wueren ugeet, an och am Handwierk et nach ëmmer schwéier hunn, fir eng Plaz an enger Aktivitéitszon ze fannen. Si wëllen hir Uertschaft, an där se kaum bis guer net expandéieren kënnen, verlossen, fir sech op engem méi accessibelen a méi séchere Standuert ze implantéieren, zemol wou dese Wiessel och Plaz ka schafe fir neie Wunnraum an diesen Uertschaften.

Dofir wollt ech d'Madame Staatssekretärin froen, ob si an hir Servicer Méiglechkeete gesinn, fir dese mëttelstännesche Betriber mat Wuesstumspotenzial entgéintzekommen, an ob si schonn an deem Kontext Gespréicher mat dem Ëmweltministère hat, fir kuerzfristeg Léisungen an de bestehenden Zones d'activités ze fannen an esou och eng rasonabel Extensioun an de bestehenden Zonen ze erméiglechen. Hei geet et ëm Aarbechtsplazen, jo, em dat laangfristeg Iwwerliewe vu Betriber.

Am Raum Dikrech deet sech jo lues a lues eppes, ma wéi gesäit d'Situatioun am Clief, am Wolzer an am Réidener Kanton ass? Wéi grouss ass hei de Spillraum? Wat sinn hei d'Perspektive fir Betriber, déi no engem géeechten Terrain sichen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet d'Madame Staatssekretärin am Wirtschaftsministère. An ech géif d'Kollege vum der Madame Staatssekretärin em Opmierksamkeet bieden.

► **Mme Francine Cloener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Merci, Här President. Den honorabelen Deputéierten André Bauler huet vollkommene recht. Am Norde vum Land fänkt et un, enk ze ginn an den Aktivitéitszonen. Wann een d'Situatioun an de regionalen Zone kuckt, da weist sech, datt effektiv am SICLER, dem Gemengesyndikat aus dem Norden, dass et do quasi voll ass, quitte datt, wann een e puer kleng Modifikatiounen mécht, dat deen een oder deen aneren Terrain nach hiergëtt.

Zu Èlwen ass eng Zon an der Planung.

(**Interruption**)

Zu Èlwen ass eng Zon an der Planung an och zu Lenzweiler ginn et do ganz sécher nach Méiglechkeeten. Mä dat ass nach net konkret. Dat ass nach net fir haut a muer.

An zu Dikrech par contre, do gëtt jo elo wierklech intensiv dru geschafft. Do geet et intensiv weider um Fridhaff am Kader vum Gemengesyndikat ZANO. Dat si brutto 45 Hektar, déi do kommen. Am Prinzip kënnen d'Erbschleissungsarbechten d'nächst Joer ugoen. Et ass awer och esou, dass déi éischt Betriber sech net virun 2017 do kënnen niderloossen. Am Réidener Kanton sinn och just nach e puer Parzelle fräi. An zu Wolz a Wanseler ass leider bal näischt méi disponibel.

Mä et ass awer elo esou, dass net den Norden eleng mat där doter Problematik natierlech geplott ass. Och soss am Land sinn ëmmer manner Terrainen fräi fir nei Wirtschaftsaktivitéiten. An duerfir ass de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» jo esou wichtig a méi néi-

deg wéi jee. Et ass wierklech schued, dass dee ganze Prozess vun de Plans sectoriels nach eemol huet missen op de Leescht geholl ginn. Mä esou, wéi se hannerlooss goufen, konnte se eben net duerchgoen.

An duerfir bitt sech dann och elo d'Geleeënheet, se besser ze maachen. An dat mécht d'Regierung elo ganz intensiv an och transversal. Net méi spët wéi gëschter waren déi concernéiert Ministeren am MDDI mat Vertrieeder vun der Société civile zesummen, fir si mat-anzebeziehen, fir mat hinnen zesummen ze plangen. An dee ganze Prozess, ech mengen, dat ass eng participativ Approche, déi mer wëllen an déi mer och brauchen, fir d'Weiße fir d'Zukunft richtig ze stellen.

Dozou gehéiert ganz sécher, dass mer eben erëm nei Reserven u Bauland opbauen, fir nei Aktivitéitszone kënnen ze schafen, fir déi bestehend och ze vergréisseren. Et ass ganz richtig, et ginn effektiv vill an ëmmer méi Betriber an engem Duerfkär, déi wëllen ausbauen, déi dat awer net kënnen, déi dat vläicht och net dierfen. Déi Betriber müssen absolutt d'Méiglechkeet kréien, fir sech ze relokaliséieren, an zwar an der Regioun, fir weider kënnen ze wuessen, fir weider kënnen Aarbechtsplazen ze schafen an ze erhalen.

An ech wëll hei wierklech op déi Noutwendegkeet vun deene Reserven hiweisen, well mer iwwert déi nächst zéng, fofzéng Joer mussen plangen. Et geet einfach net, dass mer ofwaarden, bis sech op enger Plaz genuch Betriber zesummefannen, déi no neie Plaze sichen. Dat wär ganz einfach irresponsabel, fir dorobber ze waarden, well d'Erfahrung jo weist, dass et Joren dauert tëscht dem Moment, wou sech de Besoin bemierkbar mécht, an deem Moment, wou en Terrain fonnt ass an d'Prozeduren duerchlaf sinn. An d'Aarbechten, fir ze erschléissen, bis déi ofgeschloss sinn, deen Délai ass einfach extrem laang an duerfir mussen mer plangen an duerfir mussen mer eben Terraine reservéieren.

Natierlech hunn och verschidden Typen vu Betriber méi Problemer, fir en Terrain ze fannen, wéi anerer. Duerfir wëlle mer och den Zougang zu deenen Zonen méi einfach maachen, d'Konditiounen, déi ze erfëlle sinn. An dat géllt ganz besonnesch fir d'Handwierk.

Mir sinn och amgang ze iwwerleeën, wat mer ebe fir Firmae maachen, déi néierens esou richtig beléift sinn, déi keen esou richtig wëllt hunn. Dir hutt den Transportsektor ugeschwat. Ech denken och un de Bau. Ech mengen, déi Entrepreneuren, déi brauche vill Flächen. Si hu sur place weineg Personal. Et ass awer esou, dass se mat hire Camionne respektiv mat de Busse vill Trafic, vill Kaméidi generéieren.

Ech weess, dass schonn deen een oder deen aneren och an d'Grenzregioun ausgewach ass. Ech mengen, dat ka keng Léisung sinn. Dat ass och net nohalteg. Mir müssen dee Problem upaken an eis iwwerleeën, ob mer net an deene verschiddene Regiounen vum Land extra Zonen schafe fir esou eng Zort vu Betriber. Mä dat si mer amgang ze kucken an dat geet och nëmme an Zesummenaarbecht natierlech mat de Gemengen, mat de Syndicaten. Vun de Gemenge gi jo ganz vill Initiativen aus. Ech wëll och ennersträichen, dass mer elo un neien Zonen schaffen, dass mer net waarden, bis de Plan sectoriel erëm fäerdeg ass. Meng Leit stinn zur Verfügung, fir mat de Gemengen un neien Iddien ze schaffen. Et ass kloer, dass mer och weiderhin déi 85% vun de regionalen Zonen virfinanzéieren.

A ganz zum Schluss nach just ee Wuert zu de Relatiounen mam Ëmweltministère. Dir hutt déi ugeschnidden. Et ass evident, dass mer beim Plange vun neien Zonen a beim Ausbau vun deene bestehenden direkt vun Ufank un mam Naturschutz a mat der Ëmwelt, also mat de Verwaltung vum Naturschutz an Ëmwelt dat zesummen uginnt. Ech wëll och net, dass mer do mam Briecheise virginn, well herno hu mer zréckgeschafft, wa mer déi Prozeduren net ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madame Staatssekretärin, Dir misst zum Schluss kommen.

► **Mme Francine Cloener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Direkt. Et ass awer sécher nach Sputt, fir an de Prozedure méi séier ze ginn, dat ass kloer. Ech mengen, mir brauchen do eng pragmatesch Approche. An déi hu mer och mam Ministère vum Environnement, mam Staatssekretär, mat der Ëmweltministesch. Mir kucken déi Froen zesummen. Mir kucken déi vu Fall zu Fall, an zwar vun Ufank un. Dann entsti keng falsch Délaien, keng Malentenduen. Ech mengen, dat ass och de Virdeel, wann een an enger Regierung kee Silosdenken huet.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An ech géif d'Kollegen aus der Regierung

bieden, sech un déi véier Minuten ze halen. Ech gesinn, d'Chamber mécht dat ewell ganz disziplinéiert. Wann ech gelift, et géllt fir jiddwereen!

Eis lescht Fro kënnt vum Alexander Krieps, riicht sech un den Aarbechtsminister a geet em eng gefrote sechst Congéswoch. Déi gëtt awer net vum Här Alexander Krieps gefrot.

- **Question n°115 du 15 juin 2015 de M. Alexander Krieps relative à la récente revendication d'un syndicat d'introduire une 6<sup>e</sup> semaine de congé payé légal, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Nëmme net, nëmme net!

(**Interruption**)

Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Minister, erreet war ech gëschter ze héieren, dass trotz der TVA-Erhéijung vun 2% d'Präisser am Land relativ stabil bliwwen sinn.

(**Interruption**)

Dat weist d'Wäitsicht vum Här Jean-Claude Juncker, deen op dëser Tribün viru genau zwee Joer ugekënnegt hat, déi TVA ëm 2% ze hiewen, nodeem dass natierlech déi deemoleg Regierung 8,5 Milliarde Scholde gemaach hat an dräi Joer.

(**Interruption**)

Meng Fro haut betrëfft net deen Defizit, mä d'Fuerderung vun enger Syndikatsäit, fir eng sechst Woch Congé anzeféieren...

(**Hilarité**)

...an de legale Congé zu Lëtzebuerg, 25 Deeg plus, dëst Joer, zéng Feierdeeg, a verschidde Secteuren hunn nach gären zéng Deeg méi wéi dat.

Dofir ass meng Fro: Fäert d'Regierung net, dass d'Afëiere vun enger sechster Woch Congé fir kleng Betriber eng extrem Belaaschtung wäert ginn an engem Ëmfeld...

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Am Moment huet just den Här Alexander Krieps d'Wuert!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Ech kann lech awer herno nach äntwerten, well wann...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wëll lech just drun erënnere, dass bei deene mëndleche Froen hei just d'Deputéiert an d'Regierungsmemberen d'Wuert hunn. Den Här Aly Kaes huet virdu ganz disziplinéiert d'Wuert gefrot. En huet et net kritt, well mer hei an enger anerer Prozedur sinn. Ech géif lech also, wann ech gelift, bieden nozelauschteren!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Wéi vill Minuten hunn ech dann nach?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt nach genee 40 Sekonnen.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci. Jo, gëschter war rieds vu 86.000 Emploien.

Do sidd Der awer knéckeg, mengen ech!

(**Hilarité générale**)

Also, fir ganz vill Betriber...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir kënnen verhandelen.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, an der Rei! Also, 86.000 Emploien a ganz sensibele Secteuren, déi der Kompetitivitéit ausgesat si vum noen Ausland, wou manner wéi e Véierel Paie bezuelt ginn, an dem sozialen Dumping, dee mer net an de Grëff kréien an esou virun. Fäert de Minister net, oder d'Regierung villméi, dass Interimsplaze geschaaft ginn?

An ech hunn och déi sechst Woch Congé net am Regierungsprogramm - ech liesen deen elo all zweet Woch - erëmfonnt, op kenger Säit. Also, ech wollt hei nach eng Kéier da froen, ob et net méi wichtig wär, Aarbechtsplazen ze erhalen, wéi de Risiko ze lafen, duerch eng 2,37 bis 2,40 linear Paieméiausgab an de Betriber Plazen a Gefor ze setzen!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Krieps. An d'Wuert huet dann den Här Aarbechtsminister.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här Deputéierten, ech fäerte guer näischt, emol éischtens, well ech nach net d'Impressioun hunn, datt dat doten eng Saach ass, déi elo schonn ëmgesat wier. Hei ass eng Proposition, vläicht eng Revendicatioun, mä mir sinn awer nach da wäit ewech vun der Ëmsetzung.

Sécher huet all Partner, Sozialpartner d'Recht, dat ze fuerderen an dat ze proposéieren, wat e wëllt. Mä vun där Fuerderung bis zur Ëm-

setzung ass nach e Wee. Mir hu momentan Diskussiounen iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit. Wann déi Fuerderung do soll an déi Diskussioun kommen, dann ass se dran. Mä ech mengen, bis zur Realisatioun ass nach e Wee.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Aarbechtsminister.

Mir wäeren um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir ginn op eisen nächste Punkt um Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 6713 iwwert d'TVA an d'Akzisen. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Joëlle Elvinger. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

## 5. 6713 - Projet de loi modifiant:

- **la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;**

- **la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;**

- **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op dëser Plaz maachen ech lech de Rapport zu engem Gesetzestext, deen zwee Objete huet: Op där enger Säit geet et an der Haaptsaach drëms, verschidde fakultativ Dispositionen vun der sougenannter „Directive TVA“ an eist nationaalt Recht ëmzesetzen. An op där anerer Säit geet et ëm kleng Ännerunge bei den Akzisen.

De Projet de loi 6713 ass den 28. August 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. Den 13. Oktober huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics hiren Avis publizéiert. Den 30. Oktober huet d'Chambre des Salariés hiren Avis ofginn. De 25. November huet d'Chambre de Commerce an de 5. Dezember huet d'Chambre des Métiers hiren Avis ofginn.

Den 9. Dezember huet de Statsrot du säin Avis finaliséiert. An den 19. Mee huet d'Regierung Amendementen zum initialen Text erageerecht, soudass de Statsrot säin Avis complémentaire den 2. Juni verfaasse konnt.

D'Finanz- a Budgetkommissioun huet de schrëftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 9. Juni 2015 ugeholl.

Här President, den éischten Objet vun deem Gesetzestext betrëfft eng Rei fakultativ Dispositionen vun der Directive TVA, déi mer an eist nationaalt Recht ëmsetzen an déi d'Zone franche betreffen. Mir weideren hei de Perimeter vum sougenannten „Régime suspensif“ vun der TVA, esou wéi den Artikel 163 vun der Direktiv et virgesäit.

Ech wëll elo net ze vill an den techneschen Detail agoen. Et geet hei ëm Adaptatiounen vun eise TVAs-Gesetz, déi noutwendeg sinn, fir engersäits de legale Kader vum Freeport ze erweidern, an zweetens, fir och eis Économie ze diversifiéieren.

An deemem Zesammenhang wëll ech dann och preziséieren, dass duerch dese Gesetzestext all Operateuren vum Port franc den Obligatiounen a Saache Lutte géint de Blanchiment an d'Finanzéierung vum Terrorismus ënnerleien.

Den zweeten Objet vun deemem Projet de loi ass eng eng technesch Adaptatioun bei den Akzisen. Heizou wëll ech rappeléieren, dass 2010 de sougenannten „droit d'accise autonome spécifique“ fir den Tubak agefouert gouf. Hei besteet am Moment eng Limite vun 10 Euro de Kilo. A well des Akzise sech iwwert déi lescht Jore weiderentwéckelt hunn a beim Dépôt vum Projet de loi bei 9 Euro louchen, gëtt des Limite - an ech preziséieren hei, dass et sech ëm en Taux maximal handelt - vun 10 Euro op 25 Euro de Kilo erhéicht, fir eventuell zukünfteg Erhéijungen ze anticipéieren.

Am Géigesaz zu deem, wat haut eng Dageszeitung geschriwwen huet, geet et hei net drëms, eng Tax mol 2,5 ze multiplizéieren an esou direkt d'Akzisen ze erhéijen, mä mir erhéijen hei wierklech just e maximalen Taux, fir weider Erhéijungen eventuell gegebenenfalls zu engem gewëssenen Zäitpunkt ze erméiglechen.

Här President, de virleidenen Text gesäit verschidde punktuell Ännerunge vun dräi Gesetzer



vir. An et geet hei haaptsächlech drëms, eis Ekonomik ze diversifizéieren an awer och dem Konschthandel eng nei Dynamik ze ginn. Ech mengen, mir sinn eis heibannen all eens, dass mer eng kompetitiv Wirtschaft brauchen an et ni falsch ass, sech verschidde Standbeen opzebauen.

Ech géif dann och hei dem Finanzminister souwéi och dem Direkter vum Enregistrement an de Beamte vum Finanzministère Merci soe fir déi exzellente Zesummenaarbecht mam Parlament. An ech géif och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, och wann et net einfach war, mat e bësse manner Stëmm.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madame Elvinger. Eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen dem Joëlle Elvinger, der Rapporteuse, Merci fir hire schrëftlechen a mündlechen Rapport. Si huet gesot, den eigentlechen Zweck vun deem Gesetzesprojekt ass et, en attraktive Steierregime fir de Freeport um Findel ze schafen. Dat maache mer engersäits, andeems dass mer e reduziéierten TVA-Saz vun 8% applizéiere fir d'Importer, dat heescht déi Gidder, déi an de Freeport eraginn. A währenddem, wou déi Gidder, haaptsächlech Konschtojekter, an dem Freeport sinn, gëtt op deenen Operatioune keng TVA verrechent. D'TVA gëtt eigentlech eréischt verrechent, wann déi Gidder de Freeport verloossen. Wann et an en Drëttstat geet, gëtt keng TVA verrechent. An dee Moment, wou den Assjetti an engem europäesche Memberstat ass, gëtt och keng TVA verrechent.

D'CSV seet prinzipiell Jo zu deem Gesetzesprojekt, well en eischstens emol rechtlech duerch eng europäesch TVAs-Direktiv ofgeséichert ass. Mir maachen also hei näischt Onméiglech, mä dat, wat mer virgesinn, ass eng Facultéit, déi d'europäesch TVAs-Direktive virgesinn.

Zweetens steet d'CSV och politesch zu der Diversifizierung vun eiser Wirtschaft. Mir hunn engersäits de Bankesektor, an et ass iwwert déi lescht Joren ëmmer gekuckt ginn, fir doniewent och e Logistikzenter opzebauen. Abee, de Freeport op dem Findel, dee verbënnt eigentlech engersäits d'Aktivitéite vun der Finanzbranche mat deene vun engem Logistikzenter.

Mir stinn och zu deem favorable Steierregime, well ouni deen eise Freeport um Findel keng Kompetitivitéit huet vis-à-vis vun anere Freeporten, déi mer hunn, zum Beispill zu Genève oder zu Singapur. Well den eigentlechen Zweck ass jo deen, fir déi bescht Zone franche an der Europäescher Unioin hei zu Lëtzebuerg ze hunn, an duerfir ass och deen attraktiven TVAs-Regime néideg.

Mir soen awer Jo gekoppelt un en Amendement, dat vun der Regierung en cours de route eragereecht gouf, nämlech dat, dass den Operateur vun dem Freeport sämtlechen Obligatioune vun der véierter Blanchimentsdirektiv, dat heescht den Obligatioune vun dem Wäisswäschen (veuillez lire: géint d'Wäisswäschen) vun de Suen, ënnerläit. Mir sinn der Meinung, dass dat och batter néideg ass an Terme vun Image, net nëmme vun dem Freeport, mä virun allem vum gesamte Land, well déi negativ Noriichten, déi näischt mat dem Gesetz ze dinn haten, mä mat de Leit, déi un der Spëtzt vun dem Freeport stoungen, déi dinn dem Freeport virun allem, mä dem Land insgesamt, net gutt!

D'Chambre de Commerce, déi huet d'lescht Woch och, ech soen, méi en „kriteschen“ Avis eragereecht iwwert déi Bestëmmungen, dass den Operateur, dat heescht de Responsable vun dem Freeport, den Obligatioune vun dem Wäisswäschen (veuillez lire: géint d'Wäisswäschen) vum Geld géif ënnerleien, andeem e misst all Transaktioun als sougenannt „suspekt“ Transaktioun och der betreffender Cellule bei dem Parquet mellen.

Et kann een aus der Siicht vun der Handelskummer deen Avis verstoen, well en trotzdem op eng Rei vun administrative Chargen hiweist. Mä ech soen awer grad esou kloer: Als CVS deele mir deen Avis net. Ech mengen, hei geet et einfach ëm den Image vun dem Freeport an duerfir muss een och der Realitéit an d'Ae kucken. Ech mengen, et ass en oppent Geheimnis, dass besonnesch op dem Niveau vun dem Handel mat Kulturgidder, Tableauen oder anere Saachen, de Risiko, ech betounen „de Risiko“ vum Wäisswäsche vu Suen net kleng ass. An duerfir soll een och net d'Ae virun der Realitéit zoumaachen. An duerfir muss mer déi beschtméiglech Kontrollen an dem Freeport asurieren.

Mir maachen dat haut, andeem mer deem Gesetzesprojekt zoustëmmen. Et ass virun allem awer och d'Responsabilitéit, an dat soll em gradesou kloer soen, vum jiddwerengem, deen um Niveau vun dem Freeport agéiert, dass dat och an deem legislative Kader ëmgesat gëtt, deen d'Chamber zesummen haut mat der Regierung setzt.

Mir muss streng sinn, well an deem Beräich kann een net streng genuch sinn. A loosse mer dat éierlech soen: Wann do eng Kéier eppes mat Wäisswäsche vu Suen sollt schifgoen, also, do muss mer laang lafen, fir dat erëm richtzebéien. An deem Sënn a mat deene Bemierkung ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu deem Gesetzesprojekt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Ech wëll och der Madame Elvinger gär Merci soe fir hire ganz gudden mündlechen a schrëftlechen Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot zu deem Projet de loi. An domat géif ech den Accord abréngen vun der LSAP-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll dann och mech de Mercie vu viru un d'Rapporteuse uschlësse fir de mündlechen an de schrëftlechen Rapport. Et ass viru vun de Risikoen an de Virdeeler awer och geschwat gi vun esou engem Freeport. Ech ka mech deem och uschlëssen a gi gläichzäitig den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Merci. Dann huet d'Wuert den Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Och mir schlëssen eis souwuel de Mercie wéi der Approbatioun zu deem Text un. Besonnesch begrësse mer och d'Extensioune vun deem Regime op d'Enchère publique vun Œuvres d'art, well ech mengen, dat ass e ganz besonnesch interessante Créneau fir eist Land. Wa mer kucken, wat zu Paräis, zu Monaco an op anere Plazen an deem Domän leeft, ass dat tatsächlech eppes, wat eiser Platz nëmme Guddes kann doen. An duerfir bréngen ech mat grousser Freed d'Zoustëmmung vun der ADR-Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dir konnt dervun ausgoen, dat ech awer wollt e puer Wiederer zu deem Gesetzesprojekt verléieren, well mat deem Gesetzesprojekt, deen hei virläit, gëtt d'Chambre an eischer Linn u sech och gefrot, fir dem Freeport, der Fräihandelszon, eng Faveur ze maachen. Et gëtt virgeschloen, dass dee reduziéierten TVA-Taux vun 8% op den Import vun deiere Konschtwierker elo nach auszeweiden op Kollektiounsartikelen an Antiquitéiten. Et gëtt virgeschloen, u sech d'Geschäft an d'Spekulatioun mat Luxusgidder, wat innerhalb vum Freeport schonn ouni Besteuerung ofleef, elo och ausserhalb steierlech weider ze begënschtigen.

U sech gëtt virgeschloen, d'Multimilliardäre steierlech weider ze entlaaschten an et hinnen nach méi einfach ze maachen, hire Räichtum ze vergréisseren. De Freeport, dat gouf och schonn ugedeit, huet och deen zweifelhafte Mérite, grad emol en halleft Joer op ze sinn a scho fir d'Zweet de President vun Virstand gewieselt ze hunn.

Zwee Härre sinn déi wichtegst Investisseure vun Lëtzebuerg Freeport. Do gëtt et engersäits d'Firma Natural le Coultré, dat ass dee gréisste Locataire vum Lëtzebuerg an och vum Schwäizer Freeport.

Mä et geet hei net nëmme ëm Bedruch a Konschtfälschung, mä a Wierklechkeet och ëm systematesche Steierdumping. De Freeport ass e Versuch, fir déi Ultraräich, déi Ultra High Net Worth Individuals op Lëtzebuerg ze lackelen, an dat natierlech just, andeems mir si hei manner oder guer keng Steiere bezuele loosse. Deene Leit gouf also eng nei Spillplaz gebaut, op där se spekuléiere kënnen an nach méi räich kënnen ginn. Räich Leit, deene während der Kris d'Loscht vergaangen ass, mat Immobilien ze spekuléieren, dierfen dat elo mat Konschtwierker an Antiquitéite maachen, quasi steierfräi natierlech!

Dat Gesetz, dat elo hei gestëmmt gi soll, versicht net, d'Geschäfte am Freeport ze reguléieren, versicht och net, déi grenzenlos Spekula-

tioun ze bekämpfen a scho guer net, de Geschäftsmodell vu Lëtzebuerg ze diversifizéieren, wéi et jo bei der Ouverture vun Freeport geheescht huet a wéi et weiderhin heescht. Dat ass eng Kontinuatioun vun der Logik, déi beim LuxLeaks-Skandal un d'Effentlechkeet koum. D'Regierung erméiglecht de Firmen hei zu Lëtzebuerg, ze maachen, wat se wëllen, schreift hinnen déi Gesetze, déi si och gären hätten. D'Regierung hofft, dat iergendwann eng Kéier e puer Grimmele vum Dësch falen. A si wëssen awer emol nach net, ob iwwerhaupt Grimmelen eroffalen.

Här President, ee vun deene grouss ugekënnegte Projekte vun deser Regierung ass d'Steierreform. Eng Steierreform, déi laang a breet soll an der Chamber deemnächst diskutéiert ginn an am Idealfall, esou héiert een eenzel zaghaft Stëmmen aus de Majoritéitsparteien, zu méi sozialer Gerechtegkeet féiere soll, eng Steierreform, déi duerchduecht soll sinn an e kohärent Ganzt soll erginn.

Wat d'Regierung awer hei mécht, ass genau de Géigendeel. Si schaaft elo am Virfeld Fakten. Den 1. Januar vun deem Joer huet d'Regierung eng Steierreform gemaach. Zanter dem 1. Januar mussen d'Leit 2% méi TVA op deene meeschten Alldagsgidder bezuelen. Och ass den intermédiairen TVA-Taux vu 6 op 8% geklommen, op liebenswichtige Gidder wéi Elektresch oder Gas, eng onsozial Steiererhéijung, déi am meeschten déi trëfft, déi net iwwer riseg Zomme verfügen.

Et gouf zwar geschter eng Etüd presentéiert och, vun der Madame Statssekretärin Francine Closener, déi versicht, e bëssen den Impakt vun der TVA-Erhéijung ze minimiséieren. Mä ech mengen, doriwwer misst een eng Kéier gutt diskutéieren, wéi den Impakt vläicht och absorbiert gouf op deene verschiddensten Aart a Weisen, a wien dat och kann absorbéieren am beschten, eng Supermarchéskett oder e klengen Indépendant. Ech mengen, doriwwer kéint een nach vill diskutéieren, well déi blank Zuelen, déi soen net onbedéngt eppes aus.

Schlussendlech déi, déi iwwer vill Geld verfügen, deene mécht d'Regierung hei, bei deem Projet, souguer nach e Steierkaddo. Dëst ass dat, wat mir bis elo vun der Regierung gesinn hunn: bei deene Klengen huelen, fir et deenen Décken ze ginn. An doranner ënnerscheet sech des Regierung och net vun der CSV, déi dese Projet jo och matdréit.

Mir kéinten och elo iwwer europäesch Solidaritéit schwätzen an iwwer Nation Branding, haut, zwou Woche virum Ufank vun der Lëtzebuerg President. Mir kéinten iwwer Wirtschaftspolitik schwätzen, déi just als Nischepolitik geduecht gëtt an eigentlech am Kär nach ëmmer exklusiv op Steierdumping setzt. Et kéint een och elo nach iwwer Steierflucht, Konschtfälschungen a Geldwäsch schwätzen, mä d'Zäit ass net dofir do, meng leeft of.

Et missten och nach e puer Wiederer doriwwer gesot ginn, dat et e Skandal ass, Konschtwierker iwwerhaupt, amplaz effentlech an e Musée ze setzen, an e Bunker ze spären.

Dowéinst nach just ee leschte Punkt, eng Propos: Hei gëtt och driwwer geschwat, fir besser Mesuré géint d'Gefor vun der Terrorismusfinanzierung, géint Drogen- a Waffenhandel ze fanen. A mir als déi Lénk hunn do e Mëttel, dee garantéiert funktionéiert, deen eng gutt Hëllef wäert sinn: Macht ee Freeport einfach zou!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léif Kollegen aus der Regierung, ech freee mech, dass mer eng relativ breet Zoustëmmung haut hei kënnen feststellen zu deem Projet de loi, dee sech, wéi richteg ënnerstrach, inséiert an eis Diversifikationspolitik souwuel op där enger Säit vun eiser Finanzplaz an an engems och opbaut op engem neie Secteur, deen iwwert déi lescht zéng, 15 Joer entwéckelt ginn ass, deem vun der Logistik.

Dräi Haaptparagrafen hu mer hei an deem Gesetz: Mir hunn en Aspekt TVA, mir hunn en Aspekt Akzisen a mir hunn en Aspekt Bekämpfung vum Blanchiment. Vlächte ee Wuert zu jiddwerengem vun deene Paragrafen.

A Saachen TVA wollt mer d'Gesetz clarifiéieren, ënner anerem och fir temporär Sortié vum dem Freeport ze erlaben, fir kënnen justement op eng Stee ze goen oder op eng Ausstellung an erëm zrëckzekommen. Dat ass och vun der Direktiv TVA virgesinn, dass een esou eppes ka maachen. A mer hunn da vun där Facultéit profitéiert.

Dat Zweet ass an deem Kontext vun der TVA, dass mer e fiskalesche Regime maachen, dee virdeelhaft ass, haaptsächlech justement fir op Steeë kënnen matzemaachen. Et muss ee wëssen, dass eis Nopeschlänner alleguerten an och England e ganz favorablen TVA-Taux hu fir esou Steeën an dass dat expressis verbis an der TVA-Gesetzgebung virgesinn ass vun der EU a mer dann dovunner Gebrauch maachen an duerch dann den Taux réduit vun 8% op enger Marge bénéficiaire, déi reduziéiert ass, wäerten applizéieren. Mir maachen also keen extrae Lëtzebuerg Regime, mir profitéiere vun eppes, wat d'EU-Direktiv iwwert d'TVA souwiesou virgesäit.

Ech géif soen, dat ass, vum Wirtschaftlechen, vum Fiskaleschen, d'Essenz vum Projet. Mir hu profitéiert, fir - an dat ass en annexen Aspekt - de maximale Montant vun Akzisen um gerullten Tubak, fir dee maximale Saz, dee méiglech ass, am Gesetz ze verankeren, well mer elo iwwert déi lescht Joren un déi al Limite ukomm ware vun zéng Euro. A mir setzen elo deen Taux op 25 erop, wann een an Zukunft de Besoin hätt, deen Taux an d'Luucht ze setzen.

An dann den drëtten Punkt ass vlächte deen, dee vun der Aktualitéit hier deen interessantsten an och dee wichtigsten ass. Dat ass, ob ee soll dee Freeport der Gesetzgebung géint d'Wäisswäschen ënnerwerfen. Mir hunn dat no alle Kritäre gekuckt. An en fait ass den Droit positif folgenden: Dass een dat net misst maachen, mir awer geduecht hunn, dass mer missten am Intérêt vun der Reputatioun vum Freeport an am Intérêt vun der Reputatioun vum Land virgräifen, virgräifen, andeem een op eng präemptiv Aart a Weis seet: Mir ënnerwerfen de Freeport nawell dese Regeln, obwuel et net vum GAFI, vun der OCDE onbedéngt erfuerdert ass.

Wat huet eis dozou gefouert? Ech géif soen, Evolutiounen an de leschte Joren, wat de Marché vun der Konscht ubelaangt. An engem Ëmfeld, wou d'Zësen immens niddreg sinn, ass de Marché vun der Konscht extrem spekulativ an extrem attraktiv ginn, soudass also do e Risk besteet. An d'generell Regele vum GAFI soen eis: Wann e Risk besteet, wann eng gewëssen „Vulnerabilitéit“ - dat ass d'Wuert, wat gebraucht gëtt - an engem Secteur do ass, da soll ee preventiv virgoen. An dat wollt mer heimadder maachen.

Mir hunn och den Avis vun der Chambre de Commerce ganz sérieusement gekuckt. Ech mengen, d'Chambre de Commerce huet eng Foto op haut gemaach a gesot: Dat ass eng Obligatioun méi, déi mer dem Freeport-Taux ginn, där mer de Freeport ënnerwerfen. An d'Regierung huet fonnt, an ech si frou, dass déi meescht Parteie queesch duerch d'Boot hei dat och esou gesinn, dass mer Intérêt hunn, dass mer méi virsiichteg si wéi de Minimum. An en fait soen ech mer och Folgendes: Dat ass herno souguer och vlächte e Verkaufargument, e Kompetitivitéitsargument, wann ee kann no bausse soen, dass een déi Regele vum Blanchiment preventiv, par rapport zu deem, wat international virgesinn ass, anhält.

Vlächte ee Wuert, wéi dat alles geregelt ass. Mir hunn en fait zwou Administratioune vum Stat, déi am Freeport wäerten tätég sinn oder schonn zum Deel tätég sinn. Dat eent ass d'Administration des Douanes. Déi kontrolléieren d'Wueren, déi erakommen. An d'Administration de l'Enregistrement ass zoustänneg fir d'Gesetze géint de Blanchiment. Domat ass dann de Freeport deeneselwechte Gesetze ënnerworf wéi eng Bank, awer och wéi e Bijoutier oder wéi e Garagist oder wéi ganz vill aner Commerçanten. Ech mengen, domat leeschte mer dem Freeport en Déngscht, awer och senger eegener Reputatioun.

Ech géif och gären hei ënnersträchen, dass mer déi Regeln zesumme verfaasst hunn, an der Kooperatioun mam Secteur, mam Freeport selwer, awer och mam Ministère de la Justice, deen an deene Saache federführend ass. An dat Ganzt mat engem Bléck och op d'Zukunft, wat fir eng Regeln op eis do zoukommen.

Ech mengen, dass mer mat deem heite Gesetz eise Freeport modern, flott a konkurrenzfähig maachen an an engems wegweisend fir d'Zukunft. An deem Sënn freeën ech mech iwwert déi breet Zoustëmmung, déi mer haut hei ronderëm d'Parlament konnten héieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6713 iwwergoen.



**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6713 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6713 ass mat 58 Jo- géint 2 Nee-Stëmmen uegheoll.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Eddy Mertens et Mme Lydie Pelfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.*

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dat ass esou décidéiert.

Mir kommen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, enger vun der Regierung gefroter Konsultatiounsdebatt iwwer méi Sécherheet am Stroosseverkéier mat dem Objektiv, null Affer ze errechen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

**6. Débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?»****Exposé**

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, mir haten, bannent elo enger Woch, fënnf Doudeger op eise Stroossen, dorënner eng Polizistin, déi ënner ganz trageschen Émstänn hiert Liewen huet misse loosse, well se hirer Aarbecht nogaangen ass. Zënter dem Ufank vum Joer, ech hunn d'Léicht elo hei just kritt, aktualiséiert: 17 Doudeger direkt op der Strooss, plus een Doudeger, deen nodréiglech gestuerwen ass, am Fong 18 Doudeger op eise Stroossen! E ganze Koup schwéier Accidenter mat ganz schwéier Blesséierten. An d'Ursaache vun deenen Accidenter sinn, géif ech soen, zu iwwer 80% ëmmer déi nämlech: d'Vitesse an Alkohol, an oft Vitesse an Alkohol kombinéiert.

An ech muss soen, dee Misär, dat Leed, dat dat mat sech bréngt, dat ass terribel, net nëmme natierlech fir déi direkt Betroffen, oft Onschëllege, déi hei mussen drënner leiden, mä och fir dee ganzen Entourage, oft awer och natierlech fir déi, déi dat Ganzt verursaachen, andeem se mat Onverstand gefuer sinn, déi dann nodréiglech, duerno sech eréischt de Konsequenzen oder eréischt bewusst sinn, wat se ugeriicht hunn.

Mä et ass awer gradesou kloer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Weder ech nach d'Regierung wëllen dat doten nokucken! An duerfir si mer zënter engem Joer amgaangen drun ze schaffen, fir e ganze Programm ze lancéieren, fir ze kucken, datt mer déi dramatesch Bilanz do erofkréien.

Déi ass dramatesch, well mer och am europäesche Verglach extrem schlecht dostinn. Soit, datt ech weess, datt natierlech fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, relationell gesinn, d'Zuelen ëmmer natierlech en vue vun der Klengheet an der Bevelkerungszuel, déi mer hunn, e bësse relativéiert sinn, mä si ass awer am Total dramatesch. An et ass och dramatesch, ech wäert lech herno e puer éischt Zuele matdeelen do-

vun, zënter dem 1. Juni, wéi de Punktführerschäin verschäerft ginn ass, wou d'Police während aacht, zéng Deeg déi éischt Kontrolle gemaach huet, wat dobäi erauskomm ass.

Dat, trotz datt mäi Ministère eng ganz, ganz breet Campagne gemaach huet iwwer Woche virun, virum Antriede vum Punktführerschäin, datt heescht, wou am Fong een hätt misse sech soen, grad elo missten dach verschidde Leit sech bewusst sinn, datt ee Verschiddenes einfach net méi soll an net méi kann an net méi däerf maachen. D'Realitéit ass awer, leider, eng aner.

D'Verkéierssécherheet ass duerfir fir mech an och fir d'Regierung eng Topprioritéit. All Regierungsmember huet sech souguer engagéiert zu verschidde Mesuren, jiddweree spezifesch a sengem Beräich. An ech hunn en Aktiounsplang der Regierung virgeluecht virun enger Rei Méint, deen och natierlech uegheoll ginn ass. Deen Aktiounsplang ass ausgeschafft ginn iwwer ee Joer mat alle relevanten Akteuren hei zu Lëtzebuerg, déi de près ou de loin eppes mat Stroossen- oder Verkéierssécherheet ze dinn hunn. Dat heescht, datt geet vum Automobile Club bis bei d'Sécurité routière, AVR, awer och selbstverständlech all Ministère an Verwaltungen, déi do mat dra sinn. All déi hu matgeschafft an drai, véier Sätzungen, d'lescht Joer, fir deen Aktiounsplang auszeschaffen.

Deen Aktiounsplang, dee baséiert op dräi Säilen: Preventioun, Sensibilisatioun a Repressioun. An ech soen och direkt: Et geet nëmme, mir kréien dat Ganzt nëmme an de Grëff, wa mer déi dräi Säilen zesumme wierke loosse. Eng eleng bréngt eis näischt. Dat ass nëmme eppes Hallwes, eppes Véierels. An déi eenzel Saile wierken och nëmme, well se bestärkt ginn oder verstärkt ginn duerch déi aner.

D'Preventioun, fir just e puer Beispiller ze ginn: Wat verstet mer dorënner?

Dat ass natierlech emol an enger éischer Stell Nobesserungen um Stroosseréseau. Do geet et drëms, déi geféierlech Punkten, déi sougenannt „points noirs“, ze detektieren - dat ass och geschitt entre-temps - an dann ze kucken, wéi mer am Stroosseréseau nobessere kënnen, datt geféierlech Situatiounen net kënnen entstoen duerch de Stroosseréseau selwer, oder méiglechst net. Ech mengen, net an alle Fäll kann ee stroossebaulech eppes maachen.

Dat sinn awer och aner Mesuren, wéi zum Beispill, datt mer d'Kredibilitéit vu verschidde Aktiounen, déi mer maachen - zum Beispill eng Zon 30 ze installéieren, wou mer jo wëlle méi wäit och goen an deenen nächste Joren, och op Statsstroossen dat erméiglechen, ënner ganz spezifesch Bedéngungen -, datt awer déi Mesuren eng gewësse Kredibilitéit hunn, datt mer net einfach Schëlde mat 30 dohinnersetzen an da mengen, da géifen d'Leit mat 30 fuere, oder och souguer mat enger anerer Vitesse, mä datt dann och de Stroosseraum esou misst aménagéiert sinn, datt en deem entsprécht, där Vitesse eenegermoossen entsprécht, déi mer wëllen do kréien.

An dann natierlech och Saachen diskutéieren, dat gehéiert och zur Preventioun, wéi Reduktioun vun der Vitesse ausserhalb vun den Agglomeratiounen, well ech wëll drop hiweisen, datt déi schlëmmsten Accidenter net an den Agglomeratiounen geschéien, och emol net op den Autobunnsréseauen - do geschéien der och -, mä dat ass net déi grouss Unzuel. Déi grouss Unzuel geschitt ausserhalb vun den Agglomeratiounen, op de Landstroossen. Och do unzesetzen.

An dann natierlech awer och esou Saachen ze maachen, wéi zum Beispill Stagen, am Kader vu sougenannt „peines pédagogiques“, fir déi anzeféieren, fir iwwer dee Wee... Do geet et zwar méi natierlech drëms, d'Leit dozou ze bréngen, déi eng Kéier eppes, en Accident provozéiert hunn, fir dann duerno preventiv derfir ze surgen, datt se sech bewusst ginn, firwat et geschitt ass an et net méi duerno maachen. Well ech mengen, déi Strof, déi ee kritt, sief et, wann et nëmme e Protokoll ass oder, wann et awer méi wäit geet, e strofrechtlichen Aspekt nach hannendrun ass, datt ass eng Saach. Ech mengen, déi „peine pédagogique“ ass sécherlech e Volet, deen och derzou gehéiert an deen ech éischer och gesinn als Preventioun fir d'Zukunft.

Déi zweet Sail ass d'Sensibilisatioun.

Dat sinn natierlech all eis Oplärungscampagnen, déi mer maachen. Mir haten, wéi gesot, eng, déi leeft souguer och nach weider, ronderem de Punktführerschäin. Déi huet wechelaang gedauert; all méiglech Aktiounen hu mer gemaach do ronderem. Dat sinn awer och d'Stagen zu Colmer-Bierg, wou et drëms geet, déi spezifesch Fuerweis ze analyséieren an och de Leit, de Chauffeuren, méi daitlech ze maachen, wat dann déi potenziell Risike sinn, wann ee fiert.

Well, ech mengen, wann een de Führerschäin mécht, ass dat esou, da léiert ee vläicht fuere an de Code de la route ze respektéieren respektiv eenegermoosse wéi ee soll fuere, mä et léiert een net d'Bewosstsäin kréien, datt een eigentlech den Auto net kontrolléiert an datt et vill Imprévue gëtt an datt et dobaussen eigentlech kee Mënsch gëtt, deen den Auto honnertprozenteg kontrolléiert, well einfach ze vill Saachen do derteschent kënnen passéieren am Stroosseraum, déi een einfach net ka virausgesinn zum Beispill! Oder datt een d'Vitessen net richtig aschätzt, net richtig versteet a sech virun allem de Konsequenzen dovunner net bewusst ass, wat dat ka bewierken. Ech mengen, och dat si Saachen, déi zu der Sensibilisatioun zum Beispill gehéieren.

Deen drëtte Volet ass d'Repressioun.

Do war natierlech de Punktführerschäin, d'Verschäerfung vun de Stroossen eppes. An ech hu virdu gesot, mir... Zënter dem 1. Juni ass en a Kraaft. Mir haten eng riseg Campagne gemaach. An ech wëll lech just ee Beispill eraushuelen, fir lech ze illustréieren, datt téschent dem 1.6. an dem 10./12.6. d'Police e bësse Kontrollen doruechter gemaach huet. An do, Dir wësst, datt mer elo ewell bei dem Handynotzen um Steier do Punkten ofzëien, d'Protokoller och verdeubelt gi sinn. An awer, trotz der Campagne, bei deene puer Kontrollen, déi gemaach gi sinn, sinn 154-mol zwee Punkten ofgezu ginn an deene Campagnen! Dat heescht, et ass bal net ze verstehen, datt no wechelaange Campagnen, wou jiddweree sech däärs jo misst bewusst sinn, dat awer geschitt ass!

Ech wëll awer derbäisoen, datt een hei awer och gesäit, wéi wichteg datt et ass, datt mer do Punkten agefouert hunn, well ech mengen, an dat ass jo dee wichtigsten Aspekt, psychologesch, beim Punktführerschäin, dat ass, wann een awer da Punkte verluer huet - hei sinn et der elo zwee; wann et bei Vitesse ass, kënnen et der an Zukunft bis sechs ginn -, dat verhält een an da passt een op duerno, mindestens eng Zäit. Déi Zäit, déi dräi Joer duerno, wou ee weess, datt ee scho vill Punkte verluer huet, ännert een och d'Fuerweis. An dat spillt da sécherlech mat dran.

An dann natierlech d'Radaren. Mir waarden elo nach op deen zweeten Avis vum Statsrot. Ech hat gesot, ech hätt gär, datt virum Summer 2015 mer dat Gesetz duerch d'Chamber kënnen kréien. Dat wäert eis geléngen. D'Avisen, also d'Amendementen, déi d'Chamberskommission eraginn huet, fir dem éischen Avis Rechnung ze droen, wou...

Iwwregens, ech hunn an enger Zeitung gelies, dat wier e ganz negativen Avis gewiescht. Et muss ee sech awer emol virstellen, deen éische Projet, deen éische Versuch, dee gemaach gi war beim Radarsgesetz, deen ass zerrappt gi vun A bis Z. Hei war eng eenzeg Opposition formelle dran. An déi war nach eng, wou och de Parquet a sengem Avis schlussendlech drop opmierksam gemaach hat. Dat heescht, et ass eppes, wat mer och wossten, wou och duerfir kee Problem war, fir déi Fro geléist ze kréien.

Dat hu mer och gemaach, also d'Chamber huet dat gemaach iwwer d'Amendementen, déi bei de Statsrot geschéckt gi sinn, soudatt ech dovun ausginn, datt mer den zweeten Avis, well dee relativ einfach wäert gi fir de Statsrot, well mer allem Rechnung gedroen hunn, an deenen nächsten aacht, zéng Deeg nach wäerte kréien. An da gëtt dat Gesetz hoffentlech hei unanime vun der Chamber gestëmmt, nach virun der Summerpauz.

An da kann ech och déi aner Phas definitiv ulafe loosse, déi awer ganz..., an der Preparatioun si mer am Timing dran, nämlech vun der Installatioun respektiv dem Zouschlag, fir d'Apparater ze kafen, déi da bis Enn des Joers sollen installéiert ginn, fir datt Ufank d'nächst Joer déi Radare wäerte funktionéieren.

An da wëll ech och soen, datt, wann een iwwer Radaren oder Repressiounen am Allgemenge schwätzt, dat net esou ass, wéi dat och duergestallt gëtt, datt dat eng Machine à sous ass, well et ass net d'Recette: Mir, ech erhoffe mer, datt déi Radare méiglechst weineg Leit flashen, well dat ass jo den idealen Zoustand. Mä souguer déi, déi geblézt ginn, an déi Recetten, déi mer do kréien, déi si minimal. Virun allem si se minimal par rapport zu deem Erspuernis, ech schwätzen da quer net vum Misär, dee mer eis erspueren, well mer jo d'Vitessen erofgesat kréien a manner Accidenter kréien. Ech schwätzen awer hei elo reng vu finanzielle Recetten. Den Erspuernis fir d'Allgemengheet ass virun allem ze gesinn duerch de Fait, datt mer manner Accidenter hunn!

An ech wëll lech just soen, ech hunn, mir hunn eng Etüd maache gelooss - dat ass am Fong eng Etüd, déi baséiert op Zuelen, wéi se an Däitschland existéieren; déi sinn awer bei eis plus ou moins d'nämlech -, fir emol eng Kéier genau berechnen ze loosse, wat eis dann en

Accident kascht, niewent dem Misär an dem Leed fir déi Betroffen an den Entourage. Wat kascht eis dann als Allgemengheet en Accident finanziell, wann esou eppes geschitt?

An do këntt eraus - haalt lech un! -, wann et sech ëm en Accident handelt, deen op enger Autobunn geschitt zum Beispill, wou een ëm d'Liewe këntt oder e Schwéierblesséierten entsteet, da kascht esou en Accident d'Allgemengheet 360.000 Euro! A wann et e Liichtblesséierten ass, 44.000 Euro. Bei de Landstroossen ass et natierlech manner: 240.000, 241.000 Euro. A wann et innerorts ass, 187.000 Euro. Dat heescht, do sinn all d'Fraisen agerechent, déi iergendwéi mam Accident ze dinn hunn. Dat geet vun den Ambulanzen, déi mussen op d'Plaz kommen, wat un de Stroosse futtgeet an, an, an. D'Assurancen-, Affekotekäschten, déi entstinn, Gesondheetskäschten, déi entstinn.

Also, wéi gesot, 361.000 Euro spueren mer der Gesellschaft, niewent deem ville Misär a Leed, bei all Doudegem oder Schwéierblesséiertem, dee mer op der Strooss oder op der Autobunn manner hunn. An dat ass de Gewinn fir d'Gesellschaft, dee mer kréien duerch esou Mesuré wéi zum Beispill, ënner anerem, d'Radaren, mä och aner Saachen, déi mer treffen.

Natierlech gehéieren zur Repressioun och méi Kontrollen. D'Police huet jo och elo uegkënnegt, datt se bis Enn Juli ganz staark wäert kontrolléieren. Och dat ass grouss uegkënnegt ginn. Jiddweree misst et wëssen, datt schaarf kontrolléiert wäert gi bis Enn Juli, mat der Zilsetzung, emol eng Kéier e Mount ze kréien ouni Accident. Ech fannen dat eng super Initiativ vun der Police, déi se do hëlt. An ech mengen, wann déi mobil Radaren eng Kéier bis do sinn, ginn esou Kontrolle wéi déi doten - déi gehéiere jo och zu deem, wat mer wäerte stëmmen hei - nach méi einfach.

Deen Aktiounsplang ëmfaasst also insgesamt, ënnert deenen dräi Säilen, 29 verschidde Mesuren. An do wëll ech, well jo ëmmer gemengt gëtt dobaussen, jo, elo géif nëmme op Repressioun gesat ginn, wëll ech hei emol opléischen, wat déi 29 Mesuré sinn.

Do sinn der néng Stéck, déi betreffen d'Repressioun, zéng Stéck betreffen d'Preventioun an zéng Stéck d'Sensibilisatioun. Dat heescht, zwee Drëtter, déck zwee Drëtter vun deene Mesuré sinn am Beräich vun der Preventioun an der Sensibilisatioun an nëmme een Drëtter ass d'Repressioun. Och emol eng Kéier, fir dat kloerstellen. Mä, wéi ech awer virun erklärt hunn, déi dräi Saile mussen zesumme funktionéieren, well soss gräife se net an da kréie mer och kee Resultat.

Mir hunn eelef Défien, déi si beschriwwen ginn an deem Aktiounsplang.

Deen éischen ass natierlech, dat ass dee wichtigsten, d'Problematik vum Excès de vitesse, fir deen an de Grëff ze kréien. Wa mer dat packen, kréie mer wierklech d'Accidenter zolidd erofgesat.

Deen zweeten, hunn ech och scho gesot, dat sinn d'Drogen en général, mä virun allem den Alkohol, deen déi gréisste Ravagé mécht, mä awer och d'Medikamenternotzung, wann een hannert dem Steier ass. Och do, dat ass natierlech elo sécherlech eng manner grouss Envergnure. Et ass awer och e bëssen eng Donkelziffer, well mer et net esou richtig wëssen. Mir wëssen am meeschte bei Drogen, bei Alkohol. Mä den Alkohol ass natierlech deen, wou et am meeschte spillt.

Drëtter Punkt ass d'Förderung vun de Sécherheetséquipementen am Stroosseraum.

Dee véierten ass d'Reduktioun vu geféierleche Verhalensweisen. Ech mengen, dat betrëfft alles dat, wat ech gesot hunn, wat zu Colmer-Bierg gemaach gëtt, wou d'Leit solle geléiert ginn, wat dat heescht, wat iwwerhaupt eng geféierlech Verhalensweis am Verkéier ass.

De fënneften ass e ganz wichtegen: Dat ass de Schutz vun de vulnerabele Verkéiersteilnehmer. Dat sinn haupsächlech Foussgänger, Vëlofuerer oder och souguer Motocyclisten. Mä haupsächlech d'Foussgänger a Vëlofuerer, wou ëmmer nach dramatesch Saache geschéien. Nach elo rezentenweis ass eng eeler Persoun erëm dout iwwerrannt ginn op engem Foussgängersträifen!

An dann de sechste Punkt, d'Stroosseninfrastrukture méi sécher maachen. Ech mengen, dat hunn ech erklärt.

De siwente Punkt ass eng kohärent Preventiounspolitik. Ech mengen, do spillt och d'Aneneegräife vun deenen einzelnen Instrumenter an och d'Zesummeschaffe vun deenen einzelnen Akteuren eng wichteg Roll.

Deen aachte Punkt ass eng besser Ausbildung vun de Chauffeuren en général. An och do mussen mer, mengen ech, drun denken, eng Kéier de Führerschäin als solchen ze iwwerden-





ken, d'Formation vum Führerschäin ze iwwerdenken. Ech mengen, datt de Fait, datt am Führerschäin awer gréisstendeels d'Haapt-schwéiergewicht geluecht gëtt op d'Kenntnis, also d'Léiere vum Code de la route respektiv wéi eng Rietsvirfahrt anzehalen ass an esou weider, datt ass alles gutt. Mä mir mussen awer mengen ech, do ëmdenken an och méi déi Elementer erabrëngen, wou ech gesot hunn, vum geféierleche Verkéiersverhalen, datt een dat an de Führerschäin méi mat about an Zukunft. Dat heescht, mir missten eng Reform eng Kéier ustriewen och vun deem Punkteführerschäin, also vum Führerschäin, pardon.

An dann natierlech verstärkte Campagnen. Dat hunn ech scho gesot. Den néngte Punkt.

An deem zéngte Punkt sinn effikass Policekontrollen. Do spille ganz sécherlech herno déi mobil Radaren eng ganz grouss Roll.

An dann den eelefte Punkt ass, Sanktiounen am Gesamten iwwerdenken, engersäits a Richtung och, wéi ech gesot hunn, „peines pédagogiques“, mä och insgesamt déi stroferechtlech Sanktiounen, fir déi eng Kéier ze iwwerdenken.

Et ass esou, datt dee ganze Plang ambitieus ass. Mä mir wëllen en awer wierklech och ganz seriö huelen an ëmsetzen. Duerfir hu mer och e prezisen Timing entre-temps dropgesat, a wéi engem Zäitrahme mer dee wëllen ëmsetzen. A mir hunn och mat der Table ronde, also mat all deenen Akteuren ofgemaach, datt mer eis mindestens eemol d'Joer gesinn. Dat heescht, eemol d'Joer wëll ech Rechenschaft ofleeën, wéi déi eenzel Punkten ëmgesat gi sinn, a vläicht dann och Bilan zéien, wat se bruecht hunn oder vläicht net bruecht hunn. Déi nächst Sëtzung ass zum Beispill am Juli, wou mer de Bilan fir d'Joer wäerten zéien.

An dann ass et och esou, datt déi ganz Verkéierssicherheit, déi spillt natierlech och europäesch an international eng grouss Roll. Et ass esou, datt souguer nopeduecht gëtt am Kader vun der UNO, bei den „millennium goals“, ob een net d'Verkéiersdoudegerproblematik soll do mat thematiséieren, well dat entre-temps natierlech e weltwäiten enorme Problem ginn ass, wivill Leit hiert Liewe verléieren op der Strooss.

An ech wäert och ënnert der Lëtzebuerger Présidence am Oktober, wou mer virschwief, eng „mid-term review“ ze maache vum Wäissbuch Transport, well d'nächst Joer wäert d'Kommissioun dat maachen, an duerfir hunn ech wëllen, am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence, datt de Conseil des ministres och eng Kéier driwwer schwätzt. Do wäert natierlech d'Verkéierssicherheit och e grouss Thema ginn.

A fir mech ass och duerfir déi Debatt haut de Mëtteg hei an der Chamber... net nëmmen erhoffen ech mer natierlech Ënnerstützung fir d'Regierung an hirer Approche zu deem Ganzen, mä et ass och wichteg, datt déi Debatt hei eleng stattfënnt zu deem Aktionsprogramm, well och esou eng Debatt wéi déi heiten ass en Deel vun der Sensibiliséierung an dréit mat der zou bäi, datt mer, wéi gesot, dee Misär do an de Grëff kréien.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Nohaltegekeetsminister. D'Wuert huet dann den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marco Schank.

#### Débat

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguerten, eng uerg Serie vu Verkéiersaccidenter huet eis an deene leschte Woche virun Ae gefouert, datt jiddweree vun eis all Dag zu all Moment hei am Land kann Affe ginn am Stroosseverkéier.

De Minister huet et gesot: Déi Tragik vun deem gruejelechen Accident virun zéng Deeg, wou eng jonk Polizistin am Dëngscht hiert Liewe verluer huet, an dat duerch e staark alkoholisierter Chauffeur, mécht, wéi esou vill aner Accidents, däitlech, datt net all Mënsch mat engem Führerschäin ka responsabel mat sengem Gefier ëmgoen, an engem Land, an ech widerhuele mech do par rapport zu deem, wat ech viru sechs Wochen zum Punkteführerschäin gesot hunn, an engem Land, wou a mengen Aen ze séier gefuer gëtt! Et gëtt sech systematesch net un d'Limite de vitesse gehalen, dacks geféierlech, dacks onnëtz iwwerholl! De Winker erasmusmaache gëllt scheinbar bei villen als oncool an den Handy um Ouer par contre als richtig locker.

Leider ass et esou, datt een och ëmmer erëm Buschauffeure mam Handy beim Fahren observéiert. Jiddwerengem vun eis misst bewusst sinn, datt sech hanner all Blessiertem, hanner all Doudegem op eise Stroossen enorm vill Leid, Misär verstoppt: Familjen, Partnerschaften, Frëndschaften, déi ausernegerappt ginn, Matmënschen, déi sech hiert ganz Liewe mat grave Séquelle müssen ausermeesetzen.

Onofhängeg dovun kann et dach fir näischt a fir kee gutt sinn, wann e Mënsch scho fréi moies gestresst op der Aarbecht ukënn, an dat duerch déi Manéier, wéi mir hei zu Lëtzebuerg Auto fuere! Ech hu ganz bewusst dese Passage aus menger Interventioun vu viru sechs Wochen, zumindest sënngeméis, nach eemol gesot, well een d'Hoffnung net opgëtt, datt, wann een datselwecht dacks genuch seet a mir alleguerten och darselwechter Meinung sinn, datt dat richtig ass, wat ee seet, et awer iergendwann eng Kéier Agang an eis Käpp fënnt.

Ech hale mech do un de pädagogesche Prinzip, deen och d'Sécurité-routières-Campagnë suivéieren, déi ëmmer erëm déiselwecht Messagé véhiculéiere mussen.

Viru sechs Wochen hu mer hei d'Gesetz iwwert de Punkteführerschäin adaptéiert. Haut elo diskutéiere mer de Plan d'action «sécurité routière» mam Zil «Vision Zéro, zéro mort, zéro blessé grave», an dat mat der Participatioun un deem europäeschen Objectif, fir d'Ziel vun den Doudegem ëm d'Halschent op den europäesche Stroossen erfrozesetzen.

Dese Plang identifizéiert net manner wéi eelef Défien an insgesamt 28 Mesuren. A bei deenen Défien - wéi kéint et anescht sinn? - stinn op éischter an op zweeter Plaz déi béid grouss Erafuerderungen, fir iwwerdrivwe Vitesse an d'Fueren ënner Alkoholafloss an de Grëff ze kréien, alle béid d'Haaptursach vun den Accidents mat net manner wéi 70% Undeel bei den déidlech Blessierten d'lescht Joer.

Op déi aner Défie wëll ech elo hei weider net agoen. Duerfir wëll ech awer zu deene sëlliche Mesuren aus dem Aktionsplang Stellung huele respektiv och eng Partie Iddie proposéieren, déi elo net an deem Programm do drastinn.

Ugefaange mat de Sanktiounen, déi duerch dat ganz rezent Upasse vun Punkteführerschäin op ville Pläng - an do ginn et direkt e puer Mesuren an dem Aktionsplang -, déi dann och duerch de Punkteführerschäin zolidd verschäerft goufen, sou ënner anerem den Excès de vitesse, den Délit de grande vitesse, dann d'Fueren ënner Alkohol-, Medikamenten- an Drogenafloss, d'Ceinture net undinn - mat der erschreckender Tatsaach, datt ee Véierel vun deenen Automobilisten, déi déidlech blesséiert goufen d'lescht Joer, de Gurt net unhaten -, oder och de Gebrauch vum Handy a souguer och dem Tablet, wat ech viru Kuerzem eng Kéier konnt observéieren.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Doriwwer eraus hu mir viru sechs Wochen net nëmmen d'Punkten, mä och d'Geldstrofen e gutt Stéck an d'Luucht gesat.

Da wëll ech op eng an eisen Ae ganz wichteg Mesure ze schwätze kommen, datt ass d'Instrument vun de Verkéierssicherheitsauditen. Schonn de vieregte Minister respektiv déi vieregte Ministeren hunn derfir gesuergt, datt bei nei améngéierte Stroossen esou Audite gemaach goufen. Ech erënnere mech un dee vun der N12 oder och dee vun der N7 an anerem. An esou Audite maachen natierlech och Sënn bei bestehende Stroossen, besonnesch, awer net nëmmen, op geféierlechen Tronçonem, wou dann awer och d'Konklusiounen vun deene selwechte mussen ëmgesat ginn.

Esou e Virgoen hëlleft ganz bestëmmt, de Stroosseraum méi sécher ze gestalten. An an der Praxis ass et och sécher esou, datt déi vill kleng fachlech Aspekter, déi vun den Ingenieuren vu Ponts et Chaussées mat erabruecht ginn, stroossebaulech bei engem Projet dann och ëmgesat ginn an däitlech och zu méi Verkéierssicherheit kënnen féieren. Duerfir setzen och ëmmer méi Länner systematesch bei der Verkéiersonfallpreventioun op onofhängeg a speziell ausgebildeten Auditeuren.

Wann ech richtig weess, gëtt et am Ministère dozou en Aarbechtsgrupp. Vlächicht kann de Minister eis och soen, wéi dat mat de Verkéierssicherheitsauditen am Moment gehandhabt gëtt.

Op d'Radaren, obwuel se immens wichteg sinn, wëll ech elo net weider zrëckkommen, well se jo wäerte kommen. De Minister huet elo nach eng Kéier däitlech gemaach, wéi séier dat dann elo soll geschéien. Ech mengen och, datt et hei am Haus duerfir eng breet Zoustëmmung gëtt.

Da ginn et och méi onspektakulär Mesuren, déi och bei den Auditen emol ëmgesat ginn, wéi d'Ewechfräse vun der Trennlinn an der Mëtt vu verschiddene Stroossen. Och dat ka schonn e Méi u Verkéierssicherheit bedeiten. Wéi gesot, et ginn der eng ganz Partie, déi a priori als kleng Mesurë kënnen agestuft ginn, mä déi awer als Ganzt och vill kënnen bewierken.

Da war nach an der Diskussioun déi lescht Wochen och d'Aféierung vun Alcolock, also dem Ethylotest am Auto, eng Mesure, déi et jo a verschiddene Länner scho gëtt, besonnesch

och déisäit dem Atlantik an den USA oder a Kanada. A Frankräich sinn zënter 2010 d'Autobussen am öffentlechen Transport fir Kanner entsprechend équipéiert. A mir kënnen eis absolut den Asaz vum Alcohol Interlock besonnesch fir Récidivistë virstellen. Eng Partie Froe bleiwe sécher ze klären: Wie gëtt viséiert? D'Maniabilitéit an esou weider. A mir deelen och d'Meenung vum Minister, fir mat engem Projet pilote hei unzefänken an d'Vir- an d'No-deeler ze analyséieren. A beispillsweis soll awer och hei d'Noutwendegkeet vun esou enger Mesure fir professionell Chauffeure gekuckt ginn.

Här President, eng weider Mesure ass d'Konzept vun dem sougenannten „Shared Space“, wou sozial Kontroll soll hëllefen, datt an engem fest definéierten Espace een op deen anere Rücksicht hëlt, léiert, Rücksicht ze huelen, dëst ënner anerem parallel mat enger, ech nennen dat emol „Entrümpelung“ vun der Verkéierssignalisatioun. An d'Konzept vum Shared Space, dat passt jo och an d'Iddi vum Ministère, fir ze evaluéieren, ënner wéi enge Konditiounen zum Beispill op Statsstroosse d'Vitesse ënner 50 gedréckt ka ginn.

Souwäit ech weess, sinn eng ganz Partie Gemengen interesséiert. Ech weess vun e puer, déi sech gemellt hunn, fir bei esou Projekte matzemaachen. De Minister huet jo och viru Kuerzem gesot, datt deen Aarbechtsgrupp, deen agesat gouf, fir déi Kritären ze bestëmmen, seng Aarbecht elo ofgeschloss hätt. Et wier vlächicht interessant och, fir ze héieren, wéi dat elo virugeet, wéi vill Gemengen datt do sech bedeelegen, datt do och eppes Sënnvolles dann herno derbäi erauskënn.

A mir kéinten eis virstellen, datt d'Erofsetzung vun der Vitesselimit am Einfeld vu Schoulen op Tempo 30 carrément flächendeckend kéint agesat ginn. Beispillsweis maachen d'Eisträicher dat an enger Aktioun „Tempo 30 vor Schulen“, wou och d'Kanner, d'Schoullkanner natierlech duerch iergendwellech Aktivitéiten - Biller molen, déi dann als Aktiounsschëlter opgestallt ginn - och an dee Prozess do integréiert ginn.

Dann ass ee Problem, deen immens heefeg ass, deen, wou een e sëlliche Chauffeure kann observéieren, datt se SMSe liesen oder souguer schreiwen am Auto a sech doduerch oflenke loosse. A Frankräich gouf eng App entwéckelt, déi den Handy an e Mode de conduite setzt. An des App setzt dann d'Fonctiounen SMS an Appellen aus, soudatt ee beim Fahren eben net gestéiert gëtt. Derbäi kënn, datt déi App derfir suergt, datt jiddweree, deen dem Chauffeur eng SMS schéckt, da frëndlecherweis drop higewise gëtt, datt de Chauffeur am Moment Auto fiert an eben net soll gestéiert ginn an och net äntwerte ka ganz einfach.

Madame Presidentin, als Nächst wëllt ech schonn op eng Partie Iddie respektiv Mesuren agoen, déi éischter en éducative Charakter hunn, ee Beräich, dee mir awer enorm wichteg ass. An ech wëllt do esou eng kleng Lëscht elo maachen. A verschiddene Länner ginn och esou Mesurë proposéiert, fir den Automobilisten eng Aart Formation continue ze garantéieren, déi sech dann doduerch eventuell hirem eegene Feelverhalen op der Strooss bewusst kënnen ginn.

An Däitschland gëtt beispillsweis all Joers den „Tag der Verkehrssicherheit“ organiséiert, ganz praktesch, mat Matmaachaktiounen fir Kanner a Familjen, selbstverständlech och Sécherheitstraining, dat mer vu Colmer kennen.

Mä esou en offiziellen a ganz praktesch orientéierten Dag mat Familljecharakter fir Grouss a Kleng, wou d'Responsabilitéit vun deem Einzelne vis-à-vis vu sengem Matmënsch am Stroosseverkéier am Mëttelpunkt steet, ech mengen, datt dat och eng flott Form kéint si fir hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt déi eng oder aner Initiativ. Et gëtt d'„Journée des victimes de la route“ an et ginn aner Saachen. Mä ech mengen, esou e spezifeschen Dag vun der Verkéierssicherheit mat enger ganzer Partie vun Aktivitéiten, praktesch ugewannt fir Kleng a Grouss, wier do e gudden Moyen.

Doriwwer eraus kéint een Tester a Coursen am Internet ubidden, bei deenen d'Chauffeuren hiert Verkéierswësse kënnen iwwerpréifen, sech testen a sech esou och weiderbilden. Dëst ass zum Beispill eng rezent Initiativ aus Däitschland an aus Holland. Beim gratis online „VNI Opfriscursus“ an Holland hunn an deenen éischten zwou Wochen net manner wéi 80.000 Leit matgemaach. Do gesäit een, datt och esou Initiativen un Internet eppes kënnen bréngen!

An all des Mesurë muss een als Formation continue fir Verkéiersteilnehmer ugesinn, och am Hibleck, wat de Minister virdru sot, op d'Reform vun der Führerschäin, déi jo och ugekënnegt gouf viru sechs Wochen, nach am Kader vun deser Legislaturperiode.

Op jidde Fall si mir eis eens, datt et beim Führerschäin definitiv net duergeet, fir

nëmme Regeln ze léieren. Et muss deem jonke Chauffeur däitlech gemaach ginn, wat geschitt, jee nodeem, ob ee sech eben net un déi Regeln hält, wat d'Resultat ass, well soi-disant en Auto beherrschen a gutt kënnen fuere, notzt kengem eppes, well kee vun eis definitiv eleng op enger Strooss ass!

Ech denken, datt et hei och sënnvoll ka sinn, de Bezuch zu Gewalt an d'Bild vum Auto ze thematiséieren am Führerschäinmaachen. An dese Kontext gehéiert och d'Konfrontatioun mat Verkéiersaffer, mat konkrete Situatiounen aus dem Verkéiersalldag, wat, mengen ech, deem Einzelne méi e responsabel Verhale mam Auto géif vermëttelen.

Et ass sech et sécher ze einfach gemaach, fir all gesellschaftleche Problem, dee mer hunn, an d'Schoul ze transportéieren an do ofzelueden. Nach kann ech mer awer virstellen, datt bei den 18- an 19-Jähregen am Lycée et net verkéiert wier, fir d'Verkéierssicherheit systematesch ze thematiséieren.

Da wëllt ech och nach op de Sujet vun de Strofen am Code pénal agoen. Meng Fraktiounskolleegin Françoise Hetto hat virun e puer Wochen eng Question parlementaire gestallt: ob et net sënnvoll wier, d'Strofen am Code pénal besonnesch bei déidlechen Accidents eropzesetzen. An de Justizminister huet a senger Äntwert op déi Question parlementaire geäntwert, datt eng Annerung vun de Strofen am Moment net an d'A gefaasst géif ginn, well de Fächer vu Sanktiounen och haut nach appropriéiert wier.

Haut de Moien huet de Procureur d'État vun Dikrech an enger Radioemissioun gesot, datt beim Maximum d'Strofen ëmmer méi an d'Luucht gaange wieren, datt awer vergiess gi wier, de Minimum ze adaptéieren. Hien huet sech och fir de franséische System ausgeschwat, wou de Richter net ënner e gewëssene Minimum ka goen.

Dozou wëllt ech soen, datt mir eis enger Diskussioun, fir d'Strofen ze adaptéieren, net verschléissen. Mir denken awer, datt an deem Zusammenhang nach eng aner Mesure kéint besonnesch zillührend sinn, an zwar, wann d'Gerichter méi dacks géifen op d'Travaux d'intérêt général zréckgräifen,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marco Schank (CSV).** - ...wat awer an eise System den Ament just eng Peine de substitution ass fir Infractionen, op deene maximal eng Prisongsstrof vu sechs Méint steet. Firwat net e Schëllegen, e Récidiviste mat Affe vum Stroosseverkéier konfrontéieren an e fir eng gewëssen Zäit an engem Spidol oder an enger Arichtung fir Rééducation schaffen dinn? Ech selwer sinn net Jurist, mä wann ee sech eens ass, fir d'Travaux d'intérêt général méi an de Vierdergrond ze stellen, da muss een och der Justiz déi néideg Moyene ginn, déi se am Moment net huet. Duerfir misst dann déi ganz Philosophie, dee ganze Regime vun den Travaux d'intérêt général iwwerschaft ginn, fir datt d'Richter esou Strofe méi generell kéinte prononcéieren. Deemno: Travaux d'intérêt général och als Peine complémentaire aféieren, y compris fir Peinen, déi mat enger Prisongsstrof bestrooft ginn.

Här President, oder Madame Presidentin ass et nach ëmmer, ech denken, datt mir eng Fierkultur brauchen, déi op dem Respekt ee virun deem aneren opbaut. An duerfir mengen ech och, datt mir net fir d'Lescht Ustrengeunge brauchen, déi op sensibiliséieren a forméieren opbauen, vu Kanner, vu jonke Leit, awer och vun experimentéierte Chauffeuren oder déi sech duerfir halen, fir datt den Shared Space an déi sozial Rencontre, vun där ech virdru geschwat hunn, vun allen, déi un Verkéier deelhuelen, och Agang an eis Käpp fënnt.

Zum Schluss dann nach mäi Ceterum censeo. Ech mengen, datt et virun allem och muss eng verstärk Promotioun fir den öffentlechen Transport ginn - Stéchwuert: stressfräi op d'Aarbecht fuere - respektiv datt ee muss déi öffentlech Verkéiersmëttel nach méi attraktiv maachen. An ech mengen och, no där Virstellung vun der CFL gëschter ass do nach eng ganz Partie Sputt no uewen. An ech géif och duerfir proposéieren, datt dat e ganz interessante Sujet fir en nächsten Débat kéint sinn, an ech wëllt och an Aussicht stellen, esou eng Initiativ ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Schank. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.



► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer, 2014, hu 35 Mënschen op eise Stroossen hiert Liewe verluer an 245 Persounen goufe schwéier blesséiert. Dat ass a béide Fäll, sougutt bei den Doudege wéi bei de schwéier Blesséierten, gläichbedeutend mat engem Réckgang vun 22% am Verglach zum Joer virun, 2013. Wann ee sech dann nach virun Ae féiert, dass säit 2001 déi déidlech Accidenter op eise Stroossen ëm ronn 50% erfogaange sinn, an dat bei enger Populatioun, déi innerhalb vun zéng Joer, zwëschen 2004 an 2014, ëm 19% gewuess ass, d'Zuel vun de Frontalieren ëm 45% an de Fuerpark ëm 17% zougeholl hunn, da kéint ee mengen, dass mat där Zounahm vum Trafic a gläichzäitegem Réckgang vun de schwéieren Accidenter eigentlech alles an der Rei wier.

Mä dat wier en Trugschluss. Dat gouf engem duerch d'Aktualitéit an deene leschten zwou Wochen - an den Här Minister huet dat scho virun an gesot - op eng traureg Aart a Weis erëm an Erënnerung geruff. Tëschent dem 25. Mee an dem 8. Juni si bei Accidenter zwësche Miersch an Aangelsbiere, Capellen an Holzem, Munzen a Maarnech, op der A1, der Tréierer Autobunn beim Potaaschbiere an zu Dippech insgesamt fënnf Mënschen op engem tragisch Aart a Weis ëm hiert Liewe komm, woubäi ech dee leschtgenannten dramateschen déidlechen Accident nach eng Kéier - vun där jonker Polizistin - besonnesch ervirsträiche wëll. All Verkéiersdoudegen ass deemno een Doudegen ze vill!

Gläichzäiteg soll ee bei alle Statistiken awer och all déi vill Verletzter ni vergiessen, déi Joren a ganz oft e Liewe laang mat de physischen an och de psychologesche Séquellen, déi Accidenter mat sech bréngen, liewe mussen.

Aus all dese Grënn wëllt d'Politik zesumme mat enger ganzer Rei Partner aus der Zivilgesellschaft d'Sécherheetsituatioun - oder soll ech besser soen d'Onsécherheetslag? - op eise Stroosse verbessern. D'Lëtzebuurger Regierung huet doraus den Aktionsplang „sécurité routière“ zu engem hire grouse Prioritéiten erkläert, an dat ënnerstëtze mir als LSAP voll a ganz.

De laangfristegen Objektiv vun deem Aktionsplang mam Numm „Vision Zéro“, dee vun 2014 bis 2018 leeft, ass ambitiéis a kloer: null Doudeger an null schwéier Blesséierter op eise Stroossen. Natierlech schéngt engem dës Zuel utopesch, onerreechbar, mä engersäits ënnerstëtzt dësen Titel d'Motivatioun an d'Zilsträibegkeet vun de Responsabelen, anersäits muss dës Visioun ganz einfach d'Zil bleiwen, wann ee spierbar an nohalteg un der Istsituatioun eppes ännere wëllt.

Dese Plang, deen d'Resultat vun der Zesummenaarbecht mat allen Akteuren ass, déi an deem Beräich schaffe beziehungsweise sech engagieren, wéi d'Associatioun vun de Victimes de la Route (d'AVR), d'Assurancereenegung (d'ACA), de Fuerausbildungszentrum vu Colmer-Biere, d'Police, d'Sécurité routière, d'Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA), de Statec, de Syvicol, de Parquet, déi Professionell aus dem Automobilberäich, d'Autodistributeuren an d'Garagisten (ADAL a FE-GARLUX) an déi verschidde concernéiert Ministere natierlech, dese Plang also soll bei der Ëmsetzung vum mëttelfristegen europawäiten Zil bis 2020 hëllefen, dat Zil ze erreechen, am Verglach zu 2011 d'Zuel vun de Verkéiersdoudegen ëm d'Halschent ze reduzieren an d'Zuel vun de schwéier Blesséierten däitlech ze reduzieren.

Mam Plang „Vision Zéro“ sollen d'Problemer an d'Erausfuereungen identifizéiert ginn, déi sech aktuell den Efforte fir d'Verbesserung vun der Verkéierssécherheet an de Wee stellen, an doraus dann déi Mesuren definéiert ginn, déi geholl mussen ginn, fir dës Erausfuereungen ze begéinen. D'Moosnamen, déi geholl solle ginn, betreffen souwuel d'Usageren am Verkéier, d'Stroosseninfrastrukture wéi d'Gefierer selwer.

Eelef Erausfuereungen, verbonne mat net manner wéi 29 Mesuren, déi de Minister scho gesot huet, huet d'Regierung an Zesummenaarbecht mat de genannten Associatiounen an Administratiounen definéiert. Fir se nach eng Kéier kuerz ze widderhuelen - wéi mäi Virriedner Marco Schank eis et gesot huet, kann een et net oft genuch soen: d'Reduktioun vum Fieren ënner Alkohol-, Drogen- oder Medikamentenafloss, d'Promotioun vun de Sécherheetséquipementer, d'Stärkung vun der Opmierksamkeet um Steier an d'Reduktioun vu geféierleche Verhalensweisen an de Schutz vun de vulnerabele Verkéiersteilnehmer, spréich Foussgänger, Vëlos- a Motosfuere.

Weider Erausfuereungen stelle méi sécher Stroosseninfrastrukturen, eng kohärent Preventiounspolitik an d'Verbesserung vun der Formatioun vun de Chauffeuren duer. Schliisslech sollen d'Sensibiliséierungscampagne weidergefouert ginn, effikass Policekontrollen duerchgefouert ginn an de System vun de Sanktiounen iwwerkuckt ginn.

Ganz uewen op der Prioritéitlëscht sti fir déi Verantwortlech vum Aktionsplang awer, an d'statistesch Donnéeën ginn hinnen do ganz recht, och d'Bekämpfung an d'Preventioun vun den Excès de vitesse, also d'Gerenns op de Stroossen. D'Mesuren, déi et erlaben sollen, dës Zil ze erreechen, sinn ënner anerem d'Installatioun, wéi mer elo schonn héieren hunn, vu fixe Radaren, d'Verbesserung vun der Kreditibilitéit beziehungsweise vun der Visibilitéit vun de Vitesselimitatiounen, virun allem a verkéiersberouegten Zonen, an eventuell d'Reduktioun vun der Vitesse ausserhalb vun den Uertschaften, wéi de Minister och elo scho gesot huet, well do och déi meescht Accidenter geschéien. A gradesou gutt ënnerstëtze mer och, dass innerhalb vun den Uertschaften, fir bei Spideeler, Schoulen an esou weider, et och méiglech ass, op den Hauptstroossen Zon-30-Zonen oder Shared-Space-Zonen anzeféieren.

Eng éischt Moosnam ass dann awer eng Verschäerfung vun de Sanktiounen. Dës Mesure gouf dann och schonn ëmgesat mat der Reform vun den Punkteführerschäin, déi mer hei den 29. Abrëll an der Chamber gestëmmt hunn. Dat neit Gesetz, dat mir als LSAP ausdrécklech begréisst hunn, gesäit ënner anerem vir, dass säit dem 1. Juni fir en Délit de grande vitesse sechs Punkten am Plang bis dohinner véier Punkte fälleg sinn an dass ee fir e Retrait immédiat bei engem Excès de vitesse véier am Plang zee Punkte verléiert.

Relativ schnell, dat heescht nach virun der Summerpauze, solle mer als Chamber och iwwert d'Installatioun vun den automatesche Radaren - et geet hei ëm zwanzeg fix a sechs mobil Radaren, déi op geféierleche Plaze sollen installéiert ginn - befannen. Dës Léising ass net onëmstridden. Se huet, intelligent an iwwerluecht agesat, diversen Etüden no ze uerteelen, an anere Länner awer zu méi Sécherheet gefouert.

An deem Kontext wëll ech ënnersträichen, dass mir als LSAP all sënnavoll Mesure oder Initiativ positiv gesinn, déi eng Reduktioun vun der Vitesse mat sech bréngt, well schliisslech ass d'Vitesse ee Phenomeen, deen an de leschte Joren erschreckend zougeholl huet. Gouf zejoert bei 48% vun allen déidlechen Accidenter ze héich Vitesse als Ursach notéiert, waren et der 2013 nach nëmmen 39%. An och ouni Accidenter goung d'Zuel vun de Verbalisatiounen wéinst ze schnellem Fieren däitlech erop.

Wat déi zweet definéiert Erausfuereung beziehungsweise Prioritéit, d'Reduktioun vum Fieren ënner Alkohol-, Drogen- a Medikamentenafloss, ubelaangt, ass och scho munches geschitt. Mat deem elo grad geschwate Gesetz iwwert de Punkteführerschäin goufen d'Sanktiounen punkteméisseg och an deem Beräich verschäerft an d'Grenzwaerter fir Drogen op déi méi streng Seile vun der belscher Legislatioun ugepasst. Net ëmss! Schliisslech ass bei ronn all fënneftem Accident, ob déidlech oder mat Schwéierblesséierten, Alkohol an Spill a bei 2 bis 3% ëmmerhin nach Drogen.

Och soll am Austausch vun deene concernéierten Akteuren iwwert d'Méiglechkeet vun der Aféierung vu sougenannten Alcolocken diskutéiert ginn, also Apparaten, déi fest am Auto installéiert sinn a verhënneren, dass de Chauffeur, dee gedronk huet, de Motor kann umaachen.

Och wann een dat net flächendeckend aféiert oder aféiere kann, esou kann ee sech awer virstellen, dass vläicht Récidivisten an enger éischer Phas - firwat och net op fräiwëlleger Basis? -, hiert Gefier mat esou engem System équipéiere beziehungsweise équipéiere mussen, wuel wëssend, dass och dese System seng Grenzen huet an nëmmen als een Element, wéi och de Minister scho gesot huet, vun engem Ganze ka gesi ginn.

Positiv ervirsträiche wëll ech am Kontext vu Medikamenter um Steier dann awer och, dass den Aktionsplang och hei eng besser Sensibiliséierung vu Patienten duerch Dokteren an Apdikter weider soll bréngen - Stéchwuert: Alkohol an Drogen am Auto - an d'Upassen un d'Demande vun der sougenannter Mobilitéit alternative, also ënner anerem d'Late-Night-Bussen, wann ee gedronk huet, oder Night-Rider-Bussen, och virgesäit. Nëmme, wann déi néideg Offer besteet, kann ee logescherweis vun deenen Ugesprache verlaangen, am Cas échéant dorop dann och zréckzegräifen.

E wichtige Punkt vum Aktionsplang ass och d'Promotioun vun de Sécherheetséquipementer am Auto. Och hei goufen d'Sanktiounen fir d'Fieren ouni Sécherheetsgurt, ouni Helm um Moto oder d'Netbenotze vun engem adap-

téierte Kannersätz verschäerft. Eng Etüd iwwert den Taux vun de Chauffeuren, déi mat beziehungsweise ouni Sécherheetsceinture fieren, steet nach aus, ass awer virgesinn. Traureg Tatsaach ass awer elo schonn, dass 2014 ronn ee Véierel vun den déidlech blesséierten Automobilisten a 6% vun de Schwéierblesséierte kee Sécherheetsgurt unhaten! De Chauffeur muss deemno verstärkt kloergemaach ginn, dass een duerch en einfache Klick vläicht net all Leed, mä op alle Fall vill Leed ka verhënneren.

Eng éischt Mesure, fir d'Stärkung vun der Opmierksamkeet um Steier an d'Reduktioun vu geféierleche Verhalensweisen ze erreechen, gouf dann och schonn duerch eng Verschäerfung vun de Sanktiounen geholl.

Säit elo ronn zwou Woche ginn an deem Zusammenhang, de Minister huet et gesot, d'Benotze vun engem Handy oder engem Tablet genau wéi den Netrespekt vum Sécherheetsofstand mat Verloscht vun zwee Punkten um Führerschäin bestrooft. Och wa si et méttlerweil besser wësse missten, ënnerschätze vill Automobilisten nach ëmmer d'Gefor, déi vun der Oflenkung duerch d'Benotze vun engem Handy oder deem Tablet kéint an zu enger grousser Gefor féiert.

Bäi Wäitem kee Kavaliersdelikt, mä en Akt, deen extrem geféierlech ass an doduerch dramatesch Konsequenze kann hunn, ass d'Duerchfuere vun engem rouder Luucht. Fir dës net rare Phenomeen an de Grëff ze kréien, gesäit den Aktionsplang „sécurité routière“ d'Méiglechkeet vun engem Projet pilote vir - mäi Virriedner, de Marco Schank, huet dat och scho gesot -, mat deem soll iwwerpréift ginn, ob Radaren, déi d'Respektéiere vun de roude Luuchten iwwerwaachen, Sënn maachen oder net. De Lead bei deem Projet sollen hei Ponts et Chaussées iwwerhuelen.

Awer vergiesse mer net, dass am Stroosseverkéier net nëmme motoriséiert Gefierer ënnerwee sinn, mä och Foussgänger a Vëlofuere. Dës zwou Kategorien, déi mat der offizieller Bezeichnung vun der Mobilitéit douce zesummegefaasst ginn, wäerten, wann et esou geet, wéi d'Regierung dat virgesäit an och vill Bierger sech dat erhoffen, och nach weider wuessen. Méi Foussgänger, virun allem méi Vëloen, mat deenen entsprecheuden Infrastrukturen, verlaangen awer och virun allem vun den Automobilisten, fir déi méi eng grouss Präsenz vun net motoriséierten Zweerieder hei zu Lëtzebuerg dach eng nei Situatioun duerstellt, vill méi Rücksicht.

All Verkéiersteilnehmer mussen verstoen, wéi déi rezente Campagne vun der Sécurité routière an der Regierung et erkläert, dass et nëmme mat engem rücksichtsvolle Matenee geet an dass d'Strooss fir jiddweree gläichermoossen do ass.

Mä och an anere Punkte besti Verbesserungsmeiglechkeeten am Sënn vun de Foussgänger an de Vëlofuere. An hei setzt den Aktionsplang, vun deem mir hei schwätzen, och un. Esou sollen zum Beispill Recommandatiounen ausgeschafft ginn, déi et erlaben sollen, d'Zebrasträife méi sécher ze maachen. Gläichzäiteg mussen déi schwächsten Usageren am Verkéier iwwer Sensibiliséierungscampagnen opgekläert ginn, wéi wichtig et ass, dass se gutt gesi ginn, besonnesch an de Joreszäite mat schlechtem Wieder, mä och selwer gutt esou visibel sinn, zum Beispill duerch reflektéierend Kleedungsstücke oder verschidden Unhängsel, déi reflektéierend sinn.

Méi Sécherheet fir Vëlofuere wëllen déi politesch Responsabel duerch eng besser Ofsécherung vun de Vëlospisten erreechen. Den éischte Schrëtt ass jo an där Richtung mat dem neie Gesetz, dat mer hei och Enn Februar gestëmmt hunn, och gesat ginn. Dësen Text ënnersträicht nämlech d'Noutwendegkeet, dass Vëlospisten, ob nei ugeluecht oder schonn existent, méiglechst sécher an dofir méiglechst ofgetrennt an, wéi mer dat esou schéin op Franséisch soen, „en site propre“ vun anere Verkéiersweeër unzeleeë sinn an d'Signalisatioun dobäi och dowunner ze verbessern ass.

Zu deene méi schwache Verkéiersteilnehmer gehéieren awer och d'Motosfuere. An do wësse mer, dass et vill Accidenter ginn, a se ginn natierlech och am Aktionsplang net vergiess. En éischte Punkt an deem Zusammenhang ass och scho realiséiert ginn: D'Panneaue mat der Opschrëft „Fit for your bike“, mat deene besonnesch fir motoriséiert Zweerieder geféierlech Zonen ausgewise goufen, sinn, well se ze vill zweedeiteg waren a vereenzelt vläicht grad zum schnellen a riskante Fieren ugereegt hunn, duerch nei Warnschëlde ersat ginn.

Weider soll déi verantwortlech Administratioun sougenannt „points noirs“ op eise Stroossen identifizéieren, fir dës besonnesch geféierlech Plaze bautechnesch ze entschäerfen an domadder méi sécher ze maachen, oder, wann dat net méiglech ass, duerch eng geziilt Signalisatioun auszuweisen, wat awer net ëmmer méiglech ass.

An deeselwechte Kontext schreien ech do och déi punktuell Sécherheetsauditen an, déi bezüglech verschidde geféierleche Strecken oder Deelstrecken am Sënn vun alle Verkéiersteilnehmer, also net nëmmen de Motoen, gemaach goufen a laut Aktionsplang nach weider gemaach solle ginn.

Weider wäert dann och e strategesche Plang ausgeschafft ginn, fir iwwert de Wee vun der Stroosseninfrastruktur d'Zuel vun den Accidenter ze reduzieren an dann och den Audit, an dat ass och eis ganz wichteg, iwwer eisen Autobunnréseau ze finaliséieren. Op den Autobunne geschéien, wann een d'Statistiken nëmme kuckt fir 2014, zwar nëmmen 10% vun allen déidlechen Accidenter, mä, wéi scho gesot, ass all Doudegen och hei en Doudegen ze vill. Dofir huet och esou eng Etüd am Kader vun engem Aktionsplang, deen den Usproch huet, komplett an domat méiglechst effikass ze sinn, hir onbestreitbar Plaz.

No méi effikasse Léisungen, fir op den Autobunnen d'Fieren a Géigerichtung, also déi sougenannte Geeschterfuere, ze verhënneren, gëtt och gesicht. Divers Methode goufen an deem Zusammenhang schonn am Ausland getest a kommen do zum Asaz, mat méi oder manner groussem Erfolleg. Awer net all Moosnam, déi an engem anere Land vläicht fonctionnéiert, ass och direkt hei zu Lëtzebuerg applikabel. Schliisslech si mir e klengt Land mat engem klengen Autobunnréseau an, wéi mer alleguerter wëssen, mat, virun allem ronderëm d'Stad, villen Aus- an Opfahrten, déi entsprechend no beienee leien.

En anert Thema, dat an der Öffentlechkeet regelméisseg fir vill an oft hëtzege Diskussiounen suert, ass och en Thema vun der „Vision Zéro“. Ech schwätze vun den Obstakelen um Bord vun de Stroossen, an engem Saz gesot vun de Beem, déi laanscht d'Stroosse stinn. De Minister huet och an deem Zusammenhang jo ganz kloer an der Öffentlechkeet Stellung bezunn. Seng Approche, déi mer hei begréissen, ass elo keng Alles-oder-näischt-Approche, mä éischer eng, déi mer als pragmatesch bezeichnen. Déi Beem, déi eng konkret Gefor duerstelen, well se zum Beispill ze no un der Strooss sinn, déi sollen ewechgemaach ginn. Mä et kéint awer net zu engem systemateschen Ofholze vun de Beem laanscht d'Stroossen.

Villméi soll och an deem Beräich complémentaire op Preventioun a Sensibiliséierung gesat ginn, woubäi mir just beim Thema Sensibiliséierung bei engem fir eis als LSAP essenziellen Deel - ech mengen, de Minister huet dat och scho gesot - vum Aktionsplang wieren.

Well ee wichtegen, jo vläicht den zentrale Punkt an alle Beméiungen, fir de Stroosseverkéier méi sécher ze maachen, an ech schwätzen hei ganz bewosst net vum schwächste Glidd an der Ketten, ass - wéi een ëmmer erëm gesäit, trotz alle Méiglechkeete bei Technik an Infrastrukturen - ganz einfach de Chauffeur. An do virun allem de jonke Chauffeur. Wéi soen eis däitsch Noperen esou schéin? „Was Häschen nicht lernt, lernt Hans nimmermehr.“ Dofir ass et besonnesch wichteg, eben dës jonke Chauffeuren op d'Geforen am Stroosseverkéier opmierksam ze maachen.

An deem Sënn ass geplangt, fir d'Méiglechkeet anzeféieren, dass Jonker, déi d'Conduite accompagnée maachen, schonn um Sécherheetsfuerestage zu Colmer-Biere deelhuele kënnen. Anticipéiert soll dann och de Formatiounscours fir nei Motocyclisté ginn. Mä et soll een nach méi jonk ufänken, an dowéinst sollen déi éducativ Programmer, déi et elo scho gëtt, an der Grondschoul an duerno am Secondaire weidergefouert ginn. Ech mengen, mäi Virriedner huet dat och scho gesot.

D'Fro sollt ee sech och stellen, ob a wéi, vläicht op eng spilleresch Aart a Weis, eben éducativ, mat zum Beispill enger Coupe scolaire fir divers Altersklassen, een d'Leiere vum Verhalen am Stroosseverkéier nach méi attraktiv kéint gestalten.

Mä d'Vermittlung vun de Regele vum Code de la route d'äerf sech, dat hunn déi Verantwortlech och erkannt, net exklusiv op Kanner a Jugendlecher beschränken. Sou wichteg dës et hei ass, dat, wat een eng Kéier méi oder manner gutt geféiert huet, verhält en nämlech net onbedéngt säi Liewe laang. Virun allem ass et am Stroosseverkéier esou wéi am Rescht vum Liewen och: D'Situatiounen verännere sech, evolüieren.

Dofir ass et wichteg a richtig, och verstärkt wëllen d'Senioren ze sensibiliséieren. Woubäi an eisen Aen als LSAP - dat soll een hei betounen, well selwer gesäit ee jo wahrscheinlech net ëmmer richtig an, wéi ee sech als Senior fillt - den Term „Senior“ soll am Sënn gebraucht ginn, wéi et am Angelsächseschen an der Berufswelt de Fall ass, also all Persoun, elo onofhängeg vun engem konkreten Alter, déi schonn eng gewëssen Erfahrung Opweises huet.





Dass dës Erfahrung net ëmmer nëmme positiv genotzt gëtt, si och vläicht souguer d'Ursach vu Selbstiwwerschätzung ass, weise Statistiken. Sou war zum Beispill am Joer 2014 d'Alterskategorie vu 35 bis 44 Joer fir 30% vun allen déidlechen Accidenter verantwortlech. Am Verglach: Bei deenen 18- bis 24-Jährige waren et der, wann een dat kann esou soen, „nëmmen“ 20%.

Fazit: Et muss also och, awer eben net nëmme, bei der Jugend ugesat ginn, mä bei alle Leit, déi fueren. An och do sollen déi eeler Leit, wa se gesinn, dass se net méi richtig hiert Gefier beherrschen, och matzäit drun denken, fir sech ebe féieren ze loosson.

Wichtig ass deemno, dass déi eenzel Sensibiliséierungscampagnë cibléiert a kloer sinn, fir déi gewënschten - ech soen emol - Clientèle ze errechen. Dat setzt och viraus, dass d'Informatioun der Zilgrupp entsprecheend verbreet gëtt, zum Beispill vun der Sécurité routière oder op de soziale Medien, an de Garagen an esou weider.

An et sollt een, do si mer als LSAP och enger Meenung mat all deenen, déi sech fir d'Stroosesecherheet staarkmaachen, roueg Betraffener och zu Wuert komme loosson, déi mat Témoignagë weisen, wéi schnell eppes ka geschéien, ob als Affer oder als Verursacher. A well de Mensch eben ass, wéi en ass, geet et vläicht leider, vläicht glécklecherweis, jee no Point de vue, net ëmmer mat gutt gemengten oder léiwe Wieder oder Gesten duer an et kënnst een eben net laanscht Repressioun a Sanktiounen.

Mä fir och an deem Beräich déi gréisstméiglech Effikasitéit, ech géif souguer esou wäit goen ze behaupten, déi gréisstméiglech Akzeptanz ze errechen, soll engersäits de Risiko, fir erwëscht a sanktionéiert ze ginn, als reell empfonnt ginn, anersäits sollen déi repressiv Kontrolle mat de preventive Kontrolle méi oder wéineger am Gläichgewicht sinn. An deem Sënn sollen d'Kontrollen, den Aktiounspang gesäit dat jo och vir, prinzipiell enger Kartografie vun den Accidenter entsprecheend duerchgefouert ginn.

Wat elo d'Strofen ubelaangt, esou wier et wichtig, dës méiglechst schnell ze prononcéieren. Dofir sollt doriwuer nopeduecht ginn, fir mat méi administrative Peinen d'Gerichter ze entlaaschten. Ausserdeem sollt och, an dat ass eng ganz gutt Iddi am Aktiounspang, doriwuer nopeduecht ginn, fir méi pädagogesch Strofen anzeféieren: Aarbechten am öffentlechen Interessi, eng Therapie, fir vun Drogen oder Alkohol ewechzekomme, oder d'Deelhuelen u spezielle Sensibiliséierungstagen sinn an deem Kontext nëmme e puer vun den ugeduechte Méiglechkeeten.

Madame Presidentin, als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, wëll ech nach eng kéier ennersträichen, dass et richtig a wichtig ass, dass deenen Aktiounspang net eng blann Sanktiounspolitik mat enger willkürlecher Persekutioun a Bestrafung vun Automobilisten verfollegt. Dat wier eng schlecht, well eng falsch Approche. Mesurë fir méi sécher Stroosseninfrastrukturen, eng kohärent Preventiounspolitik an d'Verbesserung vun der Formation vun de Chauffeure genau wéi d'Weiderféiere vu Sensibiliséierungscampagnë sollen am Ensembel dozou bäidroen, fir der „Vision Zéro“ esou no wéi méiglech ze kommen.

D'Accidenter op eise Stroossen, elo mat oder ouni Doudeger, suergen einfach fir vill ze vill mënschlecht Leid. An dofir ennerstëtze mir als LSAP voll a ganz den Aktiounspang „Vision Zéro“.

An domat, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Negri. Eis nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären: „Wann ech mat 50 fieren, hunn ech d'Gefill, ech géif hannerzeg fueren.“ „Am Auto telefonéieren ech net, mä ech äntwerte just.“ „D'Vitesse ass mäin Testosteron.“ - Dës an ähnlech infantil Rationementer waren am Documentaire „Tout est permis“ vun der franséischer Cinéaste Coline Serreau ze héieren. Et ass e Film, op deen den Här Minister zesumme mat der Sécurité routière an den Utopia invitéiert hat.

An ech denken, dat war eng flott Initiatiiv, déi kéint widderholl ginn, eng Initiatiiv, déi sensibiliséiert huet an engem d'Aen opgemaach huet. Dës Aussoe stame vu Chauffeuren, déi a Form

vun Interview mat de Grënn an de Konsequenze vun hiren eegene Verkeiersdelikter konfrontéiert gi sinn, wou déi 200 befroete Männer a Frae ganz ënnerschiddlech Erklärungen fir hiert Verhalten zum Beschte ginn hunn. Mä ënnert dem Stréch war hir Ausso eigentlech ëmmer déiselwecht, an zwar déi: „Ech weess net, firwat ech dese Stage muss maachen. Ech hunn zwar Punkte verluer, mä ech sinn net schëlleg. Ech hunn alles am Griff.“ Dat heescht, et sinn ëmmer déi aner, déi schëlleg sinn.

Léif Kolleginnen a Kollegen, dës Nonchalance an der Manéier, all Responsabilitéit vu sech ze weisen, begéint een net nëmme an engem Film. Et begéint een des Astellung op Schratt an Tratt, soubal ee mat Leit iwwer Sanktiounen a Verkeierskontrolle schwätzt. Leider ass et just des Mentalitéit, déi fatal ass. Se ass awer och den Haaptgrond, firwat esou vill Accidenter geschéien a firwat de Stat ebe just reglementaresch muss agräifen. Wann all Bierger sech senger Verantwortung bewusst wier, da wieren d'Kontrollen an d'Sanktiounen vun Ufank un iwwerflësseg.

Enk verbonne mat deem feelende Verantwortungsbewusstsin vu ville Chauffeuren ass natierlech dat gestéiert a scho bal pervers Verhalten oder besser gesot Verhältnis zum Auto. An eiser Gesellschaft, dat wësst Der alleguer, ass den Auto keen einfacht Fortbewegungsmittel méi, fir vun A op B ze kommen, mä eent vun de wichtigste Symboler vu Fräiheet, vu Seduktioun a vu Muecht, wat den Ego an de Mëttelpunkt stellt. Datt d'Strooss der Allgemengheet gehéiert an d'Behuelen op der Strooss eng Fro ass vu Respekt a Citoyennetéit, gëtt deene meeschten eréischt da bewusst, wa se selwer mat de Konsequenze vun hirem Verkeiersdelikt konfrontéiert ginn. Et sinn oft irrepable Konsequenzen. Mä leider ass et dann ze spéit.

Domat kommen ech da bei d'Strategie mam Numm „Vision Zéro“, déi als Zil huet, d'Zuel vun den Accidenter carrément op null ze reduzéieren, dëst an Ulehnung un den amerikanesche Chemiekonzern DuPont, deen dese Begrëff scho virun iwwer honnert Joer als Betriebsphilosophie agefouert hat a bewiese wollt, datt all Aarbechtsaccident vermeidbar wier.

Mëtt der 90er Joren ass dese Begrëff vu schwedesche Verkeiersexperten op de Stroosenträic iwwerdroe ginn a war 1997 d'Basis vun deenen éischte groussen an ëmmer méi usprochsvolle Sécherheetsprogrammer an Europa. Mam Aktiounspang vun Nohaltegkeetsminister ass dës Approche och zu Lëtzebuerg ukomm, a mir sinn iwwerzeegt, datt se och hei hir Friichte wäert droen.

Den Erfolleg gëtt der Strategie „Vision Zéro“ nämlech recht. Bewisenermoosse veronglücken an deene Länner, déi konsequent Sécherheetsprogrammer duerchféieren, vill manner Menschen am Stroosseverkeier wéi do, wou d'Verkeierpolitik der Autoslobby zu Féiss läit an de Stäerkeren d'Rudder iwwerléisst. Sou konnt zum Beispill schon am Joer 2004 an Dänemark bewiese ginn, datt duerch konsequent Sécherheetsmoosname véiermol manner Menschen am Stroosenträic zu Schued kommen, wéi an Däitschland beispillsweis, wat laang op esou Programmer verzicht huet.

Net vill anescht war et zu Lëtzebuerg, wat a puncto Verkeierssecherheet och net zu de Pionéier gehéiert. Vill ze vill laang ass an eisem Land op de Bau vu breede Stroossen, et kann ee bal soe vu Rennpiste gesat ginn, während de Bau vu sécheren Infrastrukture fir Vélofuerer a Foussgänger systematesch vernoléisseg ginn ass. Derréint hat d'Politik och net genuch Courage, fir onverantwortlech Verhale streng ze sanktionéieren. Datt d'Aféierung vun Punkteführerschäin am Joer 2001 just mat 39 Joestëmme a ganzer 19 Nee-Stëmme vun der Chamber guttgeheescht ginn ass, seet genuch aus iwwert déi politesch Mentalitéit vun deemools.

Kee Wonner, datt déi luewenswäert Initiative vun der Sécurité routière während Joren, der Association des Victimes de la Route, dem ACL, der Police, mä och eenzelne Gemengen an awer och de Schoulen net déi Resultater bruecht hunn, déi se bruecht hätten, wann d'Politik um selwechte Strang gezunn hätt a méi Initiativgeescht an deem Beräich gewisen hätt.

Haut woen ech ze behaupten, datt den Nohaltegkeetsminister François Bausch mat senger Reformen an Initiative wierklech e couragéierte Richtungswissel agelaut huet. A mir freeën eis als Gréng, datt och d'Chamber, wéi et schéngt, de Mutt huet, dem Géigewand vun der Autoslobby standzehalen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Léif Kolleginnen a Kollegen, domat sinn ech beim

Aktiounspang, deen, wéi gesot, op dräi Piliere berout. Ech brauch se net ze widerhuelen: dem mënschleche Verhalen, den Infrastrukturen an der Technik vun den Autoen.

Mënschlech bedéngt ass natierlech d'Vitesse d'Haaptursach vun de schwéieren Accidenter. Konsequenterweis muss och den Hauptdéfi dann dora bestoen, der Rennerei en Enn ze setzen. Stéchwuert Verschäerfung vun Punkteführerschäin, dee jo schon a Kraaft ass.

Stéchwuert awer och Radaren, déi ennerwee sinn an eng berechtigt Fal duerstelle fir déi, déi mengen, se géifen an der Iwwerschreidung vun der Vitesse hiert Gléck fannen. Eng perfid Geldpompel, wéi et oft genannt gëtt, fir déi staatlech Keesen ze féllen, sinn d'Radaren allerdings net. Schliisslech gëtt jo kee Mensch forcéiert, méi séier ze fuere wéi erlaabt, an da gëtt och kee Mensch forcéiert, déi Keess ze féllen.

Net ze vergiesse sinn dann awer och déi sozial a gesellschaftlech Nofolgekäscht vun Accidenter, déi sech Joer fir Joer op Milliounen Euro belafen. De Minister huet d'Zuele genannt. Déi Einnahme kompenséieren net dat, wat alles iwwert d'Accidenter muss bezuelt ginn.

Fir eis sinn d'Radare jiddefalls en effikast Instrument, fir d'Preventioun ze erhéien an ze verhënnern, datt d'Vitelimitatiounen no eegemem Gutdünken interpretéiert kënnen ginn. Wéi grouss den Handlungsbedarf am Beräich vun de Vitesseiwerschreidungen ass, weist schon eleng déi dramatesch Serie vun Accidenter, déi mer an de leschte Wochen a Méint op eise Stroossen erlieft hunn. Ech ginn net nach eng kéier dorop an.

Onofhängeg dovun, wëll ech awer eng europäesch Masterstudie erwähnen, déi d'Vitelimitatiounen als allerwichtigst Instrument fir méi Verkeierssecherheet festgehalten huet, dëst ebe grad och op deene Plazen, wou ee mengt, et wier egal, ob ee mat 50, 60 oder méi Kilometer pro Stonn fiert, well de breede Stroosenträic et hiergëtt oder einfach well d'Morphologie keng Gefor erkenne léisst.

D'Etüd, déi ech erwähnt hunn, koom zur Konklusioun, datt eng Reduktioun vun der Vitesse vun nëmme 1% d'Zuel vun den Accidenter ëm 2% erofsetzt. Dat heescht, wann d'Vitesse beispillsweis vu 50 op 30 km/h reduzéiert gëtt, dat si 40%, fält de Risiko, datt Menschen zu Schued kommen, ëm 80%. Eng aner Rechnung: Wann d'Vitesse vun 120 op 90 km/h reduzéiert gëtt, dat si 25%, fält de Risiko, datt Menschen zu Schued kommen, ëm 50%.

An darselwechter Logik koom och d'Weltgesundheitsorganisatioun 2004 zum Schluss, datt an der gesamt EU all Joer 6.000 Liewe kéinte gerett ginn, datt 140.000 Accidenter kéinte verhënnert ginn an datt europawäit 20 Milliarden Euro am Joer kéinte gespuert ginn, wann d'Duerchschnëttsgeschwindegkeet um gesamten Territoire vun der Europäescher Unioun nëmme ëm 3 km/h erofgesat géif ginn.

Och fir den Impakt vu strenge Vitesselimitatiounen an den Uertschären ginn et genuch Beweiser. Dat ass net just Spekulation. Bei enger Opprallgeschwindegkeet vu 50 km/h ginn etwa 90% vun de Foussgänger schwéier verletzt oder komme carrément ëm d'Liewen. Eréischt bei enger Opprallgeschwindegkeet vun 30 km/h iwwerliewe 60% vun de Foussgänger den Opprall mat liichte Verletzungen, während nach ëmmer 20% schwéier blesséiert ginn. A kaum Verletzungsrisiko gëtt et eréischt bei engem Tempo vun 10 bis 15 km/h.

Aus deem Grund, Här Minister, kënnen mir nëmme begrëissen, datt Dir der Verkeiersberouegung an den Uertschären eng Prioritéit araamt an domat eng kleng Revolutioun agelaut hutt par rapport zu Äre Vorgänger. Dir haalt net méi drop, datt op Statsstroossen, déi duerch d'Gemeenge fueren, automatesch Tempo 50 muss erlaabt ginn. Och Tempo 30 a manner respektiv Shared Space ass op deenen Tracée méiglech, natierlech ënnert der Konditioun, datt och d'Stroossen, datt d'Infrastruktur an deem Sënn ugepasst gëtt.

Doriwwer eraus wëll ech awer och eppes soen zu der Verkeierserzéiung, déi menger Meenung no net eréischt an der Jugend oder am Erwuesenenalter soll ufänken, mä am klengsten Alter, well och Kanner mussen léieren, datt et eng ganz geféierlech an onverantwortlech Vitesse gëtt an op där anerer Säit eng sportlech a flott Vitesse, déi se all sollen erliewen. Och Erwuesener kënnen dat nach léieren, mä et soll een am klengen Alter ufänken. Déi eng Vitesse kascht Liewen, déi aner mécht Freed.

En anere Risikofaktor, dee grad wéi d'Vitesse vun Mensch ausgeet an net vu geféierleche Stroossen oder Stroossebeem, ass dee vun Fieren enner Alkoholafloss, wéi gesot, als zweetheefegst Ursaach vun de schwéieren Accidenter.

Obscho jiddweree weess, datt souwuel d'Wahrnehmung wéi och d'Reaktionsfäegkeet ënnert

dem Konsum vun Alkohol an Droge leiden, iwwerschätze vill Konsumente sech selwer; schonn eleng, wann et drëms geet, sech un e kritesche Wäert erunzedrénken. Duerno si se oft jenseits von Gut und Böse. Iwwersi gëtt oft, datt physesch oder psychesch Emstänn de Promillewäert beaflossen, doru gëtt net ëmmer geduecht. Grad wéi och d'Sichtverhältnissen op der Strooss oder d'Däischtert zu verännerte Reaktionszäiten a Wahrnehmungsstéierungen kënnen féieren. Natierlech gehéieren an dee Kontext och Drogen a Medikamenter, déi virun allem a Kombinatioun mat Alkohol ganz geféierlech Auswierkunge kënnen hunn.

Oppgrond vun de Kriticken, déi ee riets a lénks ze héiere kritt, méi lénks wéi riets, ass et mer wichtig ze betounen, datt et an dëser Debatt net ëm d'Drogepolitik vun der Regierung geet an och net ëm d'Penaliséierung oder d'Legaliséierung, mä eenzeg an eleng dorëms, ze verhënnern, datt Leit, déi Alkohol oder eben Droge konsuméiert hunn, hannert d'Steierklammen.

An deem Sënn sti mir der ugeduechter Aféierung vun sougenannten Alcolcom ganz positiv vis-à-vis, virun allem och am Buustransport, wou d'Chauffeuren eng grouss Verantwortung iwwert d'Passagéier hunn. Dat heescht, wann de Chauffeur ze vill Alkohol gedronk huet, spréngt de Motor vun Autocar oder Autobus iwwerhaupt net un. Wéi gesot trëtt dese System deemnächst a Frankräich a Kraaft, firwat net och bei eis?

E leschte Volet, deen ech nach wéilt uschwätzen, Här Minister, ass dee vun de Sécherheetsauditen an de strategesche Pläng um Niveau vun de Stroosseninfrastrukturen. Fir eis gëtt et just ee Mëttel, fir d'Sécherheet op deem Plang ze erhéien. Dat Mëttel huet en Numm. Et heescht Réckbau vun der Plaz fir d'Autoen an Ausbau vu séchere Weeër fir d'Mobilitéit douce; wat jo ganz an Ärem Sënn ass.

Erlaab mir nach e klengt Wuert zu de Gemengen an zu de kommunale Mobilitéitskommissiounen, déi am Beräich vun den Infrastrukturen och eng grouss Verantwortung hunn an eigentlech och mat an d'Boot sollte geholl ginn, wann et drëms geet, landeswäit Sécherheetsauditen opzestellen, vu datt et d'Gemengepäpp a -mamma sinn, déi hir Geforequellen am beschte kennen.

Ofschlëssend wéilt ech betounen, datt de Kampf fir méi Sécherheet op der Strooss eigentlech wäit iwwert dese Moosnamekatalog erausgeet. Et ass nämlech net nëmme ekologesch, mä och sécherheetsméisseg wichtig a richtig, op den Ausbau vun Schinnerésean an natierlech och op den Ausbau vun Tram ze setzen, fir op déi Manéier vill Autoe vun der Strooss ze kréien. Och dozou gëtt et Etüden. De Risiko, déidlech op der Strooss ze veronglücken, ass nämlech 42-mol méi héich wéi am Zuch, während de Risiko, op der Strooss verletzt ze ginn, ganz genee 95-mol méi héich ass wéi am Zuch. Dat ass an enger däitscher Etüd aus dem Joer 2008 ervirkomm.

Léif Kolleginnen a Kollegen, nodeems d'Weltgesundheitsorganisatioun schonn 2004 no strenge Regeln a méi Preventioun an der Mobilitéitspolitik verlaangt huet, kënnst och Lëtzebuerg där Fuerderung endlech no. An duerfir wëlle mer lech félicitéieren, Här Minister. Wann an zéng Joer vun lech gesot gëtt, Dir hätt zwar mat Ärem Aktivismus llicht gestrest, mä Dir hätt vill Liewe gerett a vill Leid verhënnert mat Ärer konsequenter Politik, da si mer schonn haut op der gewonnener Säit. An duerfir soen ech lech och elo scho Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Rei Evenementer aus de leschten Deeg ginn effektiv deem Débat e besonnesche Stempel. Ech mengen dramatesch Accidenter, déi geschitt sinn, déi hunn eemol méi bewisen, wéi noutwendeg et ass, datt ee sech och regelméisseg mat der Problematik vun Stroosseverkeier auserneesetzt.

An dann därer ee jo och net vergiessen, datt mir jo besonnesch hei zu Lëtzebuerg eng ganz héich Densitéit um Niveau vun Verkeier hunn. Mir hunn de Moment 443.250 Autoe fir 562.958 Awunner. An da kommen och nach all Dag 164.600 Frontalieren an d'Land. Dat ass evident, datt dat natierlech eng Rei Problemer um Niveau vun Stroosseverkeier schafft.

Heiansdo huet een natierlech och d'Gefill, wéi wann de Législateur géif hannert der Entwécklung hierlafen, well d'Verschäerfung vu Geset-





zer, vu Reglementer a vu Quoten dach oft net dat Zil errechen, wat mer eis gestallt hunn. Gutt gemengte Sensibiliséierungscampagnë bleiwe leider och hannert dem erhofften Erfolleg. An trotzdeem muss een awer permanent sech Gedanke maachen, wéi ee kann déi ganz Problematik besser an de Grëff kréien. Upassung sinn also, ouni Zweifel, och um legislativen Niveau regelméisseg noutwendeg.

Déi Debatt vun haut, déi een ouni Zweifel nëmme ka begrëissen, déi dréit u sech derzou bäi, fir eis méi intensiv mat den Iddien vun der Regierung, a méi spezifesch vum zoustännege Minister, auserneezen. Den Titel vum Aktionsplang, dee jo op dräi Säile berout, ass zwar extrem ambitiéis gewielt, an et muss een dat och hei ennersträchen, dee wäerte mer leider ni errechen, dat Zil. Op där anerer Säit muss ee sech natierlech awer hei d'Lat ganz héich leeën.

Duerfir ass et och ze begrëissen, dass dës Regierung d'Verkéierssécherheet zu awer enger vun hiren absolutte Prioritéiten, kann ee scho bal soen, erkläert huet. A begrëissenswäert ass awer virun allem och, dass et sech hei ëm eng kollektiv Aarbecht handelt, dass hei net e Plang entworfen ginn ass an deem berühmte stillen Kämmerlein, mä dass hei versicht gëtt, mat alle wicthegen Akteuren zesammenzeschaffen, sief dat, wéi gesot, d'AVR, d'FEGARLUX oder d'ADAL. An dat ass och dee beschte Bewäis, dass se alleguer wëllen un deemselwechte Strang zéien, well soss wäerte mer, wéi gesot, dee Fléau, an et kann ee roueg vun engem Fléau schwätzen, net kënnen an de Grëff kréien.

Et ass ze hoffen, dass, wéi gesot, duerch déi Rei Mesuren, déi hei virgulecht goufen, och do e Mentalitéitswessel kann antrieden an dass sech vläicht eenzel Leit och méi bewusst sinn, wéi wictheg dass et ass, dass mer vill méi en ziviliséiert Verhalten am Verkéier och kënnen an Zukunft ustriewen.

Den Auto, evidenterweise, deen nach wie vor en héije Stellenwäert an eiser Gesellschaft huet, jo, dat soll och net a Fro gestallt ginn, mä et soll awer och hei ennerstrach ginn, dass den Auto net méi déi absolutte Prioritéit am Verkéier kann an och därfer hunn, well all aner Akteuren, ech denken un d'Foussgänger, ech denken un d'Motocyclisten, ech denken un d'Velosfuerer, mussen op deemselwechten Niveau och gesinn an och behandelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och kee Wonner, dass bei deenen eelef Erausforderungen d'Vitesse natierlech un éischer Plaz steet. Et ass jo en offens Geheimnis, et ass schonn e puermol de Mëtten och hei ennerstrach ginn, dass déi iwwerdrifwe Vitesse, an dat muss ee leider Dag fir Dag feststellen, op eise Stroossen zu extrem héijem Leed ka féieren. An ech mengen, et ass keen heibannen, deen net scho seng negativ Erfahrungen och gemaach huet.

Déi grundsätzlech Fro, déi ee sech natierlech muss stellen: Firwat gëtt dann iwwerhaapt an eiser Gesellschaft gerant? Firwat spezifesch och nach an eise Land? Do gëtt et natierlech eng Rei vun Antworten. Psychologen, Psychiatere, a Soziologe kënnen wahrscheinlech eng vill méi fundamental Antwort ginn. Eppes ass sécher: Et huet een heiansdo d'Gefill, dass eng gewësse kausal Relatioun tëschent der Liewensstellung an och dem Behuelen am Verkéier ouni Zweifel besteet.

Dowéinst ass et awer och wictheg a richtig, dass d'Regierung elo wëllt där Raserei de Kampf nach méi usoen. Ech mengen, mir hu jo duerch de Vote vum Punkteführerschäin de leschten 29. Abrëll hei d'Strofskala eropgesat an enger Rei Punkten, wat och wictheg ass a wat och da soll derzou bäidroen, e bessert Verhalten unzestriewen. Wa mer virun de Minister héieren hunn, schéngt dat jo awer bei Eenzelen nach net ukommen ze sinn. Et soll een awer ëmmerhin drop hiweisen, dass mer awer hei elo wierklech kloer Messagen no bause ginn hunn, dass et sech awer mat Sécherheet net lount, sech dobaussen am Verkéier de Batti ze stellen.

Et ass evident, dass d'Vitesseiwerschreidungen, dass déi eben elo nach méi staark sanktionéiert ginn. An op där anerer Säit striewe mer jo duerfir och d'Installatioun vun Radaren un. An ech kann dat och nach eng Kéier hei ennersträchen, dass d'Demokratesch Partei dat als eng noutwendeg Mesure ugesäit. Ech hoffen och, dass mer dat noutwendeg Gesetz nach kënnen virun der Sommervakanz hei votéieren.

De Géigner vun de Radare soll awer vläicht gesot ginn, dass dat sech net ëm eng nei Schikan handelt. Ganz au contraire! An et ass hei och

schon ennerstrach ginn: Wa jiddweree sech un de Code de la Route hält, wa jiddweree sech un déi sëlliche Schëlde hält, da brauch e jo keng Angscht ze hunn. Da kënnen ganz vill Radaren opgestallt ginn.

An et beweist awer och d'Praxis zum Beispill an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch, wou wëssenschaftlech Analyse gemaach gi sinn: No dem Opstelle vun de Radaren ass effektiv d'Zuel vun de schwéieren Accidenter zréckgaangen. Et kann een also ouni Zweifel behaupten, dass et wictheg ass, dass mer Radaren opstellen. A virun allem als effikass stelle sech déi Apparater eraus op de Landstroossen, déi natierlech dann awer och duerch Schëlde ugekënnegt ginn.

Ech muss natierlech an deem Kontext och nach eng Kéier op déi Iddi zréckkommen, déi virun allem an Däitschland elo ëmmer méi populär gëtt, fir op de Landstroossen d'Vitesse vun 90 op 80 erofzesetzen. Dat ass eng Iddi, déi u sech vun enger Rei vun Experte kreéiert ginn ass, well dat eben och géif derzou bäidroen, fir dass manner Accidenter géifen op de Landstroosse virkommen.

Ech weess, dass et hei zu Lëtzebuerg och eng Rei Unhänger dovunner gëtt, enner anerem d'Sécurité routière. Ech hat an deem Sënn och eng Question parlementaire gestallt. Deemools ass mer jo gesot ginn, dass en Aarbechtsgrupp géif agesat ginn, oder en ass agesat, fir sech doruwer emol éischt Gedanken ze maachen. Et wier vläicht net schlecht, wann de Minister kéint elo eis scho soen, wou de Moment den Entwécklungsstand drun ass.

Eng weider wictheg Ursach vun den Accidenter - dat ass och näischt Neies, mä et ass ebe leider eng Tatsach -, dat ass natierlech den iwwerméisseg Genoss vun Alkohol iwwer dem Autofuerer. Do erlieft ee jo och munchmol déi onnéidegste an och onméiglechste Saachen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei där neier Saach vun Alcolock. Jo, sécher, ech mengen, all nei Moosnam, déi derzou soll bäidroen, fir d'Sécherheet ze verbessern, gëtt gären a priori als eng nei Schikan ugesinn. Ech mengen, a priori soll een, vis-à-vis vun där neier Iddi, dach e bësse méi reservéiert déi Saach gesinn. Ech mengen, et soll een elo emol ofwaarden, wat dat am Ausland vun Erkenntnisser mat sech bréngt. Dass dat elo a Frankräich den 1. September uleef, dat ass allerdinge do, mengen Informatiounen no, limitéiert op d'Buschauffeuren.

Mir als Demokratesch Partei verschléissen eis a priori net esou enger neier Iddi, mengen awer, dass een zu deemem Zeitpunkt esou eppes net soll generaliséieren. An et soll een, wéi gesot, do emol ofwaarden, wéi sech dat an der Praxis op aneren Niveaun auswierkt.

A Schweden, zum Beispill, si se schonn esou wäit gaangen, dass d'Patrone kënnen vun hire Salariëe verlaangen, dass eben an de Firmeweene - ech betounen: an de Firmeweene - där Apparater installéiert kënnen ginn.

Da muss een och drop hiweisen, dass déi Alcolocken awer och den Nodeel kënnen hunn, dass ee jo awer och de Bäifuerer zum Beispill ka gebrauchen, soudatt also do mat Sécherheet nach muss eng gewëssen Entwécklung ofgewart ginn, ier ee sech kann definitiv derzou ausschwätzen.

Mir wëssen allegueren, an elo soll och keen oder bal kee behaupten, dass en net och emol an der Situatioun war, wann een op enger Feier ass, wann een op engem guddenessen ass, dass natierlech den Heemwee da sech munchmol kann e bësselche problematesch gestalten, well ee vläicht emol awer sech net onbedéngt nëmme mat Waasser opgehale huet, fir et emol esou auszudrücken.

Dowéinst ass dann awer och d'Fro ze stellen: Wéi kënnen mer déi Moyene verbessern, dass een awer och kann esou Transporter iwwer aner Weeër ofleeën, wéi da grad iwwer den Auto? An da si mer natierlech ganz séier och beim éffentlechen Transport.

Do ass mat Sécherheet nach eng Rei Potenzial auszuschöpfen. Ech denke virun allem un den Zuch, dee vläicht awer nach heiansdo och zu spéiderer Stonn kéint fueren. Ech denken och un den Ausbau vum Bussystem. Da gëtt et natierlech awer och e puer positiv Elementer. Un éischer Linn ass et dann zum Beispill den Night Rider, obwuel do eenzel Gemenge sech awer d'Fro stellen, ob se dat nach finanziell kënnen an Zukunft droen.

Ech denken awer virun allem och un de Late-Night-Bus, dee jo un éischer Linn fir déi jonk Leit kreéiert ginn ass. Dat sinn awer Moyenen, déi sollen an Zukunft vläicht nach méi ausgenutzt ginn.

Dat fiabelst Transportmëttel wier vläicht an deem Fall den Taxi. Mir wëssen awer, dass mer hei zu Lëtzebuerg net onbedéngt déi bëlleget

Taxitariffer hunn. Duerfir kann ee sech awer emol d'Fro stellen, ob net vläicht gewëssen Taxifahrte sollte vläicht subventionéiert ginn, wuel wëssend, dass een doduerch jo awer och aner Ausgabe sech erspuert.

Et ass virun hei gesot ginn, de Minister ass och drop agaangen, wat u sech Onglécker fir d'Allgemengheet vu Käschte mat sech bréngen. Dat ass jo horrend, dee Chiffer, deen hei genannt ginn ass. Dowéinst kann ee sech awer da wierklech d'Fro stellen, ob net de Stat op där anerer Säit vläicht verstärkt kéint op gewëssenen Initiative seng Ennerstëtzung, finanziell Ennerstëtzung garantéieren, fir dass mer ebe manner Leed a virun allem manner Accidenter dann och op eise Stroossen hunn.

Et ass natierlech och bekannt, dass virun allem de Genoss vu Medikamenter an och den Drogenafloss e weidert, leider, also dass och dat am Stroosseverkéier e ganz grouse Problem duerstelt. An et ass jo och gewosst, deemno wat fir eng Medikamenter dass ee geholl huet, dass dat natierlech och op d'Käschte vun der Konzentratioun geet. Ech wëll och do nach eng Kéier drop hiweisen, dass a Frankräich Rechercheuren elo och do Tester gemaach hunn, dass een zum Beispill op Basis vum Spaut och ka feststellen, wéi héich de Middegkeetsgrad ass. Och do, wéi gesot, muss een awer emol ofwaarden, wéi d'Entwécklung an deenen nächste Jore sech wäert maachen.

An dem Plan d'action, deen een insgesamt natierlech als ganz ambitiéis kann ugesinn an och als richtig, geet enner anerem natierlech och rieds iwwer d'Stroosseninfrastrukturen an d'Mechanik vun den Autoen. Jo, dass sinn natierlech och zwee Elementer, déi zu Accidenter bäidroen. Ech mengen awer, et soll een dat elo net hei iwwerbewäerten. Net dass mer dat ëmmer ze vill op deem Niveau ofdrécken. Obwuel natierlech, wéi gesot, een net kann ignoréieren, dass, besonnesch wat d'Stroosseninfrastrukturen ueegt, eng Rei Accidenter geschitt sinn, fir déi de Chauffeur a priori net direkt responsabel war.

Da si mer natierlech och ganz séier bei där ominéier Diskussioun iwwer d'Stroossebeem. Hu Stroossebeem e Recht, laanscht d'Stroossen ze stoen? Ass et noutwendeg? Ass et sécher? Ass et nach ugéegent, dass een an Zukunft nach Beem laanscht d'Stroosse plant? Ech mengen, dass ass eng Diskussioun, wou et ganz vill Pour et contre gëtt.

Zumindest, mengen ech awer, soll een och hei eng ganz realistesch Approche anhuelen. Et ass jo mat Sécherheet net de Bam, deen den Accident verschëllegt, mä et ass jo un éischer Linn awer oft d'Verhale vum Chauffeur, dat dozou bäidréit. Obwuel et natierlech och Situatiounen gëtt, wou de Chauffeur awer net duerch säi Verschelden en Accident dee Moment huet. An deem Accident, deen natierlech dann eng aner Envergure huet, wann och Stroossebeem do stinn.

Ech wëll awer hei nach eng Kéier och widderhuelen, wat ech scho bei der Diskussioun iwwer de Punkteführerschäin gesot hunn, dass awer zum Beispill Stroossebeem op enger flotter Landstrooss och positiv Effete kënnen op d'Fuerverhalten hunn an dass een dat och därfer op kee Fall hei ignoréieren.

Dann d'Automobilindustrie, muss een awer hei ennersträchen, huet enorm Efforten an deene leschte Jorzéngte gemaach, fir d'Sécherheet an den Autoen ze verbessern, eng technesch Evolutioun, déi nach net um Enn ass. Do liest ee jo schonn déi fantasteschste Saachen, muss ee bal soen: computergesteiert Autoen, déi vläicht muer, iwwermuer och op eise Stroossen zirkuléieren. Et ass also net méi eng utopesch Visioun, mä et ass eppes, wat schonn deelweis Realitéit ass, besonnesch an den USA.

Den Auto, deen u sech da soll en neie Liewensraum ginn, en drëtte Liewensraum, wéi verschidde Leit soen. Mobilfunkchipse géifen derzou bäidroen, dass, wéi gesot, de Chauffeur net méi géif d'Haaptroll spillen. Dat kléngt natierlech alles ganz flott a géif eis an eng Welt eraféieren, wou ee sech kéint virstellen, dass d'Zuel vun den Accidenter géif erofgoen. Mä ech mengen, dass Dreemen do muss mer de Moment emol nach e bësse si loossen an awer eis mat der Realitéit méi auserneezen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Haaptuerge gëllt natierlech dem Schutz och vun den aneren Akteuren. Mir hunn elo vill, oder ech hunn elo vill hei iwwer den Auto geschwat, mä, wéi gesot, et gëtt jo awer nach vill aner Stroossebenotzer, wéi eben d'Foussgänger, wéi d'Velosfuerer a wéi virun allem och d'Motocyclisten. Da si mer natierlech och ganz séier bei de Gemengen, de Gemengen, déi natierlech eng ganz grouse Responsabilitéit virun allem am Aménagement vun de Stroosseninfrastrukturen ze spillen hunn.

An ech mengen op alle Fall, et wier jo haut bal evident, dass een an all Gemeng, do, wou et

méiglech ass, an dat ass jo inneruerts, an de Quartieren, d'Zon 30 géif aféieren. D'Zon 30 ass net der Weisheit letzter Schluss, mä d'Zon 30 dréit awer ouni Zweifel derzou bäi, dass d'Bewosstsäin virun allem och gesteigert emol gëtt vun den Autofuerer, dass se sech bewusst sinn, dass et sech hei net méi ëm eng Strooss handelt, wou den Auto absolutt d'Prioritéit huet. An dowéinst, fir déi Gemengen, déi dat nach net sollte realiséiert hunn, mengen ech, déi solle sech deen Appell awer vläicht zu Häerz huelen an dann an Zukunft och de politesche Courage hunn, dat ëmzesetzen, wuel wëssend, dass natierlech och net ëmmer jiddwereen dermat d'accord ass. Well de politesche Courage ass natierlech och hei gefuerdert.

Dee politesche Courage ass nach méi gefuerdert, wa mer nach eng Stuf méi heich ginn, an zwar Zone-résidentielle schaffen, dat heescht do, wou dann d'Vitesse op 20 fixéiert gëtt. Och dat ass ouni Zweifel e qualitative Sprong, dee sech natierlech net an all Quartier realiséiere léisst. Mä do, wou et machbar ass, sollen och d'Gemengen de Courage hunn an et dann och maachen.

Et geet natierlech net nëmme duer, elo hei da reglementaresch Moosnamen ze huelen, d'Vitesse erofzesetzen. Et muss een natierlech och dat ganz Émfeld verbessern duerch gewëssen zousätzlech Infrastrukturen, sief dat och erëm Gréngs, sief dat natierlech awer och gegebenfalls duerch sougenannt „Höcker“, fir dann eben déi, déi sech nach ëmmer net wëllen drun halen, awer dann dervun ofzehalen, fir iwwerméisseg séier ze fueren.

Dann ass et wierklech ze begrëissen, dass de Minister awer elo wëllt op de Wee goen, an deen een oder deen anere Pilotprojet ass jo schonn an Ausaarbechtung, fir och op d'Stroossen d'Vitelimitéit op 30 ze setzen, wuel wëssend, dass dat natierlech nëmme op d'Stroosse ka geschéien, déi duerch Uertschäfte ginn. Mä mat Sécherheet kann een lech awer an där Approche do wierklech nëmme de Réck stäipen.

Wa mer natierlech och vun deenen aneren Akteuren schwätzen, schwätzt een och ganz séier vun de Velosfuerer. Mir hunn duerch de Vite vun deem neie Gesetz iwwer d'Velospisten natierlech och do e qualitative Sprong gemaach. Tatsaach ass awer, dass d'Velofuerer nach wie vor relativ geféierlech ass, an dass de Raum, dee fir d'Velofuerer reservéiert ass, nach wie vor net deem entsprécht, wéi e vläicht misst sinn. An ech bleiwen och nach wie vor der Meinung, dass muss haart driwwer nogeduecht ginn, awéifern dass gewëssen Trottoiren, wa se eng gewësse Breet hunn, kënnen och vläicht mam Foussgänger an Zukunft gedeelt ginn. Et wier also net schlecht, wa mer op deem Niveau och géife kucken, fir nach weider méi no vir ze kommen.

Wa mer da bei där drëtter Kategorie sinn, déi nieft dem Auto awer nach muss hei erwähnt ginn, da si mer séier bei de Motocyclisten. An dat ass natierlech e ganz grouse Problem. An zwar huet d'Zuel vun den Accidenter do och déi lescht Jore leider net ofgeholl. Zum Beispill tëschent 2012 an 2014 hunn 21 Motocyclisten hiert Liewen op eise Stroosse verluer. 89% dovunner ware männlech. Firwat?

Bon, do kann een och laang driwwer diskutéieren. Déi meescht Accidenter sinn op engem Sonndeg geschitt, 64% an enger Kéier. Dat sinn elo alles Zuelen, déi ech net erfonnt hunn, mä déi de Statec elo rezent publizéiert huet a sengem Bulletin „Regards/04“ vum Abrëll 2015. An 43% sinn Netrésidenten. Och dat beweist jo u sech, dass et awer oft bei de Motocyclisten, ech wëll dat net generaliséieren, mä awer dass et sech oft ëm Fuere handelt, déi vläicht awer och hir Maschinn iwwerschätzen. Et kann een also do op eng gewësse feelend Erfahrung zréckschléissen. Jiddefalls, dowéinst ass et och wictheg, dass permanent Formatioun och do ugebuede gëtt.

Et stellt een och eng gewësse Kontraktioun fest, well, wann ee mat Motocycliste schwätzt, déi awer gréisstendeels esou Ausflich maachen, fir ebe grad d'Natur ze genëssen - dowéinst ass jo och virun allem an deene méi ländleche Raim d'Motofuere besonnesch beléift, leider geschéien och do ganz vill Accidenter -, mä d'Fro ass awer ze stellen, ob do net eng Kontraktioun läit, wann ech engersäits just eraufueeren, fir d'Natur ze genëssen, anersäits dann awer se net genuch genëssen, well ech eben ze vill séier fueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun deenen eelef Haaptdeie ginn am Dokument als zéngte Punkt méi effikass Polizeikontrolle gefuerdert. Jo, och do kënnen mir selbstverständlech dat mat ennersträchen, woubäi se un éischer Linn natierlech prophylaktesch solle sinn.

An deem Kontext kënn een natierlech och net derlaanscht, fir nach eng Kéier un dee wierklech grujelechen Accident d'lescht Woch zu





Dippech ze erënneren. Ech mengen, ech brauch net méi op d'Detailer anzegoen, wat een net nëmme schockéiert huet, mä wierklech och ganz kloer immens traureg gemaach huet, wéi déi jonk Polizistin brutal do aus dem Liewe gerappt ginn ass an Ausübung vun hirem Déngscht.

A wann d'Statistik stëmmt, déi ech och iergendwou gelies hunn, da sinn zënter dem Zweete Weltkrich net manner wéi zéng Polizisten a Gendarmen am Déngscht fir d'Allgemengheet ëm d'Liewe komm. Och dat soll eis ze denken.

Ech mengen, och dat beweist ganz kloer, wat fir eng dach wichteg Missioun d'Polizisten an eiser Gesellschaft ze spillen hunn an datt mer mussen versichen, och vis-à-vis vun hinnen, déi beschtméiglech Konditiounen ze schafen. An och déi kleng Reiwereien, déi de Moment bestinn, wat d'Carriären ubelaangt, sollen op alle Fall net Ulass ginn, fir eng gewëssen Onzefriddenheet do ze kréien. Ech mengen, do muss schnellstméiglech gekuckt ginn, fir e Konsens ze erreechen, well, wéi gesot, mir en effikasse Polizeicorps brauchen, mir brauche motivéiert Polizisten. Si droen ouni Zweifel dozou bäi, datt net nëmme um Niveau vum Verkéier, mä op villen anere Plazen awer d'Sécherheet an eiser Gesellschaft garantéiert ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Wa mer natierlech och bei Kontrolle sinn, da si mer ganz séier awer och bei de Konsequenzen vun de Kontrollen, an zwar bei de Konsequenzen, déi natierlech, wat den administrativen Deel ubelaangt, fixéiert sinn. Natierlech, op där anerer Säit hu mer och Sanktiounen, déi vun de Gerichter ausgeschwat ginn. Och do, natierlech, stellt ee sech munchmol d'Fro, ob de Code pénal, ob déi Strofen, wéi se ausgeschwat gi sinn, héich genuch sinn. Ech wëll dat elo net hei verdréien.

Mä zumindest, mengen ech awer, fir d'Récidivisté kéinten awer an Zukunft vläicht nach trotzdeem aner Strofen ugewannt ginn, wéi dat munchmol de Fall ass. A wann een, wéi gesot, nach eng Kéier zrëckkënn op dee grausamen Accident vum der Polizistin, wou et jo effektiv sech ëm e Récidiviste gehandelt huet, da muss ee sech awer trotzdeem munch Froe stellen.

Donieft kann natierlech d'Strofmooss duerch pädagogesch Strofen ersat ginn oder weinstens complémentéiert ginn. Och dat ass eng Iddi, déi een ouni Zweifel soll zrëckbehalen, well e Mënsch, den direkt mat de Konsequenzen vu sengem Feelverhale konfrontéiert gëtt, ass vläicht éischter emol motivéiert, sech dann awer och ze besseren.

Erlaabt mer zum Schluss vläicht nach op e puer punktuell Mesuren anzegoen. Énner anerem soll jo och eng Etüd gemaach ginn iwwer Radaren, déi solle bei roude Luuchten installéiert ginn. Ech kann hei nëmme op d'Beispill vun der Schwäiz hiweisen. Do géif ech kengem roden, duerch rout ze fueren, well do gëtt een direkt geblézt an do kann et engem och bléien, datt ee souguer relativ séier de Führerschäin ofgeholl kritt. D'Schwäizer sinn natierlech do extrem streng dran. Mir mierken awer, an dat mierkt ee praktesch jo och all Dag, datt et nach ëmmer ze vill Leit gëtt, déi mengen, dat wier jo net schlëm, wann ee géif och nach bei rout iwwert d'Kräizung fueren.

Vläicht e leschte Punkt, deem ech nach wollt uschneiden, dat ass dee vun de Geeschterfuere. Och do hu mer leider schonn eng ganz Rei ganz schlëm Accidenter erlieft. Och do steet jo an dem Aktiounspang, datt géife gewëssen Etüde gemaach ginn. Ech weisen drop hin, datt et och do schonn technesch Méiglechkeete gëtt, déi sougenannte Krallen, déi opginn, wann een, wéi gesot, verkéiert op eng Autobunnspafahrt eropfiert. Och do, mengen ech, muss mer relativ séier handelen, well ze vill awer och do schonn op deem Niveau geschitt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leider geet et an eiser Gesellschaft net nëmme duer, fir gutt Sensibiliséierungscampagnen ze maachen, fir den Appell un d'Éegeverantwortung ëmmer erëm ze erneieren, esou wesentlech an esou wichtig dat och ass. Mir mussen awer, doriwwer eraus, och nach aner Moosnamen treffen, wat eis allerdéngs net soll dovun ofhalen, fir nach ëmmer verstärkt d'Problematik vun dem Verkéier ze thematiséieren. Dat geschitt, ënner anerem, och duerch deem Débat vun haut. Dat ass ganz wesentlech. Dat soll och regelméisseg geschéien.

Mä doriwwer eraus muss natierlech all Instrument genotzt ginn, fir, wéi gesot, ëmmer erëm drop hinzewisen, wéi wichtig et ass, datt een en ziviliséiert Verhalten an den Dag leet, wat de Stroosverkéier ubelaangt. Ech denken, wéi gesot, mat dem Radio, der Press a virun allem natierlech och den neie soziale Netzwerker kann een awer ganz vill Positives dobaussen erreechen.

Mä, ënner dem Stréch, si mer eis eens, datt awer och muss gewëssen Adaptatiounen um legislativen a reglementareschen Niveau geholl ginn. Jiddefalls ënnerstëtzt d'Demokratesch Partei déi Pisten, déi hei opgezeechent ginn, stellt sech hannert déi Politik, déi de Moment vun der Regierung an dem zoustännegen Nohaltegeektsminister gemaach gëtt. Et ass evident, datt mer mussen op deem dote Wee weiterfueren. Mir hunn einfach ze vill Problemer, wat de Verkéier hei zu Lëtzebuerg ubelaangt! An deemspriechend, wéi gesot, Här Minister, wäert d'Demokratesch Partei lech och an Zukunft bei Äre Moosnamen ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An den Här Gibéryen ass scho prett.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Vision Zéro“ huet den zoustännegen Minister gesot, eng Visioun, déi ee muss begrëssen, och wa mer eis eens sinn, datt se sécherlech wäert net esou séier oder och vläicht ni erreecht ginn. Mä datt ee sech als Zil setzt, datt mer keng Doudeger méi op eise Stroosse kréien, ass en Zil, mengen ech, wat jiddwereen heibannen ënnerstëtzt.

Mir mussen also permanent, alleguer zesammen, dohi wierken, fir d'Risikoen, déi sech mam Stroosverkéier verbannen, ze reduzéieren. Et ass net esou, wéi wann an der Vergaangenheet näischt geschitt wier. Et si schonn dacks esou Diskussiounen heibannen an der Chamber geschitt. An iwwer all déi Rei vu Jore sinn och vill Moosnamen getraff ginn um politesche Plang.

Et muss een awer och soen, datt eis Stroosse méi sécher gi sinn, d'Gefrier si méi sécher ginn, et goufen aner Moosnamen getraff am repressiven Deel, d'Kontrollen, d'Formatiounen an esou viru si verstärkt ginn. An alles dat huet dozou gefouert, datt, obwohl eise Fuhrpark an deene leschte Jorzéngte massiv ugewuess ass, op där anerer Säit awer d'Zuel vun den Doudege lues a lues erofgaangen ass op haut 30, 40, 45 pro Joer, wat der sécherlech nach, alleguer, ze vill sinn!

Mä mir kënnen eis erënneren, datt mer och Zäiten haten, wou mer bei iwwer 100 Doudeger louchen a wou eise Fuhrpark net esou grouss war, deen hei zu Lëtzebuerg exceptionnel grouss ass, net nëmme opgrond vun de Résidenten, mä och weinst deenen 180.000 Frontalieren, déi heihinner schaffe kommen an e staarken Transitverkéier duerstelle fir dach e klenge Réseau, dee mer hei vu Stroossen hunn.

Ech mengen, fir déi zéng Minutten, déi ech hunn, wëll ech net déi ganz Problematik auserneehuelen, mä ech wëll op verschide Punkten agoen. Ee vun de Punkten, dee sécherlech nei ass, dat ass d'Situatioun, wéi se sech haut, an ëmmer méi, op eise Stroosse presentéiert. Mir wëssen, datt eis Stroossen ëmmer méi staark befuer ginn, datt mer ëmmer méi Stauereen.

An de Stauere selwer geschéien an der Regel keng Accidenter. Mä ech ka mer awer virstellen, datt aus de Stauen eraus, d'Leit, verschide Leit, an enger gewësser Hektik, an engem gewëssene Stress da wëllen awer versichen, fir een Deel vläicht vun der verluerener Zäit ze récupéréieren, an doduerch nei Geforen entstinn, duerch déi iwwerfëllte Stroossesituatioun, déi mer hei am Land hunn. An déi wäert och an deenen nächste Joren net besser ginn, mä déi wäert sech sécherlech nach weiderhi verschlechteren!

A well eben d'Stroossen esou staark befuer sinn, ass och eben de Verkéiersfloss méi geféierlech ginn. Virun allem Autoen, déi aus Säitstroosse kommen, déi mussen op Stroossen erabéien, déi staark befuer sinn, déi hu praktesch keng Chancé méi, fir eranzekommen, wann net een op der Hauptstroosse stoe bleift. An da kommen eben déi Situatiounen, datt d'Leit dann op eemol mengen, et géng nach duer, fir eranzefueren. An da fuere se eran, an et geet awer net méi duer an dann hänke se aneneen.

Ech ginn dervun aus, datt och déi Accidenter, déi mer um Schlammestee elo kierlech kann hunn, datt dat Accidenter sinn, déi zum Deel..., well ech déi Situatioun gutt kennen, all Dag e puermol duerchfueren: Do kënn ee bal net méi eraus. Elo maache mer Luuchten dohinner, wat d'Saach sécherlech méi sécher mécht. Mat de Luuchte wäerte mer net esou séier méi Accidenter kréien.

Mä ech gleewen net, datt Luuchten op där Plaz de Problem léisen, well ech dovun ausginn, datt an de Spëttestonnen d'Stauen no riets an no lénks do wäerten enorm grouss sinn an ech mer d'Fro stellen, ob net awer de Minister sollt seng Verwaltung ustellen, no de Luuchten -

wou ech soen, wat gutt ass fir d'Situatioun, wat d'Sécherheet ubelaangt -, mä ob een net awer sollt do, well Plaz do ass, versichen, e grouss Rond-point eventuell dohinner ze maachen, wat dann awer e grouss muss sinn, well et ass e relativ staarke Verkéiersfloss, deen do leeft.

Zu de Rond-pointen: Prinzipiell si mir als ADR der Meenung, datt dat eng vun deene beschte Sécherheitsmoosnamen ass. Et gëtt natierlech haut och Tendenzen, déi erëm wëlle vun de Rond-pointen zrëckgoen. Mä ech hunn nach d'lescht Kéier nogelies, a Frankräich, déi jo am Fong als Éischt an am massivsten an déi Richtung gaange sinn, déi bewäerten dat haut awer nach ëmmer als positiv.

A mir sinn och der Meenung, datt een do net sollt direkt zrëckgoen erëm vun de Rond-pointen op normal Kräizungen, well ech mengen, an de Rond-pointe selwer, do kann den Här Minister eis vläicht dat soen oder nokucke loosene, hu mer net vill Accidenter, a virun allem keng schwéier Accidenter. Et sief, datt een, wéi dat fréier op der Autobunn Diddeleng war, richt duerch de Rond-point gerannt ass, wat jo awer net direkt vun deene Leit och als e Rond-point ugesi ginn ass, soss wiere se net dragerannt. Déi hu gemengt, se wieren nach ëmmer op der Autobunn.

D'Radaren u sech kënnen hëllefen. Awer, eiser Meenung no, déi fix Radaren, déi bréngen näischt! Virun allem an engem klengen Land weess souwiso nom zweeten Dag jiddwereen, wou dee fixe Radar steet.

A wa mer an d'Ausland fueren a mer kennen déi Plazen, wou d'Radare sinn: Wat ass eng normal Reaktioun? Wa mer méi séier si virun, maache mer méi lues. A wa mer laanscht de Radar sinn, da fuere mer erëm méi séier. Duerfir, wann een e Radarsystem mécht, da soll dat schonn e System sinn, wat ee ka variabel doruechter stellen. Awer fix Radare bréngen, menger Meenung no, an engem Land wéi Lëtzebuerg, net déi Wierkung, déi mer eis erwaarden.

Zu der Repressioun: Wat Kontrollen a méi Police-Präsenz um Terrain ubelaangt, dat géife mer begrëssen. Mir si souguer der Meenung, datt dat mat déi beschte Méiglechkeet ass, fir d'Accidenter ze reduzéieren, wann d'Police op dem Terrain ass.

Par contre, fir elo d'Protokoller oder d'Punkten ze héijen, dat hu mer scho virun e puer Wochen hei an der Debatt gesot, gesi mir net als déi gutt Léising. Ech mengen, dat beschte Beispill ass: Mir hu viru sechs Wochen dat Gesetz gestëmmt, mir haten awer elo an enger Woch fënnf Doudeger. Och wa mer d'Punkten an d'Strofen nach méi héich gesat hätten, hätte mer déi awer!

Duerfir wëlle mer och soen, datt ee bei de Protokoller muss oppassen. Ech hunn nach de Moien de Procureur vun Dikrech héieren, dee mengt, et misst een d'Protokoller héich an d'Luucht hiewen an datt een och do sollt op dee sozialen, oder besser gesot, deen onsozialen Effet oppassen. Ech mengen, een dee mat engem decken Auto duerch d'Géigend fiert, deen 80.000, 100.000 Euro kascht, deem mécht e Protokoll vläicht vun 100 oder 200 Euro näischt aus. Mä den normalen Aarbechter, dee mat engem klengen Auto doruechter fiert an deen déi muss bezuelen, fir dee mécht dat vill aus. Also, duerfir solle mer och oppassen, datt dat net soll eng onsozial Moosnam ginn, wa mer eben do wëllen déi Strofe massiv eropsetzen, wat, eiser Meenung no, och näischt um Resultat wäert herno änneren!

E puer Punkten nach. D'Autobunnen, d'Tankstellen op den Autobunnen. Mir mussen eis eens ginn, datt mer do ganz dacks Réckstauere kréien op praktesch allen Autobunnen mat de Camionen, déi op d'Autobunn erausfueren. An dat gëtt nei Geforepunkten. An do muss mir, eiser Meenung no, och reagieren. Et kann net esou sinn, datt déi op d'Autobunn erausfueren an do nei Geforepunkte schafen.

Mir sollten eis dofir och wierklech iwwerleeen... Mir si scho wéi laang amgaangen, zum Beispill, datt op der Saarautobunn misst eng Tankstell kommen. Elo kréie mer op Beetebuerg/Diddele..., an den neie Containerdénge kënn eng Tankstell, mä et ass a priori fir déi Camionen, déi dorobber fueren.

Mä wa mer d'Politik vum Tanktourismus maachen, da muss mer och genuch Tankstellen op der Autobunn hunn, fir datt déi Camionen eben net op der Autobunn stinn, oder mer dierfen déi Politik net maachen. Et kann op jiddé Fall net op d'Käschte vun der Sécherheet goen.

D'Motorrieder, déi hu vill Kolleeg schonn hei ernimmt, op déi ginn ech elo net weider an. Bei de Beem, do si mir och der Meenung, et ass net de Beem hir Schold, wann een dra rennt. Duerfir soe mer och net, et sollt een d'Beem ewechmaache laanscht d'Stroossen. Mä déi Beem, déi do stinn, wou mer wëssen, datt do eng Gefor ass, déi soll ee verplanzen

oder et soll ee se duerch Sécherheitsmoosnamen ofsécheren. Mä mir soen awer och ganz kloer: Op de Landstroosse sollt ee keng nei Beem méi planzen.

Bei deem Punkt muss ech dann och soen, wann een eng „Vision Zéro“ huet, Här Minister, dann hätt een net dierfen op den Autobunnen d'Luuchten ofseeën, well dat sécherlech net zu der Verkéierssécherheet bäigedroen huet, well jiddwereen, deen iwwert déi Autobunne fiert, dee weess, déi Stécker, déi belicht sinn, déi sinn effektiv méi sécher wéi déi aner. Dat war eng Décisioun, déi verkéierssécherheitsméisseg doudsécher an déi falsch Richtung gaangen ass!

Wat den Alkohol ubelaangt, wat eng vun den Hauptsaachen ass, si mer och der Meenung, datt een dat, wat momentan am Ausland probéiert gëtt, datt en Auto net uspréngt, wann e gewëssen Alkoholdéngen am Auto ass, datt een dat sollt iwwerwaachen, kucken, wat dovunner d'Resultater sinn. A mer verschléissen eis och do net enger Diskussioun. Mir géifen domadder de Chauffeur viru sech a virun deenen anere Leit nëmme schützen. An ech mengen, den Alkohol ass nun emol eben eng vun den Hauptsaachen an do sinn all Mëttele gutt, fir datt mer dat erofkréien.

D'Motorrieder (veuillez lire: D'Véloen), wéi gesot, si scho ugeschwat ginn, wat awer do eng vun den Hauptsaachen ass. Mir sollen och dofir systematesch, wat d'Véloen ubelaangt, d'Pisten ausbauen, fir datt d'Véloen esou fräi an esou gutt kënnen fueren, ouni mussen am normale Stroosverkéier sech mat den Autoen d'Strooss ze deelen.

Generell wëll ech zum Schluss soen, datt mer an eiser Gesellschaft awer och mussen e Mentalitéitswëssel kréien. Mir mussen permanent Campagné maachen. Mir mussen Diskussiounen wéi déi heiten heibannen an dobausse maachen. Mir mussen Formatiounen maachen.

A jiddwer Eenzelen, deen an déi Diskussioun agräift an dovun iwwerzeegt ass, dee muss dann och mam gudden Beispill virgoen. D'Sécherheet op eise Stroossen ass net eng Responsabilitéit exklusiv vun der Politik, mä déi geet jiddwer Eenzelen un!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Déi lescht Woch huet alt erëm gewisen, wéi wichtig et ass, fir an der Fro vun der Verkéierssécherheet weiderzuekommen. Déi Accidenter sinn net nëmme eng Tragédie fir déi Concernéiert, mä och fir hir Familjen a Frënn!

Obwohl d'Zuel vun den Doudegen an de Schwéierblesséierten an de leschte Jorzéngten erofgaangen ass, läit se natierlech nach ëmmer vill ze héich. Virun allem, wann een déi Zuele mat deenen aneren EU-Membere vergläicht, well op europäischem Plang leie mir nach relativ wäit iwwert der Moyenne. Dofir brauche mir och an Zukunft e stännege politeschen Engagement op där Fro, an dat op héchstem Niveau!

An där Strategie, déi virläit, erschéngen ons déi meeschte Mesurén sinnvoll an och richtig ze sinn. Mir begrëssen do virun allem, datt esou vill concernéiert Akteure beim Ausschaffe mat um Dësch souzen. Wann een do wëllt weiderkommen, dann ass et wichtig, och e gewëssene Know-how zesammenzeleeën.

Mir hate vläicht e bësse beim Projet de loi iwwert d'Installatioun vu fixe Radaren, iwwert dee mer souwiso wäerte weiderhin nach diskutéieren, eng Rei Bedenken, virun allem, wat den Dateschutz ugeet, well déi national Dateschutzkommissioun jo och am Februar dozou en Avis virgeluecht hat an do eng Rei Saache bemängelt hat. Prinzipiell si mer natierlech positiv agestallt, wat déi Radaren ubelaangt. Mä mir mengen, datt een do awer nach op eng Partie Saache misst oppassen.

D'Ofschreckung ass natierlech en zentraalt Element fir méi Verkéierssécherheet. Dat mierkt een och tatsächlech, wann een déi franséisch Autobunnen zum Beispill benotzt, relativ oft, datt jo eng gewëssen Disziplin sech do bemierkbar gemaach huet, muss ee soen. An et versteet een och relativ schnell, firwat. Net nëmme weinst de Radaren, mä weinst der Gendarmerie, déi och all zweete Kilometer quasi do lauert a ganz fein a ganz frëndlech engem ze verstoe gëtt, datt een e bëssen ze schnell gefuer ass, awer ganz ferm. An dat huet schonn e gewëssene Effekt. Leider ass et eben



esou, heiansdo, dass ee muss d'Mënschen ofschrecken, fir dass se e bëssen oppassen.

Mir hu jo och d'Sanktioune verstärkt, mat engem neien, méi strenge Punktekatalog. Ech mengen, dat war jo iwwerhaapt ee vun deenen éischte Projet-de-loien, déi ech matgestëmmt hunn. Dat war néideg a wahrscheinlech och richteg. De Virdeel beim Punktesystem ass jo och deen, dass e fir jiddwereen u sech gläich ass.

Wat awer dat zweet Element vun der Ofschreckung ugeet, nämlech d'Geldstrofen am Zesammenhang mat Infarktione vum Code de la Route, do hunn d'Strofen net fir jiddwereen datselwecht Gewicht. Ech mengen - den Här Gibéryen ass och e bëssen drop agaange vir-drin -, fir een, deen 10.000 Euro verdéngt, ass e Protokoll vun 150 Euro Peanuts, oder bal Peanuts, während dat fir deen aneren, deen zum Beispill nëmmen e Mindestloun verdéngt oder e bësse méi, ënner Émstänn scho kann e Problem duerstellen.

An dat bréngt och mat sech, dass de Caractère dissuasif vun deene Geldstrofen ënnerschiddlech ass, jee nom Akommes vun der Persoun. Et kann een och dovunner ausgoen oft, dass d'Akommes vun der Persoun d'Puissance e bësse vum Auto och nach matbestëmme kann an d'Méiglechkeet, fir méi schnell ze fueren, nach matbestëmme kann. Net nëmmen, mä dat kann dozou bäidroen.

Fir deem entgéintzewierken, hunn awer och scho verschidden europäesch Länner progressiv Strofe fir Verstéiss am Stroosseverkéier agefouert, déi sech dem Akommes vun der Persoun upassen. Dat ass zum Beispill de Fall fir d'Schwäiz, fir Finnland, dann anscheinend och fir Norwegen.

An der Schwäiz gétt et dee System säit 2011 fir besonnesch schlëmm Verstéiss, zum Beispill bei iwwerdriwwen héije Vitessen oder wann ee mat méi wéi 0,8 Promill ënnerwee war. D'Geldstrof gétt do berechent, andeems de Riichter notamment de Revenu, d'Verméigen an d'Familljesituatioun mat berücksichtig. Et kéint ee sech also duerchaus emol d'Fro stellen, ech mengen, dat betrëfft souwuel den Transportminister wéi wahrscheinlech och de Justizminister selwer, ob een och net zu Lëtzebuerg esou Geldstrofe kéint aféieren, déi proportional zum Akommes verhaenge kéinte ginn.

Här President, mir hunn hei am Land eng ganz Rei schwaarze Flecken op onsem Verkéiersréseau, dat heescht Kräizungen oder Strecken, wou et regelméissig zu Schwéieren Accidenter kéint. Fir esou Plazen a Strecken ze identifizéieren, ass et wichteg, d'Accidenter systematesch ze reperiéieren. A wann esou schwaarze Flecken opfallen, da muss do och schnell gehandelt ginn, well oft dauert et einfach ze vill laang, bis entspreichend Moosname geholl ginn.

#### (Coup de cloche de la présidence)

Um Schlammestee, et gouf scho gesot, op der Kräizung téschent Fréiseng an Alzeng ass dat, ënner anerem, de Fall an do kéint et och souwisou zënter Jorzéngte regelméissig zu Accidenter. Ähnlech kann een och fir d'Streck téschent Koplescht a Schëndels soen.

Dee leschte Punkt, op deen ech och nach wollt agoen, ass d'Verkéierserzéiung. Dat ass keen einfache Beräich, an deem ee schnell Erfolger kann erfueren, mä et ass awer en immens wichtige Beräich. Zemoos bei deene méi jonke Leit gétt et oft déi Mentalitéit, meeschtens sinn et och nach jonk Männer, dass schnell fuere mat séieren Autoe glécklech mécht. An déi Mentalitéit gétt och vun der Automobilbranche systematesch geféiert.

Et muss een dofir och scho bei Jugendlechen usetze mat der Sensibilisatiounsaarbecht an hinne vermëttelen, dass déi éffentlech Stroossen näischt mat engem Computerspill ze dinn hunn. Et muss een hinne vermëttelen, dass se net nëmmen fir sech selwer eng Responsabilitéit hunn am Stroosseverkéier, mä och fir déi aner Leit, déi ënnerwee sinn.

Et kann een natierlech, et soll een natierlech esou Campagné maachen, et soll een dat vermëttelen. Et soll een natierlech jonk Leit, an net nëmmen jonk Leit, och méi erwuesse Leit opfuerderen, sech responsabel ze behuelen op der Strooss an deemno wéi och sech responsabel ze ameséieren. Mä et muss een och gewësse Realitéiten an d'A kucken.

Do vergéist ee schnell, wéi et ass, wann ee sech zum Beispill owes ameséiert, wann ee jonk ass, wann een um Tour ass a wann een e puer Pätt ze vill intus huet. Dat ass eis wahrscheinlech all schon emol geschitt. Ech hoffen, dass et eis heiansdo och nach e bësse geschitt. Mä

et weess ee ganz kloer, dass een an deem Zesammenhang duerno d'Fro vun der Responsabilitéit, déi een am kloren Zoustand wierklech och agesäit, ab engem gewëssene Moment net méi esou richteg agesäit.

Do muss een dann och eng Offer virgesinn, déi et erlaabt, op eng flexibel Aart a Weis iwwert d'ganz Nuecht heemzekommen - ech denken do wierklech och un déi Jonk -, ouni vill mussen ze bezuelen a wierklech op eng flexibel Aart a Weis. Also, et kann een net dovunner ausgoen, jonk Leit, déi erausginn um zéng Auer, déi kenne vläicht dovunner ausgoen, dass se duerno um zwou heemkommen, mä deemno wéi wat geschitt a wéi den Owend verleeft, geschitt dat jo net esou. Dat heescht, d'Responsabilitéit hin oder hier, duerno si se an enger quokeleger Situatioun. An et ass natierlech eendeiteg besser, dass mer alles drusetzen, fir och déi inhärent Irresponsabilitéit, déi de Mënsch a sech huet, fir där och entgéintzekommen, wat net heescht, dass ee se op hir Responsabilitéit net och opmierksam mécht.

D'Verkéiersaccidenter hänke mam Autofueren zesammen. Manner Autostrafic bedeit noutgedrongen och manner Autosaccidenter. Op den Auto esou oft wéi méiglech ze verzichten, ass also e Wee fir méi Sécherheet. Mä op den Auto ze verzichten, ass méi einfach gesot, wéi gemaach. Wien an der Stad wunnt a schafft an dee gréissten Deel vu senger Fräizäit do verbréngt, dee kann natierlech vill méi einfach op den Auto verzichten. Mir liewen awer an enger Zäit, wou vun de Leit eng ëmmer gréisser Flexibilitéit erwaart gétt an och eng ëmmer méi grouss Mobilitéit erwaart gétt. An d'Fro muss ee sech och stellen, ob den éffentlechen Transport sech ëmmer och de Besoine vun de Salariéierten zum Beispill adaptéiert.

Ech huelen e Beispill, e konkret Beispill: Eng Vendeuse an engem Supermarché zu Miersch wunnt zu Steesel, zu Heeschdref méi genau, hëlt am Prinzip och ëmmer den Zuch, fir schaffen ze goen, et ass e Kasesprong. Mä de Problem ass, wann d'Schicht moies um sechs Auer ufänkt, da fiert keen Zuch, da fiert kee Bus, an da muss een op den Auto zréckgräifen. Ech mengen, do muss een och nach kucken, fir d'Offer nach aneschtens ze gestalten.

A finalement muss een natierlech och an der Sensibilisatiounsaarbecht de Lien maache mat der Émweltproblematik. Mir sinn eis däärs bewosst: Wie méi lues fiert, dee verbraucht manner Sprit. An dat ass net nëmmen gutt fir d'Klima, mä och gutt fir de Portmonni. Mä dat ass awer och nëmmen méiglech, wann d'Rahmbedéngunge geschafte goufen, fir op den Auto ze verzichten.

Ech si mer bewosst, dass et e richteg Bewusstsin gëtt an dëser Regierung, fir an dës Richtung ze goen. A mir wäerten natierlech als déi Léng all Kéiers och all Projet, deen an dës Richtung geet, ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

Ech wollt d'Chamber just ëm Rot froen. Mir hunn nach eng ageschriwwen Riednerin, mat zwou Minutten, déi awer just nach eng hallef Minutt zegutt huet.

Ass d'Chamber bereet, eng Minutt Bonus ze ginn?

► **Plusieurs voix.**- Jo.

(Assentiment)

► **Une voix.**- Annerhallef Minutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Annerhallef Minutt Bonus.

(Brouhaha)

Da géif ech d'Madame Hemmen bieden, op d'Tribün ze kommen a sech strikt un déi zwou Minutten ze halen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Da maachen ech dat elo ganz séier. Ech soen lech e ganz grouse Merci, Här President, an och léif Kolleegen, Merci dofir.

Ech hunn eigentlech just e Verbesserungsvorschlag. Fir de ganze Rescht schléissen ech mech natierlech all deem un, wat haut de Mëtteg gesot ginn ass.

Ech wollt eigentlech un de Minister e Virschlag ginn am Hibleck ebe just op d'Mise en place vun de Moosnamen. Sief et, wann e Rondpoint oder awer rout Luuchten zum Beispill geplangt ginn, wéilt ech gären op dëser Plaz op d'Wichtigkeet hiweisen, fir d'Bierger vun de concernéierten Uertschaften, wou déi jeeweilig Point-noiren, wéi Der se genannt hutt, och dra sinn, och an de Choix vun den adaptabele Solutiounen mat anzebannen.

Et ass nämlech ganz schwéier verständlech, firwat dass deier a ganz opwendeg Etüden e confidentiell Charakter hunn a firwat dass sech net déi néideg Zäit geholl gétt, sief et

vum Ministère oder awer vun de Ponts et Chaussées, fir eng sommaire éffentlech Presentatioun fir d'Bierger ze maachen.

Här Minister, Dir wësst, vu wéi engem Point noir dass ech schwätzen. An et hätt wierklech vill Gestreits an och vill Gediskutéiers kënnen évitéiert ginn, wann d'Bierger informéiert gi wieren iwwer Solutiounen, déi geholl ginn, a wou ech och elo ganz froen sinn an hoffen, dass se ganz geschwënn en place sinn.

Erlaabt mer och e klengt Miniwuert ze soen zu den 30er Zonen. Ech fannen dat wierklech ganz begrëssenswäert, dass op de Stroossen, op den nationale Stroossen déi Méiglechkeet gi gétt. Ech géif awer och drop hiweisen, dass mer, an ech hoffen dat och, dass déi Kritären, déi do ugewannt ginn, dass déi wierklech och kënnen e bësselche méi large interpretéiert ginn, besonnesch am Hibleck op eventuell ländlech Stroossen, wann net grad Schoulen oder esou dra sinn, dass een awer emol eng Kéier kéint duerch d'Fangere gekuckt kréien, virun allem déi Dierfer, déi net kënnen an de Genoss komme vun engem Contournement a wou et wierklech quasi wéi duerch en Triichter muss goen, fir bei grouss Zonen ze kommen, an déi do wierklech am Verkéier erstécken.

Mä bon, dat gesi mer dann. Dir hutt eis d'Hoffnung ginn, dass mer do eng Ouverture kënnen kréien, an do freeë mer eis drop. Villmools Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An elo huet d'Wuert den Här Nohaltekeetsminister, fir op d'Deputéierteninterventionen ze äntwerten. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. An ech wollt och alle Riednerinnen a Riedner Merci soe fir hir konstruktiv Bättrüg haut de Mëtteg an och fir déi vill Ënnerstëtzung, déi d'Regierung kritt an hirer Politik.

Ech wollt vläicht op e puer Saachen agoen, déi gesot gi sinn, respektiv e puer Froen, déi gestallt gi sinn, versichen ze beäntwerten.

Ech fänke vläicht u mat der Fro vum Här Schank iwwert d'Verkéierssicherheitsauditen. Do gétt et en Aarbechtsgrupp, deen och interministeriell zesummegeat ass. An deen Aarbechtsgrupp huet esou wäit eigentlech seng Aarbechten ofgeschloss. An op Basis vun deem zimlech zolitten Audit, dee gemaach ginn ass, setze mer elo esou eng Aart pluriannuellé Programm op, fir ze kucken, wat mer no an no maachen.

Eng éischt Saach, déi mer ganz sécher wäerte maachen, dass ass déi leideg Fro vun de Beem, wat jo eng ganz sensibel Fro ass, déi een awer muss beäntwerten. Ech mengen, mir mussen einfach awer gesinn, wéi d'Realitéit ass. Et gétt Strecken, wou Beem bis an d'Strooss eragewuess sinn. Et gétt och Strecken, wou d'Beem net an d'Strooss eragewuess sinn, wou een da muss aner Sécherheitsmesuren treffen, wéi Leitplanke virdu setzen.

A mir wäerten ufänken als Éischt op der Streck Miersch-Schëndels zum Beispill, well dat eng vun deene ganz geféierleche Strecken an där Hisiicht ass, well mer och do wëlle virweisen. Mä ech maachen dat och mam Environnement zesammen. Sur place wäerte mer dat wëlle weisen, an och dann de ganze Programm erklären, fir Verständnis werben, dass et hei net drëms geet, fir egal wat ze maachen, mä ganz prezis a cibléiert isoléiert Aktiounen ze maachen, déi awer vill Resultat kënnen bréngen. An dat wëlle mer, wéi gesot, haaptsächlech un deem Streckenofschneitt Miersch-Schëndels weisen, fir dann och, mengen ech, no baussen déi néideg Sensibilitéit ze kréien an och Verständnis ze kréie bei de Leit, dass, wa mer da widerfueren op anere Plazen, dann an deem nämlechte Genre weidergéif gëtt.

Dann ass d'Fro komm vun de Zonen 30 respektiv Shared Space op de Statsstroossen. Ech mengen, de Prozess ass eigentlech ofgeschloss. Ech waarden op den Avis vum Syvicol, deen ech wäert elo gläich kréien. Et ass awer allerdinges esou, ech hunn de Gemenge gesot, si sollen net waarden elo, bis mer déi Avisen alleguer hu respektiv bis dat Reglement, enfin loosse mer soen déi Richtlinn, déi mer do ausgeschafft hunn, definitiv an enger Broschür - mir wëllen eng Broschür dorausser maachen - verfaasst ass an dann och reglementaresche Charakter kritt huet; dass déi Gemengen, déi elo schon Ambitiounen hunn oder Projeten hunn, sech net solle scheien, fir dann de Ministère ze kontaktéieren.

Da kucke mer zesumme mat deene Gemengen, op Basis vun deem, wat mer schon eigentlech festgehalten hunn, Projeten awer scho kënnen ëmzesetzen, déi dann dat respektéieren. Ech hunn dat mat enger Rei Gemengen, ech mengen, d'Beetebuerger Ge-

meng ass eng dovunner - ech gesinn elo de Buergermeeschter just hei setzen oder d'Madame Lorsché aus dem Schäfferot -, mä et sinn aner Gemengen, d'Stad Lëtzebuerg huet een, zwee Projeten, déi scho méi laang an der Aarbecht waren, déi selbstverständlech kënnen dann och ëm...

(Interruption)

Ah jo, den Här Graas, pardon,...

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**...de ganze Schäfferot, de ganze Schäfferot vu Beetebuerger ass hei vertrauden!

(Interruption par M. Gusty Graas)

Entschëllegt, Här Graas, dass ech lech vergiess hat!

Also, wéi gesot, wa Gemengen do sinn, déi Projete konkret hunn, solle se eis wierklech kontaktéieren, an da versiche mer, op Basis vun deem, wat mer festgehalten hunn, ze kucken, fir och do Léisungen ze fannen.

An et ass ganz sécher, et si gewësse Flexibilitéiten dran, well dat och elo just gefrot ginn ass nach. Mä mir mussen awer Regeln opstellen, déi... Mir hunn och Ënnerscheeder, muss ech soen, och esou gemaach an deem Regelwierk téschent urbanen Zentren a ländleche Gemengen. Also, do gétt et verschidde Méiglechkeeten, déi ee kann, verschidden Toolen, déi ee kann uwenden a fir jiddwereen ass eppes dobäi.

Mir mussen awer gewësse Regeln hunn, well et dierf jo awer net derzou féieren, dass elo op eemol wahllos jiddweree léngs a riets einfach wéllt iwwerall 30er Zone maachen. Ech mengen, dass soll jo net den Zweck si vun der Operatioun.

Da sinn ech och domat d'accord, dass den Här Schank gesot huet: dass d'Bild vum Auto sech muss veränneren. Ganz sécher ass dat eng vun deene wichtige Aufgaben. An ech muss soen, dass wat mer ganz gutt gefält, dass ass déi Iddi vun engem Dag fir Verkéierssicherheet. Ech géif mengen, dass sollt ee sech wierklech iwwerleeën, ob mer net esou eppes maachen. Ech mengen, do kann ee flott Aktiounen maache ganz sécher, déi zur Sensibiliséierung bäidroen.

Dann zu där Fro - et sinn e puer Leit, déi drop agaange sinn - mam Alcolock. Ech mengen, mir sinn amgang, dass ze analyséieren. Mir hatten e Seminar am Ministère organiséiert mat Experten aus dem Ausland. Mir sinn amgang, dass auszewäerten. D'Grondiddi geet drop, fir an eng Richtung ze goen, dass mer e Pilotprojet wäerte maachen.

Ech wëll perséinlech, soen ech lech, et éischer ausrichten de Moment op Récidivisten. Dat soll elo net, ech sinn net onbedéngt waarm, fir do esou grouss ugeluechte Saachen ze maachen aus der Héft eraus, och wa se schon a Länner wéi a Schweden existéieren. Ech fannen, et soll een hei virsiichteg sinn. Et soll een et wierklech maachen am Kader emol vun engem Pilotprojet a kucken, wat dat ka bréngen.

An et geet haaptsächlech drëms, fir Leit, déi schon eng Kéier ënner Alkoholafloss de Führerschäin entweder ewechgeholl kritt hunn oder en Accident provozéiert hunn, fir do dat ze maachen, amplaz dass se de Führerschäin dann - wéi soll ech soen? - eng gewëssen Zäit ewechgeholl kréien, dass een en Deel dovunner kann noloossen, sous Konditioun, dass se zum Beispill géife fuere mat engem Alcolock, wou mer dann eng Garantie hunn och, dass se, wa se zum Beispill dann d'Recht kréien, op hir Aarbechtsplaz ze fueren, och wierklech ëmmer esou fueren, wéi et virgesinn ass, nämlech ouni gedronk ze hunn.

Well et kéint jo derbäi, dass mer an deem neie Punkteführerschäin d'Regele verschäerft hunn, ënner wéi enge Konditiounen ee kann, wann een de Führerschäin ewechgeholl kritt huet wéinst Alkohol, en erëmkreien. Dat war e bësselche large interpretéiert ginn, dass een, ben, ech wëll net soe fir alles, awer fir ganz vill Saachen de Führerschäin, also den Auto konnt dann awer notzen. An dat wëlle mer erëm, dass ass jo elo reduzéiert ginn, wierklech op zum Beispill fir Kanner enzwousch ze féieren, an eng Schoul zum Beispill, oder op d'Aarbecht. An da kéint dat dote sécherlech en Instrument sinn, fir ze versichen, emol e Pilotprojet ze maachen.

Ech wëll och soen, dass mer am Beräich vun de Méiglechkeeten, déi mer de Leit wëllen zur Verfügung stellen, fir, wa se emol owes erausginn an e Patt, e Pätchen drénken, dann ouni ze fueren heemzekommen, vill maachen. Ech hunn de Kredit fir de Late-Night-Bus ganz staark eropgesat. Mir hunn och en neie Wee gewielt, dass d'Gemengen an Zukunft elo kënnen déi Suen, also iwwerhaapt Sue kréien, e





Subsid kréie vu mengem Ministère, fir e Late-Night-Bus ze organisieren oder fir den Night Rider.

Si hunn de Choix. Dat heescht, mir wëllen eis do net méi amëschen, well ech mengen, all Gemeng selwer weess besser, wat an hirer Gemeng fir Besoine sinn. Dat ass jo och ganz ënnerschiddlech. Ech mengen, an enger Stad Lëtzebuerg ass et anescht wéi an enger Landgemeng. An duerfir hu mer de Kredit staark eropgesat mat neie Regeln, wou mer kucken och, wéi dat elo evoluéiert. An da wäerte mer vläicht dat och nach ausbauen.

Da wëll ech awer och drun erënneren, datt mer vill Saache maachen, zum Beispill elo um Virowend vum Nationalfeierdag, datt de Bus an den Zuch bis déif an d'Nuecht era fueren, a mir hu se souguer gratis gemaach, fir datt d'Leit den Auto sollen doheem loossen, wa se an d'Stad feiere kommen, soudatt eigentlech een, deen an der Stad hei feiert fir Nationalfeierdag, wou ëmmer jo eng grouss Party ugesot ass, vill, vill Méiglechkeeten huet, fir owes mam öffentliche Transport heemzekommen, an en plus nach, wéi gesot, gratis.

Mir hunn gät nämlecht och fir Silvester d'lescht Joer fir d'Éischt gemaach zesammen och mat der Stad Lëtzebuerg, déi selwer dann och nach eng Rei Initiative geholl huet. Dat wäerte mer selbstverständlech widderhuelen. An ech mengen, et gi schrëttweis där Saache gemaach.

An da gëtt et awer och nach ëmmer, dat dierf een awer och net vergiessen, d'Méiglechkeet vum „Chauffeur fir den Owend“. Ech mengen, et muss jo awer net sinn, datt, wann een... Do kann ee sech jo awer ofléisen. Et muss jo net sinn, datt ëmmer jiddwereen owes - ech weess net - granatevoll doruechter trëllt an dann...

#### (Hilarité)

Et ka jo awer och sinn, datt ee sech emol en Owend ameséiert, ouni éischtens esou vill ze drénken an zweetens awer och derfir dann ze suergen, wa mer emol e bësse méi drénken, datt vläicht een de Verstand behält a seet: Okay dann, ech gi mech hier den Owend, fir déi aner heemzebréngen! A wann een dat ofwiesend mécht, dann ass dat och alles méiglech.

#### (Interruptions et hilarité)

Also, et gëtt villfälteg Méiglechkeeten, wéi ee sech kann organisieren. Mir maachen ëmmer esou, wéi wann et just déi eenzeg Méiglechkeet gi wär bis elo, fir selwer ze fueren. Dat ass net de Fall. Dat huet awer och domat ze dinn, datt et laang zu Lëtzebuerg quasi en Tabu war an einfach esou zum gudden Toun gehéiert huet, datt dat kee Problem war. An ech mengen, dat huet elo geännert an dat ass awer richteg esou. An duerfir sollen déi aner Saache genotzt ginn.

Dann ass gesot ginn hei vum Här Gibéryen, et wiere vill Leit, vill Accidenter géife geschéien,

well d'Leit gestresst wieren aus dem Stau eraus an esou weider. Bon. Ech wëll net behaupten, datt et där Fäll keng ginn. Mä ech wëll lech awer soen, déi fënnel Fäll, déi mer elo haten, dat ware keng aus dem Stau eraus. Dat waren der mat vill Alkohol, nuets an esou weider op Stroossen, wou net vill Autoen ënnerwee waren!

Also, ech mengen, de Gros vun den Accidenter, déi geschéien, déi geschéien, wéi ech gesot hunn, éischer op de Landstroossen, haapt-sächlech déi ganz schwéier Accidenter, an dat huet net vill ze di mam Stress am Stau. Sécherlech gëtt et där Fäll och, mä awer dat ass net, wéi gesot, de groussen Deel.

#### (Interruption)

Dann ass ze soen, datt déi Rond-points-Diskussionen, do gëtt ëmmer gesot, de Rond-point wier dat Sécherst vum Séchersten. Jo, sécher, de Rond-point, normalerweis fiert een do eran oder kann een nëmme do erafuere mat lueser Vitesse, well soss hat ee Pech. A mir hate jo ee Rond-point, wou och vill Leit hiert Liewe geloos hunn, wou mer gesinn hunn, datt och dat net ëmmer déi gréisste Garantie bei allem ass.

Et ass awer allerdéngs esou, datt e Rond-point net iwwerall Sënn mécht. Zu Fréiseng, ech hat dat iwwregens och der Gemeng gesot vu Fréiseng, déi ware bei mer, ier mer d'definitiv Décisioun geholl hunn, zu Fréiseng féiert de Rond-point dozou, datt mer éischer nach méi, also pardon, zu...

► **Plusieurs voix.** - Schlammestee.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...Schlammestee, net zu Fréiseng, mä um Schlammestee féiert de Rond-point dozou, datt mer e Réckstau riskéieren ze kréien da bis op Fréiseng, well d'rout Luuchte kënne mer esou schalten, datt op der Haaptachs méiglechst vill gréng ewell ass.

An et soll jo och net esou sinn, datt déi, déi vun der Säit do kommen... Do kommen der vill, déi notzen d'Schlächweeër duerch d'Uertschaften. Déi solle schéi propper op der Nationalstrooss bleiwen an net ëmmer duerch d'Uertschaften fueren. Dann hu se och manner Problemer do, bei Rout, also bei Gréng eranzekommen op där Kräizung.

An Zukunft op alle Fall ass et esou, datt... Ech wollt och der Madame Buergermeeschter soe vu Weiler: Mir wollten hei séier eppes maachen, well och de Wonsch jo do war, fir séier eppes ze maachen. Wa mer hei nach elo ugefaangen hätte mat 26 Biergerversammlungen, da wier net bis de Summer déi Anlag, déi mer elo do wäerte stoen hunn, do. An ech mengen, et war jo awer de Wonsch, mindestens an Ärer Gemeng unanime, fir et ze maachen.

Mä fir de Rescht ginn ech ganz vill mat Ponts et Chaussées bei Projeten an d'Quartiere

bei d'Bierger a pilgeren duerch d'Land, fir Projeten ze weisen. Mä hei ass et drëms gaangen, ganz séier eppes ze maachen.

Da wollt ech och soen iwwert d'Radarsgesetz, den Här Wagner sot dat, do wieren nach Problemer, do hätt jo d'Dateschutzkommissioun en Avis gemaach. Ech wëll soen, datt mer deem Rechnung gedroen hunn, wat gesot ginn ass. Mir hu jo an eisen Amendementen, déi mer gemaach hunn zum Projet, natierlech den Avis vum Parquet, dee vun der Dateschutzkommissioun gekuckt an och natierlech dee vum Statsrot. A mir hunn deene Saachen, déi d'Dateschutzkommissioun eis suggeréiert huet, Rechnung gedroen, soudatt dat kee Problem méi dierft stellen.

Ech wëll dem Här Gibéryen nach eng Kéier soen, och wat d'Radaren ugeet, wann e seet: „Déi fix Radaren, déi bréngen näischt!“ Wat heescht dat, déi bréngen näischt? Déi bréngen keng Suen eran? Neen, ech wëll och net, datt se Suen erabréngen!

Ech wëll gär, datt d'Leit..., well déi fix Radare komme jo dohinner stoen, wou mer Stroossesituatiounen hunn, wou mer un der Strooss selwer näischt méi kënnen direkt änneren, wou mer awer wëssen, datt sech net un d'Vitesse gehale gëtt a wou dat dann ëmmer erëm zu Accidenter geféiert huet. Ma, do geet et mer drëms, do setzen ech de Radar gär dohinner, well ech da weess, wann en do steet, datt jiddweree sech drun hält an do keen Accidenter méi op deem Point noir geschitt. Dat ass précisément den Objet dovunner.

An ech wëll net, datt déi eppes abréngen! Ech wëll am léifsten, datt d'Radaren eis null Centime abréngen an d'Statskeess! Et geet drëms, datt ee sech soll un d'Vitesse halen. A kuckt emol eng Kéier, wann Der an der Zäit a Frankräich gefuer sidd op Metz, tèschent der Grenz a Metz, ier d'Radaren do waren - do weess jo haut all Mënsch, wou se stinn -: Wat waren do schwéier Accidenter op deene Plazen! An haut, zënterhier gëtt et do keng méi. Do fuere se all wéi an de Vereenegte Staten, schéi gemittlech tuckere se mat hiren 110 km nienteneen. Oder gemittlech! Dat ass jo ëmmerhin nach 110 gefuer! Mä mir hunn de Geforepunkt do-duerjer ewechkritt an et geschéien op där Plaz keng Accidenter méi.

An dat ass den Zweck vun de fixe Radaren! Derniewent kommen natierlech déi mobil. Déi sinn natierlech geduecht, fir... Do weess jo keen, déi kënnen haut do stoen, muer do stoen. Dat ass méi, fir allgemeng d'Vitesse erofzesetzen.

Dann nach eng Kéier, obschonn ech et zwar schon 30-mol widderholl hunn, mä awer dowéinst, well Dir et sidd, widderhuelen ech et da fir d'31: d'Luuchten op den Autobunnen! Mir hunn op dem gréissten Deel vun eisen Autobunnen, ausser op den Échangeuren, nach ni Luuchte gehat. An ech wëll lech och soen: Et

gëtt iwwerhaupt keen Zesummenhang tèschent der Belichtung vun der Autobunn an den Accidenter, déi drop geschéien. Am Aus-land hutt Der a ganz Frankräich op sämtlechen Autobunnen nach ni Luuchte gehat. An Däitschland och net, ausser natierlech ëmmer bei den Échangeuren.

An déi Luuchten, déi hei stoungen op der Autobunn Richtung Arel, déi ewechgeholl gi sinn, déi hu missen ewechgeholl ginn, soss hätte se missen ersat ginn. Et war de Choix, entweder neier do opzerichten, well déi ware vereelt, faul, déi ware souguer deelweis e Risiko, duerfir hu se missen ewechgeholl ginn, dann hätt ech missen neier setzen. A well der néierens stinn a well et och keen Zesummenhang gëtt tèschent der Verkéierssicherheit an der Belichtung vun der Autobunn...

Et ass souguer éischer de Géigendeel oft de Fall! Firwat geschéien déi meescht Accidenter am Summer an net am Winter, haapt-sächlech déi schwéier Accidenter? Ma, well am Summer d'Leit natierlech denken: Et ass hell, d'Stroosse sinn dréchen, ech gesi wäit an da mengen ech, ech kéint nach méi op de Gas drécken. Duerfir, et ass iwwerhaupt keen Zesummenhang do-tèschent. An duerfir wier ech frou, wann dat Mäerchen endlech emol eng Kéier géif net méi hei gezielt ginn, well dat ass mat Sécherheet net de Fall.

Da bleiwen nach just ofschléissend, Här President, zwee Sätz, een zu dem öffentliche Transport. Natierlech ass et wichteg, datt mer den öffentliche Transport ausbauen, datt dat eng immens Inzidenz huet op de Verkéier generell an och op d'Accidenter. Mir hunn e kolossal Investitionsprogramm fir déi nächst Joren. Wa mer et packen, deen ëmzesetzen, wou mer energiesch schaffen, an ech och dorop hoffen, da wäerte mer, wéi gesot, do wesentlech Verbesserung kréien. An duerfir insgesamt mengen ech, datt mer dann domadder och e gudden zousätzlechen, zwar indirekte Wee gesicht hunn, fir och d'Verkéierssicherheit méi grouss ze kréien.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot nach eng Kéier vu menger Säit aus, vun der Regierungssäit aus Merci fir d'Ennerstëtzung. An ech mengen, all zesumme kënne mer esou op de Wee kommen, datt mer Verbesserung kréien an der Verkéierssicherheit. An dorëms geet et jo.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

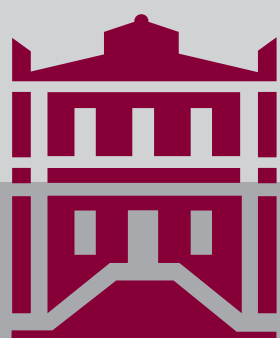
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci fir déi ganz konstruktiv Diskussioun. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir eis nächst öffentliche Sëtzung.

Ech soen lech Merci.

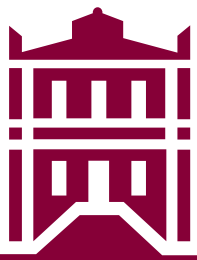
(Fin de la séance publique à 17.55 heures)

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.







## Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires**
  - Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas
  - Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner
  - Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1er, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre**
  - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox
  - Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
  - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)**
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
  - Vote secret sur la candidature unique
- Débat d'orientation sur les parcs naturels**
  - Exposé: M. Emile Eicher
  - Débat: M. Marco Schank (dépôt d'une motion), M. Frank Arndt, M. Gérard Anzia (dépôt d'une motion), M. Gilles Baum, M. Roy Reding
  - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement (interventions de M. Marcel Oberweis, M. Léon Gloden et M. Marco Schank)
  - Motion 1: M. Henri Kox, M. Marco Schank, Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement (renvoi de la motion en commission)
  - Vote sur la motion 2 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Etgen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.02 heures)**

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudder Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sézung op a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass net de Fall. Da soen ech villmoos Merci. A mir géifen direkt zum éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung iwwergoen, dat ass de Projet de loi N°6659 iwwert d'Organisatioun respektiv d'Reorganisatioun vun der Veterinärverwaltung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas!

### 2. 6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires

**Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs**

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Veterinärverwaltung huet jo hei zu Lëtzebuerg eng ganz laang Geschicht. Duerch eng Ordonnance vum 26. Dezember 1814 ware schon am alen Herzogtum Lëtzebuerg, dat jo deemools nach zum napoleonesche Keeserräich gehéiert huet, d'Veterinärsservicer agefouert ginn.

Mam Arrêté vum Regierungsrat vum 17. Februar 1846 goufe fënnef sanitär Divisiounen geschafen. 1858 hate mer hei am Land eelef Veterinären. An d'Basis vum heitege Service vétérinaire war mat de Reglementatiounen vum 30. Juli 1863 a 14. Juli 1913 geluecht ginn.

Zu där Zäit war iwwergens de Beruff vum Veterinär nach guer net geschützt. Dat huet ge-

dauert bis 1927, a méi spezifesch duerch d'Gesetz vum 23. Mee 1927. Den éischten Doktertittel an der Veterinärmedezin op Basis vun deem Gesetz ass iwwergens un den Här Edouard Frising vu Folkendeng deemools gaang.

D'Héichschulgesetz vum 18. Juni 1969 hat dunn e Mindestzyklus vu fënnef Joer postsecondairer Ausbildung fir de Veterinärberuff virgesinn. No dem Zweete Weltkrich goufen dunn d'Servicer nei organiséiert. D'Land war deemools a véier Circonscriptionen agedeelt ginn an duerch d'Gesetz vum 7. Juli 1958 war dunn och d'Veterinärinspektioun geschafe ginn. D'Fonctionne vum Generalinspektor respektiv vum Laboratoiresdirekter goufe getrennt.

Allerdéngs huet et sech erausgestallt, dat dat vläicht net déi allerbeschten Iddi war. Et hu sech dunn eng Rei Problemer erausgestallt. An et koum 1976 zu enger eenzeger Verwaltung. 1976 ass am Fong geholl d'Gesetz geschafe ginn, op deem d'Organisatioun vun där heiteger Veterinärinspektioun an och Veterinärverwaltung baséiert. 2003 war dunn och en neie wichtige Moment, an zwar ass dunn d'sanitär Kontroll vu gréisseren Etablissementer duerch Veterinärfunctionnairen ënnert d'Tutelle vum Gesundheitsminister gestallt ginn.

E gudden Deel vun deenen eenzelnen historischen Informatiounen, déi ech elo hei vermëttelt hunn, entstamen awer aus engem ganz interessante Buch, an zwar vum fréiere Veterinär, dem Dokter Georges Theves sengem Buch „Le Luxembourg et ses vétérinaires 1790-1990“.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut geet et also drëms, fir d'Administration des services vétérinaires, wéi des Verwaltung u sech offiziell heescht, ze moderniséieren. D'Kadergesetz, dat hunn ech hei scho kuerz erwähnt, datéiert vum 1976. Dee Moment respektiv de Moment hu mer nach véier Veterinärinspektoren, déi kompetent si fir all Obligatiounen, déi an hire Circonscriptionen ufalen. Dës Aufgabe goufen awer am Laf vun de Joren ëmmer méi komplex. Dowéinst huet sech och eng Reorganisatioun vun der ASV opgedrängt. Virun allem awer och, well déi Tâchen, jee no Circonscription, staark variéiert hunn.

Duerch dese Projet de loi, deen den 18. Februar 2014 déposéiert gi war an zu deem ech den 12. November 2014 zum Rapporteur genannt gi war, gëtt d'ASV also - wann ech elo déi Ofkierzung gebrauchen, wéi gesot d'Admi-

nistration des services vétérinaires - nei strukturiert, an zwar verlosse mer elo u sech den Niveau vun där horizontaler Struktur a mer ginn elo méi op den Niveau vun enger vertikaler Struktur.

Mat deem Projet de loi, an dat ass u sech déi Hauptneierung, ginn elo fënnef Divisiounen geschafen, mat engem jeeeweilege Chef de division un der Spëtzt. An ech wëll och elo kuerz op déi eenzel Divisiounen hei agoen.

Déi éischt Divisioun ass d'Santé animale. Dës Divisioun iwwerwaacht de sanitäre Statut vun den eenzelnen Déierebestänn. Et geet awer och hei ëm d'Wuelbefanne vun den Déieren, sief dat beim Transport, sief dat bei der Haltung oder sief dat och beim Schluechten. Dës Divisioun schaaft och eng enk Zesummenarbeit mat onofhängege Veterinären. Wann ech elo vun onofhängege Veterinäre schwätzen, sinn dat selbsterständlech déi, déi elo net am Statsdéngscht sinn an déi natierlech virun allem bei der Iwwerwaachung vun Epidemien kënnen wichteg Tâchen iwwerhuelen.

Déi zweet Divisioun ass dann d'Santé publique. Dës Divisioun huet als Objektiv d'Kontroll vun der Produktioun, dem Stockage an dem Verkauf vun lesswuere vun Déieren, wéi Eeër, Mëlch, Fleesch an och Fëschproduiten. A si applizéiert virun allem déi europäesch Legislatioun, an zwar d'Reglement 178/2002 vum Europaparlament an och vum Conseil vum 28. Januar 2002. Et geet also hei virun allem ëm d'Liewensmittelsécherheet. An ech wëll och hei ennersträchen, dat déi Divisioun ënnert der Tutelle vum Gesundheitsministère steet.

Da komme mer zu där drëtter Divisioun, hei geet et ëm de Contrôle vum Import. An do bewege mer eis um Niveau vun engem Grenzposten. An zwar ass dee jo da baséiert am Cargozone um Findel. Et geet also drëm, fir d'Déiereproduiten an och d'Déiere selwer aus Drëttlänner ze kontrolléieren. D'Pabeiere ginn natierlech hei consultéiert. Et ginn och physisch Kontrolle gemaach. An den zoustännege Veterinär stellt dann en Dokument aus, wat den Import vun Déieren a Produkter an d'Europäesch Unioun erlaabt.

Dann déi véiert Divisioun, dat ass de Laboratoire vun der Veterinärmedezin. Dat gëtt elo eng autonom Divisioun, wat bis dato net de Fall war. Déi maachen natierlech Analyse vun den Échantillons.

Dann déi fënneft a lescht Divisioun, dat ass d'Identifikatioun an den Enregistrement vun Déieren, de Service Sanitel, deen d'Traçabilitéit vun de Béischte feststellt. Dee gétt elo an d'ASV integréiert, fir eng eegen Divisioun ze ginn.

Déi véier éischt Divisiounen, déi gi vu Veterinärinspektoren geleet. Déi fënneft Divisioun, do ass virgesinn, dat och e Fonctionnaire aus der Carrière supérieure vum Stat, aus dem administrative Beräich, kann do d'Leedung iwwerhuelen. D'Fonctionnaire vum Service Sanitel kënnen eng Nominatioun an der ASV kréien an der Carrière an an der Fonction vum der Regierungverwaltung. Si behalen och hir Avancementsméglechkeeten, déi se bis elo haben, sous réserve, wéi gesot, dat déi méi favorabel si wéi déi nei Avancementsméglechkeeten.

E weidert wichteg Objektiv vun deem Gesetz ass awer dann och den Aligement vun alle Veterinären hirer Carrière. Domadder soll u sech e selwechte Gehaltsniveau ugestriift gi wéi an ähnleche Carrière beim Stat. D'Médecins vétérinaires-inspecteurs chefs de division, déi ginn am Grad 16 klasséiert, an d'Médecins vétérinaires-inspecteurs am Grad 14. Och ginn déi verschidde Fonctionen an der ASV, d'Kritäre fir ze avancéiere wéi och d'Rekrutementsbestimmungen definéiert.

Dann den Artikel 4, deen definéiert u sech de ganze Kader vun där Verwaltung. An och wéi den Artikel 8 vum Gesetz elo virgesäit, ginn d'Fonctionnaire an der Carrière Médecins-vétérinaires rekrutéiert ënnert deenen, déi autoriséiert sinn, de Beruff vum Veterinär an der Europäescher Unioun auszeüben, a se mussen awer och eng berufflech Erfahrung vu mindestens fënnef Joer virweise kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och nach e Wuert zu deenen eenzelnen Avisen. Den Avis vum Collège vétérinaire datéiert vum 8. Juli 2013, deen u sech dee Projet de loi hei begréisst. Och d'Statsbeamtechamber hat an hirem Avis vum 5. Dezember 2013 eng positiv Approche zu deem Gesetzeprojet.

De Statsrot sengersäits war a sengem Avis vum 24. Juni 2014 allerdéngs méi kritesch. Fir d'Éischt war monéiert ginn, dat keng Fiche fi-

nancière derbäi war beim Projet. Dann huet en awer och dräi Oppositions formelles zréckbehalen. Déi éischt hat sech mat der Nominatioun vum Direkter ofginn, wou de Statsrot, mengen ech, och zu Recht natierlech gesot huet, dat net de Landwirtschaftsminister d'Kompetenz huet, fir den Direkter ze nennen, mä datt dat selbsterständlech muss eng Décisioun vum Regierungsrat sinn. Den Direkter vun där Verwaltung, deen natierlech ennerstëtz gëtt, wéi gesot, vu sengen Divisiounsscheffen.

Dann hat de Statsrot och nach ennerstrach, datt e méi Detailler iwwert déi Tax gare wëllt hunn, déi am Artikel 9 vum Gesetz virgesinn ass. Dat ass nämlech eng Tax, déi och agezu gëtt vum Enregistrement. Déi däerf net méi héich wéi 10.000 Euro sinn. An et ass e groussherzoglecheg Reglement, dat natierlech do déi eenzel Kritäre festhält an och d'Kontrollen, op deenen déi Tax kann agefouert ginn.

A schliisslech huet sech déi héich Kierperschaft och dorunner gestéiert, datt déi onofhängege Veterinären - wéi gesot, nach eng Kéier, déi, déi net de Fonctionnairesstatut hunn -, datt déi sollen iwwert déi Tax do rémunéiert ginn. D'Kommissioun hat natierlech dunn eng Rei Amendementer ausgeschafft an och virgeluecht, an de Statsrot huet dunn de 6. Februar 2015 en Avis complémentaire gemaach, wou nach eng Kéier drop higewise ginn ass, datt nach wie vor déi Fiche financière gefeelt huet.

Wat dann den Artikel 9 ubelaangt, iwwert dee mer eis hu missen du méi am Detail ennerhalen, wéi gesot, wat déi ominéis Tax ubelaangt, do huet de Statsrot dunn nach seng Opposition formelle oprechterhalen. Et koum awer dunn zu engem zousätzlechen Avis complémentaire, well mer awer dunn de Statsrot drop higewisen hunn, datt en awer och vläicht eis Interpretatioun net esou richtig verstanen hat. An den 20. März 2015, wéi gesot, huet e sech dunn a sengem zousätzlechen Avis complémentaire mat eisem Avis oder mat eisem Amendement d'accord erkläert.

Inspektiounen kënnen, wéi gesot, och duerch praktizéierend Veterinären ausgefouert ginn, déi entweder vum Gesundheitsminister oder vum Agrarminister eng Nominatioun kréien. Ech wëll och nach hei ennersträchen, datt all Betrib, dee Béischten hält, dee Béischten och zillt, datt dee muss e Kontrakt hu mat engem Veterinär, an déi Veterinäre mussen zweemol d'Joer dann och e Rapport maachen, deen och der Verwaltung muss virgeluecht ginn. An de Moment hu mer esou plus ou moins 30 Veterinären, déi déi Aarbecht maachen.

Mat deem Gesetz ginn dann awer och d'Bestëmmunge vum modifizéierte Gesetz vum 22. Juni 1963 iwwert d'Gehälter vun de Beamten am öffentlechen Déngscht ofgeännert. Ech wëll allerdéngs hei ganz kloer preziséieren, datt selbsterständlech nom Akraafttriede vun deem Paquet, dee mer iwwert d'Fonction publique hei gestëmmt hunn, dat war de 24. März, datt natierlech automatesch dann och dat Gesetz hei ëmgeännert gëtt, sofern et natierlech och dat heite Gesetz wäert betreffen. Dir wësst jo, datt déi Gesetzer den 1. Oktober wäerten a Kraaft trieden. De Personalbestand u sech vun der Verwaltung gëtt duerch dëst Gesetz hei net geännert. Mir bleiwen also bei der Zuel vun 20 Veterinären. An am Ganze wäerte plus ou moins 45 Leit weiderhin och an där Verwaltung schaffen.

Ech wëll dann zum Schluss awer och nach e puer Merciën hei aussprechen, an éischer Linn un den Direkter vun der Veterinärverwaltung, den Dokter Félix Wildschütz an all seng Leit. Dann och dem Sekretär vun der Agarkommissioun, dem Timon Oesch an och dem DP-Mat-aarbechter Christian Lamesch.

Ech géif lech och dofir bieden, deem Gesetz Är Zoustëmmung ze ginn, well et e wesentlech, e wichteg Gesetz ass. Et geet hei virun allem an éischer Linn natierlech ëm d'Liewensmittelsécherheet an et geet awer och drëms, fir eng Verwaltung, déi eng ganz laang, eng grouss Traditioun an eiser Gesellschaft, an eisem Stat huet, fir där awer méi e moderne Look ze ginn, datt se sech wierklech kann och deenen neien Erausforderungen upassen. An ech brénge selbsterständlech och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet direkt déi éischt geschriwwie Riednerin, d'Madame Martine Hansen. Dir hutt d'Wuert, Madame Hansen.



**Discussion générale**

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Ve-  
terinärverwaltung ass eng immens wichteg Ver-  
waltung vun eisem Landwirtschaftsministère.  
Mä si ass net nëmme wichteg fir eis Landwirt-  
schaft, si ass am Prinzip wichteg fir eis alleguer!

Ech hat a mengem fréiere Liewe scho méi  
dacks Kontakt mat der Veterinärverwaltung,  
sief dat emol als Grënnungsmitglied vun den  
Direktvermaarter, wou mer gekuckt hunn, fir  
datt déi Baueren, déi wélten doheem  
Direktvermaartung maachen, datt déi och eng  
Genehmegung kéinte kréien, fir ze schluechten  
a fir ze verschneiden. Sief dat als Enseignant,  
wou mer zesummen, ënner anerem mat de Ve-  
terinären, och Coursé gehal hu fir d'Direktver-  
maarter, oder och als Direkter, wou mer ge-  
kuckt hunn, fir dës Coursen oder eis Coursen  
allgemeng lafend un déi aktuell Reglementer  
unzepasst. An all Kéiers war ech iwwerzeegt  
vun der Aarbecht, déi an der Veterinärverwal-  
tung geleescht ginn ass.

An dofir sinn ech richteg frou, datt ech haut  
am Numm vun der CSV och hei kann den Ac-  
cord zu dësem Gesetzesprojekt ginn.

D'Haaptzil vum Gesetz ass, fir dës Verwaltung  
esou ze moderniséieren, datt si déi Aufgaben,  
déi si muss iwwerhuelen, och effektiv kann iwwer-  
huelen. An ech mengen, d'Vewaltung huet  
sech och ouni dëst Gesetz scho staark moderni-  
séiert, mä dofir ass et ëmsou méi dréngend,  
och de gesetzleche Kader elo unzepasst.

Den Här Rapporteur, de Gusty Graas, huet dat  
ganz Gesetz am Detail mam Historique be-  
schriwwen, an dofir soen ech him villmools  
Merci. An ech wäert mech sécher hidden, hei  
nach eng Kéier op all d'Punkten anzegoen.

Ech wëll awer véier Punkten uschwätzen, déi  
vläicht esou net am Detail ugeschwat gi sinn.  
Dat eent ass de Bien-être de l'animal, dat ass  
ugeschwat ginn, ass wichteg, ass eng wichteg  
Aufgab vun der Veterinärverwaltung, fir derfir  
ze suergen.

Mä hei zu Lëtzebuerg ass d'Recherche och  
wichtig an och hei zu Lëtzebuerg ginn am  
Beräich vun der Recherche Versich mat Déiere  
gemaach. Am Prinzip mat Mais, dat esouwuel  
op der Uni wéi och am Luxembourg Institute  
op Health. An ech mengen, dat ass och abso-  
lutt noutwendeg a sënnavoll. An ech sinn dovun  
iwwerzeegt, datt d'Recherche nach weider  
muss ausgebaut ginn, mä datt mer op där ane-  
rer Säit, fir d'Kredibilitéit vun der Recherche  
ze assureieren, och eng streng Surveillance vun de  
Labosdéiere muss garantéieren. An och hei  
huet d'Veterinärverwaltung eng wichteg  
Aufgab fir eist Land, eng Aufgab, déi wahr-  
scheinlech an Zukunft nach wäert u Bedeitung  
gewannen, déi also eventuell nach muss ausge-  
baut ginn.

D'Liewensmittelsécherheet, den Här Graas  
huet déi och ugeschwat, duerch Kontrolle ga-  
rantéieren: Bei Produkter vun déierescher Hier-  
kunft ass dat also eng weider wichteg Aufgab  
vun der Veterinärverwaltung. An enger Kom-  
missiounssëtzung, enger Jointe vu Santé a  
Landwirtschaft vum 25. November 2014, krute  
mer ugekënnegt, datt eng extern Firma géif  
beoptragt ginn, een Audit iwwert d'Liewens-  
mittelsécherheet ze maachen an datt den Au-  
dit misst Enn Januar 2015 fäerdeg sinn. D'Re-  
sultater missten also um Dësch leien.

Fir eis als CSV ass et wichteg, datt déi eenzel  
Verwaltungen, déi am Beräich vun der Liewens-  
mittelsécherheet a Kontroll Verantwortung  
hunn - an et sinn der eng Partie, déi koordiné-  
néiert zesummeschaffen -, datt d'Kompetenze  
vun de Verwaltungen fir déi eenzel Kontrollberä-  
cher kloer definéiert sinn, an dëst, fir op där  
enger Säit duebel Kontrollen ze verhënnern,  
awer och, fir op där anerer Säit Kontrollrächer  
ze verhënnern. Eis géif et also interesséieren a  
mir wäere frou, wann den Här Minister eis kuerz  
kéint soen, wat Konkretes bei dësem Audit  
eraskomm ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer iwwert dëst  
Gesetz an der Kommissioun diskutéiert hunn,  
krute mer vun Här Minister erkläert, datt dëst  
Gesetz dréngend wär, fir kënnen d'Taxen, déi  
am Zukunftspak virgisi sinn, opzehiewen. Am  
Budget ass nämlech als Spuermesure 227  
d'Prestation vétérinaire payante virgessin, fir am  
Beräich vun der Landwirtschaft fir 2015 130.000  
Euro zousätzlech opzehiewen. Den Artikel 9 vun  
dësem Projet de loi gesäit elo dës Méiglechkeet  
vun Taxenerhiewung vir, woubäi ee Règlement  
grand-ducal soll definéieren, wéi eng Kontrollro-  
peratioune susceptibel sinn, fir d'Taxen ze  
erhiewen a wéi héich dës Taxe solle sinn.

Et géif eis interesséieren, wéini dës Règlement  
grand-ducal public gétt. Mir haten heizou  
schonnes Detailer bei de Budgetkommissiounen  
gefrot. A mir bedauern, dës Detailfrouen nach  
ëmmer net beäntwert kritt ze hunn!

Dir Dammen an Dir Hären, just nach  
ofschléissend, dëst Gesetz huet als zweet Ob-

jektiv, de Personalkader an der Veterinärver-  
waltung nei ze definéieren. Et ass also och ee  
Kadergesetz. An et ass allerdéngs net ganz  
glécklech, fir elo nach e Kader nei ze schafen,  
woubäi dee mam Akraafttriede vun der Reform  
vun der Fonctioun publique am Oktober erëm  
hifälleg gétt, wat aner Froen opwerft. Als CSV  
hate mer dacks genuch op dës Inkohärenz op-  
mierksam gemaach!

Mat dëser ofschléissender Bemierkung ginn  
ech den Accord zu dësem Projet de loi am  
Numm vun der CSV. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci  
och der Madame Hansen. An nächst Riednerin  
ass d'Madame Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP)**.- Merci, Här  
President. Ech wëll eigentlech dem Rapporteur  
e ganz häerzleche Merci soe fir dee ganz gud-  
den, détailléierte Rapport, deen e gemaach  
huet. Mir ginn als LSAP selbstverständlech eis-  
sen Accord zu dësem Projet.

Ech wëll awer och nach kuerz drop zrëckkom-  
men, wat elo grad ugeschwat gouf, wat d'Sé-  
curité alimentaire ubelaangt. Selbstverständ-  
lech läit dat eis och um Häerz, dass dat ganz  
séier bearbecht an och evakuéiert gétt. An do-  
fir kann ech elo scho soen, dass dat an eiser  
nächster Kommissiounssëtzung vun der Santé  
um Programm ass. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci  
der Madame Hemmen. Nächste Riedner ass  
den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng)**.- Merci, Här Pre-  
sident. Ech ka mech de Wieder vu menge Vir-  
riedner nëmmen uschlëssen an ech wëll dem  
Rapporteur fir den ausféierleche mëndlechen  
an awer och schrëftleche Rapport Merci soen.  
Och dat, wat elo d'Madame Hemmen nach  
eng Kéier gesot huet, wat d'Liewensmittelsé-  
cherheet ubelaangt, kënnen mir nëmmen en-  
nerstëtzen. An och do wäerte mer aktiv mat-  
schaffen, fir do e proppert an e gutt Gesetz  
kënnen ze maachen.

Ech bréngen dann heimat den Accord vun der  
grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci  
och dem Här Kox. An d'Wuert huet den Här  
Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Merci, Här Pre-  
sident. Och mir wëlle vun eiser Säit aus dem  
Kolleg Gusty Graas Merci soe fir säi gudder  
Rapport, deen e gemaach huet. An ech ka  
mech och nëmmen de Wieder vu menge Vir-  
riedner uschlëssen an den Accord vun eisem  
Grupp ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.-  
Merci. Dann den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Merci vill-  
mools. Jo, mir wäerten och... Also mir...

**(Hilarité)**

Bei eis fällt et op. Mir wäerten och eisen Accord  
ginn zu dësem Gesetzesprojekt. Ech soen lech  
Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.-  
Merci. An um Wee ass schonn den Här Land-  
wirtschaftsminister. Här Etgen, Dir hutt  
d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs**.- Merci, Här  
President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet  
de loi, iwwert deen d'Chamber haut ofstëmmt,  
betrëfft d'Organisatioun vun der Veterinärver-  
waltung. Et geet hei net drëm, fir eng nei Ver-  
waltung ze schafen, mä villméi drëm, fir eng  
legal Basis ze schafe fir d'Aarbeitsopdeeling  
vun der Verwaltung, wéi se schonn zënter Jore  
praktizéiert gétt a wéi se och deenen heitegen  
Erfuerdnerisser muss gerecht ginn.

Dat eenzegt wierklech nei organisatorescht  
Element ass de Fait, datt de Service Sanitel, dee  
bis elo am Ministère selwer ugesidelt war, an  
d'Veterinärverwaltung integréiert gétt. Ech  
kommen duerno nach kuerz heirobber zrëck.

Op den Historique wëll ech net agoen, well dat  
huet de Rapporteur, den Här Gusty Graas, op  
eng exzellente Aart a Weis gemaach. An ech  
wëll dem Kolleg Gusty Graas een ausdréck-  
leche Merci soe fir seng exzellente Aarbecht bei  
dësem Projet.

Erlaabt mir awer vläicht e bësschen op d'Orga-  
nisatioun an d'Aufgabe vun dëser Verwaltung  
anzegoen, esou wéi se haut funktionéiert, en-  
ner mengem Ministère, an a verschiddene  
Beräicher och ënner der Kompetenz vun der  
Gesondheitsministesch.

Ech fänken u mam Veterinärlaboratoire.  
D'Aufgabe vum Veterinärlabo, deen an deenen

nächsten zwee Joer an een neit Gebai wäert  
plënnern, an zwar op Diddeleng, nieft de La-  
boratoire National de Santé, bestinn aus Analy-  
sen an de Beräicher Déierekrankheeten a  
Liewensmittelsécherheet vu Liewensmittel  
déiereschen Ursprongs, haaptsächlech Fleesch  
a Fleeschprodukter. Duerch dëst Gesetz gétt de  
Veterinärlabo, deen zënter dem Gesetz vun  
1976 zur Veterinärverwaltung gehéiert, eng  
Divisioun vun dëser, an aus dem Vétérinaire-  
chef de laboratoire gétt ee Chef de division.  
Déi verschidde Servicer vun der Veterinärsins-  
pektioun sinn zesumme mam Service Sanitel  
an engem Gebai ënnerbruecht.

Vu datt d'Aufgabe vun der Veterinärsinspek-  
tioun sech ëmmer méi spezialiséiert hunn an  
d'Reglementatioun vun deene verschiddene  
Beräicher ëmmer méi komplex gétt, war d'Po-  
sitioun vun Veterinärsinspekter, deen a senger  
Circonscription alles ofgedeckt huet, net méi  
ze halen. An duerfir ass ee vun der geografe-  
scher Opdeeling iwwergaang op eng no Kom-  
petenzen.

Esou sinn dräi Divisiounen entstanen: d'Santé  
animale, d'Santé publique an de Contrôle à  
l'importation. Duerch de Fait, datt et eng in-  
tensiv Zesummenaarbecht gétt tëschen der  
Division santé animale an dem Service Sanitel,  
gouf decidéiert, datt dese vun September  
2013, zesumme mat der Inspektioun, op déi-  
selwecht Adress geplënnert ass. An duerch dëst  
Gesetz ass eng véiert Divisioun, nämlech d'Di-  
vision de l'identification et de l'enregistrement  
geschafe ginn.

Erlaabt mer kuerz, op d'Aufgabe vun dese véier  
Divisiounen anzegoen.

Éischtens, d'Division animale këmmert sech ëm  
de sanitäre Status vun den Déieren an eise  
landwirtschaftleche Betriber, den Hausdéieren,  
awer och de wëllen Déieren, mat engem  
Schwéierpunkt op de sougenannten Zoonosen,  
dat heescht Krankheeten, déi kënnen op de  
Mënsch iwwerdroe ginn. Hei ginn engersäits  
Programmer opgestallt, fir d'Krankheeten ze  
iwwerwaachen a wa méiglech auszerotten,  
anersäits ginn Noutfallpläng erstallt, fir beim  
Ausbruch vun ustiechende Krankheeten, wéi  
d'Schwéngspesch oder d'Maul- und Klauen-  
seuche, direkt kënnen ze reagéieren an d'Aus-  
breedung vun der Krankheet ze stoppen. All  
déi Aktivitéite geschéien an Zesummenaar-  
becht mat de Veterinärpraktiker, déi d'Épidé-  
miosurveillance an de Betriber maachen an, am  
Fall vum Ausbruch vu Krankheeten, Blut-  
prouwen huelen oder d'Déieren impfen.

Een anert grousst Aufgabebeitt vun där Divi-  
sioun ass den Déiereschutz. Dësen ass am Laf  
vun der Zäit zu enger vun de wichtigsten  
Aufgabe vun der Veterinärverwaltung ginn.  
Den Déiereschutz, oder wéi et besser op Fran-  
séisch ausgedréckt gétt duerch «respect du  
bien-être animal», ass an där heiteger Gesell-  
schaft ee ganz wichtegt Thema, esou wéi  
d'Diskussiounen iwwer zwou Petitiounen an  
dësem Haus et gewisen hunn. Mir sinn  
amgang, un engem neien, méi modernen  
Déiereschutzgesetz ze schaffen. An ech hoffen,  
datt ech, no éischter Consultatiounen, ge-  
schwënn e finaliséierte Projet de loi hei an der  
Chamber kann déposéieren, iwwert deen da  
soll an engem valabelen Délai ofgestëmmt  
ginn.

Zweetens, d'Divisioun Santé publique këmmert  
sech ëm d'Kontroll vun de Liewensmittel déie-  
reschen Ursprongs, wéi Fleesch, Fësch, Mël-  
lech, Eeër oder och den Hunneg. Et geet hei  
ëm d'Liewensmittelsécherheet, d'Hygien an de  
Produktionsbetriber an awer och ëm d'Etiket-  
téierung um Niveau vum Verkauf, fir ze garan-  
téieren, datt de Konsument déi néideg a rich-  
teg Informatiounen zum Produkt kritt, dat hie  
keeft a konsuméiert.

Wa mir elo d'Aufgabe vun dësen zwou Divi-  
siounen betriechen, kann ee soen, datt d'Vete-  
rinärverwaltung d'Kontroll mécht iwwert déi  
ganz Chaîne alimentaire oder, anescht ausge-  
dréckt, «de la fourche à la fourchette» oder «de  
l'étable à la table».

Drëtens, d'Divisioun «Contrôle à l'importa-  
tion» këmmert sech ëm d'Kontroll vun de  
liewegen Déieren an de Produkter déiereschen  
Ursprongs, déi op dem direkte Wee aus Drëtt-  
länner iwwer Lëtzebuerg an d'Europäesch  
Unioen erakommen, dat heescht mam Fliger  
um Cargozerter landen. Hei gétt et ee souge-  
nannte Poste d'inspection frontalier, dee vun  
engem Veterinär vun der Verwaltung, à temps  
plein, besat ass. Ausserhalb vun de Bürosstonne  
gétt den Déingscht vu Veterinären aus der Ver-  
waltung à tour de rôle assuréiert, well dës  
Kontrollen och um Weekend an op de  
Feierdeeg duerchgefouert ginn.

Bei dese Kontrolle geet et drëm, fir ze iwwer-  
präiwen, datt déi Déieren a Produkter aus  
Drëttlänner, déi an d'Europäesch Unioen era-  
kommen, och där hire Standarde sollen ent-  
sprechen. Falls d'Kontrollen, déi souwuel  
d'Zertifikate wéi och d'Identitéit betreffen, fa-

vorabel sinn, kënnen dës Déieren oder Pro-  
dukter fräi um europäesche Marché zirkuléie-  
ren. Ganz wichteg ass och hei erëm eng Kéier,  
datt all déi Déierentransporter de Konditioune  
vum Bien-être animal entsprechen, wat och  
vum Veterinär op der Plaz iwwerpréift gétt.

Véiertens, d'Divisioun «Identification et enre-  
gistrement des animaux», déi duerch dëst Ge-  
setz neierdëngs an d'Veterinärverwaltung inte-  
gréiert gétt, këmmert sech ëm d'Identifikatioun  
vun de landwirtschaftlechen Notzdéieren. All  
déi Donnéeën ginn an enger zentraler nationaler  
Datebank enregistriert.

An der Liewensmittelproduktioun ass d'Traça-  
bilitéit ee ganz wichtegt Element, déi et er-  
laabt, dem Konsument op der Etikett déi néi-  
deg Informatioun ze ginn, wat d'Origine vun  
Produkt betrëfft, an anersäits d'Méiglechkeet  
gétt, am Fall vun engem Problem, déi concer-  
néiert Wuere geziilt vum Marché ze huelen an  
domat eng gréisser Liewensmittelsécher-  
heet. Dës Integratioun an d'Veterinärver-  
waltung mécht Sënn, well souwuel bei der  
Bekämpfung vu Krankheete wéi och bei der  
Iwwerwachung vun der Liewensmittelsé-  
cherheet, d'Traçabilitéit vun den Déieren ee  
wichtige Facteur duerstelt.

Vu datt mir d'Gesetz vun 1976, wat d'Organi-  
satioun vun der Veterinärverwaltung ugeet,  
komplett erneiert hunn, hu mir och vun der  
Geleeënheet profitéiert, d'Titule vun de Vete-  
rinäre vun der Verwaltung ze harmoniséieren  
an een neien Titel vum Chef de division ze  
schafen. Zousätzlech sinn och d'Carrière vum  
jéitzegen a vum zukünftege Personal aus der  
Verwaltung am Service Sanitel ugepasst ginn.  
Dës Konditiounen ënnerleie selbstverständlech  
där neier Reglementatioun vun der Fonctioun  
publique, déi och deemnächst a Kraaft trëtt.

Wat elo d'Fro ubelaangt, wou mer mam Audit  
iwwert d'Sécurité alimentaire dru sinn, do sti  
mer just virun där leschter Ofschlossreunioun.  
An déi zwee concernéiert Ministère wäerte  
selbstverständlech déi concernéiert Chambers-  
kommissiounen, en temps utile, iwwert d'Er-  
kenntnisser vun den Auditeuren informéieren.

Wat elo d'Reglement iwwert d'Taxen ube-  
laangt, brauche mer natierlech d'Gesetz vun  
haut. A soubal mer dat Gesetz hunn, da wäerte  
mer am Fong geholl dann och dat Règlement  
publizéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech  
hoffen, ech konnt lech mat dësem Exposé e  
puer Abléck an déi villfältig Aarbecht vun der  
Veterinärverwaltung ginn an lech vum Notze  
vun dësem gesetzleche Kader fir eng modern a  
kompetent Veterinärverwaltung iwwerzeegen.  
Eng Verwaltung, déi am Déingscht vun der All-  
gemengheet steet, sief et als Déierenhalter  
oder als Konsument.

Duerfir wënschen ech mer eng breet Enne-  
stëtzung vun der Chamber fir dese Projet de loi  
a soen lech Merci fir Äert gedëllegt Nolauschte-  
ren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci  
och dem Här Landwirtschaftsminister.

A mer kënnen dann direkt zur Ofstëmmung  
iwwert de Projet de loi 6659 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6659 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi  
perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An  
d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

Mir hu 60 direkt an indirekt Participatiounen  
um Vote an de Projet ass eestëmmege uegholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie An-  
drich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Fé-  
lix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf,  
Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch,  
MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen,  
M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert,  
MM. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Mar-  
cel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc  
Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel  
Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent  
Zeimet;*

*MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank  
Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol),  
Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves  
Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di  
Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude  
Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum,  
Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M.  
Max Hahn), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles,  
Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max  
Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme  
Lydie Polfer (par M. Lex Delles);*





MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber och d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann elo zum nächste Projet iwwer-  
goen, dat ass de Projet de loi 6791, eng Ofän-  
nerung vum Gesetz iwwer den Austausch vun  
Emissiounsquoten. An de Rapporteur, den ho-  
norabelen Här Henri Kox, hält sech scho prett.  
En huet och direkt d'Wuert. Just lech infor-  
méiert, dass och hei d'Riedezäit nom Basis-  
modell festgeluecht ass. Här Kox, Dir hutt  
d'Wuert.

### 3. 6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1<sup>er</sup>, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

**Rapport de la Commission de l'Environnement**

► **M. Henri Kox** (déi gréng), rapporteur.- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Et ass eng ganz kleng Ännerung am Gesetz vum 23. Dezember 2004, wou et iwwert den Échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre geet. An dësem Artikel geet et ënner anerem och ëm eng Zoudeeling vun Emissiounsquote fir d'Fluchindustrie.

Et huet sech leider bei der Transposition vun der europäescher Direktiv e Feeler ageschlach, well eng Iwwersetzung iwwersinn ginn ass. Dat war d'Direktiv 2008/101 vum 19. November 2008, wou et eben ëm eng Augmentatioun vun enger Quot fir d'Fluchindustrie geet.

Si hu fir eng Period vum Emissionshandel eng gewisse Quantitéit zegutt. Déi Quantitéit kann ëm 18% zouhuelen an där Period. An et ass awer vergiess ginn, dass dat eng Moyennenaugmentatioun ass. Dat heescht, d'Moyenne huet gefeelt. An domadder gëtt dat e bësse komplizéiert, fir dat ëmzesetzen. Well esou wéi et haut am Text steet, misst pro Joer 18% Augmentatioun sinn. Dat ass awer net de Fall. Hei ass et ëm eng Moyenne iwwert déi Period... Déi al Period vun der Kyoto-Zoudeeling war jo 2008-2012. An déi nei Period ass 2013-2020.

Wéi gesot, dat ass geännert ginn. Dat heescht, d'Wuert ass am Artikel 5quinquies derbäikomm, soudass mer net méi vun Augmentatioun annuelle supérieure à 18% schwätzen, mä Augmentatioun annuelle moyenne supérieure à 18%. Dat ass a sech d'Ännerung, déi mer hei am Gesetz bäifügen. Et ass eng wichteg, well et d'juristesche Base méi kloer schafft.

Vläicht zu e puer Daten. D'Gesetz selwer gouf den 11. März 2015 déposéiert. D'Avise vum Statsrot vum 3. Abrëll 2015, d'Avise vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers: 23. Mars, 28. Abrëll. Alleguerten hu se dësem Accord oder dëser Ännerung natierlech bäigestëmmt. An der Sitzung vum 29. Abrëll gouf ech als Rapporteur vun dësem Gesetz ernannt. A mir hunn och de Gesetzesprojet analyséiert. An an der Kommissioun vum 11.6. gouf dëse Projet unanime ugeholl.

Dat war et gewiescht zu dësem Gesetzesprojet. An ech géif och gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun bréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marcel Oberweis.

**Discussion générale**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, nodeem den Henri Kox elo grad a sengem schréffleche Rapport an och mëndleche Rapport alles gesot huet, wat ze soen ass, kann ech och nëmme d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun bäiflécken.

Ech wollt awer profitéiere vun der Saach, well mer jo elo virun der grousser Konferenz vu COP21 stinn: Et ass vun der Aviatioun hei ge-

schwat ginn. Wann ee bedenkt, dass d'Aviatioun momentan mat 2% zu den Dreifhausgase bäidréit, a wann ee gëschter gelies huet zu Bourget, do schloe sech déi grouss Gesellschaften dann erëm, Fligere ze verkafen, do ass gesot ginn, an den nächsten 20 Joer ginn 23.000 Fligere op de Marché bruecht. Da kann ee sech jo virstellen, wat sech do am Himmel nach alles doe wäert an un neien Dreifhausgasen deet. Mä dat gesot um Rand.

Merci nach eng Kéier, an d'Zoustëmmung vun ons.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Oberweis. Den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Villmools Merci, Här President. An och e grouse Merci un eise Rapporteur, den Henri Kox. An domadder bréngen ech och den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dann als Nächsten huet den Här Max Hahn d'Wuert.

► **M. Max Hahn** (DP).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech schlësse mech de Wieder vu menge Virriedner un a géif dem Rapporteur, dem Henri Kox, e grouse Merci soe fir säi gudden schréfflechen awer och mëndleche Rapport. An ech ginn domat dann hei den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Hahn. Den Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus dem Här Kox e grouse Merci fir dee Rapport, deen en eis elo hei gemaach huet.

Ech wollt just soen, den Här Oberweis huet ganz recht: Et gëtt vill Fliger. An dofir... An och hei am Land hu mer d'Aviatioun als e wichtige ekonomesche Facteur. D'Madame Minister ass elo amgaangen, d'Konferenz zu Paräis virzubereeden. An dofir wär et interessant, vun hir gewuer ze ginn, wéi si mat der Lëtzebuergescher Économie an notament mat eisen Agenten an der Loffahrt a Kontakt ass, fir ze kucken, fir d'Interesse vun der Lëtzebuergescher Loffahrt an deene Verhandlungen ze respektéieren, respektiv wat sech soll änneren an deenen Dispositionen aus dem Kyoto-Accord, deen d'Loffahrt betrëfft.

Ech mengen, dat ass wierklech fir eis ganz wichteg, well mir brauchen natierlech eis Loffahrt, notament och am Beräich vun der Logistik. An et ass en Domän, wou ganz vill Kompetitivitéit, ganz vill Konkurrenz existéiert. An dofir ass déi Berechnungsgrundlag vun den Emissiounsquote respektiv wat soss nach kann op déi Quoten ugerechent gi bei de Loffahrtfirmen, inklusiv Buedemvehikelen an esou weider, eng ganz wichteg Diskussioun.

Derbäi kënn nach, datt China jo dat Land ass, wat am Abléck am meeschten CO<sub>2</sub>-Emissiounen verursaacht. A China ass, contrairement zu deem Abléck, wou Kyoto vereinbart gouf, elo e Partner an der Lëtzebuergescher Loffahrtindustrie. An da stellt sech d'Fro natierlech iwwert d'Applikatioun an d'Applikabilitéit vun deem Prinzip vun der „common but differentiated responsibility“ tëschen den entwéckelten an den entwécklungslänner, souwäit ee China nach kann zu der zweeter Kategorie rechnen.

Dofir ass d'Fro: Soll deen Ënnerscheed an den Ae vun der Lëtzebuergescher Regierung bestoe bleiwen, well jo och bei der Cargolux eng grouss chineesesche Participatioun elo ass? A wa jo, wéi soll dat dann op d'WTO-Kompatibilitéit vun deem Accord kënnen ugerechent ginn?

Ech mengen, den Europäesche Geriichtshaff hat am Abléck d'Situatioun vu virun dräi Joer als kompatibel mat der Organisation mondiale du commerce deklaréiert. Jee nodeem wat awer am COP21 soll négociéiert ginn, kann dat net méi de Fall sinn. Dofir wär et interessant, fir vun der Lëtzebuergescher Regierung gewuer ze ginn, wéi se d'Durabilitéit vun där CBDR-Clause do gesäit, also „common but differentiated responsibility“, notament am Beräich vun der Loffahrt.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Villmools Merci och dem Här Kartheiser. Domat wär mer um Enn... Ah, entschëllegt, Här Wagner!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Kee Problem.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dir waart och net ageschriwwen. Duerfir konnt ech net wëssen, dass Der...

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Et ass mä Feeler.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Duerfir nach eng Kéier den Appell un déi, déi wëlle schwätzen, sech och wann ech gelift anzedroen. Dir hutt awer d'Wuert, Här Wagner.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci villmools, Här President. Ech soen och dem Här Rapporteur Merci fir säi Bericht. Bon, mir sinn natierlech net géint déi Modifikatioun vun deem Passus. Mir hate jo och am August 2010 dat Gesetz, wou d'Fligerei an den Emissionshandel mat inkludéiert gouf, matgedroen. Allerdéngs sti mer prinzipiell dem Emissionshandel ganz skeptesch géigeniwwer.

Mir haten natierlech och déi lescht Reform am Joer 2012 net matgedroen. Ech wëll nach zitieren, am Dezember 2012 sot den Här Camille Gira zu deem Gesetz: „Aus engem Instrument, fir de Klima ze schützen, ass eng Gelddréckmaschinn fir Multinationale ginn.“ En hat vollkommene recht. An aus deem Grond wäerte mir eis enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo direkt d'Madame Ëmweltministesch.

**Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement.- Bon, villmools Merci fir d'Éischt emol dem Här Kox fir säi Rapport. An ech mengen, et handelt sech hei ledeglech ëm eng Rektifikatioun, déi mer maachen. Dir hutt ganz recht: D'ETS-Reform, op déi waarde mer. De Kommissär wäert eis do nach virum Summer e Virschlag virleeën, dee mir dann als Présidence direkt wäerten och mat den Ëmweltministere debattéieren. D'Klimakonferenz ass e ganz, ganz wichtige Volet, an d'ETS-Reform schnell unzegoen natierlech och e wichtige Schrëtt, fir ze weisen, dass mer et mam Klima eescht mengen.

Ech proposéieren awer dann och dem Här Kartheiser, dass mer eis iwwert de Volet Klima, Aviatioun an all dat, et ass elo méi e komplex Thema... Ech mengen, dass mer haut den Débat iwwert d'Naturparke sollte seriö féieren. Ech géif lech proposéieren, dass mer dat dann an enger Kommissioun nach eng Kéier separat traitéieren, esou wéi mer eben och d'Ufro hunn, nach eng Kéier separat iwwert d'Présidence ze schwätzen.

Ech soen lech Merci fir Är Ënnerstëtzung.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Ministesch.

A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6791 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6791 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

**(Interruption)**

Jo, ech hunn awer 60 Stëmmen.

**(Hilarité)**

Mir maachen dat an d'Rei. Ech gesinn lech jo och.

**(Interruption)**

Also, de Projet de loi, ech mengen, do wäert sech näischt drun änneren, ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 5 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

### 4. Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)

Mir géifen dann zum drëtten Punkt vun eiselem Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm d'Nominatioun vun engem Kontekommissär fir d'SNCI. Esou wéi den Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 1967 iwwert d'Schafe vun enger Société Nationale de Crédit et d'Investissement an d'Artikelen 140 bis 153 vum Chambersreglement dat virgesinn, stëmme mer also haut doriwwer of. D'Kandidatëlëscht ass all Deputéierte verdeelt ginn a läit lech och vir. Laut Artikel 148 vum Chambersreglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer genannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn. Den Artikel 146 vum Reglement gesäit vir, dass dës Nominatioun duerch eng absolut Majoritéit erfollegt.

Well mer just ee Kandidat fir de Poste virleien hunn, kënnen mer de Vote elektronesch maachen. De Vote par procuratioun, wëll ech lech soen, ass net erlaabt.

**Vote secret sur la candidature unique**

An ech géif dann de Vote lancéieren.

Huet jiddweree vun lech ofgestëmmt?

**(Interruption)**

Wat gelift?

**(Interruption)**

Mir hunn eng Kandidatur an de Vote ass elektronesch ofgeséichert. An en ass nach amgaangen.

Voilà, de Vote ass eriwwer. A mir hunn 51 Stëmme fir den Här Patrick Wies.

*Résultat du vote secret sur la candidature unique: M. Patrick Wies a été élu par 51 voix contre 1.*

Domat ass déi Majoritéit, déi gefrot ass, largement gefuerdert. An ech mengen, d'Fro vun der Madame Mergen war esou ze interpretéieren, dass een net gesäit, wéi wien ofgestëmmt huet. Dat ass geséichert. Dir gesitt dat och beim Bulletin, deen un d'Fraktiounen verdeelt gëtt. Dee gesäit esou aus, zimlech wäiss.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Ech erkennen näischt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo, esou soll dat och sinn, Här Haagen.

Voilà, domat ass den Här Patrick Wies als Commissaire aux comptes designéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour iwwergoen, an zwar zur Orientéierungsdebatt iwwert d'Naturparken. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An den Auteur, deen d'Debatt gefrot huet, den Här Emile Eicher, huet elo direkt d'Wuert.

Kolleeginnen, Kollegen, et ass e bësse vill Gegrummels am Sall. Dat mécht dem Rapporteur seng Aarbecht e bësse méi schwéier. Also wann ech gelift, kommt, mer respektéiere seng Aarbecht! Här Eicher, Dir hutt d'Wuert, a just Dir.

### 5. Débat d'orientation sur les parcs naturels

**Exposé**

► **M. Emile Eicher** (CSV).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, et ass mir eng grouse Freed an och e groust Uleies, am eegenen Numm, mä awer och am Numm vum Syvicol haut zum Thema Naturparken zu Lëtzebuerg Stellung ze bezéien.

Zéng Méint huet et gedauert, bis datt elo dës Orientéierungsdebatt zustane këm ass, mä an där Zäit goufen d'Études détaillées vum Naturpark Öwersauer a vum Naturpark Our fäerdeggestallt. Ausserdeem hu béid Naturparke sech och vergréissert. Esou ass Wolz zum Naturpark Öwersauer bäikomm, an am Naturpark Our ass dat d'Gemeng Wëntger. Derneewent ass awer och den Naturpark Mëllerdall am Endspurt, fir offiziell gegréint ze ginn. Hei gesitt Der, datt d'Naturparkidde sech och an anere Regiounen ausgebreet huet.

Här President, ech wäert a mengen Ausféierung vun deem allgemengen Deel vum Fonctionnement a vun de vasten Aufgabe vun der Lëtzebuergescher Naturparke schwätzen. Mäi Frënd, de Marco Schank, wäert de Volet Envrionnement mat de Station-biologiques iwwerhuelen.





Erlaabt mir, am Virfeld e puer grondleeënd Fakten an Erënnung ze ruffen. D'Basis vun der Grënnung vun Naturparke geet op d'Déclaration d'intention générale vum Regierungsrot vum 24. Abrëll 1981 zréck, déi deemools d'Schafung vun dräi Naturparken, nämlech deem vun der Oewersauer, vun der Our an och scho vun der Musel, virgesinn hat. Erënnere wëll ech lech och un d'Gesetz vun den Naturparke vum 10. August 1993, dat elo mëttlerweil schonn iwwer 20 Joer al ass.

An der Debatt iwwer d'Naturparken ass et och sënnavoll, e Bléck iwwer eis Grenzen ze werfen. Wa mer eis d'Kaart vun der Groussregioun emol ukucken, da fällt eis op, datt mir eng ganz Rei vun Naturparke ronderëm eis Grenzen hunn. Beispillsweis d'Naturparke Südeifel an Nordeifel, d'Naturparken Attert, les Deux Ourthes, d'Forêt d'Anlier. Méi wéi 13% vun der Fläch vun de Groussregiounen sinn Naturparken, an dat souwuel an der Wallonie, a Rheinland-Pfalz, am Saarland wéi och bei eise franséischen Noperen, wou de Parc naturel régional de Lorraine selwer schonn eng Fläch vun iwwer 2.200 km<sup>2</sup> huet an domadder och dee gréissten Naturpark vun der Groussregioun ass.

Hei zu Lëtzebuerg maachen d'Naturparken Oewersauer, Mëllerdall an Our méi wéi een Drëttel vum Territoire aus. Duerfir schonn direkt meng éischt Froen: Wéi steet et mat den Diskussiounen iwwer de grenziwwerscheidenden Naturpark op der Musel? An an deem Kontext do: Gëtt déi ganz Musel mat agebonnen oder bleift et beim Dräilännereck? A méi eng allgemeng Fro: Wéi vill Naturparke brauche mir oder wëlle mir hei zu Lëtzebuerg hunn?

Här President, net vergiesse sollt mer och an där Diskussioun, datt den éischte grenziwwerscheidenden Naturpark an Europa nom Zweete Weltkrich de 17. Abrëll 1964 zu Clärréf op der Basis vun engem Staatsvertrag tëschent Rheinland-Pfalz a Lëtzebuerg agereecht an de 4. Mee 1964 zu Vianden gegrennt gouf. Den däitsch-Lëtzebuergesche Naturpark, deem am Wesentlechen aus dem Naturpark Südeifel op däitscher Säit, dem Naturpark Our an deem neien Naturpark Mëllerdall op Lëtzebuergescher Säit besteet.

Deemools scho wor den Naturpark als Kooperatiounsmodell iwwer d'Grenzen eraus geduecht. Iwwer Our a Sauer goufe Brécke gebaut a 50 Joer duerno am Kader vun engem Interregprojet erneiert respektiv duerch nei Brécken ergänzt.

Eis Naturparke schaffe ganz konkret an engem Netzwierk zesummen a konnten doduerch mat Hëllef vu folgendem grenziwwerscheidenden europäesche Programmer ënnerstëtzt ginn: wéi zum Beispill dem Interreg, dat ass den europäesche Fonds fir Regionalentwicklung, dee vun Ëmweltfonds vun der EU finanziert gëtt, an dem LEADER-Programm, de Förderprogramm vun der Entwicklung vun ländlechen Raum.

Bedeitend Investitiounen sinn an de leschte Joren an den Naturparke realiséiert ginn. Dozou gehéieren: Renaturéierungsmaassnahmen am Kader vun de Fließgewässer, Partnerschaften op der Oewersauer an och der Our, mä och de Kultur- an Tourismusfestival „Jardins... à suivre“, d'Netzwierk vun den Naturparke vun der Groussregioun, de Projet „Habitreg“, wou et ëm en Erfahrungsaustausch a Virschléi am Beräich vun der nohalteger Siidlungsentwicklung geet. E Projet, dee mer zesumme mat der Lorraine an der Wallonie erschafft hunn. An och eisen neiste Projet, den Naturwanderpark Delux, wou et ëm Premiumwanderweeër an den Naturparke geet. Ouni d'Kompetenz an d'Manpower vun den Naturparke wieren dës Projekte fir eis kleng ländlech Gemenge wuel kaum realisierbar gewiescht.

Här President, deen éischten Naturpark sollt op Proposition vun der Regierung 1987 gegrennt ginn, an zwar an der Regioun ronderëm de Stauséi. D'Gemengen hunn dee Plang dunn awer verworfen, well en ze vill Naturschützeresch Ziler opgewisen huet an d'Entwicklung vun der Regioun gebremst hätt. Duerfir hunn dunn 1988 néng Gemengen den interkommunale Syndikat SYCOPAN gegrennt, deen en neie Projet ausgeschafft hat, mam Zil, souwuel Naturschutz wéi och déi ekonomesch an déi sozial Entwicklung an der Regioun an d'Gläichgewicht ze bréngen.

Wichtig ze wëssen ass och, datt eist Naturparkgesetz vum 10. August 1993 sech um franséische Modell vun de Parcs régionaux orientéiert huet, mat enger Stratégie de développement territorial, wou déi dräi Piliere vun der nohalteger Entwicklung, spréich Ekologie, Économie a sozial Entwicklung mateneen an Aklang bruecht solle ginn. Dobäi gouf de Bottom-up-Prinzip festgehalten. Dat bedeit, datt en Naturpark nëmme dann entstanen kann, wou eng Demande vun de Forces vives vun der Regioun besteet. De Stat selwer gëtt eigentlech

nëmme dann aktiv, wann d'Gemengen hien drëm froen. Eréischt 1999 konnt dunn den Naturpark Oewersauer gegrennt ginn. Op dee laange Wee geet de Marco Schank a senger Interventioun nach weider an.

Och beim Naturpark Our geet d'Initiativ op d'Forces vives vun dëser Regioun zréck, an zwar vum Veräin „Frënn vum Ourdall“, dee sech schonns zanter 1991 fir d'Schafung vun engem Naturpark Our engagéiert hat. 1992 hu sech du fënnef Gemengen an dem interkommunale Syndikat SIVOUR zesummedoen. An 1995 an 1997 sinn nach zousätzlech aacht Gemengen derbäikomm. Offiziell hat dës Gemengesyndikat schonn 1994 d'Initiativ geholl, fir en Naturpark ze froen. Et huet dunn nach eefel Joer gedauert, bis den Naturpark offiziell am Juni 2005 gegrennt ginn ass.

Loosst mech op dëser Plaz och nach kuerz op d'Prozedur agoen, fir en Naturpark ze grënnen. Hei si véier Etappe virgesinn. Déi éischt ass déi vun der Erstellung vun enger Étude préparatoire, wou grosso modo d'Objektiver vun deem nei ze schafenden Naturpark definiert ginn. D'Opstelle vun enger Étude détaillée, déi eng Aart Aarbechtsprogramm, e Budgetsplan, en Organigramm an d'Lafzäit vum Naturpark definiert. An, dréttens, eng effentlech Presentatioun vun dësen Dokumenter. An dann duerno d'Décisioun vun de Gemengeréit, ob se bei deem Naturpark sech engagieren oder net. An déi lescht Etapp ass da schlussendlech déi reglementaresch Prozedur, déi iwwer Règlement grand-ducal fir d'Schafung vun engem Naturpark virgesinn ass. An deem Kader ginn awer och de Conseil supérieur de l'aménagement du territoire an de Conseil supérieur pour la protection de l'environnement (veuillez lire: de la nature) ëm hiren Avis gefrot.

Här President, wann ee bedenkt, esou wéi ech dat virdu skizzéiert hunn, datt esou eng Prozedur ronn zéng Joer gedauert huet, mengen ech, da kann ee sech d'Fro stellen, ob dat esou noutwendeg war.

Am Kader vun de Baitrëttsgesprécher mat neie Gemengen ass dee Prozess beim Naturpark Our bal iwwer zwou Legislaturperiode gelaf, wat dozou gefouert huet, datt dunn och eng Gemeng ofgesprongen ass. Och wann den Naturpark Mëllerdall dës Prozedur elo schonns vill méi schnell ugeet, bleift se trotzdem nach schwéierfällg.

Mir verstinn, datt eng Neigrënnung vun engem Naturpark eng déif gräifend Analys vun der Regierung voraussetzt. Et bleift trotzdem d'Fro, ob dës Prozedur nach zäitgeméis ass. Dat ëmsou méi, wann et ëm eng Verlängerung respektiv eng Erweiderung oder esouguer eng Fusioun vun Naturparke geet. Dobäi sollt een net vergiesse, datt een Naturpark per Gesetz op eng Dauer vun zéng Joer gegrennt gëtt. Oder sollte mir net besser, wéi eis franséisch Kolleegen dat elo plangen, déi Lafzäit op 15 Joer eropsetzen?

Um Enn vun der Period verlaangt d'Gesetz dann, datt ee Bilan gemaach gëtt. Och hei ass et eng Iwwerleung wäert, ob et net méi sënnavoll wier, sech e permanente Monitoring oder e performant Evaluatiounsinstrument ze ginn, amplaz zéng Joer ofzawaarden, fir e Bilan ze maachen.

Här President, wat d'Objektiver vun engem Naturpark ugeet, esou seet den Artikel 2 vum Naturparkgesetz vun 1993 Folgendes: Et geet, éischstens, ëm d'Erhalen an d'Entwicklung vun dem natierlechen an dem kulturelle Patrimoine. Zweetens ëm d'Promotioun an d'Orientéierung vun den ekonomeschen, den ekologeschen an de sozialen Entwicklunge vun där Regioun, an dat besonnesch am Hëllef op d'Liewensqualität vu sengen Awunner. An et geet och ëm d'Promotioun an d'touristesche Entwicklung vun enger Regioun.

D'Naturparke verfollegen also eng duebel Strategie, souwuel ee Schutz- wéi och een Entwécklungszil. Hei gëtt et ganz däitlech, datt een Naturpark eng Panoplie vun Aufgaben erfëlle muss. Vun Ufank u stoung dowéinst, um Niveau vun der Regierung, d'Kompetenz fir d'Naturparke bei der Landesplanung, wat jo schonn en däitleche Message u sech ass, wéi dat Naturparkinstrument hei zu Lëtzebuerg ugesi gëtt. Deementspreechend sinn d'Naturparken zu Lëtzebuerg ee Kooperatiounsmodell, ee Modell fir Regionalentwicklung a gläichzäitig och ee Modell fir e modernen Natur- a Landschaftschutz, deen op e permanenten Dialog mat alle Concernéierte setzt an net zousätzlech Restriktionen formuléiert. Als gutt Beispill sief hei d'Fließgewässerpartnerschaft ernimmt.

Generell gëtt et an den Naturparken themen-iwwergräifend Kooperatiounen a Synergien. Esou vernetze mir Beräicher wéi Natur, Kultur, Geschicht, Landwirtschaft, Tourismus an och nei Technologie mateneen. Gutt Beispiller duerfir sinn d'Duchfabréck zu Esch-Sauer, d'Solarboot um Stau, den Eau'tomobil oder eis vill thematesch Wanderweeër wéi de

Klangwanderwee, de Legenden- oder de Skulpturewee, de Sentier des Passeurs, eis grenziwwerscheidend Nat'Our-Routen a ganz rezent déi nei Ourdallpromenade.

All landwirtschaftlech Produkter, wéi Speltz, Téi, Wëllkar an Hanf konnte mat innovativen Technologien erëm zu neiem Liewen erwächt ginn. Generell ass eng Gamme vu regionale Produkter entstanen, souwuel am konventionelle Secteur wéi och mat eise Biobauern. Mat den Demonstratiounsfelder „Champs élysées“ war gläichzäitig en neit kulturtouristesche Produkt entstanen. Och wann nëmme eng begrenzt Zuel vu Bauere matmécht, hunn dës Nischeprodukter awer hire Maart fonnt a si hunn zur Verbesserung an och zur regionaler Wäertschöpfung bäigedroen.

Béid Naturparken hunn e Landwirtschaftsberoder agestallt, mat ënnerschiddlechen Aufgabebereicher. Sou gëtt am Naturpark Oewersauer, nieft der Aarbecht mat de regionale Produzenten, och nach vill Wäert op eng Düngeberodung geluecht. Am Naturpark Our stinn derneift awer och nach d'Betreiung vun de Versuchsfelder, zemoos mat neien Energieplannen, am Schwéierpunkt vun der Aarbecht vum Landwirtschaftsberoder. Och d'Entwicklung vun neie Produkter an d'Betreiung vun de Bauere beim Oubau vun neie Marketingstrategie ware vu grousser Bedeutung.

An Zesummenaarbecht mat der Gemeng Tandel huet den Naturpark Our ee spezielle Projet entwéckelt: D'École du goût soll dozou bäidroen, Kanner, Jugendlecher an Erwuessener fir eng gesond, ofwiesensräich a regional Ernährung ze begeeschten. Dee Projet ass ausgeschafft ginn, et gëtt och schonn en ideaalt Gebai, fir dëser Iddi eng Heemecht ze ginn, just déi eenzel Ministären, déi sech do nach kéinten abréngen, sinn nach zu kenger Konklusioun komm.

Wat den Tourismus ugeet, esou sollt een net vergiesse, datt a ganz Europa Regiounen, déi Naturparke sinn, dës Image de marque geziilt asetzen, fir eng nohalteger touristesche Clientèle och ze interessieren. Och déi national touristesche Vermarktungsstrukturen an Däitschland, Eisträich a ganz besonnesch an der Schwäiz maache geziilt Reklam fir hir Naturparken.

Duerfir meng Fro: Wäer et net sënnavoll, fir eng geziilt Tourismuspromotioun vun den Naturparken an der nationaler Vermarktungsstrategie virzugesinn an esou speziell Natur a Landschaft als en touristesche Kapital opzewäerten?

Dës Image de marque ass immens wichteg fir e konsequente Regionalmarketing respektiv fir d'Schafung vun enger regionaler Identitéit, an dat souwuel no banne wéi no baussen. Hei dierf ech sécherlech déi exemplaresch Aarbecht vum Naturpark Oewersauer zitieren, dee mam Label „vum Séi“ de véiertbekannteste Label hei zu Lëtzebuerg huet, dee sech gutt etabliert huet.

Et stellt sech awer och do d'Fro, ob een net sollt een ale Programm, dee vun der Braugeschicht, erëm eng Kéier opliewe loossen, ëmsou méi, well elo Wolz och an engem Naturpark ass. A mir wëssen, datt dës Produktioun stickstoffarm ass a wéi d'Fauscht op d'A an der nohalteger Produktioun vun der Geeschtproduktioun läit.

Wat d'Image de marque ugeet, esou ass den Naturpark Oewersauer nach e Schrott méi wäit gaang an huet sech als éischten ee kloer Leitmotiv ginn, an zwar als Waasserregioun vu Lëtzebuerg. Hei ginn all d'Projeten an der Stauséiregion, vu touristescher, kultureller oder landwirtschaftlecher Natur, op hir Verträglichkeet mam Waasserschutz gepréift. Hei geet et wierklech net drëm, fir méi restriktiv virzegaen, mä zesumme mat alle betreffende Leit ëmweltschonend Projeten ze entwéckelen.

Den Naturpark Our huet sech als Thema Natur a Landschaft ginn.

Här President, eis Naturparken offrëieren eng ganz Rei vu regionale Services, déi eis kleng Gemengen eleng esou net kéinten ëmsetzen. Ech dierf do un de GIS-Projet, de Landschaftsrahmenplang, de Guichet unique PME, d'biologesche Statioun, déi regional Koordinatioun vun der Energieberodung an esou weider erënnere.

Am Kader vum geografeschen Informationssystem vum Naturpark Our hunn d'Naturparkgemengen et mat enger regionaler Approche fäerdegruecht, alle Gemengen dës nei Technologien zur Verfügung ze stellen. An deem GIS si 94 Informationsloen zum Thema Ëmwelt, Klima, Tourismus, Aménagement du territoire, Aménagement communal an esou weider an technesch Infrastrukture vun de Gemenge selwer enthalen.

Den Naturpark këmmert sech ëm d'Erfaassung, d'Gestioun, d'Beaarbechtung an d'Presentatioun vun dësen Donnéeën. Souwuel um technesche wéi och um politesche Plang ass dës

Aarbechtsinstrument net méi ewechzedden. Fir déi dräi grousse Gemengefusione Park Housen, Clief an Tandel waren dës Informatiounen vun aussergewéinlecher Wichtigkeet!

Besonnesch am Kader vun der Prozedur ronderëm d'Plans sectoriels war de GIS immens hëllefriich. Mir konnte mat wéinege Klicks all eis Donnéeën iwwereneeleen an hunn dobäi relativ schnell Incompatibilitäten an och Inkohärenzen direkt detektieren kënnen. Derneift ass de GIS och zu enger Schnëttstell vu lokalen, regionalen an nationalen Donnéeën ginn, also eng echt Austauschplattform.

Här President, eng Besonneschkeet vun dem Fonctionnement vun den Naturparksyndikater ass de Caractère mixte vun esou engem Comité. Dës besteet souwuel aus Gemengeverantwortleche wéi och aus Delegierte vu Ministären: den Dater, Ëmwelt, béides vum MDDI, Tourismus, Développement rural, Natur an Ëmwelt a Kultur. Dobäi läit d'Présidence awer an den Hänn vun de kommunale Responsabelen.

Och wann eng Rei vu Responsabelen aus de Gemengen am Ufank ganz skeptesch waren, esou kann ech dach awer haut behaupten, datt dee Modell villfälteg an och wichteg Impulser an eis Regiounen bruecht huet. Awer, wéi esou oft, muss een och soen, datt dat ganz oft um Engagement vun eenzelne Mataarbechter vun de Ministären ass; an deene wëll ech hei och en extrae Merci ausdrécken derfir.

Wat den Erfolleg vun engem Naturpark ugeet, esou ass och de finanziellen Engagement vun Gemengen a Stat vu grousser Bedeutung. Wichteg dobäi ass awer ze wëssen, datt et fir déi Villfalt vun Aufgabe just e puer Ministère gëtt, déi hei matfinanzieren. Dat ass den MDDI Dater, deen 80% vum administrative Personal kofinanzéiert an och e groussen Deel vun de Fonctionnements- an de Projektsäckchen. Och den Département Environnement ënnerstëtzt eist Personal mat Fonctionnementsäckchen an der Station biologique an och fir d'Personalsäckchen.

De Landwirtschaftsberoder gouf zu 70% iwwer de Volet vun der Vulgarisation agricole aus deem alen Agrargesetz finanziert. Hei kënneg sech awer elo eng Annerung duerch dat neit Agrargesetz un, wat eis wierklech Suerge mécht. An Zukunft sollen nëmme nach direkt Berodungsleeschtungen fir déi eenzel Betriber ënnerstëtzt ginn. Dobäi wären dann awer ganz vill Projeten, déi d'Naturparken am Moment maachen, net méi éligibel.

Och d'Gemenge leeschten hire Baitrag, an dat mat enger Contributioun, déi jee no Naturpark ënnerschiddlech ass. Dës dokumentéiert och nach eng Kéier d'Autonomie vun all Naturparkregioun. Si decidieren, wat fir eng Projeten ëmgesat solle ginn, a si gi sech dann och deen néidege Budget derfir. Beim Naturpark Oewersauer mécht dat ronn 3,5% a beim Naturpark Our ronn 2,1% vun hirer Dotation communale aus. Generell kann een awer soen, datt iwwer déi lescht Joren den Engagement vun de Gemenge kontinuierlech an d'Luucht gaangen ass an datt de Moment d'Gemenge ronn d'Halschent vum Budget droen.

Wéi virdu gewisen, realisieren d'Naturparken eng ganz Rei touristesche a kulturell Projeten, ouni datt déi respektiv Ministären iwwer spezifesch Budgetposte verfügen. Duerfir meng Fro: Fir den Naturparke méi Planungssécherheet ze garantieren, fir datt se hire villfältegen Aufgabe gerecht kënnen ginn, wäer et do net sënnavoll, datt, ausser dem MDDI an der Landwirtschaft, och déi aner concernéiert Ministère sech d'Budgetsmëttele géife ginn, fir an den Naturparken aktiv ze ginn?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, datt et fir lech verständlech an däitlech ginn ass, wéi villfältege d'Aufgabe vun Naturparke sinn, wéi querschnittsorientéiert mir schaffen a wat fir eng Plus-value si eise Regiounen bréngen. D'Naturparke bleiwe fir eis e ganz wichteg Instrument vun der Regionalentwicklung. D'Naturparke sollen och zukünfteg Modellregiounen sinn an doriwier eraus de Regiounen och eng Identitéit ginn an als Sprochrouer vun enger Regioun déngen. D'Naturparke si Partner fir Natur, Kultur a Mënschen an enger Regioun. Hei geet et virun allem ëm d'Zesummenaarbecht an déi stelle mer an de Mëttelpunkt.

Fir datt d'Naturparken awer deenen zukünftegen Aufgaben nach besser gerecht kënnen ginn, muss een un där enger oder anerer Stellschrauf nach schrauwen. D'Naturparke wënsche sech eng Iwwerschaffung vum Naturparkgesetz, wou méi effikass a virun allem och méi vereinfacht Prozedure méiglech ginn. Dobäi ass et



och wichtig, datt eng laangfristeg Planungssécherheet duerch déi néideg Finanzen ofgesécherert gëtt. D'Naturparke sinn och bereet, am Kader vun de Reforme vum Aménagement du territoire eng aktiv Roll matzespillen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Eicher. An éischten ageschriwene Riedner ass den Här Marco Schank. Här Schank!

**Débat**

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, um Ufank vu menger Interventioun wollt ech e puer kuerz Wieder zur Geschicht vun den Naturparke soen, well déi Philosophie, fir déi ee sech deemools decidéiert hat, och mat, an eisen Aen, de Perspektive vun den Naturparken zesummenhängt. Deemools, Enn den 80er, Ufank 90er, huet dat ellent Wuert vum Indianerreservat den Tour gemaach bei eis am Eck, mat engem Zonk ronderëm a mat enger Entrée, déi ee misst bezuelen, wann een déi Einheimesch wëllt kucke kommen.

Firwat dat? Ursprénglech haten d'Gemenge ronderëm d'Uewersauer et hei mat enger Top-down-Virgoensweis staatlecher Säits ze dinn. Dat heescht, datt de Projet entstanen ass ouni Matsproocherecht vun der Regioun, vun de Leit, déi do gewunnt hunn, an och vun de Gemengen aus darselwechter zukünftiger Naturparkregioun.

Ech erënnere mech nach ganz gär un dat 200 Säte staarkt Dokument vun engem Schwäizer Büro, wou eng Hällewull vu Restriktionen a Virschreften drastoungen an eng kleng hallef Sät mat méigleche Perspektiven, déi fir d'Naturparkregioun parat waren. An domat waren natierlech d'Leit an d'Gemengen net d'accord. D'Gemengen hu sech gewiert an hu sech dofir an engem Syndikat zesummegegloss.

An ech wëll och hei ennersträchen, datt se deemools an hire Beméiungen Hëllef krute vun engem Mouvement écologique an och vun engem Ökofonds. Zesummen ass sech och staark gemaach gi fir d'Konzept vun franséische Regionalpark, well hei eben d'Iddi vun dem Entwicklungsinstrument fir eng Regioun ganz staark ausgepräägt ass an et net eben ausschliesslech den Naturschutzgedanke beinhaltet.

No an no ass du mat staatlecher Hëllef an och dem deemolege Landesplanungsminister Alex Bodry - en ass haut net hei, deen awer en oppent Ouer hat fir dat Matenee beim Entstoe vun deem Naturparkgesetz -, ass dat eigentlech zesumme mat der Regioun ausgeschafft ginn, wat och bal eng Première war deemools.

Den Naturpark gouf, datt huet den Emile Eicher gesot, zu engem Instrument, virun allem zu engem Motor fir regional Entwicklung an engem Deel vum ländleche Raum, mat dem Zil, natierlechen a kulturelle Patrimoine net nëmmen ze erhalen, mä virun allem och ze valoriséieren an och déi ekonomesch, ekologesch Entwicklung weiderzedriewen.

An ech mengen, datt dat deemools scho Virreidercharakter hat, well d'Kritäre vun der Nohaltegkeet an och vun der Biergerbedelegung e wichtige Bestanddeel waren. Extrem positiv war och de Fait, datt d'Gemengen net nëmme geléiert hunn, iwwer hire Virgäertchen eraus ze kucken, mä och déi béid Begrëffer Partenariat, also zesummen eppes fäerdegbréngen, an de Bottom-up-Prinzip, deen den Emile Eicher virdrun ernimmt huet, an hire Käpp ze verankeren an och entsprechend dann ze handeln. Et war nei, scho bal revolutionär!

An amplaz iwwer d'Landflucht ze soueren, déi gouf et deemools tatsächlech, an ze waarden, bis vun uewen aus der Stad eppes Sënnvolles geschitt wier, huet sech d'Regioun begannt, fir hir Geschécker eigentlech selwer an de Grapp ze huelen. An et war och eng richtig Opbrochstëmmung, besonnesch well och nach deeselwechte Moment déi Regioun vun der Uewersauer éischt Leader-Regioun war an eigentlech och doraus eppes gemaach gouf.

Iwwerregens, nieft deem Léierprozess, datt een nëmme partnerschaftlech eppes kéint bewegen, koun eng drëtt Stärkt vun den Naturparken derbäi, an zwar hat ee vun do un d'Méiglechkeet, Leit anzustellen. Dat heescht, Leit, déi mat hirer beruflecher Aarbecht konnten eng Regioun weiderentwéckelen, déi den Know-how haten oder sech den Know-how no an no ginn hunn an an der Regioun also vun enne konnten - mat der Hëllef vu Sue vun uewen, hu mer esou dacks gesot - méi eng

konsequent Wäertschöpfung am ländleche Raum fäerdegbréngen. An den Emile Eicher huet och déi verschidde Produiten ernimmt. Alles dat, mengen ech, ass zum Deel eng wierklech Success Story ginn.

D'Naturparkgesetz war eigentlech och fir déi Zäit e ganz fortschrittliche Text, ebe mat där partnerschaftlecher Notiou an mat deem paritétesch besate Comité. D'Gesetz vun 1993 huet a ville Punkten och sech bewährt. Ee Problem, dee virdrun och vu mengem Virriedner ernimmt ginn ass, dat ass selbstverständlech deen, datt verschidde Prozeduren einfach ze laang sinn. An ech mengen, datt een et dofir och muss op de Leescht huelen.

Net fir näischt ware mer alleguerten deemools schlussendlech der Meenung, fir d'Naturparken dem Landesplanungsminister ze ennerstellen, net dem Ëmweltminister, fir einfach d'Bedeutung vun den Naturparken als Instrument vun der Regionalentwicklung an der Landesplanung ervirzestrichen. An ech soen herno nach ee Wuert dozou.

Se ass, mengen ech, och ganz aktuell, d'Fro no der Roll vun den Naturparken an der Suite vun den Diskussiounen ëm d'Plans sectoriels. An ech hunn och an där Stellungnahm vum Mouvement écologique gelies, dee jo an enger kuerzer Prise de position dozou eppes gesot huet, an ech selwer hat d'lescht Joer an engem Débat och d'Fro opgeworf, ob d'Regierung net gutt berode wier, mat den Naturparken als gutt strukturéiert Zesummeschlëss vu Gemengen am ländleche Raum eben zesumme landesplaneresch Ziler ze fixéieren an dann och deen néidegen Handlungsspillraum ze kréien an de Gemengen, fir dann déi Ziler eenheetlech ëmsetzen. An ech mengen, datt de Méco do net onrecht huet, wann e seet, datt d'Naturparken an der Landesplanungspolitik e wichtegt Bindeglied téschent dem nationalen an dem kommunalen Niveau kéinte sinn. An dofir soll, an eisen Aen, och d'Regierung d'Naturparke fir hir landesplaneresch Zwecker notzen.

Dofir wollt ech och d'Madame Ministesch froen, ob d'Regierung gewëllt ass, fir d'Naturparken an der weiderer Diskussioun iwwer d'Plan-sectoriellen anzubannen.

Doriwwer eraus steet jo och eng Fusioun vun zwee Naturparken an d'Haus. Dozou huet mäi Virriedner och Stellung geholl. Hien huet den zukünftigen Naturpark Musel erwähnt, oder Draälannereck erwähnt, oder wéi och ëmmer en dann elo soll heeschen. Ech denken, datt mer nach dozou eppes héieren.

An dat Eenzezt, wat mech och interesséiert, och verbonne mat enger Fro un d'Madame Ministesch, ass dat, wat mam Biodiversum geschitt. Ob dann definitiv dat Gebai zu Schengen och déi Roll soll spillen, fir als Maison du parc, oder zumindest een Deel als Maison du parc ze figuréieren an engem zukünftigen Naturpark. Allerdéngs muss een da fir d'Éischt kucken: Wéi grouss gëtt den Naturpark? Gëtt déi Revendication ëmgesat, wéi virdu scho gesot ginn ass, fir déi ganz Musel anzebeziehen? Mir si gespaant, wat d'Madame Minister eis dozou spéider wäert soen.

Dann ass et esou, datt et sech an der Regel bei engem Naturpark jo ëm eng Regioun handelt, déi een aussergewéinlechen natierlechen, kulturelle Potenzial, Patrimoine huet. An net als Lescht stinn och d'Natur an d'Ëmwelt an engem Naturpark ganz vir op der Agenda, obwuel, wéi ech virdu gesot hunn, een Naturpark eben net nëmmen Naturschutz bedeit, mä virun allem ee regionaalt Entwicklungsinstrument ass, mat landesplanereschem Charakter.

Mä ech wollt dann a menger Interventioun virun allem awer och e puer Wuert zum Naturan Ëmweltschutz soen, mat vläicht dräi, véier Beispiller. Engersäits d'Stations biologiques, de Klimapakt an d'Beispill vun der Naturparkschoul an der Naturerzëiung, wat, mengen ech, ee flott Beispill ass, an och ee Wuert zum Contrat de rivière soen.

Bei de Stations biologiques ass et esou, datt déi dräi Naturparken, grad och wéi de SICONA an de SIAS, eng Konventioun mat dem Ministère hunn, an des Konventioun ass de Kader fir Projete an och fir déi schwéierpunktmeisseg Aarbecht am Naturschutz. An hei gi Projete vun nationaler an eben och vu regionaler Envergere realiséiert.

Just fir Iech eng kéier déi Envergere ze dokumentéieren: 2014 waren dat net manner wéi 5.460 Stonnen, déi prestéiert goufen an deenen dräi Naturparken Our, Öwersauer a Mëllerdall. An do kommen dann nach 6.660 Stonnen derbäi vu SICONA a SIAS. Dat mécht also insgesamt 12.120 Stonnen, déi 2014 an de Stations biologiques prestéiert goufen.

Déi dräi Naturparken Öwersauer, Our, Mëllerdall, mat hiren insgesamt 25 Gemengen, wéi gesot, e gudden Drëttel vun eisem Land, maa-

chen do eng ganz facetteräich Aarbecht, an ech hunn och als fréiere Minister drop gepocht, datt direkt am Ufank vun den Aarbechten am Naturpark Mëllerdall eng Station biologique sollt entstoen. An do passéiert an där relativ kuerzer Zäit eigentlech och ganz vill schonn.

An den Naturparken Öwersauer an Our gëtt et déi Statiounen zënter 2002/2003, am Naturpark Mëllerdall zënter 2013. An déi Aarbechten, just fir Iech ee Bild ze ginn, an engem Saz, do gëtt d'Gestioun vu Biodiversitéitskontrakter gemaach, Aarteschutz, de Monitoring vu spezifischen Espéchen, d'Realiséiere vum Heckekadaster, a virun allem natierlech och Sensibiliséierung a Formatioun, Berodung a Saachen Naturschutz, mat natierlech dem spezifischen Uleies vun deem eenzelnen Naturpark, zum Beispill eben och europäesch Naturschutzprojete. Oder, wéi am Naturpark Mëllerdall, wou zum Beispill och Projete gemaach gi mat Espaces verts innerhalb an ausserhalb vun den Uertschaften.

Dann e wichtegt Wuert zum Finanzement vun de Stations biologiques. Wann ee vun deene 475 Euro pro Quadratkilometer ausheet, wéi et ursprénglech am Plan national fir den Naturschutz fir déi biologesch Statiounen virgesi war, da läit een de Moment nach just bei 408 Euro, dat, well jo do de Montant vu 770.000 Euro vun 2014 am Statsbudget fir 2015 deeselwechte bliwwen ass, obwuel eigentlech 928.000 Euro an Aussicht gestallt gi waren. An och déi ginn op Dauer natierlech net duer, wa Gemenge bäikommen oder op der Musel nach eppes derbäi géif kommen.

Och net genuch Budget gëtt gebraucht fir d'2008er Reglement, dat ass dat Reglement vun de Subsidi fir d'Amélioratioun vum Milieu naturel fir d'Gemengen. Och dat Reglement kann net effikass ëmgesat ginn, well an de Gemengen déi Subsidien net kënne garantéiert ginn.

Wann een d'Gemengen als Partner behale wëllt, ass et an eisen Aen onbedéngt noutwendeg, datt dee Budgetartikel op 2 Milliounen eropgesat gëtt. Ech mengen, datt mer de Moment bei 1,5 Milliounen do leien.

D'Gemenge mat de Stations biologiques sinn een enorm wichtige Partner am Naturschutz zu Lëtzebuerg beim Erhalte vun der Biodiversitéit hei am Land. Dat hu fréier Regierung gesot, dat huet och eis Ëmweltministesch op där enger oder anerer Plaz scho confirméiert. De Stätssekretär am Nohaltegekeetsministère hat eemol gesot, den Naturschutz wier keng kommunal Aufgab. D'Leit an de Gemengesyndikater waren net ganz frou driwwer.

Nach hat hien, formal gesinn, recht, well formal gesinn ass den Naturschutz effektiv keng Mission obligatoire vun de Gemengen. Mä dat ass zum Beispill d'Kannerbetreieung och net. An och do gi mer aktiv an dofir, mengen ech, ass et awer wichtig, datt déi kommunal Aufgab do och vläicht eemol festgeschriwwen gëtt.

An dofir wëll ech och haut de Mëtteg dee Saz positiv kucken, an deem Sënn, datt ech d'Madame Minister froen, ob et net sënnvoll wier, am neien Naturschutzgesetz eventuell dann d'Missioune vu Stat a Gemengen a Saachen Naturschutz a Biodiversitéit ee fir alle Mol ze verankeren, dëst nom Prinzip vun der Subsidiaritéit.

An ech wollt, Här President, an deem Kontext och eng Motiou déposéieren.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que le secteur communal est un acteur de taille en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel;*

- *considérant que les communes s'engagent sur le plan local et régional en faveur de la sauvegarde de la diversité biologique, contribuant ainsi à la mise en œuvre du plan national pour la protection de la nature;*

- *considérant que les stations biologiques au sein des syndicats de parcs naturels et des syndicats de communes ayant pour mission la protection de la nature sont des instruments qui visent à promouvoir la protection de la nature au niveau communal;*

- *sachant que les tâches à effectuer par les stations biologiques peuvent également comprendre des projets nationaux, tels que la promotion des contrats «Biodiversité» auprès des agriculteurs;*

- *considérant que le taux de couverture des communes membres d'un syndicat de parcs naturels ou d'un syndicat de communes ayant pour mission la protection de la nature, y compris les communes ayant signé une convention de coopération, se situe à plus de 70%;*

- *considérant que les moyens budgétaires des communes syndiquées (hors aides de l'État) en faveur de la biodiversité se situent à environ 3.000.000 euros par an;*

- *sachant que le domaine d'activités et le financement des stations biologiques sont réglés par des conventions conclues avec le Ministère de l'Environnement;*

- *considérant que l'engagement des communes dans ce secteur ne fait pas partie des missions obligatoires du secteur communal;*

- *sachant que les délais pour les dossiers d'autorisation introduits par les stations biologiques dépassent régulièrement 6 mois pour atteindre plus d'un an et ceci même pour des projets en faveur de la protection de la nature;*

- *considérant que la participation de l'État au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement pour l'année 2015 reste inchangée par rapport à l'année 2014 pour être fixée à 770.000 euros;*

- *considérant que les crédits budgétaires pour 2015 ne suivent pas le nombre croissant de communes syndiquées;*

*invite le Gouvernement*

- *à définir au niveau de la loi sur la protection de la nature les missions de l'État et des communes en matière de protection de la biodiversité, en tenant compte du principe de la subsidiarité;*

- *à tenir compte des dépenses incombant au secteur communal lors de la révision de la dotation de l'État en faveur des communes;*

- *à simplifier les procédures d'autorisation pour les projets soumis par les stations biologiques en vue d'augmenter l'efficacité des moyens financiers;*

- *à prévoir les moyens suffisants pour que les stations biologiques existantes puissent continuer à accomplir leurs missions dans l'intérêt de la protection de la nature et de l'environnement.*

(s.) Marco Schank, Nancy Arendt, Emile Eicher, Martine Hansen, Roy Reding, David Wagner.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Marco Schank (CSV).** - An da wollt ech mer awer och erlaben, nach eemol ze froen, wéini dat neit Naturschutzgesetz kënnt. Mir haten ufanks des Joers gesot kritt, virun der grousser Vakanz. Elo weess ech net, ob dat ze maachen ass, mat all deem Émgeréits vun der Présidence. Mir wieren natierlech frou, well mer elo scho laang drop waarden, wann dat awer deenächst kéim, fir datt mer wéissten, wat dann och do drasteet.

Nach ee Wuert zu de Biodiversitéitskontrakter. D'lescht Joer si kaum nei Kontrakter derbäikomm, well nom 30. Juni 2014 d'Biodiversitéitsreglement jo keng Base légale méi hat. An et gouf och bis ewell nach net erneiert, well mir op d'Agrargesetz waarden. An et gëtt gefaart dobaussen um Terrain, datt dat Vertrauen, dat des Statiounen zesumme mat de Baueren opgebaut huet, erëm verluer geet, well et um nationalen Niveau jo do net weidergeet.

Et ass och ganz sécher kontraproduktiv fir den Naturschutz, wa keng auslafend Kontrakter kënne verlängert ginn, vun neie Verträge emol ganz ofgesinn. Dëst ëmsou méi, well no der Publikatioun vum Biotopkader ass eng ganz Rei Leit zënter Ufank 2014 och drop waarden an hoffen, op deene Flächen ee Biodiversitéitskontrakt ze kréien, wou nach keen drop ass. Ech hu mer och soe geloost, datt de Landwirtschaftsminister drop hischafft, datt de Volet milieu rural vun Biodiversitéitsreglement zumindest mittelfristeg bei d'Landwirtschaft géif kommen. An ech wollt och do froen, wéi d'Madame Ëmweltminister dat gesäit.

Kuerzfristeg soll jo geplangt sinn, de Bëschdeel vum Reglement, vum Biodiversitéitsreglement a Bëschreglement ze fusionéieren. An d'Fro stellt sech, ob da mat esou enger Démarche net de Wee fräi gëtt, fir eben och d'Agrarëmweltprogrammer an de Volet milieu rural vum Biodiversitéitsreglement ze fusionéieren an ob dat iwwerhaapt gewünscht ass.

Dann ee Wuert zum Klimapakt. Dëse Projet an deenen zwee Naturparken Öwersauer an Our ass e gutt Beispill, an eisen Aen, wéi Kräften, wa se gebündelt sinn, och kënne ganz positiv wirken. An déi Kooperatioun vu klengen Gemengen, déi eleng dee Projet net hätte kënne schëlleren, datt awer dann do esou, partnerschaftlech, enorm positiv Resultater zesumme kommen.

Duerch déi regional Approche konnt eng integriéiert Strategie vun Zesummenaarbecht applizéiert ginn, an och dat direkt nodeem datt de Projet 2013 vun Nohaltegekeetsministère zesumme mat „myenergy“ lancéiert gouf. Sou konnt gemengeniwwergräifend d'Koordinatioun an de Finanzement iwwer ee plurianuelle Finanzierungsplang an Aktionsplang effizient garantéiert ginn.

An de regionalen Aspekt huet och d'Gestioun vun der „EcoSpeedRegion“ méiglech gemaach. Dat ass en informatéschen Tool, fir CO<sub>2</sub>-Emissiounen ze quantifizéieren an ee Bilan carbone



regional opstellen. An et muss ee soen, d'Resultater, déi loosse sech weisen. Am Abrëll 2015, zwee Joer no dem Énnerschreiw vum Pacte Climat, hunn all d'Gemenge vum Naturpark Our scho wéinstens 50% vum maximale Score op Basis vum Moossnamekatalog erreecht. Verschidde Gemenge louchen do driwwer a goufen och zertifizéiert nom „European Energy Award“. An am Naturpark Oewersauer sinn et wéinstens iwwer 40% vum maximale méigleche Score.

Ee Wuert zu engem ganz flotte Projet, dat ass d'Naturparkschoul. Dir wésst, dat et leider haut esou ass, dat d'Kanner an hirer Fräizäit ëmmer manner d'Méiglechkeet gebuede kréien, sech dobaussen an der fräier Natur ze bewegen an d'Natur ze entdecken an och spileresch d'Natur kennenzelieren. Dofir brauch een esou Projeten och wéi dësen. Et ginn nach vill anerer iwwer d'Land an anere Syndikater.

Mä d'Zil vun der Naturparkschoul vum Naturpark Oewersauer, an zesummenaarbecht mat der Natur- a Bëschverwaltung, riicht sech virun allem un d'Grondschoolenseignantinnen aus der Naturparkregioun a besteet doran, naturrelevant Sujeten ëmmer erëm, regelméisseg an de Schoulalldag opzehuelen. Vu klengem u soll de Kanner do, wou se opwuessen, ee positive Bezuch zur Natur vermëttelt ginn a si sollen, wéi gesot, op eng spilleresch Manéier hir Émwelt an déi regional Eegearten entdecken an, mengen ech, dat ass awer och e wichtige Punkt, dann och duerno zu ëmweltbewosstem Handelen ugereegt ginn.

Dat heescht, hei iwwerhuelen d'Mataarbechter vum Naturpark an d'Fierschter vun der Naturverwaltung d'Aufgab vun Experten, déi Informatiounen zu bestëmmte Sujeten ausschaffen an a Form vun Themefichen dann och zougänglech maachen. Dës ginn dann am Unterrecht vun den Enseignantinnen traitéiert an och virbereet.

D'Offer vun der Naturparkschoul ëmfaasst an der Haaptsaach d'Ausschaffe vu pädagogeschem Material, d'Weiderbilde vum Léierpersonal a virun allem och d'Gestioun vun enger Plattform mat spezifesche Projektdeeg, mat och konkreten Aktiounen um Terrain.

Als lescht Beispill fir d'Stärkte vun der Struktur Naturpark wollt ech nach kuerz de Contrat de rivière an der Regioun vun zwee Naturparken, well dat e grenzüwerschreidende Projet ass, Oewersauer an och dee vun der Forêt d'Anlier Haute-Sûre op belscher Säit ernimmen, well hei de Schutz vun der Ressource Waasser jo e ganz wesentlechen ass, un der Uewersauer mat deem gréisste Reservoir vun Uewerflächewaasser hei am Land.

Wéi gesot, zwee Naturparken, déi an enker Zesummenaarbecht, also an der Belsch an op Lëtzebuerger Säit, mat de Bauere kooperéieren, fir eng nohalteg Landwirtschaft ze promovéieren, Fiichtgebieder mat hirer spezifescher Fauna a Flora ze schützen a virun allem awer och d'Awunner an natierlech d'Touristen ze informéieren an ze sensibiliséieren. Emmerhin hunn net manner wéi 31 Partner aus der Belsch an 19 Partner aus Lëtzebuerg 2008 dee Pacte Haute-Sûre ënnerschriwwen an am Aktiounsprogramm goufen net manner wéi 255 Aktiounen verankert!

Wéi wichtig esou eng Zesummenaarbecht ass, dat wësse mir an der Regioun net eréischt zënter dem Pestizidaccident d'lescht Joer an deem Eck. Well um Stau gëtt et zënter Laangem eng Émweltberodung am Sënn vun Waasserschutz an eng ekologesch an ekonomesch orientéiert Berodung fir d'Bauern. Den Emile Eicher huet dat och fir d'Naturparken insgesamt virdrun ervirgetrach. Hei ass dann och eng enk Zesummenaarbecht mam SEBES, mam SIDEN an eng Hällewull vun Aarbechtsgruppen, déi sech, kann ee soen, Dag fir Dag mam Waasserschutz auserneeetzen.

An dofir wëll ech och soen, als Konklusioun dovunner, dat et immens wichtig ass, dat d'Berodung an d'Koordinatioun a puncto Waasserschutz am Aufgabebereich vum Naturpark bleiwen, well des Struktur och fir d'Regierung, mengen ech, een optimaal Instrument fir eng ugepaste Waasserschutzpolitik muss sinn an deem sensibelen Eck mat eben deem groussen Drénkwaasserreservoir, dem Stau vun Esch-Sauer.

Här President, ech wollt dann zur Konklusioun kommen. An zwar wollt ech als Fëscht soen, mir wëllen, dat d'Naturparken insgesamt an Zukunft weider eng wichteg Roll spille bei der Conciliatioun vun ekologeschen, ekonomeschen a sozialen Intérëten an engem ländlechen Raum. Regiounen, wou d'Gemenge ganz fréi geléiert hunn, zesummenzeschaffen an a ville Punkten ze kooperéieren ënner sech an eben och mam Stat op engem Dësch.

An da wëlle mir och daitlech maachen, dat an Zukunft d'Regierung net soll op dat Instrument Naturpark verzichten, fir, zesumme mat de Ge-

mengen aus deene Syndikater, einvernehmlech Entwécklungsziler ze fixéieren an dese Gemengen dann och deen Handlungsspillraum ze ginn, och finanziell, dee se brauchen, fir hir Regioun konsequent weiderzuentwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Schank. An nächsten agedroene Riedner ass den Här Frank Arndt.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kollegeen a Kollegeinnen, et ass natierlech schwéier, no esou zwee Experte vun der Matière, dem Marco Schank, fréiere President a Grënner vum Naturpark Oewersauer, oder dem Emile Eicher, nach vill Argumenter ze fannen, déi een Débat d'orientation weiderféieren. Et ass villes hei gesot ginn. Dem Marco seng Konklusiounen, ech denken, dat jiddwereen déi kéint hei, deen an engem Naturpark ass oder matschaftt oder wëllt drakommen, esou mat ënnerschreien.

Mä ech mengen, mir als Fraktioun vun der LSAP haut begréissen deen Débat d'orientation hei. Mir zéien haut ee Bilan a kucken, wat fir eng Perspektiven d'Naturparken hunn. Wou kommen d'Naturparken hier? Wat fir en Ursprung huet d'Naturparkiddi? A wat sinn d'Erausforderungen an der Zukunft fir d'Naturparken? Ech mengen, dat sinn déi Aspekter, déi mir haut hei an dem Débat d'orientation diskutéiere wäerten.

A wéi huet deen deemolege President Marco Schank 2009 an engem Artikel an enger Zeitung gesot iwwer den Naturpark Oewersauer: „Am Ufank war de Stauséi, an ouni Stauséi géif et wahrscheinlech keen Naturpark Oewersauer ginn.“ Also d'Iddi vum Naturpark Oewersauer ass am Fong esou al wéi de Stauséi selwer, nämlech 55 Joer al.

Deemools louch d'Verantwortung, fir d'Naturparken ze erschafen, nach ënnert dem Daach vum Landesplanungsministerium, an de 6.4.1999 war et dunn esou wäit: Den Naturpark Oewersauer ass verwierklecht ginn. An deen deemolege Minister war den Alex Bodry, wéi och schonn hei zitéiert ginn ass. Och do kann een noliesen, an ech zitieren: „Datt dëst Zil erreecht konnt ginn, verdanke mir net zulescht dem Landesplanungsminister Alex Bodry, dee mat vill Geschéck, där néideger Kompromissbereitschaft a virun allem a stännegem Dialog mat de Gemengen ëmmer un der Iddi vum Naturpark festgehalten huet.“

Et ass deemools richteg erkannt ginn, dat d'Naturparken nëmme da kënnen eng Chance hunn, wa se vun enge gedroe ginn. Och hei ass de Prinzip vum Bottom-up erkläert ginn. Dat heescht jo, d'Abanne vun alle betreffen Akteuren, vun der Lokalbevölkerung bis zu deenen natierlech, déi och d'Entscheidung mussen treffen a sollen treffen. Ee Prinzip, deen iwwerens bis haut een Erfollegsgesheimnis ass vun den Naturparken.

Déi regional Naturparken als Chance gesinn, fir mat den Awunner aus der Regioun eng nohalteg Entwécklung ze féieren, mä dëst net nëmme am Sënn vun ekologesche Moossnamen, mä och, dat nei Perspektive mussen entwéckelt ginn, fir déi wirtschaftlech, sozial a kulturell Entwécklung an der Regioun ze stäerken a weiderzedreiwen. No dem Motto vum Naturpark Oewersauer „Eng Chance fir d'Regioun“ hunn d'Leit aus dem Naturpark Oewersauer hiert Schicksal selwer an d'Hand geholl an de Stat huet dat ënnerstëtzt, wat sech jo och als richteg erausgestallt huet.

Wann deemools d'Verantwortung ënnert dem Landesplanungsministerium louch, dann huet dat jo och bewisen, dat d'Naturparken deemools als wichteg Instrument vun der Regionalentwécklung, dat heescht och vun der Landesplanung, gesi gi sinn. Datt natierlech och d'Natur, d'Émwelt an de Landschaftsschutz eng besonnesch Bedeitung sollen hunn, mengen ech, läit hei op der Hand.

(**M. Henri Kox prend la présidence.**)

Mä all Gesetz oder Instrument, wat ee sech gëtt, soll a muss och op de Leescht geholl ginn. An et muss gekuckt ginn, wat een erreecht huet, an dëst am beschte mat Zilsetzungen, déi ee sech gëtt. Dat Zil, wat ee sech an der Regionalentwécklung gëtt, ass d'Grundlag. An des Grundlag hält een dann, fir eng objektiv Bilanz ze zéien. No 15 Joer vum Naturpark Our an Oewersauer, wou déi sech agelieft hunn, ass et ubruecht, an all Oppenheet ze hannerfroen, awéiwäit déi an den Naturparke gesaten Ziler an Erwaardungen erfëllt konnte ginn, an anersäit ze ënnersichen, wou et Stärkten a Schwächen gëtt a wéi ee sech an der Zukunft opstelle muss a kann.

Wann een d'Berichter vun den Naturparksyndikater Oewersauer an Our duerchkuckt, fënn een do schonn kritesch Elementer, wat net esou gutt gelaf ass an deene Joren, wou d'Na-

turparke bestinn, wou se funktionéieren, mä et kann een do och eng perspektivesch orientéiert Ausrichtung, wou d'Rees soll higoen, erëmfannen. D'Ziler, déi ee sech gesat huet, déi erreecht gi sinn, jo an neen. Da muss een och mat Beispiller kommen eventuell. Ech hu mer erlaabt, der e puer erauszepicken a si betreffen net eleng d'Ministesch, déi de Mëtten hei ass, mä, ech mengen, et ass méi villfältig wéi dat, wat mer wëllen uschwätzen. An ech wëll emol vläicht den Tourismus uschneiden.

Am Tourismus ass d'Aussenduerstellung bis elo eng ganz wichtige Schwéierpunkt. Dëst wäert och an Zukunft esou bleiwen. Mir sinn eis bewosst, dat d'Bezeechnung „Naturpark“ aus Siicht vum Tourist oder dem Tourismus e ganz wichtige Virdeel an engem Secteur ass, wou de Wettbewerb dach immens... grouss ass. Voilà, et geet jo!

An internationale Studie gouf festgestallt, dat een Naturpark en héicht Potenzial vu Wäertschöpfung erméiglecht, virun allem am Bereich vun Tourismus. Dëst ass besonnesch fir touristesch ausgeriichte Regiounen am Norden, am Mëllerdall, d'Musel viräuser genannt, de Westen, wéi e sech nach wäert entwéckelen, et weess een et net, ee Virdeel. D'Stad Lëtzebuerg, de Süden hunn do sécher aner Virdeeler.

Eng vun den Haaptaufgabe vum Naturpark ass et, de Schutz vun Natur a Landschaft mat attraktiven Erlebnisméiglechkeeten an der touristescher Entwécklung an Aklang ze bréngen. Den Tourismus brauch eng intakt Natur als wichtigst Kapital. Rezent Émfroe vum Ortal an dem ONT bestätegen, dat fir d'Besucher am Éislek besonnesch d'Eenzegaartegkeet an d'Villfalt vun de Landschaften, eis beandrockend Däller, d'Ursprénglechkeet vun eiser Natur, eis propper Loft, d'Sécherheet fir d'Famillje souwéi praktesch kee Massentourismus d'Virdeeler sinn, déi en Tourist, dee se sicht, do wäert erëmfannen an duerfir eis Regioun och schätzt.

Mä wat kann een da verbesseren?

Vu datt d'Ausrichtung a virun allem d'Mis-siounen vun den ORTen an deene leschte Jore sech ëmmer méi an d'Regiounen verankert hunn, an dat och esou vum Tourismusministère gesi gëtt, muss ee menger Meenung no als Naturparken do nach méi enk mat den ORTen zesummeschaffen, fir zum Beispill d'Schafung vun neien touristesche Produkter an den Naturparken ze vermaarten, ze hëllefen, d'Regiounen vun den Naturparken ze vermaarten, wat och schonn hei ugeklongen ass, ee regionaal touristescht Marketingkonzept mat den Naturparken ze erstellen, déi éierenamtlech a professionell Touristiker zesummenféieren an ze beroden, d'Koordinatioun mat den Naturparke vun den Aktivitéiten an d'Betreiung vun de Projeten an der Regioun, d'Auswärtung mat den Naturparke vun den natierlechen historeschen an kulturellen lerven aus der Regioun ze analyséieren, ze kategoriséieren a weiderzibréngen. Ech mengen, dat sinn e puer Iddien, wat den Tourismus betrëfft.

D'Schaffen an engem Naturpark, d'Wirtschaft an engem Naturpark ass och net eleng e Problem oder eng Orientéierung hei fir d'Émweltministesch. Mä eng intakt Natur bedeit awer och... An erlaabt mer hei eng perséinlech Bemierkung: Mir mussen oppassen, well mir den néidege Spillraum och weider brauchen, dat den Agrarsecteur an ekonomesch Aktivitéite kënnen stattfannen!

Dat heescht, mir mussen gëeegent Terrainen fannen. An et kann ee keng Oplage ginn, déi et onméiglech maachen, datt och an den Naturparke Betriber sech kënnen installéieren oder se do Nodeeler hunn oder et méi deier gëtt. Dann hu mer eppes falsch gemaach oder mir mussen kucken, wéi mer kompenséieren kënnen. Well soss setze mer déi Regiounen a Situatiounen, wou se awer schwéier erauskommen, apaart wa se an engem Waasseranzugsgebitt leien, dat fir Drénkwaasser gebraucht gëtt.

An do wëll ech awer drop hiweisen: Mir schwätzen ëmmer vum Stauséi, mä d'Quellen, déi mer am Land hunn, déi hunn och en Anzugsgebitt. A wann ech mech richteg kann erënneren, dann hu mer an enger Kommissioun eng Kéier driwwer diskutéiert, dat d'On-gléck, dat um Stau geschitt ass, op e Problem zréckzeféiere wier, deen an de Quellen awer méi wesentlech ass, wéi en am Stauséi ass.

An duerfir muss een och am Globale respektiv am Regionalen am Land kucken, wéi ee mat esou Problemer ëmgeet. An ech denken, dat ass net eleng ee Problem vun den Naturparken, mä do muss scho méi déif gekuckt ginn. An do missten dann och Kompenséierungsmoossname stattfannen. Wann een do deenen Uertschaften, déi iwwerhaupt am Anzugsgebitt leien, wou Waasser ofgezaapt gëtt, déi néideg Méiglechkeeten hëlt, fir sech ze installéieren, da muss ee kucken, wéi een domadder ëmgeet.

Da wier d'Iddi jo vläicht: Firwat net d'Gewerbe-zonen ënner een Hutt leeën? Dann hu mer et net méi, dat jiddweree mengt, hie misst seng Gewerbezon kréien, fir dann och déi néideg Gelder vum Stat ze kréien, well en esou vill Betriber a senger Gemeng huet. Dat kéint ee sech jo emol eng Kéier duerch de Kapp goe loosse. Natierlech kann een do och mam Fanger op eis selwer weisen. An de Gemenge misst mer mam gudden Beispill virgoen.

Ech denken un den Emile Eicher, de SICLER, déi et maachen, wat sécherlech ee Beispill ass, wat ervirzehiewen ass. Um Stauséi hu mer do nach e bëssen Aarbecht virun eis, Marco. Mir wëssen, dat mer do eis Hausaufgabe vläicht nach net esou gutt gemaach hunn. Mä déi sinn ze maachen. An duerfir ass déi Orientéierungsdebat jo och hei, fir ze kucken, wou mer eis sollen hibewegen.

Wat fir eng Méiglechkeeten huet een Naturpark? Et war virus ugeklongen hei, déi Nischepolitik - nennen ech se emol -, déi ugefaangen huet mat engem „Téi vum Séi“, mat engem „Véi vum Séi“, „Speltz vum Séi“, den „Gourmet vum Séi“, d'„Bléi vum Séi“ an den „Buttek vum Séi“. Et ass e Label, wéi et gesot ginn ass, deen elo véiertwichtigste Label ass, dee mer hei am Land hunn.

Also, déi Nischepolitik huet sech gedroen, déi deemools promovéiert ginn ass a weidergedriwwen ginn ass. An ech mengen, et ass schonn ee Standbeen, wou ee kann dropp opbauen. Dat sinn nämlech virun allem dann och Perspektive fir eis Gastronomie, d'Landwirtschaftsbetriber oder soss Betriber aus den Naturparken, déi eng regional Wäertschafung domat erfueren, awer och Aarbechtsplaz schaffen, wat jo och net dat Schlechtst ass.

D'Landchaftsplanung, wann een déi kuckt. Well den Drock och am ländlechen Raum - d'Entwécklung - op de Wunnengsmaart ëmmer méi grouss gëtt op deem begrenzten Raum, deen zur Verfügung steet, muss och an den Naturparken natierlech gekuckt ginn, wéi sech solch Entwécklungszenarien an deem Ausschaffe vun neie PÄGen auswirken. De Flächenbedarf muss gekuckt ginn, mä d'Dierfer mussen awer och weider kënnen wuessen. Infrastrukturen a Mobilitéitsaspekter mussen iwwerluecht an ugepasst ginn.

Wéi wäit kënnen mir d'Eegeart vum ländlechen Raum erhalen an trotzdeem flächespuerend a modern bauen? Dat sinn Hausaufgaben, déi mir am Kader vu Flächennotzungspläng an den Naturparken hunn a wou mer eis nach mussen dra verdéiwen, wéi mer domadder eens ginn.

D'Finanzéierung ass hei ugeklongen. Déi deet jiddwerengem wéi. D'Gemengen hunn där Suen och ni genuch, a mir denken, datt et an den Naturparken d'selwecht ass. Do muss mer awer oppassen, datt mer keng Konkurrenz eis selwer schafen, wa mer op eemol dräi, véier, fënnf Naturparken hunn, vu Sponsoringe schwätzen, datt mer all iwwerall bei déiselwecht uklappe ginn, denken ech schonn, datt een do misst vläicht kucken, wéi een dat matenee ka vernetzen. Duerfir den Opruff, déi Fusioun, déi am Raum steet, esou schnell wéi méiglech ze verwierklechen. Sécherlech brauch dat seng Zäit, ech wäert herno nach eng Kéier op d'Prozeduren zréckkommen. Awer ech meng schonn, datt een do muss oppassen, datt mer kee Konkurrenzkampf entstoe loosse.

D'fix Subventiounen sinn ugeklongen hei, plafo-néiert Subventiounen vum Stat. Et ass natierlech ee Problem, wann en Naturpark sech vergréis-sert - mir sinn elo selwer am Fall -, awer u sech de Pfaffong deeselwechte bleift. Dann ass et schwéier, dobaussen ze vermëttelen, datt mer déiselwecht Aarbecht gemaach kréie mat man-ner Stonnen, déi disponibel si fir méi Hektaren, wann ech dat elo mat de Landwirtschaftsberoder kucken.

Dann, projetbezunne Fërderunge vu Partner aus den Naturparken, déi gären hir Projeten ëmsetzen, mussen natierlech am Aklang si mam Zil, dat den Naturpark sech gesat huet an do erëmzefanne sinn. Ech mengen awer och, datt een do mat Partner oder eben nach mat Spon-sore kéint vläicht Méiglechkeete fannen, wann dat natierlech eng gréisser Basis huet, wou dat gedroe gëtt.

Dann d'Kofinanzéierung vu Projeten iwwer EU-Gelder. Ech denken, do si Projeten, déi mat Rheinland-Pfalz scho gemaach gi sinn, wegweisend. Déi kéint een erauspaken a vläicht en „copy paste“ maache fir aner Naturparken. Et brauch een d'Rad jo och an deem Fall net ëmmer nei ze erfannen.

Net ze vergiessen, d'Einnahmen duerch eegen Aktivitéiten, déi och ugeklonge sinn. Ech ginn





elo vläicht einfach zrëck op den Naturpark Oewersauer, well ech deem am beschte kennen: d'Solarboot, d'Duchfabrik. Et gëtt villes do opzeieren, wat et do vu Méiglechte gëtt.

Bon, déi léif Prozedure sinn och ugeklongen hei. Wa mer vun de Prozedure schwätzen: Wëntger huet ee Joer gebraucht, mengen ech, annerhalleft Joer gebraucht, fir bäizekommen. Déi Wëlzer sinn ëmmer sportlech gewiescht, mä an deem Sënn net esou sportlech; déi hunn aacht Joer gebraucht.

Dat huet awer och alles seng Ursachen. Et muss een awer elo net ëmmer d'Schold bei d'Ministère siche goen. Mir waren an där glécklecher Situatioun, datt mer fir d'Éischt zu zwee wollte bäitrieden: Rammerech a Wolz. 2007 hu mer och ugefaangen, driwwer ze verhandelen. Wat ass antëscht geschitt? Ma Rammerech huet dunn op eemol décidéiert, awer dann net matzegoen. Dunn hu mer emol erëm eng Kéier nei ugefaange mat enger Étude détaillée, datt erëm alles nei opzeschaffen, d'PAGen nei opzeschaffen an esou weider.

Bon, mir sinn nach besser ginn. Dunn hu mer nach beschloss, eng Fusioun ze maachen: Wolz an Eschweiler. Dunn hu mer alt nach eng Kéier ugefaangen, dat Ganzt vu vir opzerullen. Dat erkläert natierlech déi Zäit, déi ee brauch, fir Biergerforen ze organiséieren, Etüden ze maachen.

Ech mengen trotzdem, ob d'Gesetz an där Form, wéi mer et hunn, déi richteg Äntwert op en Naturpark ass... Ech weess d'Äntwert net, ech ginn et éierlech zou, mä wa mer gär e bësse méi Flexibilitéit hätten, mengen ech, muss mer do Iwwerleeunge maachen. Well soss, denken ech, si mer do awer un falsche Wee oder mir kréien et ganz schwéier no bause vermëttelt, wa mer... An nach eng Kéier: Et ass d'Schold net beim Ministère hei ze siche oder bei de Prozeduren direkt, wann et esou laang dauert wéi bei Wolz, mä mir sinn eis awer alleguerten eens gewiescht, datt et zimlech laang dauert, bis een en neien Naturpark gemaach huet oder eng Fusioun wëllt maachen oder just wann ee wëllt bäitrieden.

Dann ass och hei ugeklongen, iwwert d'national Grenzen ze kucken, wéi do Kooperatiounen kënnen lafen. Och, mengen ech, do ass de Stauséi ermimmt ginn, well d'Waasseranzugsgebitt ebe mam Contrat de rivière trotzdem net viru Grenze stallhält, wou d'Waasser hileeft. Wa mer wëssen, vu wou mer et erofkréien, muss mer kucken, fir do mat hinnen zesammenzeschaffen. An et bleift net aus.

Am Dräilännereck, wou virun x Joren d'Iddi war, fir een Naturpark ze grënnen iwwert d'Musel eraus, an den Dräilännereck seet et jo, wéi een dann do wëllt schaffen, oder d'Our nach eng Kéier mat hiren Naturrouten an Extratouren, wou mat Rheinland-Pfalz zesumme-geschafft gëtt, sinn déi bescht Beispiller, déi et ginn.

Ech ka just soen aus Erfahrung hier, datt et immens vill Virdeeler ginn, wann een en Naturpark huet. Et huet een eng Masse critique, déi wiisst, déi méi grouss gëtt. Et huet een ee Gehéier no bausen. D'Weeër si vill méi kuerz. Dir hutt un den Dëscher déi néideg Leit vun de Gemenge sëtzen, aus der Bevëlkerung sëtzen, plus déi vun de Ministären. Dir kënt lech austauschen. Dir kënt Froe stellen. Dir kritt net ëmmer direkt eng Äntwert, mä Dir kritt eng Äntwert. An dat ass awer och am Austausch, datt ee sech kann erklären, wichteg. An duerfir mengen ech schon, datt dat dee richteg Wee ass.

De Pacte Climat ass hei ugefouert ginn. Ech hat mer d'Fro gestallt, wann déi eenzel Gemengen dat hätte misse maachen, ob mer dann eng Zertifizéierung fäerdegbruecht hätten, déi an deenen zwee Naturparken am Norde leien, tëschtent 40 a 60% hunn ech mer hei opgeschriwwen, awer huelt mech elo net esou genau, mä ech mengen, souguer nach méi héich, seet den Emile mer dohannen, dann ass dat dee richteg Wee gewiescht.

D'Landwirtschaftsberodung ass ugeklongen, déi ee sech konnt erlaben, fir de Baueren ze soen: Wat solle se produzéieren? Wéi solle se düngen? Och dat, mengen ech, ass wichteg gewiescht an et huet sech positiv ausgedréckt.

De GIS ass ugeklongen hei, wat deen zesammen un Entwécklung huet fir kleng Gemengen. Mä grouss Gemenge kënnen sech dat erlaben, kleng Gemengen hunn deen Know-how net, fir dat kënnen ze maachen. Och, mengen ech, ass do de Virdeel, deen ee kann erauszéien.

De Projet, deen ugeklongen ass iwwert de Contrat de rivière mat dem SEBES, mat dem SI-

DEN. Et ass nëmmen ze begrëssen, datt op deem Niveau och zesumme-geschafft gëtt.

Duerfir vun eiser Säit aus mat deene puer Iddien, déi d'LSAP-Fraktioun hei weider lech eraginn huet, hoffen ech net ze vill genervt ze hunn, mä gehollef ze hunn, fir an engem Débat d'orientation weiderzeken. An duerfir soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gérard Anzia agedroen. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der CSV emol Merci, dass se déi Ufro gemaach hunn, fir eben deen Débat elo haut de Mëtteg hei ze maachen iwwert d'Parc-naturellen - an der Mehrzahl -, iwwert déi, déi jo scho Bestand hunn, déi an der Maach sinn an déi an Zukunft nach solle kommen, well dat gëtt mer d'Méiglecheit, op verschidden Aspekter anzegoen, déi der grénger Fraktioun u sech staark um Häerz leien.

Ganz vill Saache sinn iwwert d'Naturparken hei och elo schon ermimmt ginn. Ech probéieren esou wäit wéi méiglech, meng Ried hei unzepassen, soudass ech net an d'Widderhuelung verfallen, wat zwar net ganz einfach wäert ginn.

D'Konzept vun den Naturparken ass am 93er Gesetz definéiert ginn. A virun allem sinn et dräi Voleten, déi an den Naturparken ze behandelde sinn. Dat ass Natur an Ëmwelt, dat ass de Patrimoine culturel ze erhalen an et ass den Développement vun der Economie, an do speziell Aarbecht, Wunnen an Tourismus ënner een Hutt ze bréngen. Duerfir sinn d'Naturparken ee Moyen, e wichteg Moyen vun enger nohalteger Entwécklung.

An dat Wichtigst do derbäi, wat eben de Leit vläicht net gradeso bekant ass, datt ass eben déi Form vum Syndicat mixte, wou am Comité do zesumme-geschafft gëtt, wou a sech d'Administratiounen an de Ministère an d'Vertrieber aus de Gemenge veruede sinn. Déi garantéieren a sech, dass d'Décisionen, déi geholl ginn, eng Kéier eng vertikal Vernetzung hunn, also an de Ministère an an d'Verwaltung eran, an dass eben och d'Gemengepäpp dann natierlech d'Aufgab hunn, eben horizontal ze schaffen an hir Membergemengen ze informéieren iwwert déi Diskussiounen, déi do geschéien.

D'Naturparken, déi mussen awer och vun de Betriber, vun de Baueren, vun de Bewirtschaften an och vun de Leit aus der Regioun gedroe ginn. An duerfir ass et och, mengen ech, no zéng Joer respektiv 15 Joer vun engem Naturpark, ganz wichteg, dass e Bilan gezu gëtt, dass ee vläicht d'Leitbild, wat ee sengerzäit opgestallt huet, eng Kéier op de Leescht hält, dass ee seng Aarbecht, déi ee gemaach huet a gelescht huet, kritesch hannerfreet an och probéiert, unhand vun Indicateuren eben e Bilan ze zéien, deen d'Strooss hält.

Ech wëll op verschidden Aspekter vun deenen Objektivier vun engem Naturpark hei kuerz agoen. D'Bild, dat sech mir, oder dat dacks vermëttelt gëtt, och vis-à-vis vun de Leit, dat ass: En Naturpark, dee steet do fir den Tourismus un éischer Stell. Dat ass e falscht Bild! Dat ass e Bild, wat, wann een och op de Site vun deene verschiddenen Naturparke geet, e bëssen d'Iwwerhand huet. An et ass awer och wichteg, dass ee weidvermëttelt, dass deen Tourismus, dee mer do promovéieren, eben och Aarbechtsplazen an der Regioun sécher an an Zukunft nach méi soll sécheren. Dat ass wichteg. E wichteg Aspekt.

Dat muss awer och vun de Bewunner akzeptéiert ginn. Da kënnen mer och net kloen, wann Touriste kommen, den Trafic op de kutschéieren, an dass mer doduerch am Berufsverkéier genervt sinn. Dat ass och e wirtschaftlechen Aspekt, den den Tourismus, dee positiv muss vermëttelt ginn.

Mir feelt e bëssen dee méi regionalen, nohaltegen Tourismus, dee mer an den Naturparke sécherlech gutt kéinten ënnerbréngen, am Sënn vun engem zum Deel aneren Tourismus, deen ech awer och an anere Regiounen vun Nopeschlänner scho fonnt hunn, wou een och gezielt als Famillje géif vläicht histeieren. An och un d'Famillje géif ech do denken. Dat ass einfach een Ustouss, deen ech maachen.

Ee kleng Problem oder eppes, wat mer mussen onbedéngt ugoen, dat ass déi touristesch Vermaartung, déi a sech hei eng Dräifaltegkeet huet. Zwee Naturparken, ech nennen elo den Naturpark Oewersauer, den Naturpark Our, déi allen zwee eng Cellule hunn, déi ganz staark den Tourismus promovéiert, och iwwer hir Internetsitten, iwwer hir Programmer, hir Aktivitéiten, an doriwwer en ORT, deen déi zwee chapeautéiert. Dat ass e bësselchen e Problem, wou ech mengen, dee muss mer

uogen, fir dass mer do op enger Linn, mat enger Stëmm den Tourismus am Norde promovéieren.

Well dem Tourist ass et ganz egal, ob hien elo grad eng Kéier de Sprong gemaach huet iwwert d'Gemengengrenz vun deem engen Naturpark an deen aneren. Deen hätt gär deselwechte Service, am beschten esouguer déiselwecht Uspriechpartner a virun allem och eng ähnlech - wéi soll ech soen? - Form vun der Duerbiddung, wéi déi Servicer, wéi déi Hotel-ler, déi Restauranten erëmzefanne sinn, wéi déi Wanderweeër ze entdecken sinn an esou weider an esou fort.

Leider ass och an de Parcs naturels am Ufank, an d'Diskussiounen ware jo och, wann een an d'Archive kucke geet, Diskussiounen, déi relativ negativ vun der Landwirtschaft opgeholl gi sinn, wou a sech de Parc naturel ëmmer als Restriktioun e bësse verstane ginn ass. Wat awer esou guer net de Fall muss sinn! Natierlech, an dat versteet ee gutt, wann ech och kucken, wéi vill Biodiversitéitskontrakter ebe vun deenen zwee Naturparke gemaach ginn, dann ass dat natierlech eng begrenzten Zuel an eng begrenzte Fläch. Mä mir sinn am Éislek. Wann een op déi gutt Akerflächen - dat kann och schwéier sinn an dat kann ech absolut novollzéien - och nach zousätzlech mat Biodiversitéitskontrakter eng Oplag dropleet. Do muss jo och kënnen gewirtschaftet ginn.

Wichtig ass et awer, an dat ass jo d'Entstehungsursach vun eisen zwee Parcs naturels, an do fänke mer mat der Uewersauer un, dat ass awer eng Natura 2000-Zon ronderëm de Stau, de Stau selwer als Dréinkwaasserschutzgebitt. Dat Eenzegt, wat bis dato, virun allem wéi eben den Naturpark gegrënnt ginn ass, Bestand hat: also de Schutz vum Waasser a vu senger Ëmwelt. An och den Naturpark Our, deen huet jo awer ee grousst, soen ech emol, Réckgrat. Dat ass dat Natura 2000-Gebitt, wat laansch d'Ourgrenz ass, wat grenziwwerschreidend ass, och op der Säit vun der Aifel vis-à-vis eran, a wou och eng Kooperatioun an deem Beräich ass.

Den Naturpark muss eng positiv Verbindung, Verknüpfung vun de Leit no bause bewierken, och vum Tourist, fir ze soen, majo, do kommen ech an eng Regioun, wou grad d'Natur - et ass jo am Numm vun deem Gremium - respektéiert a promovéiert gëtt.

Bon, ee kleng Bémol an der Saach, ënner eis, ass natierlech, wa mer soen, an engem Naturpark, grad Oewersauer, deen eelsten, dee mer hunn, ass dann awer dee Virfall elo gewiescht, dee mer duerch en aneren Accident detektéiert hunn, dat ass déi Grondbelaaschtung vun de Pestiziden. Grad an engem Naturpark, wou eben eng Dréinkwaasserschutzzon ausgewise war, wou mer awer och mussen da ganz kloer eis Bewirtschaftung vun deene Flächen elo hannerfroen. Och dat muss ech hei bemierken a kommen och net do derlaanscht. Obwuel an all Naturpark och eng landwirtschaftlech Berodung, niewent der biologescher Statioun, besteet, mä ech mengen, dass dee Service da muss nach weider ausgebaut ginn.

Wichtig schéngt mer och, dass d'Leit aus der Regioun sech mat dem Naturpark identifizéieren. Dat ass, schéngt et mer, och nach net iwwerall komplett vollzunn. A leider ass de regionale Gedanken och nach net bis an déi lescht Stuff duerchgedrongen. Bon, dat ass e reale Problem, deen huet een iwwerall, wann een ee Gemengesyndikat oder een - dat hei ass e Syndicat à vocation multiple oder mat deem Comité mixte do - huet. Dat ass grad d'Schwierkeet.

Den Naturpark Oewersauer huet et och duebel schwéier, wann een den Historique kuckt, dass eben och elo relativ vill Mouvement an de Gemenge war, an de Membergemengen, mat dem Austréit vun zwou Gemengen, déi och sech net, an hir Bierger sech och net erëmfonnt haten am Naturpark Oewersauer, sief dat d'Gemeng Rammerech an d'Gemeng Ell.

Elo kënt de Baitritt vu Wolz, mat enger fusionéierter Gemeng, wou also dann den Naturpark méi grouss gëtt. Ma elo ass den Challenge natierlech deen, déi Leit mat anzebannen an hinnen ee regionaalt Leitbild ze ginn, fir dass déi Leit sech och dran erëmfinden.

Positiv ass awer ganz kloer, ech mengen, dat huet den Naturpark Oewersauer ronbruecht, fir de Label Téi, Véi, Bléi, Kraider vum Séi bis bei de Leschten an d'Stuff awer ze bréngen, iwwert d'Grandes surfaces, iwwert déi vill Beméiungen, déi se gemaach hunn. Ma et ass awer och wichteg, wann een e Label vun engem regionale Produkt op d'Schinn setzt, dass eben d'Kritären, wéi en uegebaut gëtt, wat hannendrun ass, fir de Produzent, awer virun allem fir de Produzent (veuillez lire: Konsument) novollzéierbar sinn. Bidons-Labelen hu kee Wäert! Den Natur vum Séi-Label, oder den Téi vum Séi-Label, deen huet sech wier-

lech duerchgesat duerch seng Qualitéit an déi konsequent Emsetzung an och déi Kommunikatioun, vum Produzent bis bei de Konsument.

Wat mir do feelt, ass awer nach d'Duerchdréngung bis an de Café, an d'Restauration eran, an d'Hôtellerie eran. Wann ech elo, just fir ee Beispill ze nennen, am Nord-Pas de Calais ënnerwee sinn an der Côte d'Opale, ma dann hunn ech an all, awer an all Café eng Reklamm vun dem regionale Produkt um Dësch stoen, sief et am Café oder am Restaurant. An do muss mer wierklech dru schaffen.

Ee Plat, ech spannen e bëssen, mä esou ee Plat du jour régional, ma dat misst ee wierklech an den Naturparken erëmfinden, wou och d'Produkte da verschafft ginn aus der Regioun. Dann hunn ech nämlech och de Virdeel fir d'Bewirtschaften vum Naturpark direkt um Teller a jiddweree versteet, firwat en eventuell eng Restriktioun soll a muss anhalen, well e sai Produkt och do lassgëtt. An dat ass wichteg, un deem enke Lien do ze schaffen.

Bon, d'Tutelle oder de Ministère de tutelle ass eben d'Landesplanung, déi elo am MDDI eben ënnerbruecht ass, wou eben och den Naturschutz ënnerbruecht ass. Mä elo muss een awer soen, wann een dat nüchtern kuckt, dass déi regional Planung, ech soen emol, net existent ass oder ganz schwach existent an de Parc-naturellen ass.

Verschidde Problemer kéint een doduerch sécherlech behiewen, wann een dat méi intensiv géif notzen. Déi Leit, déi hei an der Chamber sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst alleguerten, de PAG, de Plang ass d'Kompetenz vun engem Gemeng - ech wëll dat och net a Fro stellen, all Gemeng ass do Här a Meeschter -, et wier awer flott an interessant, fir ze kucken, dass awer d'Gemengen aus engem Parc naturel probéieren, ähnlech Iwwerleeungen an hir Büro weiderzuden, fir a sech méi eng kohärent Entwécklung eben an der Landesplanung do op d'Schinnen ze setzen.

Bon, d'Aarbechtsplazen, mir wëssen dat, sinn deelweis konzentréiert an der Stad, awer och deelweis an deene méi groussen Zones d'activités économiques et industrielles, déi eben elo och an deenen zwee Naturparke geschaf gi sinn. Domat kënt awer och e Méi u Verkéier. Et ass kloer, wann ech en Déngschtleeschungs-betrieb elo awer, soen ech emol, an enger Industriezon uewen un der Nationale 7 hunn, deen an d'Stad muss fueren, ma da fueren d'Camionnetten an d'Stad an dann hunn ech deen zousätzlechen Trafic. An d'Liewensqualität fir déi Leit, déi am Naturpark wunnen, déi leit dorënner. Dogéint kennen ech och elo kee Wonnermittel. Mä sécherlech ass d'Instrument vun der Landesplanung hei gefuerdert a muss verstärkt an den Naturparke gelieft ginn.

Eppes anescht ass natierlech och den Drock op d'Terrainen. An do gëtt et jo Statistiken: Wat ech méi wäit ewech vun dem Zentrum vu Lëtzebuerg sinn, wat den Terrainspräis erofgeet. Folglech gëtt och d'Bebauung do forcéiert. Folglech ass och dann de Verkéier, fir op d'Aarbechtsplaz ze kommen, erëm méi héich. Also leit och dorënner erëm d'Liewensqualität. An do muss ech dem Marco Schank, mengem Virriedner, recht ginn, dass dat e ganz wichteg Kritär ass, deen ee verstärkt misst an de Parc-naturellen hei ugoen.

E klengen Zwëscheruff: Dir alleguerte krut och, wéi ech selwer, vum Mouvement écologique eng Stellungnahm geschéckt zu eisem Diskussionspunkt, dee mer haut de Mëtteg hei hunn. An ech kann hinnen net an allem recht ginn, awer sécherlech an deem Deel, dass een elo soll eng objektiv Bilanz vun dem Instrument Naturpark maachen a sech Kritäre ginn, déi moosbar sinn. Indicateuren, déi awer, fir mech, déi dräi Objektivier vun engem Parc naturel - Natur, Ëmwelt, Conservation, respect du patrimoine culturel an och der Economie eben dann - kënnen moossen. Do muss een d'Käpp zesummestrecken, fir dass ee seng Aarbecht ka gutt bewäerten.

D'Naturparke mussen a sech, wann ee kuckt, wéi vill Objektivier se solle verfolgegen, Spezialisten an alle Beräicher sinn, wat se awer net ëmmer kënnen. Duerfir gi se ganz vill Synergien an, och iwwert d'Grenzen eraus, dat ass gutt esou, sief et am Naturschutz, Energie, Klima, Waasser, Transport oder Tourismus.

Dat bréngt awer och eng grouss, eng zousätzlech Schwierikeet, dat ass: Wéi kréien ech dat déclinéiert bis a meng lescht Gemeng, déi Member ass, vun dem Parc naturel? Dat ass een Nodeel vun där Villfältigkeet, deen een do huet. De Virdeel ass, wann e motivéierte Comité mixte do ass, da kritt en awer ganz vill Themen ugerass an och opgeschafft an entsprechend prett gemaach, fir dass et eben och an deenen eenzelne Gemenge kann ëmgesat ginn.

Ee klengt Beispill: Wann en Naturpark, wat mir normal schéngt, op sengen öffentleche Fläche



soll pestizidfräi schaffen, dann ass awer natierlech nach ëmmer bei der einzelner Gemeng d'Kompetenz, fir ze soen, ob se dat dann och 1:1 ëmsetzt. Wat leider dann awer méi schwéier ass, fir dee Gedanken zum Beispill weiderzedroen.

Och si verschidde Kooperatiounen net ëmmer déiselwecht Zon betreffend, siehe grad Flosspartnerschaften. Wann ech déi un der Uewersauer kucken, da sinn am Anzugsgebitt aner Gemengen derbäi, déi net am Naturpark Oewersauer, zum Beispill, am Parc naturel dra sinn, respektiv Ahnleches gëllt fir d'Our. Do kéint ee sécherlech nach Synergië schafen, d'Kompetenze bündelen an domat ee Méi erschaffen, ee Méi fir d'Ëmsetzung an deene verschiddene Beräicher.

Och eng Bündelung kéint ech mer gutt virstelle vun de biologesche Statiounen an deenen zwee Naturparken. Wa se jo géife fusionéieren, wär déi Bündelung jo do ginn. Wichtig ass do en Austausch ënner deene Scientifiques, ënner deenen Experten, déi an deenen zwee Parke sinn. Do sinn zwee, dräi Käpp, an zesumme komme se op wesentlech besser Resultater, wéi wa jiddwereen eleng op sengem Feld muss schaffen, wou d'Problematik jo awer, dat wësse mer, léif Kollegeinnen a Kollegen allegeren, déiselwecht ass. Eng Stärkung géif doraus entstoen.

Eng Stärkung och fir d'Berodung vun der Landwirtschaft a vun de Gemengen an deene verschiddene Beräicher, sief et am Ëmgang mat de Pestiziden, mat der Düngung, wat scho verstärkt an deenen zwee Naturparke gemaach gëtt. Do komme mer net derlaanscht. Do si mer alleguerde gefuerdert!

An domat géif ech elo hei zum Schluss komme vu menger Interventioun zu dem Parc naturel, well et ass onméiglech, all Aspekt dovun opzezielen an hei ze ëmraissen. Fir déi gréng ass den Naturpark ee ganz wichtegt Element. E wichtegt Element vun enger nohalteger Entwécklung vun enger Region, fir déi Entwécklung och ze steieren an ze ënnerstëtzen. Et ass och en Instrument, fir de Produzent an de Konsument vill méi no beieneen ze bréngen, am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft.

Et ass och e wichtegt Element fir eng Region, hir Landschaft an d'Vitrine vu Lëtzebuerg ze setzen. An do géif ech och soen, dat soll konsequent agesat gi beim Nation Branding. Well do ass, soen ech emol, ee Patrimoine, deen ee ka weisen, deen ee soll weisen an deen eben och, zesummen an deenen zwee Naturparken, respektiv an deenen, déi nach solle kommen, soll duergestallt ginn.

Dat geet awer nëmme mat de Leit aus der Region. Déi mussen matmaachen. Et soll fir an et muss fir d'Leit aus der Region sinn. D'Virdeeler mussen och fir d'Leit aus der Region spierbar ginn. An dat géif mech elo hei zum Schluss vu menger Interventioun bréngen. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech géif dann hei awer en Dépôt maachen, am Numm vun den dräi Majoritéitsparteien an der ganzer Chamber a sech, fir d'Regierung opzeruffen, fir am Sënn vun de Parcs naturels verschidden Denkestëss hei unzuegoen. An herno géif ech dat nach eng Kéier virstellen. Wann ech gelift, Här President!

### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les missions assignées aux Parcs naturels par la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

- considérant que les Parcs naturels constituent un instrument de l'aménagement du territoire pour le développement durable et intégré des régions rurales;

- considérant que les espaces déclarés «Parc naturel» sont dotés d'un patrimoine naturel et culturel de grande valeur;

- considérant que le label «Parc naturel» confie une certaine «qualité» et «cohésion» à la région et que les Parcs naturels:

- offrent l'opportunité d'une coopération au niveau régional et entre les acteurs communaux et étatiques,

- créent un dynamisme dans la région et permettent de réaliser une multitude de projets aux bienfaits du développement de la région,

- sont connus dans le pays et sont appréciés au-delà des frontières comme destination touristique,

- sont des centres de compétences grâce auxquels les régions peuvent profiter des Fonds européens pour développer des projets innovants,

- ont permis la création des réseaux transfrontaliers importants;

- considérant les champs d'actions du Parc naturel de la Haute-Sûre et du Parc naturel de l'Our avec leur principe directeur respectivement de «Waasserregioun» et de «Natur a Landschaft am Eisléck»;

- considérant qu'un troisième Parc naturel dénommé Mëllerdall est en voie de création;

- considérant les efforts du Gouvernement en vue de coordonner davantage les activités des Parcs naturels et de profiter des synergies qui s'offrent dans de multiples domaines;

invite le Gouvernement

- à veiller à un ancrage des principes du développement durable et intégré dans les régions rurales déclarées comme Parcs naturels en:

- consolidant le rôle des Parcs naturels en matière d'aménagement du territoire et plus spécifiquement en ce qui concerne la sauvegarde du patrimoine naturel et culturel,

- portant une attention particulière aux aspects du développement économique et durable (p.ex. emplacement et aménagement de zones d'activités, promotion de l'économie circulaire, conception d'un tourisme durable, promotion de produits régionaux),

- mettant en place un conseil spécifique en matière de protection des eaux,

- confirmant l'importance d'une agriculture durable,

- promouvant la visibilité des Parcs naturels au niveau de la Grande Région,

- effectuant une évaluation des projets et actions par un monitoring régulier et systématique dans les Parcs naturels;

- à assurer une sécurité financière pour les activités des Parcs naturels, y compris leurs services tels que les stations biologiques ou le conseil agricole.

(s.) Gérard Anzia, Frank Arndt, Gilles Baum, Roy Reding, Marco Schank, David Wagner.

► **M. Henri Kox**, Président de séance.- Merci, Här Anzia. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Baum** (DP).- Här President, Kollegeinnen a Kollegen, zwee Naturparken hunn no zéng Joer Bestoen en éischte Bilan geseen. An en drëtten Naturpark steet kuerz virdrun, ze entstoen. An ech mengen, elo wär dee richtige Moment, fir hei emol an der Chamber iwwer de Rôle vun den Naturparken, iwwer hir Stärkten a Schwächen an och iwwer hir Zukunft ze diskutéieren.

Ech hunn d'Gefill, wéi wa ganz vill Leit dobaussen net géife wëssen, wat en Naturpark ass. En Naturpark ass kee Park mat engem Drot ronderëm, wou ee kann Déiere fiddere goen, wéi verschidde Leit et mengen. Et ass en Instrument, fir eng nohalteger Entwécklung vun de ländleche Regionnen aus eisem Land ze fërden. Dëst Konzept geet vill méi wäit wéi nimm Natur- an Ëmweltschutz, et geet och ëm d'Erhale vum Patrimoine culturel, ëm d'Fërderung vum Tourismus an ëm déi ekonomesch Entwécklung vun eise Regionnen.

Wann ee sech als Gemengen zesummendeet, fir e gemeinsame Projet wéi en Naturpark unzuegoen, dann ass et wichteg, dass jiddwereen en engem Strang zitt, fir déi Ziler ze errechen, déi ee sech zesumme gesat huet. Dat kann natierlech eng Beräicherung fir déi ganz Region bedeuten. En Naturpark ass also e solidaresche Bäitrag vun enger Gemeng fir hir ganz Region. An dofir muss ee sécherstellen, dass déi Suen, déi investéiert ginn, och sënnavoll genotzt ginn.

Ech hat e Méindeg de Moien d'Chance, fir op Housen ze fueren a mer e Bild ze maachen, mech ze informéieren iwwer den Naturpark Our. An ech muss soen, déi Leit, mat deenen ech geschwat hunn, déi liewen Naturpark. An dëst Gefill gëllt et op alleguer d'Awunner aus der Region ze iwwerdroen. Dofir ass et och wichteg, dass déi Projeten, wéi Naturparken, bei de Leit ukommen. Et ass wichteg, dass d'Leit sech mat hirem Naturpark identifizéieren. An an deem Beräich sinn awer nach Efforten ze maachen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Am Naturpark Our ginn zum Beispill alleguer d'Déisiounen am Comité unanime geholl. Dat weist, dass jiddweree sech mat den Ziler identifizéieren kann. Esou soll et och sinn. Mä och bei hinnen, genausou wéi bei anere Parken, leeft nach net grad alles optimal an et gëtt e puer Punkten, wou, menger Meinung no, d'Naturparke sech nach weiderentwéckele kënnen. Dofir: Den Débat d'orientation ass déi richteg Plaz, fir déi positiv Elementer ervirzesträichen, mä de But vun engem Débat d'orientation soll awer och sinn, fir Impulser ze ginn, fir d'Saachen nach besser an Zukunft kënnen ze maachen.

Här President, ob den Naturpark als en Instrument vun der Landesplanung an der regionaler Entwécklung vun de ländleche Géigenden an Zukunft méi eng grouss Roll soll spillen, dat ass eng Fro. De Programme directeur vun 2003

huet d'Naturparken als strategesch Instrument, fir den Développement rural op interkommunalem Niveau virunzedeieren, erwähnt. Am Landesplanungsgesetz sinn d'Naturparken och als Instrument vun der Regionalentwécklung festgeschriwwen.

Dofir froen ech mech awer, ob d'Naturparke bis elo e reelle Bäitrag zur Landesplanung geliwert hunn, dëst am raumplaneresche Beräich, awer och am ökonomeschen a soziale Beräich. Ech mengen nämlech, dass de Volet Landesplanung, ausser dass si bei engem PAG-Projet vun enger Naturparkgemeng en Avis mussen ofginn, net wierklech an d'Hand vun den Naturparke geholl ginn ass. Jiddefalls misst een den Naturparke kloer soen, wat hir Roll an der Landesplanung a Zukunft soll sinn.

En Naturpark ass sécherlech e gudd Modell fir eng effizient Kooperatioun um nationalen Niveau, sief et téschent de Gemenge selwer, zesumme mat de Ministèren, awer och mat de lokalen Interesseveräiner. D'Comité vun den Naturparke bestinn aus Vertrieeder vun de Gemengen, Vertrieeder vu verschiddene Ministèren. Zudeem ginn et konsultativ Kommissiounen, déi meeschtens aus Vertrieeder vun de lokalen Associatiounen bestinn, déi déiselwecht Interessen hu wéi och den Naturpark. Dës Kompositioun ass also déi ideal Ausgangspositioun, fir dass d'Intérëten an d'Idée vun all dese Partner zesummefléissen, soudass och séchergestallt gëtt, dass keen double Emploi gemaach gëtt.

Genausou wéi bei de Leader-Projete kënnen och Projeten nom Bottom-up-Prinzip entstoen. Dat heescht, dass déi Leit, déi all Dag um Terrain sinn, hir Iddie kënnen op den Dësch leeën. Vu dass de Comité och aus Vertrieeder vu verschiddene Ministère besteet, ass séier gewosst, ob déi virgestallte Projeten och landesplaneresch stëmmen.

Esou hunn zum Beispill, op Initiativ vum Naturpark Our, d'Membergemenge sech zesummegedoen, fir an hirer Region Subsiden ze definéieren, déi si hire Bierger ausdeelen, wa se zum Beispill eng Fotovoltaikanlag op hirem Daach installéieren. En anert positiv Beispill vun deene Gemengen ass de Mëtteg schonn ugeschwat ginn, an zwar de GIS, de geografesch Informatiounssystem, dee fir allegeren d'Membergemenge kauft ginn ass a wou all Membergemeng e gudd Batz Sue konnt spueren.

En Naturpark liwwert am Fong déi beschte Viraussetzung, fir zesumme kënnen eng kohärent regional Klimapolitik ze bedriewen. Besonnesch an de kleng ländleche Gemengen ass d'Personal oft net esou opgestallt wéi an deene grouss Gemengen. Dofir ass et fir eng Gemeng vu Virdeel, wa si an engem Naturpark ass a kann op d'Servicer vun Experten zrëckgräifen, wéi engem Energieberoder, engem Ëmweltberoder, engem Waasserschutzberoder, engem Landwirtschaftsberoder.

Zesummen an engem Naturpark kann een eng ganz Rei Projete realiséieren, déi een als Gemeng eleng net kéint ëmsetzen. Esou ass et zum Beispill och bei enger ganzer Rei vun europäesche Projeten. Et muss ee wëssen, dass d'EU fir d'Entwécklung vum ländleche Raum europäesch Gelder zur Verfügung stellt. Et handelt sech ëm Programmer, déi Der kennt: de Programm LEADER, LIFE, Interreg an esou weider.

Et stellt een awer fest, dass Lëtzebuerg eent vun deene Länner ass, wou déi meeschte Suen nees zrëck op Bréissel fléissen, well mer keng oder net genuch Projeten areechen. Well fir e Projet op d'Been ze stellen, brauch ee Kompetenz a Manpower, déi een zesummen an engem Naturpark ka schafen, mä déi eng eenzel Gemeng sech net leeschte kéint. Dofir ass et wichteg, dass och déi kleng Gemenge vun deenen europäeschen Hëllef profitéieren kënnen.

D'Dokumentatioun, déi mer zur Verfügung gestallt kritt hunn, féiert de Klimapakt als ee Beispill vun där gudder Kollaboratioun téschent de Gemengen un. An dësem Fall ass et sënnavoll, dass ee sech zesummendeet an zesummen op d'Servicer vun engem Klimaberoder kann zrëckgräife fir all déi Aufgaben, déi am Kader vum Klimapakt ufalen.

Wann een d'Resultater, déi déi verschidde Gemengen aus den Naturparken erreicht hunn, fir den European Energy Award ze kréien, kuckt, da mierkt een, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn, considérel waren. Et kann een also behaupten, dass dëst e positiven Effekt ass vun der interkommunaler Kollaboratioun, well een als Gemeng gesäit, wat seng Nopeschgemeng mécht an dat ee motivéiert, fir sech nach méi unzestengen.

Här President, wat kann een zu den Naturparken als Modell vu Kooperatioun op supranationalem Niveau soen?

An eiser Dokumentatioun sinn ech gewuer ginn, dass 1964 en däitsch-lëtzebuergesch Naturpark geschaf gouf. Et ass mer awer net ganz kloer, wat d'Roll vun dësem Park am Joer 2015 ass an ob seng ursprénglech Ziler nach zäitgeméis sinn. Et geet och rieds vu verschiddenen transeuropäesche Kooperatiounen wéi der Fédération EUROPARC, der Déclaration de coopération des fédérations des Parcs naturels francophones européens - elo huelen ech eng Kéier Loft -, enger Charta „Europa brauch Naturparken“.

Ech ka mer virstellen, dass déi Responsabel vun eisen Naturparke Visite maache bei hire Partner vun deenen aneren Naturparken a sech do u Best Practicen inspiréieren. Mä ech wéilt awer och gär wëssen, wat déi konkret Virdeeler a Synergië sinn, déi aus dese Kooperatiounen entstinn. A mengen Ae wier et hei sënnavoll, och eng Kéier de Bilan ze maachen an d'Evaluatioun iwwer déi bestehend supranational Kooperatioun emol an Ugrëff ze huelen.

Dëst gëllt och fir de Contrat de rivière Haute-Sûre. Hei si konkret Objektiv definéiert ginn. Hat dës Kooperatioun zum Beispill e positiven Impakt op d'Laise vum Dréinkwaasserproblem, deen entstan war, wéi d'lescht Joer am September Metazachlor an een Aarm vun der Uewersauer op der belscher Säit gefloss ass?

Wann een iwwer grenzschwärend Kooperatioun schwätzt, denkt een och un den Naturpark, deen am Dräilännereck ronderëm Schengen soll entstoen. Et steet am Dokument, dass eng Étude transfrontalière wäert gemaach ginn a Kollaboratioun mat eisen Nopeschlänner, wou d'Resultater 2016 wäerte bekannt ginn. Ech si gespaant, ob dësen Naturpark ähnlech Ziler wéi eis dräi national Naturparke wäert verfollegen oder ob en éischer als Promotionsinstrument fir den Tourismus am Dräilännereck soll déngen.

Bei engem Naturpark spillt d'Natur, wéi et schonn am Numm steet, eng wichteg Roll. Vill Naturparken, besonnesch am noen Ausland, hunn als exklusiv Zil, d'Natur an d'Landwirtschaft ze schützen. D'Objektiv vun eisen Naturparken integréieren natierlech och dës Ziler, mä si ginn awer wäit doruwwer eraus. An dat ass och gutt esou.

Den Natur- an Ëmweltschutz ass ee vun den Haaptobjektiven vun den Naturparken. Et muss een awer och wëssen, dass wann eng Gemeng engem Naturpark bäitritt, keng nei Oplagen, wat den Naturschutz ueget, op si zoukënt. Dat ass eng Angscht, déi d'Awunner heiansdo hunn, wann et ëm de Bäitritt an en Naturpark geet. All Gemeng muss déi national Legislatioun vum Natur- a Waasserschutz respektéieren, onofhängeg ob si an engem Naturpark ass oder net. A well et an de Gemengen, déi an engem Naturpark sinn, vill Terraine gëtt, op deenen Oplage sinn, ass et fir de Propriétaire, an dat si jo meeschtens Baueren, och wäertvoll, op d'Beroder aus dem Naturpark kënnen zrëckgräifen.

Een Zil vum Naturpark Oewersauer ass, d'Waasser vum Stau, wat ëmmerhi 70% vun der Bevëlkerung hei am Land beliwwert, propere ze halen. Fir dës Aufgab ze erfüllen, hu se e Waasserschutzberoder agestallt.

En Naturpark huet awer och e pädagogesch Zweck fir Grouss a Kleng. Et ass wichteg, d'Zesummeliwe vu Mënsch an Natur am Respekt vun der Ëmwelt ze vermëttelen. E gutt Beispill ass hei zum Beispill d'Solarboot aus dem Naturpark Oewersauer. Dëse Projet weist op eng ëmweltfrëndlech Aart a Weis déi schéin Naturlandschaft laanscht de Stau an ass zudeem eng flott Touristenattraktioun.

E gutt Beispill fir eng sënnavoll Kooperatioun am Kader vum nationalen Ëmweltschutz ass, dass déi dräi Naturparke mam Nohaltegekeetsministère eng Konventioun ënnerschrifwen hunn, fir eng biologesch Statioun bei hinnen ze integréieren an ze géréieren. Duerch dës Synergië kënnen national Obligatiounen regional sënnavoll organiséiert ginn.

Här President, en Naturpark spillt awer och eng wichteg Roll an der Gestiou vum Patrimoine culturel a vum Tourismus am ländleche Raum. Et ass evident, dass net all Gemeng deeselwechte Patrimoine besëtzt. Dofir ass et fir mech wichteg, dass innerhalb vun engem Naturpark keng Gemeng privilegiert gëtt a jiddweree sech als vollwäertge Partner fillt.

Wat den Tourismus ueget, ass et d'selwecht. Et gëtt Gemengen, déi méi Touristen unzéie wéi anerer. Dofir ass et nëmme logesch, dass déi Gemengen, wou Potenzial do ass, fir d'Géigend nach méi attraktiv fir Touristen ze maachen, och méi Investitiounen kréie wéi anerer.





D'Naturparken hunn als Missioun, den Tourismus ze promovéieren. Ech hunn awer d'Gefill, dass d'Kooperatioun mat anere Partner an deem Beräich nach net ganz optimal ass. Ech fannen, dass d'Kooperatioun vun den Naturparke mam Office régional de tourisme des Ardennes luxembourgeoises verbesserungsfähig ass. An ech ka mer virstellen, dass dës Relatioun sech mat den neie Missiounen bei der ugekënnegter Restrukturatioun vun den Tourismusbüroer wesentlech verbessere wäert an d'Roll vun deene verschiddenen Akteuren an Zukunft kloer definéiert wäert ginn.

Et Sujet, dee mer besonnesch um Häerz läit, dat sinn awer d'Synergien tëschent den Naturparken an der Landwirtschaft. D'Naturparken hunn d'Méiglechkeet, d'Bauern ze beroden, besonnesch wa si an enger Zon leien, an där Naturschutzoplage gëllen, wéi zum Beispill an engem Natura 2000-Gebitt, Terrainen, déi enger BIODIV-Vertrag stinn oder wou d'Oplage vun de Waasserschutzgebiddern zielen.

Wat d'Berodung säitens den Naturparken ugeet, sinn ech der Meenung, dass d'Koordinatioun mat anere Beroder, sief et déi vun der ASTA oder vun der Landwirtschaftskummer, besser koordinéiert misst sinn. Et wier am Intérêt vun alle Concernéierten, wann a Saache Berodung méi Hand an Hand géif geschafft ginn, amplaz sech Konkurrenz ze maachen.

Här President, d'Leit solle sech jo mat hirem Naturpark identifizéieren. A well d'Leit sech ganz staark mat de Produiten identifizéieren, déi an hirem Regioun gemaach ginn, géif ech och hei den Hiwiel e bësse méi usetzen. Wann en Tourist eng Regioun besuche kënn, da wëllt e meeschtens och eng regional Spezialitéit schmaachen a mat heem huelen.

Den Naturpark Öwersauer, an et ass de Mëtten e puermol ugeklongen, huet dat op eng exemplaresch Aart a Weis gemaach. Hir Naturparkprodukte si jiddwerengem hei am Sall e Begrëff an d'Produite mam Numm „vum Séi“ si mëttlerweile landeswäit bekannt. Leider hénkt den Naturpark Our op deem dote Gebitt e bëssen hannendrun. Op hirem Internetsäit steet kee Wuert iwwert déi vill regional Produiten aus hirem Naturpark. An ech sinn iwwerzeegt, dass een do nach esou munches ka besser maachen.

Dofir sinn ech awer ëmsou méi frou, dass am Mëllerdaller Naturpark déi Mëllerdaller Produzenten, déi sech scho virdrun zesummege Schloss haten, fir méi eng grouss Visibilitéit ze kréien, vun Ufank un an de Projet vum Naturpark mat agebonne waren. An deem Kader misst een awer och iwwer en Naturpark-iwwergräifende Label nodenken. Hei misst d'Initiativ awer vun uewe kommen an et misst sécherge stellt ginn, dass kloer Regeln, wat d'Qualitéit, d'Tracabilitéit an d'Regionalitéit vun de Produiten ugeet, fir jiddweree gëllen.

De Budget fir de Fonctionnement vun engem Naturpark ass an der Moyenne tëschent 1,5 an 1,6 Milliounen d'Joer. Dëst sinn ongeféier zu 45% Sue vun de Gemengen, 50% vun Stat a 5% europäesch Gelder. Dat heescht also, dass d'Naturparken integral mat Steiergelder finanziéiert sinn. An dowéinst muss evaluéiert ginn, wéi déi Suen agesat ginn.

D'Käschten, déi en Naturpark fir eng Gemeng mat sech bréngen, sinn net onbedeutend, besonnesch fir déi kleng Gemengen. Eng Gemengpolitik soll jo ëmmer vorausschauend sinn. En Engagement an en Naturpark ass fir zéng Joer. De Budget muss also fir zéng Joer ageplangt ginn. Dat ass méi laang wéi d'Legislativperiod vun engem Schafferot. Do besteet also de Risiko, dass d'Käschte vu Joer zu Joer wuessen an een als eenzel Gemeng näischt kann dergéint maachen.

Dofir ass et fir déi eenzel Gemenge wichteg, dass si mierken, dass si eppes vun hirem Participatioun am Naturpark hunn, well si hire Bierger dobause mussen d'Resultat presentéieren an d'Bierger iwwerzeegen, dass d'Participatioun am Naturpark eng gutt Saach ass. Et wier awer falsch, als Gemeng am Kader vun engem Naturpark nëmmen op de Return an invest ze kucken, well d'Naturparken de Leit vill méi bidde wéi nëmmen dat. Ech denken do un d'Stärke vun der Identifikatioun mat der Regioun, d'Believe vun den Bierger mat kulturellen an touristesche Manifestatiounen a villes méi.

Dass eng Gemeng och kann d'Gefill kréien, dass hir Participatioun an engem Naturpark hinnen näischt bréngt, dat beweist d'Gemeng Ell, déi no zéng Joer decidéiert huet, den Naturpark Öwersauer ze verlossen. Si wäerten d'Rechnung gemaach hunn a gekuckt hunn, wat se all Joers abezuelen a wivill Projekte bei hinnen ëmgesat goufen.

Den neien Naturpark Mëllerdall wäert iwwerengens ouni d'Fusiounsgemeng Arenz dall entstoen, well anescht wéi d'Gemeng Ell hu si d'Rechnung scho virdrum gemaach. Och d'Gemeng Wäisswampech gesäit net den Intérêt, fir dem Naturpark Our bäizetrieden. Ech mengen, bei deenen dräi Beispiller do misst een awer och Ursachefuersung bedreien an analyséieren, firwat dass déi dräi Gemenge sech der Iddi vum Naturpark verschléissen.

Et gëtt jo ëmmer vill iwwert de Finanzement geschwat. A mir ass an de Bilanen opgefall, dass d'Käschte vum Personal de Gros vun de Fraise vun engem Naturpark ausmaachen. En Naturpark däerf natierlech kee Selbstzweck sinn. An d'Suen, déi do erafléissen, sollen och erëm an d'Regioun fléissen. Et kéint een d'Gefill kréien, an dat wier falsch, dass de Montant, deen an d'Personalkäschte fléisst, iwwerproportional wier zum Rapport vun de Suen, déi an d'Projete fléissen. Mä et däerf een net vergiesse, dass déi Leit, déi am Naturpark schaffen, hir Fachkompetenz de Gemengen zur Verfügung stellen an déi meescht Gemenge sech esou Beroder eleng net kéinte leeschten.

Här President, d'CSV hat an der zoustänneger Kommissioun och eis Meenung zu enger eventueller Adaptatioun vum Naturparkgesetz gefrot. Dëse Sujet gouf am Aarbechtsdokument net méi opgegräff. Ech géif lech awer gären d'Meenung vun der DP nach eng Kéier weiderginn.

Wann eng Gemeng engem Naturpark bäitriede wëllt, esou muss si déiselwecht Prozedur duerchlafte wéi bei der Kreatioun vun engem neien Naturpark. Dat heescht, mat Étude préparatoire, mat Étude détaillée an deem ganze Prozedere. Dëse Prozess ass a mengem Ae vill ze schwéierfällig a vill ze laang. Wann ech kucken, dass d'Prozedur vun der Kreatioun vum Naturpark Mëllerdall säit sechs Joer amgaangen ass an déi vum Naturpark Our iwwer zéng Joer gedauert huet, da sinn ech awer der Meenung, dass een déi ganz Prozeduren do eng Kéier seriö muss op de Leescht huelen.

En plus kann et sinn, dass en cours de route Gemengewahle kommen an déi Responsabel op eng Kéier decidéieren, net méi an engem Naturpark matzemaachen, sech aus dem Naturpark zrëckzeziehen, wéi dat de Fall war bei der Gemeng Rammerech.

Här President, et ass net ganz einfach, no zéng Joer e Bilan ze zéien, well ech an de Bilanen, déi vun deenen zwee Naturparken op den Dësch geluecht gi sinn, konkret Zuele vermessen. Zuelen, déi beleëen, ob déi ugestriefte Ziler och erreecht gi sinn. An dat ass och den Haaptkritikpunkt, deen ech wëll betounen.

D'Iddi an d'Ziler vun den Naturparke sinn eng gutt Saach. Et goufe ganz vill flott Projekte realiséiert, wat ganz positiv ass fir d'Entwécklung vum ländleche Raum, mä dat geet awer iergendwéi net duer. Wann ee wierklech wëllt wëssen, ob d'Objektiver erreecht gi sinn, da muss een d'Zuelen op den Dësch leeën. An dat kritt een, andeem ee Statistik féiert.

Wéi ass d'Entwécklung vun den Iwweruechtungen an der Hotellerie? Ass déi Entwécklung a Relatioun mat den Aktivitéiten vum Naturpark oder hunn aner Verännerungen des Zuele beaflosst? Wéi vill Leit kennen den Naturpark? Wéi ass et mat der Entwécklung vun der Fauna an der Flora an den Naturparken? Ass déi Entwécklung a Relatioun mat der Unzuel vu Projete vun den Naturparken ze gesinn? Wéi stinn d'Personalkäschte par rapport mat eventuellen Aspuerungen, déi duerch Synergieeffekter an de Gemenge realiséiert goufen? Wéi vill investéiert Sue kommen herno an dem Commerce, an der Hotellerie oder an der Restauratioun un?

Dëst ass just en Échantillon vu Froen, déi ech awer pertinent fannen. Dat sinn alles Froen, déi net systematesch gestallt gi sinn. Et sinn awer Froen, déi ee soll systematesch stellen, wann ee wëllt de reellen Impakt vun den Naturparke par rapport zu den Objektiver definéieren.

Hätt ee méi prezis Zuelen, da kéint een och evaluéieren, ob déi investéiert Steiergelder och hir Ziler erreecht hunn an domadder gutt investéiert sinn. Et misst een also an Zukunft eng synthetesch Analys vun de Resultater vun der Aarbecht vun den Naturparken ustriewen unhand vun Indicateuren, déi vun den Zilsetzungen ofgeleet sinn an och quantifizierbar Elementer enthalte missten.

Dat misst d'Bilanen, wéi se elo gemaach gi sinn, ergänzen. Ech géif et awer och ganz sénnvoll fannen, wann d'Naturparken e regelméisseg Monitoring géife maachen, anstatt just e Bilan no zéng Joer ofzeliwweren. Da kéinte si och méi séier op eventuell Deviativounen vun den Ziler reagieren.

Här President, ech hunn elo e puer Pisten opgezeechent, déi et de Parke sécherlech erlabe wäerten, an Zukunft nach besser ze funktionéieren.

Well dann ass den Naturpark sénnvoll an e ka seng Ziler errechen: d'Erhale vun der propperer Loft, dem Waasser an dem Buedem, d'Konserveratioun an d'Erhale vum Patrimoine culturel, d'Promotioun vun enger nohalteger Entwécklung, d'Promotioun vum Tourismus a Fräizäitaktivitéiten, eng nohalteger ökonomesch a soziokulturel Entwécklung. Dobäi spillt d'Identifikatioun vun der Bevëlkerung mat hirem Regioun eng ganz wesentlech Roll, déi et auszebaue géllt.

Beim Naturpark Mëllerdall sti mer eréischt am Ufank. Mir hunn d'Chance, elo aus der Erfahrung vun deenen zwee anere Parken ze léieren. An ech si sécher, dass et eng Beräicherung fir d'Regioun Mëllerdall wäert sinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum. Den nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net ëmmer einfach, iwwer en Thema ze schwätzen, wou esou vill Konsens herrscht, nodeem esou vill extrem kompetent Leit esou vill extrem richtig Saache gesot hunn.

► **Une voix.** - Awer!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Neen, et gëtt keen Awer. Ech wëll einfach op e puer Punkten agoen, déi mir opgefall si beim Duerchliese vun deem Rapport. Ech mengen, mir alleguerten hunn dervu profitéiert, datt mer dee Rapport vun deenen zwee bestehenden Naturparke kruten. An et ass ganz interessant, dat ze liesen.

Am Programme directeur vum Aménagement vum Territoire vun 2003 steet sénnegeméis: Déi Naturparke sinn en Experiment. Dat si se. Si sinn ee gutt a si sinn ee wichteg Experiment. An aus Experimentier léiere mer fir eist Land a besonnesch och fir eis Groussregioun. En Experiment ass ëmmer „try and error“. Kommt, mir probéieren eppes, a kommt, mir kucken, wat draus gëtt! A Gott sei Dank hu mer haut déi Experienz vun deenen zwee Parken. A wa mer déi Rapporte liesen a richtig liesen, och tëschent den Zeile liesen, gi mer ganz vill gewuer.

Ech ginn dem Kolleeg Gilles Baum ganz recht, datt et un Zuele feelt. Mä ganz oft sinn eben och Saachen net quantifizierbar. Wat ass op wat zrëckzeféieren? Unisono liese mer an deenen zwee Rapporten, datt am Ufank d'Zilsetzung ze wäit gefaasst war, ze philosophesch, net prezis genuch. Déi eng schwätzen dervun, datt d'Definitioun muss méi op d'Kernkompetenze gesat ginn, déi aner schwätze vun enger dynamischer Zilführung, vun enger Konzentration „auf prioritäre Maßnahmen“. A wa mer kucken, gesi mer jo och, an et ass hei oft genuch gesot ginn, datt déi Parken, déi dann eppes ganz Spezifisches hunn, „vum Séi“ zum Beispill, dee Branding, datt dat dann eppes immens Positives ass.

Wichtig ass, datt manner Ziler méi effizient verfollegt ginn an deene bestehenden an den zukünftigen Naturparken. Dat ass och wichteg weinst der Adhäsion vun der Bevëlkerung. An och dat ass ugeklongen. Et kann een net einfach soen, „mir maachen elo een Naturpark, et ass eng wonnerschéi Saach, sidd all dermat d'accord“, an duerno kommen da vläicht awer Restriktiounen - an do muss ech dem Kolleeg Gilles Baum dann déi Kéier widersprechen -, vun deene virdrun net rieds war. Et muss mat kloer Kaarte gespillt ginn. Wann ee schwätzt vun „mir erhale Waasser“, „mir erhale Buedem“, ma selbstverständlech bedéngt dat dann och Restriktiounen! An och dat muss klipp a kloer ugeschat ginn.

Do, wou Restriktiounen kommen, erënneren ech un eis Grondpositioun, d'Grondpositioun vun der ADR: ëmmer dann, wann et zu Akommesverloscht kënn fir de Pächter oder zu Wäertverloscht fir de Propriétaire, muss dat vum Stat, vun eis alleguerten, vum Steierzueler fair entschidedegt ginn.

Zwou kleng Remarquen. Et ass ganz vill geschwat ginn iwwert de Klimapakt, den Energy Award. Bravo! Ech muss awer allerdenks soen, an der Praxis ass et esou, datt grad am Éislek vill Energieproduzenten, industriell Energieproduzente mat Problemer ze kämpfen hunn. Sief et Biogasanlagen, déi net ëmmer ganz fair behandelt gi vum Landwirtschaftsministère, sief et d'Kënnegung vu Verträge vu grousser Wandanlagen oder Fotovoltaikanlagen duerch Enovos, Creos a wéi se dann alleguerten heeschen. Do gëtt et einfach eng Rupture tëschent dem Diskurs, tëschent deem, wat mer wëllen, an tëschent deem, wat op dem Terrain praktesch geschitt.

Ganz positiv gesinn ech den Ubau vum Miscanthus, eppes, woumat ech selwer op e puer Hektar experimentéiert hunn a wat ganz be-

stëmmt fir d'Biomassproduktioun eng fantastesch Saach ass.

Schlussendlech erlaabt mer nach ee Wuert zum Tourismus. Ech maache mer grouss Suergen iwwert déi Branche an eise Land am Norden, am Osten, wann ech kucken, wéi vill Betriber do am Moment zoumaachen, wëlle verkafen, net méi wëlle virufueren. Ech vermessen Iwwerleungen an deenen Dokumenter, déi eis zur Verfügung gestallt goufen, zur Désinclinéierung, zum Zougang, zur Zoufahrt, sief et och Busitinéieren, an eis Naturparken. Do gëtt et Gedanken, déi an deem Dokument net optauchen. An et ass ganz bestëmmt ee vun deenen allerwesentlechsten Aspekter vun der „Operatioun Naturparken“.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. Laut mengem Fuerplang ass kee weidere Riedner ageschriwwen. Dann huet direkt d'Ëmweltministesch, d'Madame Carole Dieschbourg, d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, fir d'Éischt emol e ganz grousser Merci fir déi konstruktiv, déi heiansdo kritesch Bäitrag, well et ass duerch Kritik an duerch Reiwung, dass mer alleguerte wuessen, dass mer Iddie weiderbréngen a mer e gutt Stéck weiderkommen.

Et huet e puer Méint gedauert, well mir hate vill Aarbecht an et goung eis drëm, déi Dynamik, déi mer grad hate vun den zwou Erweiderungen, an awer och déi Dynamik, déi mer hatten, fir den Naturpark Mëllerdall schnell weiderzebréngen, ze notzen an eis mat dem konkrete Realiséiere vun deene Projeten auserneezen.

An da muss ech awer och soen, dass mer eis elo wollten déi Zäit huelen, lech déi Dokumentatioun zur Verfügung ze stellen. An an deem Kontext soen ech natierlech dem Liette Mathieu an awer och all eise Mataarbechter vun den Naturparken an de biologesche Statiounen Merci, Merci fir eng Kompilatioun, eng komplett onpolitesch Kompilatioun vu flotte Projeten an Initiativen, déi geholl gi sinn an den Naturparken, déi net zum Zil hat, ganzheetlech ze sinn a Léisungssatz ze ginn, well dat hu mer haut gemaach. Et war d'Zil, dass mer eng Diskussionsgrondlag haten op der Basis vun eisen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, d'Zil, eng Grondlag ze hu fir e flotten a konstruktiven Débat, dee mer haut, an där Hirschicht, och haten.

Et ass net déi éischt Ufro. Déi éischt Ufro war 2012 vum Camille Gira a vum François Bausch gemaach ginn an ass ni realiséiert ginn, an dofir sinn ech ëmsou méi frou, dass ech haut däerf hei stoen als fervente Verfechter vun enger Naturparkphilosophie, déi ech am Ufank duerft - vu Biergersäit - materliwien.

Den Naturpark, an dat gouf haut ganz oft gesot, ass en Instrument vun der Landesplanung. En ass en Instrument, fir eng nohalteger, eng integreiert Entwécklung vun enger Regioun virunzebréngen, déi op deenen dräi Piliere vun der Nohaltegkeet baséiert: der Economie, der Ekologie an dem soziale Beräich. Dat heescht, dat sinn déi dräi Voleten, an deene mer eis bewegen. A mir wëssen, an dat gouf hei méifach gesot, dass mer e groussen Drock un ländleche Raum hunn an dass mer nëmmen duerch eng gutt Planung et fäerdgebréngen, d'Liewensqualität am ländleche Raum ze erhalen an d'Attraktivitéit vun ländleche Raum ze erhalen.

No zéng respektiv 15 Joer Erfahrung sammelen an Zesummewuessen, well den Naturpark ass eppes Lieweges, ass e Prozess, wéi et haut méifach gesot gouf, kënnen mer eng gutt Analys maache vun de Stärkten an de Schwächen. An Dir hutt d'Bilane virleien.

Vläicht éischt emol e puer Stärkten.

Ech mengen, eng definitiv Stärkt ass wierklech déi horizontal Approche an der Austauschplattform. Den Naturpark ass eng Austauschplattform, wou mer ganz vill verschidden Akteuren un engem Dësch hunn. Mir hu vill Gemengen, déi hir Regioun gesinn, wou mam Kierchtuerdenken opgehale gëtt a wou zesummen no Léisunge gesicht gëtt. Mir hunn den direkte Lien an d'Ministèren duerch déi Verrieder aus de Ministèren. Mir hu biologesch Statiounen. Mir hu Verwaltungen.

Dat heescht, mir setzen alleguerten un engem Dësch an diskutéieren, wéi mer Economie, Ekologie an dat sozialt Zesummeliwien am ländleche Raum uginne a wéi mer déi Défien, déi sech eis stellen, speziell fir déi ländlech Raim, kënnen zesumme léisen a wéi mer och kënnen dat Geld dohinner bréngen, fir dat ze maachen.



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

En Naturpark schafft also eng Dynamik a vill flott eenzel Projeten, déi Der allegueren konnt aus der Etüd eraushuelen. Et sinn, an dat wëll ech hei betounen, ëmmer qualitativ héichwärtig Projete gewiescht, wou mer e flotten Output och deelweis haten. Sief et elo de GIS, sief et awer och aner Saache wéi e Klimapakt, dee mer zesumme gemaach hunn, wou een haut ka soen: Dat dote war eng positiv Konkurrenz, déi am Laf vun der Zäit tëschent de Gemengen entstanen ass, mat där mer u sech dee ganzen Norde schonn e Stéck weiderbruecht hunn, fir méi klimafreundlech ze sinn. An dat ass schonn och e Succès.

D'Naturparke sinn, an dat hate mer gesot, national an och international en Aushängescheld, e Werbeinstrument, awer och eppes, wou mer no banne sensibiliséiere kënnen, wou mer eng Plattform hunn, fir eis Bierger ze informéieren. An och dat kënnen mer ausbauen, awer och do ass vill geschitt. Et gëtt u sech flott Initiativen, wéi déi Naturparkschoul, déi erwähnt ginn ass vum Här Schank, wéi awer och eng École du goût, wou mer d'Kanner kënnen an d'Hand huelen an hinne weisen, wéi wichteg et ass, dass mer wëssen, wat vu wéi enger Zäit, wéini bei eis wiisst a wéi et schmaacht.

D'Naturparke sinn dofir e wichteg Instrument vu Sensibiliséierung an iwwerhuelen och d'Roll, fir am Tourismus matzespillen. An do wëll ech op eng vun den éischte Froen agoen, déi vum Här Eicher gestallt ginn ass. Se ass och vum Här Schank a se ass och duerno vun, mengen ech, bal alle Riedner hei gestallt ginn: Jo, mir mussen d'Zesummenaarbecht mam Tourismus verstärken an d'Rollbild vun den eenzelnen Akteure schäerfen.

Dat si mer amgaangen ze maachen. Et huet Sënn, dass en ORT d'Vermaartung no bausse mécht. An et huet awer och Sënn, dass en Naturpark un engem Dësch sëtzt, fir Konzepter mat auszeschaffen, speziell fir den doucen Tourismus ze promovéieren. Speziell wann et ëm Initiative geet wéi en „e-bike“ oder Fahrradverleih oder esou, dann huet dat Sënn, dass een do d'Akteuren zesummen um Dësch huet. An ech mengen, dass déi Plattform sollt genotzt ginn. An et ass e wichtegen Akteur. Mä, wéi gesot, et ass wichteg, keen double Emploi ze maachen an d'Rollverständnis vun deenen zwee ze stärke. An dann huet een och eng Win-win-Situatioun vun engem professionelle Vermaarter an engem, deen hëllef, och intern, déi Konzepter nohaltege ze gestalten.

Den Naturpark bréngt Know-how an d'Regioun, Know-how, dee soss net do wär. Kleng Gemengen hu mat ganz aneren Erausforderungen ze kämpfen, well se net esou eng grouss Personaldecken hunn. An do hu mer op villen Ebene gesinn, dass deen Know-how kennt. Et geet een zesummen zum Beispill europäesch Gelder sichen, wéi an de LIFE-Projeten, wéi an den Interreg-Projeten, wou een dee Moment och konkret en Output huet.

An dann net zulescht wëll ech awer och nach de wichtige Rôle vun de biologesche Statiounen ernimmen, déi u sech, an där Hisiicht, d'Réckgrat si vun deem Naturschutz um Terrain, wou mer konkret mat de Bauere Biodiversitéitsverträge aushandelen, wou awer och fir d'Gemengen eng Berodung zur Verfügung steet, wéi mer pestizidfräi schaffen, wéi mer d'Beem schneiden, wou Beiecourses organiséiert ginn.

Dat heescht, mir hunn eng Multitude vu Saachen, déi fir d'Gemenge gemaach ginn, déi jo kofinanzéiert ginn, a gläichzäitig hu mer en Akteur um Terrain, deen eis och Donnéeë sammelt. An dofir hu mer och eng ganz Rei Donnéeën an den Naturparken, déi mer soss net

hätten. Dat maache se dee Moment fir den Environnement. Déi Donnéeë si wichteg an dat, deen Deel vun der Tâche, bezilt och dee Moment den Environnement zu 100%.

Eng nohaltege Entwécklung an der Regioun, do ware mer eis haut allegueren eens, ass wichteg. Et ass wichteg, d'Bierger derbäi ze hunn. Et ass och wichteg, de Bottom-up-Prozess, dee mer hunn, weider ze behalen, well ech selwer war am Naturpark Mëllerdall derbäi an ech kann lech soen: Et war eng flott Erfahrung. Ech war deemools als Produzentin derbäi an hu mech, vun Ufank un, eescht geholl gefillt. An dat, mengen ech, ass et, wat mer mussen hikiréien. Mir mussen d'Bierger eescht huelen an hire Wënsch an hiren Ängschten. An do kann en Naturpark als regionaal Instrument e ganz gutt Mëttel sinn.

Jo, elo komme mer zu den Défien, den Défien, déi mer allegueren haut hei héieren hunn.

Mir mussen de Profil schäerfen. Domat si mer amgaangen. An dat ass och an de rezenten Etüde ganz kloer ervirkomm. Mir mussen d'Instrument, den Naturpark als Instrument vun der Landesplanung och als Instrument vun der Landesplanung notzen. A jo, en ass e Bindeglied an där ganzer Diskussioun vun der Landesplanung.

A mir mussen et virun allem fäerdegbréngen, dass mer d'Wunnen, d'Schaffen, d'Fräizäit méi no beieneebringegen, dass mer eis méi Gedanke maachen, an do, Här Reding, ginn ech lech recht: Wéi komme mer vun enger Plaz op déi aner? Net nëmme am Tourismus, mä wéi kréie mer den effentlechen Transport och am ländleche Raum méi zum Moyen de transport, dee mer all Dag benotzen, organiséiert?

Alles dat si Saachen, nieft deem Aspect vun dem Landschaftsschutz an der typescher Architektur, déi mer mussen erhalen, wou mer politesche Courage brauchen, a wou ech gehofft hätt, dass Der mer haut nach e puer Signaler sende géift, well ech lech muss soen, et si schwierig Froen, wann ee sech freet: Wéi kënnen mer ouni méi Bevormundung vun eiser Säit - an dat wëlle mer net, well et ass e participativen Element -, wéi kréie mer dat hin, dat méi erofzebriechen, dass méi Gemengen och de Courage hunn, déi gemeinsam Planung, sief et um Niveau PAGen, sief et op der regionaler Säit, ze maachen?

E wichtige Schrëtt hu mer an där leschter Zäit gemaach, wéi mer an der Regioun Mëllerdall zum Beispill mat alle Gemengen op de Wee gaange sinn, gemeinsam ze kucken: Wou sinn dann déi richteg Standuerte fir eis Aktivitéitszonen?

Mir sinn amgaange beim Ministère de l'Économie, awer och mat eiser Landesplanung eng Etüd ze maachen, wou mer mat alle Gemengen um Dësch souzen, fir dass all Gemengen zesummen herno an engem Syndikat an hirer Regioun déi richteg Standuerte fannen, fir eben hir Zone-d'activités ze implanteren, déi dann och nohaltege solle geplangt ginn. Ech mengen, dat ass e konkreten Usaz, un deem mer elo am Moment um Schaffe sinn, deen immens wichteg ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madame Minister!

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Erlaabt Der, dass den Här Oberweis lech e Signal setzt?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Yes.

### (Hilarité)

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Madame. Här President, Madame Ministesch, Dir hutt geschwat virdrun eng Kéier vun der Iwwerleeung, dass Der d'Matbierger mussen eranzeien. Dat ass en Thema, dat jo de Mëtte permanent ronderëmgeegeschert ass. Elo ass et jo awer esou, dass mer e Park hunn am Weste vum Land uewen - Oewersauer - a mer hunn de Mëtten héieren, dee vun dem Ourdall. An uewen ass eng Lück, déi Der genannt hutt, et ass e puermol gesot ginn, déi eng Gemeng douewen am Éislek, déi et net fäerdegbréngt, déi Lück ze schléissen.

Wéi wier et dann, wann awer d'Politik géif probéieren, mat de Partenaire um Terrain ze kucken, dass, wann awer vläicht Bierger do wëllte matmaachen, wéi dann d'Politik iwwerzeegt kéint ginn, dass et Sënn géif maachen, déi Bréck ze schloen uewen am Éislek?

Merci.

### (Interruption)

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Ech hunn dat doten héieren. Ech denken, dass et de politesche Wëlle vun de Gemengen eben och sollt sinn, dass se wëllen adhéréieren. Mir hunn elo just zwou Prozeduren hanner eis, wou mer Gemengen hunn, déi wollt mat eragoen. An et ass wichteg herno, dass mer am Norden en vue vun enger spéiderer Fusioun, iwwert déi ech haut elo och keng Detailler vun de Responsabele krut, e Stéck weiderkommen.

Mir mussen also Choixen treffen, Méiglechkeeten iwwerleeën, wéi mer eben nohaltege an zesumme kënnen eis ländleche Raim plangen.

Zum Gesetz, zum Gesetz.

### (Hilarité)

Do war vum Emile Eicher an dem Marco Schank den Opruff, dass mer mussen d'Gesetz moderniséieren, an och vum Gilles Baum. Sécherlech verschléisse mer eis kenger Diskussioun a sécherlech ginn et Saachen, déi ee ka verbessern. Do hu mer recht. Mir haten elo e politesche Choix vun enger Prioritéit gesot. D'Prioritéit war et elo fir eis, dese Prozess vun der Kreatioun a vun der Erweiderung vun den Naturparke weiderzeféieren.

Wa mer déi lescht Evolutioun kucken, beim Naturpark Mëllerdall, do hate mer déi lescht Phas an zweeanenhalft Joer doduerch. Wa mer kucken, d'Gemeng Wëntger, déi ass an zwee Joer, net grad zwee Joer, derbäikomm. Dat heescht, wann de politesche Wëllen do ass, kréie mer mat deem Instrument, wat mer haut hunn, eigentlech schnell hin, dass eng Gemeng kann derbäikommen.

An déi Zäit, dat kann ech lech aus eegener Erfahrung soen, déi mer am Mëllerdall gebraucht hate fir d'Kreatioun, war wichteg, fir mat eis dee Moment als Bierger, als lokal Produzenten, als Betriber an als Akteuren - do hu mer jo och Veräiner - ze schwätzen, fir ze kucken: A wéi eng Richtung geet et? Wat sinn eis Prioritéiten? Wéi gesäit herno eise Profil aus?

An dat gouf an engem participative Prozess, wou ech och ganz gäre mengem Virgänger Merci soen, dass dee Prozess esou initiéiert ginn ass, hu mer dat dann och fäerdeg gemaach, soudass vun Ufank un déi grouss Akteuren aus der Regioun regruppéiert derbäi waren. An ech mengen, dass dat an deem Sënn duerch Sënn mécht, eng Prozedur ze hunn, déi net ze kuerz ass, fir dass déi Identitéitsbildung, déi och den Optrag vun Naturpark ass, och ka geschéien.

De Musel-Beräich, do si mer amgaangen, an dat stoung och an eise Report, nach eng Etüd ze maachen, an zwar muss mer engersäits d'Form an anerersäits d'Ausdehnung klären. Dann ass et eben esou, et mécht nëmme Sënn, wa mer eng Masse critique hunn, wann et grenziwwerschreidend ass. A bei der Form kéint et ebe sinn, dass et besser wier, dat an engem GECT ze maachen, dat ass e Groupement européen de coopération territoriale. Mir sinn amgaangen ze kucken, wéi dat kéint passéieren.

An de Biodiversum, nëmme fir dat ze soen, dee plange mer d'Joer nach opzemaachen, an am Moment soll et haaptsächlech do weidergoen, dass mer emol un d'Rulle kommen. An da kann een nach eng Kéier spéider driwwer schwätzen, well an där Zäit wäerte mer net do eng Struktur um Stoen hunn, déi scho regional funktionéiert.

Mehrfach gouf och déi nohaltege Entwécklung an de Limitte vun eisen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass nach e Fanger an d'Luucht gaange vum Här Gloden, wann Der erlaabt, Madame Minister.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Madame Ministesch, Dir hutt elo vun en-

ger Etüd geschwat par rapport zum Osten, wann ech dat richteg verstanen hunn.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo.

### (Brouhaha général)

D'Musel.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - D'Musel. Ass déi scho public?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - 2016.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Okay, Merci!

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Also, u sech gëtt am Kader vum Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal“ elo analyséiert, wéi mer kéinten do virgoen. Also, et ass keng regelrecht... et ass am Kader vum Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal“, wou mer eben zesumme schreiwen, wéi ee kéint esou virgoen.

Nohaltege Entwécklung a Ressourcenschutz. Bon! Wa mer eis d'lescht Joer an den Hierscht zréckversetzen a kucken, wat am Waasserschutz geschitt ass, da muss ee soen, dass am Naturpark Oewersauer nach Loft no uewen ass. Am Waasserschutz mierke mer, dass dat, wat mer bis ewell gemaach hunn, obwuel mer gutt Strukturen opgebaut hunn, obwuel et Berodung gëtt, nach net dat Resultat huet, wat mer missten hunn.

Wat hu mer elo anescht gemaach? Well et kann een elo engersäits lamentéieren, mä anerersäits: Wat ass zwëschenzäitlech geschitt? Ma, bis dohinner souzen nach net all Akteuren um Dësch an et war nach net de Finissage gemaach, wie wat mécht. Ech kann lech soen, dass mëttlerwäit d'Kommunikatioun tëschent allen Akteuren ëm e Wesentlecht verbessert ginn ass. Och do ass am Moment amgaangen eng Etüd fir d'Schutzzonen ze lafen a fir konkret Mesuren, an do si mer amgaangen ze verbessern, well dat, wann ech et elo réckwierkend géif betruuechten, ass nach keng bonne Note wäert gewiescht.

Do muss mer eis verbessern, genesou wéi eben och, wat d'Biodiversitéit ugeet, well mir sinn dat zerschniddenst Land, mir sinn zersidelt a mir mierken, dass mer ëmmer nach e Verloscht u Strukturelementer hunn. An dofir muss d'Aarbecht vun de biologesche Statiounen, awer och vun der landwirtschaftlecher Berodung méi intensiv ginn. Mir brauchen eng Waasserberodung, an ech muss soen, do hunn déi eenzel Kritiker och recht gehat: Mir brauchen Indicateuren, fir kënnen ze soen, fir kënnen ze moossen an e Monitoring doriwuer ze maachen, wou mer dru sinn.

Or, wat ass dann elo geschitt? An deenen neien Etüdes détaillées, déi d'Joer erauskomm sinn, also 2014 de Mëllerdall, 2015 elo d'Our, sinn déi Indicateuren dran. Mir fänken elo un, an deem Beräich méi seriö ze schaffen, eis Indicateuren ze ginn.

Dat sinn net nëmme Indicateuren aus dem Naturschutz! Dat ass net nëmme Waasser! Dat ass och: Wéi schaffe mer wirtschaftlech? Wéi entwéckele mer eis? Wéi gëtt den Tourismus weidergedriwwen?

Well den Naturpark ass jo keen Naturresevat, wéi mer ewell héieren hunn, et ass keng Kéisklack. Et ass en Element vun der Landesplanung, an och do muss mer kucken: Benotze mir dat Instrument, wat mer hunn, richteg? An dofir sinn ech och frou, dass rezent do einfach nach eng Kéier e bëssen ugezu gouf an déi Indicateure mat erugezu ginn.

Och wat d'regional Produzenten an d'Produkte ugeet, do hat den Här Schank gesot, et wier eng Success Story. Ech géif soen, vum Marketing hier a vun deem, wat d'Leit wouergeholl hu vun de Produite vum Séi, vun deene mer wëssen, dass se immens bekannt sinn, ass et sécherlech zum Deel eng Success Story, awer och do hu mer nach esou munches ze dinn. Och do brauche mer Kritären, och do muss mer nach méi maache fir d'Vertrauensbildung. An och do muss mer eis ustrengen, dass mer all Akteure mat an d'Boot huelen an dass mer d'Leit, déi am Naturpark wunnen, an d'Landwirtschaft méi no beieneebringegen, dass mer nach méi Efforte maachen, fir zu där Identitéitsbildung bäizeroen.

Mir wëssen et: D'Leit geet duerch de Mo. Mir wëssen, d'Liewensmëttel sinn e groussen Identifikationsfaktor. Do sinn nach Potenzialen do. A wa mer dann uerdentlech Kritäre schafen an och nach e puer Elementer vum Naturschutz géifen do dräbréngen, eng Win-win-Situatioun fir d'Leit a fir d'Natur géife bréngen, dann, mengen ech, géife mer am Endeffekt ze enger



grousser Akzeptanz komme vun der Landwirtschaft am ländleche Raum.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Remarquen. Beim Erstelle vum Bilan sot den Här Franz Handler, eisen éisträicheschen Expert, am internationale Vergläich kéinte mer eis weisen, well mir hu mat weineg Mëttele scho vill erreecht. Dat ass gutt. Do ware mer eis haut och alleguerten eens. Haut koume lauter positiv Biller vun engem Naturpark.

Zweetens: Naturparke setze vill Energie, vill Kreativitéit fréi. Si sinn zu enger regionaler Plattform ginn, déi lieweg ass, déi schafft fir d'Regioun, fir d'Mënschen a mat de Mënschen. Den Naturpark ass keng Kéisklack, mä e kann e Kader setzen, e Kader fir méi Liewensqualität, fir eng nohalteg wirtschaftlech Entwécklung an e bessert Plange vum ländleche Raum. Et ass vill Guddes a vill flott Projeten initiéiert ginn, mä d'Resultater weisen, dass mer eis mussen inhaltlech méi déif an d'Matière erasetzen.

Mir waren eis haut eens, dass mer méi kloer Kriterien brauchen, sief et am Beräich vum Waasserschutz, sief et am Beräich vum Naturschutz, sief et am Beräich vun der Wirtschaft, dass mer méi Moossbarkeet brauchen, fir déi Finanzen, déi mer ausginn, ze kontrolléieren, a fir ze kontrolléieren, ob mer déi Ziler, déi mir eis setzen, och erreecht hunn.

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, erwaarden ech mer och vun lech als Gemengepolitiker, als mat-dreiwend Kräften an deenen Naturparken, dass Der Are Courage an d'Hand huet a vläicht heiansdo méi mat op de Wee gitt vu méi zuesumme plangen, vu méi eis ënnerstëtzen, wann et ëm Natur- a Waasserschutz geet. An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer déi Debatt haut hei haten.

Getrei dem Sproch vum Henry Ford, dee mer als Sproch op eiser Broschür haten, mengen ech ze soen, en Naturpark ass e liewegt Instrument an dofir passt dee Sproch immens gutt: Sech zuesumme ass en Ufank, zuesummebleiwen ass e Prozess an zuesummeschaffen ass eng Réussite!

Ech jiddefalls, ech freeë mech op d'Zuesummenaarbecht mat lech alleguerten an den Naturparken an ech soen lech Merci fir déi konstruktiv Debatt, déi mer haten.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Marco Schank un d'Madame Minister.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Madame Minister, ech wollt awer nach soen, ech hat weinstens dräi Froen, déi ech elo net beäntwert krut. Kann ech déi nach séier eng Kéier stellen, well se awer net onwichtig sinn?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo, jo.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Déi éischt ass déi nom Naturschutzgesetz, wéini datt dat kënnt.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Ah jo!

► **M. Marco Schank (CSV).** - Dat ass elo schonn deen drëtten Délai, dee mer gesot kruten.

Déi zweet ass déi Fro, déi ech gestallt hat, ob dann d'Naturparken agebonne ginn an d'Folgediskussiounen vun de Plans sectoriels.

An déi drëtt war déi vum Biodiversum.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Dat stëmmt, d'Naturschutzgesetz hat ech vergiess ze erwähnen. Beim Naturschutzgesetz, do si mer no enger längerer Préifung, déi néideg ginn ass, um gudder Wee, op der leschter Ligne droite, an da gëtt et nach eng Kéier, elo just virum Summer, mam Secteur beschwat, mat anere Ministären. An dann hoffe mer, dass mer et iwwert de Summer esou wäit hunn, dass mer et den Hierscht lancéiere kënnen. Ech mengen, dass awer d'Recksprouch mat alle Concernéierten e wichteg Element ass, wat mer elo net sollten iwwert de Knei brierchen.

Bon, de Biodiversum, deen ass och op der leschter Ligne droite. Mir hunn ewell mëttlerweil en éischte provisoreschen Termin...

**(Problèmes de sonorisation)**

A beim Biodiversum ass et esou, dass deen natierlech elo wesentlech éischter fäerdeg ass,

wéi déi Iddi, déi mer fir déi Regioun op der Musel hunn. Dat heescht, de Biodiversum wäert als regionalen Zentrum vun der Biodiversitéit, vum Liewen, wat mer am Waasser a ronderëm eis hunn, fungéieren, mat och engem historichesche Réckbléck, an e wäert an enger éischerter Phas esou fonctionnéieren.

Wéi eng Aufgaben en herno vläicht nach kann hunn, dat sief dann dohigestallt. Et ass awer wichteg, dass dee Bau, deen e ganz schéinen a réusséierte Bau ass, dass deen elo mat Liewe gefëllt gëtt.

An dat Drëtt war elo den...

► **M. Marco Schank (CSV).** - D'Naturparken abannen an d'Diskussiounen.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Genau. Jo, bon, dat hat ech geduecht, dass ech et awer an der Ried dra gehat hätt. Natierlech sinn d'Naturparken eent vun de Bindeglieder an ee vun de Partner am Beräich vun der Landesplanung. A mir hunn do eben op deem Beräich jo och schonn, dofir hat ech eben d'Beispiel, wou mer ganz konkret am Mëllerdall all d'Gemengen zesumme geholl hunn a konkret do kucken, wou mer solle wéi eng Zonen hikréien. Dat heescht, si si sécherlech een Element an ee Partner, wann et drëm geet, eng Regioun an d'Land ze plangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madame Minister. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun.

**Motions**

Mir sinn awer mat zwou Motiounen befasst, eng, déi vum Här Marco Schank abruucht ginn ass, an eng, déi vum Här Gérard Anzia abruucht ginn ass. Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Den Här Kox.

**Motion 1**

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ma ech wollt Stellung zu der éischerter Motioun huelen a proposéieren den Auteurs, ob et méiglech wier, déi an enger Kommissiounssetzung mat der Ministesch ausféierlech ze diskutéieren, well et iwwert de Beräich vum Naturpark eraus geet. Et geet ënner anerem ëm d'Biodiversitéit, et geet ëm d'Finanzen, et geet, wéi gesot, elo och nach ëm den Naturschutz selwer, ëm d'Naturschutzgesetz.

Et ass jo och nach eng Reunionen elo virgesinn, fir iwwert d'Présidence ze diskutéieren, soudass mer des Motiounen kéinten do gläichzäitig mat der Ministesch diskutéieren. Dat wier eng Propos, déi ech als President vun der Environnementskommissioun ze maachen hätt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci zu der Propos. Den Här Marco Schank.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, ech wollt soen, datt mir domadder d'accord sinn, fir se an d'Kommissioun ze ginn. Ech wëll awer derbäisoen, datt et schued ass, datt se net vun der Majoritéit kann ugeholl ginn, well déi Doléancen, déi inhaltlech an där Motioun stinn, déi komme vum Terrain. Déi kommen net nëmme vun de Stations biologiques, mä och vun deene verschiddeenen Naturschutzsyndikater an Naturparksyndikater.

An ech wier awer frou, wa mer eis da richteg eng Kéier kéinten Zäit huelen, fir doriwwer ze schwätzen, well d'Leit um Terrain sinn net zefridden. Duerfir, mengen ech, ass et och méi sennvoll, amplaz datt se ofgelehnt gëtt, datt mer hei nach eng Kéier driwwer schwätzen, a Präsenz vun der Madame Minister selbstverständlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Madame Minister dozou.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Bon, ech mengen, dass en Deel vun den Doléancen, déi ech elo just beim Iwwerlese gesinn hunn, schonn zum Deel och an eng richteg Richtung gaange sinn. Mir hunn de Budget fir d'biologesch Statiounen a fir déi Projeten, déi domat liiert sinn, scho vun 1,2 op 1,5 eropgesat an dee geet elo nach eng Kéier erop. A mir sinn och amgaangen, substanzuell de Budget eropzesetzen, well mer jo eng biologesch Statioun méi hunn. Déi Saache wäerte sech en cours de route natierlech dann och klären. Mä ech kann awer wierkelech ganz gären... Nëmme fir lech dorobber, op déi zwou finanziell Doléancen, déi drastinn, scho kuerz ze äntwerthen.

A wat d'Naturschutzgesetz ugeet: Also vu mir aus kënnen mer gären driwwer diskutéieren. Ech mengen, dass Dir deemools och net där Meinung waart, dat esou opzesplitten. Mä bon, ech sinn op jidde Fall fir déi Diskussioun do an enger Kommissioun gäre bereet. An ech denken, dat bréngt dann och eppes, wa mer dat an deem Kader maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dat heescht, mir géifen déi Propositioun unheulen. D'Motioun géif an d'Kommissioun goen. Dat heescht net, dass déi Motioun vum Dësch ass, mä dass se zousätzlech diskutéiert

## Sommaire des séances publiques n°s 38, 39 et 40

### 38<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 573

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de S. E. Mme Loreta Grauziniënė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie p. 573

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, suivie d'un débat p. 573-585

### 39<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 585

Communications p. 585

Ordre du jour p. 585

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°108 du 12 juin 2015 de M. Edy Mertens relative aux infrastructures routières dans le canton de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 585-586

- Question n°109 du 16 juin 2015 de M. Serge Wilmes relative à la ligne autobus transfrontalière n°300 Hayange/Thionville - Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 586

- Question n°110 du 16 juin 2015 de M. Roger Negri relative à l'évolution des bourses d'études suite à l'entrée en vigueur de la modification y afférente en 2014, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche p. 586

- Question n°111 du 16 juin 2015 de M. Félix Eischen relative à l'infrastructure provisoire pour le Centre d'éducation différenciée (CED) Esch/Alzette, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 586-587

- Question n°112 du 16 juin 2015 de Mme Josée Lorsché relative à l'aménagement de parkings d'échange «Park & Ride», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 587

- Question n°113 du 16 juin 2015 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la convention avec la Belgique et les Pays-Bas relative à la reconnaissance mutuelle des diplômes, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 587-588

- Question n°114 du 15 juin 2015 de M. André Bauler relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 588

- Question n°115 du 15 juin 2015 de M. Alexander Krieps relative à la récente revendication d'un syndicat d'introduire une 6e semaine de congé payé légal, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 588

6713 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 588-590

Débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?» p. 590-597

### 40<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 598

6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des services vétérinaires p. 598-599

6791 - Projet de loi modifiant l'article 5quinquies, paragraphe 1<sup>er</sup>, point b) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 599-600

Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) p. 600

Débat d'orientation sur les parcs naturels p. 600-608

gëtt an, le cas échéant, hei erëm an de Plenum erakënnent.

Merci fir déi Propos. Ech ginn dovun aus, dass d'Chamber domadder d'accord ass?

**(Assentiment)**

Merci.

**Motion 2**

Da géife mer zu där zweeter Motioun iwwergoen. Dozou Wuertmeldungen? Ass alles dozou gesot?

Gutt. Da géif ech d'Motioun zur Ofstëmmung bréngen. Also et ass d'Motioun N°2.

**Vote sur la motion 2**

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Wa bei engem d'Ofstëmmung net duerchkomm sollt sinn, rektifizéiere mer dat. Mä d'Ergebnis ass ganz kloer: 59 Participatiounen um Vote, 59-mol Jo. Domat ass déi Motioun unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco

Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Redding;

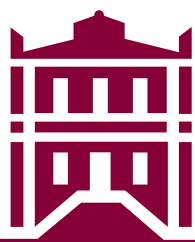
MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Souwäit wéi ech dat gesinn, si mer elo um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm. Ech soen lech alleguer Merci. Kommt gutt heem! Déi nächst Woch steet gréisstendeels am Zeeche vum Nationalfeierdag, a mir gesinn eis erëm an der éffentlecher Sëtzung déi iwwernächst Woch.

Domat ass d'Sëtzung ofgeschloss.

**(Fin de la séance publique à 17.04 heures)**





## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
			1253	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme du Pacte Logement
			1254	Diane Adehm, Gilles Roth	Compte général de l'exercice précédent
1195	Sylvie Andrich-Duval	Permis de conduire	1255	Diane Adehm, Gilles Roth	Position du Gouvernement face au plan d'aide à la Grèce et à une éventuelle restructuration de sa dette
1199	Serge Urbany	Reconnaissance formelle de l'État de Palestine	1258	Marc Spautz	Qualité des eaux pluviales de la zone industrielle «Um Monkeler»
1200	Martine Hansen, Marco Schank	Problèmes dans le secteur des soins	1259	Marco Schank, Martine Hansen	Fauchage tardif
1211	Marcel Oberweis	Traitement des déchets infectieux du secteur hospitalier	1261	Marcel Oberweis	Secteur non-ETS
1216	Laurent Mosar, Gilles Roth	Maniement des comptes dormants	1262	Laurent Zeimet	Capitales européennes de la culture
1217	André Bauler	Service des animations culturelles régionales	1267	Nancy Arendt	«Memory Coaches»
1218	Max Hahn	Conservation des oiseaux sauvages	1268	Max Hahn, André Bauler	Sécheresse
1219	Josée Lorsché	Membres actifs féminins dans les corps de sapeurs-pompiers	1269	Nancy Arendt	Cours de sauvetage
1220	Aly Kaes	Évaluation des risques à effectuer par les employeurs	1270	Marc Lies	Nomination du nouveau Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Logement
1222	Aly Kaes	Sapeurs-pompiers volontaires	1271	Marc Lies	Ministère du Logement
1223	Diane Adehm, Gilles Roth	Réhabilitation du Pont Adolphe	1272	Marcel Oberweis	Initiative InnovFin SME Guarantee
1224	David Wagner	Traité de non-prolifération	1276	Martine Hansen, Léon Gloden	Fédération Saint-Hubert des Chasseurs
1225	Max Hahn	Réseau national des pistes cyclables	1278	Marc Spautz	Circulation «inter-files» des motards dans les embouteillages
1228	Martine Hansen	Éducation précoce	1279	Nancy Arendt	Refus de prestations de soins de santé
1229	Joëlle Elvinger	«Stëftung Hëllef Doheem»	1280	Taina Bofferding	Collection de photographie d'art de la BCEE
1230	Marc Spautz	Niveau de formation des demandeurs d'emploi	1281	Sylvie Andrich-Duval	Maison des Droits de l'Homme
1231	Franz Fayot	Château de Mansfeld	1282	David Wagner	«Migrant Integration Policy Index»
1232	Laurent Zeimet	Prime de grand risque au profit des agents professionnels engagés par l'Administration des Services de Secours	1284	Diane Adehm, Gilles Roth	Révélation concernant le SREL
1233	Marc Spautz	Effectifs de l'ADEM	1286	Gilles Baum	Réfugiés
1235	David Wagner	Conférences de lycée	1287	Laurent Mosar	Clôture entre la Hongrie et la Serbie
1236	Marc Lies	Fonds du Logement	1292	Roy Reding	Avis sur des projets de loi
1238	Taina Bofferding	Situation des personnes sans domicile fixe	1295	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme fiscale
1240	Franz Fayot	Prostitution	1300	Marc Spautz	Publications du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
1241	Roger Negri	Permis de conduire pour motocycles légers	1301	Marc Spautz	Tarifs applicables dans les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)
1242	Martine Mergen	Emplacement de l'Université du Luxembourg	cf. 1302		
1243	Marc Spautz	Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire	1302	Roger Negri	Tarifs applicables dans les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)
1244	André Bauler, Max Hahn	Rats mutants	cf. 1301		
1245	Cécile Hemmen	Commerce illicite des produits de tabac	1305	Nancy Arendt	Utilisation du narguilé (shisha) au Luxembourg
1247	Diane Adehm, Gilles Roth	Plans sectoriels	1307	Diane Adehm, Gilles Roth	Évolution des ventes de carburant et de produits connexes
1248	Gusty Graas, Guy Arendt	Réémergence du loup	1309	André Bauler	Photographies publiées par les Archives nationales de Luxembourg
1249	Françoise Hetto-Gaasch	Utilisation de la piscine du Lycée de Junglinster	1310	Marco Schank	Patrimoine culturel et religieux
1250	Marcel Oberweis	Activités d'insertion professionnelle (AIP)	1315	Laurent Mosar	Création d'une unité de police pour les transports publics
1251	Laurent Mosar	Raïf Badawi	1345	Françoise Hetto-Gaasch	Personnes bénéficiaires d'une mesure de protection internationale
1252	Laurent Mosar	«Roaming»			

### Question 1195 (09.06.2015) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant le permis de conduire:

Im Januar 2015 hat der Minister angekündigt, dass er gedenkt, die Gültigkeitsfristen des Führerscheins für ältere Mitbürger zu verlängern. So muss der Führerschein zwischen dem 70. und 80. Lebensjahr nur noch alle fünf Jahre verlängert werden und nach dem 80. Lebensjahr nur noch im Zweijahresrhythmus. Die Maßnahme stellt sicherlich eine Verbesserung für die älteren Mitbürger dar und kommt meiner Forderung von April 2014 nach.

Anfang 2013 wurden in Luxemburg die neuen Führerscheine im Kreditkartenformat eingeführt. Meinen Informationen zufolge gibt es jedoch Probleme, was die Qualität dieser Führerscheine angeht. So seien etwa besonders die Fotos dermaßen undeutlich, dass manche Personen fast unkenntlich sind.

In Anbetracht dieser Informationen möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Wann werden die neuen Gültigkeitsfristen des Führerscheins in Kraft treten?

- Sind dem Minister die Probleme bezüglich der Führerscheine im Kreditkartenformat bekannt?

- Wenn ja, wie gedenkt der Minister, diese zu beheben?

**Réponse (22.07.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge, d'une part, sur la date d'entrée en vigueur de la nouvelle périodicité du renouvellement du permis de conduire à partir de 70 ans et, d'autre part, sur les problèmes de qualité des permis de conduire sous forme de carte de crédit.

Une modification du Code de la Route sera publiée sous peu au Mémorial et adaptera notamment les dispositions en matière de renouvellement du permis de conduire pour les personnes âgées de plus de 70 ans, dispositions

qui seront d'application à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

Ensuite, en ce qui concerne la qualité des photos sur les nouveaux permis de conduire, il y a lieu de confirmer que la qualité de la photo sur une partie des permis de conduire n'est pas optimale, et ceci du fait du degré insuffisant de la plupart des photos remises et en outre du fait de la perte de qualité, de quelques pour cent, inhérente au processus de fabrication des permis de conduire.

Afin de remédier à la situation actuelle peu satisfaisante, les services compétents sont en train d'analyser certaines solutions dont celle de prescrire en matière de permis de conduire le même processus pour l'enrôlement des photos qui est applicable en matière des passeports, à savoir la prise des photos au moyen des équipements spéciaux qui sont installés à cette fin auprès des administrations communales et qui permettent de générer des photos digitalisées d'une qualité largement supérieure à celle obtenue avec le logiciel actuel.

### Question 1199 (09.06.2015) de M. Serge Urbany (déi Lénk) concernant la reconnaissance formelle de l'État de Palestine:

Le 17 décembre 2014, la Chambre des Députés a adopté une motion concernant la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967. Au cours du débat qui a précédé l'adoption de cette motion, Monsieur le Ministre a notamment estimé que «le statu quo n'est pas une option» et que le Gouvernement était en faveur d'une telle démarche au moment opportun.

Depuis lors, un nouveau Gouvernement de droite a pris ses fonctions en Israël, dont



nombre de ministres sont ouvertement opposés à la création d'un État palestinien. En même temps, la communauté internationale, à l'image de l'Allemagne et de la France, multiplie les efforts pour relancer le processus de paix et notamment pour en arriver à une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU à ce sujet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas le moment opportun pour procéder à une reconnaissance de l'État de Palestine par le Luxembourg, afin d'appuyer la démarche actuelle de la communauté internationale?

2. Dans le cas contraire, quelles raisons Monsieur le Ministre fait-il valoir pour retarder une telle reconnaissance?

**Réponse** (21.07.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Le Ministre des Affaires étrangères, destinataire de la question parlementaire n°1199 du 9 juin 2015, remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives à la reconnaissance formelle de la Palestine et le prie de trouver ci-après les réponses apportées à ces dernières. Le Ministre se propose de traiter les deux questions ensemble.

Lors des discussions le 30 décembre 2014 au sein du Conseil de Sécurité sur le projet de résolution présenté par la Jordanie et fixant un cadre contraignant pour la mise en œuvre de la solution à deux États, le Luxembourg avait donné les explications de vote suivantes: «Israéliens et Palestiniens n'arriveront à s'entendre que si la communauté internationale s'engage de manière plus déterminée que par le passé; si elle fixe le cadre d'un règlement avec des paramètres clairs et un calendrier précis. (...) Pour être à la hauteur de sa responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de Sécurité doit assumer un rôle plus actif pour appuyer et préserver la solution à deux États et mettre un terme à l'occupation.» Malgré le vote du Luxembourg en faveur de la résolution jordanienne, celle-ci n'a pas recueilli la majorité absolue de neuf votes requise pour pouvoir être adoptée.

Plus de six mois après cette réunion du Conseil de Sécurité, force est de constater que les négociations entre Israël et la Palestine sont toujours au point mort. S'il convient de déplorer cette situation, il y a toutefois lieu de noter que la France travaille sur le texte d'une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité. Sur le fond, le projet de résolution en question devrait inclure un échéancier endéans lequel les négociations entre Israéliens et Palestiniens devront permettre d'obtenir des avancées tangibles vers la solution à deux États, et donc à terme vers la fin de l'occupation israélienne.

En ligne avec son vote du 30 décembre, le Luxembourg favoriserait l'adoption d'une telle résolution et encourage la France à poursuivre les efforts en ce sens.

En raison de son engagement constant pour la mise en œuvre de la solution à deux États, le Luxembourg est en principe pleinement disposé à reconnaître la Palestine comme État. Toutefois une telle reconnaissance doit néanmoins servir l'objectif concret de la paix et ne devrait pas être une fin en soi, à portée exclusivement symbolique. Il s'agit de donner les meilleures chances de départ à un État palestinien reconnu par la communauté internationale. Par conséquent, la reconnaissance bilatérale, si elle entend être utilisée comme un instrument à portée politique, se doit dès lors de reposer sur une décision dûment considérée, prenant en compte le contexte politique international prévalant au moment de la reconnaissance.

Je suis donc convaincu qu'il faut attendre le moment le plus opportun sur le plan politique pour procéder à la reconnaissance de la Palestine comme État. Le cas échéant, une coordination parmi les États membres de l'Union européenne partageant les mêmes points de vue pourrait se révéler particulièrement utile pour maximiser l'impact politique de la reconnaissance.

S'il s'avère que le projet de résolution porté actuellement par la France ne peut être adopté par le Conseil de Sécurité, ou dans l'hypothèse où les négociations pour la mise en œuvre de la solution à deux États n'aboutissent finalement pas endéans l'échéance fixée par la résolution du Conseil de Sécurité, je suis persuadé que le Gouvernement luxembourgeois devra

prendre ses responsabilités et reconnaître par conséquent formellement la Palestine en tant qu'État souverain et démocratique d'un seul tenant et viable sur la base des frontières de 1967, uniquement modifiées moyennant accord des deux parties et avec Jérusalem-Est comme capitale.

Finalement, il convient encore de noter qu'une éventuelle reconnaissance de la Palestine par le Luxembourg n'est pas dirigée contre Israël, mais doit être interprétée dans la perspective de la mise en œuvre effective de la solution à deux États, pour laquelle le Luxembourg, l'Union européenne et la communauté internationale s'engagent de façon constante depuis de longues années.

**Question 1200** (10.06.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **problèmes dans le secteur des soins**:

Die kürzlich bekannt gewordenen Probleme im Pflegesektor betreffen auch den ländlichen Raum. So soll unseren Informationen zufolge die Tagespflegestätte „Am Schlass“ in Wiltz demnächst schließen.

Wohlwissend, dass die Kosten im ländlichen Raum, aufgrund größerer Wege, höher sind als in den Städten, so muss trotzdem sichergestellt sein, dass die Menschen hier ein Anrecht auf die gleichen Pflegeleistungen haben.

In Anbetracht dieser Informationen möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Existiert ein Konzept, um die Chancengleichheit der Pflegeeinrichtungen im ganzen Land zu garantieren und vor allem der Einrichtungen im ländlichen Raum?

- Wird der speziellen Situation des ländlichen Raums und den damit verbundenen zusätzlichen Kosten im Rahmen der Reform der Pflegeversicherung Rechnung getragen und ist ein finanzieller Ausgleich vorgesehen?

**Réponse** (23.07.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Conformément aux dispositions légales, réglementaires et statutaires régissant la matière, tous les prestataires reçoivent les mêmes rémunérations pour des prestations identiques, quel que soit leur lieu d'activité.

Une analyse est actuellement en cours en vue de la mise en œuvre d'une méthodologie tendant à permettre une rémunération adéquate des services disposés à intervenir dans des régions à population moins dense nécessitant l'organisation par ces structures de trajets plus longs, voire plus discontinus, dans le cadre de la garantie d'un service universel. La mise en œuvre de cette méthodologie est prévue en amont de la réforme projetée de l'assurance dépendance au niveau conventionnel.

**Question 1211** (15.06.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **traitement des déchets infectieux du secteur hospitalier**:

À l'heure actuelle, les déchets infectieux du secteur hospitalier sont exportés à l'étranger en vue de leur traitement par incinération. La quantité de déchets infectieux effectivement produite au Luxembourg est estimée à 300 tonnes par an. Une étude réalisée par le SIDOR en 2014 a esquissé une solution nationale pour le traitement des déchets infectieux. Elle prévoyait soit la création d'une nouvelle unité d'incinération uniquement pour déchets infectieux sur le site SIDOR, soit la stérilisation des déchets infectieux sur le site du SIDOR avec ensuite incinération dans l'usine existante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons les déchets infectieux du secteur hospitalier sont-ils exportés à l'étranger?

- Quel est le coût de ce traitement à l'étranger?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la solution nationale proposée par l'étude susmentionnée?

**Réponse commune** (20.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

L'exportation des déchets infectieux luxembourgeois vers l'étranger se fait à défaut d'installations luxembourgeoises adaptées au traitement de ce type spécifique de déchets.

L'Administration de l'Environnement ignore le coût du traitement de ces déchets. D'une façon générale, ce coût est négocié entre le pro-

ducteur du déchet et le prestataire de services pour l'évacuation et le traitement des déchets. Il n'y a pas d'obligation de communication de ce coût à l'Administration.

Le Plan général de gestion des déchets, tel qu'il fut adopté par le Gouvernement en janvier 2010, prévoit trois options pour le traitement des déchets infectieux:

- l'exportation de ces déchets vers des installations d'incinération à l'étranger;

- la désinfection des déchets infectieux et leur élimination subséquente à l'incinérateur du SIDOR;

- la mise en place d'équipements spécifiques au SIDOR pour permettre l'enfournement des déchets infectieux directement dans l'incinérateur. (Vu le caractère infectieux de ces déchets, un enfournement par le biais de la fosse pour déchets municipaux n'est pas faisable.)

Cette proposition, réalisée sur base d'une étude effectuée par le Centre de ressources des technologies pour l'environnement (CRIE) en 2007, avait retenu comme étant équivalentes, d'un point de vue écologique, l'exportation et la désinfection dans une installation nationale avec incinération subséquente.

La décision finale sur l'option à retenir appartient cependant au secteur hospitalier. Si plusieurs réunions entre les différents acteurs, dont notamment la Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois et le SIDOR ont eu lieu, toujours est-il qu'un accord n'a pas encore pu être trouvé jusqu'à présent.

**Question 1216** (16.07.2015) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant le **maniement des comptes dormants**:

Dans le contexte des débats autour des comptes dormants, le directeur général de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a annoncé que l'établissement qu'il dirige pourrait dans les mois à venir définir des lignes directrices concernant le maniement de ces comptes par les établissements financiers soumis à sa surveillance. Une des pistes qu'il avance serait la création d'un registre central géré par la CSSF et qui répertierait l'ensemble desdits comptes. Les personnes concernées pourraient alors s'adresser à la CSSF afin d'obtenir accès à ces comptes.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement quant aux idées avancées par le directeur général de la CSSF?

- Comment le Gouvernement entend-il aborder ladite problématique?

**Réponse** (20.07.2015) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

En vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, la CSSF exerce ses fonctions en toute indépendance. Il n'appartient donc pas au Gouvernement d'interférer avec d'éventuelles initiatives de celle-ci au sujet du maniement des comptes dormants par les établissements sous sa surveillance.

**Question 1217** (17.06.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **service des animations culturelles régionales**:

Le Ministère de la Culture héberge le service des animations culturelles régionales depuis les années 1990.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelles sont les missions précises de ce service et comment fonctionne-t-il?

- Combien de personnes travaillent dans ce service et quel est leur statut?

- Quels sont les projets actuels et les priorités du service des animations culturelles régionales?

- Comment le budget de ce service a-t-il évolué ces dernières années?

- Comment les relations avec les partenaires culturels les plus divers sont-elles organisées? Les centres culturels régionaux ou les festivals recourent-ils généralement ou occasionnellement à l'aide ou au conseil des animations culturelles régionales?

**Réponse** (28.07.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Grâce à la politique de décentralisation du Ministère de la Culture, l'offre culturelle en région s'est développée et professionnalisée continuel-

lement les deux dernières décennies. La coopération et la communication entre les acteurs culturels régionaux se sont nettement améliorées: des projets culturels de qualité et d'envergure en sont le résultat.

Voilà pourquoi une délimitation géographique rigide du service d'animation culturelle régionale en régions Nord, Sud, Est, telle que pratiquée antérieurement, perd en importance et fait progressivement place à une répartition des tâches plus flexible et s'orientant aux projets du service.

Le service d'animation culturelle régionale travaille sur des projets en fonction des besoins des acteurs culturels régionaux et transfrontaliers afin de garantir un développement culturel régional en ligne avec la politique culturelle gouvernementale. Il est sollicité au niveau de l'information, de la médiation, de l'expertise et de la coordination. Actuellement ce service compte dans ses effectifs quatre personnes à temps plein avec le statut de l'employé d'État. Un poste est momentanément vacant et la procédure de recrutement est en cours.

Depuis 2014, le lieu de travail du service d'animation culturelle régionale est installé aux «Annexes» du Château de Bourglinster. L'avantage en est, d'une part, son accès rapide en région, sa proximité avec les acteurs culturels locaux et régionaux. D'autre part, cela permet d'assurer un encadrement optimal des artistes locataires et résidents des «Annexes», centre de création artistique, et de garantir la gestion journalière du site, y compris les locations des salles des fêtes du château lui-même.

Les missions du service d'animation culturelle régionale:

- développer des outils et méthodes pour formaliser une démarche de qualité en termes de coopération décentralisée pour l'action culturelle;

- encadrer les projets de l'animation culturelle régionale sous la tutelle du Ministère de la Culture;

- développer et accompagner de nouveaux concepts de coopération culturelle locale, régionale et transfrontalière;

- soutenir les acteurs du domaine culturel et socioculturel décentralisé dans leurs fonctions d'organisation et de gestion, de recherche et de création (centres culturels régionaux, musées régionaux, communes, syndicats, commissions culturelles communales, etc.);

- favoriser la création de synergies entre acteurs culturels et autres (associations socioculturelles, tourisme, développement régional, etc.);

- encadrer les acteurs culturels régionaux conventionnés avec le Ministère de la Culture;

- fournir, sur demande, une assistance ponctuelle aux projets artistiques et aux pratiques culturelles sur tout le territoire du pays;

- traiter les demandes de subvention des infrastructures culturelles dans les différentes communes;

- suivre tous les projets à caractère régional confiés par la Ministre et/ou la direction du Ministère de la Culture.

Sur base de ces missions je peux citer quelques projets actuellement en cours:

- Fond-de-Gras: Encadrement de la gestion du Parc Industriel et Ferroviaire du Fond-de-Gras. Analyse, conception et élaboration d'un nouveau concept pour le site en collaboration avec différents acteurs, en l'occurrence Luxinnovation, Fondation Bassin Minier, ORT, etc.;

- Musée national de la Résistance: Accompagnement dans l'élaboration d'un nouveau concept et encadrement de l'agrandissement et renouvellement du Musée national de la Résistance à Esch-sur-Alzette;

- Maison de l'Archéologie à Dalheim et site gallo-romain adjacent: accompagnement des travaux de revalorisation de la Maison de l'Archéologie à Dalheim et aide à l'élaboration d'un concept d'animation;

- les Annexes du Château de Bourglinster: mise en place d'un concept de fonctionnement pour les ateliers et résidences d'artistes, mise en place d'une stratégie de communication. Gestion et programmation du site (coordination des artistes résidents et locataires, gestion de l'agenda, suivi des contrats de location et de résidence, réception et traitement des candidatures, suivi de la domotique du lieu, etc.)

- Réseau Musées Luxembourg: animation et présidence du Réseau Musées Luxembourg regroupant les musées régionaux sous une même enseigne et développant des activités communes (invitation aux musées, élaboration de projets pédagogiques, site Internet, mise en place d'un logiciel d'archivage, etc.).

S'y ajoute une série de projets annuels récurrents:





- co-organisation de la résidence d'auteur pour littérature de jeunesse «Struwelpippi kommt zur Springprozession»;

- organisation de la résidence d'artiste transfrontalière «ARTMIX»: projet transfrontalier entre le Luxembourg et la ville de Sarrebruck;

- gestion des Galeries d'État Château de Bourglinster et «Konschthaus Beim Engel»;

- organisation de la journée «Invitation aux musées» en partenariat avec le groupement «Stater Muséeën»;

- organisation de l'évènement «Shakespeare at the castle»: pièce de théâtre anglophone et plein air du répertoire de W. Shakespeare sur le parvis du Château de Bourglinster;

- co-organisation des «Journées du chant grégorien» à l'abbaye de Clervaux;

- co-organisation de l'édition annuelle de la «Fête de la musique» en donnant de nouvelles impulsions aux acteurs dans les régions.

Le service d'animation culturelle régionale ne dispose pas d'un budget propre. Les frais engendrés par les différents projets sont répartis sur plusieurs articles budgétaires qui ne desservent pas uniquement les besoins du service d'animation culturelle régionale, mais également d'autres services au sein du Ministère de la Culture. En ce qui concerne les besoins financiers du service d'animation culturelle régionale, les budgets sont dressés en fonction des projets à réaliser au courant de l'année suivante.

Concernant les relations avec les partenaires culturels régionaux, il faut dire qu'elles se déroulent sur plusieurs niveaux. D'une part, les agents du service d'animation culturelle régionale représentent le Ministère de la Culture dans les conseils d'administration des différentes structures culturelles en région (ORT, centres culturels régionaux, musées, châteaux, comités interministériels, parcs naturels, etc.), d'autre part, les agents du service d'animation sont sollicités explicitement par les acteurs en région. Le service réagit alors aux demandes spécifiques des acteurs culturels en région. Les centres culturels régionaux sont assistés par le service d'animation culturelle à travers un contact régulier. Les festivals recourent plutôt occasionnellement à l'aide du service d'animation culturelle régionale.

**Question 1218** (17.06.2015) de **M. Max Hahn (DP)** concernant la **conservation des oiseaux sauvages**:

La directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, dite «directive Oiseaux», vise à protéger, gérer et réguler toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres. Pour être conforme à la «directive Oiseaux», le Luxembourg a désigné douze zones de protection spéciale (ZPS) et les a intégrées dans son réseau Natura 2000. En 2015, il est prévu d'intégrer dans ce réseau six nouvelles zones IBA («Important Bird Areas») en tant que zones de protection spéciale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Qui définit les zones IBA et les zones de protection spéciale? Quelle est la densité d'une espèce d'oiseaux requise pour qu'une zone soit désignée comme zone de protection?

2. Des particuliers peuvent-ils signaler la présence d'oiseaux à protéger auprès du Ministère de l'Environnement? Dans l'affirmative, est-ce que ces signalements peuvent être à l'origine de la désignation d'une nouvelle zone IBA ou ZPS?

3. La présence d'oiseaux à protéger dans les zones IBA et zones de protection spéciale est-elle évaluée régulièrement? Dans l'affirmative, dans quelle périodicité ces évaluations ont-elles lieu et quelles conclusions peuvent en être tirées concernant la présence d'oiseaux à protéger dans ces zones?

4. La découverte d'oiseaux lors d'une étude stratégique environnementale peut-elle également être à l'origine de la création d'une nouvelle zone de protection?

**Réponse** (06.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement**:

De prime abord, il y a lieu de faire une distinction claire et nette entre les «Important Bird Areas» (IBA), aires identifiées et délimitées par une organisation non gouvernementale internationale («Birdlife International»), et les zones de protection spéciale (ZPS), identifiées, délimitées et déclarées obligatoires par les États

membres de l'Union européenne en application de la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (ci-après «directive Oiseaux»), abrogeant la directive 79/409/CEE du 2 avril 1979.

La directive 2009/147/CE impose aux États membres l'obligation d'assurer la conservation de toutes les espèces d'oiseaux sauvages et de leurs habitats naturels présents sur leur territoire national respectif. Compte tenu de ces exigences, les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisantes d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux visées. Selon l'article 3 de la «directive Oiseaux», la préservation, le maintien et le rétablissement des biotopes et des habitats comportent en premier lieu la création de zones de protection. Les ZPS sont à désigner par les États membres en vertu de l'article 4 qui vise à protéger les espèces mentionnées à l'annexe I de ladite directive, ainsi que les espèces migratrices non visées à ladite annexe, dont la venue est régulière.

Pour ce faire seuls les critères ornithologiques peuvent servir de base pour délimiter les sites les plus appropriés en vue de leur désignation comme ZPS. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) refuse d'admettre dans ce contexte la prise en compte d'exigences économiques.

La CJUE rappelle de façon constante que «les États membres sont tenus de classer en ZPS tous les sites qui, en application des critères ornithologiques, apparaissent comme étant les plus appropriés au regard de la conservation des espèces en cause»<sup>1</sup>. En ce qui concerne l'envergure des ZPS que les différents États membres sont appelés à désigner en application de la directive 2009/147/CE, la CJUE a clairement défini que «(...) l'article 4, paragraphe 1, de la directive impose aux États membres une obligation de classer en ZPS les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation des espèces mentionnées à l'annexe I, à laquelle il n'est pas possible de se soustraire par l'adoption d'autres mesures de conservation spéciale»<sup>1</sup>. Il s'ensuit que ni la taille du territoire national, ni le pourcentage de zones de protection communautaire par rapport à son territoire ne peuvent influencer le choix de l'État membre lors de la désignation de zones de protection. Les ZPS doivent être désignées en fonction des espèces protégées, de leur répartition naturelle et de leur présence réelle sur le terrain.

Les inventaires nationaux des IBA des différents pays membres de l'Union européenne constituent la référence pour toute identification des ZPS à désigner dans ces pays.

Les IBA pour leur part font partie d'un inventaire scientifique dressé en application d'un programme international de «Birdlife International» visant à recenser les zones les plus favorables pour la conservation des oiseaux sauvages. Pour être classé comme IBA, un site doit remplir au moins une des conditions suivantes:

- être l'habitat d'une certaine population d'une espèce internationalement reconnue comme étant en danger;
- être l'habitat d'un grand nombre ou d'une concentration d'oiseaux migrants;
- être l'habitat d'un grand nombre d'espèces au biotope restreint.

Les critères de sélection appliqués font intervenir des seuils chiffrés.

À l'origine de l'identification des IBA du Luxembourg figure l'identification de plusieurs zones supplémentaires en tant que IBA qui ne font pas partie des ZPS<sup>2</sup>, réalisée par la Centrale ornithologique du Luxembourg (institution conventionnée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département de l'environnement).

Le lien qui existe entre les IBA et les ZPS est avant tout d'ordre formel, alors que les IBA constituent des ZPS «de fait» dont le régime est plus restrictif que celui des ZPS régulièrement désignées par l'État membre. La faculté des États membres de porter une atteinte significative à des «ZPS de fait» ne saurait être justifiée par des exigences économiques et sociales. Seules des raisons d'intérêt public majeur comme celles relevant de la sécurité publique ou de santé humaine sont acceptables. Ce n'est qu'une fois les ZPS désignées en bonne et due forme - au Luxembourg par la voie de règlement grand-ducal - que, par le biais de l'article 7 de la directive 92/43 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage, un régime juri-

dique plus élaboré devient applicable aux zones. En effet, l'article 6 de la directive 92/43 élargit l'éventail des raisons pouvant justifier une atteinte aux ZPS déjà classées, en y incluant expressément des raisons de nature sociale ou économique.

Quant à la nécessité d'étendre le réseau de ZPS, il y a lieu de rappeler que la Commission européenne a déjà entamé la procédure de précontentieux en sommant les autorités luxembourgeoises à se conformer à leurs obligations en matière de protection des oiseaux sauvages.

En effet, en date du 10 janvier 2011, la Commission européenne avait fait appel aux autorités compétentes luxembourgeoises, en l'occurrence le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de lui communiquer les résultats d'une évaluation du réseau national de ZPS et de l'informer de l'intention éventuelle du Gouvernement de procéder à la désignation de ZPS supplémentaires. À l'origine de cette démarche figure la proposition par la «Lëtzebuurger Natur- a Vulleschutzliga (LNVL)» de six zones supplémentaires en tant que «Important Bird Areas (IBA)» qui ne font pas partie des ZPS désignées en vertu de la «directive Oiseaux» concernant la conservation des oiseaux sauvages. En date du 4 mars 2011, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a informé la Commission par voie diplomatique qu'il procèdera à une analyse de ces zones et qu'il informera la Commission des démarches à suivre au premier semestre 2011.

Afin de vérifier le bien-fondé des IBA et la nécessité de désigner ces sites en tant que ZPS, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait chargé l'Université de Wageningen «Alterra» d'une analyse indépendante des données ornithologiques. Cette étude confirme d'abord l'importance des douze ZPS déjà désignées et confirme la lacune de la désignation pour les espèces liées aux milieux ouverts, ainsi que pour la Gélinothe des bois. Ensuite elle confirme la pertinence scientifique des six IBA et suggère leur désignation par le Gouvernement luxembourgeois en tant que ZPS.

Le Département de l'environnement a ensuite procédé à un affinage détaillé des délimitations des ZPS, analysé l'existence de conflits potentiels avec les PAG existants des communes et aplani les différences.

Les six nouvelles ZPS ont trouvé l'aval du Gouvernement en Conseil dans sa séance du 31 juillet et le projet de règlement grand-ducal y afférent poursuivra la procédure prévue par la loi.

L'honorable Député s'enquiert encore de la méthode de délimitation et de suivi des IBA respectivement des ZPS.

En vertu de la «directive Oiseaux» et de la jurisprudence constante de la Cour de justice des Communautés européennes, seuls des critères à caractère scientifique doivent présider lors du choix et de la délimitation des sites.<sup>3</sup>

La délimitation des ZPS supplémentaires est déterminée sur base des coordonnées géographiques des données ornithologiques issues d'inventaires ciblés des espèces protégées présentes sur le territoire. Les zones ainsi délimitées comportent également des biotopes, habitats et milieux naturels qui font partie intégrante des écosystèmes favorables à la conservation des espèces visées.

Une zone d'intérêt ornithologique peut être qualifiée en tant que partie d'un paysage ou d'une région, dans laquelle les espèces d'oiseaux clés sont présentes en nombre et en densité supérieurs à la moyenne, dans laquelle des habitats importants pour ces espèces sont abondants et dans laquelle des mesures de conservation peuvent être entreprises afin de garantir le maintien des espèces en question. Les zones d'intérêt ornithologique sont délimitées géographiquement de façon à ce que la zone:

- soit différente en caractère, en habitat et en intérêt ornithologique par rapport aux régions environnantes;
- existe en tant qu'autre type de zone protégée ou peut être gérée comme entité de zone par des mesures de conservation;
- soit une zone qui présente les conditions requises pour l'occupation par les espèces clés à considérer.

Les informations pour la distribution et les effectifs des espèces d'oiseaux au Luxembourg se basent sur différents inventaires récents des espèces clés, réalisés selon des standards systématiques reconnus, et encadrés par la Centrale

ornithologique du Luxembourg, ainsi que sur des informations contenues dans la banque de données du Muséum national d'Histoire naturelle. Pour de nombreuses espèces d'oiseaux clés, les informations d'un inventaire national ou régional étaient donc disponibles, tel que pour la Pie-grièche écorcheur «Lanius collurio», la Pie-grièche grise «Lanius excubitor», les deux espèces de milans, le Milan royal «Milvus milvus» et le Milan noir «Milvus migrans», ou encore le Vanneau huppé «Vanellus vanellus». Pour d'autres espèces existait une très bonne connaissance des noyaux de distribution les plus importants grâce à des suivis annuels, tels la Cigogne noire «Ciconia nigra», le Faucon pèlerin «Falco peregrinus», le Grand-duc d'Europe «Bubo bubo», la Râle des genêts «Crex crex» ou le Blongios nain «Ixobrychus minutus».

L'article 12 de la «directive Oiseaux» concerne l'obligation de rapportage des États membres et de la Commission, tout en se focalisant sur les progrès réalisés dans l'implémentation de ladite directive. Récemment, la Commission sur accord avec les États membres a revu la procédure de rapportage dans l'objectif de le compléter par les données concernant l'état de conservation des populations des espèces d'oiseaux sauvages visées par la directive, tout en faisant un parallélisme entre la procédure et les échéances du rapportage de la «directive Oiseaux» et celui de la «directive Habitat», c.-à-d. une périodicité de six ans. La méthodologie et les résultats sont accessibles en ligne, ainsi qu'un résumé des résultats concernant les oiseaux.<sup>4</sup>

Une bonne connaissance de la situation et des variations des effectifs des populations d'oiseaux est une condition essentielle pour garantir que les États membres de l'Union européenne transposent de façon suffisante les obligations de la «directive Oiseaux». Pour évaluer les effectifs des populations et pour déterminer leurs variations dans le temps, ainsi que pour identifier des différences géographiques ou encore des différences dans et en dehors du réseau Natura 2000, une méthodologie standardisée, répétable et donc comparable entre les comptages est nécessaire. Considérant ce qui précède, des programmes de suivi de nombreuses espèces d'oiseaux ont été initiés depuis la fin des années 1990 par la Centrale ornithologique du Luxembourg cofinancée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

**Question 1219** (17.06.2015) de **Mme Josée Lorsché (déi gréng)** concernant les **membres actifs féminins dans les corps de sapeurs-pompiers**:

À l'occasion de la Journée internationale de la femme 2013, le Ministère de l'Égalité des chances (MEGA) avait lancé l'initiative «D'Fraen am Rettungswiesen: Mir sinn dobäi!». Cette campagne avait pour objectif d'encourager les femmes à s'engager davantage dans les services de secours, y incluant les corps de sapeurs-pompiers. Les rapports annuels<sup>5</sup> sur les effectifs des différents corps de sapeurs-pompiers, publiés par la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers du Grand-Duché de Luxembourg, n'incluent cependant pas de statistiques sur le genre des membres actifs au sein de chaque corps, sauf pour les sections des jeunes «Jugendpompjeën».

Selon mes informations, un corps de sapeurs-pompiers du Grand-Duché semble ne pas accepter des membres actifs féminins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. L'impact de la campagne du MEGA sur l'engagement des femmes dans les services de secours et plus particulièrement dans les corps de sapeurs-pompiers a-t-il été analysé?
2. Quelle est l'évolution du nombre d'hommes et de femmes actifs au sein des différents corps de sapeurs-pompiers dans les années 2012, 2013 et 2014?
3. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un, voire plusieurs corps de sapeurs-pompiers n'acceptent pas de femmes comme membres actifs? Dans l'affirmative, ce refus n'est-il pas contraire à la législation en vigueur et au principe d'égalité devant la loi?

<sup>4</sup> [http://www.environnement.public.lu/conserv\\_nature/dossiers/Rapports\\_desdirectives/index.html](http://www.environnement.public.lu/conserv_nature/dossiers/Rapports_desdirectives/index.html)

<sup>5</sup> <http://www.pompjeesverband.lu/content2/menu/left/122>

<sup>1</sup> Arrêt C-3/96, 19 mai 1998, Commission des Communautés européennes c/ Royaume des Pays-Bas

<sup>2</sup> <http://www.luxnatur.lu/publi/wb25001144.pdf#page84>

<sup>3</sup> CJCE, C-355/90, 2 août 1993, Commission/Espagne; CJCE, C-44/95, 11 juillet 1996, Commission/Royaume-Uni; CJCE, C-71/97, 1 octobre 1998, Commission/Espagne; CJCE, C-3/96, 19 mai 1998, Commission/Pays-Bas; CJCE, C-71/97.





**Réponse** (22.07.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Dans sa question parlementaire, Madame la Députée réfère à une campagne lancée conjointement par le Ministère de l'Égalité des chances et le Ministère de l'Intérieur dans le cadre de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2013. La campagne consistait en des démonstrations de sauvetage effectuées par des membres actifs féminins des services de secours sur la place Guillaume à Luxembourgville et en une table ronde organisée au Cercle Cité.

Il n'y a pas eu d'analyse spécifique concernant l'impact de cette campagne sur l'engagement des femmes dans les services de secours.

En ce qui concerne les corps de sapeurs-pompiers, le nombre de membres féminins a évolué comme suit dans les années 2012 à 2015:

Année	Membres actifs	Vétérans	Membres inactifs	Jeunes pompiers	Total
2012	589	31	22	310	952
2013	534	30	54	300	918
2014	532	34	76	318	960
2015	528	34	79	319	960

Le Ministère de l'Intérieur n'a pas connaissance que des corps de sapeurs-pompiers n'accepteraient pas des femmes comme membres actifs et aucune réclamation dans ce sens n'a été portée à sa connaissance. Un tel comportement serait en effet contraire à la législation en vigueur et au principe d'égalité devant la loi.

**Question 1220** (17.06.2015) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant l'évaluation des risques à effectuer par les employeurs:

Aux termes de l'article L.312-1 du Code du Travail, tout employeur doit assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail. Pour y parvenir il doit e. a. procéder à une évaluation des risques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que tout employeur établi au Luxembourg procède à cette évaluation des risques? De quelle manière?
2. Combien d'entreprises ont recours à des «salariés désignés», tels que définis à l'article L.312-3 du Code du Travail et combien font appel à des compétences extérieures?
3. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de fois l'Inspection du travail et des mines a été saisie en application de l'article L.312-7 (5) du Code du Travail au cours des cinq dernières années? Combien de fois les réserves exprimées par les salariés quant au dispositif mis en place par l'employeur se sont-elles avérées par la suite?

**Réponse** (24.07.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Aux termes de l'article L.312-1 du Code du Travail, tout employeur doit assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail. Pour y parvenir il doit e. a. procéder à une évaluation des risques.

Ad 1. Le premier alinéa du 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article L.312-2 du Code du Travail dispose que l'employeur doit évaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, y compris dans le choix des équipements de travail, des substances ou préparations chimiques et dans l'aménagement des lieux de travail. Le point 1 du premier paragraphe de l'article L.312-5 du Code du Travail dispose que l'employeur doit disposer d'une évaluation des risques pour la sécurité et la santé au travail, y compris ceux concernant les groupes des salariés à risques particuliers.

Dans le cadre de ses compétences, l'ITM effectue des contrôles ponctuels dans les entreprises. Ces contrôles englobent divers aspects relatifs à la sécurité et à la santé des salariés.

Vu que ces contrôles ne sont qu'effectués dans un nombre restreint d'entreprises, aucune statistique se référant à tous les employeurs ne peut être fournie.

Par ailleurs, conformément à l'article L.614-3 du Code du Travail, si l'employeur contrôlé n'a fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou sanction administrative, le rapport relatif au contrôle ainsi que toutes les pièces s'y rapportant sont à détruire dans les deux ans.

Toutefois, il y a lieu de relever que pour les établissements soumis à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les exploitants sont tenus de fournir une telle évaluation des risques dans le cadre de la demande d'autorisation.

Ad 2. L'article L.312-3 dispose que tout employeur doit désigner un ou plusieurs salariés pour s'occuper des activités de protection et des activités de prévention des risques professionnels de l'entreprise. Pour les entreprises occupant jusqu'à 50 salariés, l'employeur peut lui-même assumer cette mission, lorsqu'il remplit les conditions y relatives. Malheureusement, la législation ne prévoit pas que la dési-

gnation d'un salarié désigné soit notifiée, soit au Ministre ayant le travail dans ses attributions, soit à l'Inspection du travail et des mines. Par conséquent, ni l'ITM, ni le Ministre ne disposent de statistiques sur le nombre des salariés désignés qui ont été nommés par les entreprises. Il en est de même en ce qui concerne le recours à des compétences extérieures.

Suivant les indications des organismes de formation, 1.386 personnes ont été formées entre 1997 et 2006 et environ 12.000 personnes ont suivi la formation pour salariés désignés depuis 2007.

Ad 3. L'article L.312-7 (5) dispose que l'employeur est tenu d'accorder aux délégués à la sécurité une dispense de travail suffisante sans perte de salaire et de mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour permettre à ces représentants d'exercer les droits et fonctions découlant du présent titre. Les salariés ou leurs représentants ont le droit de faire appel, conformément notamment au livre VI, titre 1<sup>er</sup>, à l'Inspection du travail et des mines s'ils estiment que les mesures prises et les moyens engagés par l'employeur ne sont pas suffisants pour garantir la sécurité et la santé au travail.

Conformément à l'article L.614-3 du Code du Travail, si l'employeur contrôlé n'a fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou sanction administrative, le rapport relatif au contrôle ainsi que toutes les pièces s'y rapportant sont à détruire dans les deux ans. Actuellement, le système de gestion des enquêtes auprès de l'ITM n'offre pas la possibilité de fournir des données chiffrées relatives à la saisine de délégués à la sécurité.

**Question 1222** (17.06.2015) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant les sapeurs-pompiers volontaires:

Le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 portant organisation 1. de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des Services de Secours 2. des services d'incendie et de sauvetage des communes précise que pour être admis aux fonctions de sapeur-pompier volontaire, le candidat doit signer une déclaration d'adhésion au corps des sapeurs-pompiers et dans un délai de deux années à compter de sa date d'admission, il doit avoir obtenu le brevet de formation initiale des sapeurs-pompiers volontaires.

Endéans les cinq années qui suivent l'adhésion du candidat, ce dernier doit obtenir le brevet d'aptitude du 1<sup>er</sup> degré portant sur les techniques de la lutte contre l'incendie. Le sapeur-pompier qui n'obtient pas ce brevet dans ce délai est qualifié de membre inactif et ne peut plus prendre part aux interventions effectuées par son corps.

Or, beaucoup de sapeurs-pompiers volontaires, membre d'un corps des sapeurs-pompiers avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 et pouvant se prévaloir de plusieurs années d'expérience ne sont pas en possession du brevet d'aptitude requis par ce règlement grand-ducal. De ce fait, beaucoup de corps de pompiers risquent de ne plus être opérationnels vu que ces membres sont qualifiés de membres inactifs et ne peuvent ainsi plus participer aux interventions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Pour les sapeurs-pompiers volontaires membre d'un corps des sapeurs-pompiers avant l'entrée en vigueur du règlement susmentionné, est-il prévu de les dispenser de l'obtention du brevet d'aptitude du 1<sup>er</sup> degré afin qu'ils puissent continuer à prendre part aux interventions effectuées par leur corps et ainsi agir et s'engager en faveur de leurs concitoyens?

**Réponse** (22.07.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député fait référence à l'obligation pour les sapeurs-pompiers volontaires d'obtenir dans un délai de cinq ans à partir de leur adhésion au corps de sapeurs-pompiers, le brevet d'aptitude du degré portant sur les techniques de la lutte contre l'incendie. Monsieur le Député fait encore observer qu'un certain nombre de sapeurs-pompiers volontaires, membres d'un corps des sapeurs-pompiers avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 et pouvant se prévaloir de plusieurs années d'expérience, ne sont pas en possession du brevet d'aptitude requis par ce règlement grand-ducal et ne peuvent ainsi plus participer aux interventions.

Cette problématique a été portée à la connaissance du Ministère de l'Intérieur par la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers qui avait demandé une dérogation pour les sapeurs-pompiers volontaires, ayant eu au moins 50 ans au moment de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 5 mai 2010 précité et qui ont au moins 25 années de service à leur actif. Le Ministre de l'Intérieur a suivi la proposition de la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers, de sorte que le règlement grand-ducal du 12 février 2015 a introduit une dispense pour l'obtention du brevet d'aptitude du 1<sup>er</sup> degré portant sur les techniques de la lutte contre l'incendie pour les sapeurs-pompiers qui remplissent les conditions mentionnées ci-dessus, sous réserve d'avoir suivi une formation d'au moins 28 heures en matière de lutte contre l'incendie dispensée par un organisme agréé par le Ministre avant le 31 décembre 2018 au plus tard.

Je tiens à relever que la décision de ne pas dispenser les personnes membres d'un corps de sapeurs-pompiers avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 de l'obtention du brevet d'aptitude du 1<sup>er</sup> degré a été prise à juste titre par mon prédécesseur. En effet, l'amélioration de la formation des agents des services de secours pour des raisons de sécurité (tant pour les agents eux-mêmes et leurs collègues que pour les personnes à secourir) a été un des principes majeurs ayant guidé la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours et votée également par l'honorable Député.

Afin de permettre aux sapeurs-pompiers qui ne remplissent plus ou pas encore les conditions de formation prévues par la réglementation en vigueur, mes services étudient, ensemble avec la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers, les possibilités d'augmenter et de diversifier l'offre des cours de formation, afin de permettre à tous les membres des corps de sapeurs-pompiers de satisfaire aux conditions de formation demandées.

**Question 1223** (17.06.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la réhabilitation du Pont Adolphe:

Le 2 avril 2015, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a annoncé que les coûts de réhabilitation du Pont Adolphe s'élèveraient à 40,2 millions d'euros, ce qui correspond à des économies d'environ un tiers du montant initialement prévu de 63 millions d'euros. Selon Monsieur le Ministre, cette réduction drastique résulte de la baisse du cours des matières premières et des offres des entreprises liées à la conjoncture.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quant aux économies liées à la baisse des matières premières, selon certaines sources, la reconstruction du pont se ferait non pas à l'aide de pierres naturelles mais de pierres en béton habillées. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il confirmer cette affirmation?

- Quant aux économies liées aux entreprises et à la conjoncture, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il préciser d'où ces économies proviennent exactement?

- Est-ce qu'il y a des économies par rapport à la main-d'œuvre employée?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que tous les travailleurs impliqués dans ces travaux furent embauchés selon les règles du droit du travail luxembourgeois?

- La main-d'œuvre est-elle suffisamment formée et spécialisée pour réhabiliter le Pont Adolphe selon les «règles de l'art», dans le respect de l'ouvrage de l'ingénieur Paul Séjourné?

- Le rapport de la Commission du Développement durable mentionne que «les travaux de réhabilitation du Pont Adolphe devraient lui assurer une pérennité d'une centaine d'années». Pendant combien d'années le pont réhabilité sera-t-il couvert par la garantie? Comment et par qui la surveillance et la maintenance des structures du Pont Adolphe seront-elles assurées?

- Est-ce qu'il y a des études sur la réaction des structures métalliques face aux variations du climat et aux charges auxquelles elles sont exposées? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats? Monsieur le Ministre peut-il garantir que le carottage (tiges, barres métalliques) ne risque pas de causer de nouveaux problèmes?

**Réponse** (28.07.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés au sujet de la reconstruction du Pont Adolphe à l'aide de pierres naturelles, il y a lieu de souligner que le projet de réhabilitation de l'ouvrage a été conduit par mes services en s'obligeant au maintien maximal, voire total, des maçonneries d'origine. Chaque pierre démontée a été numérotée, stockée et sera finalement reposée à sa place d'origine. Seules les pierres cassées ou fortement détériorées (environ 5% du volume) seront remplacées par de nouvelles pierres naturelles en provenance des mêmes carrières que celles utilisées à l'époque par Paul Séjourné et plus précisément:

- les pierres de Gilsdorf utilisées pour l'arc principal et le complément du blason;

- les pierres d'Ernzen pour le restant du pont.

Les balustrades de garde-corps, qui est à refaire tel que prévu par le projet, seront reconstruites à l'identique avec des pierres naturelles d'Ernzen. Seules les parties pleines auront un noyau, en béton armé - indispensable pour la stabilité - comme c'était déjà le cas auparavant.

L'exploitant des carrières est une société spécialisée en pierres naturelles qui dispose d'une expérience de plusieurs décennies. Elle est mandatée directement par l'Administration des Ponts et Chaussées. La réfection de la maçonnerie sur site est assurée par une entreprise spécialisée, provenant du Sud de la France et disposant d'une grande réputation dans ce domaine.

Il y a donc lieu de remarquer que les sources des honorables Députés étaient mal informées.

Une économie des coûts de réhabilitation du Pont Adolphe n'est donc pas due aux pierres naturelles, mais notamment aux raisons suivantes:

Au moment du dépôt de la loi portant sur la réhabilitation du Pont Adolphe, certains détails du projet n'avaient pas encore été définitivement arrêtés, à savoir:

- utilisation d'un acier à haute ductilité pour les barres de confortement des arcs au lieu du titane. En effet, les essais menés à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) ont montré le caractère fragile de ce dernier matériau;

- réorganisation de l'installation de chantier et renonciation à la construction d'une importante surface de travail le long de la Pétrusse en rive droite;

- diminution de l'envergure du projet, notamment la réfection des trottoirs et le renouvellement des réseaux le long des routes adjacentes.

Chaque projet mis en soumission est sujet à la concurrence entre les entreprises. Les offres sont élaborées sur base des expériences spécifiques, du know-how, des ressources humaines et matérielles de l'entreprise, ainsi que de leurs relations avec des sociétés spécialisées dans différents domaines qui seront éventuellement leurs sous-traitants.

Le prix de chaque position est influencé par le taux d'occupation des entreprises, et en conséquence le nombre de projets/travaux sur le marché conditionne le niveau des montants



des travaux (loi des marchés, offre et demande).

Ainsi le prix de l'offre de l'adjudicataire se situe de presque 23% en dessous du devis remis avec le dossier de soumission. Toutefois, l'adjudicataire a remis une offre techniquement conforme et respectant les taux prévus par la convention collective de travail pour le bâtiment déclarée d'obligation générale.

L'affinement des études du projet du tram avec abandon du principe de l'alimentation des trams par un troisième rail conducteur va aussi conduire à une économie sensible des coûts.

S'y ajoute encore le fait que la baisse du coût des travaux entraîne automatiquement une baisse des honoraires des bureaux d'études qui sont calculés au prorata du coût effectif des travaux. Aussi, au stade actuel des travaux, le montant réservé aux divers et imprévus ne sera pas entièrement dépensé.

En ce qui concerne la main-d'œuvre employée, il faut dire que le chantier de réhabilitation du Pont Adolphe a un taux de main-d'œuvre très élevé par rapport à d'autres chantiers classiques de construction d'ouvrages d'art. L'emploi de machines lourdes n'est guère possible en raison de la capacité portante de l'échafaudage et des contraintes liées à la limitation des vibrations dans la structure. L'affectation du personnel et de la main-d'œuvre est conditionnée par le phasage des travaux et l'interaction des différents corps de métier dans le cadre du planning général des interventions.

En moyenne une cinquantaine d'ouvriers par jour travaillent sur ce chantier et des économies par rapport à la main-d'œuvre ne sont pas envisageables sans allonger considérablement les délais pour la finalisation des travaux. La seule économie se reflète dans le savoir-faire des entreprises à planifier les travaux de façon à ce que l'occupation du personnel soit efficace et continue.

Au sujet de l'embauche des travailleurs selon les règles du droit du travail luxembourgeois je renvoie à ma réponse commune avec le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire à la question parlementaire n°1186 de Messieurs les Députés Marc Spautz et Aly Kaes (cf. *compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015*).

Ainsi, dans le cadre du respect du travail en détachement et de la sécurité, l'Inspection du travail et des mines (ITM) fait des contrôles réguliers concernant le personnel détaché par les entreprises et le respect du droit du travail luxembourgeois.

De plus, le chantier est équipé d'une pointeuse afin de contrôler le nombre d'heures de travail et les présences sur le chantier et chaque ouvrier est obligé de s'enregistrer dès son arrivée au chantier.

Toutes les entreprises ont les références et l'expérience nécessaires pour mener les travaux de réhabilitation du Pont Adolphe à bonne fin et leurs ouvriers ont un grand savoir-faire dans leur domaine respectif et sont suffisamment formés et spécialisés pour réhabiliter le Pont Adolphe.

De plus, des procédures de travail sont rédigées pour chaque activité sur le chantier. La plupart des procédures sont soumises à une validation par des essais de convenance avant leur approbation.

Finalement, les ouvriers et employés doivent se soumettre aux ordres de l'administration. En cas de non-obéissance ou en cas de circonstances graves, l'écartement du chantier de ces personnes sera exigé, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent.

La pérennité de l'ouvrage est conçue pour une durée de 100 ans.

Lors des phases d'études et de préparation du projet, de multiples analyses ont été réalisées. Des universités ainsi que des experts à l'échelle européenne ont été consultés et ont contribué à la définition des procédés et mesures de réhabilitation et de conservation de l'ouvrage.

Toutes ces analyses et études ont été coordonnées par la Division des Ouvrages d'Art de l'Administration des Ponts et Chaussées qui assure également le suivi, la surveillance et l'entretien de l'ouvrage.

L'ouvrage sera équipé d'un système de monitoring de détection de corrosion qui fournira à tout moment des informations sur l'état des éléments.

Concernant la garantie, l'entrepreneur est responsable conformément aux articles 1641, 1792 et 2270 du Code civil.

Quant à la réaction des structures métalliques face aux variations de climat et aux charges, je précise que l'élément principal de la stabilisation de l'ouvrage, outre l'injection de l'ensemble des fissures et microfissures est consti-

tué par le confortement de l'arc principal au moyen d'une précontrainte radiale et transversale. Ensemble avec les forces naturelles axiales dues au système statique et à la nature de l'ouvrage, la précontrainte dans les deux sens crée un état tridimensionnel de contraintes qui augmente la résistance de la structure et la capacité portante de l'ouvrage.

Ce système a été mis au point en étroite collaboration avec les bureaux d'études et l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et une attention particulière a été portée sur la performance du système de protection anticorrosion:

- la protection passive est conçue d'éléments redondants. Toutes les pièces d'ancrage de la précontrainte sont réalisées en inox Duplex qui représente l'acier le plus résistant contre la corrosion;

- un système actif de détection de corrosion est installé et surveille l'ouvrage en permanence.

Tous les forages sont injectés au moyen d'un coulis spécifique à base de ciment. Par ailleurs, une partie des ancrages est munie de l'option d'un démontage ultérieur pour des raisons de contrôle et d'analyse.

Il est assuré que la sollicitation dans l'arc ne dépasse jamais les limites des matériaux et de la structure. Dans cet objectif, une surveillance permanente par équipements «thermologues», extensomètres, détecteurs d'ébranlements, ainsi qu'un suivi régulier des déformations seront mis en place.

L'ensemble des phases de démolition et de reconstruction est calculé minutieusement moyennant des logiciels performants. De plus, les têtes d'ancrage sont capables de reprendre les différences d'allongement entre la pierre et l'acier suite aux variations de température. On peut ainsi garantir que les nouvelles inclusions ne risqueront pas de causer de nouveaux problèmes.

Même si le risque de tremblement de terre est pratiquement inexistant, le pont a été conçu pour y résister.

**Question 1224** (17.06.2015) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **Traité de non-prolifération**:

Lors de la récente Conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) qui s'est conclue à New York le 22 mai 2015, 107 nations ont approuvé l'important Engagement humanitaire proposé par l'Autriche «pour combler le vide juridique pour l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires». Cela a constitué le résultat le plus significatif de ce mois de négociations mouvementées.

Malheureusement, le Luxembourg ne figurait pas parmi les nations qui ont approuvé ce texte.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Pour quelles raisons le Luxembourg n'a-t-il pas approuvé l'Engagement humanitaire proposé par l'Autriche?

2. En tant que partie du Traité de non-prolifération, le Luxembourg est dans l'obligation légale de poursuivre les négociations pour le désarmement nucléaire. N'estimez-vous pas que l'approbation de l'Engagement humanitaire soit conforme à cette obligation légale?

3. Cette décision est-elle définitive ou le Gouvernement luxembourgeois entend-il rejoindre prochainement les 107 nations qui ont approuvé l'Engagement humanitaire?

**Réponse** (21.07.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Ad 1. Le Luxembourg partage l'objectif d'un désarmement et la création d'un monde sans armes nucléaires dans le cadre des accords internationaux existants et des accords de sécurité auxquels il adhère. Dans cet esprit, il est dommage que la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) a laquelle se réfère l'honorable Député n'ait pas été en mesure d'adopter un document final et d'enregistrer par la même occasion des progrès dans le domaine du premier pilier du Traité, à savoir le désarmement.

Le Luxembourg considère que l'approche retenue par l'«Engagement humanitaire» pour atteindre un monde sans armes nucléaires - à savoir la rédaction d'un nouvel instrument juridiquement contraignant prohibant la production, le stockage ou la vente d'armes nucléaires - n'est pas de nature à répondre à l'objectif poursuivi, dans la mesure où elle ne prend pas

en compte les préoccupations sécuritaires des États détenteurs d'armes nucléaires parties au TNP qui, au vu des bouleversements récents au niveau de l'environnement sécuritaire global, ne signeraient dès lors pas un tel instrument.

C'est la raison pourquoi le Luxembourg continue à soutenir l'approche progressive de désarmement nucléaire, qui se base sur des réductions étape par étape, vérifiables par le biais d'un processus négocié entre les États détenteurs d'armes nucléaires. Par ailleurs, des réflexions s'imposent également concernant les autres États possédant des armes nucléaires qui ne sont pas parties du TNP et qui ne sont actuellement soumis à aucune obligation juridique.

Ad 2. Le Traité de non-prolifération a en effet pour objectif ultime le désarmement nucléaire et la création d'un monde sans armes nucléaires. Or, comme indiqué sous le point 1., le débat concernant la meilleure manière d'y arriver demeure ouvert et a donc dominé la récente Conférence d'examen à New York.

Ad 3. Luxembourg demeure fermement engagé à créer un monde exempt d'armes nucléaires et continue de considérer le TNP comme la pierre angulaire du régime global de non-prolifération. Le Luxembourg plaide par ailleurs en faveur d'un recentrage des débats sur l'entrée en vigueur du TICE (Traité d'interdiction complète des essais nucléaires), ainsi que sur les efforts de lancer dans les meilleurs délais des négociations pour un traité interdisant la production de matières fissiles pour les armes nucléaires («Fissile Material Cut-off Treaty»).

**Question 1225** (19.06.2015) de **M. Max Hahn** (*DP*) concernant le **réseau national des pistes cyclables**:

Le programme gouvernemental précise qu'il «est prévu de développer de façon conséquente le réseau national des pistes cyclables tant pour les besoins touristiques que pour les besoins de la mobilité quotidienne». En date du 24 février 2015, la Chambre de Députés a voté de manière unanime le projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Lors des discussions au sein de la Chambre des Députés, il était question d'un passage pour la mise en place des différentes pistes cyclables prévues. Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir de plus amples informations quant aux différentes phases de mise en œuvre?

- Lesquelles des pistes cyclables sont définies prioritaires par le Gouvernement dans un premier temps?

- Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions quant à l'état d'avancement de la planification, au délai de construction et aux travaux à exécuter dans ce contexte?

**Réponse** (31.07.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux prévoit la création de 41 itinéraires cyclables nationaux qui doivent desservir des points d'intérêts majeurs tels que des gares ferroviaires ou des pôles d'emplois. De ce fait, il est non seulement prévu de réaliser de nouveaux itinéraires cyclables, mais d'adapter aussi le réseau national existant afin de pouvoir desservir lesdits points d'intérêts et de supprimer les points dangereux.

Mes services ont identifié en conséquence les différentes mesures nécessaires pour la réalisation de ces itinéraires qui peuvent à ce stade être regroupés à plus de 100 projets, dont certains sont déjà plus avancés vu qu'ils ont été élaborés sur base de l'ancienne loi datant de 1999. Les nouveaux projets sont actuellement analysés conjointement par les services en charge de la mobilité douce, de l'environnement et de la gestion de l'eau en vue des autorisations nécessaires conformément à la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et la loi du 30 décembre 2008 sur la protection et gestion des eaux.

Vu que l'extension du réseau cyclable national ne peut pas se faire d'un seul coup, des priorités ont été définies pour ces projets en fonction de leur utilité dans le réseau national et des ressources pour la mise en œuvre. De manière générale, une priorité est accordée à la connexion

du réseau cyclable national aux grands pôles d'emplois, aux pôles d'échanges et parkings relais, aux itinéraires touristiques internationaux ainsi qu'aux lycées de proximité.

De ce fait, il est prévu que pour les projets de la première phase de réalisation, au moins les chantiers débiteront dans les meilleurs délais. En ce qui concerne les projets pour la mobilité douce quotidienne, on peut citer entre autres la desserte interne des centres de développement et d'attraction, la liaison entre les communes de la Région Sud, la desserte des zones d'activités d'envergure ainsi que certaines pénitentes de la Ville de Luxembourg. Les grands projets à vocation touristique sont la réalisation de l'Euroveloroute n°5 passant sur le territoire luxembourgeois par les pistes PC17, PC11 et PC6, la promenade le long de la Moselle, le raccord de la Vennbahn à Clervaux et à la Nordstad ainsi que le raccord de la zone de récréation «Stauséi» au réseau national.

Cependant, la planification de toutes les autres pistes cyclables avancera parallèlement. De ce fait, si l'un des projets prioritaires rencontrait des difficultés et des retards imprévus, un autre projet, non prioritaire, mais dont les questions d'emprises et d'autorisations auraient été réglées, serait réalisé plus tôt que prévu.

**Question 1228** (19.06.2015) de **Mme Martine Hansen** (*CSV*) concernant l'**éducation précoce**:

En automne dernier, le Gouvernement avait annoncé de créer un accès gratuit à un encadrement pédagogique pour les enfants de deux à trois ans pendant les horaires de l'enseignement public luxembourgeois (26 heures par semaine) et la durée de l'année scolaire (36 semaines).

Quant à l'éducation précoce, celle-ci est déjà gratuite et s'adresse à tous les enfants âgés de trois ans. La fréquentation des classes précoces est facultative, toutefois une fois les enfants inscrits, les parents sont tenus d'assurer la présence de ces derniers en classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien de classes précoces existent actuellement au Luxembourg?

2. Combien de places sont actuellement disponibles dans l'ensemble des classes précoces?

3. Combien de places sont à mi-temps et à plein-temps? (Certaines communes proposent les deux formules.)

4. Existe-t-il un manque de places? Quelles communes sont le plus concernées par ce manque de places?

5. Combien de places seront encore nécessaires pour garantir à chaque enfant âgé de trois ans le droit de pouvoir fréquenter une classe de l'éducation précoce pendant l'horaire total de l'école luxembourgeoise?

6. De quelle manière le Ministre entend-il réaliser le principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre tous les enfants dans l'accès à l'éducation précoce?

**Réponse** (21.07.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. Durant l'année scolaire 2014-2015, 251 classes d'éducation précoce figuraient dans les organisations scolaires établies par les communes/syndicats scolaires.

Ad 2. Partant des recommandations de ma circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2015-2016 qui précise que les groupes d'éducation précoce ne devraient, en principe, pas dépasser 20 enfants par groupe, 251 classes pourraient accueillir un maximum de 5.020 enfants. Cette considération ne tient évidemment pas compte de la capacité actuelle des locaux scolaires, mais est à considérer comme limite supérieure. Pour comparaison, d'après les modèles calculés par le Statec, la population comprend 6.083 enfants de trois ans en 2014.

Ad 3. L'éducation précoce est organisée par plages: cinq plages durant les matinées du lundi au vendredi et trois plages durant les après-midis du lundi, mercredi et vendredi. L'inscription des enfants à l'éducation précoce dépend aussi bien de la volonté de leurs parents que des disponibilités offertes par les



communes. Au cours de l'année scolaire 2014-2015, 4.059 enfants ont été inscrits pour un total de 26.187 places, alors que l'inscription théorique maximale se chiffre à 32.472 places pour ces mêmes enfants.

Partant des considérations développées au point 2. ci-avant, un total de 5.020 enfants aurait pu être inscrit pour un maximum de 40.160 places.

Ad 4. L'éducation précoce fonctionne par classes, chaque classe pouvant être constituée d'un ou plusieurs groupes dont la taille ne dépasse pas, dans la mesure du possible, le nombre de 20 enfants. Les groupes sont constitués en fonction des demandes. Pour bon nombre de parents, la fréquentation de l'éducation précoce est tributaire de l'encadrement socio-éducatif offert et de l'accessibilité de ce dernier pour les enfants de l'âge précoce, notamment pendant la pause de midi, avant 8.00 heures et après 16.00 heures. Pour des parents qui travaillent à plein temps, une prise en charge continue incluant les plages en dehors de l'horaire scolaire est souvent une condition indispensable à la fréquentation de l'éducation précoce.

Par conséquent, il s'avère hasardeux d'apporter une réponse à la question posée, puisque celle-ci ne se limite pas à l'accessibilité de l'éducation précoce.

Ad 5. Comme il ressort des explications qui précèdent que la fréquentation d'une classe de l'éducation précoce dépend souvent des possibilités d'accueil en dehors de l'horaire scolaire, le calcul de places nécessaires est difficile à réaliser. Il s'agira plutôt de pourvoir à un accès des enfants de l'âge précoce à l'offre d'encadrement socio-éducatif. Afin d'assurer une prise en charge cohérente, coordonnée et centrée sur les besoins de l'enfant, j'encourage la mise en place de projets qui fonctionnent selon le principe d'un encadrement à journée continue. L'objectif principal consiste à faciliter le quotidien des enfants âgés de trois à quatre ans en leur offrant un encadrement dans un même endroit assuré par une seule équipe pédagogique et socio-éducative. Une telle conception permet de mieux répondre aux besoins individuels de chaque enfant et d'y adapter les activités didactiques, éducatives et ludiques. Elle constitue une offre facultative pour les familles qui ne peuvent toutefois pas être obligées à en profiter.

Pour ce qui du détail des deux questions relatives à l'offre et l'accessibilité de l'éducation précoce pour les enfants de trois ans, j'aimerais renvoyer au bilan de l'éducation précoce qui est en train d'être finalisé par mes services. Au cours de l'année scolaire 2014-2015 ont été réalisées différentes études quantitatives et qualitatives en collaboration avec les chercheurs de l'Université du Luxembourg. La fréquentation de l'éducation précoce a été un élément clé de cette enquête. Les réponses sont actuellement en train d'être évaluées et la présentation des résultats sera prévue pour le début de l'année scolaire 2015-2016.

Ad 6. La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire a introduit le droit à une formation scolaire pour chaque enfant âgé de trois ans qui habite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Ce droit est défini non seulement comme le droit de pouvoir fréquenter une école de l'enseignement fondamental, mais également comme le droit d'y recevoir une éducation adaptée à ses besoins.

Cette approche inclusive et différenciée est à la base d'une éducation qui repose sur les principes d'égalité et d'équité des chances.

De nombreuses études ont démontré les effets bénéfiques d'une éducation de qualité dès le plus jeune âge portant sur le développement des enfants. Conscient du fait que ces effets bénéfiques ne peuvent être déployés sans une fréquentation régulière de l'éducation précoce, mon département encourage les communes depuis des années à prévoir un minimum de quatre places par semaine pour l'éducation précoce.

**Question 1229** (19.06.2015) de **Mme Joëlle Elvinger (DP)** concernant la «Stéftung Hëllef Doheem»:

Suite à la récente annonce de la «Stéftung Hëllef Doheem» de vouloir licencier quelque 90 de ses salariés, le Ministère de la Sécurité sociale

ainsi que le Ministère de la Famille et de l'Intégration ont déclaré leur volonté d'agir comme médiateur entre les deux parties concernées.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuels engagements de la part du Gouvernement vis-à-vis des responsables de la «Stéftung Hëllef Doheem»?

- Si tel est le cas, Monsieur le Ministre saurait-il m'informer sur l'envergure financière de ces engagements?

- Si des engagements ont été pris vis-à-vis de la «Stéftung Hëllef Doheem», est-ce que ceux-ci seront également applicables aux autres prestataires du secteur et quel en sera l'impact budgétaire?

**Réponse** (07.08.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Pour cadrer les problèmes que la présente question parlementaire évoque, je me permets de rappeler à Madame la Députée la réponse que j'ai fournie en date du 26 juin 2015 à la question parlementaire de Monsieur le Député Marc Spautz qui traitait du même sujet (*cf. question parlementaire n°1167, compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015*).

Entre-temps ont eu lieu plusieurs réunions entre représentants gouvernementaux, l'association sans but lucratif «Stéftung Hëllef Doheem» et les organisations syndicales.

La «Stéftung Hëllef Doheem» s'est engagée à la suite de ces négociations à geler le plan social.

En contrepartie, les Ministres de la Famille et de l'Intégration, de la Sécurité sociale et du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ont consenti à mettre en œuvre tous les instruments légaux à leur disposition dans un tel cas tels que les différents modèles de préretraite, l'aide au réemploi, la mise à la retraite et ceci pour éviter des licenciements.

Par ailleurs, certaines pistes sont mises à l'étude afin de permettre de contrefinancer en partie certaines dépenses du prestataire résultant de l'exécution d'un service universel.

Ces travaux d'étude n'ont pas encore abouti et les négociations sont partant encore en cours, de sorte qu'il est impossible de donner à l'heure actuelle des informations plus précises concernant les tenants et aboutissants de celles-ci.

Les instruments légaux mis en route par le Gouvernement par rapport à la «Stéftung Hëllef Doheem» s'appliquent à tous les employeurs et salariés.

En ce qui concerne plus précisément les frais découlant de l'exécution du service universel, si des mesures financières spécifiques devaient être prises dans ce domaine, elles seraient certes appliquées de la même façon à d'autres prestataires qui le prennent en charge au même titre.

**Question 1230** (19.06.2015) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant le **niveau de formation des demandeurs d'emploi**:

Il appert que le nombre de personnes inscrites auprès de l'ADEM avec un niveau de formation «moyen supérieur» à «supérieur» est en progression. Alors qu'en avril 2011, cette catégorie de demandeurs d'emploi (DE) représentait environ 36% de la totalité des DE, ce pourcentage franchit désormais la barre des 41%.

La part des jeunes dans cette catégorie de DE semble au contraire en régression (14,13% en avril 2011 par rapport à 10,64% en avril 2015). Notons toutefois que cette comparaison mérite d'être nuancée alors qu'en avril 2011, les chiffres des jeunes DE de cette catégorie portaient les jeunes jusqu'à l'âge de 26 ans, tandis que ceux d'avril 2015 n'y incluaient que ceux de 25 ans au plus.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir de plus amples renseignements quant à l'âge moyen des DE ayant un niveau de formation «moyen supérieur»? Quel est l'âge moyen des DE présentant un niveau de formation «supérieur»?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre des DE du niveau «moyen supérieur» et du niveau «supérieur» par tranche d'âge (moins de 25 ans, 25 à 29 ans, 30 à 39 ans, 40 à 49, 50 à 59 ans et 60 ans et plus)? Est-il possible de retracer l'évolution de ces catégories de DE sur les dernières cinq années?

- Est-ce que l'ancienneté d'inscription des DE d'un niveau de formation «moyen supérieur» augmente avec l'âge des DE? Qu'en est-il des DE du niveau «supérieur»?

- Combien de personnes ayant un niveau de formation «moyen supérieur» à «supérieur» n'apparaissent pas dans les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi du fait qu'elles sont affectées à une mesure pour l'emploi? Est-ce que ce pourcentage a évolué dans des proportions similaires que la part des DE du niveau de formation «moyen supérieur» et «supérieur» dans le total des DE?

**Réponse** (16.07.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Entre avril 2011 et avril 2015 deux changements sont intervenus dans la méthodologie statistique. Premièrement, la méthodologie pour le comptage des demandeurs d'emploi a été changée à partir de janvier 2012. Deuxièmement, les catégories d'âge ont été modifiées, de sorte qu'un «jeune» est dorénavant une personne âgée de moins de 25 ans plutôt que moins de 26 ans. Les tableaux ci-dessous tiennent compte de ces changements et proposent tous les chiffres selon les normes les plus récentes.

La part des demandeurs d'emploi qui disposent d'un niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur» est passée de 37,2% en avril 2011 à 41,1% en avril 2015. Chez les jeunes de moins de 25 ans, cette part est passée de 32,7% en avril 2011 à 41,1% en avril 2015. Le niveau «moyen supérieur» correspond à l'équivalent des classes de 12<sup>e</sup> à 14<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'à l'équivalent des classes de 2<sup>e</sup> et 1<sup>ère</sup> de l'enseignement secondaire. Le niveau «supérieur» correspond à l'enseignement postsecondaire.

Tableau 1: Demandeurs d'emploi disponibles, par niveau de formation

	Total		< 25 ans	
	Avril 2011	Avril 2015	Avril 2011	Avril 2015
Moyen supérieur	2.840	4.302	445	663
Supérieur	1.985	3.032	94	118
Moyen supérieur + supérieur	4.825	7.334	539	781
Total	12.958	17.731	1.649	1.902
% moyen supérieur + supérieur	37,2	41,4	32,7	41,1

Source: ADEM

On peut comparer le niveau d'éducation des demandeurs d'emploi au niveau d'éducation de la population active. Il s'avère qu'en 2011, 72% des actifs, âgés de 15 à 64 ans, affichent un niveau d'éducation comparable aux catégories «moyen supérieur» et «supérieur».

Tableau 2: Niveau d'éducation de la population active en 2011

	%
Primaire	14
Secondaire inférieur	14
Secondaire supérieur	39
Post-secondaire non tertiaire	2
Tertiaire	31

Source: Statec, Recensement de la population

En avril 2011, les jeunes de moins de 25 ans représentent 11,2% des demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur». Cette part est de 10,6% en avril 2015.

Tableau 3: Demandeurs d'emploi disponibles, de niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur»

	Avril 2011	Avril 2015
< 25 ans	539	781
Total	4.825	7.334
% des < 25 ans	11,2	10,6

Source: ADEM

L'âge moyen des demandeurs d'emploi qui présentent un niveau de formation «moyen supérieur» s'élève à 38,3 ans en avril 2011 et à 38,7 ans en avril 2015. Les demandeurs d'emploi avec un niveau de formation «supérieur» affichent un âge moyen de 38,9 ans en avril 2011 et de 39,4 ans en avril 2015.

Tableau 4: Âge moyen des demandeurs d'emploi disponibles

	Avril 2011	Avril 2015
Moyen supérieur	38,3	38,7
Supérieur	38,9	39,4

Source: ADEM

Le nombre de demandeurs d'emploi qui ont un niveau de formation «moyen supérieur» a augmenté de 51,5% entre avril 2011 et avril 2015. Près de la moitié de cette progression provient des demandeurs d'emploi âgés entre 30 et 49 ans. Le nombre de demandeurs d'emploi qui ont un niveau de formation «supérieur» progresse de 52,7% sur la même période. Les demandeurs d'emploi âgés entre 30 et 49 ans expliquent près de deux tiers de cette croissance. Un tableau avec l'évolution mensuelle des demandeurs d'emploi par niveau de formation et classe d'âge se trouve en annexe.





Tableau 5: Demandeurs d'emploi disponibles, de niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur», par classe d'âge

	Moyen supérieur			Supérieur		
	Avril 2011	Avril 2015	Augmentation (%)	Avril 2011	Avril 2015	Augmentation (%)
< 25	445	663	49,0	94	118	25,5
25-29	388	571	47,2	313	455	45,4
30-39	697	1.064	52,7	717	1.070	49,2
40-49	684	999	46,1	497	800	61,0
50-59	566	882	55,8	313	508	62,3
>=60	60	123	105,0	51	81	58,8
Total	2.840	4.302	51,5	1.985	3.032	52,7

Source: ADEM

Chez les demandeurs d'emploi de niveau de formation «moyen supérieur», la part des personnes avec une durée d'inscription de moins de six mois diminue avec l'âge, tandis que la part des personnes inscrites entre six et douze mois augmente. La part des personnes demandeurs inscrits depuis plus de douze mois diminue avec l'âge des demandeurs. Ceci s'explique par la définition que chez les jeunes de moins de 30 ans, les mesures pour l'emploi sont relativement fréquentes. Pendant que le jeune participe à une mesure pour l'emploi, il reste inscrit à l'ADEM et le compteur de la durée continue.

Chez les demandeurs d'emploi de niveau de formation «supérieur», le constat est légèrement différent. Comme précédemment, la part des demandeurs avec une durée d'inscription de moins de six mois diminue avec l'âge tandis que la part des demandeurs inscrits entre six et douze mois augmente. La part de demandeurs inscrits depuis plus de douze mois augmente progressivement de 21,2% chez les plus jeunes jusqu'à environ 27% chez les demandeurs âgés entre 30 et 49 ans. Ensuite, cette part chute pour revenir à environ 22%.

Tableau 6: Demandeurs d'emploi disponibles, de niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur», par classe d'âge et par durée d'inscription - avril 2015

	Moyen supérieur			Supérieur		
	< 6 mois	6-12 mois	> 12 mois	< 6 mois	6-12 mois	> 12 mois
moins de 25 ans	58,1	15,7	26,2	71,2	7,6	21,2
25-29 ans	47,8	25,2	27,0	61,5	13,2	25,3
30-39 ans	43,8	32,9	23,3	52,6	20,0	27,4
40-49 ans	34,0	42,5	23,4	37,5	35,4	27,1
50-59 ans	23,8	58,5	17,7	30,7	46,5	22,8
60 ans et plus	15,4	67,7	17,9	17,3	60,5	22,2

Source: ADEM

En avril 2011, 1.622 personnes d'un niveau «moyen supérieur» ou «supérieur» ont bénéficié d'une mesure pour l'emploi, soit 37,7% du nombre total des bénéficiaires d'une mesure. En avril 2015, ce nombre est de 1.933 personnes, soit 35% du total des bénéficiaires d'une mesure. Le nombre total des bénéficiaires d'une mesure a progressé de 28,2% entre avril 2011 et avril 2015, tandis que le nombre de bénéficiaires d'un niveau de formation «moyen supérieur» ou «supérieur» n'a progressé que de 19,2%.

Tableau 7: Bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi

	Avril 2011		Avril 2015		
	Personnes	% du total	Personnes	% du total	Variation avril 2011-avril 2015 (%)
Moyen supérieur	1.147	26,6	1.357	24,6	18,3
Supérieur	475	11,0	576	10,4	21,3
Moyen supérieur + supérieur	1.622	37,7	1.933	35,0	19,2
Total	4.304		5.519		28,2

Source: ADEM

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 1231** (19.06.2015) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **château de Mansfeld**:

Le château de Mansfeld édifié par le Gouverneur du Grand-Duché du Luxembourg entre 1563 et 1604 et ses jardins conçus dans le style Renaissance se trouvent actuellement dans un état déplorable. Lors de l'heure de questions du 21 janvier 2014, Madame la Ministre avait annoncé qu'un concours d'idées allait être lancé par le Fonds du Logement dans les mois à venir. Le 30 septembre 2014, la Ministre de la Culture avait invité la Commission de la Culture à se rendre sur le site afin de visiter les vestiges du château et des jardins. Cette visite rassemblait en outre des représentants du Minis-

tère du Logement, du Fonds du Logement, du Service des Sites et Monuments Nationaux, du Centre National de Recherche Archéologique, de la Ville de Luxembourg ainsi que du bureau d'études ayant effectué l'étude sur le site Mansfeld.

À l'issue de cette visite, il a été convenu qu'un groupe de travail serait constitué entre le Ministère de la Culture, la Ville de Luxembourg et les autres administrations concernées afin de proposer des pistes pour une préservation, restauration et valorisation du site. Pour mémoire, le rapport de Luxconsult suggérait l'affectation en trois zones, à savoir: 1. une zone haute, côté Neudorf, Malakoff: intégration des formes du château, affectation au logement; 2. une zone moyenne: protection du site, qui est en phase de dégradation rapide; et 3. une zone du parc: finalité récréative et ludique. L'affectation pro-

posée par ce groupe de travail serait ensuite discutée au sein de la Commission de la Culture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Le groupe de travail annoncé après la visite du 30 septembre 2014 a-t-il commencé ses travaux et quand compte-t-il proposer des solutions pour le site?

- Comment les travaux de ce groupe de travail s'agencent-ils avec le concours d'idées concernant l'aménagement futur du site auquel faisait référence Madame la Ministre le 21 janvier 2014?

- Est-ce que des propositions concrètes ont pu être dégagées quant à l'affectation et la valorisation du site? Dans la négative, qu'est-ce qui retarde l'avancement de ces travaux?

- La Commission des Sites et Monuments Nationaux (COSIMO) a-t-elle été saisie afin de procéder au classement du site? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de la COSIMO?

- Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville a-t-il été impliqué dans les discussions concernant l'avenir du site? Quel rôle lui sera-t-il attribué dans l'élaboration et l'exécution du projet retenu?

**Réponse** (28.07.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Le groupe de travail Château Mansfeld s'est constitué le 6 février 2015 sous la direction de Monsieur J.-L. Mousset (Conservateur honoraire du MNHA) et avec la participation du Centre National de Recherche Archéologique (CNRA), de l'administration communale de Luxembourg et du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN). J'ai rencontré les responsables du groupe de travail récemment et ils m'ont présenté les premières propositions d'aménagement. Le rapport final sera dressé en automne.

Le groupe propose un plan en trois parties:

1. aménagement d'une zone archéologique, formée par les vestiges monumentaux du bassin de Neptune, de la grotte et du cryptoportique;

2. aménagement d'un parc public à caractère patrimonial avec mise en valeur des vestiges archéologiques;

3. aménagement d'une partie habitation dans l'ancienne tour d'habitation, la grande galerie et la tour sud du château.

Actuellement je suis en pourparlers avec la Ville de Luxembourg, propriétaire du site, pour évaluer une mise en valeur digne de ce site exceptionnel.

Dans le cadre du PAG de la Ville de Luxembourg, les vestiges du château et le domaine dit «parc Mansfeld» figurent parmi les monuments et sites protégés. Actuellement une partie du site est inscrite à l'inventaire supplémentaire par arrêté ministériel du 5 mars 2004. Une demande de classement du site comme monument national est en cours de procédure et a reçu un avis favorable de la Commission des Sites et Monuments Nationaux. La COSIMO estime encore «qu'une extension de la protection sur des immeubles et secteurs présentant un intérêt historique, urbanistique et/ou architectural et situés dans les alentours du site est à analyser dans une deuxième étape».

Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville (FRVV) n'a jusqu'à présent pas été impliqué dans ce projet et il faudra évaluer cette possibilité.

**Question 1232** (19.06.2015) de **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant la **prime de grand risque au profit des agents professionnels engagés par l'Administration des Services de Secours**:

Le groupe syndical des pompiers-ambulanciers dans la fonction communale s'est récemment réuni avec le Ministre de l'Intérieur pour discuter entre autres des conditions de travail, de la formation professionnelle et de la formation continue. Selon le syndicat, le Ministre s'est montré en défaveur d'une prime de grand risque au profit des agents professionnels.

Or, selon le syndicat, les agents professionnels contribuent à la lutte contre les incendies et les agents-ambulanciers sont exposés à des risques supplémentaires tels que l'agressivité, l'insécurité routière et les infections.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est en défaveur d'une prime de grand risque pour les agents professionnels engagés comme ambulanciers?

- Monsieur le Ministre est-il au courant que les agents professionnels sont également impliqués dans la lutte contre les incendies?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que l'agressivité, l'insécurité routière et les infections sont des risques «connus d'avance», ne justifiant pas de prime?

**Réponse** (22.07.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question parlementaire de Monsieur le Député concerne la prime de grand risque au profit des agents professionnels engagés par l'Administration des Services de Secours, problématique que j'ai héritée de mon prédécesseur qui a procédé aux premières embauches d'agents professionnels.

La réunion à laquelle réfère Monsieur le Député a eu lieu dans le cadre de la présentation et de la discussion de l'avant-projet de loi relative à la réforme des services de secours. À cette occasion, j'ai également discuté du futur statut des agents professionnels des secours avec le groupe syndical des pompiers-ambulanciers.

Quant à la question d'une prime de grand risque au profit des agents professionnels engagés actuellement par l'Administration des Services de Secours, j'ai expliqué que ce sujet serait abordé dans le cadre de la création de la nouvelle carrière d'agent professionnel des secours. Il vous a certainement aussi été rapporté que j'ai annoncé aux agents professionnels actuellement en place la perspective d'intégrer la nouvelle carrière d'agent professionnel des secours sous le statut de fonctionnaire d'État avec tous les avantages qui y sont liés. Cette opportunité unique offerte aux agents concernés est liée à la condition de faire valoir une formation d'un niveau équivalent à celle faite par leurs homologues des sapeurs-pompiers professionnels de la Ville de Luxembourg. À partir du moment où cette condition est remplie, les agents professionnels concernés pourront bénéficier des mêmes primes.

**Question 1233** (19.06.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **effectifs de l'ADEM**:

En réponse à ma question parlementaire n°1044 (cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015), Monsieur le Ministre a indiqué que le nombre d'agents au service de l'ADEM (hors agents temporaires, tels les OTI et CAE) a augmenté de 112 personnes, plus huit en cours de recrutement portant ainsi les effectifs de l'ADEM à 397 personnes. Cela équivaut à une augmentation des effectifs de l'ADEM sur une période de cinq ans de +/- 30%.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'engager du personnel en sus des recrutements actuellement en cours?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser combien de personnes au service de l'ADEM disposent du statut d'agent public (employé de l'État ou fonctionnaire) et combien disposent d'un statut d'agent privé?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin préciser le statut des 14 consultants occupés au service «Employeurs»?

**Réponse** (20.07.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Une proposition de renforcement du personnel de l'ADEM pour l'année 2015 a été transmise à la Commission d'Économies et de Rationalisation en vue de l'engagement de 14 agents en sus pour les besoins des divers services de l'ADEM. Les 397 personnes au service de l'ADEM sont classées dans les statuts suivants:

- fonctionnaires/employés de l'État: 323 agents;

- agents privés: 74 agents.

Le service «Employeurs» compte parmi ses agents 14 consultants:

- sept salariés intellectuels indépendants;

- sept agents qui sont détachés par le prêt temporaire de main-d'œuvre par des organisations patronales et mis à disposition de l'Agence pour le développement de l'Emploi en vue du renforcement de ses effectifs.



**Question 1235** (24.06.2015) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant les **conférences de lycée**:

L'intersyndicale (SEW, Apess et FEDUSE-Ens.) avait engagé une procédure de litige contre le Ministère de l'Éducation nationale portant sur les mesures d'économies que le Gouvernement projette d'appliquer à l'éducation dans le cadre du «Paquet d'avenir».

Conformément aux engagements pris par l'intersyndicale et à ce qui a été retenu lors de la dernière réunion de conciliation entre l'intersyndicale et vous-même, le corps enseignant a été appelé à se positionner par rapport à la proposition d'accord issue de ladite procédure.

Afin d'organiser la consultation du corps enseignant, l'intersyndicale et les comités des enseignants avaient convenu que des conférences plénières seraient organisées dans les lycées de l'ES et de l'EST, en vertu de l'art. 22 de la loi du 25 avril 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques:

«La conférence du lycée réunit les membres du corps enseignant du lycée et les membres des services du lycée. Elle est convoquée par le directeur de sa propre initiative ou lorsqu'un quart des enseignants et des membres des services le demandent.

La conférence du lycée donne son avis sur tous les sujets qui lui sont soumis par le ministre ou par le directeur. Elle délibère de sa propre initiative sur toutes les questions importantes concernant l'enseignement et l'éducation au sein du lycée.»

Or, à la demande des représentants des enseignants de convoquer les conférences plénières au sein des lycées, un certain nombre de directeurs des lycées de l'enseignement technique (EST) ont refusé la convocation de ladite conférence plénière en prétextant le motif que ladite consultation n'avait aucun lien avec l'enseignement au sein du lycée et en faisant valoir une interdiction provenant de la part du Ministère de l'Éducation nationale.

Selon les représentants syndicaux, qui auraient exhorté le Ministère à respecter les dispositions légales en vigueur, ce dernier aurait persisté dans son opposition aux convocations plénières, et ce, malgré les dispositions de l'article 22.

Partant, je voudrais poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes:

1. L'article 22 de la loi du 25 avril 2004 stipule sans ambiguïtés que la conférence du lycée se réunit dès lors qu'un quart des enseignants en a fait la demande et que cette conférence «peut délibérer de toutes les questions importantes concernant l'enseignement et l'éducation au sein du lycée». Sachant que l'accord avec l'intersyndicale comporte bel et bien des points qui touchent directement au fonctionnement interne de chaque lycée - entre autres les mesures de remédiation et l'organisation de l'enseignement en cycles - et que la précédente de Monsieur le Ministre avait convoqué de telles conférences afin de discuter de sa réforme des lycées, qu'est-ce qui justifie la décision d'une direction d'un établissement de l'enseignement secondaire de refuser la convocation d'une telle conférence?

2. Est-il vrai que le Ministère a enjoint aux directions d'empêcher la tenue de ces conférences? Dans l'affirmative, pour quelles raisons? Dans la négative, les directions en question n'ont-elles pas violé l'article régissant la tenue des conférences de lycée? Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de ces dernières afin de les exhorter à se tenir aux dispositions prévues par la loi?

3. Toujours dans l'affirmative de la question susmentionnée, quel article de loi permet au Ministère d'appeler les directions d'établissements secondaires à refuser la tenue des conférences de lycée?

**Réponse** (27.07.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La proposition de consulter tous les enseignants avant toute signature d'un accord avec le Gouvernement émanait explicitement de l'intersyndicale. Dans ce contexte, l'intersyndicale s'était engagée de l'organisation de la consultation et du vote y relatifs avec sa base.

Il n'a pas été convenu avec l'intersyndicale que des séances d'information soient organisées par les directions des lycées. En mai 2015, j'ai adressé une communication aux directions des lycées, leur demandant de fournir les moyens nécessaires pour le bon déroulement du vote, en permettant notamment la mise en place d'une urne dans les secrétariats.

Certaines directions ont été sollicitées par leurs comités de professeurs en vue de l'organisation d'une conférence plénière.

Dans tous les lycées où un quart des enseignants ont officiellement demandé l'organisation d'une conférence plénière, suivant l'article 22 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, celle-ci a été convoquée par le directeur. Dans les autres établissements où une telle demande n'a pas été introduite ou n'a pas atteint le quorum requis, les directions ont mis à disposition une salle pour l'organisation d'une séance d'information.

Aucune plainte de la part des représentants de l'intersyndicale ne m'est parvenue concernant l'opposition d'un directeur en vue de l'organisation d'une conférence plénière demandée par un quart des enseignants.

Je n'ai pas enjoint les directions d'empêcher la tenue de ces conférences. J'ai par contre informé les directions que la procédure de consultation se déroulait sous la responsabilité de l'intersyndicale et les ai appelées à adopter une position neutre.

**Question 1236** (25.06.2015) de **M. Marc Lies** (*CSV*) concernant le **Fonds du Logement**:

«Le FDL construit du social de luxe à Mondorf», tel est le titre d'un article paru le 22 juin 2015 dans un hebdomadaire luxembourgeois. Dans cet article est révélé que le Fonds du Logement est en train de réaliser un projet de 17 maisons unifamiliales à Mondorf-les-Bains. Ce projet, de par sa composition urbaine et architecturale, n'entre apparemment pas dans le schéma typique des réalisations du Fonds du Logement.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

1. Est-ce que le Fonds du Logement a été initiateur de ce PAP ou bien l'administration communale de Mondorf?
2. Madame la Ministre peut-elle me confirmer que ce projet intitulé «rue des Rosiers» constitue le premier projet réalisé par le Fonds du Logement, depuis sa création il y a quelque 35 années, qui accuse des maisons unifamiliales isolées?
3. Est-il vrai que ce projet ne comporte aucune construction en bande, mais se borne à offrir des maisons jumelées par leurs seuls garages?
4. Est-il correct que ce projet n'accuse aucun logement destiné au logement locatif social?
5. La fourchette des prix de vente annoncée par l'article variant de 442.000 à 479.000 euros, reflète-t-elle la réalité?
6. Madame la Ministre estime-t-elle que ce projet constitue de par sa philosophie un projet pilote tendant à combattre la pénurie du logement dans l'esprit du développement durable?

**Réponse** (27.07.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

L'administration communale de Mondorf-les-Bains a pris l'initiative de faire dresser le PAP en question.

Le projet «rue des Rosiers» à Mondorf-les-Bains est, en effet, le premier projet du Fonds du Logement qui comprend des maisons unifamiliales isolées. Pour des raisons architecturales et urbanistiques (et notamment du fait que la rue longeant ces maisons est en pente), cette conception a été retenue comme la meilleure.

Ce projet comprend 14 maisons construites en bande et trois maisons isolées. 14 maisons sont bien définies dans le PAP comme maisons en bande. C'est grâce à une modification ponctuelle du PAG de Mondorf-les-Bains que la conception de cette typologie a pu être autorisée, car elle n'est pas permise dans un secteur de faible densité. Les garages ont été séparés des maisons, car pour des constructions basse énergie, il est préconisé de sortir ces premiers de l'enveloppe chauffée. Les reculs antérieurs ayant été réduits par une modification ponctuelle du PAG afin de limiter la consommation d'espace, des car-ports ont été aménagés latéralement aux maisons.

Le secteur de faible densité n'a pas permis la conception de résidences, mais uniquement de

maisons. Le Fonds du Logement ne se dédie en principe pas à la location des maisons unifamiliales en nouvelle construction.

Les prix de vente sont bien compris entre 442.000 et 479.000 €. Il faut cependant encore en déduire les quelque 25.000€ de subsides alloués pour la classe énergétique «AAA» par le Département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Madame la Ministre du Logement est convaincue que le projet «rue des Rosiers» constitue un projet pilote tendant à combattre la pénurie du logement dans l'esprit du développement durable. En effet, les prix de vente des maisons dudit projet sont largement en dessous des prix de vente affichés actuellement sur le marché privé à Mondorf-les-Bains. De plus, tous les logements de ce projet correspondent à la classe énergétique «AAA».

**Question 1238** (25.06.2015) de **Mme Taina Bofferding** (*LSAP*) concernant la **situation des personnes sans domicile fixe**:

Cet hiver la capitale a connu la mort d'une personne sans domicile fixe (SDF). Actuellement 250 à 300 personnes seraient sans domicile fixe au Luxembourg.

Récemment un reportage télévisé a montré que des SDF se sont installés dans des tentes sur un parking à Luxembourg-Bonnevoie. Il ressort des témoignages que la question de l'absence d'adresse est souvent le cœur du problème qui entraîne d'autres difficultés comme par exemple l'accès aux pièces d'identité et autres documents administratifs, l'accès aux aides sociales, la recherche d'un emploi, et bien sûr la recherche d'un nouveau logement.

Aussi, il ressort des rapports des foyers d'accueil installés au Sud et dans le Centre du pays, qu'un certain nombre de personnes SDF viennent du Nord du pays.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

1. Quelles sont, selon Madame la Ministre, les principales causes du phénomène du sans-abrisme? Le nombre de lits mis à disposition dans les structures d'accueil est-il suffisant, tant pendant la période hivernale qu'en dehors de cette période?
2. Quelles sont les structures d'accueil présentes au Nord du pays? Sont-elles suffisantes au vu des besoins régionaux constatés? Le cas échéant, est-il prévu de les agrandir?
3. Le Gouvernement prévoit-il une solution juridique telle qu'une «procédure de rattachement» ou autre «déclaration d'élection de domicile» auprès d'une association agréée ou d'une commune permettant aux SDF de disposer d'une adresse administrative pour faire valoir leurs droits et bénéficier de prestations sociales?

**Réponse** (22.06.2015) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région*:

Ad 1. Depuis 2013, le Luxembourg dispose d'une stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement<sup>6</sup>. Ce document se base sur une analyse faite de la situation luxembourgeoise par une plateforme de collaboration et prend en compte les consultations des ministères, des communes, des offices sociaux et des organisations non gouvernementales<sup>7</sup>.

Trois principes sont à la base de la stratégie nationale: elle préconise une approche par le logement («housing led»), un encadrement variable («floating support») et elle vise à se baser sur les chiffres («evidence based»). Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région coordonne la stratégie, mais les actions concrètes prévues impliquent la responsabilité d'autres ministères et acteurs.

En premier lieu, les causes du sans-abrisme sont aussi différentes que le profil des personnes sans-abri et leur situation. Il existe en effet différents cas de figure d'exclusion liée au logement. En l'absence d'une définition européenne commune du sans-abrisme, la FEANTSA<sup>8</sup> a développé une typologie de l'exclusion liée au logement appelée ETHOS qui différencie quatre catégories: être sans abri (dormant à la rue), être sans logement (avec

un abri mais provisoire dans des institutions ou foyers d'hébergement), se trouver en logement précaire (menacé d'exclusion sévère en raison de baux précaires, expulsions, violences domestiques) et se trouver en logement inadéquat (dans des caravanes sur des sites illégaux, en logement indigne, dans des conditions de surpeuplement sévère).

Tel que prévu par l'action n°8 de l'objectif III de la stratégie nationale, une étude est actuellement en cours qui va déboucher sur une typologie du mal logement adaptée à la réalité luxembourgeoise et une quantification des personnes concernées par les différents types d'exclusion.

En second lieu, les causes du sans-abrisme sont multiples et interconnectées. Il s'agit le plus souvent d'un processus qui mène à une exclusion liée au logement. La recherche actuelle nous renseigne sur quatre facteurs à risque: des facteurs structurels, des facteurs institutionnels, des facteurs relationnels et des facteurs personnels.<sup>9</sup> En 2007, le CEPS/ Instead a interrogé 568 personnes «sans-abri» et «sans logement» sur les raisons de la perte du dernier logement stable. 31% des personnes interrogées ont évoqué des raisons économiques et financières (perte de travail, perte de revenus, surendettement, impossibilité de payer le loyer), 34% des personnes ont indiqué des problèmes relationnels avec l'entourage familial (conflits avec la famille ou le conjoint, violence au sein de la famille, divorce, séparation), 15% des personnes ont indiqué des problèmes de santé (problèmes d'addiction à l'alcool ou aux stupéfiants, etc.) et 5% des personnes l'institutionnalisation (clinique, prison, etc.). Les femmes sont surreprésentées pour indiquer la violence familiale comme cause de la perte du dernier logement stable.<sup>10</sup>

Les offres d'hébergement au Luxembourg englobent des structures de type différent: des structures d'hébergement d'urgence, des foyers d'accueil classiques, des logements avec accompagnement social ainsi que des logements privatifs dans le cadre d'un projet pilote «Housing First». S'y ajoutent les logements mis à disposition par les communes, les offices sociaux, des associations telles que la «Wunnengshëllef» ou l'Agence Immobilière Sociale, ainsi que les logements loués par le Fonds du Logement et la Société Nationale des Habitations à Bon Marché. En fonction de la population cible, les services des structures d'hébergement sont agréés et/ou conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère du Logement, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Égalité des chances, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, les communes ou les offices sociaux.

À côté des offres d'hébergement, il existe plusieurs structures d'accueil «bas seuil» offrant pendant la journée entre autres des services de restauration, des espaces de rencontre, des aides sociales ponctuelles, des douches, des machines à laver, des vestiaires. Afin d'aller à la rencontre des personnes les plus marginalisées, plusieurs services «streetwork» ont été mis en place.

Le Luxembourg dispose actuellement de trois foyers dits d'urgence: le Centre Ulysse à Luxembourg avec une capacité de 64 lits (56 lits hommes et huit lits femmes) et de deux lits d'urgence, la structure Abridado - également à Luxembourg - avec une capacité de 42 lits (30 lits hommes et douze lits femmes), ainsi que le Foyer Abrisud à Esch-sur-Alzette avec une capacité de 18 lits (14 lits hommes et quatre lits femmes). Au cours des cinq dernières années, la durée moyenne de séjour aux foyers Ulysse et Abrisud a augmenté. On peut en conclure que la population présente dans les foyers d'urgence de nuit reste plus longtemps dans ce type de structure destiné à offrir un hébergement temporaire et de courte durée. Ce phénomène peut s'expliquer, entre autres, par le fait que ce public fragilisé et à problématiques multiples rencontre des difficultés majeures pour accéder à des logements à prix modéré sur le marché privé. Cet exemple montre la nécessité d'une approche transversale en matière de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement.

Afin d'éviter que des personnes ne meurent d'hypothermie par périodes de grand froid, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg organise depuis l'hiver 2001-2002 l'«Action Hiver» («Wanteraktioun»). Cette action humanitaire a proposé pendant l'hiver

<sup>6</sup> Ministère de la Famille et de l'Intégration, Stratégie nationale contre, le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020, Luxembourg, 2012

<sup>7</sup> Ministère de la Famille et de l'Intégration, Exclusion sociale liée au logement et au sans-abrisme, D'un état des lieux vers une stratégie nationale, Luxembourg, octobre 2011

<sup>8</sup> Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri

<sup>9</sup> Busch-Geertsema, Edgar W., O'Sullivan E., Pleace N., «Absence de chez-soi et politiques en la matière en Europe; les enseignements de la recherche», FEANTSA, décembre 2010

<sup>10</sup> CEPS/Instead, «L'exclusion liée au logement des personnes prises en charges par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés: dénombrement et caractéristiques», Étude réalisée pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration du Grand-Duché de Luxembourg, février 2007, pp.48-49



2014-2015 un hébergement de nuit, un accueil de jour, un repas chaud, ainsi qu'une permanence infirmière deux fois par semaine entièrement assurée par des professionnels bénévoles du service des aides et des soins de la Croix-Rouge. Même si la fréquentation augmente chaque année, les places proposées n'étaient saturées à aucun moment.

Ad 2. En vertu de l'article 26 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, les administrations communales ont la mission d'assurer dans la mesure du possible, le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune.

L'office social Nordstad gère une structure d'hébergement à Ettelbruck. De plus, en date du 12 mai 2015, le projet «Jugendwunnen» de la Nordstadjugend asbl a été inauguré en présence de Monsieur Marc Hansen, Secrétaire d'État au Logement, et de Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une convention avec le Comité National de Défense Sociale (CNDS) qui gère entre autres des foyers d'hébergement à Diekirch (2), Ettelbruck et Hautbellain, ainsi qu'un accueil de jour à Diekirch. Par ailleurs, l'Agence Immobilière Sociale loue une trentaine de logements au Nord du pays.

D'autres ministères conventionnent au Nord du pays des structures d'hébergement pour des publics spécifiques, tel que p. ex. le Foyer Eeschweller Haus Edith Stein de la Fondation Maison de la Porte Ouverte.

La stratégie nationale prévoit dans son objectif II, action n°1, la mise en place de lits d'accueil d'urgence décentralisés pour personnes légalement sur le territoire. Afin d'atteindre les personnes les plus marginalisées, il est important d'adopter une approche «bas seuil» orientée vers les besoins des personnes et se basant sur un travail professionnel avec le réseau psychosocial de la région en question.

Ad 3. En 2006, une commission des domiciliations a été créée au sein du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région pour examiner, sur base d'une enquête sociale, les demandes des personnes à régulariser grâce à une domiciliation administrative dans un service conventionné. La commission regroupe des délégués des Ministères des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Intérieur, du Logement, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ainsi que des représentants du Fonds national de la solidarité et du Service national d'action sociale.

La commission a siégé douze fois en 2014. Elle a examiné 731 demandes, dont 270 demandes de prolongation. Ces demandes ont concerné 446 personnes différentes, dont 125 femmes (28%) et 321 hommes (72%).

Année	Demandes	Variation	Personnes	Variation
2006	79	-	47	-
2007	100	+27%	86	+82%
2008	125	+25%	108	+26%
2009	169	+35%	144	+33%
2010	219	+30%	165	+15%
2011	289	+32%	214	+30%
2012	542	+88%	346	+62%
2013	610	+13%	368	+6%
2014	731	+20%	446	+21%

Le nombre de demandes a progressé de 20% en 2014 par rapport à 2013. Cette hausse montre que de plus en plus de personnes vivent dans des conditions de logement précaires sans pouvoir se domicilier.<sup>11</sup>

Par ailleurs, le Gouvernement a déposé le 27 avril 2015 le projet de loi (document parlementaire 6807) modifiant:

1) la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2) la loi électorale modifiée du 18 février 2003, qui prévoit: «Art. 25. (1) Peuvent demander à être inscrits sur le registre principal, les Luxembourgeois qui n'ont pas de résidence au Luxembourg ou à l'étranger qu'ils pourraient occuper de façon habituelle. Ils sont inscrits à une adresse de référence s'ils sont présumés présents sur le territoire de la commune pendant une durée qui dépasse six mois sur une période de douze mois.

Par adresse de référence, il y a lieu d'entendre l'adresse habituelle d'une personne morale œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dûment agréée conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, à laquelle peuvent être adressés le courrier et les documents administratifs, et être signifiés ou notifiés les documents judiciaires en vue de leur transmission effective à leur destinataire.

À défaut d'indication d'une adresse réelle d'une personne morale visée à l'alinéa 2 par le demandeur à l'inscription sur le registre principal, l'adresse de l'office social territorialement compétent pour la commune tenant le registre principal sur lequel cette personne demande à être inscrite constitue l'adresse de référence.

Les personnes inscrites à une adresse de référence doivent se présenter tous les six mois à l'administration communale du lieu de leur inscription.»

### Question 1240 (25.06.2015) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant la prostitution:

Il me revient que les prostituées de rue offrent leurs services à Luxembourg-ville en dehors du périmètre délimité à l'article 48 du règlement de police générale de la Ville de Luxembourg seraient de manière conséquente verbalisées et condamnées par ordonnance pénale à une contravention de 500 euros.

Les femmes qui s'exposent à la prostitution de rue, qui sont de l'accord général les éléments les plus vulnérables et les plus exploités dans le système de la prostitution organisée, sont ainsi les premières punies, alors que les organisateurs de la traite des êtres humains, les proxénètes, en sont épargnés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les prostituées de rue sont appréhendées et sanctionnées d'une amende de 500 euros par infraction au cas où elles se trouvent en dehors du périmètre défini au règlement de police générale de la Ville de Luxembourg?

2. Monsieur le Ministre estime-t-il cette pratique consistant dans la sanction des victimes de la traite des êtres humains cohérente avec l'approche d'éradiquer le proxénétisme, qui est une des formes les plus graves de la traite des êtres humains?

Réponse (27.07.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Ad 1. Les prostituées qui font l'objet d'une ordonnance pénale sont a priori punies pour les infractions de racolage. Le simple fait de se re-

trouver en dehors du périmètre défini au règlement général de police de la Ville de Luxembourg ne conduit pas systématiquement à une sanction par voie d'ordonnance pénale, ce qui se reflète par ailleurs dans les chiffres fournis par le Parquet de Luxembourg:

année 2014: 49 nouvelles affaires et 17 ordonnances pénales rendues;

année 2015: cinq nouvelles affaires dont quatre affaires fixées en audience et onze ordonnances pénales rendues, onze affaires encore en suspens.

Ad 2. Il faut noter que toutes les prostituées appréhendées ne sont pas à considérer d'office comme des victimes de la traite des êtres humains, ni de proxénétisme. La première étape est un travail d'identification qui doit être mené par la police. L'appréhension constitue un moyen à ces fins.

Une prostituée identifiée officiellement en tant que victime de la traite est prise en charge par les services spécialisés en matière d'assistance aux victimes de la traite et ne devrait plus se retrouver sur la voie publique.

Pour le surplus, une victime identifiée bénéficie des immunités et exonérations prévues à l'article 382-2 paragraphes 3 et 4 du Code pénal.

À toutes fins utiles, il y a lieu de rappeler que si des amendes sont infligées sur base du règlement général de police de la Ville de Luxembourg, ce règlement a pour objectif de garantir la salubrité et la sécurité des lieux de la Ville de Luxembourg. L'application de ce règlement échappe à la compétence du Ministère de la Justice.

### Question 1241 (26.06.2015) de M. Roger Negri (LSAP) concernant le permis de conduire pour motocycles légers:

Depuis le 19 janvier 2013, en application de la directive 2006/126/CE, sont autorisés à la conduite de motocycles légers (<125 cm<sup>3</sup> ou catégorie A1) les titulaires du permis de conduire de la catégorie B (voiture), à condition d'être titulaire dudit permis B depuis deux ans au moins et d'avoir participé à une formation théorique et pratique de sept heures au moins en auto-école.

Cette extension du droit de conduire est attestée sur le permis de conduire moyennant l'apposition du code national 100 derrière la catégorie B.

Cependant, ce droit de conduire est limité au territoire du Luxembourg.

En effet, cette extension du permis ne bénéficie pas d'une reconnaissance mutuelle entre États membres de l'Union européenne, tel qu'il ressort du dernier alinéa du paragraphe 3 de la directive précitée du 20 décembre 2006.

Nos pays voisins ont prévu des équivalences du permis B similaires, valables seulement dans leur pays, telle l'«attestation 125» en France, ou le «Code 111» en Autriche.

Par conséquent, un Luxembourgeois à l'étranger ou un étranger au Luxembourg doit être titulaire d'un permis A pour circuler sur un deux-roues 125 cm<sup>3</sup>.

Cependant, à la différence du Luxembourg, en France l'équivalence ne fait pas l'objet d'une mention sur le permis de conduire mais est attestée sur un document séparé, de sorte que les étrangers séjournant même temporairement en France (étudiants par exemple) et disposant d'un permis B depuis plus de deux ans peuvent suivre une formation dans une auto-école française et se voir remettre l'attestation autorisant de circuler en motocycle 125 cm<sup>3</sup> sur le territoire français.

Vu ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis, eu égard à la situation particulière du Luxembourg, que les dispositions actuelles ne garantissent pas une véritable liberté de circulation aux conducteurs de motocycles 125 cm<sup>3</sup> au sein de l'Union européenne?

2. Le Gouvernement prévoit-il d'intervenir auprès de la Commission européenne afin de trouver une solution juridique permettant la reconnaissance des extensions et équivalences entre les États membres de l'UE?

3. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il convient, à l'instar de ce qui est possible en France, de permettre aux non-résidents de suivre la formation B100 au Grand-Duché leur permettant de circuler librement sur notre territoire national?

Réponse (29.07.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'équivalence de la catégorie A1 avec la catégorie B du permis de conduire.

Force est de constater que des négociations avaient été entamées entre le Luxembourg, la Belgique et la France en vue d'une éventuelle reconnaissance mutuelle de l'équivalence de la catégorie A1 avec la catégorie B du permis de conduire sur leurs territoires respectifs.

En effet, la reconnaissance mutuelle projetée aurait facilité la libre circulation des citoyens dans les pays limitrophes. Il en découle que les autorités compétentes se sont prononcées en faveur de l'examen de la possibilité d'une telle reconnaissance mutuelle.

Dans cet ordre d'idées, la Commission européenne a été saisie en date du 24 janvier 2014 avec la question de la conformité d'une telle reconnaissance mutuelle aux dispositions de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au

permis de conduire. Selon la prise de position orale de la Commission européenne, la reconnaissance mutuelle envisagée est contraire à la directive 2006/126/CE.

À relever encore que le titulaire d'un permis de conduire étranger de la catégorie B depuis au moins deux ans, tel par exemple un étudiant étranger, peut suivre la formation B100 au Luxembourg pour être autorisé au Luxembourg à conduire un motocycle de la catégorie A1, à condition de séjourner depuis au moins six mois au pays. À la fin de la formation, il fera transcrire ou échangera son permis de conduire étranger contre un permis de conduire luxembourgeois sur lequel est apposé le code national 100 derrière la catégorie B.

### Question 1242 (26.06.2015) de Mme Martine Mergen (CSV) concernant l'emplacement de l'Université du Luxembourg:

Dans le résumé des travaux du Conseil de Gouvernement du 5 juin 2015, il est indiqué: «Le Conseil a décidé d'implanter de façon définitive la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (décanat, bibliothèque, formations de master, doctorats, activités de recherche et formations professionnelles et continues) de l'Université du Luxembourg, le Centre interdisciplinaire pour la sécurité, la fiabilité et la confiance (SnT) de l'Université ainsi que l'Institut Max Planck de droit procédural réglementaire international et européen sur un site unique à Luxembourg-Kirchberg situé à l'actuel campus Kirchberg» et «le Conseil retient que l'enseignement des bachelors de la Faculté de droit, d'économie et de finance aura lieu comme prévu à Belval à partir de la rentrée académique 2016-2017».

Il en découlerait que le site du Limpertsberg serait définitivement abandonné, le seul site à Luxembourg resterait celui du Kirchberg. En plus, une partie non négligeable de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance serait transférée sur le site de Belval.

Pour justifier ces décisions le Conseil de Gouvernement se réfère au Gouvernement antérieur.

Dans ce contexte, il échet de noter que si le programme gouvernemental 2009-2014 prévoyait «une consolidation du site de Belval par l'implantation sur ce site des formations et des activités de recherche en économie ainsi que des services du décanat de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg», le transfert de l'enseignement de bachelor en droit, économie et finance sur le site de Belval n'y était nullement prévu. Par ailleurs, lors d'une conférence de presse de septembre 2009, l'ancien Ministre de l'Enseignement supérieur, Monsieur François Biltgen, a bien précisé que ce seront les formations et activités de recherche en économie ainsi que les services du décanat de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance qui seraient implantés à Belval. Dixit Monsieur Biltgen: «Pour des raisons de proximité avec la place financière et les institutions judiciaires luxembourgeoises et européennes et en vue de pérenniser le site de la capitale, le centre de compétences spécialisé pour les domaines du droit et des finances sera localisé à Luxembourg-Ville y inclus les services de support nécessaires à son fonctionnement.»

Monsieur Rolf Tarrach, l'ancien recteur de l'Université du Luxembourg, a précisé dans une interview donnée au «Citymag» et publiée en octobre 2009, que la décision du Gouvernement de laisser les départements Finance et Droit de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance en ville que «(...) était la seule solution raisonnable (...)» afin d'offrir aux étudiants non diplômés un accès facilité au centre financier et aux institutions juridiques.

Force est de constater qu'il n'a pas été, par le passé, question de déplacer les études de bachelor à Belval.

Il échet encore de noter que le site du Kirchberg, si les activités y seront transférées, devra être rénové, alors que le campus Limpertsberg est, du moins en partie, de construction récente, ce qui rend la décision du Conseil de Gouvernement encore moins compréhensible.

<sup>11</sup> Ministère de la Famille de l'intégration et à la Grande Région, Rapport d'activité 2014, pp.86-88





Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à envisager le transfert des études de bachelor en droit et finance sur le site Belval, alors qu'un tel transfert n'était nullement prévu?

2. L'Université du Luxembourg qui, en principe devrait être impliquée dans ces décisions<sup>12</sup>, a-t-elle rendu un avis à ce sujet voire le Gouvernement a-t-il demandé l'avis de l'Université du Luxembourg avant de prendre sa décision?

3. Le site du Kirchberg ayant été retenu pour les activités résiduelles à Luxembourg, il faudra dès lors rénover et réaménager le campus Kirchberg. Le Gouvernement peut-il m'informer à combien se chiffrera ladite rénovation? Qu'advient-il des bâtiments du campus Limpertsberg, dont certains, les plus anciens, ont un grand intérêt historique, culturel et patrimonial?

**Réponse** (10.07.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1242 de Madame la Députée Martine Mergen. D'abord je tiens à souligner que cette thématique a été présentée et discutée lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 10 juin 2015.

En ce qui concerne l'implantation de l'Université du Luxembourg, le programme gouvernemental 2013-2018 prévoit l'engagement suivant: «En ce qui concerne l'implantation des différentes facultés de l'Université, le Gouvernement respectera ses engagements pris en 2005.» Dans sa séance du 23 décembre 2005, le Gouvernement en Conseil avait retenu à l'époque: «... Le Gouvernement en Conseil décide sur cette base de l'implantation de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication, de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation ainsi que du rectorat à Belval-Ouest. ... Le Gouvernement en Conseil décide d'implanter provisoirement la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance à Luxembourg-Limpertsberg. Comme ce site n'est cependant pas conforme aux critères IVL, la question du site définitif de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance sera rediscutée à l'horizon 2009...»

Je tiens à préciser que la partie du programme gouvernemental 2009-2014 citée par Madame la Députée n'a débouché sur aucune décision officielle. En effet, en 2009, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait initié des sondages auprès de l'Université du Luxembourg, des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette sur le site définitif de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance. Des vues divergentes ont été exprimées quant au siège du doyen de la Faculté et au déroulement des cours de bachelor de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance. Les précisions apportées par l'ancien Ministre de l'Enseignement supérieur lors d'une conférence de presse en septembre 2009 n'ont jamais été validées de façon officielle par une décision ministérielle ou par une décision du Gouvernement en Conseil. Par conséquent, aucune décision n'a été prise à l'époque, ni par le Gouvernement, ni par le ministre compétent.

Cependant, dans sa séance du 3 décembre 2011, le Conseil de Gouvernance de l'Université, en présence du Commissaire du Gouvernement de l'époque, a approuvé la répartition de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance sur les deux sites Belval et Luxembourg tenant compte de l'hypothèse que la Barre de l'Enseignement de la Maison du Savoir serait surdimensionnée pour les deux autres facultés de l'Université. Ainsi, en décembre 2011, le Conseil de Gouvernance de l'Université a retenu et planifié que l'enseignement des bachelors de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance aurait lieu à Belval. En date du 22 décembre 2011, le recteur de l'Université du Luxembourg a informé le directeur du Fonds Belval de cette décision. Même si le Commissaire du Gouvernement de l'époque de l'Université du Luxembourg était au courant de cette décision, celle-ci n'a pas été portée de façon

officielle à la connaissance ni du Gouvernement ni des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette.

Au vu de cette situation plutôt malencontreuse, il a été tâché, en concertation avec l'Université du Luxembourg, de porter une proposition de décision au niveau du Gouvernement en Conseil. Par conséquent, les décisions prises par le Gouvernement en Conseil du 5 juin 2015 concernant la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance «...d'implanter de façon définitive la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (décanat, bibliothèque, formations de master, doctorants, activités de recherche et formations professionnelles et continues) de l'Université du Luxembourg sur un site unique à Luxembourg-Kirchberg situé à l'actuel campus Kirchberg...» et «...retient que l'enseignement des bachelors de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université aura lieu à Belval à partir de la rentrée académique 2016-2017», créent une situation stable et transparente pour les responsables de l'Université du Luxembourg, de même que pour les villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette.

En ce qui concerne la deuxième partie de votre question, je peux vous assurer que l'Université du Luxembourg a été consultée à plusieurs reprises et elle a clairement manifesté, pour l'implantation de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance, une préférence en faveur du campus Kirchberg (Quartier du Parc central). Considérant la capacité de la Barre de l'Enseignement dans la Maison du Savoir à Belval, l'Université du Luxembourg a exprimé son souhait que l'enseignement des bachelors de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finances aura lieu à Belval à partir de la rentrée académique 2016-2017. Étant donné que le bâtiment Tudor de l'État au JFK à Kirchberg sera mis à disposition pour le compte de l'Université du Luxembourg, il est prévu d'y implanter, en concertation avec l'Université du Luxembourg, le centre interdisciplinaire pour la sécurité, la fiabilité et la confiance (SnT) de l'Université du Luxembourg.

Le Gouvernement en Conseil du 5 juin 2015 a chargé le Ministre du Développement durable et des Infrastructures de procéder à une étude de faisabilité. Par conséquent, il n'est pas possible pour le moment de chiffrer le montant de la rénovation ou des nouvelles constructions.

En ce qui concerne les bâtiments du campus Limpertsberg, il a été précisé, lors de la réunion précitée de la commission parlementaire du 10 juin 2015, que le site Limpertsberg sera libéré par l'Université du Luxembourg au fur et à mesure de l'avancement des travaux entrepris sur le nouveau site. Il est donc trop tôt pour déterminer les futures affectations des bâtiments du Limpertsberg.

**Question 1243** (26.06.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire**:

Il ressort de la 16<sup>e</sup> actualisation du programme de stabilité et de croissance du Grand-Duché de Luxembourg que l'IEBT générera au cours des années 2015 à 2019 respectivement 80, 100, 105, 110 et 114 millions euros de recettes fiscales.

Ces projections ne semblent pas en phase avec les termes de l'accord trouvé le 28 novembre 2014 entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGB-L et le LCGB et qui indique que cet impôt ne sera introduit qu'en attendant la réforme fiscale.

Rappelons que le Gouvernement a annoncé vouloir procéder à une réforme fiscale d'envergure devant entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer comment s'articuleront ces deux paramètres de prime abord contradictoires?

- À considérer que l'IEBT disparaîtra au 1<sup>er</sup> janvier 2017, comment ces moins-values en termes de recettes fiscales seront-elles couvertes?

**Réponse** (28.07.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La réponse à la question parlementaire n°1198 (cf. *compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015*) a d'ores et déjà souligné que l'évolution des finances publiques telles que décrites dans la 16<sup>e</sup> actualisation du programme de stabilité et de croissance 2015-2019 se base sur la réalisation d'un certain nombre d'hypothèses. Le Gouvernement maintient, à ce stade, ces hypothèses pour l'estimation de ses prévisions des finances publiques à moyen terme, tout en

étant conscient que toute modification future en relation avec ces hypothèses ayant un impact budgétaire négatif, i. e. détériorant la trajectoire des finances publiques, devra être contre-financée par de nouvelles mesures afin de permettre au Gouvernement de respecter ses objectifs budgétaires fixés pour la période 2015-2019.

Le Gouvernement considère bien évidemment que la réforme fiscale y compris l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire ne devra pas remettre en cause l'atteinte de l'OMT.

**Question 1244** (29.06.2015) de **MM. André Bauler et Max Hahn** (DP) concernant **les rats mutants**:

Selon la presse britannique et française, des rats mutants d'une taille de quelque 60 à 80 centimètres, qui s'adaptent rapidement à de nouveaux environnements, semblent avoir envahi plusieurs villes anglaises telles par exemple Birmingham, Liverpool et Oxford et même la capitale russe. À en croire certaines gens, ces animaux, apparemment d'origine africaine, auraient développé une résistance aux mort-aux-rats si bien qu'il est de plus en plus difficile de les exterminer.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle nous fournir des précisions concernant cette problématique?

- A-t-on déjà détecté de tels rats dans nos contrées?

- Faut-il craindre une invasion de ces animaux sur le continent européen?

**Réponse** (31.07.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Les rats «mutants» évoqués par les Députés Bauler et Hahn ne sont rien d'autre que le résultat d'un processus d'adaptation par sélection naturelle aux rodenticides employés pendant des décennies pour combattre les surmulots («Wanderratte», «Rattus norvegicus») en milieu urbain et rural en Grande Bretagne. Des études récentes effectuées à l'Université de Huddersfield montrent que cette résistance aux rodenticides est maintenant très répandue en Grande Bretagne. De telles adaptations sont le résultat de mutations au niveau de l'ADN, qui sont un phénomène tout à fait naturel qui se passe en permanence dans toutes les espèces y compris des humains... C'est donc l'évolution (décrite par Darwin) qui se passe devant nos yeux.

Afin de réduire les risques du développement d'adaptations aux rodenticides, il importe de réduire l'emploi de ces poisons au strict minimum. L'empoisonnement de rongeurs peut par ailleurs avoir un effet néfaste sur leurs prédateurs naturels, par l'effet de bioaccumulation.

En ce qui concerne la soi-disant taille inhabituellement large de ces rats, il faut savoir que le surmulot fait en moyenne 25 centimètres de long (corps) avec une queue de la même longueur. Toutefois, comme c'est aussi le cas chez bien d'autres espèces - y compris les humains -, des variations de taille sont également normales chez le surmulot. Les articles de presse britannique récents, faisant référence à ou montrant des rats de «taille de chats», ne permettent aucunement de faire des assertions sur la fréquence de ces grands rats dans la population globale de rats en Grande Bretagne.

Par ailleurs, de telles descriptions de personnes observant des animaux à distance sont le plus souvent des exagérations, qui, une fois dans les médias, ont tendance à générer une certaine zizanie dans la population humaine. Nous avons connu un exemple similaire au Luxembourg lors de la présence de la fameuse «panthère noire» il y a quelques années, quand bon nombre de gens ont envoyé des photos de chats noirs à l'administration pour démontrer la présence de la «panthère», dangereuse, cruelle, féroce...

Au Luxembourg nous ne disposons ni de données concernant la prévalence de la résistance aux rodenticides dans la population du rat brun ni d'informations concernant des rats de taille inhabituelle. À noter que le surmulot est très commun au Luxembourg et répandu un peu partout y compris dans les villages et les villes. Il peut être observé à partir de nombreuses terrasses en ville de Luxembourg tard le soir. Néanmoins, malgré une répartition dans tout le pays depuis des décennies, y compris en milieu urbain, des problèmes liés à la présence du surmulot ne sont pas connus à ce jour au Luxembourg.

**Question 1245** (29.06.2015) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant **le commerce illicite des produits de tabac**:

Selon mes informations, l'Administration des Douanes et Accises aurait signé au cours des derniers mois plusieurs accords de coopération avec d'importants producteurs mondiaux de tabac afin de combattre la contrefaçon et le trafic illicite de produits de tabac. Dans ce contexte, l'ADA mettrait en exergue non seulement les effets économiques et financiers néfastes du commerce illicite des produits de tabac, mais aussi les risques sanitaires inhérents à la contrefaçon.

Vu l'importance que l'Organisation mondiale de la Santé accorde à la lutte contre le commerce illicite et la contrefaçon dans sa stratégie globale de lutte contre le tabagisme, la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT) a adopté en date du 12 novembre 2012 à Séoul le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, ceci en application de l'article 15 de la CCLAT.

- Partant, et compte tenu du fait que le Luxembourg a ratifié la CCLAT en 2005, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Santé si le Gouvernement luxembourgeois a l'intention de signer le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac.

**Réponse** (23.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, auquel se réfère l'honorable Députée, marque en effet une étape importante dans l'action au niveau international en matière de lutte antitabac.

Ce nouvel instrument juridique de santé publique, qui s'inscrit dans le cadre de la Convention-cadre de lutte anti-tabac (CCLAT) de l'Organisation mondiale de la Santé, vise ainsi à renforcer les dimensions juridiques de la coopération à l'échelle planétaire dans le domaine de la santé avec pour objectif de rendre plus difficile le contournement de la politique de santé publique contre le tabagisme.

Ainsi le défi, qui consiste à lutter de manière efficace contre le fléau du commerce illicite des produits du tabac, ne saurait ni reposer sur la bonne volonté de quelques producteurs de tabac, ni s'appliquer limitativement dans certains pays déterminés.

Cela étant, je reste persuadée que ce Protocole constitue dès lors une réponse adéquate à ce phénomène dans la mesure où cette lutte est confiée de manière exclusive et concertée aux États qui sont parties à cet accord.

**Question 1247** (30.6.2015) de **Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant **les plans sectoriels**:

Dans une interview accordée aujourd'hui au «Luxemburger Wort», le Secrétaire d'État au Logement Marc Hansen indique que le Gouvernement est en train d'analyser les avis des communes relatifs aux plans sectoriels en vue d'une éventuelle réédition des plans sectoriels. Il dit que l'affirmation de Madame la Ministre du Logement comme quoi il n'y aurait plus de plans sectoriels, du moins en matière de logement, serait osée et prématurée.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la position du Gouvernement en matière des plans sectoriels, et plus particulièrement ceux dans le domaine du logement?

- Est-ce que l'approche de Madame la Ministre du Logement de ne plus préconiser de plans sectoriels est compatible avec les termes de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire?

- Le Gouvernement envisage-t-il l'abrogation de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire?

**Réponse** (29.07.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°1247 du 30 juin 2015, les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth souhaitent savoir la position du Gouvernement en matière des plans sectoriels, plus particulièrement dans le domaine du logement.

Le 28 novembre 2014, le Gouvernement a décidé de retirer de la phase procédurale les projets de règlement grand-ducal déclarant obli-

<sup>12</sup> Monsieur François Biltgen, ancien Ministre de l'Enseignement supérieur: «(...) l'Université du Luxembourg décidera, en toute autonomie, de l'organisation de ce centre de compétences et déterminera pour son fonctionnement le bon usage des facilités tant à Belval qu'à Luxembourg dans un souci d'économie et d'efficacité.»





gatoires les quatre plans directeurs sectoriels «logement», «transports», «paysages» et «zones d'activités économiques», qui devaient mûrir la planification territoriale d'outils à caractère réglementaire au niveau national. Diverses insécurités juridiques soulevées par le Conseil d'État ont rendu cette décision inévitable.

Cette interruption de la procédure réglementaire, pendant laquelle la loi concernant l'aménagement du territoire sera amendée, permet également de retravailler les projets de règlements en toute sérénité, transparence et sécurité juridique.

La nécessité des plans sectoriels a été reconnue par une grande majorité des acteurs locaux lors de la consultation publique ainsi que par les Députés lors du débat de consultation du 19 mars 2015 à la Chambre des Députés. À l'issue du débat de consultation, le Gouvernement a été invité par une majorité des Députés d'amender les textes et de prendre en considération les avis rendus par les communes.

Dans le domaine du logement, l'objectif primaire reste de mobiliser les terrains à bâtir, dynamiser la création de logements sociaux et de logements à prix abordables et de lutter contre la lenteur administrative de viabilisation de terrains.

Aux fins de pouvoir réduire les effets négatifs de l'évolution spatiale tendancielle et de favoriser une meilleure répartition des activités humaines sur le territoire ainsi qu'un regroupement des flux de trafic, le programme directeur de l'aménagement du territoire revendique l'orientation de la répartition de la population résidente, actuelle et future, en fonction du système des centres de développement et d'attraction.

Le groupe de travail du plan directeur sectoriel «logement», présidé par le Ministère du Logement, est en train d'analyser comment la loi, les règlements et les programmes concernant l'aménagement du territoire peuvent servir à atteindre les objectifs primaires du Ministère du Logement tout en respectant à la fois les orientations de l'aménagement du territoire:

- en transférant toutes les dispositions du plan sectoriel ayant trait, de près ou de loin, aux matières réservées par la Constitution à la loi, telles que la propriété privée ou l'autonomie communale, dans la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

- en analysant en dialogue avec les communes les futurs projets de logement;

- en transférant les objectifs stratégiques et recommandations dans un nouveau manuel destiné à réaliser la mise en conformité des PAG communaux avec le programme directeur d'aménagement du territoire.

Au cours des prochaines semaines, tous les aspects relatifs au plan directeur sectoriel «logement» seront analysés afin de pouvoir par après décider sur les suites à réserver dans le cadre du remaniement des plans directeurs sectoriels.

## Question 1248 (30.06.2015) de MM. Gusty Graas et Guy Arendt (DP) concernant la réémergence du loup:

Dans son papier de position du 25 juin 2015, la «Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg» (FSHCL) pense qu'après plus de 120 années d'absence du loup sur le territoire du Grand-Duché, sa réémergence est imminente. Par conséquent, elle demande la mise en place d'un plan de gestion de cet animal.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle partager le constat qu'une réémergence du loup dans nos contrées est imminente? Une sensibilisation de la population est-elle envisagée le moment venu?

2. Juge-t-elle opportun d'établir un plan de gestion du loup? Dans l'affirmative, des associations concernées par la protection de la nature, comme la FSHCL, seront-elles invitées à contribuer à l'élaboration d'un tel plan?

3. Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de la FSHCL qu'un monitoring de la population du loup ainsi que des espèces proies devrait faire partie intégrante de ce plan de gestion?

**Réponse** (24.07.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. Comme déjà mentionné dans la réponse à la question parlementaire n°0727 du Député Fernand Kartheiser en novembre 2014 (*cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2014-2015*), l'Administration de la Nature et des Forêts

(ANF) suit de près l'évolution de la répartition géographique du loup depuis l'année 2000, et est en échange régulier avec des experts des pays limitrophes et au-delà de ce sujet.

Néanmoins, il est difficile de dire exactement quand le loup fera sa réapparition au Luxembourg, voire impossible. Elle pourrait se faire dans dix ans, mais elle pourrait également se faire demain.

Il est même concevable que des loups solitaires aient déjà parcouru le Luxembourg pendant les années passées sans avoir été détectés, vu leur peur de l'homme et leur comportement le plus souvent cryptique.

Le constat fait par la FSHCL n'est aucunement nouveau. L'ANF et le Département de l'Environnement sont conscients depuis des années du retour potentiel du loup dans notre Grande Région. Dans la formation des aspirants-chasseurs, le loup est traité depuis plus de dix ans. Depuis 2013, un certain nombre d'articles ont paru dans la presse luxembourgeoise au sujet du loup, réalisés en collaboration avec des agents de l'ANF, visant à sensibiliser le grand public. Par ailleurs, des agents de l'ANF ont publié un article dans le «Regulus», revue de «natur&emwelt», ainsi que dans la revue «Privatbëscher». Une offre de publier un article du même genre dans la revue de la FSHCL, «Fëschter, Jeeër an Hondsrënn», en vue de sensibiliser les chasseurs, a été refusée par les responsables de la FSHCL.

Par ailleurs, l'ANF a présenté un exposé au sujet du retour du loup destiné au grand public en date du 26 février 2015 à Ingeldorf. Vu le succès de cet exposé, avec plus de 120 personnes présentes, le même exposé sera répété en automne à plusieurs endroits du pays pour sensibiliser un maximum de gens. Une invitation à ces exposés sera également envoyée en temps utile aux membres de la Chambre des Députés.

En conclusion, la sensibilisation est importante, étant donné que beaucoup de gens ont une fausse image du loup en tête, stimulée par des contes tels que «Le Petit Chaperon rouge» ainsi que par des campagnes négatives et non basées sur les connaissances scientifiques par certains groupes de lobbyistes antiloup.

Ad 2. Oui. En date du 18 mars 2015, l'ANF avait organisé une réunion de concertation avec des représentants des régions limitrophes (France, Rhénanie-Palatinat, Wallonie) pour discuter de l'opportunité d'établir un plan de gestion commun.

Or, étant donné que la France a déjà un plan de gestion «loup» national depuis des années vu la présence du loup depuis 1992, et que la Rhénanie-Palatinat vient également de publier un plan de gestion «loup» en 2015, l'idée d'un plan de gestion commun a été abandonnée. Néanmoins, l'accord a été trouvé que toutes les régions de la Grande Région devraient aborder la gestion du loup selon les mêmes principes, en tenant compte des expériences déjà acquises par notamment la France. Ainsi, les aspects à considérer impérativement dans un plan de gestion «loup» sont:

- l'application de méthodologies adéquates de détection et de monitoring;

- l'implication, à un moment donné, des groupes lobbyistes intéressés au loup tels que les chasseurs, les éleveurs de moutons, etc.;

- l'élaboration d'outils de gestion tels que l'indemnisation en cas de pertes au niveau des moutons ou autres animaux d'élevage;

- l'analyse d'aspects comportementaux, de la possibilité d'élimination d'individus problématiques, etc.;

- le développement d'un réseau de correspondants «loup» (potentiellement composé d'experts de l'ANF, de représentants d'ONG de protection de la nature, de chasseurs, de privés, etc.) pour faire transiter rapidement toute information au sujet du loup;

- la prise en charge par les départements gouvernementaux d'un programme de sensibilisation et de communication avec la presse.

Par la suite, en date du 23 avril 2015, l'ANF a présenté l'idée d'établir un plan de gestion «loup» pour le Luxembourg au Conseil supérieur de la chasse (CSC). Lors de cette réunion, aucun membre de la FSHCL n'était présent.

Le CSC a conclu que:

«Comme le retour du loup dans nos régions est imminent, il faudra se munir d'un plan de gestion 'loup'. Les grands points de plans de gestion existants à l'étranger sont l'information générale, la cohabitation avec le loup, les points de conflits et la gestion de ces conflits.

Les membres du CSC sont, à l'unanimité,

- d'avis qu'il faudra un plan de gestion 'loup' pour le Luxembourg;

- d'avis que l'ANF est l'instance qui devra mettre en place ce plan de gestion;

- d'avis que pendant l'élaboration du plan de gestion, l'ANF devra consulter tous les acteurs potentiellement concernés par le retour du loup (agriculteurs, éleveurs d'animaux de rente, chasseurs...);

- d'accord avec le principe qu'il faudra prévoir des indemnités, et que celles-ci devront être couplées à des conditions.

Dans ce cadre, il faudra analyser le risque des pertes de production du troupeau liées au stress provoqué par une attaque ou les suites de celle-ci (avortements, risque d'accidents routiers par animaux vaguants...).

Je peux donc rassurer les Députés Graas et Arendt que l'ANF est bien préparée aux développements en Europe en ce qui concerne le loup ainsi qu'à sa présence probable au Luxembourg dans les années à venir.

Ad 3. Le monitoring du loup sera essentiel et est de toute façon prévu par l'ANF, aussi dans le contexte européen. Un monitoring des proies ne s'impose pas.

## Question 1249 (30.06.2015) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant l'utilisation de la piscine du Lycée de Junglinster:

Selon un accord entre la commune de Junglinster et l'État, la piscine du lycée de Junglinster devrait pouvoir être ouverte au grand public après les heures de classe ou même pendant le weekend. En ce qui concerne le nettoyage et la surveillance du bassin, la commune est prête à prendre ses responsabilités. Il reste à déterminer le prix du loyer à payer par la commune à l'État. A plusieurs reprises la commune a pris contact avec le Ministère des Finances à ce sujet, mais sans résultat.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de la problématique?

- Dans l'affirmative, quand le Ministère communiquera-t-il un montant à payer par la commune en tant que loyer pour que la piscine puisse enfin être accessible au grand public?

**Réponse commune** (03.08.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Depuis les débuts de la conception du projet, il a été veillé à agencer le bâtiment de manière à assurer la possibilité de mettre les infrastructures sportives à disposition d'utilisateurs tiers, notamment de la commune de Junglinster. Dans ce contexte, le hall des sports avait même été réduit d'une unité suite à un préaccord entre la commune et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ainsi, en contrepartie à la mise à disposition de la piscine à la commune, il a été convenu que des plages horaires dans le hall des sports communal Gaston Stein pourraient être occupées par le lycée.

Le lycée a été mis en service en septembre 2014, tandis que la piscine est en fonction depuis le 3<sup>e</sup> trimestre de l'année scolaire 2014-2015. Rien ne s'oppose donc, d'un point de vue technique et fonctionnel, à l'utilisation de la piscine par des utilisateurs externes au lycée tels que des écoliers de la commune de Junglinster.

En ce qui concerne l'ouverture de la piscine au grand public, il y a lieu de vérifier si des équipements supplémentaires sont nécessaires. Par ailleurs, des questions tenant à la surveillance et à la responsabilité pendant ces heures restent ouvertes.

Les modalités de mise à disposition sont à clarifier avec la direction du Lycée de Junglinster. Le prix éventuel à fixer prochainement dépendra des frais additionnels qu'une telle ouverture plus large de la piscine pourra entraîner. Une réunion de concertation aura lieu après la rentrée scolaire entre des représentants de la commune, de la direction du lycée et des ministères concernés.

## Question 1250 (30.06.2015) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les Activités d'insertion professionnelle (AIP):

Dans un avis adressé par le Service national d'action sociale (SNAS) à l'ensemble de leurs services régionaux, le SNAS invite les initiatives sociales de type CIGL ou CIGR conventionnées par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de

l'Économie sociale et solidaire à ne plus organiser d'AIP.

D'après mes informations, cette décision aurait été prise, d'une part, dans l'attente d'une réforme de la loi sur le revenu minimum garanti (RMG) et, d'autre part, avec l'objectif de ne pas mélanger les populations plus proches du premier marché du travail et les bénéficiaires du RMG.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Peuvent-ils confirmer les raisons à la base de ces changements? À défaut, quelles en sont les motivations?

- Est-ce que les seules initiatives sociales de type CIGL/CIGR sont concernées par ces changements?

- Les Ministres sont-ils d'avis que les bénéficiaires du RMG sont plus éloignés du premier marché du travail que les autres demandeurs d'emploi?

- Quels sont les principaux éléments de la réforme du RMG justifiant de telles mesures?

- Comment les bénéficiaires du RMG seront-ils à l'avenir accompagnés dans l'élaboration d'un projet d'insertion professionnelle?

**Réponse commune** (23.07.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région*:

L'honorable Député Oberweis fait état d'un avis adressé par le Service national d'action sociale (SNAS) aux Services régionaux d'action sociale (SRAS) et invitant «les initiatives sociales de type CIGL ou CIGR conventionnées par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire à ne plus organiser d'AIP».

Il y a lieu de préciser que l'avis précité valait invitation aux SRAS, conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, à ne plus organiser d'activités d'insertion professionnelle (AIP) auprès des seules initiatives sociales de type CIGL ou CIGR.

Ce sont en effet les SRAS qui, - après signature d'un contrat d'insertion entre le SNAS et les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG) soumis à la condition d'être inscrits en tant que demandeurs d'emploi à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) tout comme à la condition d'activation prévue dans le dispositif RMG -, ont pour mission de contacter des organismes d'affectation potentiels de telles personnes en vue de l'organisation d'une activité d'insertion professionnelle (AIP) conforme au projet d'insertion contractuellement retenu.

L'avis précité, concerté entre le SNAS et l'ADEM, conformément à l'approche horizontale privilégiée par le Gouvernement<sup>13</sup> et en dehors des travaux préparatifs de la réforme du dispositif RMG, trouve sa base dans le chapitre «Travail et Emploi» du programme gouvernemental qui appelle une coopération améliorée et systématisée entre l'ADEM et le SNAS<sup>14</sup> et les motivations qui le sous-tendent, face à une clientèle commune, sont les suivantes:

- départager les dossiers de la clientèle en question et éviter ainsi des doubles emplois tout en utilisant de manière plus efficiente toutes les ressources disponibles;

- optimiser et rendre plus transparente l'orientation de la clientèle précitée.

Les bénéficiaires de ce dispositif, dont une minorité seulement est tenue d'être inscrite à l'ADEM en vue d'une intégration au premier marché du travail<sup>15</sup>, continuent à être accompagnés par le SNAS, qui est soutenu par les SRAS.

À noter que les personnes dont l'AIP auprès d'une initiative sociale de type CIGL ou CIGR prend fin conformément à cette concertation peuvent, le cas échéant, en tant que demandeurs d'emploi et en fonction de leur employabilité, être assignées par l'ADEM à un poste auprès de la même initiative sociale. Elles y béné-

<sup>13</sup> Cf. Programme gouvernemental, préambule, p. 4

<sup>14</sup> Cf. Programme gouvernemental, p. 44

<sup>15</sup> Cf. Rapport d'activité 2014 du Ministère de la Famille et de l'Intégration, page 198





ficient, dans le cadre d'une mesure spéciale et si un tel poste est vacant, d'un contrat de travail à durée déterminée de deux ans rémunéré au niveau du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

**Question 1251** (30.06.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **Raïf Badawi**:

Le jeune écrivain et blogueur saoudien Raïf Badawi, qui militait ouvertement pour une libéralisation morale de l'Arabie saoudite, qui a reçu de nombreux prix honorifiques et qui a même été proposé pour le Prix Nobel de la Paix, a été emprisonné en 2012 pour apostasie et insulte à l'islam par les autorités saoudiennes.

L'application de la sentence de flagellation en public, qui a suscité une vague d'indignation dans le monde entier, a débuté au mois de janvier cette année. Malgré que les États-Unis, le Canada ainsi que toute la Communauté européenne aient formellement demandé à l'Arabie saoudite de mettre un terme à ce supplice, la justice saoudienne envisagerait de faire subir un nouveau procès à Raïf Badawi, qui risque même d'aboutir à la peine de mort.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant d'un nouveau procès éventuel contre Raïf Badawi?

2. Monsieur le Ministre entend-il intervenir dans le cadre de l'Union européenne et au niveau bilatéral afin de dénoncer, le cas échéant, la décision judiciaire ainsi que l'application de la peine à l'encontre de Raïf Badawi?

**Réponse** (29.07.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, destinataire de la question parlementaire n°1251 du 30 juin 2015, remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives au sort du blogueur saoudien Raïf Badawi, et le prie de trouver ci-après les réponses apportées à ces dernières.

Ad 1. Je ne dispose pas de plus amples informations quant à un éventuel nouveau procès de Raïf Badawi. En juin 2015, la Cour suprême d'Arabie saoudite a confirmé la condamnation de Raïf Badawi à 1.000 coups de fouet et à dix ans de prison, décision de justice qui n'est plus susceptible d'appel du point de vue du droit interne, sans préjudice d'un éventuel recours en grâce auprès des autorités saoudiennes.

Ad 2. Le sort subi par le blogueur saoudien Raïf Badawi depuis son arrestation en 2012 est extrêmement préoccupant. Le Luxembourg dénonce la torture et toute autre forme de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, comme les châtiments corporels. La flagellation en public, comme tous les autres châtiments corporels, constitue en effet un traitement inacceptable dans un État de droit et est contraire à la dignité humaine. Aussi bien le Comité des droits de l'Homme de l'ONU que le Comité contre la torture ont d'ailleurs considéré que l'interdiction de la torture et des mauvais traitements devait être comprise comme s'étendant aux châtiments corporels, y compris les peines corporelles excessives ordonnées pour une infraction pénale. Ayant ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants, l'Arabie saoudite s'est notamment engagée à «prendre les mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction». Si Raïf Badawi n'a plus subi de séance de flagellation depuis janvier 2015, le Luxembourg continue cependant d'encourager les autorités saoudiennes à faire preuve de clémence en ce qui concerne l'exécution de la peine à l'encontre de Raïf Badawi.

Dans ce contexte, l'Union européenne, à travers la Haute Représentante Federica Mogherini, est également intervenue plusieurs fois au cours des derniers mois auprès des autorités saoudiennes, notamment en leur demandant de suspendre tout nouveau châtiment corporel infligé à Raïf Badawi. Le Luxembourg soutient pleinement ces démarches et souhaite que le dialogue politique entre l'UE et l'Arabie saoudite prenne en compte la nécessité de reconnaître et de respecter pleinement les droits fondamentaux de tous les citoyens, y compris la liberté d'expression et le droit de ne pas être

soumis à des traitements inhumains et dégradants. Le Luxembourg encourage enfin les autorités saoudiennes à mettre un terme définitif au recours à la flagellation et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi qu'à la peine de mort.

**Question 1252** (30.06.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le «**roaming**»:

D'après un article paru aujourd'hui sur «l'essentiel online», les coûts de «roaming» au sein de l'Union européenne devraient venir à terme le 15 juin 2017. Il paraît en effet que les chefs de Gouvernement et le Parlement européen soient parvenus à un accord. Les opérateurs auraient néanmoins négocié des arrangements de sorte qu'ils pourront faire payer des frais en cas d'utilisation trop fréquente des services de communication en dehors des frontières. Il s'agirait surtout d'abolir le «roaming» pour les personnes en déplacement à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations relayées par la presse?

- Dans l'affirmative, pourquoi la date retenue est-elle fixée au 15 juin 2017, soit dans seulement deux ans?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser ce que les opérateurs entendent concrètement par une utilisation trop «fréquente» des services de communication en dehors des frontières?

**Réponse** (29.07.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Je confirme qu'un accord a été trouvé entre la Présidence lettone et le Parlement européen au sujet du projet de règlement concernant la neutralité du net et le «roaming». Cet accord a été approuvé à Bruxelles par le Comité des représentants permanents sous Présidence luxembourgeoise.

En ce qui concerne plus particulièrement le «roaming», la date retenue pour l'abolition des surcharges est en effet le 15 juin 2017. Le Parlement européen et le Conseil étaient d'accord qu'il est nécessaire de procéder à une révision des tarifs appliqués sur le marché de gros avant de pouvoir abolir les surcharges au niveau du marché de détail. Cette révision sera effectuée par la Commission d'ici le 15 juin 2016. Ensuite la Commission devra soumettre une proposition de révision des tarifs de gros qui fera l'objet d'une approbation par la procédure législative européenne.

Ainsi les conditions seront réunies pour l'abolition des surcharges à supporter par les abonnés à partir du 15 juin 2017. Ce délai est donc difficilement compressible. Cependant, le projet de règlement prévoit que, pendant une phase transitoire, à partir du 30 avril 2016, les surcharges maximales seront déjà sensiblement réduites.

Comme le Parlement européen l'avait déjà proposé dans le contexte de ses amendements, les opérateurs gardent le droit d'appliquer une politique dite de «fair use». Il s'agit en l'occurrence d'éviter que les résidents d'un État membre souscrivent un abonnement auprès d'un opérateur d'un autre État membre où les prix domestiques sont plus bas. Le but est principalement d'éviter que des abonnés se trouvent ainsi en situation de «roaming» permanent, ce qui serait considéré comme un abus. Les abonnés devront cependant pouvoir communiquer sans frais de «roaming» lors de leurs déplacements périodiques dans les autres pays de l'UE. La Commission européenne devra encore adopter des règles d'exécution précisant les modalités à respecter par de telles clauses «fair use».

Les discussions sur le «roaming» ont été longues et difficiles, mais on connaît ainsi une véritable avancée en faveur du consommateur en Europe.

**Question 1253** (30.06.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **réforme du Pacte Logement**:

Déjà début 2014, Madame la Ministre du Logement avait annoncé vouloir réformer le Pacte Logement. Elle avait même laissé sous-entendre que les communes, n'ayant, d'après la Ministre, pas respecté les termes du pacte, devraient rembourser lesdits subsides. En automne 2014, Madame le Ministre a annoncé vouloir bloquer les fonds qui devraient être alloués aux communes à partir de 2017 et vouloir ne les débloquer que si les communes les investiraient pour construire de l'habitat.

D'après la presse, les propositions de Madame la Ministre ne seraient plus à l'ordre du jour. Il paraît en effet que Monsieur le Secrétaire d'État au Logement aurait donné son aval au retrait desdites propositions.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Madame la Ministre entend-elle honorer les engagements pris par l'État vis-à-vis des communes dans le cadre du Pacte Logement au-delà de 2017?

- Quelles sont les pistes actuellement discutées avec le Syvicol en matière de logement?

**Réponse** (27.07.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

- Madame la Ministre du Logement confirme que ses propositions relatives à la réforme du Pacte Logement, approuvées par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 4 juillet 2014, ne seront pas poursuivies. En effet, au cours des derniers mois, plusieurs concertations avec le Syvicol ont permis de constater que les mesures initialement retenues ne pourront pas atteindre l'objectif souhaité. Par conséquent, une continuation dans cette voie n'est plus de mise.

Le Conseil de Gouvernement a ainsi, dans sa séance du 2 juillet 2015, décidé de revenir sur sa décision du 4 juillet 2014 et de ne point modifier ni de réformer la constellation actuelle du Pacte Logement.

- Madame la Ministre du Logement confirme que les engagements pris par l'État vis-à-vis des communes dans le cadre du Pacte Logement seront honorés conformément aux dispositions de la loi afférente du 22 octobre 2008, incluant la période de 2017 à 2021.

- Dans sa séance du 2 juillet 2015, le Conseil de Gouvernement a chargé Madame la Ministre du Logement de procéder à l'élaboration d'un nouveau concept Pacte Logement en étroite collaboration avec le Syvicol, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. À cette fin, un groupe de travail sera créé entre ses acteurs au cours des semaines à venir.

**Question 1254** (30.06.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **compte général de l'exercice précédent**:

D'après l'article 11 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice précédent doit être déposé à la Chambre des Députés pour le 31 mai au plus tard.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quand il entend déposer ledit projet de loi à la Chambre des Députés?

- Quelles sont les raisons de ce retard?

**Réponse** (31.07.2015) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Le projet de loi portant règlement du compte général de l'État de l'exercice 2014 figurait à l'ordre du jour de la séance du 27 juillet 2015 du Conseil de Gouvernement et sera déposé à la Chambre des Députés dans les prochains jours. Le dépôt tardif du projet de loi est motivé par le souci d'assurer l'exhaustivité de l'information contenue dans le compte général de l'État de l'exercice 2014.

**Question 1255** (01.07.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **position du Gouvernement face au plan d'aide à la Grèce et à une éventuelle restructuration de sa dette**:

Il paraît que tous les membres du Gouvernement luxembourgeois ne sont pas sur la même longueur d'onde quant à une prolongation du plan d'aide à la Grèce et à une éventuelle restructuration de sa dette.

Alors que Monsieur le Ministre Nicolas Schmit préconise un revirement rapide et critique les mesures imposées par la troïka à la Grèce, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, s'est dit opposé à une remise de dettes voire à une éventuelle restructuration de la dette grecque. Monsieur le Ministre des Finances

s'est également montré très ferme vis-à-vis des Grecs. Finalement, Monsieur le Ministre François Bausch semble, quant à lui, préconiser une réduction des dettes.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Quelle est en définitive la position du Gouvernement dans ce dossier? Est-ce que Monsieur le Ministre peut garantir que cette position sera défendue par tous les membres du Gouvernement?

**Réponse** (15.07.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Madame la Députée et Monsieur le Député s'enquière de la position du Gouvernement quant au plan d'aide à la Grèce et à une éventuelle restructuration de sa dette. À ce sujet, j'ai l'honneur de renvoyer Madame la Députée et Monsieur le Député aux différentes déclarations qui ont été faites à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre des Finances et par moi-même et notamment à la déclaration du 1<sup>er</sup> juillet de Monsieur le Ministre des Finances sur la situation financière de la Grèce et ses implications européennes, à ma déclaration du 8 juillet sur les discussions du sommet européen du 7 juillet 2015 en relation avec la situation en Grèce après le référendum du 5 juillet 2015 et enfin à la déclaration du même jour de Monsieur le Ministre des Finances sur les discussions menées au sein de l'Eurogroup sur la situation grecque.

Ces déclarations ont été faites au nom du Gouvernement et reflètent sa position unanime.

**Question 1258** (01.07.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **qualité des eaux pluviales de la zone industrielle «Um Monkeler»**:

D'après un article paru le 30 juin 2015 dans le «Luxemburger Wort», le partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette, créé en 2012 à l'initiative des cinq communes riveraines - Esch-sur-Alzette, Sanem, Schifflange, Bettembourg et Roeser - a fait procéder à un programme d'analyses du réseau pluvial de la zone industrielle «Um Monkeler» se déversant dans l'Alzette à Schifflange afin de localiser et de hiérarchiser d'éventuelles sources de pollution.

Il paraît que lesdites analyses ont révélé une forte contamination au niveau de l'Alzette des sédiments provenant du rejet de la canalisation de la zone industrielle «Um Monkeler».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils au courant de ces analyses et ont-ils connaissance des résultats de celles-ci? Peuvent-ils confirmer les informations relatées ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre et Monsieur le Ministre comptent-ils adopter à court, à moyen et à long terme pour faire face à cette situation?

**Réponse commune** (07.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

D'emblée il y a lieu de noter que conformément aux dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, il incombe aux communes d'assurer la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux usées et des eaux pluviales dans les zones urbanisées ce qui comprend la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien et la surveillance des infrastructures d'assainissement. Afin d'être en mesure de remplir ces obligations, les exploitants de ces infrastructures, en l'occurrence les communes et les syndicats, sont également tenus d'avoir établi un dossier technique qui doit être communiqué au ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions, actuellement la Ministre de l'Environnement. Les dossiers techniques comprennent notamment des plans de réseaux détaillés ou encore des résultats d'une analyse visuelle de l'état des infrastructures. Les dossiers techniques des communes avoisinantes du site de la zone industrielle «Um Monkeler» dont dispose à ce stade l'Administration de la Gestion de l'Eau ne comprennent pas d'informations pour le site concerné. Ces informations sont cependant primordiales pour prendre des décisions sur les prochaines étapes.

La question de l'honorable Député adresse les résultats d'une étude établie pour le compte du Contrat de rivière Alzette. L'article de presse paru en date du 30 juin 2015 dans le «Luxemburger Wort» se réfère à cette même étude. L'Administration de l'Environnement ainsi que l'Administration de la Gestion de l'Eau dis-





posent d'une copie du rapport final de l'étude en question. Malheureusement, aucune des administrations n'était contactée par le bureau d'études qui a réalisé l'étude en vue de la préparation de la campagne d'échantillonnage. Ceci aurait en effet permis d'obtenir une vue plus générale de l'état du réseau d'évacuation des eaux pluviales de la zone industrielle «Um Monkeler» et de tirer des conclusions ciblées.

S'y ajoute que l'Administration de la Gestion de l'Eau ne dispose que depuis quelques jours de plans des réseaux plus détaillés de la zone d'activités et que le dossier technique d'assainissement fait toujours défaut. Faute d'informations plus exhaustives, une interprétation des résultats d'analyse ne peut être qu'approximative.

L'interprétation maintenue par le rapport final conclut sur une source de pollution en relation avec une émission par une des sociétés implantées au site. Or, sur base des informations fournies, ceci n'est qu'une des hypothèses possibles. L'infiltration d'eau souterraine dans la canalisation ou encore l'existence de dépôts de sédiments anciens constituent d'autres explications possibles pour les concentrations trouvées. Le rapport final de l'étude précitée ne permet pas aux administrations concernées d'identifier l'origine de la pollution. Les substances, analysés au cours de cette étude, en l'occurrence, les métaux et les hydrocarbures, absorbent et se concentrent sur les poussières et sont lessivés par les eaux de pluies et peuvent par la suite s'accumuler dans les réseaux d'assainissement. Somme toute, il y a lieu de mentionner que ni les substances détectées ni les concentrations mesurées ne sont inhabituelles pour une région avec une longue histoire d'activités industrielles.

À court terme il est important que les dossiers techniques renseignant sur les infrastructures d'assainissement et de leur mode d'exploitation soient mis à jour pour renseigner sur le site en question et soumis à l'Administration de la Gestion de l'Eau.

La plupart des sociétés actives sur le site disposent d'une autorisation au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Certaines d'entre elles ont également soumis une demande d'autorisation conformément à l'article 23 de loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Pour d'autres des demandes d'autorisation sont en voie d'instruction suivant les deux bases légales. Il va sans dire que ces autorisations prévoient également des conditions relatives à la protection de l'eau.

Si après un curage et une réfection de la canalisation une pollution était toujours manifeste, il faudrait évaluer si les moyens mis en œuvre par les sociétés sur base de leurs autorisations ne doivent pas être renforcés.

**Question 1259** (01.07.2015) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **fauchage tardif**:

Des expériences ont montré que la fréquence et la période de fauchage influençaient de manière déterminante la diversité biologique des zones fauchées. Une ou deux coupes par an permettent d'assurer un développement optimal et diversifié de la faune et de la flore. Dans ce contexte, la division de l'Administration des Ponts et Chaussées d'Esch-sur-Sûre a décidé de ne plus procéder au fauchage régulier et entier autour du lac, mais de passer à un système de deux fauchages par an.

Or, il nous revient que pour les responsables des communes bordant le lac, la solution retenue n'est pas du tout satisfaisante. À titre d'exemple on peut citer la place près du lac de Bavigne qui est un point d'attrait pour les habitants et visiteurs en plein centre du village et où des milliers de touristes passent pendant la période estivale. En effet, le collège échevinal de la commune du lac de la Haute-Sûre a adressé une lettre à Madame la Ministre de l'Environnement estimant que le fait de ne pas tondre le gazon en question donne un air non accueillant, nuira à la propreté des lieux et peut même favoriser le dépôt illégal d'ordures.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il prévu de revenir au fauchage régulier et entier aux endroits touristiques du lac de la Haute-Sûre et notamment à l'endroit susmentionné?

- Dans la négative, comment le Gouvernement entend-il garantir la propreté respectivement l'aspect visuel de ces lieux?

**Réponse** (07.08.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le fauchage visé dans la question parlementaire a été exécuté par l'Administration des Ponts et Chaussées suivant les recommandations et principes développés dans la brochure «Nature et Construction». Cette brochure a été élaborée conjointement par l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Administration des Ponts et Chaussées en collaboration avec différents experts, et présentée à la presse par Messieurs les Ministres Claude Wiseler et Marco Schank en date du 28 juin 2013.

Plusieurs intensités de fauchage dans la brochure sont distinguées, aboutissant à différentes formes de végétation:

- aucun fauchage: zone à libre évolution (en dernière conséquence: la forêt);

- fauchage une fois tous les deux à cinq ans: friche herbacée («Krautbrache»);

- fauchage une fois par an en été: prairie à herbes longues («Langgraswiese»);

- fauchage une fois au printemps et, si nécessaire, une deuxième fois en été: prairie à herbes courtes («Kurzgraswiese»);

- fauchage plus de deux fois par an: gazon («Rasen»).

Les modalités d'exécution sont donc suffisamment variables pour correspondre à tous les objectifs ou souhaits.

Le principe de gestion retenu pour les zones de verdure autour du lac de la Haute-Sûre se fait de façon générale selon les objectifs fondamentaux d'un parc naturel, à savoir notamment la conservation du caractère et de la diversité du milieu naturel et la promotion d'activités de tourisme et de loisirs.

En ce qui concerne l'ensemble des zones de verdure entretenues par les services de l'Administration des Ponts et Chaussées autour du lac de la Haute-Sûre, aucun changement fondamental n'est prévu par rapport au passé. Après analyse plus approfondie, certaines zones peuvent cependant se révéler plus propices que d'autres pour faire intervenir davantage des considérations écologiques, soit par exemple parce que les surfaces en question ont été peu fréquentées dans le passé, soit parce que la zone en question a une haute valeur écologique et paysagère.

Ces conditions peuvent être jugées réunies en l'occurrence pour une partie du site de Bavigne, le but étant également que ces formations végétales se caractérisent par une certaine valeur esthétique et constitueront une plus-value touristique. Ces réflexions, respectivement projets pilotes ponctuels, sont en cours de faire l'objet de concertations avec les différentes communes autour du lac de la Haute-Sûre, ceci en collaboration avec l'Administration de la Nature et des Forêts.

Telle est la marche à suivre, qui est également prévue avec la commune du lac de la Haute-Sûre.

En ce qui concerne la propreté des lieux concernés, les services de l'Administration des Ponts et Chaussées continueront à garantir le ramassage des ordures et déchets.

**Question 1261** (01.07.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **secteur non-ETS**:

Selon la Commission européenne, le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne couvre 45% des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union, émis par des installations de production d'énergie et des installations industrielles. Entre 2013 et 2014 ces émissions ont reculé au niveau européen de 4,5% tandis qu'au Grand-Duché ces émissions ont augmenté de 3,8% sur la même période. Les émissions restantes, qui ne sont pas couvertes par le système ETS, sont incluses dans le secteur non-ETS (transports, bâtiments, agriculture, etc.).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les émissions dans les secteurs non-ETS entre les années 2013 et 2014?

- Quelles sont les mesures concrètes envisagées par le Gouvernement pour diminuer les émissions dans les secteurs ne relevant pas du système communautaire d'échange de quotas d'émission?

- Par quels moyens le Gouvernement entend-il les mettre en œuvre?

- Madame la Ministre entend-elle aborder la question de la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs non-ETS dans le cadre de la COP21 à Paris?

**Réponse** (06.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Les émissions du Luxembourg pour les secteurs qui ne sont pas couverts par le système communautaire d'échange de quotas d'émission (EU ETS) s'élevaient en 2013 à quelque 9.526.000 tonnes. Le Luxembourg a ainsi respecté l'objectif qui lui est assigné pour 2013 (9.540.000 tonnes) conformément à la trajectoire linéaire établie par la décision communautaire dite «partage des efforts» pour les années 2013 à 2020. Selon cette décision, le Luxembourg, qui dispose d'ailleurs de l'objectif de réduction le plus ambitieux ensemble avec l'Irlande et le Danemark, sera amené à réduire ses émissions annuellement de l'ordre de 200.000 tonnes jusqu'en 2020, soit par des mesures nationales, soit par le recours aux mécanismes dits flexibles. Les premières estimations pour l'année 2014 semblent indiquer une nouvelle baisse des émissions de l'ordre de 3% par rapport à 2013.

Les mesures concrètes pour diminuer les émissions dans les secteurs non couverts par l'ETS sont reprises dans le 2<sup>e</sup> plan national d'action de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce dernier comprend une cinquantaine de mesures principalement dans les domaines de la promotion des énergies renouvelables, de l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la réorganisation de la mobilité. Leur mise en œuvre relève non seulement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, mais aussi d'autres ministères tels que le Ministère de l'Économie, le Ministère du Logement ou encore le Ministère de l'Agriculture.

Notons aussi le rôle du pacte climat avec les communes à travers duquel l'État offre aux communes un cadre de référence législatif, technique et financier pour faciliter leur intervention ciblée dans la lutte contre le changement climatique.

Pour ce qui est de la dernière question, je tiens à souligner que l'objectif de la conférence des Parties de Paris en décembre 2015 consiste à mettre en place un régime global de lutte contre les changements climatiques suffisamment ambitieux pour éviter que le réchauffement planétaire ne dépasse 2°C. De toute évidence tous les secteurs d'émission devront apporter leur contribution.

**Question 1262** (01.07.2015) de **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant les **capitales européennes de la culture**:

Après les éditions 1995 et 2007, le Luxembourg pourra de nouveau proposer une ville portant le titre «capitale européenne de la culture» en 2022. Si la ville de Luxembourg a été désignée à deux reprises, d'autres villes pourraient dorénavant entrer en ligne de mire.

Les onze communes regroupées dans le syndicat Pro-Sud ont déjà manifesté leur volonté de formuler une candidature commune.

Il convient d'évoquer dans ce contexte la décision n°445/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 instituant une action de l'Union en faveur des capitales européennes de la culture pour les années 2020 à 2033, et abrogeant la décision n°1622/2006/CE.

L'article 11, paragraphe 4, de la décision en question dispose en effet que «lorsqu'une ville associe sa zone environnante, la désignation s'applique à la ville».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelles sont les conditions qu'une ville ou commune doit remplir pour poser sa candidature?

- Selon quels critères le Gouvernement entend-il désigner la capitale européenne de la culture pour 2022?

- Est-ce qu'une enveloppe budgétaire a déjà été définie ou envisagée? Quelles seraient les dépenses prévisibles à charge de la candidature sélectionnée?

- Considérant la décision du Parlement européen et du Conseil et en particulier l'article 11 susmentionné, Madame la Ministre entend-elle soutenir une candidature d'un regroupement de communes pour la désignation comme capitale européenne de la culture en 2022?

- Comment Madame la Ministre évalue-t-elle les chances de succès d'une candidature émanant des communes regroupées au sein du syndicat Pro-Sud?

**Réponse** (13.07.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Les capitales européennes de la culture sont une action de l'Union européenne.

Elles suivent les règles fixées par la décision n°445/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 instituant une action de l'Union en faveur des capitales européennes de la culture pour les années 2020 à 2033, qui détaille notamment:

- les critères qu'une ville ou commune doit remplir pour poser sa candidature (article 5);

- que l'État membre concerné désigne la ville pouvant prétendre au titre sur la base des recommandations figurant dans le rapport de sélection du jury d'experts indépendants (article 11);

- la nécessité pour l'État membre concerné de publier un appel à candidatures (article 7), candidature qui devra être accompagnée d'un budget prévisionnel faisant mention de toutes les dépenses nécessaires (de la phase de préparation jusqu'à l'année elle-même) pour mettre en œuvre le programme proposé par la ville candidate;

- qu'un jury composé d'experts indépendants est chargé des procédures de sélection et de suivi, sachant que l'État membre concerné est autorisé à nommer jusqu'à deux experts dans le jury (article 6).

Étant donné que la décision n°445/2014/UE prévoit expressément à l'article 11 la possibilité pour une ville d'associer sa zone environnante, une candidature émanant des communes regroupées au sein du syndicat Pro-Sud est tout aussi possible que la candidature de toute autre ville ou commune qui choisirait de déposer un dossier, sachant qu'il faudra que les communes regroupées au sein du syndicat Pro-Sud désignent une ville/commune chef de file, puisque le titre ne peut être décerné qu'à une ville.

**Question 1267** (02.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **«Memory Coaches»**:

Das Gesundheitsministerium hat kürzlich ein Präventionsprogramm für Demenzerkrankungen vorgestellt. Man geht davon aus, dass gegenwärtig circa 6.000 Menschen in Luxemburg an Demenz erkrankt sind. Im neuen Präventionsprogramm wurde eine individuelle Betreuung durch „Memory Coaches“ angekündigt, die Sprechstunden in den drei „Maisons médicales“ anbieten sollen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

- Handelt es sich bei den „Memory Coaches“ um einen neuen paramédizinischen Beruf? Können auch andere Berufe aus der Medizin durch Weiterbildung das Statut des „Memory Coach“ erlangen?

- Welche Zulassungskriterien sind zur Ausbildung für den „Memory Coach“ erforderlich? Über welche Ausbildung verfügen diese „Coaches“?

- Wo wird diese Ausbildung angeboten? Wird sie auch in Luxemburg angeboten?

- Wird die Gesundheitskasse beziehungsweise die Pflegeversicherung die anfallenden Kosten übernehmen?

- Werden die Tarife pro Stunde oder pro medizinische Leistung festgelegt?

- Werden sofort genügend „Memory Coaches“ zur Verfügung stehen, um die angekündigte individuelle Betreuung zu gewährleisten? Wie viele „Memory Coaches“ gibt es im Moment in Luxemburg?

**Réponse** (27.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Der von der Abgeordneten erwähnte „Memory Coach“ ist lediglich die Bezeichnung für eine technische Projektmitarbeiterin, die im Rahmen des Pilotprojekts „Programm Demenz-Prävention“ (PDP) eingestellt wurde.

Beim „Memory Coach“ handelt es sich nicht um einen neuen reglementierten Beruf im Gesundheitsbereich. Folglich gibt es weder gesetzlich festgelegte Ausbildungs- noch andere Zulassungskriterien.

Bei der Stellenausschreibung wurde jedoch darauf geachtet, dass die/der „Memory Coach“ einschlägige Vorkenntnisse und Erfahrung in den Bereichen Pflege, Sozialarbeit oder Gesundheitsversorgung hat.

Zudem sieht das PDP eine projektbezogene Fortbildung des „Memory Coach“ vor, die



durch das Deutsche Institut für Demenzprävention der Universität des Saarlandes als Intensivtraining in Flomburg erfolgt.

Die Ausbildung erfolgt in drei Stufen:

- In Stufe I erhält die/der „Memory Coach“ die Befähigung zur Zusammenstellung unterschiedlicher Informations-, Beratungs- und Interventionsmodulen für die unterschiedlichen Adressaten entsprechend dem erstellten Risikoprofil sowie, wenn gewünscht, für die Entwicklung unterstützender Angebote für Angehörige und das soziale Umfeld;

- in Stufe II erfolgt die „train-the-trainer“-Befähigung;

- Stufe III beinhaltet die kontinuierliche Weiterbildung aufgrund der gemachten Erfahrungen zur Sicherung der Qualität und dynamischen Anpassung des PDP.

Die anfallenden Kosten des PDP werden aus dem Haushalt 2014-2019 des Gesundheitsministeriums finanziert.

Dazu muss erwähnt werden, dass keine medizinischen Leistungen im Rahmen des PDP erbracht werden.

Die Kosten für Interventionen des Programms werden von den lokalen Partnern auf Gutscheinbasis direkt mit dem PDP abgerechnet und aus dem vorgesehenen Haushalt des Gesundheitsministeriums bezahlt.

Die Teilnahme am PDP und die damit verbundenen Interventionen sind für den Patienten somit kostenlos.

Zurzeit ist ein „Memory Coach“ für das PDP eingestellt worden.

Dies entspricht dem erwarteten und errechneten Bedarf für Luxemburg, um die angekündigten Leistungen in der Anfangsphase des PDP erbringen zu können.

Es ist vorgesehen, die Zahl der „Memory Coaches“ bedarfsorientiert mit der Zunahme der Anzahl betreuter Personen zu erhöhen.

#### Question 1268 (03.07.2015) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** (DP) concernant la **sécheresse**:

Dans nos contrées, les ans 2003, 2007 et 2011 ont été jusqu'à présent les années les plus sèches du nouveau siècle. A l'heure qu'il est, la canicule, qui touche également le Luxembourg, semble confirmer cette évolution. D'ailleurs, durant les semaines qui ont précédé la canicule les pluies étaient peu abondantes.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution des réserves d'eau potable et du niveau de la nappe phréatique depuis septembre 2010?

2. Est-il déjà nécessaire de réduire la consommation d'eau potable?

Quand le gouvernement envisage-t-il de sensibiliser le grand public à économiser de l'eau potable?

3. La sécheresse et la chaleur des dernières semaines a-t-elle un impact sur la qualité de l'eau potable? Dans l'affirmative, est-ce que les communes seront invitées par le gouvernement à contrôler leurs bassins d'eau potable plus fréquemment?

#### Réponse (07.08.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Environ 50% de l'eau potable consommée au Grand-Duché provient des réserves d'eau souterraine. Parmi ces réserves, trois quarts provient de l'aquifère du Grès de Luxembourg. L'état quantitatif des nappes phréatiques est évalué par le suivi des débits des sources d'eau d'un côté, et des niveaux d'eau souterraine dans des forages d'observation de l'autre côté.

D'emblée il y a lieu de noter que les mois d'hiver (octobre/novembre à mars/avril) constituent la période cruciale pour la recharge des nappes phréatiques (précipitations «utiles»).

Depuis l'année 2003, on constate, suite à certains déficits pluviométriques pendant les mois d'hiver, une diminution des réserves en eau souterraine en dessous des moyennes pluriannuelles avec des minimas recensés pendant l'hiver 2006/2007 et l'hiver 2013. Ceci est la

conséquence de périodes où les précipitations «utiles» étaient particulièrement basses, notamment en pendant l'hiver 2004/2005 et l'hiver 2011. Depuis lors, les réserves ont augmenté significativement pour atteindre des niveaux de 20 à 30% supérieurs aux minimas constatés en 2006/07 et 2013. Au premier semestre 2015 les réserves ont atteint à peu près le même niveau voire un niveau supérieur à celui de septembre 2010. Ceci résulte du fait que les précipitations «utiles» des années 2012 et 2013 ont dépassé jusqu'à 20% la moyenne interannuelle des années 1984 à 2013. Les précipitations hivernales d'octobre 2014 à mars 2015 correspondent à celles de 2013 et sont inférieures à celles de 2014. Par conséquent, les réserves d'eau souterraine devraient stagner, voire légèrement baisser pendant les mois d'été 2015.

Les chiffres précités se basent sur le réseau de surveillance de l'Administration de la gestion de l'eau, ainsi que sur un projet de suivi de l'évolution quantitative de la ressource en eau souterraine exploitée par la Ville de Luxembourg. Ces chiffres valent pour l'aquifère du Grès de Luxembourg. Les autres aquifères exploités pour l'eau destinée à la consommation humaine se caractérisent, à part la nappe captive et profonde du Buntsandstein, par une plus grande réactivité face aux précipitations et des capacités d'emmagasinement relativement limitées. Ceci donne lieu à des baisses des réserves en eau souterraine plus significatives que dans le Grès de Luxembourg, sans que pour autant des seuils critiques ne soient atteints. Les réserves des nappes captives et profondes du Buntsandstein et du Grès de Luxembourg sont actuellement en bon état. Ces nappes sont uniquement exploitées en cas de besoin urgent.

Les cotes maximales du lac de la Haute-Sûre sont fixées par la consigne d'exploitation du barrage d'Esch-sur-Sûre. Elles varient entre 317 mètres en hiver (1<sup>er</sup> novembre au 31 mars) et 320 mètres en été. En hiver, la cote maximale est plus basse afin que le barrage de la Haute-Sûre puisse remplir également sa fonction de mesure anticruces. Le niveau du lac avait atteint son minimum en novembre 2011 avec 309,6 mètres. Actuellement, la cote est à 317 mètres. Entre 2012 et 2015, les cotes ont varié entre 314,7 et 319,6. En aucun moment, le niveau du lac a mis en péril la sécurité d'approvisionnement en eau potable. En effet, actuellement, le volume d'eau stocké dans le lac de la Haute-Sûre est d'environ 50.000.000 m<sup>3</sup>. La capacité maximale de traitement de la station SEBES est de 70.000 m<sup>3</sup>/j.

Au vu de ce qui précède, aucune pénurie concernant l'alimentation en eau potable n'est attendue.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de réduire la consommation d'eau potable en tenant compte de la situation actuelle de réserves en eau potable.

Les consommations en eau potable ont diminué significativement avec le début des vacances scolaires. Cette diminution s'est poursuivie avec le début du congé collectif en date du 31 juillet 2015.

L'évolution des conditions météorologiques, de l'état des ressources, ainsi que des consommations en eau potable continue d'être suivie de près par l'Administration de la gestion de l'eau.

Il est à noter que le Luxembourg ne connaît de pénurie suite à la disponibilité insuffisante des ressources en eau souterraine. Les mesures de limitation de la consommation d'eau potable décrétées en 2007 étaient liées au dimensionnement inapproprié des infrastructures d'eau potable (réservoirs, conduites) pour faire face à des fortes variations journalières des consommations pour des usages non durables en période d'importantes températures atmosphériques. Suite aux fortes migrations quotidiennes de travailleurs transfrontaliers, la consommation en eau potable du Grand-Duché se caractérise notamment par de grandes variations journalières pendant les jours ouvrables.

Ni la sécheresse, ni les températures élevées des dernières semaines n'ont eu un impact sur la qualité de l'eau potable. En effet, en périodes de forte consommation, l'eau potable a un temps de séjour beaucoup moins important dans les réservoirs et peu de chance de se réchauffer étant donné que de grands volumes sont échangés à une température aux environs de 10°C (température annuelle moyenne de l'eau souterraine). Il est même vrai qu'en période de sécheresse, le risque d'infiltrations par le milieu ambiant dans les ressources d'eau potable, et souvent source de contaminations, est plus faible qu'en période de pluies.

Finalement il y a lieu de préciser que les administrations communales et les syndicats de communes sont obligés en tant que fournisseurs d'eau potable de respecter les dispositions du règlement grand-ducal modifié du

7 octobre 2002 relatif à la qualité d'eau destinée à la consommation humaine en ce qui concerne aussi bien la fréquence des analyses que les paramètres à analyser.

#### Question 1269 (03.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **cours de sauvetage**:

Selon mes informations, en cas de congé de maladie prolongé de l'instructeur de natation, certaines autorités responsables de l'organisation des cours de natation scolaire autorisent récemment les enseignants d'éducation physique et sportive d'assurer la tâche de sauvetage et de surveillance lors du cours de natation, lorsque ces derniers disposent d'une qualification équivalente à un brevet de sauvetage élémentaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

2. Dans l'affirmative, cette situation constitue-t-elle une exception ou devient-elle la norme?

3. De quel brevet les enseignants d'éducation physique et sportive disposent-ils exactement pour pouvoir assurer la tâche de sauvetage et de surveillance pendant le cours de natation?

4. Cette nouvelle approche sera-t-elle imposée prochainement par le Gouvernement dans tous les lycées si les professeurs d'éducation physique sont en possession du brevet de sauvetage?

5. L'enseignant d'éducation physique et sportive est-il rémunéré de façon différente quand il effectue ce remplacement?

6. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle situation mette en cause la sécurité des élèves, si les enseignants doivent non seulement assurer le bon déroulement du cours de natation mais aussi assurer la sécurité lors des cours de natation et diriger les opérations de sauvetage et de secours (éventuellement intervenir en cas d'urgence)?

7. Face à une telle répartition de la tâche, ne risque-t-on pas de dévaloriser le métier de l'instructeur de natation et de mettre en cause sa raison d'être?

#### Réponse (03.08.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question de Madame la Députée a trait à l'organisation voire la surveillance des cours de natation scolaire.

Tout d'abord il m'importe de rappeler dans ce contexte les dispositions du règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire qui prévoit notamment dans son article 2 que le déroulement en sécurité du cours de natation exige la présence d'un personnel de surveillance qualifié dont le nombre est déterminé en fonction de la capacité d'accueil du bassin et de l'effectif des élèves.

Ad 1. Je peux en effet confirmer que dans un lycée, l'instructeur de natation, qui était en congé de maladie prolongé, a été remplacé temporairement par un professeur d'éducation physique et sportive pendant les cours de natation.

Ad 2. Cette situation constitue évidemment une exception et a été retenue afin de ne pas devoir pénaliser les jeunes. À défaut de cette solution temporaire, les cours de natation auraient tout simplement dû être annulés.

Ad 3. Le professeur d'éducation physique et sportive assurant exceptionnellement la surveillance générale doit prouver avoir des connaissances et capacités fondamentales en premiers secours, en sauvetage et en réanimation.

Ad 4. Le Gouvernement n'a pas l'intention d'imposer au professeur d'éducation physique en possession d'un brevet de sauvetage la tâche de surveillance générale des cours de natation.

Ad 5. En ce qui concerne la question relative à la rémunération, le Ministre des Sports n'est pas en possession de ces informations et ne saurait dès lors pas répondre à cette question.

Ad 6. Cette solution exceptionnelle ne met pas en cause la sécurité des élèves du fait que ce n'est pas l'enseignant qui assure le cours de natation proprement dit qui prend la relève de l'instructeur de natation, mais un autre professeur d'éducation physique supplémentaire à celui qui assure le cours.

Ad 7. Le Gouvernement n'a pas l'intention de mettre en cause ou de dévaloriser le métier de l'instructeur de natation et rappelle que cette solution a été prise à titre tout à fait exception-

nel, étant donné que c'était la seule solution afin de pouvoir assurer, malgré l'absence de l'instructeur de natation, les cours en question.

#### Question 1270 (03.07.2015) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **nomination du nouveau Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Logement**:

La nomination d'un ex-agent immobilier à la fonction de Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Logement a été largement commentée par la presse.

Certains y voyaient un conflit d'intérêts, assertion qui a été réfutée par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État lors du point-pressé organisé à l'issue du Conseil de Gouvernement du 2 juillet 2015.

Paperjam.lu fournit aujourd'hui de nouveaux éléments laissant entrevoir des relations professionnelles antérieures du nouveau Premier Conseiller de Gouvernement avec le Secrétaire d'État au Logement et éventuellement un conflit d'intérêts, alors que le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement est le frère d'un avocat, dont l'étude serait à la base de la très controversée convention conclue entre la société de promotion immobilière «Livingroom» et le Fonds du Logement à Leudelange.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatées ci-dessus?

- Madame la Ministre est-elle toujours convaincue que cette nomination ne cache pas un éventuel conflit d'intérêts?

- Madame la Ministre ne voit-elle pas d'inconvénients à ce que le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement, vu ses relations familiales, s'occupe de projets dont ledit fonds est en charge?

#### Réponse (27.07.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

La question parlementaire de l'honorable Député se réfère à un article publié par paperjam.lu, qui traite, d'un côté, de la convention «Livingroom» et, d'un autre côté, du fait que le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement et le Secrétaire d'État au Logement étaient «journalistes presque au même moment à RTL, en radio».

Madame la Ministre du Logement confirme des contacts professionnels antérieurs entre le Secrétaire d'État au Logement et le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Logement.

En ce qui concerne la convention «Livingroom», il faut rappeler que le parquet est saisi du dossier «Livingroom» et que ce sont les autorités judiciaires qui procèdent actuellement à une instruction complète dudit dossier. Il n'appartient pas au Ministère du Logement d'y prendre position au stade actuel.

Quant à la question de l'honorable Député concernant un éventuel conflit d'intérêts, il faut souligner que le nouveau Premier Conseiller de Gouvernement a, comme tout fonctionnaire, prêté serment avant d'exercer ses fonctions. Il s'est ainsi engagé à respecter la Constitution et les lois du pays, et a promis de remplir ses fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.

Il est bien conscient de ses responsabilités et obligations particulières.

Madame la Ministre du Logement est convaincue qu'il accomplira ses tâches avec impartialité et dévouement.

#### Question 1271 (06.07.2015) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **Ministère du Logement**:

Nom Regierungrot vum 2. Juli 2015 goufe vill Froen zum Maggy Nagel gestallt. Den Här Statsminister huet betount, et wär kee Problem, dass si net an der Chamber un der Interpellatioun zum Logement war, well de Marc Hansen fir déi nei Projeten zoustänneg wär. Op d'Fro vun engem Journalist, wat dann d'Maggy Nagel mécht, wann de Marc Hansen fir all nei Projeten zoustänneg ass an ob si Logementsministesch bis d'Enn vun der Legislaturperiod bleift, huet den Här Statsminister Folgendes geäntwert:

„Ech weess net, wat muer geschitt. Ech kann lech elo net soen, wat muer geschitt. Gëschter ass d'Présidence ugaangen. Ech konzentréiere mech elo déi nächst sechs Méint och op déi



Présidence. Selbstverständlech, national Dossieren, déi dierf een net vergiessen, mä fir elo Spekulationen ze maachen, dass ech gär deen een oder deen anere Minister géif wiesselen, ass net dat, wat ech haut am Kapp hunn. Ech soen lech just nach eng Kéier, dass eng Aarbechtsopdeeling tëscht dem Här Hansen an der Madame Nagel gemaach ginn ass an dass do eben administrativ Aarbechten an dass eng Kéier déi technesch Aarbechte sinn a Projeten. A fir lech elo ganz genau ze soen, wie wat ganz genau mécht, do kann ech eng Kéier den Organigramm froen an lech deen dann eng Kéier presentéieren, mä ech hunn deen elo net hei.“

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Här Statsminister, wéi ass den Organigramm am Dossier vum Logement a wéi ass déi genee Opdeeling vun den Tächen, vun deenen den Här Statsminister schwätzt, zwëscht dem Maggy Nagel an dem Marc Hansen?

2. Der CSV ass eng konstruktiv Oppositions-aarbecht wichteg, dat enner anerem a besonnesch an der Logementspolitik. Ee produktiv Matschaffen ass allerdéngs nëmme méiglech, wann ee weess, wien de richtegen Usprichpartner am Dossier ass. Här Statsminister, ass d'Maggy Nagel oder de Marc Hansen de Responsabele fir d'Logementspolitik bis zum Enn vun dëser Legislaturperiode?

**Réponse** (30.07.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

D'Ministesch vum Logement ass zoustänneg fir den Aarbechtsberäich vun hirem Ministère, esou wéi en am Arrêté grand-ducal portant constitution des ministères beschriwwen ass.

D'Ministesch huet dem Statssekretär eng Délégation de signature gi fir all d'Attributioune vum Ministère.

D'Ministesch an de Statssekretär stëmme sech permanent iwwert d'Detailler vun hirem Zesummenaarbecht of.

**Question 1272** (07.07.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**initiative InnovFin SME Guarantee**:

Dans le cadre de l'initiative InnovFin SME Guarantee initiée par la Commission européenne ensemble avec le groupe BEI, le Fonds européen d'investissement (FEI) vient de signer un accord avec la Banque Internationale à Luxembourg (BIL) pour l'octroi de crédits à des petites et moyennes entreprises. Ces crédits, dont le montant s'élève à 60 millions euros, sont destinés aux petites et moyennes entreprises établies au Luxembourg et dans la Grande Région. Il paraît que la banque ING Luxembourg aurait signé un accord similaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Selon quelle clé ces crédits se répartiront-ils entre le Luxembourg et la Grande Région?

- À quels critères les entreprises devront-elles répondre pour pouvoir prétendre auxdits crédits?

**Réponse commune** (06.08.2015) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances, et de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

Dans le cadre de l'initiative InnovFin SME Guarantee, le Fonds européen d'investissement (FEI) a signé des accords avec deux banques luxembourgeoises pour l'octroi de crédits à des petites et moyennes entreprises (PME).

La Banque européenne d'investissement (BEI) nous a informés que la part des crédits susceptibles d'être accordés à des entreprises dans la Grande Région restera relativement faible, l'essentiel étant dédié à des entreprises à Luxembourg.

Afin de pouvoir prétendre auxdits crédits dans le cadre des conventions, le financement devra satisfaire aux critères d'éligibilité définis par le mandat InnovFin. L'entreprise doit être une PME ou avoir moins de 500 employés et répondre à une des exigences suivantes reprises de façon sommaire:

- l'entreprise entend utiliser le financement pour produire, développer ou améliorer un produit, processus ou service qui est innovant et dont le risque technologique ou industriel est démontré;

- l'entreprise existe depuis moins de douze ans et a, vu son chiffre d'affaires ou le nombre de ses employés, augmenté de façon importante;

- l'entreprise a des dépenses en Recherche et Innovation («R&I») importantes;

- l'entreprise a bénéficié, au cours des 36 derniers mois, d'instruments de financement ou de programmes régionaux ou nationaux de recherche ou de soutien à l'innovation;

- l'entreprise a reçu un prix R&D ou innovation au cours des 24 derniers mois;

- l'entreprise a enregistré au moins un brevet, droit, copyright ou autre certificat de protection au cours des 24 derniers mois;

- l'entreprise a reçu un investissement d'un fonds à capital-risque;

- l'entreprise souhaite investir afin d'entrer sur un nouveau marché (produit ou géographie).

**Question 1276** (08.07.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **Fédération Saint-Hubert des Chasseurs**:

Les discordances entre la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs et le Ministère de l'Environnement sont manifestes. Les discussions récentes sur la chasse pour les années cynégétiques 2015-2016 et notamment la chasse au renard ainsi que la résiliation de la convention du 22 mai 2009 avec la Fédération Saint-Hubert en sont de bons exemples. Il nous revient dans ce contexte qu'un médiateur a été mis en place pour rapprocher les deux parties et ceci en la personne de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à mettre en place un médiateur?

- Quelle est la mission de Monsieur le Premier Ministre en tant que médiateur entre les parties susmentionnées?

- Quels sont les dossiers dans lesquels Monsieur le Premier Ministre entend intervenir?

**Réponse** (30.07.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

En date du 22 juin a eu lieu au Ministère d'Etat une rencontre entre la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs, le Secrétaire d'Etat au Développement durable et aux Infrastructures et moi-même. Nous nous sommes entendus de nous revoir dans les prochaines semaines pour évoquer certains sujets concernant la chasse.

**Question 1278** (09.07.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **circulation «inter-files» des motards dans les embouteillages**:

Selon mes informations, la circulation «inter-files» des motards dans les embouteillages est autorisée dans certains pays sous condition de mettre les clignotants et de rouler à une vitesse adaptée à la situation p. ex à une vitesse inférieure à 30 km/h.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La remontée des files par les deux- et trois-roues motorisés est-elle autorisée au Luxembourg?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la pratique de l'«inter-files»?

**Réponse** (17.07.2015) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la remontée des files par les deux- et trois-roues motorisés au Luxembourg.

Actuellement, la pratique de l'«inter-files» des motards est interdite au Luxembourg.

Afin d'analyser l'opportunité d'autoriser, le cas échéant, cette pratique au Luxembourg, j'ai chargé le groupe de travail «motocyclistes» de la Commission de Circulation de l'Etat de me faire tenir un avis circonstancié, tout en se basant sur les expériences à l'étranger.

Quoi qu'il en soit, le volet sécurité des motards doit impérativement prévaloir.

**Question 1279** (09.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **refus de prestations de soins de santé**:

Selon la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, chaque patient a le droit de choisir librement le prestataire de soins de santé.

Le patient peut également demander la transmission de son dossier patient à un autre prestataire de soins de santé de son choix. Ceci inclut que ce dernier peut, le cas échéant, être établi à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi, combien de patients se sont vus refuser la prise en charge d'un prestataire de soins de santé à l'étranger?

- De quels types de prestations de soins de santé s'agit-il?

**Réponse** (11.08.2015) de **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale:

La directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers a été transposée au Luxembourg par les lois du 1<sup>er</sup> juillet 2015 portant transposition de la directive et modifiant le Code de la sécurité sociale. Il convient de noter que le règlement (CE) 883/2004 (CE) du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale trouve toujours application pour les traitements dispensés à l'étranger en application de l'article 20 du règlement susmentionné (traitement couvert par S2).

Depuis la transposition de la directive les personnes protégées peuvent prétendre au Luxembourg à la prise en charge des soins de santé transfrontaliers sur base des conditions, modalités, taux et tarifs applicables au Luxembourg conformément à l'article 20 du Code de la sécurité sociale et des statuts de la Caisse nationale de santé. Lors de la transposition, le Luxembourg a opté pour le maintien d'un système d'autorisation préalable pour la prise en charge des soins de santé transfrontaliers impliquant au minimum une nuit d'hôpital ou le recours à des infrastructures ou équipements médicaux hautement spécialisés et coûteux. En ce qui concerne les autres prestations de soins de santé, les conditions de prise en charge auxquelles sont soumises ces prestations lorsqu'elles sont dispensées au Luxembourg en dehors d'un contexte transfrontalier valent également lorsque ces prestations sont dispensées à l'étranger. Il en est ainsi notamment des autorisations préalables requises pour certains traitements médico-dentaires, les traitements de kinésithérapie, d'orthophonie et certaines interventions chirurgicales de nature esthétique.

Il s'agit donc de distinguer les refus d'autorisation préalable de traitement à l'étranger en vertu de l'article 20 (2) du Code de la sécurité sociale et les refus de prise en charge de prestations dispensées dans un contexte transfrontalier.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée, la Caisse Nationale de Santé a émis 21 décisions présidentielles de refus d'autorisation dans le cadre de l'article 20 (2) du Code de la sécurité sociale. Les refus concernent majoritairement des interventions non opposables à l'assurance maladie au Luxembourg, des traitements possibles au Luxembourg dans un délai raisonnable, le non-respect des formalités administratives.

En ce qui concerne les refus de prise en charge de prestations dispensées dans un contexte transfrontalier depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée, le nombre de refus est de 437. Les refus concernent majoritairement des prestations qui ne sont pas prévues par l'assurance maladie, des traitements de kinésithérapie pour lesquels la procédure de validation prévue pour les traitements de kinésithérapie au Luxembourg n'a pas été respectée, ainsi que des hospitalisations à l'étranger en dehors d'une autorisation préalable.

**Question 1280** (10.07.2015) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant la **collection de photographie d'art de la BCEE**:

Suite à une question parlementaire que j'avais posée à Madame la Ministre de la Culture le 7 octobre 2014 (n°0599) (cf. compte rendu n°2/

session extraordinaire 2013-2014) concernant l'importante collection de photographie d'art dont est en possession la BCEE et suite à la réponse fournie par Madame la Ministre en date du 18 novembre 2014, un article bien recherché a récemment été publié dans le «Luxemburger Wort». Loin de confirmer les réponses de Madame la Ministre, cet article ne manque pas de poser de nouvelles questions concernant cette collection.

Ainsi, il semblerait que depuis la remarquable exposition de photographies de portrait appartenant à la BCEE dans le cadre de «Art Cologne» en 2002, la BCEE ait refusé tout prêt à d'autres institutions artistiques, comme par exemple au «Berliner Gropius-Bau».

J'aimerais dans ce contexte poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer cette information et me renseigner sur les raisons de ces refus?

- Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que cette collection appartenant à une banque étatique devrait se trouver sous la tutelle soit du Ministre des Finances soit du Ministre de la Culture et devrait donc être accessible au grand public?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur la politique d'achat et de vente concernant la collection de la BCEE ainsi que sur toutes les transactions des dix dernières années?

- Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que la remise de la collection à une commission d'experts pour inventaire et évaluation ainsi que pour la conservation et la valorisation, tout en préservant le droit de propriété de la banque serait une mesure appropriée?

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils entrés en dialogue avec les responsables de la BCEE afin d'étudier les possibilités de création d'une fondation, de prêt à une institution publique ou encore de vente des œuvres? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

**Réponse commune** (06.08.2015) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances, et de **Mme Maggy Nagel**, Ministre de la Culture:

La collection d'art fait partie intégrante du patrimoine de la BCEE. A ce titre, elle est comptabilisée dans son bilan. Il appartient dès lors aux organes dirigeants de la banque de décider de l'usage qui sera fait de la collection. La politique de la BCEE a consisté ces dernières années à conserver au mieux la collection tout en la rendant accessible périodiquement, dans des conditions appropriées, au grand public.

Les œuvres sont ainsi rendues accessibles dans le cadre d'expositions dans les locaux de la banque, dont notamment mais pas exclusivement, la galerie d'art «Am Tunnel» où se tiennent périodiquement des expositions thématiques des œuvres d'art de la collection de la banque. Une exposition montrant des photographies de la collection est d'ailleurs prévue d'octobre 2015 à 2016.

Par ailleurs, la BCEE ne refuse nullement de procéder à des prêts d'œuvres d'art de sa collection. Les organes compétents de la banque décident au cas par cas de procéder à des prêts tout en étant soucieux de conserver au mieux durablement la collection. A titre d'exemple, l'on peut citer la participation de la BCEE aux expositions suivantes:

- 2010: Commune de Diekirch: peintures de Henri Dillenburg;

- 2012: Mudam: peinture de Patricia Lippert;

- 2013: Commune de Diekirch: peintures de Roger Gerson;

- 2013: Lëtzt. Artisten Center (LAC): peintures de différents artistes luxembourgeois;

- 2014: Musée d'Augsburg: film sur Edward Steichen;

- 2014: Mudam: photographies d'Edward Steichen;

- 2015: Galerie d'Esch: peinture de Jean-Pierre Junius.

La BCEE dispose d'un inventaire détaillé de toutes les œuvres faisant partie de la collection. Les conditions de conservation sont adaptées aux types d'œuvres d'art faisant partie de la collection (température, humidité de l'air) dans des localités spécifiquement équipées à cet effet.





Compte tenu de la taille considérable de la collection d'art, les organes compétents de la BCEE ont jugé approprié de réviser la politique d'achat et, depuis quelques années, ne procèdent plus qu'occasionnellement à de nouvelles acquisitions dans le respect du budget approuvé par les organes dirigeants de la BCEE. Celle-ci n'a pas opéré de ventes dans les années écoulées, la politique de la banque consistant à conserver durablement la collection.

**Question 1281** (10.07.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **Maison des Droits de l'Homme**:

D'après le programme gouvernemental, le Gouvernement envisagerait la création d'une Maison des Droits de l'Homme, laquelle devrait permettre aux acteurs concernés de dégager des synergies, de mettre en commun un centre de documentation et un secrétariat général tout en conservant leur indépendance.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer de l'état d'avancement de ce dossier?

- Quel site se prêterait le plus, aux yeux du Gouvernement, à l'implantation de cette maison?

**Réponse commune** (04.08.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice, de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Madame la Députée voudrait connaître l'état d'avancement de ce dossier, ainsi que la préférence du Gouvernement concernant le site d'implantation d'une Maison des Droits de l'Homme pour la Commission consultative des Droits de l'Homme, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand», le Centre pour l'égalité de traitement et l'Ombudsman.

Nous voudrions informer Madame la Députée que la recherche de locaux aptes à héberger la Maison des Droits de l'Homme s'avère assez compliquée.

En effet, déjà en 2009 une première proposition faite par la Commission des Loyers et acceptée de prime abord par les différents organismes a été rejetée en fin de compte à cause de l'accessibilité difficile pour des personnes handicapées.

D'autres propositions ont également été refusées par l'une ou l'autre des organisations concernées.

Nous prions Madame la Députée de trouver ci-après les immeubles qui ont été visités et analysés par le secrétariat de la Commission des Loyers, proposés aux organismes concernés et qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas été retenus:

- immeuble domanial sis 6, rue du Palais de Justice à Luxembourg;
- immeuble loué sis 52, avenue de la Gare;
- immeuble domanial sis 1A, rue Auguste Lumière;
- immeuble loué sis 71-73, rue Adolphe Fischer;
- immeuble sis 39, rue Glesener;
- immeuble sis 45, avenue Monterey;
- immeuble (partie) sis 2a, rue Kalchesbruck;
- immeuble sis 87, route de Thionville;
- immeuble sis 108, avenue du X Septembre.

Comme les localités doivent répondre à des critères spécifiques, tant du point de vue de l'accessibilité que du point de vue de l'aménagement intérieur, Madame la Députée comprendra que la recherche d'un site convenant à toutes les parties n'est pas chose aisée.

Le Gouvernement quant à lui continuera à proposer aux organismes concernés des immeubles correspondant aux critères mentionnés ci-dessus et espère que le projet de construction d'un immeuble à affectation mixte de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché situé sur la route d'Arlon à Luxembourg en face de la Direction de l'Immigration et à proximité de la Place de l'Étoile récemment avancé comme proposition portera l'adhésion de toutes les parties concernées.

**Question 1282** (10.07.2015) de **M. David Wagner** (*děi Lénk*) concernant le «**Migrant Integration Policy Index**»:

Selon le «Migrant Integration Policy Index», dénommé «MIPEX», le cadre dans lequel se situe la situation luxembourgeoise de l'intégration est considéré comme étant positif. Toutefois, certains domaines semblent devoir bénéficier d'une attention supplémentaire.

1. Je voudrais savoir de Madame la Ministre de l'Intégration et de la Famille quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de MIPEX concernant le Plan d'action national d'intégration?

Par ailleurs, Madame la Ministre est-elle d'avis qu'une évaluation et un renforcement du contrat d'accueil et d'intégration est nécessaire?

Je voudrais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de MIPEX concernant l'éducation nationale?

Je voudrais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de MIPEX concernant la réforme de la loi sur la naturalisation?

2. D'une manière générale, mais particulièrement lors de la dernière campagne référendaire, la question de la langue luxembourgeoise a traversé les débats.

- Que prévoit le Gouvernement pour renforcer le multilinguisme, dont la langue luxembourgeoise, plus précisément en matière de congé linguistique.

Dans ce sens, je voudrais savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Combien y eut-il de bénéficiaires de ce congé en 2014?

- Avec un solde migratoire de 10.000 personnes par an, le champ de ce congé sera-t-il étoffé en volume d'heures et étendu à d'autres langues que le luxembourgeois?

Toujours dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- L'offre de cours de langue sera-t-elle augmentée dans le cadre du CAI?

- La proposition d'aller voir sur place les «Integrationskurse» fonctionnant par exemple à Trèves a-t-elle une chance d'être entendue?

3. Finalement, je voudrais savoir de Monsieur le Ministre d'État si le Gouvernement se sent concerné par l'Appel du 6 juin (en annexe), certes adressé au Président de la Chambre, mais relevant des compétences de nombreux ministères?

Que pense le Gouvernement de l'exemple allemand relatif à une «table ronde» cité dans cet appel?

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Réponse commune** (03.08.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

Le MIPEX («Migrant Integration Policy Index») est un indicateur de la politique d'intégration menée par les États. Coordonné par le «Migration Policy Group» (MPC), cet indicateur identifie et mesure les résultats perçus des politiques d'intégration. Le MIPEX permet aussi d'informer les acteurs politiques clés sur la façon d'utiliser des indicateurs pour améliorer la gouvernance des politiques d'intégration. À cet égard, et dans un souci de responsabilité partagée, il est important de prendre en compte les aspects mis en lumière par le MIPEX dans le contexte des réflexions menées sur le Plan d'action national d'intégration.

Notons qu'à côté du MIPEX, d'autres recherches et études qui ont trait à la politique d'intégration, sont d'importance lors des discussions sur le Plan d'action national d'intégration.

Ainsi, une étude réalisée par l'Université du Luxembourg sur les besoins et demandes des signataires du contrat d'accueil et d'intégration (CAI) et ressortissants de pays tiers a révélé une grande satisfaction des signataires du CAI par rapport à l'instrument qui est actuellement en place. Cette étude, menée dans le cadre du Fonds européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers (FEI), a été complétée par un bilan interne du CAI réalisé par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Actuellement, des réflexions sont menées afin de garantir la durabilité de l'outil, la mise à la disposition d'un public plus large et une meilleure adaptation aux attentes des signataires.

Dans le cadre du CAI, les signataires ont le choix entre l'apprentissage du luxembourgeois, du français et de l'allemand.

Ces cours sont offerts par des prestataires agréés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et sont organisés selon des formules diverses afin de répondre aux demandes des signataires. L'organisation et le financement des cours de langues étant de la compétence du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, une éventuelle augmentation du nombre de cours fera l'objet d'une discussion entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le ministère en question.

Des programmes destinés à promouvoir l'intégration, surtout des ressortissants de pays tiers, existent dans de nombreux pays européens et des échanges de bonnes pratiques avec des praticiens de pays limitrophes peuvent s'avérer intéressants et éventuellement source d'inspiration. Néanmoins, la situation linguistique particulière du Luxembourg ainsi que son très fort taux de résidents non luxembourgeois rendent difficilement transposables telles quelles des initiatives d'intégration mises en place dans d'autres pays.

En ce qui concerne l'Éducation nationale, les conclusions que le Gouvernement tire de MIPEX cadrent avec les actions engagées et prévues par le programme gouvernemental de la présente période législative. Celui-ci vise en effet à mettre en place une éducation formelle et non formelle de qualité, fondée sur la prise en compte de la diversité sociale, culturelle et linguistique de tous les jeunes. L'inclusion de tous les enfants et jeunes dans une éducation de qualité est également l'une des priorités de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.

Cette priorité se décline en plusieurs champs d'action. Les actions engagées ou prévues

s'inscrivent également dans la logique du maintien scolaire et des six pistes proposées par le ministère à l'issue du symposium européen sur le décrochage scolaire (juillet 2015). Elles portent notamment sur:

- La promotion et la valorisation du plurilinguisme

Concrètement, il s'agit de favoriser l'éducation plurilingue et pluriculturelle de tous les enfants, et notamment de ceux d'un à quatre ans, et de réviser les programmes de l'enseignement et de l'apprentissage des langues.

- Les actions au niveau des transitions

Pour assurer une plus grande continuité et cohérence entre les ordres d'enseignement et dans le parcours scolaire des élèves, il est prévu de réformer le passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement secondaire. Les transitions ultérieures des classes inférieures aux classes supérieures ou aux classes de la formation professionnelle seront également adaptées.

- La démarche d'orientation dans les lycées

Le projet de loi sur l'orientation scolaire et professionnelle introduira l'obligation pour chaque lycée de définir sa propre démarche d'orientation. Les objectifs nationaux seront définis dans un cadre de référence, tandis que les établissements seront autonomes pour choisir les pratiques les mieux adaptées aux besoins de leur population d'élèves.

- La diversification de l'offre scolaire

Les efforts de diversification de l'offre scolaire pour mieux répondre à l'hétérogénéité de la population scolaire seront poursuivis. Les classes d'accueil pour les élèves récemment arrivés au pays, les classes francophones ouvertes pour la rentrée scolaire 2015-2016 au Lycée classique de Diekirch et au Lycée technique Mathias Adam ainsi que le projet d'une école internationale à Differdange qui prépare au bac européen complètent les offres de classes internationales qui existent au Lycée technique du Centre, à l'Athénée de Luxembourg et au Lycée technique Michel Lucius.

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse peut également assurer Monsieur le Député qu'il lui importe d'aller vers les parents immigrés et les communautés étrangères. Il s'est entretenu récemment de ce sujet avec Son Excellence Monsieur José Cesário, Secrétaire d'État des Communautés portugaises. Les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et notamment celui de la Scolarisation des enfants étrangers, sont en contact avec des ambassades et associations d'étrangers pour chercher, avec leur concours, à mieux disséminer l'information sur l'école luxembourgeoise auprès des parents immigrés. Actuellement, 37 médiateurs interculturels offrent leur aide dans 27 langues différentes à la fois aux parents et aux enseignants pour faciliter la communication entre l'école et les élèves et parents d'élèves de langue étrangère. Durant l'année scolaire écoulée, ils ont assisté à plus de 1.800 entretiens entre enseignants et parents d'élève, par exemple.

Il convient enfin de citer également le nouveau cours «Vie et société» qui se veut lui aussi une réponse à la diversité croissante de notre population scolaire et un moyen pour construire le vivre-ensemble. Ainsi, le nouveau cours visera à promouvoir l'ouverture, le respect et la tolérance dans notre société multiculturelle et contribuera de ce fait à l'éducation à la citoyenneté.

En matière d'accès à la nationalité luxembourgeoise, le Grand-Duché se classe au 7<sup>e</sup> rang parmi 38 États et bénéficie de 68 points dans le cadre du MIPEX 2015. Ce résultat satisfaisant est essentiellement dû à la généralisation du principe de la double ou multiple nationalité, introduite par la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise. Toutefois, le MI-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



PEX 2015 montre que des progrès restent à faire en vue de garantir un plus large accès à la nationalité luxembourgeoise.

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit que «les conditions et procédures prévues pour accéder à la nationalité luxembourgeoise seront allégées. Les changements concernent en particulier l'abaissement du niveau des connaissances linguistiques dans l'intérêt d'assurer l'équité sociale». Actuellement, le Ministère de la Justice est en train de finaliser une proposition de réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise.

Au cours de l'année 2014, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a reçu 496 dossiers relatifs au congé linguistique.

Parmi ces 496 demandes:

- 288 ont été des bénéficiaires nouveaux, et

- 208 dossiers concernaient des bénéficiaires qui avaient déjà préalablement bénéficié du congé linguistique (2<sup>e</sup> tranche, heures de formation supplémentaires).

Enfin, nous voudrions noter que le Gouvernement se sent évidemment concerné par les thèmes abordés dans l'appel du 6 juin 2015 mentionné par Monsieur le Député et nous en voulons pour preuve les initiatives prises dont question ci-dessus.

#### Question 1284 (10.07.2015) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les révélations concernant le SREL:

En réponse à notre question urgente de mardi dernier se rapportant plus concrètement à une liste de clients attribuée à la société italienne Hacking Team et divulguée sur Internet, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a jugé approprié de donner des informations relatives au Service de Renseignement de l'État (SREL) dépassant ainsi le cadre des questions lui soumises, qui, rappelons-le, s'adressaient en fait à Monsieur le Ministre des Finances et se limitaient strictement aux informations relatives à l'administration fiscale luxembourgeoise.

Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, a indiqué dans ce contexte que le SREL avait à deux reprises recours à un logiciel d'interception des communications de la société Hacking Team acquis sous l'ancien Premier Ministre, sans mentionner que ce logiciel figure encore aujourd'hui sur la liste de facturation du SREL.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, ne juge-t-il pas que les informations en rapport avec des systèmes informatiques utilisés par le SREL soient tellement sensibles qu'elles ne doivent pas être confirmées motu proprio par le ministre de tutelle du SREL?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il nous livrer son appréciation quant à la compatibilité de ses déclarations avec l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État?

- À considérer que, selon Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, la confirmation d'informations divulguées sur Internet ne pose pas problème au regard des dispositions pénales contenues dans la loi du 15 juin 2004, pour quelles raisons Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, n'a-t-il pas mentionné à la Chambre des Députés que des frais de maintenance sont encore aujourd'hui mis en compte auprès du SREL?

- À en croire les dires de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, le logiciel ne serait plus utilisé aujourd'hui.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il nous expliquer pourquoi alors des frais de maintenance sont toujours dus?

**Réponse (24.07.2015) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:**

Les réponses fournies lors de la séance de la Chambre des Députés du mardi 7 juillet 2015 ont été élaborées en concertation avec le Service de Renseignement de l'État. S'agissant des autres informations sollicitées par les honorables Députés, celles-ci risquent d'empiéter sur les dispositions de l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et de ce fait je me limiterai à la présente réponse.

#### Question 1286 (13.07.2015) de M. Gilles Baum (DP) concernant les réfugiés:

Les États membres de l'Union européenne cherchent actuellement une solution pour répartir 60.000 réfugiés se trouvant actuellement

bloqués en Italie et en Grèce. Dans l'immédiat, il s'agit d'accueillir les personnes fuyant des zones de conflit armé.

Le bilan de l'année 2014 en matière d'asile et d'immigration rappelle que «les pays des Balkans de l'Ouest restent les premiers pays de provenance des demandeurs, avec en premier lieu la Bosnie-Herzégovine (14,94%), suivie du Kosovo (12,83%), du Monténégro (12,56%) et de l'Albanie (10,72%)». La Syrie se place au 5<sup>e</sup> rang avec 8,52% des demandeurs». Ce même bilan révèle que la majorité des demandes de ressortissants des pays des Balkans n'aboutissent que très rarement. La longueur des procédures devant le retour de ces personnes peut engendrer des situations difficiles. Pendant le traitement de leurs dossiers, les familles s'intègrent dans leurs communes, les enfants sont scolarisés et commencent à maîtriser le luxembourgeois. La longueur des décisions entretient l'espoir et l'annonce de leur retour provoque un réel déracinement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères dispose-t-il de statistiques relatives à la durée moyenne de l'examen de la demande, en l'occurrence de la durée du séjour des ressortissants des pays des Balkans?

2. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il me renseigner sur l'impact des accords de réadmission conclus avec la plupart des pays des Balkans sur la durée de la procédure de demande de protection internationale?

3. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il me renseigner sur l'impact de la liste de pays d'origine sûrs sur laquelle la plupart des pays des Balkans figurent, sur la durée de la procédure de demande de protection internationale?

**Réponse (27.07.2015) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:**

Ad 1. Au niveau de l'instruction de la demande par la Direction de l'immigration, la durée de traitement à partir de la demande de protection internationale jusqu'à la décision s'est élevée en procédure normale, pour les demandeurs de protection internationale en provenance des Balkans, au cours des années 2013, 2014 et 2015 (jusqu'au 30 juin) à 13,5 mois pour l'année 2013, 7,3 mois pour l'année 2014 et 5,8 mois pendant l'année 2015. On constate donc une nette diminution de la durée de la procédure au niveau de l'instruction des demandes provenant de ressortissants des pays des Balkans de l'Ouest au cours des derniers 30 mois. Au total, 420 personnes originaires des Balkans de l'Ouest ont reçu une décision négative en procédure normale. En procédure accélérée, la durée moyenne de traitement de la demande est nettement plus courte (voir la réponse à la question n°3).

Quant à la durée du séjour, il convient de souligner qu'elle est variable pour diverses raisons. En effet, le demandeur a la possibilité d'exercer son droit de recours contre une décision de rejet de sa demande de protection internationale; le recours étant suspensif, le demandeur a donc le droit de rester sur le territoire luxembourgeois jusqu'à l'issue de celui-ci. Pour la procédure normale, un double degré de juridiction est prévu, c'est-à-dire qu'une possibilité d'interjeter appel devant la Cour administrative contre le jugement du Tribunal administratif, permettant ainsi au demandeur de rester sur le territoire dans l'attente de l'arrêt de la Cour. En cas de procédure accélérée, un seul degré de juridiction existe, avec des délais plus courts qu'en procédure normale.

Lorsque le demandeur se trouve débouté de sa demande de protection internationale, après notamment avoir épuisé toutes les voies de recours, il doit retourner dans son pays d'origine. Un délai de 30 jours est accordé pour permettre au concerné d'opter pour un retour volontaire. Or, ce délai pour le retour volontaire peut être prolongé dans certains cas de figure, notamment en cas d'enfants scolarisés auxquels on accorde la possibilité de terminer l'année scolaire en cours.

Il existe également d'autres cas de figure où un retour n'est pas possible dans l'immédiat. Si le demandeur de protection internationale débouté justifie être dans l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de sa volonté, le Ministre peut reporter l'éloignement pour une durée déterminée. Dans ce cas, l'intéressé peut demeurer provisoirement sur le territoire sans toutefois être autorisé à y séjourner. À cela s'ajoute qu'il peut exister un empêchement à l'éloignement, plus précisément, l'étranger ne peut être éloigné du territoire s'il établit au moyen de certificats médicaux que son état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut entraînerait pour lui

des conséquences d'une exceptionnelle gravité, et s'il rapporte la preuve qu'il ne peut effectivement bénéficier d'un traitement approprié dans le pays vers lequel il est susceptible d'être éloigné. Dans ces conditions, un sursis à l'éloignement peut être délivré, lui permettant de demeurer temporairement sur le territoire.

Au regard de tous ces aléas, une durée moyenne de séjour ne peut être évaluée.

Ad 2. Comme les accords de réadmission concernent d'une manière générale le rapatriement des personnes en séjour irrégulier, ils n'ont aucune influence sur la durée de la procédure de demande de protection internationale. Les accords ne jouent qu'au moment où un demandeur de protection internationale est débouté définitivement de sa demande de protection internationale et qu'il doit quitter le Luxembourg. Il convient de noter dans ce contexte que la coopération en matière de réadmission avec les pays des Balkans de l'Ouest est en général très bonne.

Ad 3. Au sens de l'article 20, par. 1c) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, le Ministre peut statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée si le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens de l'article 21 de la loi. Cette disposition a un impact sur la durée de la procédure de demande de protection internationale. En effet, le Ministre prend sa décision au plus tard dans un délai de deux mois à partir du jour où il apparaît que le demandeur tombe sous un des cas prévus à l'article 20 de la loi. Cependant, le Service Réfugiés procède à une analyse individuelle de chaque dossier afin de vérifier si la notion de pays d'origine sûr s'applique à la situation individuelle du demandeur. Un pays considéré comme pays d'origine sûr peut en effet ne pas s'avérer comme sûr dans certaines circonstances particulières.

Au cours des années 2013, 2014 et 2015 (jusqu'au 30 juin), 910 personnes originaires des pays des Balkans de l'Ouest ont reçu une décision négative en procédure accélérée. La durée moyenne de la procédure jusqu'à la décision ministérielle s'est élevée à 3,5 mois.

#### Question 1287 (13.07.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la clôture entre la Hongrie et la Serbie:

Le 17 juin dernier, le Ministre des Affaires étrangères hongrois a annoncé la fermeture de la frontière hongroise avec la Serbie et en même temps le début des travaux de construction d'une clôture de 4 mètres de haut sur les 175 km de frontière séparant les deux pays.

Il s'agit en l'occurrence d'une décision qui ne me semble pas seulement contraire aux valeurs fondamentales de l'Union européenne (UE), mais qui oppose en plus deux pays, dont l'un est membre de l'Union européenne (UE) et l'autre un pays candidat à l'adhésion à l'UE.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à la construction de ce mur?

2. Ce sujet a-t-il été abordé lors de l'entrevue que Monsieur le Ministre a eue avec son homologue hongrois en date du 7 juillet 2015?

3. Ce sujet a-t-il déjà été discuté au niveau du Conseil Affaires générales de l'Union européenne?

4. Quels sont les moyens à disposition de l'UE pour contrer de telles initiatives qui semblent contraires aux principes et valeurs de l'UE? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la construction dudit mur se fait sans le concours de fonds européens?

**Réponse (04.08.2015) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:**

Réponse à la question 1: Le Conseil européen des 25 et 26 juin 2015 a conclu que l'Union européenne doit déployer de plus vastes efforts pour mieux endiguer les flux croissants de migration illégale, y compris le renforcement de la gestion des frontières extérieures de l'Union européenne.

La gestion des frontières est une compétence qui relève des États membres de l'Union européenne. Les États membres doivent identifier les mesures permettant de sécuriser les frontières extérieures de l'UE. Cependant, les mesures prises face à la récente augmentation des flux migratoires doivent respecter le droit communautaire et les obligations internationales, les droits de l'Homme des migrants et le prin-

cipe humanitaire de non-refoulement pour ce qui est des personnes qui peuvent bénéficier de la protection internationale.

Le Luxembourg espère que la conférence de haut niveau que la Hongrie se propose d'accueillir en automne à Budapest permettra d'aborder tant les défis que pose la route migratoire des Balkans occidentaux que les réponses communes à adopter face aux flux migratoires.

Réponse à la question 2: La question a été abordée lors de l'entrevue du 7 juillet où la partie luxembourgeoise s'est montrée très critique quant aux effets d'une telle mesure.

Réponse à la question 3: Non.

Réponse à la question 4: Le Code frontières Schengen n'interdit pas la construction de clôtures aux frontières extérieures. Pour ce qui est d'un éventuel financement de cette clôture par des fonds européens, je me permets de renvoyer l'honorable Député au point de presse de la Commission européenne du 18 juin dernier, lors duquel la porte-parole de la Commission a informé que la Commission ne finance pas de tels projets. La porte-parole a aussi rappelé que des demandes de financement présentées par d'autres États membres pour ériger des clôtures aux frontières extérieures ont été rejetées par le passé.

#### Question 1292 (15.07.2015) de M. Roy Reding (ADR) concernant l'avis sur des projets de loi:

Et ass mir zu Ouere komm, datt de Landwirtschaftsministère e Gesetzesprojet mat dräi Projekte vun Reglementer iwwert den Déierschutz u Privatleit vu verschiddenen Organisationen geschéckt huet, fir hiren Avis ze froen.

- Denkt den Här Minister net, datt d'Deputéiert an éischter Linn sollten informéiert ginn, datt also e Projet de loi fir d'Alleréischtt sollt an der Chamber déposéiert ginn, éier, wat mir begréissen, den Avis vun Organisationen gefrot gétt?

**Réponse (23.07.2015) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:**

Ech erlabe mer, den Här Deputéierte Roy Reding op de Procès-verbal vun der gemeinsamer Sëtzung vun der Petitionskommission a vun der Kommission fir Landwirtschaft, Wäibau, ländlech Entwécklung a Konsumenteschutz vum 6. Oktober 2014 hinzeweisen. An där Sëtzung, un där den Här Deputéierte Roy Reding och selwer deelgeholl huet, gouf vu mir Folgendes festgehalten a vun de Membere vun deenen zwou Kommissionen och matgedroen:

«Pour ce qui est du calendrier prévisionnel de la réforme de la loi sur la protection des animaux, Monsieur le Ministre informe qu'un avant-projet de loi sera finalisé début 2015 et soumis pour avis aux acteurs du terrain. Il envisage de déposer le projet de loi mi-2015.»

Ech hu mech deemno strikt un dat gehalen, wat mam Accord vun deenen zwou Chamberskommissionen zréckbehalte gouf.

#### Question 1295 (15.07.2015) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la réforme fiscale:

Le président du parti socialiste luxembourgeois (LSAP) a tenu à préciser hier que la réforme fiscale préparée par l'actuel Gouvernement ne pourrait avoir pour effet d'affecter négativement les personnes à revenus modestes (sans préciser toutefois quelle catégorie de personnes serait visée en particulier). Il a ensuite indiqué qu'il faudrait examiner la répartition de la charge fiscale entre les personnes physiques et les personnes morales, en excluant tout système d'imposition forfaitaire des sociétés. Notons enfin que le président du LSAP n'a cette fois-ci plus prôné l'introduction d'un nouveau taux d'imposition maximal («Spitzensteuersatz») pour les personnes les plus aisées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le Gouvernement ne compte pas s'écarter du taux d'imposition nominal applicable aux sociétés en matière d'IRC, i. e. 21%?





- Le Gouvernement envisage-t-il au contraire l'introduction d'une imposition progressive des sociétés? L'introduction d'un tel système ne viendra-t-il pas contredire les discussions en cours au niveau européen?

**Réponse** (29.07.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Tel qu'il ressort des réponses aux questions parlementaires précédentes des honorables Députés au sujet de la réforme fiscale (n°66 [cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014], n°92 [cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014], n°575 [cf. compte rendu n°/session extraordinaire 2013-2014], n°838 [cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2014-2015], n°1058 [cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015] et n°1150 [cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015]), il n'est pas opportun, à ce stade, de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui pourraient alimenter les discussions afférentes, lesquelles pourront débiter une fois que les analyses préalables auront été finalisées.

**Question 1300** (16.07.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **publications du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**:

Alors que la quasi-totalité des ministères ont diffusé leur rapport d'activité relatif à l'année 2014, celui du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire fait toujours défaut.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre peut-il expliquer les retards dans la publication dudit rapport d'activité? Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à ladite publication?

2. Quand Monsieur le Ministre mettra-t-il à disposition des Députés le troisième rapport de la Commission de suivi prévue à l'article L.621-4 du Code du Travail?

**Réponse** (24.07.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Par sa question parlementaire n°1300, l'honorable Député Marc Spautz souhaite obtenir des informations au sujet de la diffusion du rapport d'activité relatif à l'année 2014 du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Ad 1. Les services du Ministère ainsi que les administrations attachées s'efforcent tous les ans de produire un rapport d'activité qui se veut le plus fiable et le plus détaillé possible afin que les honorables Députés, ainsi que toutes les parties intéressées, puissent y trouver les informations relatives aux activités de mon Ministère et des administrations attachées.

Pour garantir cette qualité, certaines données financières et administratives sont indispensables. Or, les dernières données ne sont pas disponibles en temps utile pour pouvoir les produire, analyser et intégrer dans le rapport d'activité.

Ces données concernent notamment les dépenses du Fonds pour l'Emploi. En ce qui concerne le recueil de données chiffrées sur l'emploi, un certain recul temporel est indispensable pour obtenir des chiffres et statistiques fiables. Il se trouve que le rapport d'activité est en cours de finalisation et qu'il sera publié très prochainement.

Ad 2. En ce qui concerne le rapport annuel de la Commission de suivi de l'Agence pour le développement de l'emploi, je tiens à rappeler à l'honorable Député qu'il ne s'agit pas d'un rapport relatant des activités de la Commission - cette partie étant intégrée dans le rapport d'activité de mon Ministère - mais d'un rapport que la Commission produit annuellement et reprenant ses analyses et conclusions par rapport à l'exécution des missions de l'Agence pour le développement de l'emploi.

En effet, le premier paragraphe de l'article L.621-4 du Code du Travail stipule que: «Il est créé (...) une commission de suivi chargée d'assister le ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et attributions de l'Agence pour le développement de l'emploi. (...) Elle [la commission] fait un rapport annuel à l'intention du ministre

ayant l'Emploi dans ses attributions qui peut lui demander des avis spécifiques.» Dès lors, les membres de la Commission de suivi décident de l'opportunité de produire ce rapport, à condition qu'il soit produit dans l'année. Le secrétariat de la Commission m'a par ailleurs informé que ce rapport devrait être adopté par les membres courant du trimestre en cours. Je ne tarderai pas à le transmettre à la Chambre des Députés, comme ce fut le cas pour tous les rapports précédents, une fois qu'il m'aura été remis.

**Question 1301** (17.07.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **tarifs applicables dans les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)**:

Il me revient que les différents CIPA auraient récemment revu à la hausse les tarifs y applicables. Cette hausse viserait du moins en partie à contrebalancer les mesures d'économies annoncées par le Gouvernement dans son paquet d'avenir de 2014 (mesures n°256 et 257). Étant donné que les usagers se voient ainsi exposés à une réelle surcharge, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles sont les mesures préconisées par Monsieur le Ministre pour soutenir au moins financièrement les personnes concernées?

**Question 1302** (17.07.2015) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **tarifs applicables dans les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)**:

Ces derniers jours, les pensionnaires de certains Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ont été informés d'une augmentation des prix de pension, du service en chambre, du forfait «aide aux actes essentiels de la vie», de la gestion ainsi que de la distribution des médicaments. Selon les explications avancées, cette hausse de 7% à partir du 1<sup>er</sup> août 2015 serait due à la mesure dite «257» du paquet de mesures de consolidation budgétaire qui prévoit une application plus restrictive des critères d'octroi des prestations par la Cellule d'évaluation et d'orientation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette hausse des prix dans certains CIPA?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet de l'explication avancée, sachant que la mesure dite «257» prévoit en effet un gel de la valeur monétaire des prestataires ainsi qu'une application plus restrictive des critères d'octroi des prestations dans le cadre de l'assurance dépendance - alors que notamment le prix de pension augmentera pour tous les pensionnaires, qu'ils soient bénéficiaires des prestations de l'assurance dépendance ou non?

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une hausse des prix de 7% est justifiée au vu de l'augmentation des coûts - notamment salariaux - à porter par les prestataires?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il réagir à cette augmentation de prix dans les CIPA?

- Monsieur le Ministre compte-t-il chercher une solution pour soutenir d'une façon ou d'une autre les personnes âgées dont le budget sera dépassé suite à cette hausse de prix et qui n'auront plus les moyens d'habiter en CIPA?

**Réponse** (11.08.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Au cours des semaines passées, certains représentants de gestionnaires d'établissements d'aides et de soins ont annoncé publiquement d'envisager une hausse des prix de pension arguant que cette dernière s'avère inévitable compte tenu des décisions prises par le Gouvernement dans le cadre du pacte d'avenir et concernant le maintien du gel des valeurs monétaires et une application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des standards d'octroi des prestations à partir de 2015.

La polémique suscitée par ces interventions dans la presse nationale et auprès des ayants-droit est déplorable et crée un certain nombre d'incertitudes et un malaise.

Un premier état des lieux, basé sur les chiffres présentés par la Caisse nationale de Santé et une analyse de la Cellule d'évaluation et d'orientation, a montré que la réorientation au niveau des standards d'octroi et de détermination des prestations n'a pas abouti à des coupures substantielles au niveau des prestations.

Une réunion d'information organisée en juin 2015 avec toutes les parties prenantes au sujet des critères d'octroi témoigne de la concertation avec l'organisme représentatif des prestataires, la COPAS, et les syndicats OGB-L et LCGB.

Lors d'une réunion commune qui a eu lieu en date du 21 juillet 2015 j'ai convenu avec la COPAS et les deux syndicats de procéder ensemble à une analyse détaillée de la problématique en vue de trouver, le cas échéant, des solutions à des problèmes à identifier, tout en prenant en considération les spécificités des différents prestataires.

Les travaux d'analyse se baseront sur les chiffres disponibles auprès de la Caisse nationale de Santé qui sont régulièrement mis à jour. L'échange avec toutes les parties prenantes sera intensifié au cours des mois à venir moyennant l'instauration d'un comité de suivi qui se réunira régulièrement en vue d'analyser l'évolution de la situation.

La stabilisation du secteur, des prestations de qualité et le maintien de l'emploi sont les objectifs primordiaux de la démarche. La détermination d'une trajectoire visant la soutenabilité financière est un autre objectif visé.

Je reconnais pleinement la nécessité d'une sécurité de planification au niveau des gestionnaires.

Il faut également reconnaître que l'application plus efficiente des standards de détermination des prestations par la Cellule d'évaluation et d'orientation cadre avec les indications et concepts relevés au niveau du programme gouvernemental concernant la réforme projetée de l'assurance dépendance, à savoir la mise en œuvre d'une réforme structurelle permettant la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations, la viabilité à long terme de l'assurance dépendance avec comme objectif la prestation de soins de qualité utiles et nécessaires.

Par rapport à la question n°2 de Monsieur le Député Spautz, je rappelle que le prix de pension se compose d'une part du montant couvert par le forfait de l'assurance dépendance relatif aux soins procurés et d'autre part du montant relatif à la partie hôtellerie qui est à charge du pensionnaire. Si une augmentation de 7% sur les prix globaux a eu lieu, cela veut dire qu'un montant plus élevé reste à charge du pensionnaire. Or, si cette part ne peut plus être financée par les moyens financiers propres de l'affilié, alors elle est prise en charge par le Fonds national de solidarité, de sorte qu'a priori les coûts supplémentaires, s'ils s'avèrent justifiés, sont pris en charge par l'État dans les cas où le pensionnaire n'est pas capable de y subvenir lui-même.

Pour ce qui est de la question n°2 de Monsieur le Député Negri, je ne voudrais pas anticiper les résultats des analyses mises en œuvre par le comité de suivi. Je tiens néanmoins à souligner que le Gouvernement s'est engagé à assurer la transposition de l'accord salarial de la Fonction publique au secteur des aides et soins avec une adaptation des valeurs monétaires en 2016 de 0,9 et 2,2% afin de permettre aux prestataires d'assurer cette transposition.

**Question 1305** (17.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant **l'utilisation du narguilé (shisha) au Luxembourg**:

Seit einigen Jahren wird das Shisha-Rauchen immer beliebter bei der Jugend, und auch in Luxemburg sind einige Shisha-Bars entstanden.

Doch der Genuss dieser orientalischen Wasserpfeifen, versehen mit Apfel-, Vanille-, oder Erdbeertabak, ist nicht so harmlos wie oft angenommen. Experten warnen, dass bereits einmaliger Konsum eine Kohlenmonoxidvergiftung verursachen kann, regelmäßiger Genuss könne gar Herzerkrankungen und Krebs herbeiführen. Da eine Shisha-Session laut Weltgesundheitsorganisation im Schnitt 20 bis 80 Minuten dauert, inhaliert der Raucher während dieser Zeit den Qualm von etwa 100 Zigaretten.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

- Verfügt die Ministerin über Statistiken bezüglich der Anzahl derjenigen, die in Luxemburg regelmäßig Shisha rauchen?

- Fällt das Shisha-Rauchen unter die Antitabakgesetzgebung?

- Wenn nicht, gedenkt die Ministerin das Antitabakgesetz dahingehend zu verschärfen?

- Gedenkt die Regierung gar, das Shisha-Rauchen gesetzlich zu verbieten?

- Verfügt die Ministerin über rezente medizinische Erkenntnisse bezüglich der gesundheitlichen Gefahren des Shisha-Rauchens?

- Gedenkt die Ministerin, eine Sensibilisierungskampagne zu starten, um über die Gefahren des Shisha-Rauchens aufzuklären?

**Réponse** (30.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Un récent rapport de la Fondation Cancer montre que 5% de la population luxembourgeoise fume la shisha, ce qui représente plus de 22.000 fumeurs en 2013. Parmi ces 22.000 fumeurs, 21% ont entre 15 et 25 ans, soit un adolescent sur cinq; les jeunes sont attirés par le côté ludique et convivial de ce type de consommation.

La loi antitabac entrée en vigueur le janvier 2014 s'applique à la shisha. Ainsi, pour pouvoir continuer leurs activités, les bars à shisha ont l'obligation d'installer des fumoirs représentant moins de 30% de la surface utile de l'établissement.

La composition de la shisha est d'environ 25% de tabac, associé à un mélange de mélasse et d'arômes de fruits. Ce mélange est mis dans un petit réservoir et recouvert de papier aluminium troué. On y place dessus un charbon ardent qui lance le processus de combustion du tabac. La fumée émise passe dans de l'eau et est aspirée par la personne qui fume la shisha au travers d'un tuyau souple.

Contrairement à une croyance répandue, l'eau ne retient pas les substances nocives et cancérigènes dans la fumée inhalée. Une cinquantaine de bouffées de shisha sur une durée moyenne d'une heure sont équivalentes à deux paquets de cigarettes fumées. Le monoxyde de carbone est présent en quantité sept fois supérieure à celle présente dans la fumée d'une cigarette. La shisha, comme la cigarette, ne crée pas seulement de la dépendance chez son consommateur, mais augmente significativement le risque de cancers, de bronchites chroniques et de problèmes cardio-vasculaires.

En outre, la shisha expose le fumeur à des risques de contagion virale et microbienne, car le même embout est utilisé par les autres fumeurs, entre autres, il existe un risque d'infection par les maladies infectieuses et transmissibles suivantes: tuberculose, herpès, hépatite.

Cela étant, je viens de charger mes services d'évaluer, d'un point de vue santé publique, le besoin d'encadrer davantage cette pratique.

Le sujet de la shisha a été déjà traité lors de plusieurs campagnes d'information et de sensibilisation de prévention du tabagisme, organisées annuellement à l'occasion du 31 mai (Journée mondiale sans tabac, OMS) par le Ministère de la Santé. Les dangers de la shisha sont repris dans les brochures du ministère sur le sujet.

La Fondation Cancer y a consacré des articles dans ses publications «Info Cancer» et «den ins!der», s'adressant tout particulièrement aux jeunes.

Une campagne ciblant plus spécifiquement les jeunes sur ce sujet précis est envisagée.

**Question 1307** (17.07.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'évolution des ventes de carburant et de produits connexes**:

D'après un article paru dans le «Lëtzeburger Land» du 17 juillet 2015, les ventes de carburant seraient en chute depuis quelques années déjà. Les raisons à la base de cette régression seraient multiples, le phénomène complexe: augmentation des droits d'accises au 1<sup>er</sup> janvier 2015, bouchons sur les autoroutes, régimes sur le gasoil pour camions plus favorables en Belgique, recours accru à d'autres moyens de transport.

Il n'est pas à exclure qu'une baisse du tourisme à la pompe et corrélativement du niveau des ventes de produits connexes, telles les cigarettes, a un impact direct sur les recettes étatiques.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est l'impact des baisses constatées au niveau des ventes de carburant et de cigarettes sur les recettes budgétaires?

- Quel en est l'impact sur les dépenses budgétaires?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin nous indiquer si ces évolutions ne compromettent pas les prévisions du Gouvernement prévues dans la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018?

**Réponse** (03.08.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:



L'administration estime que les résultats des six premiers mois de l'année annoncent une diminution d'environ 180 millions de litres de Diesel et d'environ 50 millions de litres d'essence en moins pour toute l'année 2015 par rapport à 2014 ce qui entraînerait une moins-value totale de droits d'accises sur l'huile minérale de quelque 90 millions par rapport au budget 2015.

En ce qui concerne les cigarettes, les recettes provenant des droits d'accises sur le tabac sont en baisse vu entre autres la diminution réelle des ventes et la mise à la consommation anticipée de décembre 2014 due au fait de l'augmentation de TVA de 15 à 17% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cette baisse entraînera vraisemblablement une diminution des recettes estimée à quelque 10 millions d'euros par rapport aux prévisions du budget 2015. Vu l'évolution globale des autres recettes, cette baisse est sans impact immédiat sur les dépenses budgétaires prévues pour 2015. Le Gouvernement continue à suivre de près ces évolutions.

L'établissement du budget pluriannuel pour la période 2015 à 2019 se fera en tenant compte de toutes les informations qui seront disponibles à ce moment.

**Question 1309** (20.07.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **photographies publiées par les Archives nationales de Luxembourg**:

Les Archives nationales de Luxembourg viennent de mettre en ligne quelque 6.500 photographies dressant un portrait centré sur la nature, le tourisme et l'économie du Grand-Duché de Luxembourg.

Cette collection retraçant l'histoire du Luxembourg de 1950 à 1970 pourrait être une source précieuse pour illustrer des articles dans des publications, pour créer des œuvres artistiques, ou même pour toute autre action promotionnelle de notre pays. Cependant les droits d'auteurs «Creative Commons» interdisent toute transformation et toute utilisation de ces photos à des fins commerciales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Qui est le propriétaire des ces photographies?
- Dans le cas où les Archives nationales de Luxembourg sont propriétaires de cette collection, pourquoi les droits d'auteurs «Creative Commons» retenus pour ces photos sont-ils si restrictifs?
- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que ces images constituent un patrimoine culturel de grande valeur et devraient de ce fait être non seulement accessibles à des fins privées mais également à des fins publiques telles que des publications associatives, culturelles ou commerciales?

**Réponse** (13.08.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Dans le cadre d'un de leurs récents projets de numérisation, les Archives nationales de Luxembourg ont numérisé 7.240 photographies issues de la collection photographique du Service gouvernemental d'expansion économique et touristique (ancien service du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes), dont 6.544 ont été mis en ligne en date du 14 juillet 2015.

Les clichés dressent un portrait essentiellement centré sur la nature, le tourisme et l'économie du Grand-Duché de Luxembourg des années 1950 à 1970 et constituent de ce fait une source historique visuelle pertinente et riche en informations. C'est pour cette raison que les Archives nationales ont souhaité rendre accessible au public à des fins scientifiques et pédagogiques ce patrimoine national visuel par le biais de leur site Internet.

Conscients du fait que la publication des photographies soulève la question des droits d'auteur, et en l'absence de traces écrites permettant de retracer l'historique des conditions dans lesquelles la collection a été assemblée à l'époque, les responsables des Archives nationales ont effectué les recherches diligentes nécessaires afin d'identifier les détenteurs des droits.

Concernant la question de la propriété:

L'État luxembourgeois a la propriété matérielle des négatifs et/ou tirages papier des photos en question. Les Archives nationales sont l'administration en charge de la conservation et de la valorisation des documents d'archives. La propriété immatérielle ou intellectuelle (ici: les droits d'auteurs) est, sauf dispositions formelles contraires, auprès des auteurs respectivement de leurs ayants droits respectifs.

Concernant la question du choix de la licence:

En fonction du résultat des recherches effectuées par les Archives nationales, et dans le souhait d'une gestion homogène de la situation des droits, les Archives nationales ont contacté les auteurs ou leurs ayants-droit dans le but de les sensibiliser au sujet et de les encourager à permettre une réutilisation des œuvres en question. Le choix du type de licence suggéré représente un compromis entre les intérêts des chercheurs et utilisateurs d'archives d'un côté et le respect des droits des auteurs de l'autre côté. En vue de fixer le cadre légal dans lequel s'inscrivent l'exploitation, la communication et la reproduction des photographies, des conventions ont été élaborées confirmant explicitement aux Archives nationales le droit d'utiliser, et en particulier de communiquer par voie numérique, les photographies, dans le respect de la licence ouverte «Creative Commons CC BY-NC-ND».

Pour certains clichés, les ayants-droit ont choisi ne pas permettre une réutilisation; pour d'autres, dont l'État peut raisonnablement prétendre être détenteur des droits, les photos ont été déclarées faisant parti du domaine public; d'autres cas de figure n'ont pas permis de mener à bien les recherches pour diverses raisons, et ont mené les responsables des Archives nationales à considérer les œuvres comme orphelines ou à ne pas pouvoir conclure par rapport à la situation des droits d'auteurs. Pour ces derniers cas, les Archives nationales ont signalé en ligne leur intérêt à rectifier la situation au cas où des informations pertinentes permettraient de compléter les recherches.

La licence (ou contrat-type) «Creative Commons CC BY-NC-ND», retenue par une bonne partie des ayants-droit, leur donne la possibilité de permettre la réutilisation d'œuvres spécifiques par toute personne physique ou morale, dans le respect des conditions énoncées. Dans le cas ci-présent, les auteurs ou leurs ayants droit qui ont recouru à une licence CC ont choisi les conditions suivantes:

- attribution (BY) - l'utilisateur devra attribuer l'œuvre de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits;
- pas d'utilisation commerciale (NC) - l'utilisateur n'a pas le droit d'utiliser l'œuvre à des fins commerciales;
- pas d'œuvres dérivées (ND) - l'utilisateur n'a pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette œuvre pour ses besoins.

Concernant la question d'une utilisation plus large des œuvres:

Les photographies placées sous cette licence peuvent en tout état de cause être utilisées à des fins publiques telles que des publications associatives ou culturelles, sous condition qu'elles n'aient pas un caractère commercial. Les ayants-droit restant détenteurs des droits, et les contrats-type «Creative Commons» n'étant pas de nature exclusive, rien n'empêche un utilisateur final de les approcher et de négocier un accord bilatéral, afin de lever ces restrictions en vue d'une utilisation à des fins commerciales et/ou la création d'œuvres dérivées pour des clichés particuliers.

**Question 1310** (20.07.2015) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **patrimoine culturel et religieux**:

Dans le contexte de la conservation et de la protection du patrimoine culturel, le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) examine si un immeuble ou objet pourrait être classé «monument national» respectivement être inscrit à l'inventaire supplémentaire. C'est ainsi que dans sa réponse à la question parlementaire n°1168 de Serge Wilmes (*cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015*), Madame la Ministre a précisé qu'environ 500 édifices religieux sont en train d'être inventoriés

par le SSMN et que la plupart remplirait les critères pour être protégés. C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle indiquer la date à laquelle la protection des édifices religieux en question sera effectuée et quand elle deviendra effective?

- Le Ministère a-t-il affecté le budget requis au sein du Fonds pour les monuments historiques, voire dans d'autres parties du Budget de l'État, pour subventionner ou contribuer à la protection de l'ensemble de ces immeubles et objets, sachant que le Fonds disposait d'une réserve financière suffisante?

- Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre de demandes actuellement déposées au sein du SSMN de manière générale, ainsi que sur la durée approximative que prendra l'instruction des demandes en vue de la protection effective d'un objet respectivement d'un immeuble?

- À quelle fréquence la Commission des Sites et Monuments Nationaux se réunit-elle?

**Réponse** (18.08.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

L'inventaire actuellement en cours des édifices religieux du pays est effectué par le Service des Sites et Monuments Nationaux en collaboration avec les administrations communales du pays et leurs bureaux d'études dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement généraux (PAG). Une protection juridique au niveau communal de ces édifices devrait se mettre en place avec l'entrée en vigueur des nouveaux PAG.

Parallèlement à cette procédure, un inventaire scientifique de tous les objets dignes de protection nationale, dont les édifices religieux, est lancé. Ces travaux porteront sur une durée estimative de trois ans. Au vu des résultats qui en découleront, la décision politique sur les protections nationales à entamer devra être prise.

Le budget pluriannuel estimatif du Fonds pour les monuments historiques prévoit neuf millions d'euros pour des travaux de conservation et de restauration au patrimoine religieux à faire réaliser d'ici 2020.

Actuellement, presque 400 demandes de protection nationale sont en procédure, dont 68 objets religieux. En moyenne, la durée pour voir protéger juridiquement un immeuble est d'un an.

La Commission des Sites et Monuments Nationaux se réunit en principe une fois par mois.

**Question 1315** (23.07.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **création d'une unité de police pour les transports publics**:

À l'occasion de la réunion du Comité de pilotage de la sécurité dans les transports, l'idée de la création d'une unité de police spécifiquement dédiée aux transports publics aurait été discutée.

Dans ce contexte, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures aurait indiqué vouloir adresser une lettre en ce sens à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer avoir été saisi par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures d'une lettre requérant la création d'une telle unité de police?

- Monsieur le Ministre entend-il revenir sur sa position et créer une telle unité?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les agents de cette unité feront partie de l'effectif de la Police grand-ducale ou appartiendront à une structure à part? Quelles seraient par ailleurs les compétences de cette unité?

**Réponse** (31.07.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

À l'heure actuelle, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ne s'est pas encore adressé par écrit à mon Ministère.

Néanmoins, le Gouvernement se doit d'augmenter le sentiment de sécurité à Luxembourg tant du personnel que des usagers des transports publics.

Dans le cadre des travaux de réforme de la police, l'aspect sécuritaire des transports publics sera discuté.

**Question 1345** (04.08.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **personnes bénéficiaires d'une mesure de protection internationale**:

Au moment de jouir de la protection internationale et de se voir attribuer le RMG, les personnes bénéficiaires d'une mesure de protection internationale sont tenues d'abandonner le logement mis à disposition par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Afin de leur laisser le temps nécessaire pour trouver une autre habitation, l'OLAI leur permet selon les cas de rester provisoirement dans le logement sous condition de participer aux frais locatifs. Or, les personnes en question risquent de rencontrer des difficultés à trouver un poste de travail et un logement appropriés notamment à cause de la méconnaissance des langues nationales et des services luxembourgeois existants.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle préciser les modalités relatives à la fixation des tarifs de participation aux frais locatifs pour les personnes bénéficiant d'une protection internationale? Est-ce que la participation financière dépend de la surface et de l'état du logement?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de personnes bénéficiaires d'une protection internationale qui peinent à trouver un travail et un logement?

- Madame la Ministre peut-elle assurer que les personnes en question bénéficient d'un encadrement ou d'une structure spéciale (hormis l'OLAI qui n'est plus en charge à ce stade-là), qui les aident à trouver un poste de travail ainsi qu'un logement appropriés?

**Réponse** (18.08.2015) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région*:

Les personnes demandeuses de protection internationale hébergées dans une structure de l'OLAI qui deviennent bénéficiaires d'une mesure de protection internationale, continuent à bénéficier de la gratuité de l'hébergement assortie de nourriture pendant une période de trois mois. Cette période a été fixée dans le but de donner le temps nécessaire aux personnes afin de faire aboutir les démarches administratives pour faire valoir leurs droits sociaux et avoir accès, entre autres, au RMG.

Les personnes qui, à l'issue de ces trois mois, n'ont pas trouvé de logement, peuvent continuer à habiter dans la structure de l'OLAI et à recourir aux services et aux conseils du service social de l'Office; dès lors elles sont tenues de participer aux frais locatifs.

La participation aux frais d'hébergement dans les foyers de l'OLAI est fixée en fonction de la composition de ménage. Ainsi, pour les familles, la participation financière correspond à un tiers de l'intégralité de leurs revenus. Pour les personnes isolées, la participation financière aux frais d'hébergement est progressive; elle est de 450 euros le quatrième mois, de 550 euros le cinquième mois et de 650 euros à partir du sixième mois.

Dès que les personnes bénéficient d'une mesure de protection, elles ont les mêmes droits que tout résident légal sur le territoire; elles peuvent donc s'adresser à l'office social de leur commune de résidence, à l'ADEM ou aux organismes spécialisés dans la location ou la vente de logements à coût modéré (AIS, FdL, SNHBM).

En outre, à l'instar de tout étranger légalement établi au Luxembourg, elles ont la possibilité de souscrire à un contrat d'accueil et d'intégration. Par ce biais, elles peuvent bénéficier de cours de langues à tarif réduit, de cours d'instruction civique et d'une journée d'orientation.